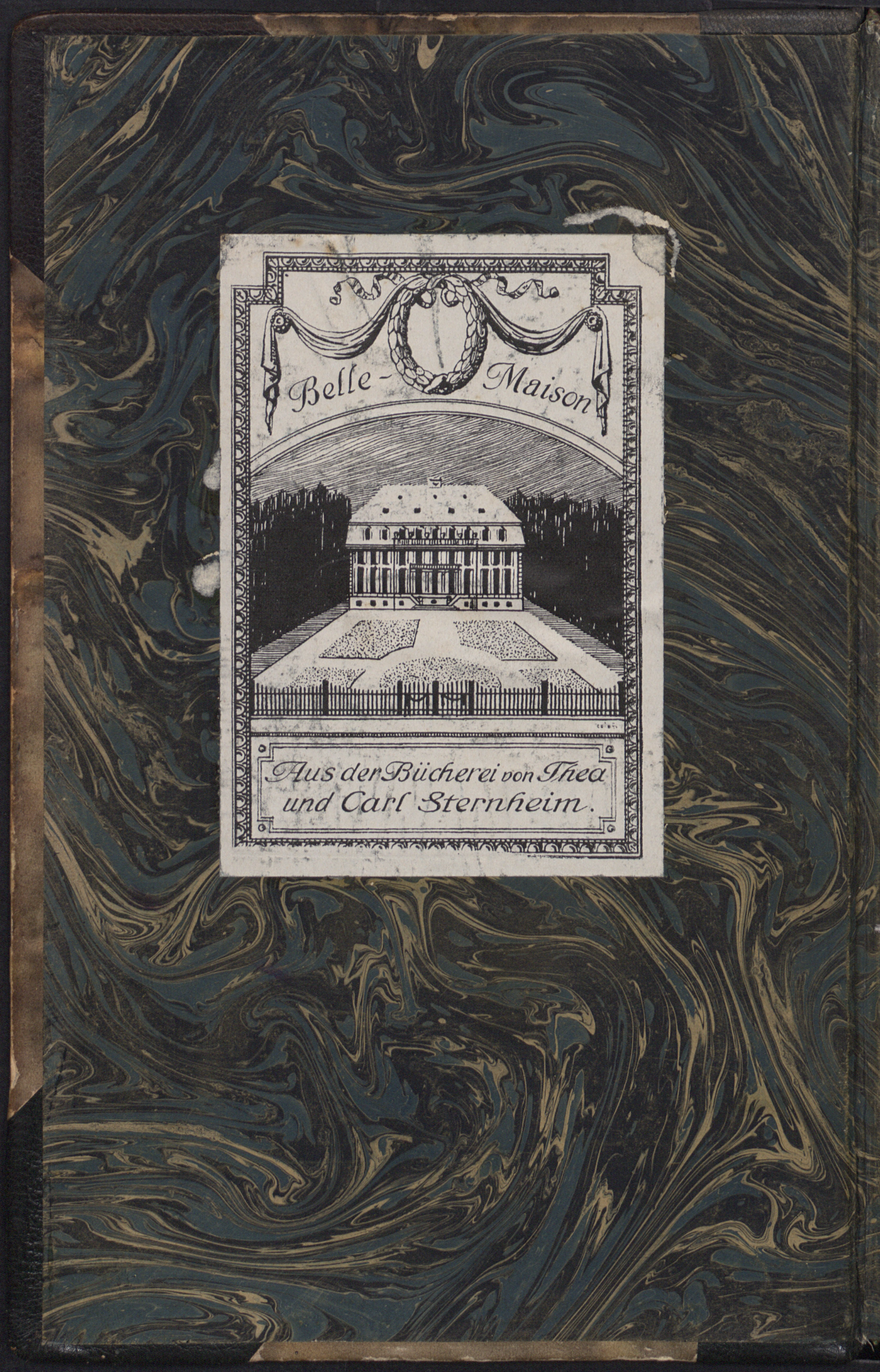
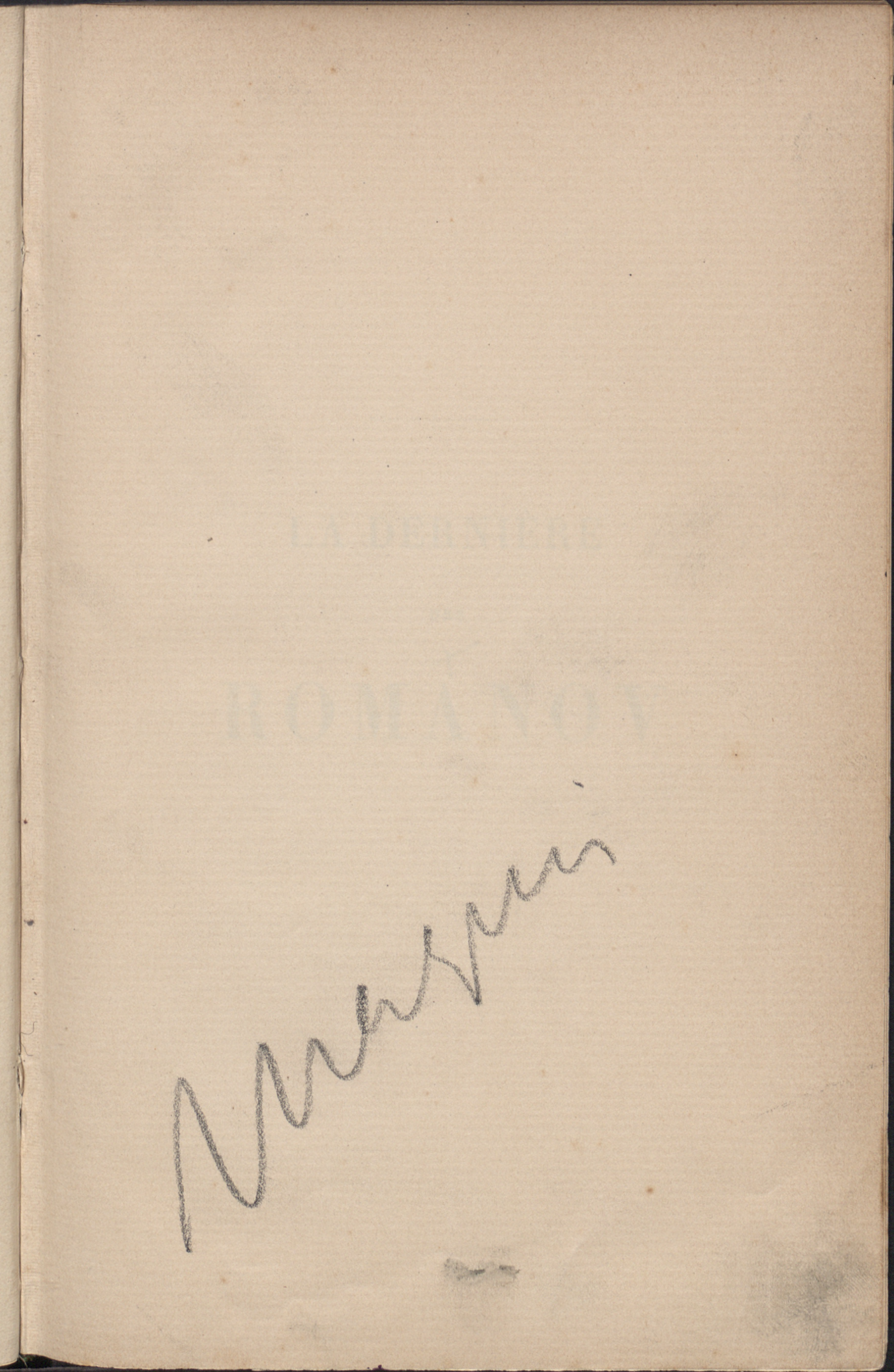
K. WALISZEWSKI

LA DERNIÈRE DES ROMANOV



Belle-Maison
Aus der Bücherei von Thea
und Carl Sternheim.





LA DERNIÈRE

DES

ROMANOV

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en janvier 1902.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Le Roman d'une impératrice. — *Catherine II de Russie,* d'après ses mémoires, sa correspondance et les documents inédits des Archives d'État. 13e édition. Un volume in-8°, accompagné d'un portrait d'après une miniature du temps... 8 francs

(*Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.*)

Autour d'un Trône. — *Catherine II de Russie.* Ses collaborateurs. — Ses amis. — Ses favoris. 6e édition. Un volume in-8°, accompagné d'un portrait... 8 francs

Pierre le Grand. — *L'Éducation.* — *L'Homme.* — *L'OEuvre*, d'après des documents nouveaux. 4e édition. Un volume in-8°, avec un portrait en héliogravure... 8 francs

Marysienka. Marie de La Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski (1641-1716). 3e édition. Un volume in-8°, avec un portrait en héliogravure... 7 fr. 50

L'Héritage de Pierre le Grand. Règne des femmes. — Gouvernement des favoris (1725-1741). 3e édition. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure... 8 francs

---

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2643.



Héliog Chauvet Imp. A. Maire

Elisabeth I, Impératrice de Russie
d'après Vanloo
(Palais de Peterhof)

PLON NOURRIT & Cie EDIT.

K. WALISZEWSKI

LA DERNIÈRE
DES
ROMANOV

ÉLISABETH I^RE
IMPÉRATRICE DE RUSSIE

1741-1762

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX ET EN GRANDE PARTIE INÉDITS
PUISÉS AUX ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PARIS
AUX ARCHIVES SECRÈTES DE BERLIN ET DE VIENNE
ET DANS DIVERS AUTRES DÉPOTS
AINSI QUE DANS LES PUBLICATIONS RUSSES ET ÉTRANGÈRES
LES PLUS RÉCENTES

Avec un portrait en héliogravure

TROISIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1902


BIBLIOTEKA
UNIWERSYTECKA
w Toruniu

INTRODUCTION

Un mot d'abord sur le titre de ce volume. Je l'ai choisi parce qu'il résume mon livre. Il correspond à un fait, qui non seulement dans l'histoire du règne d'Élisabeth, mais dans celle de la Russie et dans celle du nord-est européen au dix-huitième siècle, a une importance capitale.

J'espère qu'on ne me fera pas l'injure d'y chercher une intention politique. Au point de vue scientifique même, je n'ai pas songé à prendre ainsi parti dans une controverse d'ordre dynastique, que je jugerais, dans l'espèce, vidée d'avance et puérile au surplus. Sur le trône ou ailleurs, la plupart des grands noms historiques ne sont portés aujourd'hui que par voie de substitution. La plupart des dynasties sont étrangères au pays où elles se trouvent établies. Et je n'ai cure de discuter la légitimité de ces usurpations. La plupart encore n'ont aucune importance à mes yeux, leur objet n'en ayant pas. Quelques-unes tirent une réelle valeur des traditions qu'elles sont destinées à perpétuer et qui ont leur prix. Si donc, ce que j'ignore, aucun document public n'en ayant que je sache apporté l'indice, la famille actuellement régnante en Russie s'est souciée de revendiquer le signe patronymique d'une vocation auguste, je serais le dernier à lui en faire un reproche. Et s'il m'était prouvé par suite qu'il y a à cette heure des Romanov dans le pays de Pierre le Grand, je serais le premier à m'en réjouir. Historien, j'ai dû constater qu'à un autre moment, dans la

seconde moitié du dix-huitième siècle, il n'y en avait plus, l'événement entraînant des conséquences dont la portée ne saurait être exagérée.

La chose peut être établie et expliquée brièvement. Dans la ligne masculine, la famille s'est trouvée éteinte, on le sait, en 1730, par la mort de Pierre II, petit-fils du Réformateur. La table généalogique jointe à ce volume rappellera aux lecteurs les détails de l'événement. Le trône ayant ensuite passé à des collatéraux, puis à Élisabeth, fille de Pierre le Grand, cette souveraine, à défaut d'autre héritier plus proche, a désigné pour lui succéder son neveu, qui a fait souche de la dynastie actuelle.

Qu'était ce prince? Fils d'une sœur de l'Impératrice et d'un duc de Holstein, né à Kiel, élevé jusqu'à treize ans dans la religion protestante et dans le culte de sa patrie allemande, il était à son arrivée en Russie un principicule du type commun dans l'Allemagne du nord, très peu instruit, assez grossier, passionnément attaché à son terroir et à sa race. Élisabeth en a fait un grand-duc de Russie et un adepte de la religion orthodoxe, en attendant qu'il fût empereur. En a-t-elle fait un Romanov? A défaut d'une investiture officielle, dont je n'ai vu la trace nulle part, je serais disposé à considérer l'attribution du nom comme sous-entendue, — si le futur Pierre III ne l'avait lui-même notoirement et énergiquement répudiée. Un Romanov lui? Il n'a même pas consenti à devenir un Russe. Allemand il était né, Allemand il a voulu rester, n'assignant d'autre but à son ambition que de faire de sa nouvelle patrie une dépendance de sa patrie originelle. Je n'évoque que des traits connus, avérés. A son avènement, en 1762, la Russie se trouva engagée dans une coalition contre la Prusse. Victorieuse dans plusieurs batailles, ayant conquis une partie du territoire ennemi et occupé un instant Berlin, elle pouvait

dicter ses conditions. Vous savez ce qui arriva. Grand-duc, le neveu d'Élisabeth avait déjà servi d'espion à Frédéric; empereur, il mit la Russie au service du roi. La Prusse fut sauvée, la coalition réduite à accepter une paix désastreuse et l'histoire européenne changée pour plusieurs siècles. Les avantages que la Russie pouvait retirer de cette lutte étaient douteux, j'en conviens; mais elle y avait engagé des sacrifices énormes, et son honneur et sa gloire. Un Romanov n'eût certes pas songé à en faire ainsi bon marché.

Ce n'est pas tout. Cet empereur, plus allemand encore par l'âme que par le sang, était le mari d'une princesse allemande, et c'est elle, après lui, qui a gouverné la Russie pendant un quart de siècle. Comment? Vous savez que, contrairement à son époux, elle s'est appliquée, elle, à s'assimiler, avec la langue et les mœurs, tout le génie de son pays d'adoption; qu'elle y a réussi dans une grande mesure et que, appelée à diriger les destinées de ce pays, elle a prétendu s'inspirer pour sa tâche d'un programme essentiellement national. Y a-t-elle réussi? Dans une certaine mesure, oui encore. « Nulle histoire ne fournit ni de meilleurs, ni de plus grands hommes que la *nôtre* », lui est-il arrivé d'écrire à un autre Allemand, qui s'appelait Grimm. Elle croyait cela et elle s'efforçait d'agir en conséquence. Mais elle a écrit aussi au même correspondant : « *Das ist unmöglich das ich mir sollte auf die Nase spielen lassen*..... Jamais Allemand n'a souffert cela. » C'est presque textuellement le mot de Frédéric parlant à un envoyé français : « Regardez-moi, monsieur. Ai-je un nez à recevoir des nasardes? » Et, en traçant ces lignes, Catherine a trahi le secret de son être intime, avec le dualisme fatal que ses origines y maintenaient, avec les affinités intellectuelles et morales qui par mille fils imperceptibles la rattachaient à son foyer, à son éducation première, à sa race, et qui,

Et c'est enfin la guerre de Sept ans, une splendide épopée militaire, révélant non plus aux Turcs ou aux Suédois, mais à l'Europe entière, les vertus guerrières de la race ; une lutte victorieusement soutenue contre la première armée et le plus grand capitaine du temps ; Gros-Jaegersdorf et Künersdorf ; Frédéric mis aux abois, et l'aigle impériale des Hohenzollern à la veille d'être écrasée dans l'œuf par l'« ours déchaîné » ; des triomphes comme la Russie ne devait plus en connaître depuis.

Certes ils coûtèrent cher, et j'aurai à faire voir au prix de quelles misères, de quelles douleurs, de quelles hontes même se payaient à l'intérieur du pays ces splendeurs extérieures. Mais ce côté même du tableau n'est pas le moins digne de notre curiosité.

L'histoire intérieure de ce règne reste à faire, même en Russie. Un historien anglais a cru pouvoir affirmer récemment qu'elle n'existait pas. J'espère lui prouver le contraire, sans me flatter de combler suffisamment la lacune. Confondue avec celle de tous les pays européens, l'histoire extérieure a été abordée fréquemment. Je crois avoir trouvé à y ajouter quelques retouches. Mes recherches au dépôt du ministère des affaires étrangères de France m'ont fait découvrir quelques dossiers qui avaient échappé à mes prédécesseurs et qui sont susceptibles, je pense, de jeter un jour nouveau sur certains épisodes contemporains, notamment sur les premières tentatives de rapprochement entre la France et la Russie et sur le rôle que la diplomatie secrète a été appelée à y jouer. Dans les archives secrètes de Berlin mon butin a été plus considérable. La correspondance politique de Frédéric que j'ai pu y étudier en partie sur les originaux m'a permis de constater, non sans quelque surprise, que les savants éditeurs de cette correspondance (1)

(1) *Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen* (éditée par J.-G. Droysen, M. Duncker, H. von Sybel, Berlin, 1879-1898).

se sont trop avancés en affirmant que leur publication ne laissait de côté aucun texte important. Mes lecteurs en jugeront. Les archives secrètes de Vienne, bien qu'explorées déjà pour cette époque par M. d'Arneth et par d'autres historiens avec un soin auquel je me plais à rendre hommage, m'ont fourni également des renseignements inédits.

En terminant par ce volume la série de mes études sur l'histoire de la Russie au dix-huitième siècle, je tiens à m'expliquer encore au sujet de ce qu'un critique, d'ailleurs bienveillant, a cru pouvoir appeler ma « promenade en zigzag » à travers cette époque. Dans la préface d'un volume précédent j'ai indiqué déjà les raisons qui m'ont engagé à présenter d'abord au public français un tableau, assurément très incomplet, du règne de Catherine II. Sans viser à une comparaison, dont on ne saurait imaginer que je veuille chercher le ridicule, on me permettra d'observer que des raisons analogues, selon les apparences, ont guidé, voici près de deux mille ans, un historien de quelque autorité. Il s'appelait Tacite et a commencé par le règne de Galba pour arriver à celui de Néron.

Mais je dois à mes lecteurs d'autres explications encore. Quelque indulgent accueil qu'ils aient bien voulu faire, en grande majorité, à mon modeste essai, je n'ai pas laissé d'y soulever des controverses, voire des récriminations assez violentes, et d'ailleurs contradictoires. Accusé en tel endroit de médire du passé de la Russie, ou même de le calomnier, je me suis vu traité, en d'autre lieux, de vil courtisan. Ces petites mésaventures ne m'ont ni surpris ni déconcerté. Je les attendais ; j'oserai même dire que je les espérais. J'ai cru y apercevoir la preuve que je m'étais approché tout au moins, sans prétendre à l'avoir atteint, de cet idéal d'impartialité historique, qui est notre commune ambition à tous et comme le sommet altier où nous devons tendre de tout

notre effort. Les abords en sont semés de ronces et d'épines ; je ne me plains pas des piqûres que j'ai pu recueillir. Mais j'ai cru voir encore que les susceptibilités provoquées par mes études en certains quartiers tenaient en grande partie à une fausse conception et du but que je me suis proposé et même de l'objet naturel de toute étude historique. Un critique russe n'a-t-il pas imaginé qu'en me donnant le rôle d'interprète entre deux mondes différents, je devais nécessairement en sacrifier un, et que le sacrifié devait être celui où l'on parle la langue de Pouchkine! Et pourquoi, s'il vous plaît, ce sacrifice obligatoire? La vérité n'est pas une déesse qui réclame des victimes sur ses autels. Elle réclame des esprits justes et des cœurs sincères.

Quelque sévères qu'aient pu paraître aux yeux de mes lecteurs russes certaines de mes appréciations sur la place occupée par leur pays dans l'histoire de la civilisation européenne, rien n'est mieux fait pour m'y donner raison que l'acrimonie même des protestations que j'ai ainsi provoquées. L'orgueil injustifié, le contentement facile de soi-même, le sentiment naïf de sa supériorité par rapport au monde environnant, sont autant de signes probants d'un développement rudimentaire de culture, au moins dans certain sens. Voyez l'orgueilleuse Chine et faites une comparaison avec le modeste Japon.

Un progrès a d'ailleurs été réalisé à cet égard. Il y a un peu plus d'un demi-siècle, Tchadaiev a risqué le cabanon à perpétuité pour avoir dit à ses compatriotes quelques vérités cruelles, dont, depuis, beaucoup d'entre eux ont reconnu l'exactitude. Et on n'a pas parlé de m'enfermer. A m'en rapporter même à un grand nombre de publications russes, parmi les plus récentes, l'intolérance dont mon œuvre a été l'objet n'a tenu qu'à mes origines, en vertu de la boutade célèbre du grand poète national dont la Russie s'enorgueillit

avec raison : « Je méprise mon pays des pieds à la tête ; mais il me déplaît qu'un étranger partage avec moi ce sentiment. » Je suis désolé de toucher ici à une question personnelle ; elle a malheureusement tenu trop de place, même en dehors de la Russie, dans les critiques dont mes livres ont été l'objet, pour qu'il me soit permis, selon le vœu de mon cœur, de la considérer comme négligeable. Suis-je un étranger? Polonais écrivant en français des chapitres d'histoire russe, n'ai-je pas à me réclamer d'une communauté historique, qui naguère encore pouvait paraître paradoxale, mais dont les événements ont fait une réalité vivante? Et, pour vivre en commun, ne faut-il pas se connaître?

C'est en m'inspirant de cette considération que j'ai entrepris sur le passé d'un des membres de la communauté une enquête, libre de tout autre souci et conduite, j'ose l'affirmer, et il y a paru, je pense, dans une indépendance absolue, dans un effort de sincérité constant. Si des erreurs inséparables de toute œuvre humaine l'ont détournée sur quelque point du chemin ainsi tracé, mes origines n'y ont été pour rien. Je n'ai cherché que la vérité. Mais j'ai voulu, je ne m'en cache pas, la trouver aussi entière que possible et la montrer de même, sans réserves et sans voiles, ainsi que la légende et les arts plastiques la représentent à la sortie d'un puits. Et c'est sur ce point, je crois, que je me suis trouvé en désaccord avec une grande partie de mes contradicteurs, en heurtant de front des idées invétérées et des habitudes prises. En Russie notamment, une telle conception du rôle de l'historien est pour offenser beaucoup de monde. Entre l'esprit officiel et l'esprit révolutionnaire, le panégyrisme et le dénigrement également outrés, l'histoire y demeure une arme de combat, instrument de gouvernement ou instrument d'opposition. Où en est la critique historique dans ce pays, pour le savoir, à défaut d'autre indication, telle

page me suffirait d'une œuvre monumentale et didactique, rédigée récemment à Saint-Pétersbourg par un comité d'éminents spécialistes militaires, et affirmant que l'armée russe contemporaine de Frédéric II était la seule capable de passer de la défensive à l'offensive vigoureuse et qu'en se laissant tourner, couper de sa ligne de retraite et attaquer à revers, elle affirmait sa supériorité (1) ! Jusqu'à ce que ces errements fâcheux cèdent la place à des manières de voir plus justes et à des pratiques plus saines, je conçois que ceux qui les suivent ne puissent s'accommoder de mon œuvre. Elle attendra.

Une autre évolution intellectuelle doit aussi, selon mon ferme espoir, la libérer de certains reproches d'un ordre plus général. Ils ont tendu à dénoncer dans mes tableaux de la vie russe au dix-huitième siècle un abus de l'élément anecdotique et pittoresque. J'ai essayé déjà de montrer qu'il y avait là erreur, sinon sur le corps du délit, du moins sur l'attribution des responsabilités. Voici un garçon pâtissier qui devient régent d'un puissant empire et arrive à fiancer sa fille avec l'empereur ; voici une impératrice qui a été blanchisseuse ou cantinière ; en voici une autre qui s'empare du pouvoir en pénétrant de nuit dans un palais, accompagnée de quelques grenadiers qui la portent dans leurs bras; une autre encore qui partage les joies et les soucis du rang suprême avec une douzaine de favoris, hier simples soldats, aujourd'hui généraux, maréchaux, comtes, princes sérénissimes. Ce sont assurément des anecdotes, et du plus mauvais genre, et j'aurais honte de les avoir inventées. Mais je ne suis pas l'inventeur. Telles quelles, elles ont constitué une partie essentielle de la vie d'un grand

(1) *Aperçu des guerres soutenues par la Russie depuis Pierre le Grand*, ouvrage rédigé sous la direction du général Leer par les généraux Doubrovine, Kouropatkine, Goudime-Levkovitch, Pouzyrevski et Soukhotine, Pétersbourg, 1898, partie IV, livre II, p. 191, 204, 220.

peuple, à une époque de son histoire qu'on ne saurait négliger, sous peine de ne rien comprendre au reste.

Dans le cadre que j'ai choisi, comme répondant le mieux non pas seulement à mes goûts ou à mes aptitudes, mais aux préférences et aux besoins du public auquel je m'adressais, dans les limites que j'ai dû m'imposer, je crois n'avoir négligé aucun élément sérieux d'investigation scientifique. Seulement, en recueillant et en faisant valoir ces éléments, je ne me suis pas appliqué, je m'en confesse, à me montrer aussi ennuyeux que paraissent le comporter aujourd'hui certaines exigences professionnelles. Sont-elles justifiées? Sont-elles même conformes aux plus illustres traditions du métier? Je serais tenté d'en appeler encore à Suétone tout ou moins, sinon à Tacite. Mais en dehors de ces modèles déjà anciens, d'autres plus récents, et par là même plus autorisés, ont été répudiés depuis quelque temps par la majorité de mes confrères, sous l'empire d'une préoccupation nouvelle et impérieuse, les portant à imiter l'austérité des sciences exactes. Si du moins le but ainsi visé était atteint! Mais quelle illusion ! Quelle confusion entre des domaines distincts et dissemblables ! Donnez-moi une édition, publiée à Berlin ou à Leipzig, des œuvres complètes d'un mathématicien ou d'un chimiste : je suis certain que pas une virgule n'y manquera. Vous verrez ce qui manque dans la correspondance de Frédéric éditée au même lieu. Et pour qui cette science? Les temps sont loin où Thiers passionnait les lecteurs du *Constitutionnel* avec son *Histoire de la Révolution*. Si le *Constitutionnel* existait encore, ses abonnés chercheraient les mêmes émotions dans quelque roman d'aventures. L'Histoire est ainsi devenue le domaine de plus en plus exclusif d'un cercle de plus en plus restreint d'initiés. Mais n'est-ce pas pour elle faillir à son véritable objet? N'est-elle pas la *magistra vitæ*? Et par qui la vie sociale,

intellectuelle, économique, politique même, est-elle faite de nos jours? Par les savants? Vous savez bien que non. Le commissionnaire du coin s'en mêle, s'il est électeur. Tout le monde y participe. C'est donc tout le monde qu'il faut instruire; c'est sur tout le monde qu'il faut projeter la grande clarté des enseignements que nous essayons d'emprunter au passé. Et vous l'enfermez dans une académie !

Un historien russe qui aurait pu faire un meilleur emploi de son temps — il s'en apercevra, je pense, s'il me fait encore l'honneur de me lire — a traité mes études de *romans*. Je serais tenté de prendre le mot pour un compliment. Oui, en mettant sous les yeux du plus grand nombre de mes lecteurs la substance fût-ce de documents diplomatiques, je croirais possible de la rendre presque aussi attrayante qu'un feuilleton. Cela est certainement possible, à la condition d'en éliminer tout ce qui est sans intérêt réel, c'est-à-dire les neuf dixièmes de la plupart des textes, et d'y introduire ce qui fait l'attrait de toute chose humaine : la vie ! Si je n'y ai pas réussi, c'est faute de talent, faute aussi sans doute de certaines habitudes intellectuelles aujourd'hui perdues au sein du grand public. Il y a là une éducation à faire ou à refaire. Quelques écrivains s'y essayent déjà en France et ailleurs avec un art que je ne puis égaler, mais où je trouve une justification, un encouragement et un espoir. On l'a observé : telle page de M. Henri Houssaye ou de M. Frédéric Masson, en dépit du luxe de leur documentation, telle autre de M. Lavisse ou de M. Lamprecht, en dépit de la précision de leurs recherches, n'ont, comme vivacité du tour et charme du style, rien à envier aux maîtres les plus goûtés de la masse des lecteurs.

Des résistances se produisent encore de ce côté; des écueils sont aussi à craindre dans cette voie. La confusion des genres, dénoncée naguère par un critique éminent,

en serait un. Il m'a bien échappé de dire qu'à mon sens l'œuvre de l'historien tenait encore plus de l'art que de la science ; je n'ai pas voulu affirmer, certes, qu'elle ne fût pas scientifique de quelque façon. Limiter n'est pas exclure. J'ose néanmoins toujours penser qu'à raison de ses limites naturelles comme de sa mission spécifique, cette œuvre ne ressemble ni à celle du mathématicien ni à celle du chimiste ; qu'à défaut d'observation directe, les images qu'elle évoque, dans un miroir au tain effacé, au verre brisé en maint endroit, ne sauraient se réclamer d'une exactitude parfaite; qu'au surplus son utilité, la seule que je puisse concevoir, est d'aiguiser au sein des masses mêmes la vision du présent et la prévision de l'avenir par ce reflet du passé qu'elle essaye de mettre dans leurs yeux ; qu'ainsi elle n'est pas seulement présomptueuse, mais encore mensongère, quand elle prétend à l'infaillibilité, et qu'elle est vaine, qu'elle n'a pas de raison d'être, — si elle n'est populaire. Il suffit d'un savant et de quelques manœuvres pour construire un pont, dresser une batterie électrique, mettre en mouvement une locomotive; pour faire une heure de vie humaine, il faut tout un peuple.

Je termine en exprimant une fois de plus ma profonde reconnaissance à tous ceux qui, dans les collections publiques ou privées auxquelles j'ai eu à recourir pour me documenter, ont bien voulu faciliter ma tâche, guider mes recherches et mettre à ma disposition les trésors confiés à leur garde, ainsi que leurs lumières et leurs conseils. MM. le docteur Gustave Winter et le conseiller Arpad de Karolyi, directeur et sous-directeur des archives impériales de Vienne, voudront bien recevoir, cette fois, de ma part un tribut particulier de respectueuse gratitude.

LA DERNIÈRE

DES

ROMANOV

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE INTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

L'AVÈNEMENT

I. La nuit du 25-26 novembre. — Le réveil du prince Chakhovskoï. — Au palais de la nouvelle impératrice. — *Cedat toga armis!* — Les manifestes. — Les droits d'Élisabeth. — II. L'ex-Empereur. — La famille Brunswick. — Les étapes de l'exil. — A Kholmogory. — La mort d'Ivan III. — Les survivants. — La délivrance. — En Danemark. — III. Les autres victimes du coup d'État. — Supplices annoncés. — Ostermann sur l'échafaud. — Demi-grâce. — L'ex-chancelier à Berezov. — Münnich à Pelym. — Le retour triomphal. — Manstein. — Loewenwolde. — Golovkine. — L'élément féminin. — IV. Le nouveau personnel. — Suppression du Cabinet. — Rétablissement du Sénat dans ses anciennes prérogatives. — *Comme sous Pierre le Grand.* — Les revenants. — Les Dolgorouki.— Le beau Choubine. — La *Leib-kompania.* — Triomphe et excès du militarisme. — Conflit. — Le nationalisme et l'élément allemand. — V. Le couronnement. — L'arrivée du duc de Holstein. — Le voyage de Moscou. — Cérémonies et fêtes. — Le duc proclamé héritier. — Allemand ou Russe? — Les fatalités de l'œuvre de Pierre le Grand. — *La fenêtre ouverte.* — L'Allemagne en Russie. — L'avenir.

I

L'AVÈNEMENT

Une nuit sombre ; une avenue de Saint-Pétersbourg, silencieuse et déserte sous l'épais tapis de neige et dans l'air glacé de l'hiver septentrional ; débouchant d'un carrefour obscur,

une bande de soldats en compagnie d'une jeune et jolie femme...

Une anecdote encore!...

Je me demande comment j'aurais pu m'y prendre pour éviter celle-ci. Reproduire sur cette nuit historique du 25-26 novembre (5-6 décembre n. s.) 1741 le récit officiel des manifestes annonçant à la Russie et à l'Europe l'avènement de la fille de Pierre le Grand? C'eût été moins pittoresque assurément, plus *austère*, au gré de quelques-uns de mes lecteurs, — et absolument faux. La vérité absolue, unique, c'est cela, cette équipée nocturne, banale d'apparence et équivoque; cette femme au bras de quelques grenadiers ; puis des factionnaires assommés à la porte d'un palais ; une autre femme arrachée de son lit ; un enfant enlevé de son berceau ; — au total, pour mettre fin à la régence d'Anne de Brunswick, détrôner le petit Ivan III et inaugurer le règne d'Élisabeth, la répétition à peu près exacte du drame qui, une année auparavant, avait causé la chute de Bühren.

Drames de palais commençant dans une caserne ; querelles de femmes et de favoris ; duels d'aventuriers et de dynasties exotiques ; complots, révolutions, assassinats, où la Russie moderne a roulé pendant près d'un siècle, ainsi que dans le lit abrupt et fangeux d'un torrent, comment pourrais-je vous effacer de l'histoire?

Avec cette aventure-ci nous arrivons à un intervalle un peu moins accidenté, mais en trébuchant sur quel seuil scabreux ! J'ai dû déjà, dans un volume précédent (1), narrer les premières phases du coup d'État, le complot sommaire, l'envahissement du palais d'hiver et la capture facile de ses habitants. Un témoin oculaire nous a laissé le récit des heures qui suivirent.

Courtisan de Bühren sous le règne d'Anne Ivanovna, puis partisan de Volynski, quand l'étoile du favori lui sembla pâlir, le prince Jacques Chakhovskoï était un habile homme. Bühren,

(1) *L'Héritage de Pierre le Grand*, p. 332 et suiv.

devenu régent à la mort d'Anne, ne lui avait pas tenu rigueur de sa défection, bientôt amadoué par de nouveaux témoignages de dévouement jusqu'à confier à cet adversaire de la veille le poste de maître de police. La régence ayant abouti à la catastrophe que l'on sait, le policier s'était laissé dégrader, sans sourciller, au rang d'adjoint. Un peu plus tard, l'intervention d'un parent tout-puissant, Golovkine, lui valait une place au Sénat, en attendant mieux. Il espérait bien ne pas attendre longtemps. Les fortunes étaient si rapides alors en Russie ! Le 25 novembre 1741, il dîna chez Golovkine, dont on célébrait la fête. Plus de cent convives des deux sexes ; danses après le dîner et souper après les danses. Rentré à une heure du matin, le sénateur s'endormit profondément et faisait des rêves agréables, quand des coups de poing ébranlant les volets de sa chambre et des appels sonores le réveillèrent en sursaut. Il reconnut la voix d'un huissier du Sénat.

— Que voulez-vous ?

— Jacques Petrovitch, il faut vous lever !

— Pourquoi ?

— Pour prêter serment à la tsarevna Élisabeth, qui vient de prendre le pouvoir.

Encore une catastrophe, encore un changement, encore une carrière à recommencer !

Le carrosse de Jacques Petrovitch ne put fendre la foule qui encombrait déjà les abords du palais. En dépit du grand froid, bourgeois et soldats se mêlant, fraternisant autour de grands feux allumés avec des bois de clôture et vidant des verres d'eau-de-vie, remplissaient la place. Il dut descendre, enfoncer dans la neige, jouer des coudes jusqu'au seuil de la demeure impériale, où un de ses collègues, Alexis Dimitriévitch Galitzine, abordait en même temps.

— Comment cela est-il arrivé ?

— Je n'en sais rien !

Dans le troisième salon seulement, Pierre Ivanovitch Chouvalov, un des triomphateurs de la nuit, les mit sommairement au courant, donna quelques détails. Mais aussitôt d'un groupe

voisin d'officiers une voix s'élevait, à la fois railleuse et méprisante.

— Des sénateurs? Que viennent-ils faire ici (1)?

C'était le mot d'ordre du nouveau régime. *Cedat toga armis!* Au loin, entourée d'un autre groupe d'officiers et de soldats, inaccessible, Élisabeth rayonnait, jetant des éclats de voix et des rires joyeux dans un cliquetis de sabres et d'éperons...

Elle avait pris le pouvoir, mais à quel titre? On l'ignorait encore. Elle l'ignorait elle-même. Après la prestation du serment à la chapelle du palais d'hiver, quand, cédant au vœu de la foule qui l'acclamait du dehors et la réclamait, elle parut sur un balcon, on vit un enfant dans ses bras. Et c'était encore le petit Ivan. L'Empereur? On crut comprendre que la régence seule d'Anne de Brunswick avait pris fin, la tante se substituant à la mère jusqu'à la majorité du souverain. Un manifeste publié à la première heure laissa subsister l'équivoque. Élisabeth y disait bien qu'à raison des troubles qui s'étaient produits *pendant la minorité d'Ivan*, tous ses fidèles sujets, tant ecclésiastiques que laïques, et principalement les régiments de la garde, lui avaient demandé à l'unanimité d'occuper le trône. Elle ne soulevait aucune discussion au sujet des droits respectifs, ne prononçait pas le nom d'impératrice. Mais ce nom, les soldats de la garde le criaient à pleins poumons à l'intérieur du palais, et, au dehors, la foule, inconsciente, leur faisait écho. En se donnant l'air d'obéir à la voix de son peuple, Élisabeth y puisa sans doute l'encouragement dont elle avait besoin. A dix heures du matin, elle annonça à La Chétardie qu'elle venait d'être reconnue *en cette qualité*. En même temps, sous forme d'une demande de conseil, elle tranchait, — avec un point d'interrogation, — la question redoutable :

« Que faire du *prince* de Brunswick? »

L'Empereur n'était plus.

(1) *Mémoires de Jacques Chakhovskoï*, 1810, t. I, p. 67 et suiv.

La Chétardie n'hésita pas : « On ne saurait, répondit-il, apporter trop de moyens pour effacer jusqu'aux traces du règne d'Ivan III. »

Nouveau message à deux heures : « Quelles précautions à prendre pour l'étranger ? » Réponse : « Arrêter tous les courriers jusqu'à ce que les vôtres aient eu le temps d'annoncer l'événement. »

N'ayant pas osé mettre au jeu avant que les cartes fussent retournées, le diplomate français ne montrait que plus de résolution maintenant à entrer dans la partie. Et cependant jusque dans la chambre à coucher de la nouvelle impératrice les grenadiers restaient en faction, les armes chargées, l'oreille tendue. Une contre-révolution n'était-elle pas possible ?

Le 28 novembre seulement un nouveau manifeste mit fin aux incertitudes du public. Les *droits* d'Élisabeth y étaient enfin évoqués et fondés sur le testament de Catherine I[re]. Après Pierre II et à défaut d'enfants issus de lui, il désignait comme héritiers légitimes la tsarevna Anne Petrovna, sœur aînée d'Élisabeth, avec sa descendance, puis Élisabeth avec sa descendance. Mais quoi ? Cette Anne Petrovna, morte en 1728, ne laissait-elle pas d'enfants ? Si fait, un fils, né de son mariage avec le duc de Holstein, et vivant. Ne devait-il donc pas régner ? Non, car, élevé à Kiel dans la religion protestante, il tombait sous le coup d'une clause du testament écartant de la succession les héritiers non orthodoxes. En le faisant venir un peu plus tard à Saint-Pétersbourg et en le désignant à son tour pour lui succéder, Élisabeth devait commencer par le faire entrer dans le giron de l'Église grecque. Mais la chose faite, n'aurait-elle pas dû lui céder aussitôt la place ? Un historien veut qu'elle y ait songé, en se préparant une retraite au couvent de la Résurrection qu'elle aurait fait bâtir à cette intention sur les bords de la Neva (1). Je lui laisse la responsabilité de cette assertion.

Le manifeste annonçait encore que le *prince* Ivan et sa

(1) Busching, *Gründlich ersuchte Ursachen der Regierungsveraenderungen in dem Hause Romanov*, 1767, p. 39.

famille allaient être renvoyés en Allemagne avec les honneurs dus à leur rang. Cette intention-ci, la fille de Pierre le Grand paraît l'avoir eue réellement. Je vais dire de suite à quelles influences elle a obéi en y renonçant, en surchargeant son usurpation d'un excès inutile de violence et de cruauté, et en ajoutant aux chapitres sombres de l'histoire de son pays une des plus douloureuses pages qu'on ait à y lire.

II

LA FAMILLE BRUNSWICK

Cette famille, issue, on s'en souvient, du mariage d'une des petites-filles d'Ivan V, le frère aîné de Pierre le Grand (1), avec un prince de ce nom, se composait à ce moment de l'Empereur détrôné, de sa sœur cadette Catherine et de leur père et mère, le prince Antoine-Ulric de Brunswick et la princesse Anne Léopoldovna de Mecklembourg, l'ex-régente. Les premières décisions d'Élisabeth à son sujet furent clémentes. Les exilés devaient recevoir 30,000 roubles pour les frais de leur voyage et une pension annuelle de 50,000 roubles. Chargé de les conduire hors des frontières, Vassili Fiodorovitch Saltykov avait ordre de faire diligence, en évitant de s'arrêter dans les villes. Hélas ! mes lecteurs connaissent déjà les péripéties usuelles, en Russie, de ces voyages commandés ; l'invariable intervention des contre-ordres se succédant sur le chemin de l'exil pour en aggraver l'amertume et l'horreur. A la première étape, un courrier rejoignit Saltykov, en lui enjoignant maintenant de ne pas se presser et de séjourner plusieurs jours dans chaque ville, jusqu'à Riga. Élisabeth en était déjà à regretter son premier mouvement et voulait se donner le temps de la réflexion. A Riga, nouvelle surprise : ordre de rester sur place, en atten-

(1) Je rappelle à mes lecteurs que ce prince se faisait appeler ainsi comme cinquième *tsar* de ce nom, tandis que le fils d'Anne Léopoldovna s'appela Jean III, comme troisième *empereur* du même nom.

dant des instructions ultérieures. On a deviné un rapport d'effet à cause entre ces changements et les étapes d'un autre voyage, celui que le futur héritier, « le petit diable de Kiel », comme l'appelait Anne Ivanovna, faisait en ce moment en sens inverse pour rejoindre sa tante. Élisabeth pouvait craindre que les parents allemands de la famille exilée ne cherchassent à arrêter en route cet autre usurpateur, et elle gardait des otages. Le calcul, s'il a été fait, a dû se compliquer d'autres considérations. L'ex-Empereur et ses parents ne furent pas seulement, en effet, arrêtés à Riga, mais emprisonnés. Et bientôt l'idée de les renvoyer dans leur patrie parut aban donnée tout à fait.

Lestocq, le chirurgien confident, passa pour n'avoir pas été étranger à l'événement. Mais nous avons la trace d'autres conseils que les siens prodigués à Élisabeth en cette circonstance épineuse et tendant généralement à lui prouver qu'en se dessaisissant du souverain détrôné, elle risquait de ne pas se trouver en sûreté sur son trône. Frédéric II en particulier y mettait beaucoup de zèle. Marié à une princesse de Brunswick et n'ayant pas manqué de s'en prévaloir sous le règne précédent, bien qu'il détestât et cette femme et sa famille, il ne se montrait que plus empressé maintenant à conjurer tout soupçon de sympathie pour le jeune prince qu'on appelait son neveu. Saltykov, d'autre part, brave homme, avait dans son entourage des subalternes préoccupés de se faire valoir. Ils s'ingénièrent à augmenter les alarmes de l'Impératrice. Elle sut ainsi qu'Anne Léopoldovna maltraitait le chef de son escorte. Les domestiques interrogeaient le petit prince : « A qui couperas-tu la tête, batiouchka, quand tu auras repris le pouvoir ? » Et l'enfant répondait : « A Vassili Fiodorovitch. »

Saltykov avait beau nier : « Le petit prince ne dit presque rien jamais », affirmait-il. Élisabeth n'en croyait rien. Pendant tout son règne elle devait être hantée par ce spectre d'une souveraineté rivale de la sienne. Tour à tour, l'Autriche, la Suède et la Prusse elle-même lui semblèrent disposées à

prendre fait et cause pour le prince détrôné. Plus tard, pour échapper à l'obsession, elle aurait songé même — d'après certains rapports — à épouser le fantôme menaçant (1). A cette heure gardant la famille à Riga, elle consultait tout le monde, jusqu'à Bühren, qu'elle rappelait de son exil sibérien, mais en l'internant à Iaroslavl et en lui interdisant l'accès de la cour et les abords de la capitale. L'ex-régent peut bien avoir inspiré sa résolution définitive (2). Le 13 décembre 1742, la famille fut conduite en grand mystère à la forteresse de Dünamunde, puis en janvier 1744 envoyée à Oranienbourg, aujourd'hui Ranenbourg, dans le gouvernement de Riazan. Elle s'était, dans l'intervalle, augmentée d'un membre, la princesse Élisabeth, née en prison et destinée à y vivre quarante ans. On faillit par erreur mener les prisonniers au delà de l'Oural, à Orembourg. A ce moment, d'Allion, chargé d'affaires français à Saint-Pétersbourg, envoyait à Versailles les renseignements suivants :

« On a ôté à ces illustres malheureux tous les domestiques étrangers, à l'exception de M. Heimbourg, de deux valets de chambre, de la freiline Julie (Mengden) et de sa sœur. La première, toujours l'idole favorite de la princesse Anne, emporte avec elle des preuves certaines que les feux de l'amour peuvent s'allumer au milieu des plus grandes infortunes. Un sergent des gardes a été l'Adonis. »

En juillet 1744, nouveau changement, motivé cette fois par la prétendue conjuration, à laquelle le ministre de Marie-Thérèse en Russie, marquis de Botta, avait vu l'année précédente attacher son nom. Frédéric s'était hâté aussitôt d'esquiver toute apparence de complicité, en engageant Élisabeth à envoyer plus loin, beaucoup plus loin, l'inquiétant neveu (3). L'Impératrice mit huit mois à méditer ce thème. On verra qu'elle eut toujours la résolution lente.

(1) P. Soumarokov, *Aperçu du règne de Catherine II*, 1832 (en russe), I, 117; comp. *Archives* Vorontsov, XXVI, 33.

(2) *Hohenholz à Ulfeld*, Pétersb., 22 janvier 1743; *Archives d'État à Vienne.*

(3) Rapport du comte Tchernichov, ministre de Russie à Berlin, 22 nov. 1743, *Archives russes*, 1866, p. 1541.

Mais le conseil ne devait encore pas être perdu. En juillet donc, le major Miller reçut ordre de conduire d'Oranienbourg à Arkhangelsk, puis au monastère voisin de Solovki, sur une île de la mer Blanche, un garçon âgé de quatre ans, qui lui serait livré sous le nom de Grégoire.

C'était l'ex-Empereur.

Anne Léopoldovna se trouvait enceinte une fois de plus. On la sépara de son mari, et elle crut qu'elle ne devait plus le revoir. On lui enleva aussi Julie Mengden, disgrâce sans doute plus cruelle. Les exilés ignorèrent le lieu de leur nouvelle destination. Sur les bords seulement de la mer Blanche la famille se retrouva réunie. Mais l'hiver était venu, et, l'état des glaces ne permettant pas d'atteindre Solovki, on dut attendre le printemps à Kholmogory. Le chambellan Nicolas Korf, qui remplaçait maintenant Saltykov, conseilla d'y laisser les prisonniers, et l'avis fut trouvé bon.

A cent douze verstes de son embouchure, la Dvina forme plusieurs îles. Ville de district du gouvernement d'Arkhangelsk, Kholmogory se trouve sur l'une d'elles. Cent cinquante maisons environ, espacées sur une étendue de deux verstes, le long d'une rue unique et tortueuse, tel était alors son aspect, qui n'a pas beaucoup changé depuis. Elle comptait cependant parmi les plus anciennes cités de la Russie et les plus renommées, ayant joué un grand rôle dans l'histoire des provinces du nord-est. Jusqu'à l'avènement des tsars de Moscou, elle avait constitué un centre administratif et commercial de grande importance. Plus tard, elle s'était vue évincée par Arkhangelsk. Mais sous Pierre le Grand encore sa cathédrale de la Transfiguration, bâtie en pierres de taille dans le style byzantin, passait pour la plus belle de tout l'empire. A trois verstes de la ville est un village qui porte officiellement le nom de Denissovka et que les paysans appellent communément *Boloto* (marécage), — le lieu de naissance du grand Lomonossov.

En quête d'une prison pour y loger ces nouveaux hôtes, Korf ne trouva que la maison de l'arkhireï (évêque), qui dut

chercher gite ailleurs. Une haute palissade en bois, gardée par des soldats, isola complètement Anne Léopoldovna et ses compagnons d'infortune. Les habitants de Kholmogory devaient ignorer le nom et la qualité des prisonniers. Une somme de dix à quinze mille roubles était mise à la disposition du gouverneur de la province pour l'entretien de la famille ; mais jamais on ne songea à demander compte de son emploi, et il arrivait que le prince Antoine, ayant l'habitude de prendre du café trois fois par jour, en fût privé pendant des semaines entières.

Julie Mengden était remplacée, pour des raisons que nous ignorons, par sa sœur Bina (Jacobine), qui ne fut qu'un tourment de plus pour ceux dont elle devait partager et adoucir la captivité. Une terrible personne ! Querelles avec les officiers et les soldats de garde, scènes orageuses avec le prince Antoine et amours tapageuses avec le médecin de la famille, Nojevtchikov, elle multiplia tous les scandales, fournissant une matière inépuisable aux rapports envoyés à Pétersbourg. On finit par l'enfermer dans un cachot séparé ; mais elle battait les soldats qui lui apportaient à manger et leur versait sa soupe sur la tête.

A travers toutes ces épreuves, Anne Léopoldovna accoucha encore à Kholmogory de deux fils, les princes Pierre et Alexis, et mourut en 1746. Gros, sanguin, guetté par l'apoplexie, son mari lui survécut cependant près de trente ans. Les enfants grandirent, mais maladifs, rachitiques, contrefaits et à demi idiots. En 1756, le prince Ivan, l'ex-Empereur, disparut, enlevé de nuit par un sergent de gardes, qui, dans le plus grand mystère toujours, le conduisit à Schlusselbourg. Une casemate y ferma sur lui ses portes bardées de fer. Pendant des années, il ne devait plus voir visage humain. On n'entrait dans sa cellule qu'après lui avoir enjoint de se cacher derrière un paravent. Il ne connut jamais le lieu de son incarcération. Des rapports datant de 1759 le représentent d'ailleurs comme ayant la tête un peu dérangée. Mais ses gardiens supposaient aussi qu'il pouvait simuler la

folie. Il paraît, en tout cas, avoir conservé la conscience de sa personnalité. Chouvalov le faisant interroger par un officier : « Qui es-tu? » il aurait répondu : « Un très grand personnage, un prince! On a changé mon nom. » Une autre fois, lui-même se serait porté à interpeller rudement ce même officier : « Comment oses-tu me traiter ainsi? Je suis ton souverain! » A la suite de ces incartades, on lui aurait supprimé le thé et — les bas chauds, pour rabattre sa superbe. Mais ce sont des légendes, comme aussi le récit d'une évasion qui aurait conduit le prisonnier jusqu'à Smolensk, en compagnie d'un moine. Une seule fois, d'après des données à peu près certaines, il fut tiré de son cachot et mené dans une voiture hermétiquement close à Saint-Pétersbourg, où Élisabeth eut la curiosité de le voir à deux reprises, sans se laisser reconnaître.

J'ai raconté ailleurs (1) le dénouement tragique de ce long martyre, la tentative, réelle cette fois, de délivrance, à laquelle le prisonnier ne paraît cependant pas avoir participé de façon consciente, après vingt-cinq années d'emprisonnement — ce fut en 1764, — et le meurtre obscur dont nulle conscience ne voulut se charger.

Catherine II, qui régnait alors, mit résolument la sienne hors de cause; mais jusqu'en 1780 elle ne fit rien pour améliorer le sort des deux frères et des deux sœurs de la victime. Le père était mort en 1775. A cette époque seulement, elle crut pouvoir céder aux instances de la reine de Danemark, une autre tante des captifs. Ils étaient bien apparentés. Le gouverneur d'Arkhangelsk, Melgounov, se rendit donc à Kholmogory et annonça aux infortunés l'heureuse nouvelle. On allait les renvoyer en Danemark, où ils auraient la liberté et une pension convenable. Au lieu des transports de joie qu'il attendait, il ne vit que surprise et frayeur. La princesse Élisabeth traduisit ainsi les sentiments communs : « Nous avons longtemps et ardemment souhaité

(1) *Le Roman d'une impératrice*, p. 324.

la liberté, mais qu'en ferons-nous maintenant? Nous ne savons pas vivre parmi les hommes. Que l'Impératrice daigne seulement nous permettre de sortir de cette maison pour nous promener dans les prairies. Nous avons entendu dire qu'il y avait là des fleurs. Nous voudrions aussi avoir la faculté de voir les femmes des officiers qui nous gardent. On nous a envoyé de Pétersbourg certains vêtements, des corsets, des bonnets, des toques. Nous ne savons qu'en faire. Si l'Impératrice veut absolument que nous portions ces choses, nous lui demandons humblement de nous envoyer aussi une personne capable de nous en enseigner l'emploi.

— Vous n'avez pas d'autre désir?

— Si; on a construit dans la cour une *bania* (bain russe), qui touche à nos chambres. Comme tout est en bois, nous craignons de brûler, et nous voudrions qu'on nous épargne ce voisinage. C'est tout. »

Melgounov ne put tirer davantage des autres membres de la famille. Ils parlaient d'ailleurs avec difficulté. L'aînée des princesses, Catherine, devenue sourde à l'âge de huit ans, ne communiquait avec son entourage que par signes. En entendant prononcer le nom de l'Impératrice, les autres se jetaient à terre en tremblant.

Le gouverneur dut cependant exécuter les ordres qu'il avait reçus. La famille fut transportée dans la ville de Horsens, en Jutland, et toucha une pension de huit mille roubles par tête. La princesse Catherine survécut à ses frères et à sa sœur jusqu'en 1807 (1). Sa tombe et celle de ses sœurs sont encore montrées aux visiteurs dans une église de la petite ville danoise.

Ainsi se termina l'antagonisme irréductible des deux

(1) V. pour cet épisode SIÉMIEVSKI, *Biographie d'Ivan IV* (Ivan III), *Annales de la patrie*, 1866, p. 530 et suiv. (en russe); BUSCHING, *Geschichte des russischen Kaisers Johann des dritten*, 1771; SOLOVIOV, *Histoire de Russie*, édit. de 1879, t. XXII, p. 99 et suiv. (en russe); BILBASSOV, *Histoire de Catherine II*. 1896, t. XII, 1re partie, p. 124 (en russe); POLIÉNOV, Le départ de la famille de Brunswick de Russie, *Antiquité russe*, 1874, t. I, p. 652 (en russe), et une étude publiée dans le même recueil, 1873, p. 60-73, d'après A. Kounik.

rameaux étrangers, Brunswick et Holstein, greffés sur la souche des Romanov par la politique aventureuse de Pierre le Grand et de ses successeurs. Mais le coup d'État de 1741 fit d'autres victimes qui méritent une brève mention. Pour n'avoir plus à y revenir, je dirai ici même leur destinée.

III

LES AUTRES VICTIMES DU COUP D'ÉTAT

Le changement de régime comportait, en vertu d'une tradition déjà consacrée, des arrestations en masse, un grand coup de filet enveloppant les partisans connus ou suspectés de l'ancien régime. Le feld-maréchal Lascy esquiva adroitement cette fatalité. Réveillé au cours de la nuit historique et interrogé à brûle-pourpoint : « Pour quel gouvernement êtes-vous? » il répondit sans s'émouvoir : « Pour celui qui est au pouvoir! » Moins heureux, Münnich, Loewenwolde, Ostermann et Golovkine se rencontrèrent dans les casemates de la forteresse Saints Pierre et Paul avec une foule innombrable de comparses, Mengden, Timiriasev, Iakovlev. Une commission présidée par le procureur général, prince Nikita Iouriévitch Troubetzkoï, procéda à l'examen et au jugement des inculpés. Bien qu'il y eût aussi des Russes parmi eux, le public et les juges eux-mêmes parurent ne pas en tenir compte. C'était le procès de l'Allemagne instruit par la Russie. Procédure sommaire, chefs d'accusation puérils, absurdes ou odieux. Münnich s'entendait reprocher de n'avoir pas défendu le testament de Catherine Ire contre Bühren, alors qu'il avait été, lui premier, une victime du favori. D'après une légende, son interrogatoire n'aurait pas duré longtemps. A la première question de Troubetzkoï : « Vous reconnaissez-vous coupable? » sa réponse fut : « Oui, de ne vous avoir pas fait pendre. »

Mes lecteurs se souviendront que ce même Troubetzkoï

avait été le subordonné du feld-maréchal pendant la guerre de Turquie, sous le règne d'Anne Ivanovna, et qu'à deux reprises, chargé du service des approvisionnements, il avait failli causer la perte de l'armée commandée par Münnich.

Cachée derrière une tenture, Élisabeth assistait aux séances. Curiosité de femme ou inquiétude de souveraine mal affermie sur son trône, elle voulut suivre ce procès d'un bout à l'autre. Elle entendit la demande et la réponse, et ordonna de couper court à l'instruction.

Je donne la légende pour ce qu'elle vaut, et elle ne vaut pas grand'chose; elle s'accorde trop mal avec les dossiers du procès, quelque suspects qu'ils doivent être aussi. L'accusé y paraît sous un aspect infiniment moins héroïque, discutant pied à pied les faits mis à sa charge, avec beaucoup de subtilité et quelque naïveté (1). La sentence était écrite d'avance, et il devait le savoir. Ce fut la mort à l'unanimité, pour la plupart des inculpés. Mais quelle mort? La majorité des juges semblaient vouloir se contenter de la simple décapitation. Une voix s'éleva protestant contre cet excès de clémence, réclamant la roue pour Ostermann. Échappé par miracle aux supplices qui avaient atteint tant des siens, à peine rappelé d'exil et converti à son tour en justicier, Vassili Vladimirovitch Dolgorouki ne songeait qu'à donner à son tour de la besogne aux bourreaux. Les régimes cruels font les hommes implacables. Et tous, dans ce tribunal, le furent aussitôt. Élisabeth était là toujours, et on risquait trop à paraître prendre le parti des condamnés. Donc Ostermann serait roué, Münnich écartelé. On réserverait la hache pour le menu fretin.

Le 18 janvier 1742, toujours plus avide des sanglants spectacles à mesure qu'on les lui prodiguait, la foule s'amassa au *Vassili Ostrov* (île de Basile) devant un échafaud bâti avec de simples planches. Pas de tentures noires, pas de tapis rouge : la mort et la souffrance dans le plus simple appareil. L'Impératrice était partie la veille pour une de ses maisons

(1) *Archives russes*, 1864, p. 505. Documents pour l'année 1742. Comp. Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXI, p. 162.

de campagne. Ce devait être toujours son habitude en pareille circonstance, une façon de se montrer sensible et de laisser faire — en détournant la tête. Elle n'allait d'ailleurs pas laisser faire entièrement. Au fond, elle n'avait désiré des condamnations rigoureuses que pour y trouver de la marge pour une certaine clémence, dont elle se piquait.

Privé par la goutte de l'usage de ses membres, l'ex-chancelier Ostermann dut être amené dans un traîneau sur le lieu du supplice. Il y apparut dans le costume légendaire que le monde diplomatique de l'Europe avait appris à connaître depuis dix ans, la vieille pelisse de renard, la courte perruque et la petite calotte de velours noir. Il écouta la lecture de l'arrêt avec cet air d'attention concentrée qui lui était familier, hochant la tête à certains passages ou levant les yeux au ciel. Sur l'échafaud, on lui annonça que l'Impératrice lui faisait grâce de la roue. On lui couperait simplement la tête. Il se livra sans résistance au bourreau, obéissant docilement à toutes les injonctions, ramenant en arrière, sur un ordre, les bras qu'il tenait étendus en avant. Mais sa perruque enlevée, le col de sa chemise défait et la hache tirée déjà du fourreau de peau d'ours, nouveau coup de théâtre, nouvelle demi-grâce : la peine de mort était convertie en exil perpétuel.

Le malheureux s'y attendait peut-être. Ayant beaucoup pratiqué les femmes souveraines, peut-être avait-il deviné cette mise en scène, cruellement, félinement féminine. Un valet du bourreau le remettant sur son séant d'un coup de pied, il réclama tranquillement sa perruque, referma soigneusement sa pelisse et attendit qu'on disposât de lui selon la volonté de Sa Majesté. La foule murmura. Le spectacle tournait court, car on avait à prévoir d'autres déceptions du même genre. Et, en effet, il n'y eut pas de sang versé. Mais l'intervention des gardes fut nécessaire pour empêcher les spectateurs de corser la représentation.

Ostermann dut aller à Berezov, l'affreuse station sibérienne, que mes lecteurs connaissent déjà. Sa femme voulut l'y suivre

et en ramena son corps en 1747. Élisabeth se privait ainsi d'un serviteur dont elle ne devait pas retrouver l'équivalent. L'homme d'État n'était pas parfait. Bühren a marqué d'un trait malicieusement juste ses allures habituelles : « Il est toujours malade, quand une affaire paraît prendre mauvaise tournure. Le succès arrive-t-il, le voilà bien portant et prêt à s'en attribuer le mérite (1) ». Mais à ces travers s'alliaient les dons de l'esprit les plus rares et un trait de noblesse morale tout à fait exceptionnel, eu égard à l'époque et au milieu : maître à peu près absolu de la politique russe à l'extérieur, l'ex-chancelier y avait montré une vue merveilleusement claire des intérêts du pays, une application infatigable à les servir, et il quittait le pouvoir presque pauvre. En 1741, après la signature du traité avec l'Angleterre, il était allé jusqu'à refuser le présent usuel de quinze mille livres, demandant qu'on lui donnât plutôt une bague ou un objet d'art, tandis que ses collègues, Tcherkaski en tête, bien qu'immensément riches, en tenaient pour l'argent (2). Après l'avoir montré à l'œuvre sous le règne d'Anne, j'aurai à faire voir combien celui d'Élisabeth s'est ressenti de sa disparition.

Münnich était un Allemand d'un type très différent. Rien de la simplicité presque excessive de l'autre ; au contraire, une tournure théâtrale dans l'héroïsme, comme la race en offre des exemples plus fréquents que l'on ne pense communément. Rasé de frais, alors que ses compagnons d'infortune avaient laissé pousser leur barbe en prison, vêtu de son plus bel uniforme, avec le manteau écarlate des grands jours, il aborda l'échafaud le sourire aux lèvres, dardant ses yeux impérieux sur la foule hostile et distribuant des bonjours familiers aux soldats qu'il reconnaissait. On l'envoya à Pelym, d'où à la même heure un oukase d'Élisabeth rappelait Bühren. A un relais, aux environs de Kasan, les deux adversaires se rencontrèrent, paraît-il, et se saluèrent sans échanger une parole.

(1) Lettre à Kaiserling, Recueil de la Société impériale d'histoire russe (*Sbornik*), t. XXXIII, p. 466.

(2) *Sbornik*, t. VI, p. 388 ; t. XCI, p. 324.

Pelym, *ville* de Sibérie à trois mille kilomètres de Saint-Pétersbourg, comptait alors vingt cabanes en bois. Münnich y vécut dans une enceinte palissadée, semblable à celle qui emprisonnait les exilés de Kholmogory. Le monde environnant était un marécage, glacé en hiver et en été producteur d'une quantité d'insectes telle que l'air en devenait irrespirable et qu'il fallait garder le visage couvert. Trois mois d'été et de soleil, puis le froid et la nuit. Les provisions venaient de Tobolsk — un parcours de sept cents verstes. Pour s'en procurer, l'ex-feld-maréchal disposait de deux roubles par jour. Et, imitant Mme Ostermann, sa femme était avec lui. Outre un domestique assez nombreux, il avait voulu emmener un pasteur. On imagine quelles privations il dut s'imposer ! Au héros dont Catherine II devait dire que, s'il n'était pas un fils de la Russie, il en était le père, la Russie, représentée par la fille de son plus grand homme, a donné vingt années de cette vie. Mais on n'oubliera pas que c'était l'époque des Byng, des Dupleix et des La Bourdonnais.

Münnich supporta l'épreuve avec une vaillance qui à elle seule est pour commander notre admiration. Nous avons quelques-unes de ses lettres, adressées à un frère qui restait à Saint-Pétersbourg. On y chercherait en vain une plainte. Assurément l'exilé n'oubliait pas que sa correspondance avait chance de passer sous d'autres yeux que ceux du destinataire. Il se déclarait très satisfait de son sort et remerciait l'Impératrice pour ses bienfaits ! Il racontait comment à chaque repas il avait l'habitude de boire à la santé de la souveraine, — avec de l'hydromel, car le vin français coûtait trop cher. Ces traits étaient évidemment pour les *perlustrateurs* du cabinet noir. En voici qui sont pour l'historien. S'occupant l'hiver à raccommoder des filets et à confectionner des cages pour ses poulets, le vainqueur de Stavoutchany se faisait cultivateur en été. Le régime de l'enceinte palissadée comportant apparemment des tolérances, il affermait les maigres pâturages du pays, réunissait les ouvriers après la fenaison et festoyait avec eux. Il conservait une santé robuste et une inaltérable bonne

2

humeur. Ménagère active, confectionnant de ses mains tout le linge de la maison, sa femme oubliait elle-même la tristesse de leur situation à le voir si gai et bien portant, et dans les traditions locales elle a laissé une trace lumineuse, le souvenir d'une figure toujours souriante et douce.

Assurément son mari mettait moins de sincérité dans sa résignation. Sa contenance fut admirable ; mais ce n'était qu'une contenance. Au commencement de son exil, l'usage du papier et de l'encre lui fut interdit. Il déclara avoir une communication de la plus haute importance à faire à l'Impératrice, reçut la permission d'écrire et mit aussitôt le secrétariat de la souveraine sur les dents. Des monceaux de documents y arrivèrent, projets sur projets touchant à l'administration, à la guerre, aux travaux publics et à la politique, témoignant d'une fertilité d'invention et d'une audace de conception extraordinaires. N'imaginait-il pas de jeter un pont sur la Baltique pour réunir la côte esthonienne à la Suède ? Or si les projets sont ingénieux, les lettres à l'adresse d'Élisabeth par lesquelles il les apostillait prouvent, et qu'il ne se trouvait pas bien à Pelym, et qu'il ne négligeait aucun moyen en son pouvoir pour en sortir. Amour-propre et amour filial, curiosité et goût du luxe, générosité et religion, il cherchait à toucher dans le cœur et dans l'esprit de la souveraine toutes les cordes susceptibles de l'émouvoir en sa faveur. Voulait-elle de Kronstadt à Saint-Pétersbourg, sur une distance de cinquante verstes, avoir *de suite* des maisons de plaisance, des jardins, des fontaines et des cascades, des bassins et des réservoirs, des parcs et des promenades, le tout *selon le beau dessein de Pierre le Grand*, elle n'avait qu'un mot à dire, le mot qui ferait revenir Münnich sur les bords de la Neva. Il pouvait faire tout cela et beaucoup d'autres choses encore. Il pouvait surpasser Versailles et étonner le monde, en révélant certaines pensées du grand tsar dont il demeurait seul dépositaire. Et il ne demandait ni rang ni pension ; il consentait à n'être que le *dvornik* (valet de cour) de Sa Majesté, pour peu qu'elle lui accordât la faveur de mourir à ses pieds. Et il se faisait lyrique :

« N'entendez-vous pas, très auguste Impératrice, très gracieuse et très soigneuse mère de la patrie, n'entendez-vous pas tant de travaux, tant d'entreprises glorieuses de Pierre le Grand qui vous parlent à toute heure en ma faveur et vous crient : « Pourquoi, Élisabeth Petrovna, n'écoutez-vous pas « Münnich?... » Tendez les bras aux affligés pour les tirer de la misère, et le Sauveur vous tendra les bras lorsque vous paraîtrez devant lui (1)... »

Élisabeth fit la sourde oreille et mit fin à la correspondance en retirant de nouveau à l'exilé la permission dont il abusait. L'heure de la délivrance sonna pour lui alors qu'il venait d'atteindre quatre-vingts ans et au moment où une querelle avec un officier de garde le menaçait d'une enquête — avec accompagnement de torture vraisemblablement. Un courrier envoyé de Saint-Pétersbourg prévint la catastrophe. Élisabeth avait cessé de vivre, et Pierre III appelait à lui le glorieux soldat. Münnich était en prières à l'arrivée de l'heureuse nouvelle, et sa femme arrêta le courrier jusqu'à ce qu'il eût fini. Un mois plus tard, il arrivait aux portes de Saint-Pétersbourg dans un méchant traîneau de poste, un *toulouptchik* rapiécé remplaçant sur ses épaules la pourpre des jours passés. Et ce fut cependant un retour triomphal ; tous ses anciens compagnons d'armes se précipitèrent à la rencontre du héros ressuscité, lui faisant cortège jusqu'à une maison luxueusement meublée, où un repos bien mérité l'attendait. Mais il ne voulait pas se reposer. Il manifesta aussitôt la volonté de se mêler de tout, de gouverner tout et tout le monde, à commencer par l'Empereur. Il ne put l'empêcher de courir à sa perte ; mais il essaya de le défendre jusqu'au bout, et Catherine, qui l'eut ainsi pour adversaire, pardonna au vieillard, mais elle le relégua discrètement à la direction des ports, où il mourut en 1767. En 1764, à quatre-vingt-un ans, il adressait encore à la belle comtesse Stroganov des billets dans le genre de celui-ci :

(1) *Archives russes*, 1865, p. 1418 et suiv. Ces lettres sont en français.

« Je me mets à vos genoux, et il n'y a pas une partie de votre adorable corps... à laquelle je ne donne, en les admirant, les plus doux baisers... »

Il signait : « Le chéri vieillard (1). »

C'était un aventurier du dix-huitième siècle, portant fortement la marque de son temps et de son espèce, ambitieux, vantard, dépourvu de scrupules, développant à la guerre des instincts de bête féroce et dans la vie privée un sensualisme excessif, mais y joignant, prodigieusement, les plus belles vertus domestiques et quelques traits de véritable grandeur. Il maltraitait ses soldats, et ses soldats l'adorèrent. Il leur disait qu'ils étaient les premiers soldats du monde, et ils l'appelaient « notre clair faucon ». Il n'a d'autre monument en Russie que l'église luthérienne de Saint-Pétersbourg où il a été enterré et où l'on voit un beau portrait de lui peint par un compatriote peu de temps avant sa mort (2).

L'aide de camp de Münnich et son principal auxiliaire dans le coup d'État nocturne contre Bühren, Mannstein, l'auteur des Mémoires si connus, en fut quitte pour la perte de son régiment. Il dut prendre garnison sur la frontière sibérienne, obtint en 1745 la permission de voyager, en profita pour passer, sans congé, au service de la Prusse et se fit tuer en 1757 dans un engagement avec un parti de Croates. Après avoir apprécié son intrépidité, Frédéric écrivit pour lui cette épitaphe : « Célèbre pour avoir engagé la bataille de Prague et causé la perte de celle de Kollin (3). »

L'Allemagne du dix-huitième siècle donna mieux à la Russie que ce sabreur aventureux, mais aussi du pire. Chargé d'expédier pour les lieux de leur destination les condamnés de 1742, le prince Chakhovskoï eut un frisson en voyant se dresser devant lui, dans la prison, la haute stature et s'allumer les yeux flamboyants de Münnich, en même temps que

(1) *Archives* Vorontsov, t. II, p. 508.

(2) V. pour sa biographie : Halem, *Lebensbeschreibung des Grafen von Münnich*, 1803; Hempel, Leben, Thaten, etc., 1742; *Büschings Magazin*, vol. XVI; Choubinski, *Mémoires de Münnich*, 1874.

(3) *OEuvres posthumes*, t. III, p. 180.

l'ex-feld-maréchal l'interpellait de sa voix de commandement. Il éprouva un instant l'illusion d'un renversement de rôles. Hâve, hagard, les vêtements en désordre, la figure contractée par l'épouvante, le beau Loewenwolde, l'ex-grand maréchal du palais, l'arbitre des élégances à la cour d'Anne Ivanovna, n'était plus, au contraire, dans sa casemate, qu'une loque humaine, inspirant autant de dégoût que de pitié. On l'envoya à Solikamsk, dans le gouvernement de Perm, sur l'imputation principale d'avoir, à un banquet, mis en mauvaise place le couvert de la tsarevna Élisabeth. Il mourut là-bas en 1758.

En somme, réduites à ces exils lointains, les représailles par lesquelles Élisabeth inaugura son règne constituaient un progrès. Qu'elle ait ou non fait serment d'abolir la peine de mort (1), elle parut justifier la légende qui déjà se formait à cet égard. La torture elle-même ne fut pas employée au cours de l'instruction. On devait, hélas ! y revenir bientôt. Il y eut quelque désordre dans cette œuvre de justice hâtive. Ainsi l'arrêt prononcé contre le vice-chancelier Golovkine ordonna son internement à *Hermang*. La localité ne se laissa trouver sur aucune carte. Le chef du convoi, Berg, la chercha longtemps aux environs d'Irkoutsk et de Iakoutsk, allant à l'aventure comme en un voyage d'exploration. A cette heure encore on ne sait au juste en quel endroit le condamné, accompagné lui aussi de sa femme, eut à subir sa peine. Il mourut en 1755, et, après avoir ramené son corps, la comtesse Golovkine, née Romodanovski, donna, au cours d'une vie qui fut encore longue, le spectacle d'une dignité et d'une constance dans le culte de ce deuil douloureux, qui en font une des figures les plus sympathiques du temps (2).

L'élément féminin, que Pierre le Grand avait relevé de son avilissement, donnait ainsi à sa fille de nobles exemples dont elle ne sut pas toujours s'inspirer.

(1) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 361.

(2) Kumynov, La comtesse Golovkine, *Annales de la patrie*, 1866 (en russe).

Il y eut aussi de l'inégalité dans la distribution des châtiments. La nouvelle impératrice ne voulut pas ou n'osa pas frapper l'archevêque de Novgorod, Ambroise Iouchkiévitch, qui s'était cependant fait remarquer parmi les partisans les plus dévoués de l'ex-régente. Le prélat se hâta d'ailleurs de faire amende honorable en un sermon, qui engagea aussi Élisabeth à revenir sur une décision par laquelle Anne Ivanovna avait interdit les *prédications longues*.

Ici, comme ailleurs, le règne d'Élisabeth fut médiocrement inspiré et servi à ses débuts par le nouveau personnel qu'il appelait au pouvoir et dont il avait de la peine à faire une élite.

IV

LE NOUVEAU PERSONNEL

Ce personnel se compléta et s'organisa un peu au hasard. Élisabeth ne pouvait songer à gouverner avec la poignée de grenadiers qui l'avaient portée dans leurs bras jusqu'au seuil du palais d'hiver. Pendant qu'on procédait à l'arrestation des hauts dignitaires de l'ancien régime, Vorontsov et Lestocq s'occupèrent de réunir les moins compromis parmi les fonctionnaires civils et militaires qui l'avaient servi. Avant le lever du soleil on vit arriver ainsi le procureur général Troubetzkoï, l'amiral Golovine, le chef de la chancellerie secrète Ouchakov, quelques Allemands même dont Brevern, ci-devant secrétaire de cabinet, et enfin, derrière le prince Alexis Mikhaïlovitch Tcherkaski, personnage décoratif, le grand homme d'État d'un avenir prochain, — Alexis Petrovitch Bestoujev. Avec celui-ci, Lestocq avait toujours entretenu de bonnes relations. Il n'hésita pas à le désigner pour remplacer Ostermann, et ce fut lui qui rédigea les deux manifestes par lesquels Élisabeth annonçait son avènement. On lui donna, provisoirement, la direction des postes. Son frère, Michel, remplaça Loewenwolde comme grand maréchal de la cour, et on lui

recruta tant bien que mal un entourage suffisant, Mardefeld écrivant à ce propos à Frédéric :

« Les nippes, les habits, les bas et le beau linge du comte Lœwenwolde ont été distribués parmi les chambellans de l'Impératrice qui étaient nus comme la main... Des quatre gentilshommes de la chambre nommés en dernier lieu, il y en a deux qui ont été laquais, et le troisième a servi comme palefrenier (1). »

En décembre, le cabinet des ministres fut supprimé et le Sénat remis au premier rang, « comme sous Pierre le Grand ». L'assemblée compta quatorze membres, et cinq sénateurs anciens seulement en furent exclus : ceux qui devaient leur nomination à Anne Léopoldovna. Les rancunes d'Élisabeth ne remontaient pas plus haut. En même temps les feld-maréchaux Michel et Vassili Dolgorouki, longtemps emprisonnés sous Anne Ivanovna à Schlusselbourg, puis à Solovki, étaient rétablis dans leurs grades. La famille entière, si éprouvée au cours des règnes précédents, remontait au pinacle. On revit à la cour Nicolas Dolgorouki, qui avait laissé sa langue aux mains du bourreau, et Alexandre Dolgorouki, qui revenait du Kamtchatka, et la princesse Catherine, l'ex-fiancée de Pierre II. Le métropolite de Kiev, Vanatovitch, enfermé dix ans dans un monastère de Biéloziersk pour avoir oublié un anniversaire d'Anne Ivanovna, recouvra la liberté et sa chaire épiscopale. On avait besoin d'un maître de police. On se rappela Devier envoyé à Okhotsk par Menchikov, en 1727. Avec Brevern, d'autres Allemands, Sievers, Flück, firent cortège à ce Portugais dans les chancelleries qu'il fallait bien garnir. A toutes les époques, le nationalisme a comporté des accommodements.

On attendit avec curiosité la réapparition d'Alexis Ivanovitch Choubine, le beau sergent des gardes, soupçonné non sans raison par Anne Ivanovna d'avoir témoigné à sa nièce d'autres sentiments que le respect, et envoyé, lui aussi, en Sibérie. Élisabeth avait obtenu déjà un oukase de Bühren, puis

(1) Pétersbourg, 27 fév. 1742. Archives secrètes de Berlin.

un autre d'Anne Léopoldovna pour le faire revenir. Mais l'usage était de changer le nom des exilés de cette marque, et l'homme fut longtemps introuvable. On venait seulement de le dépister au Kamtchatka. Mais il avait quinze mille verstes à faire. Il arriva pour apprendre que sa tsarevna était devenue impératrice, et qu'il n'était plus si impatiemment attendu. Élisabeth avait le cœur large; mais pour le moment Razoumovski y tenait trop de place pour en laisser à un rival. D'ailleurs, la beauté de Choubine se ressentait de son séjour au Kamtchatka. Il eut le grade de major dans le régiment de Siémionovski, le rang de général dans l'armée, le cordon d'Alexandre Nevski et un domaine dans le gouvernement de Nijni Novgorod, où il alla cacher son désappointement (1).

On revit encore la fameuse Johanna Petrova, Mme Johanna, comme on l'appelait communément — Mlle Schmidt de son vrai nom (2) — qui, pourvue par Catherine Ire, en récompense de services confidentiels, d'une maison et d'une pension, attachée ensuite à la personne d'Élisabeth, interrogée en 1735 à la chancellerie secrète sur des propos injurieux pour Bühren tenus en sa présence et condamnée à mort après question préalable, s'en était tirée avec une simple bastonnade et un long internement dans un monastère de Sibérie (3).

En janvier 1742, on rendit aux enfants de l'infortuné Volynski, supplicié sous Anne Ivanovna, les biens confisqués à leur père, en même temps qu'on rappelait d'exil l'ex-régent Bühren, ainsi que ses frères et son acolyte, le général Bismarck. Les Bühren vécurent à Jaroslavl, et Bismarck reprit du service dans l'armée.

Mais les complices du coup d'État réclamaient leur part de faveur. D'après un rapport qui peut paraître suspect, Lestocq aurait sollicité un congé honorable. Ayant vu de près comment on faisait une révolution, il en voulait prudemment éviter une

(1) Helbig, *Rüssische Günstlinge*, p. 221-222.

(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 15-17. Ce nom avait échappé à mes recherches.

(3) Essipov, Une femme de chambre de Catherine Ire, *Messager historique*, mars 1880 (en russe).

autre expérience. La prudence chez cet aventurier audacieux entre tous est un trait sujet à caution. Élisabeth lui donna d'ailleurs de bonnes raison pour abandonner sa résolution, à supposer qu'il l'eût conçue. Avec le rang de conseiller d'État actuel, le titre de premier médecin de la cour et une pension de sept mille roubles, il eut la direction du collège de la médecine, lisez le pouvoir discrétionnaire de distribuer des certificats pour l'exercice de la médecine. Il en distribua beaucoup.

Vorontsov reçut le grade de lieutenant dans la compagnie des grenadiers Préobrajenski — celle qui avait escorté la tsarevna dans la nuit du 25-26 novembre. Cette compagnie, dont Élisabeth devenait capitaine, était convertie en garde du corps (*Leib-kompania*). La régente Sophie en avait déjà possédé une, mais elle ne s'était pas avisée de l'affubler d'un nom allemand. On l'appelait alors *piekhota nadvornaïa*, ou infanterie de cour. Le capitaine en second de la *Leib-kompania* eut rang de général, et ce fut encore un Allemand, le prince de Hesse-Hombourg, qui occupa la place. L'autre lieutenance échut à Razoumovski, qui obtenait en même temps une place de chambellan, tandis que les deux Chouvalov, les futurs héros du règne, devaient se contenter du grade de sous-lieutenants. Les simples sergents dans cette compagnie comptaient comme lieutenants-colonels. Tous, officiers, sous-officiers et simples soldats, participèrent à une distribution de terres, dont la dépouille des victimes du coup d'État fit les frais. L'ancien courtier en bijouterie, le juif Grünstein, en tira un lot de 927 âmes chrétiennes, auxquelles Élisabeth en ajouta deux mille autres encore, à l'occasion de son mariage, auquel elle assista. Il se trouva aussi gentilhomme, la noblesse héréditaire étant conférée à tous les *Leib-kompantsy* qui ne l'avaient pas. Le simple soldat Ilarion Spiridionovitch Volkov, en devenant caporal, porta de sable à trois grenades enflammées (1).

(1) Portefeuille de Malinovski aux Archives de Moscou. Des extraits en ont été publiés dans le *Messager russe*, 1842; P. Stchoukine, *Recueil de documents*, t. I, p. 139; *Dix-huitième siècle*, t. II, p. 216; *Sbornik*, t. VI, p. 392, 460.

Mais les trois régiments de la garde croyaient avoir droit à une rémunération collective, ainsi que les régiments d'Ingrie et d'Astrakhan, qui les premiers avaient manifesté leur dévouement au nouveau régime. On leur accorda des gratifications, et ils se jugèrent encore mal partagés, alors que les gardes du corps, faisant faction dans les appartements de la souveraine, touchaient dix roubles par jour.

Plus on donnait aux uns et aux autres, plus ils se montraient exigeants. Pétersbourg fut bientôt rempli du bruit des excès de tout genre auxquels se livraient les héros du jour. Les rapports de l'envoyé prussien Mardefeld, confirmés par d'autres témoignages, nous les montrent aux prises avec Tcherkaski promu grand chancelier, qui se défendait mal contre leurs prétentions et leurs insolences. On avait beau leur expliquer à quel grand seigneur ils osaient s'attaquer :

— Grand seigneur aussi longtemps qu'il nous plaira !

Parlant en particulier des soldats de la *Leib-kompania*, qu'il appelle « les grenadiers créateurs » ou encore « les enfants majeurs d'Élisabeth », le correspondant de Frédéric ajoute ces détails :

« Ils refusent de bouger de la cour; ils y sont bien logés, bien nourris,... se promènent dans la galerie où Sa Majesté tient cour, s'y confondent avec des personnes de la première qualité,... pontent au pharaon à la même table où se trouve l'Impératrice, et sa complaisance pour eux va si loin qu'elle avait déjà signé un ordre pour faire mettre la figure d'un grenadier sur le revers des roubles... J'apprends qu'un grenadier ayant voulu acheter un pot de terre pour trois copecks, celui qui le vendait refusant de le lui laisser à moins de six copecks, qu'il prit son fusil et le tua raide mort (1). »

Le ministre d'Angleterre Finch raconte de son côté qu'un de ces soldats ayant été puni par le prince de Hesse-Hombourg, à raison d'une incartade plus extravagante que les autres, tous

(1) Au Roi, 12 et 19 décembre 1741. Archives secrètes de Berlin. Comp. Siémievski, Élisabeth Petrovna, dans la *Parole russe*, 1859, p. 320, d'après les archives du régiment Ismaïlovski.

ses camarades décidèrent de ne plus paraître à la cour. Élisabeth s'émut :

— Je ne vois plus mes enfants!

Renseignée, elle leva la punition (1), et on imagine l'effet. De toute façon elle s'employait à fortifier chez ces drôles l'idée que le nouveau régime créé avec leur concours par un acte de violence avait besoin d'eux et d'autres actes de violence pour se soutenir. Beaucoup plus tard, se promenant dans le jardin du palais d'été, elle rencontrait un soldat qui en l'apercevant fondait en larmes.

— Pourquoi pleures-tu?

— On nous a dit, Matouchka, que vous vous disposez à céder le trône à votre neveu.

— C'est faux, et je te promets de tuer quiconque répétera ce mensonge, en ta présence, fût-ce un maréchal (2).

Ainsi encouragés, ils se croyaient tout permis. Un rapport de police nous montre l'un d'eux enlevant en plein jour d'une boutique un jeune domestique, et le vendant pour trois roubles à un archimandrite (3). Le compère allemand de Grünstein, Schwartz, passe pour avoir été tué à coups de fourche par une paysanne à laquelle il essayait de prouver qu'on ne pouvait rien refuser à un *Leib-Kompaniéts*.

Pourtant, entre Élisabeth et ces *créateurs* de sa fortune il y eut dès la première heure une cause de dissentiment, qui devait aller en s'aggravant. En dépit de tout ce que le nouveau régime contenait et conservait, à son corps défendant, d'éléments étrangers, le nationalisme étant son mot d'ordre, la lutte contre les étrangers s'imposait à son programme. S'en inspirant et pensant s'en faire un mérite, l'évêque Ambroise Iouchkiévitch tonnait en chaire contre les intrus hérétiques, et, à Moscou, l'archimandrite Cyrille Florinski flétrissait, en les désignant par leurs noms, « les oiseaux de proie humanivores ». Il s'agissait d'Ostermann et de Münnich. Un pamphlet mettait

(1) A Harrington, 22 décembre 1741. *Sbornik*, t. XCI, p. 383.
(2) Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXI, p. 275.
(3) *Dix-huitième siècle*, t. III, p. 290.

en scène deux soldats, Jacques et Simon, échangeant des propos au sujet de Bühren. — « Quand j'ai appris qu'il allait devenir régent, disait Jacques, ce fut comme si un ours m'avait arraché la peau. » Or s'il n'y avait plus de Bühren, il y avait un prince de Hesse-Hombourg à la tête de la *Leib-kompania*. Si Münnich était exilé à Pelym, son frère succédait à un Saltykov comme grand maître de la cour. Un général Lubras briguait contre un Galitzine le poste de ministre au congrès d'Abo et l'emportait. Bientôt, avec le duc de Holstein, un nouveau flot de germanisme devait arriver en marée montante, et le maréchal de cour de Son Altesse, Brümmer, partager avec Lestocq — un demi-Allemand encore — les faveurs d'Élisabeth et les réalités du pouvoir. On en vint même à parler du retour d'Ostermann et de Loewenwolde (1) !

La logique des choses le voulait ainsi. Fille de Pierre le Grand et continuatrice présumée de son œuvre, dont elle s'était réclamée pour revendiquer le rang suprême, Élisabeth ne pouvait se défendre contre les conséquences de la « fenêtre ouverte du côté de l'Europe ». L'ouverture restait et laissait passer les Lestocq et les Brümmer. Dans la pensée du réformateur, le système comportait, il est vrai, le correctif que l'on sait : se servir des étrangers en les maintenant au second rang. Pour les esprits incultes comme ceux dont Élisabeth se trouvait maintenant entourée, et au milieu de la crise révolutionnaire où ils s'étaient jetés à sa suite, l'idée était trop subtile.

En avril 1743, des officiers allemands jouant au billard dans un café furent assaillis par des soldats russes. « Canailles ! chiens! criaient ceux-ci, nous avons un oukase pour vous tuer tous. Vous serez pendus demain ! » Il fallut sévir, et les plus coupables furent condamnés à la roue; mais Élisabeth intervint encore pour convertir la peine en un châtiment dérisoire, un simple changement de garnison, tandis que les officiers maltraités étaient eux-même mis aux arrêts. L'esprit de

(1) *Sbornik*, t. VI, p. 490.

révolte n'en gagna que plus de force, et quelques mois plus tard, sous Viborg, dans les régiments de garde mis en campagne contre la Suède, il menaça d'aboutir à une véritable mutinerie, heureusement réprimée grâce au sang-froid du général Keith et à l'attitude des régiments de ligne. Mais, arrêté de ce côté, le mouvement se porta ailleurs, en changeant de caractère. Ivinski, sergent de la compagnie des gardes du corps, avait compté parmi les héros le plus en vue de novembre 1741. Il avait réveillé et tiré de son lit Anne Léopoldovna. En mars 1743 nous le trouvons en prison, comme fauteur d'un complot dans lequel il avait cherché à attirer Mme Grünstein, en lui promettant de l'épouser après qu'il aurait tué son mari, ainsi que tous les étrangers favorisés par Élisabeth (1).

La compagnie garda malgré tout une situation privilégiée. En 1748, pressé d'expédier certains dossiers militaires, Pierre Chouvalov répondait : « J'ai d'abord à m'occuper de ceux de la *Leib-kompania*. Les *Leib-kompantsy* avant tout le monde. Ordre de l'Impératrice! » Et d'autre part les tentatives de révolte ou de contre-révolution dans un sens ultra-nationaliste ne purent aboutir pour deux raisons : d'abord parce que la Russie moderne, telle que Pierre le Grand l'avait faite, ne pouvait plus se passer d'étrangers : ils faisaient partie intégrante du système, et ensuite parce que la fille du réformateur ne rencontrait aucun concurrent sérieux. Le choix était entre elle et le néant. Car ce petit prince de Brunswick, né d'une princesse de Mecklembourg, dont un caprice d'Anne Ivanovna avait fait un empereur de Russie, c'était bien le néant, quelque frayeur qu'il inspirât à celle qui avait eu si peu de peine à le jeter à bas de son trône. Pour donner corps à ce fantôme, une intervention du dehors eût été nécessaire, et elle ne vint pas. Élisabeth put aller se faire couronner à Moscou, sans qu'aucun front sourcillât sous aucune couronne d'Europe.

(1) Mardefeld au Roi, 12 et 16 mars, 6 et 13 avril 1743. Archives secrètes de Berlin.

V

LE COURONNEMENT

Les gouvernements étrangers avaient contracté l'habitude de ces bouleversements politiques, qui tendaient à prendre en Russie l'apparence d'un phénomène périodique. Bien que la France parût avoir participé au coup d'État, et peut-être même à cause de cela, son étrange et capricieuse alliée, la Prusse, pouvait seule donner des inquiétudes. Or on a vu l'attitude de Frédéric. Mardefeld ne partageait pas les sympathies de La Chétardie pour Élisabeth, mais il n'était pas homme à se laisser gouverner par ses sentiments. Il leur donna satisfaction, ainsi qu'à l'humeur qu'il devinait chez son maître, avec quelques quolibets, mais en y ajoutant ce commentaire : « Je ne prétends pas par ces remarques déroger en rien aux droits de la belle impératrice régnante. Je sens ma raison captivée, au moyen de quoi je les trouve incontestables et suis pleinement convaincu qu'une cause plaidée par des gardes prétoriennes est la mieux soutenue et la plus juste de l'univers (1). » Frédéric à son tour se montra fort étonné qu'on le soupçonnât à Pétersbourg de vouloir épouser le parti de l'ex-régente, ou de songer à arrêter au passage le jeune duc de Holstein. « Il faut que l'on me croie bien mauvais politique (2)! » Allié de la France, il n'avait qu'une appréhension, à savoir que l'événement ne donnât « grand jeu » à la diplomatie de cette puissance, et il se hâtait d'expédier à Versailles, sans en prévenir le baron de Chambrier, son ministre à cette cour, un autre agent, Suhm, expressément chargé d'y brouiller les cartes (3). C'était un autre « secret du Roi » . La diplomatie contemporaine en fut pleine.

(1) 19 décembre 1741. Archives secrètes de Berlin.

(2) A Mardefeld, 26 décembre 1741. *Ibid.* Non mentionné dans la *Politische Correspondenz.*

(3) *Politische Correspondenz*, t. I, p. 440.

Les desseins et les combinaisons politiques du monarque ne s'en trouvaient pas moins sensiblement modifiés par cette révolution imprévue. Il était sur le point de s'entendre avec l'Autriche par l'entremise de lord Hyndford en brûlant la politesse à la France. Coïncidant avec la prise de Prague (26 novembre 1741), enlevée d'assaut par Maurice de Saxe, et avec l'élection de Francfort (27 janvier 1742), qui mettait à la tête de l'empire un protégé du Roi Très-Chrétien, l'avènement d'Élisabeth changeait la situation. Au rapport de Mardefeld, les « grenadiers créateurs » baisaient les mains de La Chétardie en l'appelant leur sauveur et leur père. Personne ne pouvait prévoir la disgrâce prochaine à laquelle ce triomphe apparent de la diplomatie française fondé sur une équivoque (1) allait aboutir, en frayant la voie à un tout autre système de politique extérieure, dont Vienne et non Versailles devait être le centre. Frédéric se retourna prestement, et Élisabeth n'eut que de bonnes paroles et des encouragements à recueillir de ce côté.

Envoyé à Kiel pour y chercher le futur héritier, le baron Korf fut de retour le 5 février 1742 sans avoir éprouvé la moindre contrariété. L'Impératrice revêtit aussitôt son neveu des insignes de l'ordre de Saint-André, chargea Simon Todorski de le préparer à sa conversion, célébra en grande pompe son jour de naissance — il venait d'achever sa quatorzième année — et l'emmena à Moscou.

Le voyage se fit dans une *liniéia*, voiture russe sans ressorts, à laquelle pour la circonstance on avait donné des proportions colossales qui en faisaient une véritable maison roulante. On voyait à l'intérieur une table entourée de sièges. La route était bordée de jeunes sapins, formant une allée ininterrompue avec des berceaux de verdure aux relais. A la traversée des villes et des villages, les sapins se trouvaient remplacés par une double haie vivante, hommes d'un côté, femmes de l'autre, prosternés face contre terre. Les cloches sonnaient,

(1) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 343 et suiv.

les monastères sortaient toutes leurs icones. A la tombée de la nuit, des tonneaux remplis de résine s'allumaient de distance en distance (1).

A Moscou, Mardefeld enregistra des présages funestes : un arc de triomphe endommagé, un collier de perles égaré dans un festin, une illumination manquée et enfin l'incendie du palais Préobrajenski, lieu de naissance de l'Impératrice, à la veille du jour où elle devait y donner une fête. La Russie serait, jusqu'aux temps où nous vivons, vouée aux pires destinées, et il n'y paraît pas, si de telles catastrophes devaient être d'un mauvais augure pour elle. Le couronnement, qui eut lieu le 25 avril 1742, se passa d'ailleurs sans autres incidents fâcheux. Et il convient sans doute d'en faire honneur à l'habileté de l'ordonnateur de la cérémonie, un Français du nom de Rochambeau. Élisabeth profita de la circonstance pour étendre ses faveurs à une partie de son entourage qu'elle avait jusqu'à présent négligée. Elle se souvint, ou jugea à propos de faire souvenir maintenant le public, qu'elle possédait une famille, en dehors de ce neveu qu'elle venait de tirer de si loin. Aussi proches d'elle par le sang étaient les parents de sa mère, les Skavronski, les Hendrikov, les Efimovski, de simples paysans. Elle en fit des comtes et des chambellans, sans pouvoir faire que sous leurs titres et leurs costumes nouveaux ils ne gardassent l'empreinte de leur origine et de leur éducation.

Pour n'oublier personne, elle conféra la charge de grand veneur et l'ordre de Saint-André à Razoumovski, et, pour ne pas sacrifier entièrement le passé au présent, elle donna le grade de général et le gouvernement de la Petite-Russie par dessus le marché à Boutourline. La Petite-Russie dut être très flattée, car cet ami d'autrefois restait très bel homme. Il continuait d'ailleurs à n'avoir que ce mérite.

Ceci fait, la nouvelle impératrice pensa à son plaisir et s'en donna énormément. Moscou, où elle revivait ses jeunes années, demeura toujours pour elle un séjour de prédilection.

(1) *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, 1742, n° 20 (en russe); *l'Arsenal de Moscou*, 1860, p. 261 (en russe).

Elle s'y trouvait mieux à l'aise. Elle se passa fort bien du palais qui avait brûlé. Dans un pays où on en bâtissait en six semaines, elle ne pouvait se trouver embarrassée. Dans la maison qu'elle gardait sur les bords de la Iaouza, dans celle de Po-Krovskoié, bals et mascarades, où elle réunissait jusqu'à neuf cents invités, se succédèrent journellement.

Elle les interrompit le 7 novembre 1742 pour publier le manifeste attribuant au duc de Holstein, auprès duquel Todorski avait achevé son œuvre, les titres qu'il allait porter désormais comme grand-duc, prince héritier et altesse impériale sous le nom de Pierre Féodorovitch (1). Elle affirmait ainsi sa résolution de ne pas se marier, et c'était assurément le parti le plus sage. Elle n'aurait pu épouser qu'un prince étranger, et l'esprit du nouveau régime, l'humeur des *Leib-kompantsy* s'en fussent difficilement accommodés. Ils la voulaient sur le trône telle qu'ils l'y avaient placée, unie à eux seuls par la mémoire de Pierre le Grand, libre au moins en apparence de tout autre engagement. Elle leur serait fidèle ; elle resterait la *Tsar-Diévitsa*, la vierge merveilleuse des légendes russes.

Il est probable que le souvenir d'une autre Élisabeth, à laquelle il ne lui déplaisait pas qu'on la comparât, — Voltaire sut le deviner, — n'a pas été sans l'influencer dans cette circonstance.

Assurément, l'ex-duc de Holstein était, lui aussi, un prince étranger. Mais si jeune encore, rendu sitôt à la famille, à la foi, à la patrie maternelle, ne devait-il pas dépouiller promptement dans leur sein toute trace de son passé? Il gardait à la vérité son duché, et il en emmenait en Russie une partie essentielle avec les Brümmer de son entourage. Mais qu'était-ce que ce patrimoine précaire et cette poignée de fonctionnaires et de dignitaires faméliques au milieu de la grande, de la puissante Russie !

C'eût été peu de chose, en effet, si, dans l'héritage de Pierre le Grand attribué à ce rejeton germanisé d'une race

(1) L'usage est, en Russie, d'écrire et de prononcer *Féo*dorovitch au lieu de *Fio*dorovitch quand il s'agit de personnes faisant partie de la famille impériale.

mal affermie, ne se fût trouvé un principe tout à fait contraire à l'œuvre de réassimilation qui devait être opérée maintenant, pour que le petit-fils du grand homme fût digne de lui succéder. Dans la pensée de Pierre, la « fenêtre ouverte » était surtout une *issue*. L'Europe — l'Europe germanique, en particulier — en avait fait principalement une *entrée*. Elle s'était établie à demeure sur les bords de la Néva et y tenait le haut du pavé. Sur la perspective Nevski, au milieu d'une double rangée de boutiques allemandes, de comptoirs hanséatiques et de temples luthériens, ce n'était pas le foyer maternel que retrouvait le jeune duc de Holstein. Sa petite cour allemande y rencontrait un prolongement naturel, tout un petit peuple parlant la même langue, portant au cœur les mêmes sentiments.

Élisabeth avait la ressource de séparer son neveu de ce milieu. Mais comment? Où l'eût-elle mis ? Entre les grenadiers de la *Leib-kompania* et les Razoumovski, les Beketov, les Chouvalov de son entourage? C'était son foyer à elle. Elle dut comprendre que le fils de sa sœur ne pouvait y prendre place. Elle dut le réduire à deviner ou à surprendre, à travers des trous de serrure et des regards malicieusement pratiqués dans les cloisons, le secret de sa vie intime. Et, à défaut de cette intimité, elle fut portée à lui donner ainsi celle qui convenait le moins à sa vocation nouvelle. Fatalement, irrésistiblement, il se trouva attiré par cet autre groupe d'affinités paternelles, vers lequel une prédominence évidente d'hérédité le portait d'ailleurs naturellement. Il y prit pied, il y prit racine, et il y poussa en sauvageon exotique, invinciblement rebelle à toute greffe d'esprit russe, porté à considérer comme un exil cette transplantation sur une terre qu'il ne considéra jamais comme sienne, bien qu'elle lui promît une couronne ; n'ayant pour sa nouvelle patrie que mépris et haine, et, par l'exaspération inévitable de ces sentiments au milieu d'un conflit perpétuel entre sa situation officielle et ses tendances intimes, plus allemand que tous les princes du Saint-Empire.

Des circonstances accidentelles y aidèrent. Avec l'arrivée

d'une princesse allemande destinée à devenir sa femme, fille d'un général au service prussien et savamment choisie, habilement désignée au choix d'Élisabeth par Frédéric, la cour grand-ducale dut plus encore que par le passé devenir accessible aux influences du dehors. Et ce fut la *jeune cour*, un des plus curieux phénomènes d'exterritorialité dont l'histoire offre l'exemple, centre ouvert à toutes les intrigues et à toutes les corruptions du dehors, et enfin bureau d'espionnage au service d'un prince étranger en guerre avec la fille de Pierre le Grand!

Ainsi, par l'effet de toutes les fatalités attachées à l'héritage du grand homme, à son œuvre gigantesque, mais mal conçue et plus mal assurée contre l'avenir, le règne où Élisabeth débuta en aventurière devait aboutir à cette autre pire aventure : les destinées de la Russie confiées à un prince antirusse.

Je vais essayer maintenant de mettre en lumière la physionomie de la jeune et belle souveraine.

CHAPITRE II

LA FEMME ET L'IMPÉRATRICE

I. Physionomie morale. — Enfance. — Deux types d'éducation. — Instruction et caractère. — Esprit et tempérament. — Le goût de la toilette. — Les quinze mille robes. — Les travestissements. — La bonté d'Élisabeth. — Instincts généreux, mouvements féroces. — Évolution morale de la Russie contemporaine. — Violence. — Paresse intellectuelle. — Piété et superstition. — Rapports avec le clergé. — Zèle religieux. — L'ancienne et la nouvelle Russie. — Mélange et compromis. — La popularité d'Élisabeth. — II. La cour et l'intimité. — L'entourage de la tsarevna. — La maison de l'Impératrice. — Les nouvelles assemblées. — Essais de rupture avec les traditions byzantines. — Progrès rapides au point de vue du luxe et de l'élégance. — Le menuet à Saint-Pétersbourg. — La table de l'Impératrice. — Le jeu. — L'opéra. — La nouvelle Astrée. — Obstacles et résistances. — Témoignages contemporains. — D'Éon au palais d'été. — Les automobiles de Tsarskoïé-Siélo. — A Moscou. — Les déplacements d'Élisabeth. — Prolongement d'existence nomade. — L'élément féminin. — Ses insuffisances sociales. — La part personnelle de la souveraine. — Ses mérites. — L'intimité. — Goûts rustiques. — Les veilles. — Les gratteuses. — III. Mœurs intimes. — Les premières liaisons. — Boutourline. — Narychkine. — Choubine. — La fortune de Razoumovski. — L'Empereur nocturne. — Le prétendu mariage. — Caractère du favori. — La légende des enfants qu'il aurait eus avec Élisabeth. — La princesse Tarakanov. — La famille du favori. — Cyrille Razoumovski. — Les rivaux. — Chouvalov. — La tragi-comique aventure de Beketov. — La femme et l'Impératrice. — IV. Rôle politique d'Élisabeth. — Aptitudes à le soutenir. — Finesse. — Dissimulation. — Conscience du devoir. — Amour de la Russie. — Défaillances. — Indolence et dissipation. — Abandon progressif de toute activité. — Désordres. — Résultats. — Développement ininterrompu du pays et témoignage de force. — Causes du phénomène.

I

PHYSIONOMIE MORALE

Je ne me dissimule pas les difficultés de la tâche que j'entreprends ici. Reconstituer psychologiquement, à la distance d'un ou deux siècles, la figure d'un Pierre le Grand ou d'une Catherine II est déjà une entreprise ardue, téméraire presque. Mais on a des ressources. L'un et l'autre ont laissé non pas

seulement de leur apparence extérieure et de leur action dans le monde, mais encore de leur être intime des témoignages expressifs et probants. Ils se sont confessés parfois en des écrits qu'ils ne croyaient pas destinés à la publicité. Ils ont livré le secret de leur âme en une multitude de paroles irréfléchies, de gestes spontanés, que des yeux attentifs et des oreilles diligentes ont recueillis et transmis à notre curiosité.

Mais Élisabeth?

Elle n'a pas laissé de mémoires. Ses lettres? Quelques billets informes, où l'incorrection de la forme le dispute à la pauvreté de la pensée. Les confidences de son entourage? Razoumovski a été discret, et pour cause. Il ne savait pas écrire.

Et pourtant on ne saurait passer outre. La destinée de cette femme ne s'est pas confondue pendant vingt ans avec celle de son peuple par l'effet d'un simple hasard ou d'un caprice de soldats débauchés. La fille de Pierre le Grand a été populaire. Elle garde dans la tradition locale une figure séduisante, et, même à l'horizon européen, éclipsée par la prodigieuse héritière qu'elle s'est donnée, elle a eu son heure d'éclat et de rayonnement lointain.

En mai 1744, on remarquait à Moscou l'apparition d'une étrangère qui semblait «de condition», comme on disait alors. «Maigre, avec de beaux yeux noirs, trente à trente-cinq ans, constatait un rapport de police; voyage avec un intendant, une femme et un laquais. Belle garde-robe.» Sur de plus amples informations on apprenait que c'était une Française, Mme d'Hacqueville, née de Montmorin, femme d'un conseiller de Rouen et sœur d'un brigadier dans les armées du roi. Que venait-elle faire à Moscou? En apprenant le coup d'État qui plaçait Élisabeth sur le trône, «elle avait été saisie d'admiration et d'amour». Ce sont les termes dont elle devait se servir dans un entretien avec La Chétardie. Elle avait écrit au chancelier Tcherkaski, à Vorontsov, à Élisabeth elle-même, sans obtenir de réponse. Elle avait alors placé ses enfants au collège, envoyé une dernière lettre, d'adieu celle-ci, à son

mari, et s'était mise en route. Elle ne demandait qu'à voir la nouvelle souveraine. « Le bonheur de sa vie en dépendait. » Elle eut cette satisfaction. Dînant chez Vorontsov, elle fut présentée à Élisabeth, qui voulut bien se trouver chez son ami « comme par hasard ». Et elle s'en retourna contente. M. d'Hacqueville se refusa à partager cette joie, allant dans son humeur jusqu'à prêter foi à une histoire « d'écuyer de voyage» qui courait sur le compte de la belle curieuse et à en importuner d'Argenson lui-même, qui assez impertinemment chargea un commis d'éconduire « ce pauvre cocu » (1). J'ignore la fin de l'aventure; mais l'époque où elle s'est placée ne risquerait-elle pas de demeurer incomplètement mise en lumière devant nos yeux si l'héroïne du Nord qui y inspira d'aussi impérieuses curiosités devait garder devant l'historien son masque de souveraine demi-orientale, convertie en idole dans le mystère d'un gynécée ?

Née le 19 décembre 1709 n. s., Élisabeth allait achever trente-deux ans au moment de son avènement. J'ai dit ailleurs (2) le peu qu'il y a à dire de ses jeunes années et rendu hommage à sa beauté. La façon dont elle fut élevée correspond au nouveau type d'éducation introduit dans le pays par la réforme de Pierre le Grand. Au village d'Ismaïlovo, où la tsarevna voisina avec ses cousines germaines, Catherine et Anne Ivanovny, on voyait en présence les deux Russies. Le code domestique du pope Silvestre — le *Domostroï* — demeurait en vigueur dans la maison de la tsarine Prascovie, l'austère et pieuse veuve du tsar Ivan. On n'y étudiait que les Écritures saintes. A l'autre bout du village, Élisabeth eut une gouvernante française, Mme Latour, qui se fit appeler aussi comtesse de Launay et qui, revenue en France vers 1750 et installée à Villejuif, y passa pour la compagne légitime d'un chevalier de Marville (3). Elle peut bien n'avoir pas toujours

(1) Affaires étrangères : correspondance de 1744; *Archives* Vorontsov, t. I, p. 407-414.
(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 335 et suiv.
(3) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 643.

donné à son élève les préceptes et les exemples les plus édifiants. Elle fut suppléée par de nombreux précepteurs, dont un Français encore, Rambour. Malheureusement leur enseignement glissait sur un fonds de paresse incoercible. Tenant physiquement de son père, la fille de Pierre le Grand était plus voisine, par l'esprit, de sa mère, l'inculte paysanne livonienne. Lire lui fut toujours un ennui et écrire une torture.

Au surplus, la nouvelle éducation à l'européenne, comme on la comprenait alors en Russie, ne comportait pas beaucoup de savoir. Très superficielle, elle se réduisait à l'étude des langues. Élisabeth parla assez bien le français, passablement l'allemand, et, s'étant mis encore dans la mémoire quelques mots d'italien et d'anglais, qui devenait à la mode, elle passa pour fort instruite. Comme on ne touchait guère alors aux lettres françaises sans faire des vers, elle en fit, et nous possédons quelques échantillons de sa muse, une élégie, entre autres, sur le départ pour la Sibérie d'un ami qui eut le tort d'en revenir mal à propos. Ce sont des vers d'impératrice. Mais elle mourut dans la conviction qu'on pouvait aller en Angleterre sans passer la mer (1). En ajoutant aux avantages ainsi acquis une connaissance approfondie des modes françaises, et sur ce point on ne trouva à lui reprocher aucune négligence, elle eut de quoi faire figure de princesse accomplie, même ailleurs qu'en Russie, avec certains traits de couleur locale pourtant. Si elle goûta la conversation du marquis de La Chétardie, en y devinant le fin du fin de l'esprit français, elle lui préféra encore celle des vieilles commères de son entourage, et aux madrigaux du jeune diplomate les quolibets de son *istopnik* (chauffeur de poêle). Spirituelle? Oui, d'une certaine façon. « Quoiqu'elle n'ait que ce qu'on appelle l'esprit de femme, elle en a beaucoup », écrivait d'Allion en 1747, un témoin peu suspect de partialité, car elle le détesta, et

(1) *Archives* Vorontsov, t. I, p. 9; Bantich-Kamiénski, *Dictionnaire des célébrités*, t. III, p. 350; Siémiévski, Élisabeth Pétrovna, *Parole russe*, 1859, p. 239 (en russe); Mikhniévitch, *La femme russe au dix-huitième siècle*, 1895, p. 83 (en russe).

il le lui rendait. De l'esprit d'à-propos, de l'enjouement, de la grâce. Diérjavine l'a comparée à un « printemps tranquille ». Tranquille est de trop. Elle quittait le bal sans dégoût pour aller aux matines, abandonnait la chasse pour un pèlerinage ; mais dans ses pèlerinages la dévotion se compliquait d'accessoires profanes les moins reposants. Elle s'entendait à convertir ces pieux voyages en parties de plaisir. J'emploie le terme le plus discret. Jusqu'au bout, jusqu'à la dernière heure de sa vie, le plaisir fut sa grande préoccupation, et, en le cherchant toujours et partout, elle vécut dans un tourbillon.

En 1760, interrogé par Choiseul sur la santé de la souveraine, un des successeurs de La Chétardie, le marquis de Breteuil, répondait : « Il est impossible de se mieux porter et d'allier à son âge plus de fraîcheur apparente à une vie plus faite pour la bannir, car habituellement elle soupe à deux ou trois heures du matin et se couche à sept. » Cette « fraîcheur apparente » n'était plus en effet à ce moment qu'une illusion, et laborieusement obtenue. « Quatre ou cinq heures et tout l'art russe, ajoutait le marquis, suffisent à peine tous les jours pour mettre chaque grâce à sa place. »

On sait la place que la parure tenait en Occident dans la vie féminine de l'époque, le rôle social, politique même, du cabinet de toilette dans l'histoire du dix-huitième siècle, les longues heures que les belles du temps passaient devant leur glace, en compagnie des femmes de chambre, des coiffeurs, des tailleurs, des visiteurs du matin et de l'indispensable abbé. C'est le propre de toutes les modes de s'exagérer en traversant les frontières. Chez Élisabeth, le goût de la toilette et des soins à donner à la beauté toucha à la folie. Longtemps obligée de s'imposer des privations à cet égard pour des raisons d'économie, à partir de son avènement jamais elle ne mit deux fois la même robe. Dansant à perte d'haleine et transpirant beaucoup à cause d'un embonpoint précoce, il arrivait qu'elle en changeât trois fois au cours d'un bal. En 1753, l'incendie d'un de ses palais de Moscou lui brûla quatre mille de ces robes ; cependant à sa mort on en trouva encore quinze mille

autres dans ses armoires, avec deux coffres remplis de bas de soie, des souliers et des mules par milliers et plus de cent coupons d'étoffes françaises. Elle guettait l'arrivée des vaisseaux français dans le port de Pétersbourg, et ordonnait aussitôt de faire main basse sur les nouveautés qu'ils pouvaient apporter, *avant que d'autres aient pu les voir*. L'envoyé d'Angleterre, lord Hyndford, s'occupait lui-même de procurer à l'Impératrice des étoffes de choix. Elle les préférait claires ou blanches avec des fleurs en or ou en argent. Et, chargé, en 1760, de présider à Paris à la reprise des relations diplomatiques entre les deux cours, Bekhtéiev employait consciencieusement son temps à échantillonner des bas de soie d'un nouveau modèle, en même temps qu'il négociait pour le compte de Razoumovski l'engagement du fameux artiste culinaire Barideau (1).

La garde-robe de la souveraine comprenait aussi un assortiment de vêtements masculins. Elle tenait de son père le goût des déguisements. Trois mois après son arrivée à Moscou pour son couronnement, elle avait eu déjà le temps, au témoignage de Botta, de revêtir les costumes de tous les pays du monde. Deux fois par semaine, dans la suite, il y eut régulièrement mascarade à la cour, et habituellement aussi Élisabeth y paraissait travestie en homme, — en mousquetaire français, en hetman cosaque, en matelot hollandais. Elle avait la jambe bien faite. Elle s'en laissait persuader, du moins. Elle s'avisa que le travestissement masculin favorisait moins ses rivales en beauté, et elle imagina des bals masqués où, par ordre, toutes les femmes durent paraître en habits à la française et tous les hommes en jupes à panier (2).

Le goût qu'on lui a attribué pour le théâtre paraît lui-même avoir participé de cette passion maîtresse. Elle se plaisait à faire office d'habilleuse. Comme dans les représentations don-

(1) Documents publiés dans les *Lectures de la Société d'histoire de Moscou*, 1866, t. IV, p. 100; *Archives russes*, 1878, t. I, p. 12; *Sbornik*, t. CII, p. 244; comp. Trefoliev, L'impératrice Élisabeth comme femme élégante, *Messager russe*, juillet 1882.

(2) Catherine II, *Mémoires*, p. 148.

nées à la cour par les élèves du corps des cadets les rôles féminins étaient tenus par de jeunes hommes, sa fantaisie y trouvait des attraits nouveaux. En 1750 elle habillait ainsi de ses mains le cadet Svistounov désigné pour jouer le rôle d'Osnelda dans une tragédie de Soumarokov, et un peu plus tard la faveur de Beketov prenait son origine dans une rencontre de ce genre (1).

L'Impératrice veillait avec rigueur à ce que les modèles d'habillement ou de coiffure qu'elle adoptait fussent réservés à elle seule tant qu'elle ne les avait pas quittés; mais, comme elle en changeait de jour en jour et parfois d'heure en heure, les dames de sa cour avaient de la ressource. Bravade ou étourderie, Mme Lapoukhine, célèbre pour ses charmes, et pour cette raison regardée d'un œil jaloux, s'avisa un jour de paraître avec une rose dans les cheveux, la souveraine en ayant une dans les siens. En plein bal, Élisabeth fit mettre la coupable à genoux, demanda des ciseaux, coupa la rose criminelle avec la mèche de cheveux qui la portait, appliqua sur les joues de la coupable une paire de vigoureux soufflets et retourna à la danse. On vint lui dire que la malheureuse s'était évanouie. Elle haussa les épaules.

— *Nichto ieï douriè !* (Elle n'a que ce qu'elle mérite, la sotte !)

Et de ce jour Mme Lapoukhine fut marquée pour le bourreau, auquel elle ne devait pas échapper. Anna Vassiliévna Saltykov, dont le père avait cependant pris une part active au coup d'État de 1741, eut à subir un traitement analogue à cause d'une coiffure *à la coque* (2).

Il faut éviter ici des comparaisons tirées du voisinage, dans le monde contemporain, de la douce Marie Leszczynska, ou même de l'impérieuse Marie-Thérèse. Élisabeth n'avait pas pour père le bon roi Stanislas, et la Russie du dix-huitième siècle n'était ni la France ni l'Autriche. Au point de vue de l'éducation morale et des sentiments et des instincts qui en

(1) *Annales de la patrie*, 1822, n° 32, p. 298; Barsoukov, Biographie des comtes Orlov, *Archives russes*, 1873.
(2) Dolgoroukov, *Mémoires*, I, 477.

sont le développement, elle retardait encore de plus d'un siècle sur l'Europe occidentale, en dépit de la réforme. Ces traits, que je pourrais multiplier, prouvent cependant que la légende, indulgente à ceux qu'elle aime, a flatté la fille de Pierre le Grand en lui attribuant une bonté et une douceur tout à fait étrangères au milieu où elle vivait. Élisabeth était susceptible de certains mouvements d'âme généreux, jusqu'à entrer incidemment dans les grands courants humanitaires de l'époque. En 1755, à la nouvelle du tremblement de terre de Lisbonne, elle prétendit reconstruire à ses frais un quartier de la ville, et on eut de la peine à la convaincre que l'état de ses finances ne permettait pas cette dépense. Elle refusa sa signature à un projet de codification criminelle où ses législateurs avaient introduit des pénalités trop barbares. « C'est écrit avec du sang ! » l'entendit-on dire. Anne Ivanovna n'avait connu ni de tels élans ni de tels scrupules. Mais en 1743 Ouchakov et ses collègues de la commission chargée d'instruire l'affaire Botta eurent beau appeler l'attention de la souveraine sur la situation particulière d'une inculpée, Anne Lilienfeld, qu'ils hésitaient à interroger en chambre de torture, et qui d'ailleurs n'était coupable que de n'avoir pas rapporté des propos malveillants dont elle avait pu ne pas comprendre le sens. La malheureuse se trouvait enceinte. « Elle n'a pas voulu ménager ma santé, répondit Élisabeth, je n'ai pas à ménager la sienne (1). » Au sujet de ce même procès, qui servait cependant les intérêts de son maître, Mardefeld recueillait avec indignation les détails suivants, dont le dénouement public du drame semble confirmer l'exactitude :

« Des officiers qui ont eu la garde des prisonniers dans la forteresse m'ont dit qu'il était incroyable à quel point ils y étaient tourmentés. Il court même un bruit que la Bestoujev est expirée sous le knout. L'Impératrice est souvent présente incognito à leur examen, quand ils ne subissent pas la question. Elle fera après-demain un tour à la Tsarskaïa Myza, et l'on

(1) Soloviov, *Histoire de Russie*, XXI, 281.

présume que pendant son absence l'exécution aura lieu (1). »

L'exécution suivit de près en effet le départ de la souveraine, et elle fut terrible, ainsi que j'aurai à le montrer plus loin.

Il y eut toujours, ainsi que je l'ai indiqué déjà, une part d'hypocrisie peut-être inconsciente dans les manifestations de la clémence impériale, et, avec une autre part de religiosité, beaucoup de la répugnance d'une femme élégante pour les spectacles sanglants et les impressions pénibles, donc une pointe déjà de l'esprit féminin de l'époque dans son mode occidental. Au cours de la guerre de Sept ans on dut cacher à l'Impératrice le nombre des morts dont ses généraux jonchaient les champs de bataille, et elle ne souffrit jamais qu'aucun des blessés parût en sa présence (2). C'était bien de la *sensibilité* à la manière de Versailles.

Avec son entourage, Élisabeth subissait l'évolution qui lentement faisait monter la Russie au niveau intellectuel et moral de l'Europe. Mais elle restait la fille de Pierre le Grand, violente, capricieuse et énergique, en dépit de son indolence, d'une énergie toute physique, qui laissait son intelligence en repos. Elle bâtissait des palais en quelques jours, franchissait en quarante-huit heures la distance entre Saint-Pétersbourg et Moscou — en payant pour chaque cheval crevé — et battait ses femmes de chambre. Elle jurait aussi en compagnie de Lestocq, qui mêlait volontiers et épuisait à cet égard le vocabulaire le plus grossier du palefrenier allemand et du moujik russe. A Sofino, aux environs de Moscou, où elle est allée chasser en 1750, Catherine II nous la montre accablant d'injures son intendant, parce qu'elle n'a pas trouvé des lièvres en quantité suffisante. L'intendant ayant reçu son paquet, elle chercha d'autres victimes. Cet homme lui gâtait sa chasse, parce qu'il n'entendait rien à la bonne administration. Elle-même avait bien dû apprendre à conduire ses affaires, alors que l'impératrice Anne la laissait dans le dénuement! Avec de maigres ressources elle arrivait ainsi à tenir son rang. Mais elle savait le

(1) Au Roi, 27 août 1743. Archives secrètes de Berlin.
(2) Gretch, Mémoires, *Archives russes*, 1873, p. 251.

prix des choses. Et ici ses yeux courroucés se portaient sur Catherine qui l'accompagnait. « Elle amenait cela par degrés, et la volubilité de sa parole était grande. » Ainsi, « elle ne se serait jamais avisée de mettre un vêtement coûteux et fragile pour une partie de chasse ». Et elle enveloppait d'un regard furibond une robe lilas galonnée d'argent, avec laquelle celle qui la portait aurait bien voulu suivre les lièvres dans leur fuite.

Pour couper court à la scène, un fou de cour, Aksakov, — le dernier titulaire de l'emploi en Russie, si je ne me trompe, — s'avisa de lui présenter dans son chapeau un porc-épic qu'il venait de prendre. Elle poussa un cri perçant en disant que cela ressemblait à une souris, s'enfuit à toutes jambes dans l'intérieur de sa tente, y dîna seule en boudant, et, détail que Catherine a négligé de mentionner en racontant cette scène, le lendemain Aksakov était livré à la chancellerie secrète, c'est-à-dire à la torture, « pour avoir effrayé Sa Majesté (1) ».

Ajoutez ce trait :

« Il arrivait assez souvent que quand Sa Majesté Impériale avait envie de gronder, elle ne grondait pas pour ce pour quoi elle aurait pu gronder, mais elle prenait le prétexte de gronder pour ce dont on ne s'était jamais avisé qu'elle pourrait gronder (2). »

Sa paresse intellectuelle lui venait encore de ses ascendances latérales. Par ce côté elle est la nièce d'Ivan V et de Prascovie Saltykov. Et aussi par la dévotion. Elle emmenait bien ses amants à la Troïtsa, quand elle y allait en pèlerinage (3), mais elle joignait à cette habitude les scrupules les plus édifiants. Faisant la route à pied, elle mettait des semaines et parfois des mois pour franchir les 60 verstes qui séparent le célèbre monastère de Moscou. Il arrivait que, fatiguée, elle ne pût atteindre une des stations distantes de 3 ou 4 verstes, où elle avait fait bâtir des maisons et où elle prenait habituellement

(1) CATHERINE, *Mémoires*, p. 115, édit. française; *Archives* VORONTSOV, t. II, p. 52.
(2) CATHERINE, *Mémoires*, p. 178.
(3) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 92.

plusieurs jours de repos. Un carrosse l'y menait alors; mais le lendemain elle se faisait ramener à l'endroit précis où elle avait interrompu sa course pédestre. En 1748 le pèlerinage occupa l'été presque tout entier (1).

Détestant le poisson, s'interdisant aux jours d'abstinence non seulement la viande, mais les œufs même et le laitage, se nourrissant alors exclusivement avec des confitures arrosées de *kvass*, elle se rendait malade. En mars 1760 elle donna des inquiétudes sérieuses au médecin français Poissonier, qui se désespérait en même temps que le carême entrât en lutte avec ses ordonnances au chevet d'une princesse Biélossiélski. « Elle aimerait mieux mourir d'une hydropisie de poitrine, dont elle est menacée, que de prendre un bouillon », écrivait-il. Passant de longues heures à l'église, debout ou agenouillée, il arrivait que l'Impératrice y tombât en syncope, comme en décembre 1757 où on la crut morte. En 1752, à Kronstadt, où le grand-duc et la grande-duchesse devaient la rejoindre en yacht, comme une tempête était survenue, elle demeura toute la nuit à une fenêtre, agitant des reliques. Une barque qu'elle prenait pour le yacht paraissait-elle s'enfoncer dans la mer, elle imprimait à ces reliques le mouvement contraire (2). Elle observait, entre deux invocations à saint Serge, que les anges entourant l'image du saint dans une église ressemblaient trop à des Cupidons, et aussitôt ordonnait au procureur du Saint-Synode d'y mettre ordre (3).

Pour le Saint-Synode et le clergé elle eut d'autre part toujours des égards, qui l'entraînaient à déroger sur ce point aux principes de Pierre le Grand. Mais elle obéissait aussi en cela à un pacte d'indulgence réciproque que son ami Razoumovski et son confesseur Doubianski entretenaient de concert. Doubianski se mêlait de politique et accordait sa protection aux Cosaques du Zaporojié, en échange d'envois fréquents de pois-

(1) Vassiltchikov, *la Famille Razoumovski*, 1880, t. I, p. 104 (en russe).
(2) Catherine, *Mémoires*, p. 180.
(3) Matouchkine, *Biographie du prince Chakhovskoï*, 1810, p. 104 (en russe).

son salé. En 1743 la mère du favori réclamait et obtenait une cure pour un laquais dont elle avait apprécié les services (1). Un archimandrite, surpris en conversation criminelle avec une fille par des paysans qui l'insultaient, faisait punir sévèrement les indiscrets (2).

Le clergé trouvait également un appui constant et énergique chez la souveraine pour ses entreprises de prosélytisme. Les conversions à la religion orthodoxe faisaient l'objet d'une mention dans la *Gazette officielle*. On y publia ainsi en 1746 le retour dans le giron du *pravoslavié* de la princesse Irène Dolgorouki, qui s'était laissé gagner au catholicisme. Son mari, le prince Serge, reconnu coupable de n'avoir pas mieux gardé la foi de sa femme, dut expier sa négligence dans un monastère, et Mlle Beret, une institutrice française, soupçonnée d'avoir confondu la grammaire avec le catéchisme, resta sous clef au Saint-Synode jusqu'en 1751 (3).

Tout n'était pas puéril ou odieux dans le zèle ainsi développé ; sur les frontières sud-est de l'empire il a fait œuvre de propagande sérieuse et a rendu à la colonisation de ces contrées des services que Catherine II eut la maladresse de méconnaître.

Avec des dehors de petite-maîtresse et quelques traits empruntés au type moral de la femme européenne du dix-huitième siècle, Élisabeth apparaît ainsi très voisine encore du type très différent de la femme russe contemporaine, celui dont Pierre s'était flatté de briser le moule semi-oriental. Désordonnée, fantasque, n'ayant de temps fixé ni pour se lever ni pour se coucher, ni pour manger ; détestant toute occupation sérieuse; familière à l'excès tantôt et aussitôt après se fâchant pour un rien; injuriant parfois ses courtisans avec les plus gros mots, mais affable d'ordinaire; largement et simplement hospitalière ; ne dédaignant pas, à l'exemple de sa mère, de faire un tour à la cuisine pour servir à ses hôtes un

(1) Znamiénski, *le Clergé paroissial*, 1873, p. 26.
(2) Chakhovskoï, *Mémoires*, p. 63.
(3) Soloviov, *Histoire de Russie*, XXII, 109 et suiv.

plat de sa façon; toujours entourée aussi d'un peuple de parasites femelles, diseuses de contes insipides, marchandes de commérages, ouvrières d'intrigues ou *gratteuses*, chargées de lui chatouiller la plante des pieds aux heures de repos (1), elle reste, comme Anne Ivanovna, la *pomiéchtchitsa* de l'ancien régime, avec moins de rudesse et plus de séduction. Et les éléments de sa popularité sont à chercher là sans doute, dans ce mélange et ce compromis, où la Russie contemporaine tout entière s'engageait à sa suite, y trouvant à la fois la satisfaction de ses penchants anciens et de ses besoins nouveaux, ainsi qu'un délassement après les dures épreuves de la réforme. La cour de Pierre le Grand, en tant qu'il en posséda une, n'était qu'un prolongement de la maison de force où il avait mis son peuple à la tâche. On s'y morfondait dans ces *assemblées*, qui ressemblaient à des champs de manœuvre. Sous Anne Ire on y trembla. Voici qu'une princesse aimable s'avisait de vouloir qu'on s'y amusât, en s'assimilant certains raffinements d'un nouvel ordre social, mais sans dépouiller entièrement les vieilles habitudes. Ce fut une explosion d'allégresse et de reconnaissance. On inclina à considérer ce règne comme un jour de fête succédant aux jours de corvée qu'on venait de subir. On y prit ses aises délicieusement, et la vie sociale de l'époque en contracta comme un frisson de joie, un air de gaieté, une fièvre de mouvement, une ardeur de jouissance, qui lui étaient inconnus.

Créée par elle et l'ayant absorbée trop souvent, au point de la rendre indifférente à ses devoirs essentiels de souveraine, cette vie plaisante et frivole fait partie de la physionomie d'Élisabeth, et je dois donc l'évoquer ici.

(1) *Archives russes*, 1866, p. 518. Comp. Chantereau, *Voyage en Russie*, 1794, p. 89; La Messelière *Mémoires*, 1803, p. 123.

II

LA COUR ET L'INTIMITÉ

Comme tsarevna, en dépit de ses modestes ressources et des habitudes d'économie dont elle aima à se targuer plus tard, la fille de Pierre le Grand avait possédé déjà une domesticité assez nombreuse : deux fourriers, un gentilhomme de la chambre, quatre valets de chambre, neuf demoiselles d'honneur, quatre gouvernantes, ou « madames », dont une pour surveiller les demoiselles, deux hommes pour faire le café, neuf musiciens, douze chanteurs ou bandouristes et un peuple de laquais (1). La domesticité était le grand luxe de l'époque, même ailleurs qu'en Russie. Un document remontant aux premières années du règne d'Anne Ivanovna, l'état des rations de vin, d'eau-de-vie et de bière allouées à ce personnel, nous donne à son sujet quelques indications curieuses. Alexis Razoumovski, sans être tout à fait confondu dans la troupe des musiciens dont il fait nominalement partie, ne reçoit encore comme ordinaire que de l'eau-de-vie et de la bière. Il a rang de valet de chambre. Un de ses concurrents, le beau Lialine, figure parmi les fourriers. Choubine est page. Un des hommes chargés de faire le café est un futur grand maréchal de la cour. Il s'appelle Sievers. Le futur favori, Ivan Ivanovitch Chouvalov, ne paraît pas encore sur cette liste. Il vient à peine de naître (1727). Mais son cousin Alexandre s'y trouve placé en tête : le gentilhomme de la chambre, c'est lui. Et il boit du vin (2).

En devenant impératrice, Élisabeth se donna cinq ou six de ces gentilshommes et sept ou huit chambellans. Son grand maître des cérémonies fut François de Santi, un gentilhomme piémontais qui revenait de loin. Compromis à Paris dans la

(1) *Archives* Vorontsov, t. I, p. 19.
(2) *Ibid.*

conspiration de Cellamare, il avait cherché asile à la petite cour de Hesse-Hombourg et suivi en Russie un des princes de cette famille dont Pierre le Grand songeait à faire son gendre. Il y trouva d'abord un poste de maître des cérémonies à la cour de Catherine Ire, puis, conformément aux vicissitudes usuelles de toutes les fortunes du temps, l'occasion de faire une promenade à Iakoutsk, avec les fers aux pieds et aux mains. Sous Anne Ire il eut la permission d'habiter Irkoutsk, à six mille kilomètres de Pétersbourg seulement, au lieu de neuf mille environ, — grande faveur! — et il venait d'y épouser la fille d'un fonctionnaire, quand un ordre de Bühren le renvoya au hameau d'Oustviléisk, au delà de Iakoutsk même. Il y passa plusieurs années dans une cabane sans feu, enchaîné, et nourri avec un peu de farine délayée dans de l'eau (1). Il est singulier qu'avec ces souvenirs Élisabeth l'ait choisi pour servir de coryphée à la ronde joyeuse qu'elle inaugurait. Mais peut-être eût-elle été embarrassée de trouver quelque autre destinée, sur laquelle le passé voisin n'eût pas jeté sa main de fer et son ombre sanglante.

Passé de tourments et d'épouvantes, puis-je encore le faire évanouir dans ces pages, quand à chaque figure nouvelle il se dresse, lugubre et hideux, devant moi?

Les *assemblées* instituées par Pierre Ier avaient été abandonnées sous ses successeurs immédiats. Élisabeth reprit cette tradition avec les autres dans l'héritage du grand homme; mais le nom seul resta des anciennes réunions, où l'ascétisme moscovite, la lourdeur germanique et les façons grossières ou terrifiantes du maître conspiraient pour maintenir une contrainte insupportable. Les modèles français et les grâces françaises firent maintenant la loi. « Sans les Français », devait dire plus tard un journal du lieu (le *Kochelek*, 1774), « nous ne saurions pas comment entrer, saluer, se parfumer, prendre un chapeau et exprimer avec lui divers états d'âme... En entrant dans une assemblée féminine, de quoi aurions-nous

(1) DOLGOROUKOV, *Mémoires*, t. I, p. 250.

parlé auparavant? De poules et de poulets? La France nous a fourni des sujets de conversation. » Ce fut, au lendemain du coup d'État, toute une révolution encore, dont les marchandes de mode, les « madames » et les maîtres de danse fournissaient le fond et la forme, la civilisation occidentale, comme Élisabeth et son entourage étaient capables de la comprendre, ne dépassant pas le cadre que ces civilisateurs-là pouvaient créer. Mais le cadre devint brillant à souhait.

> Pierre a introduit les sciences chez nous,
> Sa fille a introduit le goût...,

chanta un poète de l'époque. Le goût du plaisir surtout, et on peut ajouter, pour être tout à fait juste, de certains plaisirs délicats. Pendant l'hiver de 1745-1746, en dépit des préoccupations que la politique créait au dehors et au dedans, les titulaires des deux premières classes furent astreints à donner des bals masqués à tour de rôle. On se réunissait à six heures. On dansait ou on jouait aux cartes jusqu'à dix. A ce moment l'Impératrice, en compagnie du grand-duc, de la grande-duchesse et de quelques privilégiés, se mettait à table pour souper. Les autres convives mangeaient debout. Les danses recommençaient ensuite jusqu'à une ou deux heures du matin. Nulle étiquette. Les maîtres de la maison ne recevaient et ne reconduisaient personne, pas même la souveraine. Celle-ci entrant dans un salon, il était interdit aux personnes assises de se lever. Fréquemment Élisabeth s'invitait sans façon à souper chez l'un ou l'autre des seigneurs de sa cour ou chez quelque ambassadeur. Souvent aussi elle arrivait à l'improviste au milieu d'une fête. Catherine II, dans les fameuses soirées de son Ermitage, ne fera que suivre ces exemples, où se traduisait le désir de tirer la cour et la société hors de l'ornière byzantine où elle languissait et croupissait encore.

En un sens tout au moins, les progrès de ce côté furent prompts. Le maître français de ballet, Landet, affirma bientôt qu'on ne dansait nulle part le menuet avec autant d'expression

et de décence (1). Toutes les formes de l'élégance et du luxe se développèrent rapidement. Élisabeth bannit pour toujours de son palais les grossières orgies où son père trouvait encore du charme. Mais elle voulut avoir une table bien servie. Le chef de ses cuisines, Fuchs, reçut avec le rang de brigadier un traitement de huit cents roubles, ce qui paraissait énorme alors, les titulaires de cet emploi ayant toujours figuré jusque-là parmi les domestiques d'ordre inférieur. Il fut le premier d'une illustre lignée dont la Russie devait bientôt s'enorgueillir. On joua aussi très cher à la cour, et le marquis de l'Hôpital, ambassadeur de France, trouva à se plaindre de la dépense que lui occasionnaient les « quadrilles » (espèce de jeu d'hombre) obligatoirement hebdomadaires. La première séance lui coûta cent vingt ducats, bien qu'il n'y fût pas trop malheureux.

Pour son couronnement, Élisabeth fit construire à Moscou un théâtre d'opéra qui pouvait contenir cinq mille spectateurs. On l'inaugura avec le *Titus* du fameux Hasse, accompagné d'un prologue musical de Dominique Dalloglio, compositeur et chef d'orchestre italien établi en Russie. Son œuvre s'appelait : *La Russie opprimée et consolée*. Les représentations d'opéras, où à côté des chanteurs italiens figuraient des jeunes gens de la cour dressés à la *Soukhareva Bachnia*, le conservatoire du lieu, alternèrent ensuite avec des intermèdes et des ballets allégoriques où se prodiguait la verve de Landet : *La pomme d'or au banquet des dieux*, *La joie du peuple russe à l'apparition de son Astrée*. Ce genre de spectacle rencontrait une telle faveur que l'Académie des sciences posséda quelque temps une chaire spéciale d'allégorie. Et le peuple russe, celui du moins qui fréquentait au théâtre, inclinait vraiment à penser que la nuit de novembre 1741 avait fait surgir une Astrée à son horizon.

J'ouvre le journal de cour pour l'année 1743, et je trouve indiquée à la date du 5 septembre une grande fête dans le nou-

(1) Zabieline, *Études sur l'histoire et l'antiquité russe*, 1877, t. II, p. 362 (en russe).

veau palais d'été. Le lendemain, comédie et grande illumination des jardins. Le 15, grande fête encore pour célébrer la paix avec la Suède. Le 7 octobre, dîner, souper, divertissements variés à la *datcha* du maréchal de la cour D.-A. Chépiéler. Du 8 au 10, grande chasse à Tsarskoïé-Siélo. Le 11, fête dans un nouveau château construit entre Tsarskoïé et Saint-Pétersbourg. Et c'est comme cela d'un bout de l'année à l'autre.

Astrée avait cependant beaucoup à faire pour, même dans ce cercle relativement restreint, plier et assouplir son entourage aux façons nouvelles, et, avec des mœurs plus châtiées, y faire éclore des formes de sociabilité plus variées et plus attrayantes. Dans ses vrais mémoires qui ne sont pas ceux de Gaillardet et qui restent inédits (1), d'Éon a tracé de la cour de Russie en 1759 un tableau qui manque de charme. Du luxe, mais peu de goût et encore moins de grâce. Le ton réellement magnifique « réduit à sept ou dix personnes ». Les femmes généralement bien mises, avec une profusion de diamants, laissent voir cependant dans leurs ajustements quelque chose de choquant pour les yeux français. Et on ne peut guère admirer d'elles que leurs parures et leur beauté, quand elles en ont. Dans une vaste salle, « moins grande que la galerie de Versailles, mais beaucoup plus large, boisée, peinte en vert, très bien dorée, ornée de belles glaces et éclairée par une profusion de lustres et de girandoles », au milieu d'un flot d'or, d'argent et de lumière, on les voit rangées d'un côté comme en un temple, les cavaliers occupant l'autre côté. Elles échangent de profondes révérences et ne parlent pas, même entre elles. Ce sont des idoles. Les réceptions se passent à entendre de fort bonne musique, où des artistes connus à Paris, les Caristini, les Saletti, les Compassi, font apprécier leurs talents; mais « la récidive fréquente et toujours uniforme de ce plaisir devient aisément fastidieux ». Nul talent pour varier les divertissements. Aucune entente de l'agrément essentiel de la

(1) Affaires étrangères, Mémoires et documents, Russie, V.

société. En dehors même du palais impérial, trop peu de gens tenant des maisons, « où on ait un accès libre et facile qui se ressente du commerce familier et qui ait le ton de l'amitié. Tout est presque toujours de cérémonie. »

Le palais ainsi décrit est celui d'été, le nouveau palais d'hiver demeurant en construction. D'Éon y découvre un coin plus attrayant : « au milieu d'un cercle des dames une troupe brillante de jeunes demoiselles de la plus grande condition qui ressemblent à des nymphes et sont très dignes de la curiosité et des regards de l'étranger. » On les appelle les « Fresles ». Attachées à la personne de l'Impératrice, elles demeurent en commun dans un grand bâtiment dépendant du palais. Mais avec elles aussi la curiosité ne va pas loin (1).

Les impressions du marquis de l'Hôpital concordent assez avec cette description. Confiant à Choiseul diverses contrariétés dont est accompagné son séjour à la cour du Nord, il ajoute : « Je ne vous parle pas de l'ennui ; il est inexprimable (2). » Quant au comte Zinzendorf, envoyé de Marie-Thérèse, il ne paraît avoir emporté de la grande salle du palais d'été qu'un seul souvenir, assez déplaisant. S'étant inquiété de savoir, sur un désir exprimé par Kaunitz, comment on arrivait à chauffer cette pièce, il constata, en y pénétrant au mois de mai, « qu'il y faisait froid à mourir ». On lui dit cependant que « lorsqu'il y avait beaucoup de monde et des lumières, il y faisait bon ».

Sur Tsarskoïé-Siélo nous avons un rapport du chevalier Douglas, le prédécesseur du marquis de l'Hôpital. Son témoignage est très élogieux, mais à un point de vue purement matériel. Tous les raffinements du luxe ont pris rendez-vous dans cette résidence suburbaine. Ascenseurs montant les hôtes au niveau d'un premier étage dans la molle étreinte de deux divans bien capitonnés, repas servis à une table magique, sur laquelle, sans l'intervention visible d'aucun valet, parais-

(1) Voy. aussi la correspondance de d'Éon avec Tercier, *ibid.* Russie, suppl. VIII, fol. 363.
(2) 3 février 1759, Affaires étrangères.

sent instantanément tous les objets réclamés ; bateaux et voitures automobiles... (1). Ces merveilles ne sont-elles pas pour nous suggérer l'idée que nous attachons peut-être trop de prix à certains progrès de même genre dont se prévaut notre époque? Les ascenseurs et les automobiles de ce passé déjà lointain ne marchaient, il est vrai, qu'à l'aide de ressorts. Mais peut-être aussi n'écrasaient-ils pas tant de monde.

En dépit du décor prestigieux qu'on s'entendait ainsi à y déployer devant les étrangers, la cour d'Élisabeth restait d'ailleurs, même à ce point de vue, assez éloignée des modèles occidentaux qu'on essayait d'y imiter. Invité, lui aussi, à Tsarskoïé, Zinzendorf répugnait à y retourner après une première visite, — à cause du spectacle et de l'odeur des cadavres de chevaux crevés qui bordaient la route. Avec leurs dorures et leurs salles à manger ingénieusement machinées, palais de Pétersbourg et maisons de campagne des environs évoquaient encore un peu le souvenir des tentes de la Horde d'or. On y campait plutôt qu'on n'y habitait (2). En décembre 1752, allant à Moscou, Élisabeth voulut y prendre ses quartiers au Kreml. Grand émoi et embarras terrible ! Les abords de l'antique demeure impériale servaient depuis longtemps de dépotoir. Des montagnes d'immondices barrèrent le passage aux fourriers de Sa Majesté. On ordonna un nettoyage « autrement que sur le papier » (*Nié tcherez perepiskou*). Mais les appartements eux-mêmes se trouvèrent inhabitables. Les architectes russes, Oukhtomski et Evlachev, déclarèrent qu'il faudrait rebâtir le palais de fond en comble, et l'architecte italien, Rastrelli, partagea leur avis. En désespoir de cause, Élisabeth s'en fut au *palais Golovine*, auquel en toute hâte on avait ajouté une aile en bois pour le grand-duc et la grande-duchesse. Les lecteurs du *Roman d'une impératrice* savent comment Catherine apprécia ce logis. Élisabeth se plut dans le sien, si bien qu'elle voulut y passer l'hiver suivant. Mais au commencement de la

(1) Douglas à Tercier, 21 et 26 juin 1756, Aff. étr. Russie, suppl., vol. VIII, fol. 290.

(2) A Kaunitz, 13 juillet 1755. Archives de Vienne.

saison le palais et toutes ses dépendances — trois verstes de circonférence — brûlèrent en moins de trois heures. L'Impératrice dut chercher refuge à sa maison de la Pokrovka, et la jeune cour reçut en partage, au faubourg allemand, une baraque en bois, où tous les vents de l'horizon avaient leurs entrées libres et où les blattes tenaient garnison avec les punaises les plus meurtrières. Mais déjà on travaillait à reconstruire le palais incendié. Cinq cents charpentiers à la besogne. En leur accordant la haute paye — vingt-cinq à trente copecks par jour — on leur donna l'assurance par affiche qu'elle serait réglée, « autrement que sur le papier » aussi, à la fin de chaque semaine ; et le 10 décembre 1753 Élisabeth prit possession du nouveau palais. L'autre avait brûlé le 1er novembre, moins de six semaines auparavant. Et ce nouveau palais ne comprenait pas moins de soixante chambres et salons (1) ! On n'y put cependant placer qu'une partie du mobilier de Sa Majesté. Le reste, avec les services d'or et d'argent et la cassette impériale, resta au palais Lefort sous la garde de la *Leïb-kompania* qui y tenait garnison : environ trois mille personnes, en comptant les femmes et les domestiques. En février 1754 tout ce monde se trouva sans toit : le palais Lefort avait brûlé à son tour.

J'ai eu l'occasion de marquer déjà le caractère nomade que les installations de l'époque gardaient en Russie, le retour périodique de catastrophes comme celles-là y contribuant sans doute. Un peu plus tard Cyrille Razoumovski, le frère du favori, se trouva possesseur, à Kiév, d'une énorme maison à sept corps de bâtiment, construits en gros troncs de chêne. En 1754, un impôt arrivant à être établi sur les immeubles habités, le percepteur frappa à la porte de celui-ci. Colère de Razoumovski. Ordre d'enlever la maison et de la transporter dans une terre distante de plusieurs centaines de verstes. Et ce fut fait en vingt-quatre heures (2).

Mais les voyages même d'Élisabeth ressemblaient à des cataclysmes. Allait-elle de Pétersbourg à Moscou pour quelques

(1) Nachtchokine, Mémoires, *Archives russes*, 1883, t. I, p. 321.
(2) Vassiltchikov, *la Famille Razoumovski*, t. I, p. 461.

mois, ce déplacement mettait les deux villes sens dessus dessous. Pétersbourg se vidait des neuf dixièmes de ses habitants. Le sénat, le synode, le collège des affaires étrangères, le collège de la guerre, l'administration du trésor, la chancellerie de la cour, le bureau des postes, tous les services du palais et des écuries devaient suivre la souveraine : quatre-vingt mille personnes réclamant dix-neuf mille chevaux pour leur transport (1). La voiture seule de l'Impératrice demandait une cavalerie nombreuse. Élisabeth aimait à voyager vite. On soumettait à un entraînement spécial les chevaux dont elle devait se servir ; on en attelait douze à sa *liniéïa* ou à son traîneau — celui-ci pourvu d'un appareil de chauffage, — et l'on partait au triple galop. Si un cheval tombait, un autre le remplaçait aussitôt, un attelage complet de rechange accompagnant la voiture. On arrivait ainsi à franchir jusqu'à cent lieues en vingt-quatre heures. En 1744, pour le voyage de l'Impératrice à Kiév, la *starchina* (conseil des anciens du pays) crut faire grandement les choses en réquisitionnant quatre mille chevaux. Razoumovski se récria : « Il en fallait cinq fois autant! » Le frère du favori lui-même, se rendant en Ukraine pour y prendre possession de l'hetmanat, avait besoin de deux cents voitures de poste à chaque relais (2).

Rien de plus aisément assimilable que le luxe. Mais les espèces en sont variées, et l'entourage d'Élisabeth avait peine encore à y faire le meilleur choix. En 1747, Hyndford parlait avec dédain d'un pays « où le sens commun, s'il y en a, ne consiste qu'en bâfres, boire et équipage (3) ». Et quelles bâfres! D'Éon comptait l'hetman Razoumovski au nombre des quatre grands seigneurs chez lesquels il avait réussi à trouver une hospitalité vraiment agréable. Pourtant, après s'être assis deux jours de suite à la table de cet amphitryon, chez lequel Fuchs ne cuisinait pas, le secrétaire de la légation saxonne,

(1) Herrmann, *Geschichte Russlands*, t. V, p. 197.

(2) Journal du Sénat, 26 fév. 1751 ; Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXIII, p. 46 ; Scherer, *Anecdotes*, 1792, t. VI, p. 35.

(3) Au comte de Steinberg, 10 janvier 1747. V. Borkovsky, *Die englische Friedensvermittelung im J. 1745*. Berlin, 1884, p. 113.

Funck, plaignait sa « petite santé délabrée », et prétendait avoir gagné le paradis à « avaler des assaisonnements d'huile rance » et autres « vilenies innomables » (1).

Dans cette sphère même de jouissances physiques et de sociabilité mondaine, la plus facilement accessible à son influence, la civilisation occidentale rencontrait des obstacles. Dans leurs tableaux de la société moscovite contemporaine, ni d'Éon ni aucun autre des étrangers y ayant pénétré n'ont fait mention d'aucune femme évoquant une ressemblance même lointaine avec quelque maréchale de Luxembourg, ni d'un salon quelconque rappelant ceux de la princesse de Talmant ou de Mme du Deffant. Et les soupers auxquels Élisabeth invitait ses intimes n'avaient rien de commun que la bonne chère avec ceux du président Hénault. A Pétersbourg, à Moscou, les ripailles ignobles, les bouffonneries grossières de Pierre le Grand étaient encore trop près, laissaient dans l'atmosphère un relent trop vif de débauche barbare, pour que la persistance de certains traits de mœurs locales n'y trouvât pas un aliment naturel. Et après avoir admiré la correction et la « décence » des menuets dirigés par Landet, le grave Hyndford avait un haut-le-corps à la vue du procureur général gambadant « comme un Hans Wurst » en tête d'une procession (2).

L'œuvre personnelle d'Élisabeth dans ce domaine ne se laisse pourtant pas méconnaître ni déprécier, d'autant qu'au maintien de certaines accoutumances plus ou moins offensantes pour le bon goût, voire pour la morale, elle ajoutait, de façon plus légitime, la survie, dans la société contemporaine, d'autres traditions nullement méprisables, ayant leur valeur et leur charme, correspondant à des qualités réelles, voire à des vertus nationales, au point que leur disparition progressive sous le nivellement de la vie moderne appelle moins l'éloge que le regret. La fille de Pierre le Grand pouvait bien garder ou acquérir des notions imparfaites en matière de bon ton et de grandes manières. Pour lui plaire, La Chétardie, qui avait

(1) Au baron Pretlack, 31 mars 1755. Archives de Vienne.
(2) A Steinberg, 21 nov. 1747. Borkovsky, *loc. cit.*, p. 127.

des instincts de mystificateur, imaginait d'entrer dans la cour du palais impérial en carrosse à six chevaux et d'y tourner en rond. A la troisième ou quatrième évolution, Élisabeth, ouvrant un vasistas, adressait au diplomate un signe de main et un gracieux sourire. Sans quitter sa voiture, il se confondait en profondes révérences, et elle rayonnait. « Qu'ils sont aimables, ces Français! Voilà bien la vraie galanterie française! » Mais lisons ce passage d'une notice autobiographique, où le neveu du Vorontsov que nous connaissons déjà a raconté ses débuts à la cour d'Élisabeth :

« Elle (l'Impératrice) nous permettait de venir à sa cour, quoique enfants, les jours de cercle, donnant des bals dans les appartements intérieurs pour les enfants des deux sexes de ceux qui composaient sa cour. Je me souviens d'un de ces bals où il y avait de soixante à quatre-vingts enfants rassemblés. On nous fit souper ensemble, les gouverneurs et les gouvernantes qui nous accompagnaient ayant une table à part. L'Impératrice s'occupa beaucoup de nous voir danser et soupa elle-même avec les pères et mères (1). »

La bonne Marie Leszczynska n'eût peut-être pas demandé mieux que d'en faire autant ; mais la majesté de Versailles s'en fût offensée, et peut-être ne convient-il pas d'en féliciter les traditions du grand roi.

Ce n'est d'ailleurs pas, je dois l'ajouter, à la cour proprement dite, soit au sein des joies pures qu'elle savait ainsi y créer dans l'intimité, soit au milieu des réceptions officielles où le marquis de l'Hôpital trouvait tant d'ennui, ce n'est pas, dis-je, dans ce milieu patriarcal ou artificieusement guindé qu'Élisabeth prenait sa meilleure part d'agrément personnel. Elle ne faisait que de courtes apparitions au palais d'été, et Tsarskoïé même la voyait rarement. Elle préférait les maisons de campagne de Razoumovski, Gorenki aux portes de Moscou, et, aux environs de Pétersbourg, Moujinka, Slavianka, Primorskii Dvor, et surtout Gostilitsy, l'ancienne résidence de

(1) *Archives* VORONTSOV, t. V, p. 13.

Münnich. A Gostilitsy, elle s'attardait même en hiver, passant les soirées à écouter alternativement les mélodies délicates des chanteurs italiens et les chœurs rustiques des femmes du village. A Gostilitsy, ou encore dans son ancienne résidence de tsarevna, le *Tsesarevnyi Dvor,* propriété maintenant de Razoumovski, plus tard au palais Anitchkov, bâti pour le favori, le 17 mars, jour de la fête du favori, on dansait en dépit du carême et des habitudes dévotes du couple (1). Vers la fin du règne, Ivan Chouvalov eut son tour, et, en 1754, à l'occasion de la naissance du grand-duc Paul, l'Impératrice assista chez son nouvel ami à un bal masqué qui dura quarante-huit heures (2).

Toujours aussi elle aima le grand air, l'espace et surtout le mouvement. Elle rappelait encore Pierre le Grand par son extrême mobilité, sauf que ses déplacements n'avaient pas le même objet. Ainsi, le 4 mai 1743, je la prends à Péterhof; le 7 mai, elle est à Kronstadt; le 8, elle va à Tsarskoïé et elle dîne ensuite sous la tente; le 11, elle revient à Pétersbourg; le 23, la voici de retour à Péterhof; mais le 29 elle repart pour Striélna (3). Entre deux courses à cheval et deux parties de chasse, elle réunissait ses demoiselles d'honneur et ses femmes de chambre sur la pelouse d'un parc, dansait la ronde (*khorovod*) en chantant avec elles; à Alexandrovo, elle voguait en barque sur les étangs où Ivan le Terrible avait coutume de noyer ses victimes. Fatiguée, elle faisait étendre à l'ombre un tapis recouvert de châles, s'y couchait et s'endormait sous la garde d'une de ses demoiselles d'honneur qui la protégeait contre les mouches avec son éventail; les autres devaient garder un silence religieux, sinon, gare au réveil! Le soulier de Sa Majesté lancé par une main vigoureuse allait frapper à la joue la coupable. Il remplaçait avantageusement le bâton ferré d'Ivan ou la fameuse *doubina*, dont Pierre usait en pareille occasion.

(1) Ainsi appelé parce qu'il occupait l'emplacement d'une caserne où un régiment commandé par le colonel Anitchkov avait eu ses quartiers.

(2) *Archives* VORONTSOV, t. V, p. 18.

(3) *Journal de la cour.* Comp. SIÉMIÉVSKI, *loc. cit.*

En hiver, la souveraine goûtait d'autres amusements nationaux : les jeux familiers des veillées villageoises (*possidelki*), les chants et les jeux de Noël (*podblioudnyïa piésni*, *sviatotchnyïa igry*) ; pendant le carnaval, elle mangeait volontiers deux douzaines de *bliny* (espèce de crêpes) et désespérait Fuchs par des préférences ouvertement témoignées pour le *stchi*, la *boujénina*, la *koulébiaka* et le gruau de sarrasin. En lui faisant apprécier la cuisine petite-russienne, si grasse et si nutritive, Razoumovski attenta, hélas! à la beauté de sa maîtresse. Les charmes d'Élisabeth en furent épaissis. Au banquet annuel de la *Leib-kompania*, elle paraissait en uniforme de capitaine et donnait le signal des libations en vidant un verre de *vodka*. Mais je n'ai trouvé trace nulle part des habitudes d'intempérance qui lui ont été attribuées. Sur ce point, au contraire, le témoignage des contemporains, en y comprenant les plus malveillants, Mardefeld en tête, est formel et uniformément négatif. « Elle ne se refuse rien, tout comme sa mère Catherine », écrit, en 1742, l'envoyé de Frédéric, « sauf que Bacchus n'y a aucune part (1). » Et le marquis de l'Hôpital en 1758 : « Elle mange peu et n'aime que les viandes saines ; elle boit à son ordinaire de la petite bière et du vin de Hongrie. En tout elle est sobre (2). » La malveillance s'est emparée ici d'un trait, qui n'a paru que très peu avant la fin de la souveraine, au milieu des crises hystériques dont elle eut à souffrir alors.

Son teint se serait ressenti des excès de ce genre, et, plus qu'à la finesse de la taille, elle tenait à la fraîcheur du teint. Comme dans tout l'Orient, l'opulence même excessive des formes ne passait pas alors en Russie pour une disgrâce. La beauté et la santé d'Élisabeth furent surtout éprouvées par ses veillées continuelles. Mais si elle se mettait rarement au lit avant le jour, et si, même couchée, elle s'ingéniait à fuir le sommeil, ce n'était pas affaire de convenance seulement ou de plaisir. Elle savait ce qu'une nuit livrée au sommeil réservait de surprises à ses pareilles. Et aux heures où Bühren et

(1) Au Roi, 30 mars 1742. Archives de Berlin.
(2) A Choiseul, 10 août 1758. Aff. étr.

Anne Léopoldovna avaient connu de terribles réveils, entourée dans son alcôve par une demi-douzaine de femmes qui, causant à mi-voix, lui grattaient doucement la plante des pieds, elle redevenait la souveraine orientale d'un conte des *Mille et une Nuits*, et se maintenait consciente et attentive aux alertes, jusqu'à l'aube.

Ces gratteuses formaient un corps dont l'entrée était fort recherchée, car, à la faveur des bavardages nocturnes, on avait chance de glisser dans l'oreille impériale des propos qui n'étaient pas perdus et de rendre ainsi des services que l'on faisait rétribuer grassement. C'est ainsi que vers la fin du règne, j'aperçois parmi les titulaires de l'emploi la propre sœur du favori Chouvalov, Élisabeth Ivanovna. Et son influence va si loin qu'un contemporain l'appelle « le véritable ministre des affaires étrangères (1) ». En 1760, le marquis de l'Hôpital s'inquiète du rôle joué par une autre gratteuse, qui passe pour aimer l'argent et pour en recevoir de Keith, l'envoyé anglais, et qui est Mme Vorontsov en personne, la femme du grand chancelier (2). Successivement le corps diplomatique eut ainsi à craindre l'hostilité ou à solliciter les bonnes grâces de Mme Pierre Chouvalov, Mavra Egorovna, née Chépiélev, dont Mardefeld dénonçait l'esprit « fin et malicieux » et l' « humeur intéressée », de Mme Golovine, Maria Bogdanovna, veuve de l'amiral Ivan Mikhaïlovitch, dont Élisabeth elle-même proclamait la méchanceté en l'appelant *Khlop-baba*, la femme qui tape.

Mais les unes et les autres trouvaient, au cours de leurs médisances et de leurs intrigues, un contrôleur sévère et un contradicteur fréquent dans la personne d'un ancien chauffeur de poêle, Basile Ivanovitch Tchoulkov, élevé maintenant au rang de chambellan et investi de fonctions particulièrement confidentielles. Homme d'une fidélité à toute épreuve, il était le gardien attitré de l'alcôve impériale. Tous les soirs il arrivait avec un matelas et deux oreillers et passait la nuit au pied du

(1) Comp. *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 285.
(2) Choiseul à l'Hôpital, 2 nov. 1760. Aff. étr.

lit où Élisabeth reposait. Vers la fin du règne, il devint chevalier de Saint-Alexandre, lieutenant général, et épousa une princesse Mechtcherski, sans abandonner son poste. Inaccessible à la corruption, il reprenait souvent les commères : « Vous mentez ! Ce n'est pas honnête ! » A l'aube, les gratteuses se retiraient, cédant la place à Razoumovski, à Chouvalov ou à quelque autre élu de passage ; mais Tchoulkov restait. Au coup de midi, Élisabeth se levait, et il arrivait qu'elle trouvât son gardien endormi profondément. Elle s'amusait alors à l'éveiller en lui tirant ses oreillers de dessous la tête et en le chatouillant aux aisselles, et lui, se soulevant, caressait familièrement l'épaule de la souveraine et l'appelait « son cher cygne blanc (1) ». Ainsi du moins le veut une légende, dont je ne garantis pas l'authenticité.

Mais j'aborde ici un coin d'intimité où l'expérience du passé m'engage à faire le départ de mes lecteurs. Ceux dont j'ai eu le malheur d'offenser la pudeur dans mes volumes précédents feront bien de me quitter dans celui-ci à cet endroit, sauf à me rejoindre au chapitre suivant. Je dois cependant les prévenir qu'ils risquent de perdre de vue un des aspects typiques du règne que je me suis proposé d'étudier avec eux et de se rendre obscurs les autres, — comme obscures et inintelligibles seraient, je l'imagine, certaines parties du règne de Louis XV, et non les moins intéressantes assurément, si on s'avisait d'en éliminer Mme de Pompadour. Et encore, ni Mme de Pompadour ni aucune de ses émules n'ont jamais eu une situation équivalente à celle qui fut le partage, en Russie, des grands favoris du dix-huitième siècle. Ainsi que j'ai essayé de l'expliquer déjà, le favoritisme dans ce pays n'a pas été un scandale ; il a été une institution, qui, à force de publicité, de continuité et d'autorité acquise, cessait précisément d'être scandaleuse, se haussait au niveau des autres éléments constitutifs de la cour, de la société, de l'État. Élisabeth tombant malade, il ne venait à l'idée de personne qu'elle dût,

(1) Dolgoroukov, *Mémoires*, t. I, p. 478.

imitant Louis XV, se séparer d'un Razoumovski ou d'un Chouvalov, pour se préparer à paraître devant Dieu. Dieu était censé s'accommoder de la situation, ainsi que faisaient les fidèles sujets de Sa Majesté. Pour cette raison et pour d'autres encore qui deviendront apparentes dans le cours de mon récit, la biographie de ces favoris n'est pas un chapitre de chronique galante; c'est un chapitre de l'histoire de Russie, et il faut donc bien y pénétrer, au risque de trébucher sur un Tchoulkov, comme en pénétrant dans l'intimité du roi « bien-aimé » on a chance de rencontrer une Mme du Hausset. Et je veux bien que Tchoulkov avec son matelas, ses oreillers et le reste, soit d'un contact plus choquant, mais j'imagine encore que ce n'est pas ma faute. Les lecteurs sensibles ont la ressource d'ignorer le passé du pays où vécurent les Chouvalov et les Razoumovski ; je n'ai pas celle de les écarter de mon étude. Au surplus, celui qu'on a appelé l' « Empereur nocturne » , c'est Razoumovski que je veux dire, et c'est de lui que j'ai à m'occuper surtout dans les pages qui suivent, n'est pas, à y regarder de près, un équivalent masculin de Mme de Pompadour, mais plutôt, et voici peut-être de quoi rassurer certaines susceptibilités, un sosie de Mme de Maintenon, avec de grandes imperfections, certes, dans la ressemblance. Il n'a pas fondé Saint-Cyr. Mais je n'y puis toujours rien.

III

MOEURS INTIMES. L'EMPEREUR NOCTURNE

Parmi les hommes auxquels Élisabeth donna de bonne heure une grande place dans sa vie, avant qu'elle arrivât à leur en faire une dans la vie de son peuple, Alexandre Borissovitch Boutourline paraît avoir figuré un des premiers. En 1727, écrivant à la tsarevna, Mme Chouvalov joignait ses compliments pour Alexandre Borissovitch (1). Deux années plus tard, dans

(1) *Antiquité russe*, 1870, t. III, p. 512.

un accès de mauvaise humeur, où la jalousie peut bien avoir eu sa part, Pierre II faisait renvoyer le jeune homme en Ukraine. Le grand maître de cour du souverain, Simon Kirillovitch Narichkine, recueillit alors un héritage dont la paisible succession ne lui fut pas davantage accordée. Il passa pour avoir été le fiancé, voire même l'époux de la tsarevna. En 1739, dans les chancelleries européennes on parlait couramment de ce mariage (1), et la légende n'a rien d'invraisemblable. Simon Kirillovitch et Élisabeth étaient cousins. Longtemps il fut question pour elle d'un mariage avec un autre Narychkine, Alexandre Lvovitch. Né en 1710, par conséquent d'un âge bien assorti à celui de la tsarevna, Simon avait une réputation de grande beauté, et il y joignait tous les dehors d'un seigneur accompli, une élégance extrême et un faste princier. Il fut le Lauzun russe de l'époque. Malheureusement, Pierre II s'en mêla encore, et le successeur de Boutourline reçut ordre de voyager. Il séjourna longtemps à Paris, sous le nom de Tenkine, et ne revint en Russie qu'à une époque où, dans l'entourage d'Élisabeth, Choubine lui-même se trouvait de trop. Il dut se consoler avec la charge de grand veneur et avec l'ébahissement où son luxe d'authentique provenance parisienne jetait les populations de Pétersbourg et de Moscou. Au mariage du grand-duc, il fit admirer un carrosse porté par des roues dont les interstices étaient ornés de glaces.

Choubine, simple soldat des gardes, était entré dans l'intimité d'Élisabeth peu après le départ de cet époux manqué, avait témoigné à l'avènement d'Anne Ivanovna un zèle imprudent pour les droits rivaux de sa maîtresse et s'était laissé impliquer dans un complot plus ou moins authentique en sa faveur. Après un séjour dans le « sac de pierre », fameux cachot de l'époque, où on ne pouvait se tenir ni debout ni couché, et de nombreuses séances à la chambre de question, il avait pris le chemin du Kamtchatka, tandis qu'Élisabeth méditait de prendre le voile, d'après une légende qui mérite

(1) V. *Sbornik*, t. XX, p. 122. Comp. *Archives russes*, 1871, p. 1504.

confirmation, et rimait des vers éplorés, qui ont droit à toute notre indulgence.

Sur la façon dont la tsarevna oublia son chagrin et sur les origines d'une relation nouvelle, destinée cette fois à une fortune moins éphémère, le marquis de la Chétardie s'est renseigné ainsi qu'il suit en 1742 :

« Une certaine Narychkine, mariée depuis (1), femme de très haut appétit et confidente de la princesse Élisabeth, fut frappée (l'incident est rapporté à l'année 1732) de la figure de Razoumovski qu'elle vit par hasard. Elle est belle en effet. C'est un brun à barbe noire très fournie, dont les traits, quoique formés, ont tout l'agrément dont un visage délicat pourrait être susceptible. La structure caractérise l'homme également. Il est grand; ses épaules sont larges, ses membres nerveux, et, s'il lui reste quelque chose de pataud dans l'allure qui dénote l'origine et l'éducation, le soin que la Tsarine prend de le débourrer et de lui faire apprendre, quoiqu'il ait trente-deux ans, à danser, toujours en sa présence, par le Français qui compose ici les ballets, pourra y suppléer. La Narychkine ignorait ce que c'était que mettre aucun intervalle entre le désir et le moment de le satisfaire. Elle prit si bien ses mesures que Razoumovski ne lui échappa point. L'état d'anéantissement où elle était en rentrant chez elle alarma la tendresse de la princesse Élisabeth et excita sa curiosité. Elle ne lui cacha aucune circonstance. La résolution fut prise du même instant de s'attacher cet inhumain qu'aucune compassion n'était capable d'émouvoir. La princesse alla plusieurs fois, pour cet effet, au service divin chez la Tsarine (2)... »

On observera que c'est dans un monument de la diplomatie contemporaine que je prends ces détails, et on me permettra de les compléter avec des données empruntées à des publications classiques, comme les *Archives russes* ou le livre de Vassiltchikov.

Razoumovski figurait depuis 1731 dans le chœur de la chapelle impériale. Traversant l'Ukraine au retour d'un voyage

(1) Nastasie Mikhaïlovna Ismaïlov.
(2) A Amelot, 12 juillet 1742. Aff. étr.

en Hongrie, où il allait opérer des achats de vin pour la cave d'Anne Ivanovna, et faisant halte au village de Lémiochy, le colonel Fédor Stepanovitch Vichniévski avait été frappé par une voix de basse qui ébranlait la petite église du lieu. Renseignements pris, cette voix appartenait à un jeune paysan qui ne demandait qu'à aller chanter ailleurs. L'auteur de ses jours, Cosaque enregistré et ivrogne invétéré, le battait fréquemment et avait même failli le tuer une fois en lui jetant sa hache à la tête. Grégoire Iakovlevitch était le nom de ce père dénaturé et on l'appelait *Razoum*, parce que, après boire, il avait l'habitude de dire de lui-même : « Hé ! quelle tête ! quel esprit ! » *Razoum* veut dire esprit en russe. Le fils gardait les troupeaux du village et les abandonnait volontiers à leur sort pour courir chez le *diatchok*, ou chantre de la paroisse, qui lui apprenait à lire et à psalmodier. Les bons chanteurs d'église étaient alors comme aujourd'hui fort recherchés en Russie. Ceux de la chapelle impériale venaient presque tous de la Petite-Russie, et il y avait même non loin de Lémiochy, à Gloukhov, une école spéciale pour l'éducation de ces artistes, dont le nombre était fixé à vingt-quatre (1). Vichniévski emmena le jeune pâtre et en fut récompensé par le grade de général-major et une place à la cour d'Élisabeth. Celle-ci, s'étant fait céder le chanteur, n'eut pas longtemps à jouir de sa belle voix, car Alexis Grigorévitch, que l'on appela plus tard Razoumovski, devint promptement aphone. Mais elle en fit un *bandouriste*, joueur de la *bandoura* (pandoure ou mandoure), et il sut bien se faire valoir dans ce nouvel emploi, car peu après elle lui confiait l'administration d'une de ses terres, puis celle de toute sa maison.

Le vieux Razoum mourut dans l'intervalle ; mais Alexis gardait à Lémiochy une nombreuse famille : sa mère, Nathalie Démianovna ; un frère aîné, Danilo, qui vécut jusqu'en 1741 ; un frère cadet, Cyrille, destiné à une carrière éblouissante, et plusieurs sœurs. Il prit souci de leur sort, et, devenue veuve, Nathalie Démianovna put, avec les secours qu'il lui envoya, ou-

(1) *La vie intérieure de l'Empire russe en* 1740 *et* 1741, Moscou, 1880-1886, t. I, p. 70-71 ; Karnovitch, *Récits historiques*, 1884, p. 259.

vrir un cabaret et se procurer quelque aisance. Le métier ne comportait aucun déshonneur dans le pays. La chaumière (*hata*) qu'elle habita alors subsistait il y a quelques années encore, pieusement conservée par son propriétaire, M. Galagane, un descendant par les femmes de la cabaretière.

Alexis Grigoriévitch ne prit aucune part au coup d'État de 1741. La politique n'était pas son fait. Il garda la maison de la tsarevna, et plus tard, a son couronnement, il porta la traîne du manteau impérial et remplit les fonctions d'échanson. Nous l'avons vu déjà montant rapidement en grade après la cérémonie, en même temps qu'Élisabeth lui attribuait, dans la dépouille de Münnich, la terre de Rozdjestviénno-Poriétché et d'autres domaines encore. Elle voulut que les parents du favori partageassent tant d'opulence et d'honneurs, et Nathalie Démianovna fut invitée à venir à Moscou. On imagine l'émoi que dut produire au village de Lémiochy l'apparition d'un brillant équipage devant l'humble seuil de la Razoumikha. La vieille étendit par terre le manteau de zibeline qu'on lui envoyait, vida un verre d eau-de-vie avec ses voisines « pour aplanir la route » (*pogladit dorojkou chob rovna byla*), et monta dans le carrosse avec ses filles. Elle hésita à reconnaître son fils dans le brillant seigneur qu'elle vit arriver à sa rencontre, et Alexis Grigoriévitch dut lui montrer un tatouage familier. Habillée à la dernière mode, poudrée, coiffée, fardée, pour sa présentation à la cour, elle tomba à genoux devant la première glace, où, apercevant son image ainsi modifiée, elle crut voir l'Impératrice. Élisabeth lui fit un accueil des plus tendres : « Béni soit le fruit de tes entrailles! » l entendit-on s'écrier dans un transport. Mais, nommée dame de la cour et logée au palais, la Razoumikha s'obstina à reprendre ses vêtements de paysanne et regretta Lémiochy. Son portrait publié par Vassiltchikov (1) nous la montre sous cet aspect rustique avec des traits agréables et doux. En apprenant que la cour allait quitter Moscou pour Saint-Pétersbourg, elle n'y tint plus et se

(1) *La Famille de Razoumovski*, vol. II.

fit renvoyer dans son pays. Elle ne parut sur les bords de la Néva qu'en 1756 pour le mariage du grand-duc, et en grand appareil cette fois, avec une suite nombreuse.

Mais avant son premier retour à Lémiochy, on veut qu'elle ait assisté à un événement qui, en dépit de toutes les surprises déjà éprouvées, dut tenir d'un rêve à ses yeux. Le fait du mariage d'Élisabeth avec Razoumovski, célébré secrètement vers la fin de 1742 dans l'église du village de Perovo proche de Moscou, est à peu près tenu pour certain aujourd'hui. Les motifs seuls qui inspirèrent la fille de Pierre le Grand en cette circonstance restent discutés. On a supposé une entente entre Bestoujev et le confesseur de Sa Majesté. Nommé vice-chancelier et en passe de devenir un personnage tout-puissant, le protégé de Lestocq s'appuyait sur Razoumovski pour balancer l'influence rivale de son protecteur. Une disgrâce du favori pouvait compromettre ses chances dans cette lutte. Peu après le couronnement, l'arrivée à Moscou de Maurice de Saxe (1) eut pour effet de remettre sur le tapis la question des prétendants pouvant aspirer à la main de la souveraine. Mariée à un étranger, Élisabeth échapperait aux amis et aux serviteurs de la première heure, et le parti russe que Bestoujev prétendait représenter dans ses tendances xénophobes courrait à un échec certain. Doubianski, de son côté, était dévoué à la même cause, sous l'influence d'Étienne Javorski et de ses adhérents, qui sous Anne Ivanovna avaient vu l'Église menacée par les inclinations occidentales et les velléités réformatrices de Féofane Prokopovitch. Par ses origines, la simplicité de son esprit et la candeur de sa foi, Razoumovski se trouvait lui-même rapproché de ce groupe, où les Petits-Russiens étaient en majorité. L'hypothèse d'une intrigue ayant tiré parti dans ce sens des scrupules religieux d'Élisabeth est donc fort admissible. Avec des dehors d'une grande bonhomie, Doubianski paraît avoir été un courtisan délié.

Mais les preuves décisives manquent.

(1) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 65 et suiv.

Le fait certain est qu'à partir d'une époque qui peut bien avoir coïncidé avec une visite faite par lui en compagnie de l'Impératrice à l'église de Perovo(1), temple modeste dont Élisabeth aima, depuis, à orner l'intérieur, en le couvrant d'étoffes qu'elle brodait elle-même de perles et de pierres précieuses, Razoumovski en arriva à occuper une situation qui ne ressemblait plus à celle, si privilégiée qu'elle fût déjà, qu'il avait obtenue précédemment. Logé au palais, dans des appartements contigus à ceux de la souveraine, il ne fut plus seulement l' « Empereur nocturne », mais le compagnon, exhibé au grand jour, de tous les plaisirs, de tous les déplacements de Sa Majesté, avec toutes les apparences d'un prince consort. Tel voyage de Sa Majesté était décommandé à la dernière minute et quand le grand-duc et la grande-duchesse avaient déjà pris place dans leur voiture, par la simple raison d'une indisposition éprouvée par Alexis Grigoriévitch. Le couple sortant du théâtre par un grand froid, on voyait l'Impératrice empressée à ajuster la pelisse et le bonnet du favori. A l'Opéra, les chanteurs italiens durent alterner avec des artistes petits-russiens, dont Alexis Grigoriévitch appréciait mieux les talents. Des plats petits-russiens figurèrent jusque sur le menu des banquets officiels, où d'ailleurs la place de Razoumovski était marquée à côté de la souveraine. Et ces traits sembleront plus significatifs encore que le repas intime dont le grand-duc se donna le spectacle en perçant une porte, et où le favori lui apparut faisant face à l'Impératrice dans le simple appareil d'une robe de chambre. Mais, je le répète, rien d'absolument probant n'est venu, à ma connaissance, confirmer ces indications. Un caporal du corps des cadets et un serviteur du palais eurent les verges pour avoir raconté ce que le grand-duc avait vu(2), et l'on comprend que cet exemple

(1) D'après une autre version, le mariage aurait été célébré au faubourg de la Pokrovka, dans une petite chapelle, auprès de laquelle Razoumovski a bâti, depuis, la fameuse « maison à tiroirs », occupée aujourd'hui par un établissement d'instruction et ainsi appelée à cause de sa ressemblance avec un meuble. Ayant aperçu une commode à compartiments nombreux chez un envoyé d'Angleterre, le favori s'était donné la fantaisie de l'imiter de cette façon.

(2) La chancellerie secrète sous Élisabeth. *Antiquité russe*, 1875, p. 529.

ait commandé aux contemporains la plus grande discrétion. En 1747, à la suite d'une enquête prescrite par le cabinet de Versailles, d'Allion annonça qu'on tenait le mariage pour certain, en croyant que Mme Chouvalov et Lestocq avaient assisté à l'événement. Il admettait même qu'Élisabeth pourrait bien quelque jour rendre cette union publique et partager la couronne avec cet époux (1). Mais la conjecture n'a pas été réalisée; Mme Chouvalov et Lestocq ont gardé le silence. Mis en demeure à l'avènement de Catherine II de produire des documents qu'on supposait en sa possession et dont une partie de l'entourage de la nouvelle impératrice prétendait s'autoriser pour lui faire épouser Orlov, Razoumovski aurait, d'après un récit que j'ai reproduit ailleurs, livré aux flammes le contenu mystérieux d'une cassette (2). Et le problème reste entier.

Je ne le tiens même pas pour absolument résolu par un ensemble de dépositions recueillies en 1744 au cours d'un des innombrables procès politiques de l'époque et concourant à établir qu'aussitôt après l'avènement d'Élisabeth et avant même son couronnement son mariage avec Razoumovski fut en effet célébré par Cyrille Florinski, nommé pour cette raison archimandrite de la Troïtskaïa Lavra et membre du Synode. Parmi les auteurs de ces dépositions, je n'en trouve pas un qui fût témoin oculaire. Ils ont recueilli des on dit.

D'autre part, Bühren et Anne Ivanovna, Patiomkine et Catherine ont, avant et après le couple dont nous nous occupons ici, donné, dans l'intimité et aux yeux du public, un spectacle analogue et fourni la matière d'une légende semblable. Le droit de Razoumovski à une place à part dans la série de ces fantaisies impériales me paraît ainsi tenir surtout à la parfaite simplicité dont il a donné l'exemple au cours de sa prodigieuse fortune. Nul souci d'oublier ou de faire oublier ses humbles origines. Nommé comte du Saint-Empire en 1744 par un

(1) A Puysieux, 26 oct. et 16 déc. Aff. étr.
(2) *Autour d'un trône*, p. 82.

diplôme de Charles VII qui le faisait descendre d'une famille princière, il fut le premier à tourner en plaisanterie cette généalogie fantaisiste. Aucune honte à l'égard de ses parents, si peu décoratifs qu'ils parussent, mais aucune prétention aussi à les imposer. D'une de ses sœurs, Avdotia, il fit une *freiline*, et de son frère, Cyrille, envoyé à l'étranger et pourvu ainsi d'une éducation particulièrement soignée, un homme naturellement placé sur le chemin de tous les honneurs. Mais en 1744, Élisabeth faisant un séjour de deux semaines à Koziélets dans le voisinage de Lémiochy, il eut soin que les Oulasy, Evfimy et Démiochki de sa parenté ne l'importunassent pas. Il leur donnait rendez-vous dans une maison qu'il s'était fait bâtir au lieu de sa naissance et s'y livrait complaisamment avec eux aux épanchements de famille. Il n'oublia pas son premier maître, le *diatchok* de Lémiochy, et eut peine, à la vérité, à satisfaire l'ambition du personnage. Amené à Saint-Pétersbourg et conduit à l'Opéra, le bonhomme réclama le bâton de chef d'orchestre dans cet établissement, en vertu sans doute d'une théorie d'avancement proportionnel qui se faisait jour dans son pauvre cerveau. Au cours d'une visite faite à la maison de l'ex-maréchal de cour, Loewenwolde, comme un maitre d'hôtel se présentait, Élisabeth ne fut pas médiocrement surprise de voir le favori sautant au cou de ce domestique et l'embrassant avec effusion.

— Quelle folie vous prend?

— C'est mon ancien ami (1)!

Créé feld-maréchal en 1767, il remercia la souveraine en lui disant : « Lise, tu peux faire de moi ce que tu voudras, mais tu ne feras jamais qu'on me prenne au sérieux, fût-ce comme simple lieutenant. »

Il avait l'humeur moqueuse, mais sans ombre de méchanceté, et une philosophie personnelle très large, faite d'indulgente et ironique insouciance. N'aimant pas le jeu et indifférent au gain, dans l'opulence où on le faisait nager, il tenait des

(1) Mardefeld au Roi, 27 fév. 1742. Archives de Berlin.

banques pour le plaisir de ses hôtes et consentait à ce qu'on le volât sans vergogne, en trichant ou même en se bourrant les poches avec l'or qu'il laissait trainer sur les tables. Porochine dit, dans ses Mémoires, avoir vu le prince Ivan Vassiliévitch Odoievski emplissant ainsi son chapeau et le passant à un valet qui attendait dans l'antichambre. Les dames étaient particulièrement assidues à se prévaloir de ces aubaines, et le même auteur cite parmi les plus éhontées Nastasie Mikhaïlovna Ismaïlov, née Narychkine, l'ancienne amie d'Élisabeth (1).

Alexis Grigoriévitch eût été le modèle des favoris, sans la boisson, pour laquelle il continua toujours à garder un goût immodéré. Il s'y livrait surtout à la chasse et, oubliant sa bonté naturelle, marchait alors sur les traces paternelles. Quand, invité à une de ces fêtes cynégétiques, le comte Pierre Chóuvalov ne parvenait pas à se faire excuser, sa femme allumait des cierges, et au retour faisait chanter un *Te Deum*, si la partie s'était passée sans coups de bâton. Saltykov, le futur vainqueur de Frédéric II, en reçut, et s'attira une réputation injuste de poltronnerie pour n'en avoir pas tiré vengeance. Mais comment eût-il pu se venger? Le favori était intangible.

Jamais Alexis Grigoriévitch ne se mêla directement de politique. Pourtant, de 1742 à 1757 sa présence aux côtés d'Élisabeth fut, même dans ce domaine, d'une importance capitale : il appuyait Bestoujev. Il s'appliquait aussi, incidemment et par l'entremise de Doubianski, à favoriser les intérêts de l'Église. Une des fatalités attachées à sa situation voulait de plus qu'il y parût mêlé à la lutte des partis politiques en présence. Et c'est ainsi que son nom s'est trouvé constamment engagé dans les enquêtes et les procédures sanglantes du règne. Époux présumé d'Élisabeth, le favori ne pouvait manquer d'être regardé d'un œil soupçonneux par les héritiers de l'Impératrice et leurs adhérents. Une maison où le grand-

(1) P. 67, 72.

duc et la grande-duchesse logeaient à Gostilitsy venait-elle à crouler par la faute de son architecte, le propriétaire de Gostilitsy passait pour avoir ourdi un complot; des rumeurs compromettantes et offensantes se répandaient dans la foule et mettaient les juges et les bourreaux au travail.

Un de ces procès, instruit en 1753, nous met sur la trace d'une aventure assez singulière. Une certaine Avdotia Nikonova, serve d'un propriétaire rural nommé Batchmanov, y déposa au sujet de l'existence dans le monastère de Tikhvine d'une femme qui, portant le nom de Loukhéria Mikhaïlovna, se disait fille du roi de Perse et femme d'Alexis Razoumovski. Elle aurait été mariée de force au favori par Élisabeth elle-même, parce que le grand-duc voulait l'épouser, et, pour appuyer ses assertions, elle montrait des lettres probantes à elle adressées par son époux et par le neveu de l'Impératrice. Des récits plus bizarres encore et absolument imaginaires étaient constamment mis en circulation à cette époque, et celui-ci ne mériterait pas notre attention, sans le fait assez surprenant que Loukhéria Mikhaïlovna fut reconnue innocente, tandis que la Nikonova recevait le knout et partait pour une destination inconnue(1). Or les imputations mises par cette dernière à la charge de sa compagne ne semblent pas avoir été inventées de toutes pièces. Elles se rattachent à l'histoire de la fameuse princesse Tarakanov, cette fille présumée d'Élisabeth et de Razoumovski, dont j'ai eu à narrer déjà les aventures extraordinaires(2) et qui a fait sa première apparition en Europe sous les traits d'une princesse *persane*.

Assurément, telles qu'elles nous ont été présentées dans la légende et dans les tentatives multiples de reconstruction historique qui lui ont fait cortège, ces aventures ne résistent pas à la critique. Et d'abord, le village de Tarakanovka dont on a prétendu tirer le nom de l'énigmatique princesse n'existe ni dans le gouvernement de Tchernigov, où on l'a placé, ni dans aucun des domaines attribués par Élisabeth à son favori.

(1) Vasiltchikov, *la Famille Razoumovski*, p. 108.
(2) *Autour d'un trône*, p. 315-320.

Le mot même de *tarakane* (*blatte* en russe) est étranger à la langue petite-russienne. Par contre, il existait à cette époque en Grande-Russie une famille Tarakanov assez connue. Un général de ce nom s'était distingué sous Anne Ivanovna. Les autres traits de biographie mis de cette façon en circulation n'ont pas plus de consistance. A deux reprises différentes (1) l'historien Snéguirev a fait mention d'une nonne Dosifée, qu'un oukase secret de Catherine II aurait envoyée en 1785 au monastère de Saint-Jean, et qui, entourée de mystère, y serait morte en 1810, d'après une inscription placée sur sa tombe, ou en 1808, d'après la légende d'un portrait conservé au monastère et contenant cette indication : « Princesse Augusta Tarakanov, sœur Dosifée en religion. » Ce portrait est malheureusement introuvable, et quant à la tombe et à la tradition recueillie par Snéguirev à son sujet, les monastères russes en comptent par centaines de semblables. Dans la famille Razoumovski une autre tradition s'est conservée de deux princesses Tarakanov élevées en Italie sous la garde d'une madame Lapoukhine et enlevées traîtreusement de Livourne par Alexis Orlov. Nous rentrons ici dans la donnée la plus communément adoptée. Une de ces malheureuses se serait noyée pendant la traversée de Livourne à Saint-Pétersbourg, et l'autre, sauvée par un matelot, aurait trouvé refuge d'abord chez son ancienne tutrice, revenue maintenant en Russie, puis au couvent de Saint-Nikita, où elle porta toujours sur elle des papiers qu'elle eut soin de brûler avant que de mourir. Mais d'autres incarnations analogues de l'énigmatique princesse se multiplient à l'infini. Dans le bourg de Poutchège (gouvernement de Kostroma), à Kasan, ailleurs encore, elles reparaissent sous des aspects variés.

Il semble bien que leur origine commune soit à chercher dans un trait d'autobiographie de l'historien Schlözer (2). Celui-

(1) *Antiquité russe*, 2e année, p. 87, et *Faits mémorables de la Russie* (DOSTOPAMIATNIKI), t. V, p. 14-17.

(2) August-Ludwig SCHLÖZERS *Oeffentliches und privat Leben*, 1802, p. 139-140.

ci fut à ses débuts précepteur des enfants de Cyrille Razoumovski, et il raconte qu'un jour à Genève, où il se trouvait alors avec ses pupilles, quatre fils d'Élisabeth, voyageant sous le nom de comtes de T...v, dînèrent en sa compagnie avec un certain D...l, qui leur servait de mentor et qui ne semblait réussir qu'à en faire de très mauvais sujets. La clef du mystère nous est donnée par une lettre datée de Genève, 10 novembre 1761, et adressée au comte Alexis Razoumovski par les quatre neveux, qui signent : André Zakrevski, Cyrille Strechniev, Ivan Daragane, Grégoire Zakrevski, et se plaignent fort de leur précepteur Dietzel. Ces noms appartiennent à des familles qui subsistent en Russie et qui sont authentiquement issues des mariages contractés par les sœurs du favori. De plus, le journal de cour nous apprend qu'Élisabeth régnant, le nom de *Daragane* était euphoniquement converti en *Daraganov*. On s'avisa probablement de désigner sous ce nom tous les neveux de Razoumovski, et la prononciation allemande a fait le reste. Dietzel, pour se donner de l'importance et du crédit, aura imaginé d'autre part de faire passer ses élèves pour des enfants d'Élisabeth.

Une étude sur la fausse tsarevna publiée dans les *Lectures* de la Société pour l'étude de l'histoire et de l'antiquité (1) et traduite en allemand par le comte Brevern (2) pourrait sembler définitive, étant faite d'après un dossier recueilli par ordre de l'empereur Alexandre I[er], à une époque où un grand souci de sincérité dirigea les recherches de ce genre. Pourtant, original, publication russe et publication allemande ne concordent pas entièrement, la version imprimée à Berlin contenant des détails passés sous silence à Moscou et présentant encore des lacunes (3). L'ensemble des données recueillies là et ailleurs paraît indiquer que la princesse Élisabeth Alexiéievna Tarakanov n'a été qu'une aventurière (4).

(1) 1867, t. I, p. 1 et suiv.

(2) Berlin, 1867.

(3) V. Bilbassov, *Histoire de Catherine*, t. XII, 2[e] partie, p. 404.

(4) Le rédacteur des *Lectures*, M. Bodianski, a publié dans un autre fascicule (1867, t. II, p. 165 et suiv.) une courte biographie de la princesse qui pourra

Mais Élisabeth et Razoumovski n'ont-ils pas eu d'autres enfants? En 1743, d'Allion croyait s'être mis à cet égard sur une piste certaine : « Je viens de découvrir, écrivait-il à Amelot, une jeune fille que la Tsarine fait élever avec beaucoup de soin. Elle peut avoir neuf à dix ans, et on la fait passer pour proche parente de cette princesse. » Un peu plus tard il se disait absolument fixé : la jeune fille était bien une fille d'Élisabeth, et cette princesse se disposait à lui faire épouser son neveu (1). Cette dernière indication suffirait à nous rendre suspectes toutes les autres. D'ailleurs, le père, d'après les renseignements recueillis par d'Allion, n'aurait pas été Razoumovski, mais Choubine. Confiée d'abord à Mlle Schmidt, puis, après l'exil de celle-ci, à un marchand grec, la fille venait d'être ramenée à Moscou par ce négociant auquel Élisabeth avait donné 6,000 r. Mais d'Allion apprenait en même temps qu'elle était admise au nombre des demoiselles d'honneur de l'Impératrice. Et du coup nous sommes édifiés : en 1748, Mlle Schmidt est mentionnée au journal de la cour comme gouvernante des *nièces* de Razoumovski, et nous savons qu'une des nièces du favori, Avdotia, a été demoiselle d'honneur à partir de 1743.

Un fait certain encore se dégage de toutes ces incertitudes : aucun enfant authentique du favori ne figura jamais ni à la cour, ni dans la maison de ce père présomptif. Or, le fils de la Razoumikha n'était pas homme, il l'a suffisamment prouvé,

être consultée avec fruit. Dans le récit que la *Revue des Deux Mondes* a inséré (t. LXXXVII, p. 32), M. Challemel-Lacour ne s'est pas assez servi de Brevern et a trop mis à contribution Castera et Helbig. Le roman du prince Lubomirski, *Un drame sous Catherine II*, 1872, n'est qu'un roman. L'œuvre de A. Olinda, *Die Prinzessin Tarakanov*, 1879, est encore plus fantaisiste. En faisant conspirer la fameuse princesse contre Catherine, Julius Conard (*Catherina II, die Semiramis von Norden*) a inscrit la sienne dans la même catégorie. Pour avoir prétendu faire de l'histoire, Mme de R. (Mme de Rome, née Marné, d'après Quérard, t. VIII, p. 135) n'a pas été mieux inspirée dans les deux volumes qu'elle a publiés en 1813 sur Anne Petrovna (*sic*), fille d'Élisabeth. En Danemark, Minona; en Espagne, un auteur anonyme, officier d'artillerie (1841); en Italie, Cuciniello (1861) se sont encore égarés sur ce sujet. Dans l'ouvrage italien, la princesse est fille d'Élisabeth et d'un prince Sobieski!

(1) 5 mars et 14 mai 1743. Aff. étr.

à sacrifier à sa position des affections et des devoirs de cet ordre. Élisabeth lui aurait-elle imposé cette contrainte? Pourquoi sur ce point, quand elle se montrait partout ailleurs si peu soucieuse des convenances? Avec beaucoup plus de tenue, Catherine II ne devait pas elle-même connaître de tels scrupules, et l'origine des Bobrinski ne fut entourée d'aucun mystère. En 1743, un malaise éprouvé par l'Impératrice au milieu d'un bal passa pour un indice de grossesse (1), mais les suites n'en parurent pas. Plus tard, dans ses Mémoires anecdotiques, Karabanov a indiqué, comme filles de la souveraine, Marfa Filippovna Bekhteiev et Olga Petrovna Soupaiev, toutes deux ressemblant beaucoup à leur mère. Il attribuait la paternité de la seconde à un pauvre gentilhomme du nom de Grigoriév, qui, occupé à la construction du palais de Tsarskoïé-Siélo, y aurait trouvé l'occasion d'approcher l'Impératrice (2). Dans un mémoire sur la Russie qui reste inédit, un secrétaire de l'ambassade française à Saint-Pétersbourg, d'Aubigny (3), a compté jusqu'à huit enfants de la Tsarine que l'infiniment complaisante Johanna Petrova aurait pris à son compte. J'incline à penser qu'il a été victime d'une de ces hallucinations du vice qui se dégagent fréquemment des milieux moralement aussi troubles. Et d'ailleurs aucun de ces enfants, vrais ou supposés, n'ayant paru dans l'histoire, et la vertu d'Élisabeth étant hors de cause, le problème et les légendes qui s'y rattachent n'ont d'intérêt qu'au point de vue de ce que j'appellerais le *moral extérieur* de la trop accueillante souveraine, reflet de ses mœurs et de ses aventures dans l'opinion contemporaine.

Élisabeth a vécu maritalement avec Razoumovski et a donné complaisamment en spectacle cet aspect de sa vie intime. Elle ne s'y est jamais montrée avec les dehors, également tendres, de la maternité.

Quant au favori, il a témoigné à l'égard de son frère cadet,

(1) D'Allion à Amelot, 14 mars 1743. Aff. étr.
(2) *Antiquité russe*, t. III, p. 690.
(3) Russie, Mémoires et documents, t. IX, fol. 146. Aff. étr.

Cyrille, une sollicitude si paternellement développée qu'elle semble bien n'avoir pas trouvé d'autre emploi, ni comporté de partage. En 1746, un an après son retour de l'étranger où il avait étudié aux universités de Gœttingue et de Berlin et visité l'Italie et la France, le jeune homme fut nommé président de l'Académie des sciences et salué en cette qualité par les acclamations et les discours enthousiastes de ses collègues russes, allemands et français, Trediakovski, Schumacher et Delisle. L'établissement allait revivre sous sa direction et prendre un merveilleux essor. Le président avait dix-huit ans et ramenait de l'étranger un secrétaire français qui se trouvait chassé de son pays pour des frasques de jeunesse et qui vécut en Russie sous le nom emprunté de Champmeslé — j'ignore son nom véritable — jusqu'en 1758, époque à laquelle il passa en Pologne (1). A eux deux ils auraient eu une besogne formidable à accomplir pour justifier les prévisions flatteuses du corps académique. Condamnée depuis le règne d'Anne Ivanovna à un rôle qui n'était aucunement celui que Pierre le Grand lui destinait, absorbée dans sa section littéraire par la composition obligatoire de poèmes de circonstance, et dans sa section scientifique par la préparation de feux d'artifice pour les fêtes de cour, cette académie était devenue aux yeux du public un équivalent de l'intendance versaillaise des menus plaisirs. Quelques-uns de ses membres en souffraient, et Cyrille était assez disposé à donner satisfaction à leurs vœux en les relevant de cette déchéance. Malheureusement, il eut d'autres occupations auxquelles son tempérament et son éducation le disposaient mieux. Nous savons qu'à l'époque de son séjour à l'étranger les précepteurs qu'on lui avait donnés se querellaient au sujet des gains qu'ils faisaient en jouant aux cartes avec leur élève, et, peu après son retour, celui-ci se faisait déjà attribuer l'épithète de « joueur de cartes diurne et joueur de billard nocturne » qu'il porta toute sa vie (2).

(1) L'Hôpital, 30 août 1758. Aff. étr.

(2) Piékarski, *Histoire de l'Académie des sciences*, t. I, p. 670-5; Vassiltchikov, *loc. cit.*, t. I, p. 461.

Obéissant au vœu d'Élisabeth, bientôt aussi il épousa, un peu contre son gré, une petite-nièce de la souveraine, Catherine Ivanovna Narychkine, qui lui apporta en dot quarante-quatre mille paysans. Sa fortune fut évaluée à six cent mille roubles de revenu, le rouble valant cinq francs à cette époque. Trois années plus tard, les Petits-Russiens aspirant à avoir un *hetman*, Cyrille parut tout aussi désigné pour faire leur bonheur qu'il avait semblé propre à contenter Delisle et ses confrères. Il se fit un peu tirer l'oreille pour quitter Pétersbourg, puis se consola de son exil somptueux en jouant au souverain dans sa province Il publia des ukases tout aussi impérativement libellés que ceux d'Élisabeth : « Nous avons jugé bon... Nous ordonnons .. » Il posséda une garde du corps, et, dans sa résidence de Batourine, qui est aujourd'hui en ruine, mais où naguère encore on cherchait un trésor que la légende prétendait y avoir été enfoui (1), il se donna le luxe d'un opéra italien et d'une comédie française. Il rêva même d'y fonder une université, mais se contenta d'établir à Pétersbourg, où il fit de fréquentes apparitions, quelque chose qui ressemblait assez à une petite maison. Sur la demande de Catherine, il consentit à disposer d'une aile de son palais pour des soirées secrètes où le grand-duc venait chercher des plaisirs interdits, tandis que la grande-duchesse en cherchait de son côté. Mme Razoumovski recevant et donnant à jouer tous les soirs, il y eut ainsi fréquemment deux réunions sous le même toit. Bientôt on en compta même trois, Catherine s'étant avisée que l'hospitalière et accommodante demeure pourrait bien offrir aussi asile à ses propres rendez-vous, et ayant obtenu, pour cet objet, quelques pièces du rez-de-chaussée, où elle posséda son premier ermitage, sans que le grand-duc soupçonnât le voisinage.

Quant à la Petite-Russie, autant que ses devoirs absorbants de maître de maison à trois fins lui en laissaient le loisir, Cyrille fit preuve d'intentions louables à l'égard de cette pro-

(1) Étude de M. P. Harassimov, dans le *Messager historique*, fév. 1898.

vince en s'y essayant dans le rôle d'administrateur. Il s'occupa même d'y introduire des réformes dans un esprit de justice et de mansuétude qui correspondait à son tempérament débonnaire. Le pays n'en profita guère cependant. Cyrille était bon, mais se laissait gouverner par un entourage corrompu et par des parents avides (1).

J'ai raconté ailleurs (2) les péripéties ultérieures et la fin de cette carrière qui appartiennent à l'histoire de Catherine II. Le nom et la fortune de l'homme ainsi placé au faîte des prospérités humaines n'étaient pas destinés à se perpétuer longtemps en Russie. Encore enrichi par la mort de son frère, Cyrille a laissé en 1803 onze enfants lui survivant, et aujourd'hui les derniers représentants de cette famille, tirée du néant par un caprice d'Élisabeth, n'ont plus, établis en Saxe ou en Autriche, rien qui les rattache à leur pays d'origine.

La faveur d'Alexis Grigoriévitch dura aussi longtemps que la vie de sa maîtresse, mais avec quelques modifications qui n'altérèrent pourtant jamais la bonne harmonie du couple. Dans l'esprit d'humilité qui lui était propre, l'aîné des Razoumovski ne songea jamais à se prévaloir de ses droits, consacrés ou non par l'Église, pour contrarier les goûts d'Élisabeth et gêner sa liberté. Il paraît même avoir délibérément contribué à l'élévation de I. I. Chouvalov, bien qu'il ne pût avoir aucune illusion sur les conséquences de l'événement. En apparence, sa situation resta intacte. Élisabeth continua à passer deux ou trois jours par an à Gostilitsy et à célébrer la Saint-Alexis au palais Anitchkov. Mais en 1751 déjà on apprenait avec stupéfaction que l'intendant ukrainien et le bras droit d'Alexis Grigoriévitch était mis en état d'arrestation et avait des démêlés avec la chancellerie secrète. Tout le monde comprit alors qu'un nouvel ordre de choses était né et que le temps finissait où les Saltykov se laissaient bâtonner sans se plaindre.

(1) Lazarevski, Étude sur la Petite-Russie au dix-huitième siècle, *Archives russes*, 1873, p. 383 et suiv.
(2) *Autour d'un trône*, p. 30 et suiv.

Avant et après l' « accident » (*sloutchaï*), comme on disait alors, d'Ivan Chouvalov, Alexis Grigoriévitch eut de nombreux rivaux. En 1742, Mardefeld citait Ivinski ; l'année d'après, d'Allion mentionnait Panine, en estropiant d'ailleurs un nom alors peu connu ; Dolgoroukov, dans ses Mémoires, énumère complaisamment Pierre Chouvalov, Roman et Michel Vorontsov, Sievers, Lialine, Voytchinski, Moussine-Pouchkine, — tout un bataillon. Charles Sievers, d'une famille originaire du Holstein, dont un membre était entré au service de la Russie sous Pierre le Grand, se fit d'abord apprécier par les femmes de chambre d'Élisabeth, encore tsarevna, qui allaient danser chez un Allemand propriétaire d'une guinguette. Le jeune homme y jouait du violon. La future impératrice le prit à son service comme postillon, l'employa ensuite de diverses façons, et, après son avènement, le récompensa en le nommant gentilhomme de la chambre. Il alla à Berlin en cette qualité pour voir la princesse d'Anhalt-Zerbst, fit un rapport favorable sur la future Catherine II et s'ouvrit ainsi le chemin d'une brillante fortune. Lialine eut la chance d'être remarqué sur une des barques qui servaient aux promenades de la tsarevna. Le costume de matelot lui allait bien, et il ramait avec vigueur. Il mourut en 1754, avec le titre de chambellan et le cordon de Saint-Alexandre. Fils d'un cocher au service de Catherine Ire et admis à l'honneur de conduire la voiture de sa fille, j'ignore à quelle révélation de ses autres talents Voytchinski dut de descendre de son siège et d'occuper, lui aussi, une fonction à la cour. A s'en fier à la chronique scandaleuse de l'époque, et je ne lui fais ici que des emprunts confirmés par des témoignages nombreux et concordants, Moussine-Pouchkine était en réalité le cousin germain d'Élisabeth, avec laquelle, s'il fallait encore en croire Dolgoroukov, témoin sujet à caution, il aurait eu un fils qui porta d'abord le nom de Fédorov et l'échangea ensuite contre celui de Tourtchaninov, après avoir épousé par ordre la fille d'un gentilhomme ainsi appelé (1). Mardefeld a émaillé

(1) DOLGOROUKOV, *Mémoires*, t. I, p. 480 et suiv.; D'AUBIGNY, mémoire inédit déjà cité; Mardefeld au Roi, 12 fév. 1742. Archives de Berlin.

sa correspondance avec Frédéric de diverses autres anecdotes de ce genre, et narré par le menu l'histoire d'une foule de liaisons éphémères, nouées et dénouées au cours de ces courses continuelles où Élisabeth dépensait son activité et cherchait des distractions à son ennui, et où, reposant sous la tente, elle aurait consenti volontiers à se laisser surprendre dans son sommeil, « s'imaginant que le dieu des jardins venait lui faire la cour » (1). Mardefeld a exagéré peut-être ; mais trop de personnes lui ont donné la réplique sur ce thème pour qu'il n'en reste pas quelque chose dont l'historien doive tenir compte.

Quelques-unes de ces anecdotes ont eu d'ailleurs un retentissement officiel. Ainsi celle qui en 1751 faillit compromettre la fortune naissante de Chouvalov. Les élèves du corps des cadets jouèrent cette année-là une tragédie de Soumarokhov. Le rôle principal était tenu par le jeune N. N. Beketov. Il parut dans un costume magnifique, joua assez bien d'abord, mais on le vit se troubler ensuite, perdre la mémoire, et enfin, sous le coup d'une lassitude invincible, s'endormir profondément sur la scène. Le rideau allait se baisser ; sur un signe de l'Impératrice il resta levé, les musiciens entamèrent en sourdine un air langoureux, et souriante, les yeux brillants et humides, Élisabeth se plut à contempler l'acteur assoupi. Aussitôt un mot circula dans la salle : « Elle l'a habillé ! » On n'en douta plus le lendemain, en apprenant que le beau dormeur était fait sergent. Quelques jours plus tard, retiré du corps des cadets, il passait premier major. Les librettistes de la *Grande-Duchesse de Gerolstein* n'ont rien inventé. Avant un mois, sur la demande de Bestoujev, Alexis Razoumovski, auquel Catherine donne déjà à ce moment le nom d' « ancien favori », prenait le jeune homme pour aide de camp, tandis que la femme d'un autre de ses aides de camp, Mme Iélaguine, s'occupait de le vêtir de linge fin et de dentelles. On lui vit

(1) V. notamment un passage impossible à reproduire d'une dépêche *secrétissime* au Roi en date du 25 déc. 1742, et encore les dépêches des 12 fév., 9 mars et 13 avril 1743. Archives de Berlin.

des bagues de prix, des boutons de diamants, une montre magnifique, et, comme il était de famille pauvre, on n'hésita pas à attribuer ce rapide avancement et cette opulence à un nouvel « accident ». On se trompait pourtant de moitié. Élisabeth avait bien costumé l'interprète de Soumarokov, mais elle ne songeait plus à s'occuper de sa garde-robe. Ces soins venaient de Bestoujev, qui, mis en échec par Chouvalov sur le terrain de la politique, s'ingéniait à lui susciter un rival. La manœuvre parut d'ailleurs réussir. Élevé dès le mois de mai 1751 au grade de colonel, Beketov occupa un appartement au palais, tandis que Chouvalov quittait Saint-Pétersbourg. Une villégiature à Péterhof sembla destinée à consacrer la fortune du nouveau favori. Elle devait la ruiner pourtant en déjouant les calculs du chancelier. Ayant du goût pour la poésie et pour la musique, Beketov se trouva inspiré par l'air pur de la campagne et le charme de ses paysages. Il se plut à faire chanter des mélodies de sa composition par des jeunes gens qu'il emmenait dans le parc pour les exercer. Ces excursions répétées lui valurent des accusations obscènes, répandues par les parents et les amis de Chouvalov, et — des taches de rousseur, dont Pierre Chouvalov s'imagina de tirer parti pour perdre l'imprudent artiste. Il lui donna des inquiétudes au sujet d'un teint dont Élisabeth appréciait la fraîcheur, et lui conseilla l'emploi d'un fard de sa composition, — qui couvrit de boutons le visage de l'Adonis. En même temps, Élisabeth était avertie du danger que courait sa santé. Effrayée, elle quitta Péterhof, défendant au jeune homme de la suivre. Il prit une fièvre chaude et gâta encore une cause déjà compromise par des propos qui échappèrent à son délire. Quand il fut guéri, on lui fit quitter la cour « pour inconduite ». Il resta colonel et commanda, à Zorndorf, le quatrième régiment de grenadiers. Sous Pierre III, il fut général, et gouverneur d'Astrakhan sous Catherine II. Bon administrateur, il favorisa la culture des vignes, la sériciculture, la pêche et le développement du commerce avec la Perse. Retiré du service en 1780, il vécut solitairement, mais luxueusement, dans sa terre

d'Otrada, proche de Tsaritsine, un cadeau d'Élisabeth, consolant une mélancolie qui ne le quittait jamais par des occupations littéraires dont le fruit n'est pas parvenu jusqu'à nous. Le manuscrit d'un *OEdipe* de sa composition passe pour avoir été détruit dans un incendie. Il ne se maria jamais et laissa une fortune évaluée à cent mille roubles de revenu à des filles naturelles. Élisabeth faisait bien les choses, même quand on contrariait ses inclinations naturelles (1).

Après le dénouement tragi-comique de cette aventure, I. Chouvalov ne tarda pas à reparaître à la cour et à y reprendre son ancienne place. Mais la biographie de ce favori ne saurait tenir dans ce chapitre. Je dois la réserver pour un autre, où son rôle politique pourra être mieux mis en relief. Je dois m'en tenir ici aux traits seuls susceptibles de mettre en lumière, sous ses aspects divers, la physionomie de l'inconstante et pourtant fidèle princesse dont on se disputait ainsi les faveurs.

J'ai essayé jusqu'à présent d'en découvrir tous les côtés féminins ; mais sous la femme séduisante ou déconcertante, forçant l'admiration ou imposant le blâme, aimable et attrayante toujours, y avait-il une impératrice ? C'est ce que je vais chercher.

IV

CAPACITÉS ET RÔLE POLITIQUE

Il y avait la fille de Pierre le Grand, soucieuse, surtout dans les commencements, de faire honneur au nom qu'elle portait et à l'héritage qu'elle avait réclamé. L'admiration qu'elle professait pour ce père illustre allait jusqu'à la puérilité, jusqu'à lui faire signer « Mikhaïlova » quelques-unes de ses lettres,

(1) Son portrait, qui figure dans la galerie P. Stchoukine à Moscou, a été publié avec une monographie de I. Stchoukine, dans les *Notes bibliographiques*, 1879, n° 10. V. aussi BANTICH-KAMIÉNSKI, *Biographies des généralissimes et des feld-maréchaux russes*, t. I, p. 301, et CATHERINE, *Mémoires*, p. 161.

parce que, vous vous en souvenez, voyageant à l'étranger, Pierre s'était plu à adopter un pseudonyme analogue : « Mikhaïlov ». Pour pousser plus loin et étendre à des objets plus sérieux cette ferveur d'imitation, ce ne fut pas le génie seul qui manqua à Élisabeth. A défaut de génie, elle avait du bon sens, de la finesse, quelques dons plus subtils encore, l'art par exemple, où Catherine II devait exceller, d'établir une frontière ingénieusement tracée, vigilamment gardée, entre ses sentiments, ou ses passions même, et ses intérêts. La façon dont elle en usa avec le marquis de La Chétardie, prodiguant des témoignages d'amitié et de gratitude presque excessive à ce compagnon des mauvais jours, lui gardant même en public et dans l'intimité une situation privilégiée, alors que, dans le domaine de la politique, elle se livrait et le livrait aux pires ennemis que lui et la France eussent en Russie, peut passer pour un modèle du genre. J'aurai à y revenir.

Ses ressources de dissimulation furent considérables. On remarqua qu'elle ne se montrait jamais plus aimable pour les gens qu'au moment précis où elle se disposait à consommer leur disgrâce ou leur perte. Mais ceci rentre dans le domaine de l'éternel féminin.

Elle avait encore un sentiment très élevé de son rang. En disant plus tard : « Il n'y a d'homme considérable en Russie que celui auquel je parle, pendant que je lui parle », Paul Ier ne devait que répéter une leçon. Elle laissa fréquemment échapper des mots semblables. Ainsi à propos du grand chancelier, dont on déclinait le titre en sa présence : « Il n'y a de *grand* dans mon empire que ma personne et celle du grand-duc. Encore celui-ci n'est-il qu'un fantôme (1). » Et ce sentiment, très sincère, était chez elle moins personnel que chez Pierre Ier. Elle s'y identifiait avec son peuple, le concevant comme quelque chose de supérieur à toutes les quantités et valeurs commensurables, et se concevant comme sa personnification naturelle aux yeux du monde. Mais elle comprenait que

(1) La cour de Russie en 1761, *Antiquité russe*, t. XXIII, p. 178 et suiv.

cette identité n'était qu'accidentelle et éphémère, et, pour cette raison, elle ne s'appropria pas, vis-à-vis de l'avenir, l'indifférence hautaine de l'autre. Elle se préoccupa constamment de sa succession et se désespéra de ne l'avoir pas mieux assurée. Avec moins d'orgueil, elle eut une conscience plus juste de son rôle et de ses devoirs, et un amour plus réel de son pays. Elle l'aimait, elle en était fière, et, à travers les épreuves les plus redoutables, elle s'est montrée incapable de trahir ses intérêts.

En 1746, à un moment où il n'avait pas à se louer de la souveraine, d'Allion a marqué, avec une justesse non dépourvue de malveillance et par cela même plus probante, ces points d'appui fixes d'une organisation intellectuelle et morale qui, aux yeux d'un témoin moins attentif, pouvait sembler livrée à tous les caprices et à tous les hasards : « L'Impératrice, toujours belle, infiniment affable, réunissant toutes les grâces imaginables avec un air de grandeur et de majesté peu commun, ayant beaucoup d'esprit et de pénétration, ferait sans difficulté le bonheur de ses peuples... si elle pouvait concilier son goût pour les plaisirs avec les devoirs de la souveraineté. Née dans ces climats, il faut de nécessité qu'elle soit dissimulée et soupçonneuse. Une fierté extraordinaire préside à toutes ses actions. La France éprouve qu'elle ignore ce que c'est que la reconnaissance. Elle ne fait point remarquer sa prédilection pour aucune nation étrangère. Elle aime beaucoup la sienne et la craint encore davantage. »

Quinze ans plus tard, l'auteur français d'un mémoire qui n'a été publié jusqu'à présent qu'en russe (1) arrivait aux mêmes constatations. Après avoir parlé des habitudes extérieures observées chez Élisabeth, de son goût pour les modes et les élégances françaises, et des conclusions qu'on pouvait en tirer au point de vue de ses sentiments, il ajoutait : « En réalité, elle n'aime que la nation russe, et elle l'aime jusqu'au fanatisme presque, en considérant sa grandeur comme liée à la sienne propre. »

(1) *Antiquité russe*, XXIII, p. 178.

Jusqu'au fanatisme ! Le mot est à retenir, car il me paraît contenir la seule explication possible d'un phénomène qui défie à mon sens toute autre interprétation historique, je veux dire la grandeur politique de la Russie, soutenue et même accrue au milieu de circonstances les plus aptes en apparence à la ruiner. J'aperçois là cette source inépuisable d'énergie et de résistance qui, à travers le désordre apparent, l'incohérence visible, le néant présumable où, sous une souveraine comme celle-ci, tombaient, se détraquaient et se dissolvaient les organes essentiels de tout gouvernement, a non seulement maintenu en vie l'organisme recréé par Pierre le Grand et assuré son développement, mais encore augmenté sa force, au point de la rendre capable de coups de vigueur qui ont ébranlé l'Europe.

L'indolence d'Élisabeth et son inapplication aux affaires ont suivi depuis son avènement une marche progressive. J'ai parlé plus haut de la conscience qu'elle avait de ses devoirs. On voudra bien ne pas m'accuser de contradiction à ce propos. Conscience et vertu ne sont pas identiques, même en s'appliquant aux mêmes objets, et, dans l'histoire de l'éternel féminin, le *video meliora proboque, deteriora sequor* de Médée a une part d'éternité. Ceux d'ailleurs des biographes de la fille de Pierre le Grand qui l'ont montrée abandonnant entièrement le soin des affaires à ses ministres ou à ses favoris ont énoncé une contre-vérité. Cette abdication absolue ne s'est jamais produite. Possible, même sous le régime autocratique, dans certaines phases embryonnaires, à certains moments transitoires de son existence, Pierre II l'a prouvé, un tel effacement était irréalisable en fait après Anne Ivanovna, au sein d'un gouvernement constitué, devenu un être complet, vivant et agissant. Les organismes de cet ordre ne peuvent se passer d'un centre moteur, et dans ce régime-ci ce centre, c'est le souverain. Il est le principe essentiel de la vie et l'organe essentiel du mouvement. S'il reste au repos, rien ne bouge, et s'il disparaît, c'est la mort.

Au début de son règne, Élisabeth a fait preuve même d'une

grande activité. De 1741 à 1742 elle n'a assisté que sept fois en tout, il est vrai, aux séances du Sénat; mais, arrivant à onze heures et parfois à neuf heures du matin, elle suivait les délibérations jusqu'à l'heure du dîner. De 1742 à 1743, le journal du Collège des affaires étrangères indique sa participation constante aux affaires qui y sont débattues. On lui envoie des rapports presque quotidiens. Elle les annote. Elle lit également les minutes de toutes les dépêches envoyées à ses agents du dehors, et elle fait ses observations; elle donne ses ordres. En 1748 encore je trouve de son écriture en marge d'un rapport qui lui est adressé par Bestoujev. Il s'agit d'un mariage projeté entre le prince Auguste de Holstein et la princesse Louise de Danemark, sœur du roi. Le chancelier donne une opinion favorable. Le prince pourra ainsi obtenir plus facilement l'évêché de Lubeck, qui est convoité par la Prusse, et le Danemark sera engagé à faire cause commune avec la Russie contre la Suède. Élisabeth exprime un sentiment différent : « Il faut réfléchir. Nous connaissons ce prince qu'on peut tourner de tous côtés. N'y a-t-il pas là une intrigue prussienne et française pour nous brouiller au contraire avec le Danemark? Venez, nous en causerons (1). » Ainsi, elle ne s'en remet pas aux décisions de son ministre et ne prend pas les siennes à la légère. Elle a ses idées et elle les fait prévaloir, quand elle les trouve justes, car le projet de mariage est abandonné.

Déjà en 1742 pourtant, ce même Bestoujev faisait entendre au ministre saxon Pezold des plaintes amères au sujet de l'indolence et de la dissipation de Sa Majesté. Elle veut bien être tenue au courant des affaires; elle tient même à ce que rien ne soit décidé à son insu. La difficulté est de placer les débats sérieux auxquels elle veut participer au milieu des occupations frivoles auxquelles elle se livre. Des rapports sont rédigés à son intention; des ordonnances attendent sa signature; des négociations entamées sollicitent son intervention; l'examen,

(1) *Archives russes*, 1863, p. 362; *Archives* Vorontsov, t. IV, p. 199 et suiv.

le coup de plume, le mot décisif attendus qu'on implore d'elle et dont on ne peut pas se passer, n'arrivent pas ; les paperasses s'accumulent, les retards s'ajoutent aux complications, et le renouvellement du traité avec la Prusse qui presse, le traité anglais qui risque de se défaire, la réponse toujours différée à dix *Pro memoria* de l'ambassadeur autrichien qui menacent de provoquer une brouille, tout reste en souffrance (1).

Et nous voici sur la trace de la véritable cause qui empêche la fille de Pierre le Grand de mettre ses actes en harmonie avec ses sentiments : elle n'a pas le temps. N'étant plus obligée comme son père de tout faire par elle-même, de mettre partout la main à la pâte, elle n'aurait besoin que de quelques heures par jour pour jeter au four ou en tirer le pain que d'autres pétrissent avec plus ou moins d'habileté et de diligence. Mais où prendre ces heures? Elle est au bal, elle est à la chasse, elle est à sa toilette, elle est à l'église ; elle va, vient, court, se dépense en une orgie incessante de mouvement et de plaisir. Elle est insaisissable. Le temps lui manque, et aussi le pouvoir de retenir et de fixer son attention au milieu du tourbillon qui entraîne sa vie. En janvier 1743, d'Allion lui demande des nouvelles d'une pièce importante qu'il lui a communiquée comme intéressant sa sûreté personnelle et qu'elle a voulu faire parvenir elle-même en Suède.

— Qu'a-t-on répondu de Stockholm ?

— Tiens ! j'ai oublié de l'envoyer.

Le mois suivant, l'envoyé français rejoint la souveraine à un bal masqué, pour l'entretenir d'une autre affaire, à laquelle elle a paru prendre grand intérêt. Elle l'écoute d'abord, mais au bout d'un instant il s'aperçoit qu'elle ne le suit plus. Un domino l'interpelle, la voilà partie (2).

S'agit-il des questions d'ordre intérieur, c'est la même préoccupation de tout connaître, d'entrer dans tous les détails, même les plus infimes, se brisant contre les mêmes obstacles. D'un bout à l'autre de l'année 1746, chaque fois qu'elle ren-

(1) *Sbornik*, t. VI, p. 446.
(2) D'Allion, 19 janv., 26 fév. 1743. Aff. étr.

contre le procureur du Synode, Chakhovskoï, et elle le rencontre plusieurs fois par semaine, elle s'excuse : « Pardon ! j'ai oublié votre affaire (1). » Et les affaires du Synode sont de celles pourtant qui lui tiennent particulièrement au cœur.

En mars 1742, quittant Pétersbourg la première fois depuis son avènement, elle a des inquiétudes, de sombres soucis ; elle pleure même en se mettant en traîneau. Comment rentrera-t-elle dans sa capitale? Et pourra-t-elle y rentrer ? Elle part cependant, car un bal l'attend à Tsarskoïé, et le soir elle y danse éperdument (2).

Arrive-t-on au Sénat ou au Collège des affaires étrangères à s'emparer de sa personne qui vagabonde sans cesse et de son esprit qui ressemble à un feu follet, elle s'échappe par quelque issue imprévue, prend des chemins de traverse. Comme le Synode à l'intérieur, à l'extérieur le Holstein lui est cher, et on est sûr de l'intéresser en en parlant. Mais aussitôt elle se rappelle certaines pierreries données en dot à sa sœur, la feue duchesse de Holstein. Elles ont disparu, et elle entend qu'on les retrouve. Il s'agit de la succession du trône de Suède à réclamer pour le duc de Holstein. Les pierreries d'abord ! Elle veut savoir ce qu'elles sont devenues (3).

Le Collège des affaires étrangères arrive d'ailleurs, je ne saurais dire comment, à s'occuper de certains achats de diamants pour le compte de la souveraine, en même temps qu'à la chancellerie du Sénat des mesures sont prises au sujet de l'éducation de deux jeunes oursons destinés au divertissement de Sa Majesté. Ils doivent apprendre à marcher sur les pattes de derrière et à sauter par-dessus un bâton. D'autres oukases élaborés au même lieu par le conseiller intime, baron Tcherkassov, concernent des provisions de bouche et des friandises à recueillir pour la table de Sa Majesté : pêches, oranges et huîtres à faire venir de Kronstadt, écrevisses à pêcher en

(1) Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXII, p. 112.
(2) Mardefeld au Roi, 10 mars 1742. Archives de Berlin.
(3) Procès-verbaux du Collège des aff. étrangères, *Archives* Vorontsov, t. VII, p. 57, 105, 217, 224, 277, 320, 347.

Ukraine, pour le transport rapide desquelles des relais sont organisés de Batouryne à Pétersbourg (1).

Et pendant que les écrevisses voyagent, un concert de plaintes s'élève entre les bureaux du Sénat, du Collège des affaires étrangères et ceux des ambassades, allant *crescendo* jusqu'à la fin du règne. A part Chakhovskoï, qui en a reproduit l'écho affaibli dans ses mémoires, les collègues du baron Tcherkassov n'ont pas confié à la postérité le secret de leurs impatiences et de leurs colères ; mais ceux de d'Allion ont été moins discrets, et j'ai pu réunir ainsi un dossier vraiment accablant pour la mémoire de la trop frivole souveraine.

« Elle hait le travail, et c'est un opéra (*sic*) que de la déterminer à signer quelques ordres ou écrits, étant uniquement occupée de ses plaisirs », écrit Mardefeld en mars 1742. « Tout est dans une confusion extrême ; aucune affaire n'est finie ou expédiée. »

A la même époque, l'envoyé de Marie-Thérèse, Hohenholz, se désole de ne pouvoir obtenir une audience. L'Impératrice va d'une maison de plaisance à l'autre, et il n'y a pas moyen de la rejoindre.

« Nous n'avons aucune application aux affaires ; un bal, une mascarade ou un opéra occupe toutes nos pensées », gémit l'Anglais Tyrawly en 1744.

En novembre 1747 on attend la conclusion du traité avec l'Autriche, c'est-à-dire la signature de la souveraine au bas d'un document dont tous les termes ont depuis longtemps été approuvés par elle. Quelques lettres à tracer. Mais Sa Majesté est absorbée par les fêtes qu'elle donne à l'occasion du mariage de sa cousine Hendrikov avec Soïmonov, un homme de rien élevé pour la circonstance au rang de gentilhomme de la chambre et au grade de brigadier. On compte sur le carême qui va interrompre les bals et les mascarades. Catastrophe et déception ! A peine marié, M. Soïmonov rosse sa femme et s'en prend à Mlle Schmidt, qu'il accuse de n'avoir pas suffisam-

(1) P. Stchoukine, *Documents*, t. VI, p. 359.

ment gardé la vertu de son ancienne pupille. Colère d'Élisabeth, arrestation du coupable et nouvelle perte de temps (1).

En 1750, causant avec un autre envoyé de Marie-Thérèse, le comte de Bernes, qui lui aussi ne parvient pas à aborder l'Impératrice, Bestoujev laisse déborder son amertume. « Vous trouvez que les affaires de mon ressort ne vont pas », dit-il. « Si vous voyiez les autres! La confiance que Sa Majesté a mise en moi fait que de ce côté le mal comporte quelques remèdes. Ailleurs c'est la décadence absolue de l'empire. Si Sa Majesté voulait donner au gouvernement de ses États la centième partie du temps que votre maîtresse emploie à gouverner les siens, je serais le plus heureux des hommes. Comme les choses sont, ma patience se trouve à bout, et dans quelques mois je suis bien résolu de demander à me retirer (2). »

Cette dernière confidence est, il est vrai, pour nous rendre suspectes celles qui précèdent. Aussi bien, un des successeurs du comte de Bernes, le baron Pretlack, devait apercevoir sous un tout autre jour la réalité des rapports créés entre Élisabeth et son premier ministre. La vérité lui parut être que les défaillances communes y étaient une conséquence de la propre paresse du chancelier et de sa complaisance à favoriser le goût de la souveraine pour la dissipation, comme correspondant le mieux à ses habitudes personnelles de débauche. Mais au bout de deux années d'expérience il n'en arrivait pas moins à constater que l'Impératrice ne donnait pas un quart d'heure par jour aux affaires (3).

En 1758, Bestoujev ayant disparu, son rival et heureux successeur, Vorontsov, parla au marquis de l'Hôpital à peu près le même langage : « Vous ne sauriez croire, Monsieur l'ambassadeur, la peine extrême que j'éprouve par les incertitudes et les lenteurs de Sa Majesté l'Impératrice... Quoique je croie une affaire faite le même soir que je vous vois, je n'ose cepen-

(1) Hyndford à Steinberg, Pétersbourg, 21 nov. 1747, Borkovsky, p. 125.
(2) Bernes à Ulefeld, 30 sept. 1750. Archives de Vienne.
(3) Pretlack au même, 16 déc. 1651 ; à Marie-Thérèse, 4 fév. 1753. Archives de Vienne.

dant vous le dire, ayant éprouvé que le lendemain tout est changé (1). »

L'âge venant, aux causes extérieures qui éloignaient la souveraine de toute occupation sérieuse, déplacements incessants et dépense continue d'activité en objets futiles, une cause intérieure s'est substituée, coexistante déjà auparavant, mais progressivement élargie par le développement de certains traits de tempérament moral indiqués ci-dessus : paresse, irrésolution, inclination aux idées superstitieuses et souci exagéré, au point d'en devenir maladif, d'une beauté et d'une santé de plus en plus menacées. Au témoignage de Vorontsov, la nonchalance et les hésitations d'Élisabeth avaient failli déjà lui faire manquer le trône. L'aventure de la guêpe se posant sur la plume de l'Impératrice au moment où elle a écrit les premières lettres de son nom au bas du traité de 1746 négocié avec l'Autriche, et lui faisant remettre l'achèvement de sa signature à six semaines, est célèbre — et typique, à supposer même que le marquis de Breteuil l'ait inventée (2). Vers la fin du règne les anecdotes du même genre se multiplient à l'infini dans la légende contemporaine, et la maladie d'esprit qu'elles indiquent sûrement va en s'accentuant. « Elle (Élisabeth) est née indolente, irrésolue, et non propre aux grandes affaires », écrit l'Hôpital à cette époque. « Elle ignore les vrais intérêts de son empire et va au jour le jour, occupée de sa santé et de sa beauté qui lui échappe à chaque instant... Elle commence à s'attrister de son état. Elle croit à chaque instant qu'elle va tomber dans quelque accident fâcheux. Elle se livre à des accès de dévotion qui la plongent de plus en plus dans la tristesse... On cherche à l'amuser, mais elle refuse tout et préfère de rester dans son intérieur. Elle est pleine de scrupules et de petites dévotions. Tantôt c'est un saint et puis un autre. Elle est entourée de reliques et d'images. Elle reste des heures entières devant l'une d'elles,... elle lui parle ; elle la consulte. Elle vient à l'opéra à onze heures du soir, soupe à une heure,

(1) L'Hôpital à Bernis, 30 nov. 1758.
(2) A Choiseul, 21 août 1760. Aff. étr.

se couche à cinq et laisse flotter les rênes du gouvernement au hasard... Toutes les affaires vont comme il plaît à Dieu. Entourée de flatteurs et d'ignorants qui l'encensent continuellement, elle a peine à s'accoutumer à perdre insensiblement sa beauté qu'elle étaye le mieux qu'elle peut par tous les moyens et les ressources de l'art. Elle emploie à cet usage un temps infini, qui ne la rend accessible que lorsque sa toilette et sa parure ont eu l'applaudissement de ses dames et de son miroir (1). »

A partir de 1758 la santé d'Élisabeth est un objet de continuelle préoccupation pour elle, pour son entourage, voire pour le monde européen tout entier. « La moindre vapeur lui paraît une apoplexie », observe encore l'Hôpital. Elle a une fluxion sur l'œil, et tout le mouvement diplomatique du continent est en suspens. Elle éprouve une crise hystérique, et on désespère de l'intéresser aux questions qui attendent d'elle une solution, parce que « tout lui est devenu presque égal (2) ». Elle laisse sans réponse deux lettres autographes de Louis XV ; après la disgrâce de Bestoujev et le procès qui en a été la suite inévitable, inculpés, condamnés et absous attendent des mois entiers en prison qu'elle ait décidé de leur sort ; Vorontsov, qui dans les bons comme dans les mauvais jours est resté l'ami et le confident le plus intime de la souveraine, Vorontsov lui-même, depuis qu'il est devenu chancelier, ne peut plus l'approcher. Il lui parlerait d'affaires (3) ! Réussit-on à lui en parler et essaye-t-on de lui ouvrir les yeux sur les désordres de toutes sortes que sa négligence multiplie dans toutes les branches de l'administration, elle pousse un soupir : « Dieu, comme on me trompe ! » et retourne à sa table de toilette, à sa conversation avec les saintes images ou à sa torpeur.

Mais que devenait l'empire avec une telle impératrice? Vous le savez et vous l'apprendrez mieux encore dans les pages qui suivront. Il développait les éléments de force qui en

(1) A Bernis, 10 août, 14 oct. et 30 nov. 1758, 6 janv. 1759, 5 sept. 1760. Aff. étr.

(2) Breteuil à Choiseul, 7. nov. 1760. Aff. étr.

(3) Esterhazy à Kaunitz, 8 oct. 1758, 20 juin 1760. Archives de Vienne.

font aujourd'hui une des plus grandes puissances du globe ; il poursuivait avec quelque langueur, sans arrêt pourtant, la course où Pierre l'avait jeté dans les voies de la civilisation ; il se faisait solliciter par l'Angleterre, courtiser par l'Autriche et la France, et jetait en Allemagne des armées qui balançaient la fortune de Frédéric. Comment? Par quel miracle? Je l'ai dit. Par l'effet de cette source d'énergie vitale qui, commune à la souveraine et à ses sujets, compensant les défaillances de l'une et des autres, groupait autour du trône un faisceau d'intelligences, d'énergies et de volontés susceptible d'y maintenir le principe essentiel de pouvoir et d'action. Force immanente se dégageant d'un passé plein de légendes, d'un avenir plein de promesses, enveloppant ce peuple jeune, vigoureux et volontiers mystique, d'une atmosphère d'héroïsme, s'imposant aux plus faibles, aux plus corrompus, aux plus vils, et, contre toutes les insuffisances, toutes les lâchetés, toutes les trahisons, faisant prévaloir le service, le culte, le fanatisme d'un idéal commun.

En étudiant l'époque précédant immédiatement celle que j'aborde ici, j'ai déjà eu l'occasion d'indiquer cette explication. On l'a traitée de métaphysique. L'épithète m'importe peu, et j'en laisse l'appréciation aux philosophes. Mes propres ressources intellectuelles en cette matière ne vont qu'à admettre l'impossibilité d'un fait sans cause. Frédéric II, qui n'était pas métaphysicien et qui ne faisait entrer dans ses calculs que les choses tangibles, a tenu pour certain que trente ou quarante mille Prussiens commandés par un capitaine tel que lui devaient battre un nombre même double de Russes commandés par un Saltykov. Il s'est trompé, et il est mort sans imaginer comment et pourquoi une machine aussi mal agencée que l'empire d'Élisabeth avait eu raison d'un appareil de puissance aussi merveilleux que le sien. Il est permis à l'historien, même le plus humble, de chercher à étendre la vue, fût-ce d'un très grand homme, dans ce qu'elle a eu notoirement de court et de borné.

Au surplus, l'histoire de Russie, dans les phases que nous

avons parcourues ensemble, nous a également fourni déjà la démonstration de cet autre fait, que dans la pratique régime autocratique et pouvoir personnel ne sont pas synonymes. Même aux mains d'individualités exhubérantes comme Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Catherine II et, dans un autre sens, Paul I[er], ce régime comporte des tempéraments qui aboutissent à un partage effectif d'attributions. Pierre I[er] eut ainsi Menchikov à ses côtés, Catherine II aura Patiomkine. Mais, dans un espace de deux siècles, depuis l'avènement du fils d'Alexis, l'absolutisme sous cette forme tempérée n'a eu encore que soixante-trois années de durée, en comptant comme l'ayant réalisée les règnes de Pierre lui-même, de Catherine et de Paul. Le reste du temps, en l'absence d'abord d'une hiérarchie de pouvoirs fortement organisée, puis par l'effet de l'élaboration spontanée de ces organes se substituant aux fantaisies du favoritisme, la Russie a été le pays du monde où l'initiative personnelle du souverain s'est fait le moins sentir, bien que nominalement tout dût découler d'elle et qu'en réalité, à défaut même d'initiative, le concours du souverain demeurât indispensable aux moindres actes du gouvernement.

Sous Élisabeth, contrarié d'abord par les instincts énergiques de la souveraine, ce dédoublement de l'autocratisme dans les limites que je viens d'indiquer s'est promptement imposé. Et, malheureusement, il eut lieu d'une part au profit de personnalités généralement peu qualifiées pour le rôle qui leur incombait, et d'autre part il a déterminé d'ardentes et troublantes compétitions. Portée au pouvoir par un groupe d'hommes, où le médecin Lestocq figurait en tête comme instruction et capacité, tout en n'étant qu'un vulgaire aventurier, d'esprit borné et de moralité fâcheuse, la fille de Pierre le Grand ne trouva ni les moyens de faire de meilleurs choix, ni la possibilité de dominer toujours les rivalités qu'ils suscitaient. L'histoire intérieure et extérieure du règne se rattache à cette lutte incessante par des liens si intimes, et les principaux champions qui y ont paru sont si peu connus à l'étranger ou si peu méconnaissables, même en Russie, sous l'aspect dont la

légende les a revêtus, que je crois devoir les passer ici en revue avant d'aborder l'exposé des événements où ils ont figuré. Ce sera déjà comme une esquisse en raccourci du règne tout entier. Le tableau que j'essayerai d'en tracer ensuite y gagnera de la clarté.

CHAPITRE III

L'ENTOURAGE DE LA SOUVERAINE
PERSONNEL POLITIQUE ET MILITAIRE

I. L'élément étranger et le nationalisme. — Expulsion ou retraite volontaire du personnel emprunté aux voisins. — Quelques exceptions. — II. Lestocq. — Son rôle et ses allures. — Chirurgien et homme d'État. — Un coup de lancette bien payé. — Relations avec Élisabeth. — Lutte contre Bestoujev. — Élisabeth *bousculée*. — Commencement de disgrâce. — Arrestation. — A l'estrapade. — III. Bestoujev. — Origines. — Débuts difficiles. — Au service de l'Angleterre. — A la cour d'Anne Ivanovna. A Copenhague. — Occupations scientifiques. — La *tinctura inervi Bestuchevi*. — Élévation au poste de chancelier. — Caractère. — Aptitudes. — Collaborateurs. — Vie publique et privée. — Bestoujev et Walpole. — Vénalité. — Apparence et réalité. — Empire sur Élisabeth. — Les raisons. — Lutte avec les Chouvalov. — Défaite. — Arrestation et procès. — Impression en Europe. — Illusion d'optique — « La Russie montée sur des échasses. » — Conséquences de la catastrophe. — Diminution apparente de puissance. — IV. Les Chouvalov. — Les éléments de la fortune commune. — Mavra Egorovna. — Pierre Chouvalov. — Compétence universelle. — Homme d'État et homme de guerre. — La mentalité nationale. — Œuvre économique et militaire. — L'obusier mystérieux. — Moralité. — Spéculations et rapines. — Rôle social. — Alexandre Chouvalov. — La chancellerie secrète. — Ivan Chouvalov. — Origines de sa faveur. — Amour et dévotion. — Portrait du favori. — Défauts et mérites. — V. Les comparses. — Personnel politique. — Le chancelier Vorontsov. — Le procureur Troubetzkoï. — Querelle de blanchisseuses. — Les diplomates. — Tchernichov. — Olsoufiov. — Personnel militaire. — En quête d'un général. — « Invalides et imbéciles. » — Un guerrier aimable. — Apraxine. — « Entre un traître et un idiot. » — Fermor et Saltykov. — Boutourline. — Les véritables héros de la guerre de Sept ans.

I

L'ÉLÉMENT ÉTRANGER

Le nationalisme, qui, aux yeux de certains historiens, passe encore pour avoir porté Élisabeth au pouvoir, n'a été qu'un mensonge et un contresens. La souveraine ainsi intronisée se réclamait du nom et de la politique d'un homme qui ne fut

rien moins qu'ennemi de l'étranger, et les intronisateurs s'appelaient Lestocq, Schwartz et Grünstein. Mais, le drapeau étant arboré, il fallait bien conformer le nouveau régime à sa couleur. On fit donc au premier moment une hécatombe d'Allemands, dont on devait avant peu regretter l'absence et qu'on eut peine à remplacer. Dûment avertis désormais des risques à courir dans un pays où les Münnich et les Ostermann, après avoir fait figure de héros, étaient traités comme des brigands, les remplaçants manquèrent, se refusèrent aux sollicitations. Engagé à se fixer en Russie, d'Éon répondait : « Merci ; j'ai pour principe de tenir le dos tourné à la Sibérie. » On en arriva même à manquer d'académiciens. Et, parmi les officiers, beaucoup de ceux qu'on aurait voulu retenir imitèrent Manstein. Avec lui, la Prusse prit et garda le feld-maréchal Keith, tué plus tard à Hochkirchen. L'Autriche eut le héros de Hochkirchen et de Lowositz, Lascy, un fils du comte Pierre, qui avait glorieusement combattu pour la Russie dans la guerre de la succession de Pologne et dans celle de Turquie ; et la France s'appropria le futur vainqueur de Berg-op-Zoom, Lowendhal (1). A force de cajoleries, Élisabeth réussit à en garder quelques-uns. « Me hais-tu ? Pourquoi veux-tu me quitter ? » disait-elle au général Lieven. « Demande-moi quelque grâce. Tu n'auras pas de refus. » Il resta, et son exemple encouragea d'autres fidélités. Deux Anglais, le général Brown et le colonel Fullerton, figurèrent en 1557 à Gross-Jaegersdorf et, d'après les sources allemandes, décidèrent le gain de la bataille, ce qui est contestable (2). Au siège de Kolberg l'année suivante, l'artillerie russe fut commandée par le colonel Volkersam, le génie par le colonel Œttinger, les troupes de pied par le brigadier von Berg, la cavalerie par le major Vermylen. Les travaux d'approche étaient dirigés par le colonel Peutling et le colonel baron de Labadie. Le tout sous le commandement en chef du général Palmenbach. L'attaque de la place n'avançant

(1) Mardefeld au roi, 1[er] déc. 1743. Archives de Berlin.
(2) Hupels, *Neue Miscellaneen*, t. VII, 1794, p. 1 et suiv. (Rapport du général Weymarn.)

pas, malgré un renfort amené par le colonel Stoffeln, l'ordre de lever le siège (8 octobre 1758), expédié par le généralissime Fermor, un Anglais, fut apporté par le capitaine Schelling, un Allemand (1). Pas un nom russe dans toute cette pléiade !

Dans la sphère même du haut gouvernement, le règne d'Élisabeth peut être divisé en trois périodes, formant pour ainsi dire trois règnes distincts. La première, allant jusqu'à 1745 environ, appartient à l'influence prédominante de Lestocq. La seconde, qui va jusqu'en 1751, est remplie par une sorte de dictature dont Bestoujev est le titulaire. L'hégémonie victorieuse des Chouvalov lui succède. Or Bestoujev lui-même était d'origine étrangère, et, à part certains collaborateurs occultes qu'il se donna et qui s'appelèrent Santi, Funck et Prasse, un Italien et deux Allemands, Brevern, un autre Allemand, fut son adjoint officiel, comme il avait été celui d'Ostermann. Quant à Lestocq, inspiré dans le domaine de la politique par Mardefeld et La Chétardie, il eut pour suppléants ou pour successeurs dans la partie médicale de ses fonctions Kaan, Boerhaave, Kruse, Bacheracht, les Gorter père et fils, Mounsay, Fussadier et Poissonnier (2).

L'aventurier franco-allemand maintenu dans les coulisses du pouvoir indique à la vérité un retour au programme de Pierre le Grand, de même que les Chouvalov se poussant au premier rang marquent le progrès d'une évolution réelle dans le sens national. C'est le propre des fictions humaines d'arriver ainsi, par voie de suggestion, à évoquer des réalités. Mais je devais noter le point de départ et la marche du phénomène.

(1) Blum, *Biographie de Sievers*, 1857, t. I, p. 81.
(2) Brückner, *Die europaeisirung Russlands*, 1888, p. 344.

II

LESTOCQ

Dans un manuel d'histoire russe aujourd'hui bien oublié (1) on trouve une gravure grossière et naïve. Une chambre aux murs nus, meublée d'une table sur laquelle se laissent voir une glace, un peigne et une boîte à bijoux, y représente le boudoir de la tsarevna Élisabeth à cette heure charmante que le dix-huitième siècle appelait la *jeunesse de la journée*. Dans un déshabillé peu élégant, les pieds nus chaussés de mules, la future impératrice s'abandonne aux soins d'une cámériste qui la coiffe. Mais une porte s'ouvre à l'entrée évidemment imprévue et impétueuse d'un personnage bizarre. Porteur d'énormes moustaches, de bottes immenses et d'une paire d'épaulettes gigantesques sur un habit démesurément long, il tient déployé le légendaire dessin (2) représentant la fille de Pierre le Grand sous deux aspects différents : souveraine d'un côté avec le diadème en tête, nonne de l'autre sous un voile épais. Au bas de la gravure se lit cette inscription : « *Lestocq* « *fa risolvere Elisabeth a farsi proclamare Imperatrice.* »

Le hardi dessinateur, auquel Élisabeth dut une bonne part de son triomphe dans la nuit de novembre 1741, n'est plus un inconnu pour mes lecteurs. Le rôle qu'il fut appelé à jouer au lendemain du grand événement, les façons qu'il y déploya et les ressources qu'il y sut faire valoir sont admirablement caractérisés par ce passage d'une dépêche de Mardefeld à Frédéric, datée du 14 septembre 1743 :

« Le sieur Lestocq m'a paru très sensible à ce que je lui ai « fait entendre que Votre Majesté récompenserait en espèces « sonnantes les services qu'il rendrait. Il me dit là-dessus « que l'Angleterre lui avait offert une pension considérable,

(1) *Storia del Imperio russo*, compilata dal cav. Compagnoni, vol. XCVII du *Compendio delle Storie universale*, Milan, 1824.
(2) *L'Héritage de Pierre le Grand*, p. 341 et suiv.

« et que l'Impératrice lui avait fait des reproches de ne l'avoir « point acceptée; que, sur cela, on était convenu d'une, mais « que cela ne le rendrait pas plus partisan de la cour de « Londres, remarquant qu'il y avait de la duplicité dans son « fait;... qu'il avouait d'avoir empêché à Moscou l'Impératrice « d'accéder au traité de Breslau, uniquement parce que le « sieur Wich avait fait l'invitation, et que, si les partisans de « l'Angleterre n'eussent profité de son absence à Iaroslavl, « jamais le traité avec ladite couronne ne serait venu à sa « maturité; qu'il avait du penchant pour la France, et cela « par un mouvement de reconnaissance pour avoir fourni « jusqu'à 300,000 ducats pour favoriser le dessein que l'Im- « pératrice avait conçu de revendiquer le trône,... ce qu'elle « n'aurait pu exécuter sans ce puissant secours; que cepen- « dant cette considération ne l'avait pas empêché de rompre « en visière au marquis de La Chétardie en présence de l'Im- « pératrice même, lorsqu'il s'était émancipé à exiger d'elle « des choses désavantageuses à la Russie; que le roi de Pologne « lui avait voulu donner un ordre qu'il avait décliné d'ac- « cepter... — Je l'interrompis en cet endroit pour lui dire « qu'il était plus honorable de porter l'ordre de son propre « maître, de crainte qu'il ne demande celui de Votre Majesté. « — Il continua ensuite par m'avouer qu'il était tout à fait « dévoué à Votre Majesté, vu la conformité de ses intérêts « avec ceux de l'Impératrice. Je pris la balle au bond et le « priai de disposer l'Impératrice à la garantie expresse de la « Silésie, tout comme Votre Majesté le ferait réciproquement « touchant les nouvelles acquisitions russes en Finlande. Il « me l'a promis (1). »

Ainsi voilà un chirurgien qui intervient dans les affaires d'État les plus importantes, dans les négociations les plus secrètes et les plus délicates, pour y faire prévaloir ses volontés, ou plutôt celles des gens qui le payent. Il en fait peut-être moins qu'il n'en montre, car il est hâbleur et menteur. Il sait bien que la

(1) Archives de Berlin.

France n'a pas donné 300,000 ducats à Élisabeth, ni même 3,000; mais il veut le faire accroire au roi de Prusse pour stimuler sa générosité. Frédéric et son envoyé le méprisent au point qu'ils répugnent à lui donner une décoration, bien que l'empereur Charles VII, moins dégoûté, doive prochainement (1744) lui accorder le titre de comte; mais économes comme ils sont l'un et l'autre, ils n'hésitent pas à lui faire des largesses, preuve certaine que son influence est réelle. Comment l'obtient-il? Il possède le privilège exclusif d'ouvrir la veine de Sa Majesté, ce qui, outre une rétribution de 2,000 roubles pour chaque coup de lancette, lui vaut d'avoir libre accès auprès de la souveraine. Les saignées étaient alors fort en honneur dans la thérapeutique et l'hygiène locale. Les calendriers de l'époque consacrent toujours un chapitre au saigneur (*roudomiot*), avec l'indication des jours favorables pour l'opération. Il y en avait aussi pour prendre médecine et pour se couper les cheveux, et le calendrier de l'Académie des sciences pour 1741 en indiquait vingt à l'usage des gens ayant besoin de recourir à la phlébotomie. Ainsi le saigneur de Sa Majesté était un personnage d'importance, et sa seconde femme, l'horrible et sale Alida Müller, devenait elle-même, aux bals de la cour, un objet de compétition pour les plus brillants danseurs (1).

En Russie, comme ailleurs, le favoritisme a pris les formes les plus variées, bien que celle qui mettait au pinacle les Razoumovski restât la plus commune. Dans ses relations avec Élisabeth, Lestocq ne gardait plus rien, selon les apparences, des privilèges qui semblent en avoir fait autrefois un rival ou un prédécesseur de l'ancien chantre. Les habitudes lui restaient cependant d'une familiarité ainsi acquise, avec l'ascendant conquis aux heures tragiques où il avait pour ainsi dire poussé la jeune femme sur le chemin du palais d'hiver, triomphé par sa rudesse des hésitations qu'elle faisait voir et conjuré par sa bravoure les terreurs qui la paralysaient.

(1) Khmyrov, Biographie de Lestocq, *Annales de la patrie*, 1866, p. 245.

Et il en profitait pour prendre un ton d'autorité qu'elle souffrit longtemps en une attitude où se mêlait curieusement la triple soumission de la femme lascive, délicate de santé et faible d'esprit pour le mâle, le médecin et le maître. Non contente de le combler d'honneurs et de présents, elle lui prodiguait les témoignages de confiance et de déférence presque respectueuse. Elle l'associait à Todorski dans l'œuvre de l'éducation religieuse du grand-duc, et le jour de la conversion (20 novembre 1742) elle assistait à un bal par lequel il fêtait à la fois cet événement et sa propre installation dans une nouvelle maison du faubourg allemand de Moscou, où naguère encore une impasse (*péréoulok*) portait son nom.

Pourtant à cette époque déjà cette situation brillante se trouvait menacée, et son heureux possesseur en avait conscience. Il confiait à l'envoyé saxon Pezold des projets de retraite et négociait pour son frère un emploi dans l'armée de Hanovre (1). Bestoujev, appelé à diriger la politique étrangère et entendant y être seul maître, commençait, en effet, à justifier une prédiction que l'Impératrice passe pour avoir faite à Lestocq, alors que le chirurgien lui recommandait ce candidat à la succession de Golovkine : « Tu te prépares un paquet de verges (2)! » J'indiquerai plus loin les péripéties de ce duel, étroitement liées avec l'histoire de la diplomatie et de la politique contemporaine. Une somme prodigieuse d'intrigue y fut dépensée, et une vigueur égale déployée de part et d'autre avec des moyens différents. Toujours autoritaire et violent, Lestocq accablait Élisabeth de reproches de plus en plus amers, auxquels il mêlait de sombres prédictions. Il lui remettait un mémoire cacheté qu'elle ne devait ouvrir que dans un mois : elle verrait alors s'il était bon prophète en dénonçant les manœuvres pernicieuses de Bestoujev! Il accusait ouvertement le chancelier de se laisser corrompre. Plus souple, plus humble, n'ayant pas aussi les mêmes facilités pour aborder la souveraine, celui-ci procédait par voie d'insi-

(1) *Sbornik*, t. VI, p. 452; *Archives* Vorontsov, t. XXV, p. 110-111.
(2) Spada, *Éphémérides russes*, t. II, p. 666-7.

nuations discrètes, communiquant à l'Impératrice des extraits savamment choisis dans la correspondance interceptée de La Chétardie ou de Mardefeld, et y soulignant les passages compromettants par des notes marginales habilement rédigées. Dès la fin de 1743 il crut avoir partie gagnée, et Carteret à Londres cria victoire, en apprenant que certaines dépêches de l'envoyé de Frédéric avaient passé sous les yeux d'Élisabeth. Il y était question d'une somme de 10,000 roubles récemment « lâchée » au chirurgien, avec la promesse d'une pension de 4,000. Mais Mardefeld veillait. Il envoya Brümmer auprès de l'Impératrice et recueillit par son entremise les déclarations les plus rassurantes : « Carteret est fou d'imaginer que, pour faire plaisir au vice-chancelier, qui n'est qu'un coquin, j'aille couper la tête à vous et à Lestocq, personnes que j'estime préférablement à toutes les autres... Dieu sait que j'ai également en aversion les Anglais et les Danois (1). » En rapportant ces paroles, Brümmer peut bien en avoir exagéré un peu le sens et l'expression; le fond était certainement vrai. Élisabeth n'aimait pas les Anglais et devait garder toujours, à l'égard de Bestoujev, un sentiment qui semble avoir tenu de la répulsion physique et de la répulsion morale. Toujours elle évita sa société. Il l'offusquait, l'ennuyait et l'irritait, tout en s'imposant à elle par des connaissances qu'elle jugea longtemps supérieures et des aptitudes qu'elle crut indispensables, jusqu'à ce qu'on lui eût donné l'habitude de s'en passer. Toujours aussi elle montra une grande indulgence pour des méfaits du genre de celui dont le chancelier avait cru se faire une arme contre Lestocq. Elle estimait un peu naïvement que l'argent étranger était de bonne prise, de quelque façon qu'on s'arrangeât pour le prendre. Mais déjà aux paroles flatteuses prononcées à l'adresse de son chirurgien elle mêlait des réserves. Elle le trouvait trop vif et prenant trop souvent un ton déplacé. Brümmer et Mardefeld s'entendirent pour chapitrer leur compère à ce sujet.

— Vous la bousculez trop !

(1) Mardefeld au roi, 31 octobre et 1er décembre 1743. Archives de Berlin.

Mais il ne se laissa pas convaincre.

— Vous ne la connaissez pas. Je n'en ferais rien autrement.

Et Mardefeld dut conclure : « Je crois qu'il a raison en quelque façon, les princesses russiennes voulant être tyrannisées par leurs amants. Cependant, comme il n'est plus dans le cas, il ferait prudemment d'aller bride en main. »

Lestocq réussit, sans modifier ses allures, à se maintenir en selle jusqu'en 1748. Il essuya, sans perdre l'équilibre, en 1744, le coup terrible de la disgrâce du marquis de La Chétardie, suivie de l'élévation de Bestoujev au poste de grand chancelier. Mais, peu après, celui-ci réussissait à lui enlever la plus précieuse de ses ressources. Comme Élisabeth expliquait à son premier ministre que l'argent anglais, français ou prussien que touchait Lestocq ne pouvait avoir aucune importance, lui seul, Bestoujev, dirigeant maintenant les affaires et en répondant :

— Je ne puis pas répondre de la santé de Votre Majesté ! répliqua le chancelier.

La souveraine resta pensive quelques instants et finit par dire :

— C'est juste; j'y aviserai.

Et, apres avoir reçu 5,000 roubles encore pour un dernier coup de lancette, Lestocq ne fut plus admis à pratiquer d'autres saignées. Il accompagna pourtant l'Impératrice à Kiév, en 1744, et en 1747, comme il convolait en troisièmes noces avec une Mengden, qui espérait ainsi améliorer le sort de sa famille, Élisabeth coiffa elle-même la mariée et la para avec ses propres diamants. Il lui en coûtait de donner satisfaction à Bestoujev en frappant l'homme auquel elle devait tant. Elle redoutait aussi une énergie et une audace qu'elle avait vues à l'épreuve.

Il finit par se livrer lui-même. En mai 1748, un passage d'une dépêche de Finckenstein, le successeur de Mardefeld, étant interprété par Bestoujev dans le sens d'une indication de complot, ourdi avec la connivence de Lestocq, comme le

nom du chirurgien ne s'y trouvait pas, l'Impératrice se contenta de le faire surveiller, et l'affaire n'eut pas de suite jusqu'à la fin de l'année. Mais en novembre, dînant avec les envoyés de Prusse et de Suède chez un marchand allemand, Lestocq surprit aux abords de la maison un homme qui paraissait l'espionner, et qui, empoigné et pressé de questions et de menaces, avoua être employé à cet effet par un officier de la garde. Le chirurgien courut au palais, où il y avait réception. En le voyant paraître, la grande-duchesse s'avança au-devant de lui avec un sourire aimable. Depuis quelque temps il entretenait des relations amicales avec la jeune cour, et cela même le mettait en mauvaise posture auprès d'Élisabeth. Il arrêta la jeune femme d'un geste :

— Ne m'approchez pas! Je suis un homme suspect.

Elle crut à une plaisanterie; mais il insista :

— Je vous répète très sérieusement de ne pas m'approcher, parce que je suis un homme suspect qu'il faut fuir.

Il était très rouge, et ses mains tremblaient. Elle finit par s'imaginer qu'il était ivre et s'éloigna. Il réussit à aborder l'Impératrice, la *bouscula* et, après une explication orageuse, lui arracha la promesse d'une satisfaction éclatante. Mais Finckenstein n'en fut pas rassuré : « Il ne faudrait pas connaître cette princesse, écrivait-il à Frédéric, pour faire fond sur cela. » En effet, prétextant les violences dont avait été l'objet cet homme que Lestocq dénonçait comme l'ayant espionné, elle faisait arrêter le secrétaire français du chirurgien, Chapuzot, et trois de ses domestiques. Le malheureux retourna le lendemain à la cour, et ne fut pas reçu. Trois jours après, voyant qu'il ne bougeait pas, convaincue enfin qu'elle n'avait rien à craindre de lui, Élisabeth donna à Bestoujev carte blanche. Soixante gardes commandés par Apraxine, un ami intime du digracié, entourèrent la maison où la souveraine était venue si souvent rejoindre le compagnon des mauvais jours. Le soir, on célébra à la cour le mariage d'une fille d'honneur de l'Impératrice. Lestocq devait y figurer comme témoin. Personne ne parut s'apercevoir de son absence, et, au

milieu d'une animation et d'une gaieté dont Élisabeth prenait sa large part, les visages les plus épanouis étaient ceux de tous les amis de l'absent.

Pendant onze jours, refusant toute nourriture, ne se soutenant qu'avec de l'eau minérale, il opposa un silence obstiné à un questionnaire en vingt et quelques articles qu'on lui adressait (1).

Sur un ordre d'Élisabeth, il fut mis à l'estrapade sans desserrer les dents, et, délié, n'accepta aucune aide pour regagner sa prison. En vain sa femme essaya-t-elle de l'engager dans la voie des aveux, en lui promettant la clémence impériale. Il montra ses bras mutilés par la torture et dit :

— Je n'ai plus rien de commun avec l'Impératrice; elle m'a cédé au bourreau.

Comme à défaut d'aveux on n'avait à lui imputer que ces relations intéressées avec les puissances étrangères pour lesquelles Élisabeth témoignait une si indulgente tolérance, quand elle ne les encourageait pas, on l'envoya simplement à Ouglitch, dans le voisinage de Iaroslavl, puis un peu plus loin à Oustioug-Viélikiï, où il rencontra son ancien compagnon Grünstein, également exilé après avoir reçu le knout, et d'où, en 1759, il écrivit à I. I. Chouvalov, qui lui gardait quelque bienveillance, en demandant une pelisse pour sa femme, qui souffrait du froid. Rappelé à Pétersbourg, à l'avènement de Pierre III, il dut encore solliciter un peu d'argent pour son voyage, un manteau et des chemises. Mais il reparut dans la capitale, plein de vie et d'énergie, en dépit de ses soixante-quatorze ans, dont quatorze passés en exil. Il vit l'avènement de Catherine II, et les premières années d'un règne qui était le neuvième depuis qu'il habitait la Russie, et mourut en 1767 (2).

(1) *Archives* VoronTsov, t. IV, p. 160.

(2) Kimyrov, Biographie de Lestocq, *Annales de la patrie*, 1866; *Archives* Vorontsov, t. IV, p. 170-3; XXIV, p. 60 et suiv.; XXV, p. 124 et suiv., et la correspondance de Mardefeld aux Archives de Berlin. Quelques détails dans le *Moskvitanine*, 1845, n° 11.

Il appartenait à la race héroïque des aventuriers contemporains, homme de morale nulle, d'esprit subtil, de vaillance presque sublime, dont la Russie du dix-huitième siècle a légué le souvenir au mépris, mais aussi à l'étonnement presque admiratif de la postérité. Son heureux rival, Alexis Pétrovitch Bestoujev, représenta dans ce groupe un type quelque peu différent, moins spécifiquement russe en dépit de son nom modifié, portant plus sensiblement l'empreinte des civilisations et des corruptions étrangères, avec lesquelles il avait pris un plus long contact, et la marque des modifications qu'elles faisaient subir à l'esprit et au tempérament national dans cette période de transition.

III

BESTOUJEV

Originaire du comté de Kent, en Angleterre, ainsi que j'ai eu l'occasion de l'indiquer, la branche russe de cette famille remontait à un certain Gabriel Best, qui serait venu en Russie vers 1413 et dont le fils, Riouma, aurait été créé boïar par le grand-duc Ivan Vassiliévitch. D'où plus tard le nom de Bestoujev-Rioumine porté par le chancelier. Mais cette généalogie est douteuse. Second fils de Pierre Mikhaïlovitch Bestoujev, qui fut maître de cour d'Anne Ivanovna, à Mittau, Alexis Pétrovitch naquit à Moscou en 1693. Envoyé par Pierre le Grand à l'étranger pour y étudier, il accompagna la légation russe au congrès d'Utrecht (1712), entra au service de la cour du Hanovre et reparut en Russie comme envoyé d'Angleterre (1714). Il ne semble pas avoir réussi dans ce premier essai de carrière diplomatique, car, en 1718, nous le voyons réduit à orienter sa fortune chancelante du côté de la petite cour de Courlande et à y briguer, sous les auspices paternels, la charge modeste de chambellan. En 1720, il se fit pourtant attribuer le poste de Copenhague, au service russe, cette fois; mais Anne Ivanovna, qui, à cette époque, nourrissait pour le

père des sentiments fort tendres et qui, en 1725 encore, recommandait très chaudement le fils aux bonnes grâces d'Ostermann, arriva à changer d'humeur en 1728, au point de dénoncer son maître de cour comme un voleur (1). Et l'ex-chambellan eut à s'en ressentir après que l'ex-duchesse de Courlande fut devenue impératrice. Il se trouva relégué à la résidence de Hambourg, y pratiqua, pour se procurer un meilleur lot, le métier de dénonciateur (2), et se fit renvoyer à Copenhague, où, la diplomatie lui laissant des loisirs, il s'occupa avec le chimiste Lambke à découvrir la fameuse *tinctura inervi Bestuchevi*, qui a d'abord fait connaître son nom en Europe. Comme d'autres loisirs que l'avenir lui réservait en Russie n'ont mis à jour aucun indice nouveau des aptitudes et des goûts scientifiques ainsi manifestés, le secret de cette collaboration reste entier. Celui des gouttes fameuses en leur temps fut mis dans le domaine public par Catherine II sous le nom d'*élixir d'or* ou d'*élixir de Lamotte*.

En 1740, Bühren appela Bestoujev à Pétersbourg pour le faire entrer au Cabinet, d'où il chassait Volynski et où il voulait avoir un homme à sa discrétion. Après la chute du régent, son protégé se vit encore compromis et exilé, mais pour quelques mois seulement. Anne Léopoldovna était de bonne composition. Bestoujev ne lui en sut pas gré. Il avait l'esprit vindicatif et du flair. Certaines attaches le rapprochaient d'Élisabeth. Sa femme, née Böttiger, était une ancienne gouvernante de la tsarevna et fille d'un ancien résident russe au cercle de la Basse-Saxe, dont Pierre et Catherine I[er], dans leurs voyages en Allemagne, furent souvent les hôtes. Il s'orienta de ce côté et fraya avec Vorontsov et avec Lestocq (3).

A l'avènement d'Élisabeth, l'exil d'Ostermann laissa les affaires extérieures pour ainsi dire sans direction. Le grand

(1) Correspondance des souverains russes, publication officielle, 1861, t. IV, p. 134, 200 et 252.

(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 220.

(3) Soloviov, t. XXII, p. 120.

chancelier, prince Tcherkaski, s'absorbait dans les soucis que lui donnaient une attaque menaçante d'apoplexie qui devait l'emporter prochainement et une intrigue amoureuse de sa fille avec Pierre Chouvalov, qui mettait aux prises les deux familles. Nommé vice-chancelier, Bestoujev exploita la jalousie de Mme Chouvalov, très en faveur auprès d'Élisabeth, comme nous le savons, pour se faire valoir et briguer la succession de Tcherkaski. Il dut l'attendre jusqu'en 1744; mais à partir de 1742 déjà, date de la mort du grand chancelier, aidé par Brevern, il gouverna la politique extérieure, en tant que Lestocq n'y gênait pas ses évolutions. Plus tard, il eut d'autres collaborateurs occultes, parmi lesquels, à en croire les mémoires du baron Frédéric de Trenck, Mme Bestoujev figura au premier rang. Passant pour une épouse modèle, elle donnait à Trenck lui-même les meilleures raisons de croire cette réputation injustifiée, se livrait à la galanterie avec discrétion et plus ouvertement à l'intrigue. Elle n'aimait pas les Russes et favorisa la Prusse jusqu'au jour où le ministre de ce pays eut la maladresse de compromettre Trenck auprès de son mari, en le dénonçant à la fois comme espion et comme homme à bonnes fortunes. Mais Trenck ne mérite guère créance. Le rôle rempli auprès du chancelier par Funck, Prasse et Santi est beaucoup plus certain. Jusqu'en 1754, le premier y a figuré à titre non pas seulement de conseiller, mais de véritable substitut comme travail et comme inspiration. Il a été l'*alter ego* indispensable d'un homme nullement capable par lui-même d'accomplir une tâche fort au-dessus de ses aptitudes, la cervelle qui en combinait et la main qui en exécutait les parties essentielles. Plus tard, le successeur de Funck à la légation saxonne, Prasse, y apporta le même zèle, mais des capacités inférieures. Santi fut surtout pour l'apparence et la décence extérieure. Il soufflait les gestes. Aussi, quand, en 1754, la diplomatie française eut réussi à éloigner Funck, Bestoujev parut comme un corps sans âme, allant à la dérive, jusqu'au gouffre fatal (1).

(1) Koser, Preussen und Russland, *Preussische Jahrbücher*, t. XLVII, p. 490.

Il ne manquait pas assurément de certaines ressources personnelles, de celles notamment qui font la fortune d'un grand nombre d'aventuriers, petites finesses et grosses effronteries, aplomb imperturbable et instinct merveilleux du décor, du trompe-l'œil, avec un air de grandeur qu'il parvenait à conserver dans les situations les plus humiliantes et avec lequel il réussit à faire illusion non seulement à Élisabeth, mais à l'Europe. Il marchanda des subsides pour la Russie sur un ton de commandement et se donna l'apparence de faire l'aumône en ramassant des pots-de-vin. Jamais il ne fut à court d'une réplique. Sa réponse aux desservants de l'église Notre-Dame de Kasan à Pétersbourg, qui réclamaient de lui l'annexion d'un temple protestant voisin, est typique à cet égard. Ils avaient eu une apparition de la Vierge qui s'était plainte, en pleurant, de ce voisinage offensant. Bestoujev leur dit de revenir dans trois jours, et leur annonça alors de l'air le plus sérieux que lui aussi venait d'avoir une apparition de la Vierge. Elle s'était portée à changer d'avis et ne voulait plus de cette église protestante, la voyant mal orientée, du nord au sud et non de l'est à l'ouest, ainsi qu'il aurait convenu (1).

Avec Élisabeth, son système invariable consistait à se couvrir de l'ombre de Pierre le Grand : « Ce n'est pas ma politique, c'est celle de votre glorieux père », répétait-il. A part cela, il prenait et subjuguait la souveraine par la lassitude et l'ahurissement. Au sujet de la moindre affaire, il lui jetait à la tête des monceaux de mémoires, de notes, de procès-verbaux. Elle ouvrait des yeux effarés : « C'était donc cela la politique! » Et elle se gardait bien d'y toucher. Elle réclamait un rapport succinct, et il le rendait si inintelligible qu'elle renonçait à y rien comprendre, et, en désespoir de cause, surtout dans les dernières années, elle disait le plus souvent : « Faites à votre idée. » Elle approuvait et signait tout, — dans les délais ci-dessus indiqués, — sauf qu'il y allât d'une déclaration de guerre ou d'un arrêt de mort. Elle réservait son consentement dans le premier cas et le refusait dans le second.

(1) Büsching, *Lebensbeschreibung d. A. Bestuschef*, p. 432.

Je n'ai trouvé aucune trace de certains tics et de certaines malices imputés par la légende au chancelier, comme le bégayement simulé dans les entretiens qu'il avait avec les ministres étrangers, ou la précaution de faire écrire illisiblement les notes de sa chancellerie, pour se ménager la ressource d'en modifier le texte. Mardefeld a noté seulement qu'il prétextait fréquemment une faiblesse de mémoire, l'ayant excellente, pour se faire remettre par écrit certaines déclarations *verbales*, et qu'il avait besoin de vider un grand nombre de verres pour se donner l'apparence de la fermeté, étant à jeun « ein Erzpoltron ».

Sur ses capacités comme homme d'État, la légende, au moins en Russie, se trouve en contradiction absolue avec un ensemble de témoignages documentaires tellement concordants, qu'aucune hésitation n'est permise à l'historien. Pour cette raison et pour d'autres qui deviendront incessamment sensibles à mes lecteurs, je ne saurais trop engager certains de mes confrères russes à sacrifier cette idole d'un passé peu vénérable de toute façon, mais qui peut cependant offrir d'autres objets plus dignes à leur patriotique dévotion. Il y a, je ne l'ignore pas, une réserve spéciale d'indulgence plénière pour les grands premiers rôles de la comédie humaine. Encore faut-il que le bénéfice leur en soit assuré par une certaine balance à établir entre des défauts ou des vices et des qualités ou des vertus compensables. Ici, un des plateaux, que j'aurai à charger encore, ne comporte pour ainsi dire pas de contrepoids, et devant l'histoire impartiale et informée, ce faux grand homme n'a rien vraiment, au succès près, — et celui-ci s'explique suffisamment par les circonstances extérieures ayant servi sa carrière — qui lui permette de figurer au premier rang autrement que sous l'étiquette d'un grand coquin.

En 1742, Mardefeld le déclare dissimulé sans pouvoir de dissimulation, faiseur ambitieux de projets sans coup d'œil et sans esprit de suite (1). D'Allion écrit en 1746 : « Il a été

(1) Au roi, 9 janvier 1742, Archives de Berlin.

placé par le hasard et s'est soutenu beaucoup plus par l'intrigue que par la capacité (1). » Ce sont des adversaires politiques, et je suis tout aussi disposé à révoquer en doute le témoignage de La Chétardie quand il accuse le chancelier d'avoir fabriqué de fausses lettres de change à Hambourg (2). Mais en 1745, Hyndford, l'envoyé anglais, est un ami et un compère. Or, il affirme que jusqu'à ce jour la Russie n'a pas encore produit un ministre « ayant de la valeur et du courage », et il ajoute, ce qui va plus loin encore, que « l'Impératrice a beaucoup plus de courage et de *capacités* que tous ses ministres ensemble (3) ». J'arrive aux témoins les plus probants, les représentants de l'Autriche : les liaisons personnelles du chancelier ont porté principalement de ce côté ; le baron Pretlack et le comte de Bernes se sont fait une place dans son intimité. Écoutez le premier : il vous parlera du « peu d'esprit que ce ministre a de fondation (4) ». Interrogez le second : il vous dira que « voulant tout faire seul, le chancelier n'entend cependant rien perdre de ses amusements, s'étant même, depuis un temps, jeté, outre celui de la table, dans celui du jeu, où il a consommé bien des jours et des nuits entières ».

Le nom et le rôle de Walpole vous reviendront certainement ici à la mémoire. Mais si on a dit du grand chef whig que ses goûts se partageaient entre la politique et l'obscénité, si on a dénoncé ses orgies de Hougthon et mis son honnêteté en suspicion, son habileté, du moins, et son application au travail n'ont jamais été contestées par ses pires détracteurs (5). Vous ne trouverez pas dans son histoire un épisode analogue à celui où des rapports circonstanciés nous montrent le ministre d'Élisabeth aux prises avec son propre fils, qui veut quitter la maison paternelle prostituée aux pires débauches. Le comte de Bernes intervenant dans la querelle, Mme Bestoujev, à son tour, prend parti pour le fils contre le père.

(1) 4 janvier. Affaires étrangères.
(2) *Ibid.* Russie, suppl., vol. VII, avril 1748.
(3) *Sbornik*, t. CII, p. 330.
(4) A Ulefeld, 19 juillet 1749. Archives de Vienne, en français.
(5) V. Lecky, *A history of England*, t. I, p. 324 et suiv.

« Sur ce que je lui dis pour l'adoucir qu'il fallait qu'elle entrât dans la situation de son mari, qui, accablé d'affaires et pouvant difficilement avoir les résolutions de Sa Majesté, il n'était pas étonnant qu'il cherchât à se dissiper quelquefois, elle répliqua que si les affaires ne se faisaient point, il y avait plus de sa faute que de celle de la souveraine, puisqu'il passait les jours à boire et les nuits à jouer, ce qui allait si loin, qu'il avait perdu récemment jusqu'à 10,000 roubles dans une semaine. » Et la querelle s'envenimant, des scènes de violence et des voies de fait réclament l'intervention de la souveraine (1).

Pour perdre 10,000 roubles en une semaine, de quelles ressources le chancelier disposait-il? Le grand parlementaire anglais que ses adversaires traitèrent de « maquignon de consciences » a dépensé des millions en fonds secrets, sans que les accusations de péculat, auxquelles il n'a pu échapper, aient jamais acquis la moindre consistance. Il a acheté beaucoup de consciences, mais ne semble pas avoir jamais vendu la sienne. La situation historique de son émule russe est très différente à cet égard. Ayant passé de son vivant pour notoirement vénal, il est devenu, depuis sa mort, en Russie, et même récemment à l'étranger, l'objet de tentatives multiples de réhabilitation. Elles sont allées, sur ce point, jusqu'à le mettre au-dessus de tout soupçon (2). Pour l'histoire extérieure comme pour l'histoire intérieure du pays, le débat, quelque déplaisant qu'il soit, a trop d'importance pour que je me refuse à l'aborder, et il est de ceux qui, à la clarté de faits incontestables, peuvent échapper à toute controverse.

Jusqu'en 1752, sans garder les mains absolument nettes, Bestoujev s'est appliqué à sauver les apparences. En dépit des affirmations réitérées de Frédéric et de ses historiens (3), il

(1) Bernes à Ulefeld, 25 juin 1750. Archives de Vienne, en français. Comp. *Pol. Corresp.*, VIII, p. 88.

(2) NISBET BAIN, *The daughter of Peter the Great*, 1899, p. 79. Comp. *Messager historique*, sept. 1900; étude de M. TIMIRIAZÉV.

(3) *Pol. Corresp.*, t. III, p. 189; t. IV, p. 357; *Œuvres de Frédéric*, t. IV, p. 19; KOSER, Prussen und Russland, *Preussische Jahrbücher*, XLVII, p. 289.

refusait l'argent prussien ou français, et ne touchait à l'or anglais qu'avec des mines pudibondes et des gestes nobles. Mme Bestoujev accepta en 1745 de d'Allion mille ducats que d'Argenson jugea dépensés mal à propos (1). Mais le mari a pu n'en rien savoir. En 1742, remettant au ministre la gratification usuelle pour le traité d'alliance défensive signé avec l'Angleterre, Wich lui insinuait qu'un présent supplémentaire, officiel ou secret à son gré, pourrait lui être obtenu de la munificence de Sa Majesté Britannique.

— Je ne puis rien accepter en secret, répondit sèchement le vice-chancelier. Et l'affaire en resta là.

Le successeur de Wich, Hyndford, ne fut donc pas médiocrement surpris, quatre années plus tard, en entendant cet homme si scrupuleux lui raconter l'histoire d'une maison qui devenait pour lui une source de dépenses ruineuses, bien qu'Élisabeth lui en eût fait cadeau. Cette maison était délabrée au point que, pour la mettre en état, son propriétaire avait absolument besoin d'une somme de dix mille livres sterling, et celle-ci devait, pour le coup, lui être remise le plus secrètement possible. Hyndford s'exclamant sur l'importance inusitée du chiffre, Bestoujev se hâtait de reprendre son air de hauteur : il ne sollicitait pas une gratification, mais un simple prêt, pour dix ans, sans intérêts. On compta à Londres que cela faisait encore, et à supposer que le prêt dût être remboursé, un « objet assez considérable », et on fit la sourde oreille jusqu'à la fin de l'année suivante. Le taux de la corruption contemporaine a généralement été fort exagéré dans l'imagination de la postérité. Un historien habituellement bien informé n'a-t-il pas parlé de deux millions et demi de livres sterling de pension touchés par le ministre d'un pays dont le budget annuel ne montait pas à cette somme (2)! Pour en obtenir à son ami la vingt-cinquième partie, Hyndford dut invoquer les considérations les plus risquées. A l'entendre, l'épouse que l'Impératrice venait de donner au fils du chancelier, Avdotia Razoumovski,

(1) D'Argenson à d'Allion, 9 déc. 1745. Aff. étr.
(2) Rambaud, *Russes et Prussiens*, p. 23.

était en réalité la propre fille de Sa Majesté. Élisabeth en avait fait confidence au beau-père, « en lui promettant en même temps sa confiance entière et de le protéger contre tous ses ennemis tant qu'elle régnerait ». — « En sorte », ajoutait Hyndford, « qu'à présent elle le traite plutôt en beau-frère que comme son chancelier. » En même temps Bestoujev faisait accroire à l'envoyé anglais que sa femme était cousine de l'Impératrice (1).

Après de longues et laborieuses négociations, Hyndford devenant de plus en plus pressant et représentant les intérêts anglais comme de plus en plus menacés par le refus opposé au chancelier, les dix mille livres sterling furent versées, moyennant hypothèque ostensiblement prise par le banquier anglais Wolff sur la fameuse maison qui réclamait de tels frais. La réalité de cette transaction purement fictive a été affirmée et l'intégrité de Bestoujev proclamée à cette occasion (2). Voici les faits. Ils font honneur à l'ingéniosité du ministre russe, sinon à sa vertu. Les conventions arrêtées entre lui et Hyndford stipulaient qu'il jouirait des dix mille livres sterling pendant dix ans sans payer d'intérêt, après quoi, remboursant la somme à Wolff, il retiendrait, pour le compte du gouvernement anglais, les intérêts échus, soit cinq mille livres, et les garderait à titre de présent. Le tout pour donner le change sur la nature véritable de cette manipulation et aussi pour faciliter un autre tour de passe-passe, accessoirement convenu avec Razoumovski. Au banquet par lequel serait fêtée l'installation du chancelier dans sa nouvelle demeure, Élisabeth devant à l'ordinaire porter la santé du maître, le favori interviendrait pour contester plaisamment ce titre à Bestoujev, en révélant la créance de Wolff, et l'Impératrice s'empresserait probablement de payer la somme, que le chancelier toucherait ainsi deux fois (3).

(1) Hyndford à Steinberg, 28 mars 1747, Borkovsky, *loc. cit.*, p. 119.
(2) Bilbassov, *Histoire de Catherine II*, t. I, p. 71, édition russe.
(3) *Sbornik*, t. CIII, p. 109 et suiv. Les détails donnés par l'envoyé anglais ne laissent de place à aucun doute.

Celui-ci fut d'ailleurs admirable de tenue au milieu de ces manœuvres éhontées. Le contrat signé et l'argent empoché, comme Hyndford essayait de s'en prévaloir pour obtenir une concession, Bestoujev prenait son ton le plus altier :

— Entendez-vous faire marché avec moi?

Pour les marchandages il avait Funck, avec lequel on parlait net et qui répondait de même. Ainsi en novembre 1750, où, à l'occasion de l'accession de l'Angleterre au traité austro-russe de 1746, Bestoujev s'avisa de réclamer de chacune des deux cours un présent de douze cents livres sterling.

— Mais, objecta Bernes, du ton dont il eût dit à un pauvre : « On vous a déjà donné » , les deux cours impériales ont échangé des présents en 1746! Funck, qui « avait préparé jusqu'aux plumes pour la signature » et qui entendait recevoir aussi sa part, ne se laissa pas éconduire, et, revenant trois fois à la charge, il finit, à force de menaces et de prières, par emporter le morceau (1).

En 1752, je le vois intervenant encore en qualité de courtier marron ; mais Bestoujev a perdu de sa superbe. D'arrogant et de menaçant qu'il était il se fait suppliant. C'est que le jeu et toutes les formes de la débauche y aidant, ses embarras d'argent sont devenus terribles. Il en arrive à confesser à Pretlack une situation désespérée. Sur les fonds du Collège des affaires étrangères, sur ceux du département des postes, il a opéré des prélèvements clandestins qui menacent d'être découverts. Pour suivre l'Impératrice à Moscou, il a engagé les bijoux et les robes de sa femme et jusqu'à sa montre, sans pouvoir se tirer d'affaire; vingt mille ducats y suffiraient à peine. Là-dessus grand remue-ménage entre les légations d'Autriche, d'Angleterre et de Saxe. La cour de Londres fait valoir qu'elle vient de verser dix mille livres sterling au chancelier; la cour de Dresde est très disposée à faire quelque chose pour lui, mais ses ressources sont limitées, et la cour de Vienne offre une pension qui n'est pas de deux millions et demi de livres ni du millième de cette

(1) Bernes à Ulefeld, 16 nov. 1750. Archives de Vienne, en français.

somme, et dont la proposition fait rugir Bestoujev de colère.

— Que veulent-ils que j'en fasse à cette heure?

Et sa colère se traduit aussitôt d'une manière si efficace et si périlleuse pour les intérêts communs, que la nécessité de la conjurer s'impose, et, comme toujours, c'est l'Angleterre qui finalement se laisse mettre à contribution. En avril 1753, Wolff reçoit décharge de la contre-créance qu'il avait donnée à son gouvernement, en échange de l'hypothèque prise en son nom sur la maison du chancelier, — moyennant un nouveau versement de 25,000 roubles à opérer au profit du propriétaire (1). Cependant, en juillet, pour obtenir la ratification d'un article *secrétissime* du nouveau traité consenti par la Russie, Pretlack est obligé à son tour de lâcher huit mille ducats (2). Et désormais c'est de la part du chancelier une mendicité, toujours anonyme en quelque sorte, mise sous le couvert de Funck et masquée par des dehors de fierté et d'indépendance, mais continuelle et de plus en plus abjecte. En 1754, le coup combiné avec Razoumovski n'ayant pas réussi quelques années plus tôt, il finit par tirer d'Élisabeth les cinquante mille roubles nécessaires au payement de Wolff, — qui n'en reçoit pas un copeck. Malgré cela, l'année suivante Funck se met encore en frais d'éloquence auprès de Pretlack, lui expliquant qu' « on ne peut pas appeler un homme un biberon s'il ne demande à boire que quand il a bien soif ». La soif du chancelier est extrême, et il ne s'agit d'ailleurs pas de l'étancher entièrement, « cette souffrance étant de celles qui reviennent à qui a le foie sec et trop de transpiration ». Quelques gorgées pourraient suffire, avec une lampée accessoirement offerte à l'intermédiaire, « petite marque de grâce qui ne pourrait venir que très à point à un homme qui doit vivre d'une certaine façon et qui, se trémoussant assez, n'en est pas moins obligé de tirer le diable par la queue pour se

(1) Guy-Dickens à Pretlack, Moscou, 12 avril 1753. Archives de Vienne, en français; *Archives* Vorontsov, t. II, p. 173; Herrmann, Der russiche Hof unter Elisabeth I., *Hist. Taschenbuch*, VI. Folge, I. Jahrgang, p. 313 et suiv.; *Pol. Corresp.*, t. IX. p. 312, 414, 455.

(2) Pretlack à Ulefeld, 1er juillet 1753. Archives de Vienne, en allemand.

soutenir en faisant plaisir aux autres et en y mettant du sien (1) ». Ci deux mille ducats, dont le représentant de Marie-Thérèse consent à faire le sacrifice. Mais ce n'est qu'un acompte. L'année d'après, la question des opérations à entreprendre en commun contre Frédéric étant sur le tapis, ce n'est pas moins de douze mille ducats qu'il s'agira de sortir de poche, le successeur de Bretlack, Esterhazy, faisant valoir que le chancelier aura à perdre dix mille roubles d'argent anglais. Encore Bestoujev trouve-t-il le marché trop désavantageux, et, l'Angleterre s'empressant de déposer chez Wolff une provision alléchante, il fait rage contre le nouveau système. Si bien qu'Esterhazy désespère de pouvoir le ramener ; mais afin de modérer tout au moins son opposition, il lui offre quatre mille ducats, — qui sont acceptés (2).

Mes lecteurs voudront bien excuser ces détails écœurants. Ils m'ont paru encore nécessaires pour dégager la politique extérieure du règne d'Élisabeth, dirigée pendant près de seize ans par cet homme, des interprétations fantaisistes qui n'ont réussi qu'à en faire une des énigmes les plus troublantes de l'histoire. On s'est ingénié en Russie à y découvrir un fil conducteur qui aurait été l'*idée nationale*, le sentiment profond et l'instinct sûr des vrais intérêts et des destinées naturelles du pays. Les faits que je viens de rapporter suffisent à indiquer la fragilité de cette thèse, qui de toutes façons ne résiste pas à l'examen.

Après avoir en 1742 réclamé l'accession de la Prusse au système anglais qui était le sien, comment le chancelier arrivait-il, en 1744, à l'idée d'enlever la Prusse orientale à Frédéric pour la donner à la Pologne, en échange d'une rectification de frontières du côté de Smolensk, et à déclarer que, sous un roi comme celui-ci, le voisinage de cette même Prusse constituait le plus grand danger pour la Russie, — sauf à redevenir bon Prussien en 1756, au premier appel de l'Angleterre (3) ? Le

(1) Funck à Pretlack, Pétersb., 30 mars 1755. Archives de Vienne, en français. Pretlack se trouvait à ce moment à Vienne.

(2) Esterhazy à Kaunitz, 22 oct. 1756. *Ibid.*

(3) Raumer, *Beitrage zur neueren Geschichte*, 1736, t. II, p. 200; Martens, *Recueil des traités*, t. V, p. 337.

système anglais fut toujours le sien et accessoirement le système autrichien, — pour ces raisons de tempérament que Funck savait mettre en lumière de façon si pittoresque.

Plus difficile à expliquer, en apparence, est l'empire conservé par Bestoujev sur Élisabeth, à travers ces fluctuations politiques dont elle ne pouvait ignorer la cause et tant de défaillances morales qui ne laissaient pas d'inspirer à la souveraine un réel dégoût. Elle savait cet homme corrompu et vil, et en témoignait volontiers son déplaisir. Elle détestait en lui et le politicien artificieusement guindé qui mettait sa patience à l'épreuve, et l'homme aux manières obséquieuses, mais gauches, qui choquait ses habitudes de sociabilité, et le débauché grossier qui contrariait ses prétentions au bon ton et à l'élégance. L'enchaînement des événements voulait que par sa politique même il la blessât constamment dans tous ses autres sentiments. Elle le garda pourtant pendant seize ans et eut de la peine à se séparer de lui. Pour lui obéir, elle consentit à rompre non seulement avec la France, ce qui n'a pas dû lui imposer un très lourd sacrifice, mais avec La Chétardie, ce qui a certainement mis à l'épreuve ses inclinations naturelles. Pour lui obéir elle fut Autrichienne, en dépit non seulement de Botta, auquel elle croyait avoir à reprocher un attentat contre sa personne, mais encore et surtout de Marie-Thérèse, en qui elle voyait une rivale, sinon par la beauté, du moins par le rang et la réputation. Et pour lui obéir, enfin et surtout, après s'être longtemps révoltée et débattue contre l'idée de tomber, elle, fille de Pierre le Grand, à la condition de souveraine d'un État tributaire, — *ein Zinsstaat,* selon l'expression que Frédéric se plaisait à lui souffler, — elle se résigna à accepter, à mendier les subsides de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Autriche même! « Il (Bestoujev) pourrait conspirer contre la Tsarine », écrivait le roi de Prusse en 1748, « elle pourrait le savoir et le soutiendrait pourtant (1). »

La raison de ce phénomène me semble tenir dans le même

(1) *Pol. Corresp.*, t. VI, p. 172.

ordre de causes qui ont placé et maintenu Élisabeth elle-même sur un trône auquel ni ses droits, ni ses talents, ni ses vertus ne lui créaient un titre suffisant. Bestoujev avait pour lui d'être ou de paraître un Russe, à un moment où une réaction naturelle armait le sentiment populaire contre l'étranger ; de passer pour un élève du grand homme dont le nouveau règne était censé reprendre la tradition, et surtout de n'avoir pas de concurrent sérieux, ni de successeur possible. Quand Vorontsov lui succéda en 1758, il ne fut qu'un prête-nom pour I. I. Chouvalov. Et I. I. Chouvalov, qui ne fut jamais grand'chose, n'était avant 1758 qu'un petit garçon. Tant qu'il eut Funck auprès de lui, le chancelier put au contraire faire assez bonne figure dans un emploi, où, même après sa chute, il parut laisser un grand vide, tant il y avait su mettre d'imposante et prestigieuse ostentation. L'illusion s'est prolongée au sein du monde contemporain. Elle dure encore, et je ne suis pas certain de la détruire.

Débauché avec cynisme, vénal sous le couvert d'une imperurbable et impeccable dignité, s'il ne se conciliait pas les sympathies personnelles d'Élisabeth, le chancelier obtenait celles d'un entourage, où, sous l'étiquette du nationalisme, un régime de tolérance favorisait le développement de certains vices, qui aujourd'hui encore passent pour spécifiquement nationaux, alors qu'ils ne sont que le produit historique d'un mélange hétérogène de corruptions. Le chef du cabinet de la cour, baron Tcherkassov, homme de probité universellement reconnue, passa, et avec raison, pour un des meilleurs amis de ce mécréant. Un trait les unissait : la paresse, la *lègne* bien spécifiquement nationale pour le coup. Les ordres signés par Tcherkassov valaient des oukases impériaux, et, à sa mort, on trouva dans son cabinet 570 paquets de correspondance non décachetés ! Ce fonctionnaire était d'ailleurs, lui aussi, un homme de rien, une créature du nouveau régime. Et, pour la même raison, Tchoglokov, époux d'une des nièces de Catherine Ire et disposant ainsi d'une grande influence, la mettait complaisamment au service de son copain. On se soutenait

entre parvenus et aventuriers. Les Chouvalov firent partie de la bande jusqu'en 1749, époque à laquelle on se querella au sujet d'une attribution de parts dans la dépouille d'un marchand. En même temps, la mort d'Avdotia Razoumovski, devenue belle-fille du chancelier, desserrait les liens qui l'avaient uni au favori.

Ainsi que je l'ai montré, Bestoujev essaya de combattre la faveur naissante d'Ivan Chouvalov et n'y réussit pas. En 1754, ayant fait adopter par Élisabeth son projet pour la suppression des douanes intérieures, et s'étant ainsi acquis une grande popularité, Pierre Chouvalov se trouva au pinacle. Bestoujev en fut engagé à se rapprocher de la grande-duchesse, qui, brouillée elle-même avec les Chouvalov et les Vorontsov, ne demandait pas mieux. Mais une querelle déjà ancienne avec son frère Michel, dont il avait pensé se débarrasser en l'envoyant comme ambassadeur à Dresde, puis à Vienne, mit le chancelier en plus mauvaise posture encore, à un moment où le départ de Funck lui enlevait sa plus précieuse ressource. Impliqué dans l'affaire Botta, Michel avait réussi à s'en tirer, mais en y laissant sa femme, qui, à travers la chambre de torture et la place des exécutions où elle reçut le knoute, dut gagner un lieu d'exil lointain, où elle était destinée à achever sa vie. Sans attendre qu'elle fût morte, le mari, âgé déjà de cinquante-huit ans, rechercha, à Dresde, et obtint la main d'une belle veuve, la comtesse de Haugwitz, née Carlovitz. Il n'arriva pas d'abord à obtenir l'approbation d'Élisabeth pour cette union, ni par conséquent la possibilité de la faire reconnaître à l'étranger. En vain invoquait-il cet argument que sa première femme ayant été condamnée à mort, la clémence impériale qui s'était portée à commuer sa peine en exil ne pouvait causer de préjudice au mari! Officiellement il demeurait bigame en possession d'une concubine, et, jugeant que cet état civil lui créait une situation impossible à la cour auprès de laquelle il était accrédité et où il commettait d'ailleurs mille folies, mais estimant qu'il ne ferait pas meilleure figure à Saint-Pétersbourg, le chancelier traita ce frère compromet-

tant en frère ennemi. En 1752 cependant, conseillée par les Chouvalov, l'Impératrice, après avoir ratifié le second mariage du fâcheux diplomate, imagina de le faire revenir en Russie — pour le placer auprès du grand-duc! On devine la colère et l'émoi du chancelier. Michel annonçait hautement qu'il ne rentrerait que pour culbuter Alexis. Une lutte terrible d'intrigues s'engagea (1); mais les Chouvalov devaient l'emporter, et Michel tenir parole.

Ainsi se prépara la catastrophe de 1758, sans qu'il soit nécessaire ni possible d'indiquer un fait particulier y ayant déterminé, dans la fortune déclinante du chancelier, la disgrâce finale que tout le monde prévoyait depuis longtemps (2). Il est certain, quoi qu'on ait affirmé à cet égard, qu'aucune intervention étrangère n'a joué dans l'événement un rôle décisif. Marie-Thérèse pouvait bien traiter Bestoujev de coquin dans ses entretiens avec Stainville; dans les instruction qu'elle envoyait à Esterhazy, elle insistait au même moment sur la difficulté de le remplacer. En janvier 1758, Bernis proposa aux cours alliées une sorte de coalition, « ou pour faire renvoyer M. Bestoujev, ou pour le forcer à adopter le système de l'Impératrice »; mais, sondé à ce sujet par Stainville, Kaunitz déclara péremptoirement qu'à son idée, tel quel, le chancelier était « bon à conserver » (3). Et, réduite à ses propres ressources, la diplomatie française ne se trouvait guère en situation de faire prévaloir ses volontés.

La chute de Bestoujev fut précédée et préparée par une sorte de dépossession progressive, qui, d'année en année et presque de mois en mois, lui avait enlevé une à une toutes les réalités du pouvoir, au profit d'une *camarilla*, organisée par les Chouvalov dans l'intimité d'Élisabeth, où le chancelier

(1) Pretlack à Ulefeld, Pétersb., 2 août 1752. Archives de Vienne, en français; *Archives* Vorontsov, t. II, p. 247.

(2) Comp. Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 179; Arneth, *Geschichte Maria-Theresias*, t. V, p. 285-6; Herrmann, *Geschichte Russlands*, t. V, p. 147, et Schaefer, *Der Siebenjährige Krieg*, t. II, p. 5 et suiv., qui ont émis des opinions contradictoires en s'appuyant sur des données concordantes.

(3) Bernis à Stainville, janvier 1858. Aff. étr. *Russie*, suppl., vol. X.

n'eut jamais accès. Une direction occulte des affaires étrangères s'était substituée graduellement à la sienne, et c'est ainsi que, dévoué à l'Angleterre et ramené par elle à la Prusse, il se trouvait, en 1758, premier ministre d'un empire qui venait de dénoncer ses liaisons avec l'Angleterre et d'envahir le territoire prussien. La guerre avait été décidée au sein de la conférence des ministres, où Ivan Chouvalov, sans posséder aucun titre à y figurer, venait apporter des avis que l'on savait être des ordres, et où bientôt le chancelier ne figura qu'à l'état d'épave.

En vain essayait-il de réagir, enlevant le secrétariat de la conférence à Volkov, un protégé du nouveau favori, et le donnant à une de ses créatures, Pougovichnikov, homme apte à toutes les besognes et employé par le grand-duc pour ses intrigues d'amour (1). Les Chouvalov répondaient par un coup droit : le cabinet de la cour enlevé à Tcherkassov et attribué à Olsoufiov, ennemi secret du chancelier. « Par là, écrivait de l'Hôpital, en décembre 1757, M. Olsoufiov sera l'unique dépositaire des bijoux et de l'argent de Sa Majesté et fera toutes les dépenses de ses habits et de sa garde-robe. » Terrible riposte! Bestoujev perdait tout moyen de contrôle sur la toilette d'Élisabeth. C'était la fin.

Sur le moment, au milieu du fracas des batailles, cette fin ne fit presque pas de bruit. « Voilà deux ministres disgraciés, Paulmy à Versailles et Bestuchev à Pétersbourg; cela ne me fait ni chaud ni froid », écrivit Frédéric à son frère (2). Le marquis de l'Hôpital annonça l'arrestation du chancelier dans le *post-scriptum* d'une dépêche, datée du 25 février 1758, où il venait, assez maladroitement, d'avouer la pauvreté de ses informations, en affirmant que rien ne se faisait sans cet homme, qui, depuis un an, ne donnait que trop de raisons à ses amis d'être persuadés que tout se faisait sans lui et contre lui. L'envoyé français n'en fut pas empêché de revendiquer

(1) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 9 mars 1757. Archives de Vienne, en allemand.
(2) *Pol. Corresp.*, t. XVI, p. 306.

plus tard une part considérable dans l'événement, alors qu'Esterhazy, tout aussi mal renseigné, mais plus modeste, convenait volontiers que ni lui ni son collègue n'y avaient figuré d'aucune façon (1).

La date de la catastrophe a elle-même fait l'objet de contestations, tant elle a failli à se graver dans la mémoire des contemporains. Il est cependant possible de l'établir avec précision. Bestoujev a été arrêté le samedi 14 (25) février 1758. Comme le journal de la cour en fait mention, il y eut ce jour-là, contrairement aux habitudes, deux séances de la conférence des ministres. Le chancelier, qui se sentait menacé, avait invoqué un prétexte pour ne pas paraître à la première. Sur un ordre formel d'Élisabeth, il se présenta à la seconde, et l'un des Vorontsov nous a fait le récit de ce qui arriva alors :

« Il y eut dans une chambre à côté un capitaine des gardes tout prêt. Le maréchal prince Troubetzkoï, ennemi irréconciliable du comte Bestoujev, se chargea sans scrupule de lui annoncer sa disgrâce et y mit même assez de dureté, lui arrachant de ses propres mains le cordon de Saint-André... Après cela, on fit venir le capitaine des gardes, qui conduisit M. Bestoujev à son hôtel. Le détachement des gardes entoura sa voiture, et sa maison était munie déjà d'une forte garde pour le veiller (2). »

Je passe sur les péripéties de l'inévitable procès qui a fait suite au drame. Elles n'offrent aucune particularité intéressante, et mes lecteurs n'ont eu que trop d'occasions d'en apprendre le détail toujours semblable. La procédure dura plus d'un an, sans donner, semble-t-il, aucun résultat positif, bien que l'Hôpital et Esterhazy se plussent à affirmer le contraire, et bien qu'une note officiellement communiquée à l'un d'eux

(1) A Ulefeld, 5 mai 1759. Archives de Vienne, en all.

(2) A. R. Vorontsov, Notice autobiographique, *Archives* Vorontsov, t. V, p. 33. Comp. Terechtchenko, *Essais biographiques*. 1837. Il indique la date du 15 fév. *La cour de Russie il y a cent ans*, Berlin, 1858, place l'événement au 24 fév. n. s. ; Bantich-Kamienski, *Dictionnaire*, t. I, p. 136, au 27 fév. n. s. — Comp. *Archives russes*, 1874, t. I, p. 995, et Herrmann, *Geschichte d. russ. Staats*, t. V, p. 147 et suiv.

dénonçât la connivence coupable du chancelier et de la grande-duchesse dans une intrigue qui aurait eu pour effet de paralyser l'action de l'armée russe engagée contre Frédéric (1). Les preuves du crime, notamment une lettre de Catherine au général Apraxine, mentionnée dans la note, ne se laissèrent pas découvrir.

Le dossier de l'affaire ne nous est pas, à la vérité, arrivé intact, Bestoujev l'ayant eu plus tard à sa disposition, ainsi que le prouvent des annotations de sa main sur un grand nombre de pièces. Toutefois, la catastrophe ne s'étant pas produite inopinément, il est probable que ceux qu'elle menaçait se hâtèrent de détruire les documents susceptibles de les compromettre. L'ex-chancelier ne fut même pas mis à la torture, et on se contenta de le renvoyer dans une de ses terres aux environs de Moscou, tandis que ses complices plus ou moins authentiques, son secrétaire Kanzler, le chef du département héraldique Adadourov, le joaillier Bernardi, partaient pour d'autres lieux d'exil plus ou moins éloignés, à Astrakhan, à Kasan, en Sibérie.

Dans sa retraite, où il demeura jusqu'à l'avènement de Catherine II, après avoir été chimiste à Copenhague, Bestoujev se fit théologien, employant ses loisirs à recueillir des extraits de l'Écriture sainte « pour la consolation des chrétiens injustement affligés (2) ». Il occupa ensuite aux côtés de la veuve de Pierre III un poste de ministre sans portefeuille et de confident, qui, sans le faire remonter au faîte d'où il était tombé, lui permit jusqu'en 1766, date de sa mort, de regagner une partie de son ancienne influence et de venger d'anciennes injures.

Mais quelques mois après sa chute il avait trouvé déjà une revanche plus prompte — dans un état de choses que l'Hôpital caractérisait ainsi qu'il suit, en écrivant à Bernis le 14 juin 1758 :

« Tout semble aller comme il plaît à Dieu... Il n'y a ni fond

(1) L'Hôpital à Bernis, 14 mai 1758. Aff. étr.

(2) *Sprüche aus der heiligen Schrift zum Trost eines jeden unschuldig leidenden Christen*, Petersb., 1763, et Stockholm, 1764.

ni principes. Le despotisme et la barbarie reprennent à grands pas leurs droits... L'Impératrice ne travaille point et ne signe rien... Depuis trois mois, toutes les affaires restent dans son cabinet. Depuis qu'elle a déplacé M. de Bestoujev, il est certain que toutes les affaires languissent, faute d'expédition... Il résultera au moins pour les alliés de l'Impératrice un grand bien de la chute de M. Bestoujev, c'est d'être instruits que le vieux routier politique, le grand magicien de la Russie, qui la tenait sur des échasses, qui la faisait voir grande et terrible, n'existe plus... Je suis le plus trompé du monde, Monsieur, si vous ne voyez chaque année cette puissance s'affaiblir et tomber. »

Trompé, le correspondant de Bernis le fut grandement. Sur un point cependant il avait vu juste. Le prestige extérieur de la Russie s'éclipsa pour quelques années avec la disparition de l'homme qui « savait la mettre sur des échasses ». Elle n'en fit pas moins de chemin, ni ne s'orienta plus mal, mais elle parut diminuée sur la scène du monde, au moment même où, dans la lutte engagée contre la Prusse, elle affirmait sa force et sa vaillance. Les Chouvalov n'entendaient rien à cet art de mise en scène, dont Catherine II allait prochainement, non sans que les leçons de Bestoujev y fussent pour quelque chose, tirer un si merveilleux parti. Quant à Élisabeth, actrice toujours indolente et maintenant à demi retirée dans les coulisses, souveraine de plus en plus livrée au souci de sa santé chancelante, au regret de sa beauté perdue, aux affres d'une fin prochaine, aux angoisses d'une guerre meurtrière, elle ne reparaissait devant le public et ne reprenait une attitude digne de son rang qu'à de rares moments où, sous le coup de quelque atteinte plus forte portée à son orgueil, de quelque appel plus pressant adressé à son courage, le souffle de Pierre le Grand semblait redresser son corps et retremper son âme (1). Le reste du temps, politique extérieure et politique intérieure, le

(1) La biographie la plus complète de Bestoujev est celle de Presniakov dans le second volume du *Dictionnaire biographique russe*, Pétersb., 1900, en russe. Voy. aussi une étude de S. M. Soloviov dans la *Parole russe*, 1860, n°s 4, 77, 78.

gouvernement du pays appartenait désormais au favori et à sa famille.

IV

LES CHOUVALOV

Cette famille était alors de petite noblesse. Obscure jusque vers le milieu du siècle, dotée d'un modeste patrimoine dans le gouvernement de Kostroma, elle dut un commencement de notoriété et d'importance au mariage de Pierre Chouvalov avec Mavra Egorovna Chépiélev, dont la situation auprès d'Élisabeth a été indiquée plus haut. Compagne peu agréable, s'il faut en croire les témoignages concordants des contemporains, « méchante comme un démon et intéressée à proportion », dit l'un d'eux, en ajoutant que rien n'approche de sa laideur; « c'est la fée Concombre (1). » Scherer (2) parle de « sa bouche mauvaise », — j'omets d'autres détails repoussants — et l'Hôpital précise ainsi, en 1757, ses attributions intimes : « Étant nuit et jour auprès de l'Impératrice, elle lui procure les plaisirs passagers et secrets (3). »

Mavra Egorovna venant à mourir en 1759, l'opinion générale fut que le crédit de son mari en serait immédiatement compromis, et, à en croire Chtcherbatov, la Russie aurait eu grandement à s'en louer. L'auteur de l'ouvrage célèbre sur la corruption des mœurs contemporaines a tracé de Pierre Ivanovitch le portrait le moins flatteur et dressé une liste accablante de ses méfaits. Les abus, les concussions, les déprédations de toutes sortes qui lui valurent, à un moment, la réputation de l'homme le mieux renté en Russie, s'y allongent indéfiniment. Tantôt il se faisait adjuger pour quatre-vingt-dix mille roubles des usines en pleine exploitation — celles de Blagodat, — en tirait deux cent mille roubles de revenu, se déclarait ruiné, obtenait

(1) Mémoire cité par Arneth, *Geschichte Maria Theresia's*, t. V, p. 476.
(2) *Anecdotes*, t. V, p. 109.
(3) A Bernis, 13 nov. 1757. Aff. étr.

que le prix d'acquisition fût réduit à quarante mille roubles, puis rétrocédait l'établissement au gouvernement pour sept cent cinquante mille. Tantôt, ayant fait décider la création d'une banque de crédit à bon marché, il en raflait toutes les disponibilités pour son propre compte sous différents prête-noms. Il obtenait l'abolition d'une loi interdisant aux femmes mariées de vendre ou d'engager leurs biens sans le consentement de leurs maris, — et c'était pour acheter à vil prix la terre d'une comtesse Golovkine, séparée de son époux.

Chtcherbatov est un écrivain qui a vu noir, en cédant au travers commun des *laudatores temporis acti*. En admettant l'exactitude de tous ces traits, on ne saurait d'abord leur reconnaître un caractère individuel, au milieu d'une époque et dans un pays où malheureusement ils paraissent généralisés et perpétués bien en dehors d'un seul homme et d'une seule carrière. Ils n'ont pas empêché d'autre part cet homme et cette carrière de servir à l'accomplissement d'une œuvre considérable et qui appelle l'éloge à beaucoup d'égards. Législateur, Pierre Ivanovitch a attaché son nom à une tentative de codification, qui fut malheureuse, comme beaucoup d'autres avant et après, mais qui a néanmoins marqué un progrès sensible. Administrateur, par un essai de mensuration générale et surtout par la suppression des douanes intérieures, également décidée à son instigation, il s'est assuré un souvenir honorable dans l'histoire économique du pays.

Mais comment a-t-il pu toucher à tant de choses? C'est le secret du gouvernement occulte, qui, depuis 1751, a tendu à remplacer celui de Bestoujev, en éliminant simultanément tous les collaborateurs officiels ou officieux du chancelier. Pierre Ivanovitch en fut l'âme. Sans titre, sans rang, sans portefeuille, il s'érigea en ministre effectif de quatre ou cinq départements. Et c'est aussi la marque de son génie, — également généralisée et perpétuée jusqu'à nos jours dans une mentalité nationale, qui demeure excentriquement rebelle à toutes les comparaisons : universalité prodigieuse de facultés et incapacité radicale de concentration, de spécialisation dans

le sens du mouvement moderne. D'où des défaillances et des lacunes inévitables. Après s'être essayé dans l'administration, dans l'industrie, dans les finances, Pierre Ivanovitch se révéla en 1755 homme de guerre. S'étant fait nommer grand maître de l'artillerie, il ne tarda pas à mettre la main sur tout le militaire et à y introduire des réformes, quelques-unes très avantageuses (j'aurai à en parler), en même temps que la Russie et même l'Europe retentissaient du bruit créé et de la curiosité éveillée autour d'un obusier de son invention. On vit paraître cet engin sur les champs de bataille de la Prusse, marqué aux armes de l'inventeur, couvert de voiles comme une mariée et enveloppé de mystère. Il était défendu d'en approcher sous peine de mort. Dans la suite, Pierre Ivanovitch consentit à en envoyer des plans à Vienne et, généreusement, offrit à la France un certain nombres de pièces. Mais les avis se trouvèrent alors partagés sur la valeur du canon. Le premier commandant en chef de l'armée russe opérant en Prusse, Apraxine, s'en était déclaré satisfait ; ses successeurs, Fermor et Saltykov, furent d'un avis contraire. Si bien qu'en 1760 une enquête dut être confiée au général Glébov. Le résultat en fut à peu près nul, ainsi qu'il arrive habituellement en pareil cas. D'après une note communiquée en 1759 au marquis de l'Hôpital, le mérite de ces pièces consistait « en ce qu'elles s'évasaient parallèlement à la surface de la terre et qu'elles ne décrivaient point ensemble un cercle, mais une ellipse ». Je livre le renseignement aux professionnels. Mais je dois ajouter que le flair des artilleurs français de l'époque, guidé par tous les avis reçus de Saint-Pétersbourg, inclina à repousser l'invention de Pierre Ivanovitch et son offre. Vorontsov lui-même y contribua, en confiant à l'envoyé du Roi Très-Chrétien qu'on avait dû renoncer à faire emploi du nouveau canon dans la marine, parce qu'il donnait un recul de trente-deux pieds (1) !

(1) Rapport de l'attaché militaire français, Wittinghof, Mittau, 26 nov. 1758. Aff. étr. Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 16 mars 1760. Archives de Vienne, en all. ; note communiquée à l'Hôpital, Aff. étr. *Russie*, t. LX, f. 257 ; lettre de Staehlin, chez Vassiltchikov, *la Famille Razoumovski*, t. I, p. 237 ; Bolotov, *Mémoires*, t. I, p. 425.

Déjà cependant Chouvalov possédait mieux qu'un canon de sa façon, — une armée. Il avait formé un « corps d'observation » de trente mille hommes qui, sous les ordres du général Brown, devait agir indépendamment, c'est-à-dire d'après les plans et instructions directement élaborés par Pierre Ivanovitch. Celui-ci passait ainsi grand capitaine et émule de Frédéric. Cette autre expérience amena de si fâcheux résultats que le corps dut être disloqué (1).

Chouvalov s'en consola en prenant sa revanche dans un domaine qui toujours et dans tous les pays a paru ouvert aux esprits entreprenants de toute nature et de culture quelconque. Bien avant la chute de Bestoujev, Pierre Ivanovitch s'était occupé de régenter la politique extérieure. Quand le fameux *renversement des alliances* eut amené un rapprochement entre la Russie et la France, il en fut l'ouvrier principal. Ses instincts d'homme relativement cultivé et raffiné le portaient de ce côté. Il ne sut malheureusement pas mieux modérer ses goûts qu'il ne savait borner son ambition.

L'amour effréné du luxe et de la femme gâta sa vie, en dévorant son temps, sa fortune et sa santé. A ses rapines scandaleuses il avait beau joindre des spéculations hardies et souvent heureuses. Cette époque vit en France, on s'en souvient, le retour de la terreur des *accaparements*, dont les *trusts* américains de notre temps continuent la tradition. Pierre Ivanovitch fut un accapareur à outrance. En 1759, il monopolisa le commerce du bétail et de la viande de boucherie, réussissant à porter d'un copeck à six le prix de la livre et réalisant des bénéfices énormes. Tout disparaissait dans un gouffre sans fond, et après avoir joui d'un revenu évalué à 400,000 roubles, à sa mort, en 1762, Chouvalov resta débiteur de l'État pour plus d'un million. Il fut un des premiers en Russie à tenir maison ouverte avec une table élégamment servie, à posséder des serres où on récoltait des ananas et à atteler des chevaux anglais à ses voitures. Il contribua ainsi au déve-

(1) Danilov, *Mémoires*, p. 106.

loppement de la vie sociale dans ce cadre moderne auquel Élisabeth attachait tant de prix. Mais, en rivalisant aussi avec Cyrille Razoumovski pour la grosseur des boutons de diamants qui paraient leurs habits à la française, il donna avec lui l'exemple trop bien suivi d'un faste hors de proportion avec les ressources du pays. Et sa maîtresse en titre, la princesse Kourakine, fille du général Apraxine, l'aida à implanter dans le même milieu un modèle de débauche élégante et cynique, dont l'aristocratie locale n'a que trop réussi à égaler la perfection.

Le gouvernement occulte présidé par cet homme, c'est-à-dire le gouvernement de la Russie de 1751 à 1761, fut ce qu'il pouvait être sous un tel chef. Car le frère aîné de Pierre Ivanovitch, Alexandre, inflexible dans son rôle d'organisateur et de directeur de la *Chancellerie secrète*, n'y intervenait que comme exécuteur de hautes œuvres, et Ivan Ivanovitch, bien que la fortune de la famille reposât sur la sienne, ne fut jamais qu'un instrument docile entre les mains de Mavra Egorovna et de son mari.

Il était le cousin germain des deux frères, qui, jusqu'à son élévation au poste de favori, ne purent, quoique bien traités par Élisabeth, prétendre à la situation qu'il leur assura. L'origine de son « accident » paraît remonter à un séjour fait par Élisabeth en juillet 1749 à Znamiénskoïé, résidence du prince Nicolas Fiodorovitch Galitzine, sur la route de Moscou au monastère de Saint-Sava, où Élisabeth allait en pèlerinage. Amour et dévotion ! Vous les verrez toujours bizarrement mêlés dans la destinée de l'étrange souveraine. Marthe Iégorovna était du voyage ; elle eut l'art de faire valoir à cette occasion la beauté du jeune homme, qui, hasard ou plan concerté d'avance, se trouvait chez Galitzine, et Élisabeth se remit en route avec un page de plus. La famille s'employa si habilement à cultiver cette faveur naissante, qu'elle parut bientôt s'épanouir sous les yeux complaisants de Razoumovski lui-même et sans obstacles de la part de Bestoujev (1). Le jeune

(1) Vassiltchikov, *loc. cit.*, t. I, p. 111 ; Porochine, *Mémoires*, p. 72.

homme semblait insignifiant, et le chancelier ne sut pas deviner ce qu'il deviendrait entre les mains de son cousin. Trois mois plus tard, au monastère de la Résurrection (Nouvelle-Jérusalem), autre lieu favori de pèlerinage aux environs de Moscou, Élisabeth, dans un nouveau transport de pieuse ferveur, éleva le page au rang de gentilhomme de la chambre.

C'était la faveur déclarée. Ivan Ivanovitch avait vingt-deux ans.

Il justifia les espérances placées sur lui. D'un bout à l'autre de sa carrière il se montra le plus dévoué, le plus fidèle des parents. En 1757, dénoncé à Élisabeth par les Vorontsov, à l'occasion d'un vol particulièrement criant, Pierre Ivanovitch frisa une disgrâce complète. Marthe Iégorovna dut elle-même quitter la cour et se réfugier chez son mari, où elle n'avait que faire. Une intervention d'Ivan Ivanovitch conjura la tempête, et une importante usine de fer cédée par le coupable au chambellan Vorontsov, frère du vice-chancelier, opéra même la réconciliation des deux familles (1). Après la chute de Bestoujev, ayant réussi à faire entrer ses deux cousins dans la conférence des ministres, le favori y fit constamment prévaloir les idées et les décisions de l'un d'eux. Élisabeth était censée parler par sa bouche, et il ne faisait que répéter la leçon de Pierre Ivanovitch. L'Impératrice n'avait pas, à la vérité, de secrets pour son favori, et Louis XV, quand il s'avisa de partager le sien avec cette souveraine, fut averti que le favori était en tiers (2).

Celui-ci n'occupait officiellement aucune charge importante. On l'appelait « le chambellan » tout court. Ni en lui-même, ni par la façon dont Ivan Ivanovitch l'exerça, son emploi n'avait rien de glorieux. A l'opposé pourtant de ce qu'on a pu trouver pour Pierre Ivanovitch, le rôle historique de cet enfant gâté du sort paraît supérieur à son mérite. Bien que Catherine II l'ait toujours vu un livre à la main, qu'il ait fait quelque séjour

(1) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 9 mars 1757. Archives de Vienne, en all.
(2) Tercier à d'Éon, 8 oct. 1760. Aff. étr. Russie, 3e suppl., vol. LXII.

à l'étranger, notamment en Italie, et fait preuve dans ses voyages d'un esprit ouvert et curieux, son instruction semble avoir été toujours assez superficielle et mise au service d'une intelligence fort médiocre. D'autre part, ses origines, son éducation, les années de son enfance passées dans un village moscovite, tout un ensemble d'atavismes et d'influences le portaient à la paresse, à la mollesse et à des fantaisies de grand seigneur demi-barbare. Après la mort d'Élisabeth, il devait perdre au jeu la plus grande partie de son immense fortune (1). Mais c'est par là qu'il s'est accommodé parfaitement aux goûts et aux penchants d'Élisabeth, ainsi qu'à son milieu. Par là il a été le représentant parfait du Russe cultivé de l'époque, dans ce que le type avec tout son entourage avait d'inconsistant encore et d'incohérent, et il l'a été supérieurement. Rien d'un homme d'État, ni étoffe, ni apparence, en dépit d'un effort progressivement développé pour faire illusion à cet égard. « Il n'a aucune connaissance des affaires », écrivait Esterhazy en 1760, et Breteuil un peu plus tard, après un premier entretien attendu avec curiosité : « Le chambellan ne m'a pas paru prouver dans cette conversation autant d'esprit qu'on m'en avait annoncé. Je l'ai trouvé léger, peu instruit au fond, voulant le paraître. » Et enfin le successeur d'Esterhazy, Mercy d'Argenteau, en 1761 : « C'est un très médiocre sujet et dont le principal talent consiste à savoir masquer ses travers sous les apparences du zèle, de l'activité et d'un amour pour sa nation, dont il a une opinion ridiculement avantageuse. » Je néglige les épithètes d'« homme sans foi et sans mœurs », d'« esclave faux et vicieux », de « parvenu orgueilleux, capricieux et méchant », de « faiseur de projets qui ne sont jamais remplis », multipliées par les mêmes témoins. Bien qu'émanant d'un lot d'amis et non d'adversaires politiques, elles me paraissent excessives.

Ivan Ivanovitch a protégé Lomonossov, et c'est déjà un titre de gloire sérieux. Initiateur, en 1755, de la fondation d'une

(1) Mikhniévitch, Histoire du jeu en Russie, *Messager historique*, t. LXXXIII, p. 565.

université à Moscou, dont il fut le curateur, et en 1758 de la création d'une académie des beaux-arts à Pétersbourg, qui eut toujours à se louer de sa sollicitude ; protecteur du théâtre national, qui lui dut, en 1756, l'ouverture de la première scène russe ; possesseur d'une belle bibliothèque et d'une collection de tableaux et de sculptures, dont l'Académie des beaux-arts devait hériter, il a rendu au développement intellectuel du pays d'incontestables, d'immenses services. Mieux que figure de Mécène, il a fait office de véritable ministre de l'instruction publique. En même temps se substituant à Keith comme protecteur du maçonnisme local, œuvre essentiellement différente par l'esprit et le but poursuivi de celles qui en d'autres temps et en d'autres pays se sont approprié ce nom, instrument ici d'affranchissement intellectuel et politique, il prenait rang parmi les plus nobles esprits et les cœurs les plus généreux de l'époque. On lui a fait tort en le traitant de « Pompadour masculin », et les femmes de la cour, en donnant son nom à des chiens barbets, auxquels elles faisaient porter les couleurs claires dont il partageait le goût avec Élisabeth, montraient plus de malice que d'intelligence.

On me demandera comment je mets d'accord ce que j'attribue de valeur propre au personnage avec ce que je reconnais de mérite à son œuvre. Je suppose qu'il a été servi par les circonstances. La vie en produit qui portent et élèvent un homme, comme aussi d'autres qui l'écrasent. Sur les hauteurs où un caprice le plaça, le favori n'a eu qu'à se livrer au courant qui entraînait son pays vers des horizons de lumière et de liberté relative, pour que, dans le grand jour qui s'y levait aux confins du monde civilisé, il lui fût donné de présider à l'aube pâle, mais pleine de promesses, dont Lomonossov a été le soleil.

Les contemporains, y compris les détracteurs les plus résolus du favori, se sont accordés, d'autre part, pour le déclarer inaccessible à la corruption. Et si Frédéric et Williams, l'envoyé d'Angleterre, ont déprécié ce trait : « L'argent ne peut rien sur lui parce qu'il en a autant qu'il veut », Ivan

Ivanovitch a donné d'autres preuves d'une certaine noblesse de sentiments. Non pas que je veuille m'en fier entièrement aux déclarations fréquentes par lesquelles il se donnait pour « ennemi du faste et des grandeurs », cherchait à convaincre Vorontsov, à propos d'une distinction nouvelle dont il devenait l'objet, que c'était « moins le satisfaire que l'accabler », se disait dégoûté de la vie au point de ne penser qu'à la mort, se désespérait de poursuivre une existense inutile au milieu de laquelle il n'arrivait pas à justifier les faveurs qu'on lui prodiguait et enfin, après avoir refusé le poste de vice-chancelier, se jetait aux pieds d'Élisabeth en lui demandant « de le dispenser à l'avenir de toutes les marques de sa bienveillance (1) ». La sincérité de ces démonstrations peut aisément être révoquée en doute, et il semble résulter d'une dépêche d'Esterhazy à Kaunitz que, pour devenir le collègue de Vorontsov à la chancellerie, ce n'est pas l'envie qui a manqué au favori (2). D'autre part, j'ai eu déjà à noter chez Bühren des traits analogues de lassitude et d'écœurement, où semble s'être traduite simplement une perception également douloureuse de ce que, brillante et pleine d'agréments, leur situation avait non pas seulement de dégradant, mais moralement et matériellement de pénible. Et, bien que tel autre titulaire du même poste, un Beketov ou un Orlov, ait pu ne pas connaître de semblables dégoûts, ce sentiment ne saurait passer pour très élevé dans l'échelle morale. Mais parmi les naufragés de cette époque, qui, moins sanglante que les précédentes, a vu cependant sombrer bien des fortunes, je cherche une victime d'Ivan Ivanovitch, de ses ambitions ou de ses rancunes, de ses colères ou de ses instincts féroces, et je n'en trouve pas. Dans l'entourage intime d'Élisabeth et dans le personnel politique de l'époque c'est encore la figure la plus sympathique.

Les personnages qui restent à évoquer, comparses sans valeur propre et sans charme, ne mériteraient pas l'ennui que

(1) *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 288, 298; t. XXIV, p. 128; *Archives russes*, 1867, p. 90; 1869, p. 1805.

(2) 11 avril 1759, Archives de Vienne, en all.

je vais imposer à mes lecteurs en les présentant à eux, si le contraste même entre leur nullité ou leur bassesse et certaines splendeurs extérieures auxquelles ils ont participé, qu'ils ont paru produire même au cours de ce règne singulier, n'en faisait mieux ressortir le sens historique.

V

LES COMPARSES

C'est le Vorontsov d'abord que vous connaissez déjà, Michel Larionovitch. Au coup d'État il était derrière le traîneau d'Élisabeth, *na zapiatkakh*, avec Pierre Chouvalov. Trois années plus tard il fut à la chancellerie avec Bestoujev. Nul autre vice-chancelier ne s'offrait au choix de l'Impératrice, paraît-il L'identité de ces Vorontsov avec une ancienne famille de boïars remontant à l'époque légendaire et inscrite au *Livre de velours* a été contestée au cours d'un procès retentissant, où figura, en 1862, le prince Dolgoroukov, auteur de Mémoires célèbres et volontiers malveillants. Je ne saurais me prononcer à ce sujet. Le *Livre de velours* lui-même n'est pas un évangile. Il indique la famille comme éteinte en 1576, et, deux ans plus tard, j'en trouve un représentant authentique, l'*okolonitchyï* (grand officier de la couronne) Vorontsov sous Wenden, aux prises avec le roi de Pologne, Bathory (1). D'ailleurs, le vice-chancelier pouvait, en tout état de cause, se réclamer d'un certain Gabriel Vorontsov, mort au champ d'honneur en 1678. Les trois petits-fils de ce héros, Michel, Roman et Ivan. firent de bonne heure partie de la domesticité d'Élisabeth. Roman, qui entra au Sénat après l'avènement de la tsarevna, avait plus de titres que ses frères à la reconnaissance impériale. Richement marié, il passe pour s'être employé fréquemment

(1) Kleinschmidt, *Geschichte des russichen hohen Adels*, 1877, p. 118. Comp. Dolgoroukov, *Mémoires*, t. I, p. 500, et une brochure du même auteur : *La vérité sur le procès du prince Pierre Dolgoroukov*, Londres, 1862.

à aider sa maîtresse au milieu de ses embarras financiers (1). Mais, à s'en rapporter à de nombreux témoignages, ce n'est pas cela qui lui a valu le surnom de *bolchoï karmane* (grande poche ou bourse); *coupe-bourse* eût été d'une plus juste application, d'après un mémoire du marquis de Breteuil (2). Ivan n'a pas marqué dans l'histoire. Jusqu'en 1744, Michel, plus particulièrement favorisé, marié à une Skavronska, nièce de l'Impératrice, fit partie d'un groupe d'hommes qui, sous couleur de patriotisme et avec la prétention d'affranchir la Russie de l'influence étrangère, visaient à soutenir l'Autriche et la Saxe contre la France et la Prusse, avec le concours des puissances maritimes. C'était la politique *nationale* du temps, et c'était celle de Bestoujev, vis-à-vis duquel, fort de ses anciennes liaisons et de son alliance récente avec la famille d'Élisabeth, Vorontsov jouait le rôle de protecteur. L'élévation du protégé au rang de grand chancelier renversa les situations et aussitôt Michel Larionovitch tendit à passer dans le camp opposé, en se rapprochant de la France, de la Prusse et de Lestocq.

La lutte était cependant trop inégale. Ce transfuge n'avait ni les grands vices ni les défauts d'éducation de son adversaire; mais on ne saurait concevoir un composé plus complet de toutes les faiblesses de l'esprit et du caractère. Tout aussi vénal, il était beaucoup moins capable de servir ceux qui le payaient. En 1746 déjà, entièrement mis hors de combat, il demanda un congé et alla promener à travers l'Europe une robe de chambre garnie de duvet d'oies de Sibérie, qui fit sensation à Paris, et une imbécillité qui étonna Benoît XIV, au milieu de discussions entamées sur la réunion des deux églises (3). A son retour, jusqu'à la chute de Bestoujev, il figura aux affaires étrangères comme « étranger aux affaires », suivant une expression récemment appliquée à un de ses successeurs. En lui attribuant la succession du chancelier, Élisabeth

(1) *Archives* Vorontsov, t. I, p. 12.
(2) Joint à sa dépêche du 31 janvier 1761. Aff. étr. Comp. Dolgoroukov, *ibid*.
(3) P. P. Gagarine, *Études de théologie*, Paris, 1857, t. I, p. 440.

ne se fit pas d'illusion sur le parti qu'elle pouvait tirer de ses capacités. Mais elle n'avait plus besoin d'un ministre pour diriger sa politique. Les Chouvalov s'en chargeaient. Vorontsov fut pour la représentation et les rapports de courtoisie avec les ambassadeurs. Il contenta les plus difficiles, et Mercy d'Argenteau ne trouva rien à redire à sa « politesse » et à ses « façons » (1). Il essaya bien par moments de faire prévaloir des tendances personnelles et d'opposer à l'esprit entreprenant et belliqueux de ses rivaux un programme plus modéré, en rapport avec ses goûts pacifiques et ses ambitions modestes ; mais l'Impératrice elle-même le rappela toujours à la réalité et aux limites du rôle qu'elle lui avait assigné.

Elle lui avait annoncé son élévation par un mandat de 40,000 roubles sur sa cassette, libellé au nom du comte Vorontsov, *grand chancelier*. Il toucha l'argent sans regarder à la suscription, et elle s'amusa de sa méprise (2). Elle ajouta à ce présent une usine de grand rapport et un mobilier somptueux, et il s'absorba dans les plaisirs et les joies de sa nouvelle opulence et de sa nouvelle grandeur.

Parmi les hauts fonctionnaires du temps, je n'en trouve qu'un ayant donné aux contemporains l'impression d'un homme laborieux, le procureur général du Sénat jusqu'en 1760, Nikita Ivanovitch Troubetzkoï, dont Mardefeld vantait les ressources en matière de « chicane russienne », laquelle, assurait-il, « surpasse infiniment celle des autres nations ». De quelle façon, tout en n'ayant aucun lien officiel avec le Collège des affaires étrangères, le fonctionnaire ainsi apprécié intervenait cependant dans les questions de politique internationale et mettait Mardefeld dans le cas de rechercher son amitié, c'est ce que j'aurais trop de difficulté à expliquer. D'autant qu'au dire de l'envoyé de Frédéric la capacité du personnage était fort médiocre. Sa femme était sœur du prédécesseur de Bestoujev, le grand chancelier Tcherkaskoï, et, sous un règne féminin, les influences de ce genre se retrouvaient partout.

(1) A Kaunitz, 26 sept. 1761. Archives de Vienne, en fr.
(2) Esterhazy à Kaunitz, 5 déc. 1758, *ibid.*, en all.

L'amitié de Nikita Ivanovitch compta d'ailleurs parmi celles dont Mardefeld s'entendait aussi bien à évaluer qu'à reconnaître le prix. « Il est intéressé au delà de l'imagination », écrivait-il (1). Je dois ajouter cependant qu'à ce dernier point de vue, Breteuil n'a pas partagé en 1761 le sentiment de son collègue (2). Mais Troubetzkoï ayant passé dans l'intervalle à la présidence du Collège de la guerre, où Pierre Chouvalov, en fait d'aubaines à recueillir, ne laissait guère de marge à ses collaborateurs, le témoignage de l'envoyé français est sujet à caution, et Mardefeld n'était pas homme à tromper son maître ni à se tromper en pareille matière.

L'homme incorruptible de l'époque, le seul, oserais-je dire, fut le successeur de Troubetzkoï au Sénat, Jacques Petrovitch Chakhovskoï, celui-là même auquel l'avènement d'Élisabeth avait ménagé un si déplaisant réveil. Un type curieux et une figure bien russe par un mélange très particulier de souplesse et de raideur, invariablement maintenu à travers toutes les vicissitudes d'une carrière très agitée. Je l'ai montré courbant l'échine devant Bühren, et, ancien compagnon d'armes de Münnich, acceptant, sans se faire prier, de basses fonctions de policier. Exclu du Sénat après le coup d'État, chargé des plus ingrates besognes, comme de présider à l'exécution des sentences d'exil prononcées contre ses anciens amis et protecteurs, il eut vite fait, à force de courbettes nouvelles, de se caser, et de se bien caser, au Synode, comme procureur. Une fois dans la place, il déploya de remarquables talents d'administrateur, en même temps qu'une fermeté de caractère peu commune, bataillant avec les membres de la haute assemblée pour introduire quelque ordre dans leurs bureaux et bravant la colère d'Élisabeth pour défendre leur autorité et leurs intérêts (3). Ils lui surent moins gré de sa bravoure qu'ils ne furent offensés par ses entreprises sur leur paresse et leur incurie, et l'Impé-

(1) Au roi, 10 sept. 1742. Archives de Berlin.
(2) *Mémoire* du 31 janv. 1761, déjà cité.
(3) Blagovidov, *Les procureurs du Synode au dix-huitième siècle*, 1899, en russe, p. 149.

ratrice fit droit à leurs instances réitérées en se souvenant que l'ex-policier avait été soldat et en le faisant passer au commissariat général de la guerre. Il s'y querella avec tout le monde, repoussa victorieusement des assauts, où — on doit l'en croire sur sa parole — son honnêteté hésita quelque temps entre le gain et le devoir, et fut moins heureux dans un démêlé avec Alexandre Chouvalov. L'aventure est trop caractéristique pour que je ne la rapporte pas. En 1758, au début de la guerre de Sept ans, Moscou se trouva encombrée de blessés. L'unique hôpital de la ville se trouvait trop étroit pour les loger, et, sur le bruit qu'ils apportaient des maladies contagieuses, les habitants fermaient leurs portes. Les malheureux s'entassaient dans les rues, sans abri, privés de tout secours. Chakhovskoï découvrit au Kreml une ancienne brasserie, inutilisée depuis de longues années, où il imagina de transporter certains services de l'hôpital, la buanderie notamment, pour faire de la place. Il se félicitait de l'expédient, quand on lui remit ce billet du terrible chef de la Chancellerie secrète : « J'apprends que vous avez introduit des malades et des blanchisseuses dans les locaux affectés à la préparation des boissons pour la table de Sa Majesté. Si cela est vrai, je donne ordre que les susdites personnes soient immédiatement expulsées et logées dans votre propre appartement, sans excepter votre chambre à coucher. »

Ainsi, en pleine campagne, sous le coup des plus redoutables responsabilités, était traité un commissaire général de la guerre qui s'avisait d'être un honnête homme et de faire son devoir.

Et Chakhovskoï ne broncha pas. On lava du linge dans sa chambre à coucher, et, réfugié chez un ami, il affecta d'en rire. Il n'en passa pas moins pour un gêneur et fut encore déplacé. Très honorablement pourtant, grâce au favori, Ivan Chouvalov, qui, je l'ai dit, avait des sentiments généreux. Troubetzkoï quittant le poste de procureur au Sénat, il fit attribuer sa succession à l'ex-commissaire. Mais au Sénat Pierre Chouvalov régnait en maitre. Le nouveau procureur commença par réclamer des rapports de comptabilité, qui depuis long-

temps faisaient défaut. S'étant adjugé, entre autres sources de revenu, la direction de la Monnaie, Pierre Ivanovitch prétendait se soustraire à tout contrôle. Une querelle éclata en pleine assemblée et fut suivie d'une explication plus orageuse encore, en présence du favori, qui essayait d'intervenir. Chakhovskoï ramassa toutes les accusations qui traînaient contre le grand prévaricateur, et mêlant le faux au vrai, s'emportant dans son rôle de justicier jusqu'au déni de toute justice, il jeta cette boue à la face de son adversaire dans un flot d'invective vengeresse. L'issue de la querelle ne pouvait être douteuse, mais la maladie et la mort d'Élisabeth survenant, ce fut Pierre III qui se chargea de mettre fin au débat en renvoyant Chakhovskoï à la campagne, où il resta jusqu'en 1766, pour reprendre ensuite place au Sénat, mais comme simple membre de l'assemblée, et mourir en 1777 (1).

Vers la fin du règne une capacité se révéla dans les bureaux des affaires étrangères, A. V. Olsoufiov, qu'Élisabeth sut préférer pour le secrétariat de son cabinet aux deux candidats proposés par Vorontsov, dont l'un était l'ex-fiancé supposé de l'Impératrice, Narychkine, et l'autre Pierre Tchernichov, qui, ambassadeur à Berlin et plus tard à Paris, s'était fait remarquer par des dépêches où, suivant un rapport officiel, on ne trouvait « ni style, ni composition, ni sens compréhensible, et pas d'autres nouvelles que sur les bals de la cour (2) ». Esterhazy, en annonçant le départ de ce diplomate pour la France, écrivait : « C'est un idiot (3). » Olsoufiov fut la cheville ouvrière du département jusqu'à la mort de l'Impératrice.

Si la diplomatie d'Élisabeth n'a pas laissé de souvenirs brillants, ses armes ont jeté un éclat qui n'a pas été égalé, depuis, dans les fastes militaires du pays. Pourtant je n'éprouve aucun embarras ni aucun scrupule à placer de plain-pied à la suite des personnages qui précèdent les principaux chefs

(1) Chakhovskoi, *Mémoires* déjà cités ; Matouchkine, *Biographie*, 1810, en russe ; Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 345 et suiv.

(2) Alexandrenko, *Les agents diplomatiques de la Russie au dix-huitième siècle*, 1897, t. I, p. 344, en russe.

(3) A Kaunitz, 16 oct. 1760. Archives de Vienne, en all.

d'armée ayant participé à cette gloire. Non pas que je veuille méconnaître les héros véritables de la guerre de Sept ans. J'entends et j'espère leur rendre justice due. Mais ils ne sauraient trouver place dans ce chapitre. Ils n'ont pas de nom. Ils ont été la foule anonyme de soldats obscurs que la Russie a toujours trouvés en nombre pour arroser les champs de bataille d'un sang versé sans épargne et pour y donner l'exemple, souvent victorieux, des plus mâles vertus.

En 1746, le baron Pretlack, ambassadeur de Marie-Thérèse et général de ses armées, décrivait ainsi la situation de l'armée russe au point de vue du haut commandement : « Il n'y a que deux maréchaux en service ; le premier est le prince Troubetzkoï, homme âgé de quatre-vingt-cinq ans et qui depuis 1700 ne sert plus et n'a jamais servi que comme lieutenant-colonel, ayant été en cette qualité vingt-deux ans prisonnier en Suède... L'autre est Lascy, un très digne et brave homme, mais malheureusement fort cassé et presque plus en état de sortir de sa chambre. Le premier général en chef est le bonhomme Romanzov..., qui dort vingt heures par jour et mange et boit les quatre autres. Outre cela, quand il veille, il ne fait que trop connaître qu'il est adonné à la France depuis que La Chétardie a fait avoir une pension de 3,000 roubles à sa femme... D'ailleurs, il n'a jamais été soldat, car le plus brillant service qu'il ait rendu de sa vie a été un commandement à l'hôpital, en Ukraine. Le second est Keith, très suspect, tant par rapport à la France qu'à cause de la Prusse ; par conséquent, on ne pourra jamais lui accorder un commandement d'armée. Aussi on lui destine déjà le commandement d'un district sur les frontières de la Perse ou de la Tartarie... Le troisième est le prince Repnine..., un fort bon homme et qui, se connaissant, ne s'avise pas de se faire passer pour soldat... Le quatrième, et qui proprement n'est que titulaire, est Saltykov, un vieil imbécile et véritablement radoteur. Aussi n'est-il avancé que parce qu'il a fait le fol sous le règne de l'impératrice Anne (1). »

(1) Pétersbourg, 29 août 1746. Archives de Vienne, en fr.

Résumons : deux octogénaires invalides, deux bons vivants qui n'ont rien de militaire, un étranger suspect et un histrion. Il n'est pas étonnant que, se disposant à envoyer une armée sur le Rhin, Élisabeth ait voulu, à ce moment, emprunter un général à l'Autriche. Mais Marie-Thérèse n'avait pas à cet égard du superflu, et Pretlack lui-même, sollicité, montra qu'il partageait le sentiment de d'Éon sur la façon la plus prudente de s'orienter dans la patrie adoptive des Münnich et des Ostermann. Quatorze ans plus tard, pour faire face à Frédéric, la fille de Pierre le Grand ne devait trouver que le « vieil imbécile », dont Pretlack faisait si peu de cas. Les autres étaient morts ou avaient quitté la Russie, comme le fils de Lascy ou encore James Keith. Celui-ci avait sollicité une place pour son frère, le fameux milord-maréchal. « Nous avons assez de maréchaux », répondit Élisabeth. Et James Keith alla chercher fortune ailleurs. Frédéric en profita ; il eut les deux frères à son service, et, à l'ouverture des hostilités avec la Russie, la chance de se mesurer avec Étienne Fiodorovitch Apraxine, dont Williams disait en 1756 : « Il n'a jamais vu l'ennemi et n'a pas la moindre envie de le voir (1). » C'était un peu exagérer les choses. Pourvu sous l'impératrice Anne d'une puissante protection par sa mère, Hélène Léontievna Kokochkine, épouse en secondes noces du redoutable Ouchakov, Apraxine avait obtenu de servir sous Münnich comme aide-major général et de garder ce poste en dépit de sa sottise et de son indolence. Depuis, dans la chronique scandaleuse du temps, sa biographie s'était chargée de divers traits déplaisants, une vilaine histoire de jeu chez Cyrille Razoumovski, une complaisance trop marquée à favoriser le commerce galant de sa fille Hélène Stepanovna Kourakine avec Pierre Chouvalov. Mais les chroniques contenant fréquemment autant de mensonges que de scandales, je suis porté à m'en tenir au jugement et à l'impression du marquis de l'Hôpital, qui, bien reçu par le commandant en chef russe à son quartier général de

(1) *Pol. Corresp.*, t. XIV, p. 80.

Riga, admirablement hébergé, ne saurait passer pour un témoin à charge. Il a vanté la figure noble et belle du général, à peine déparée par un excès d'embonpoint, sa physionomie ouverte et même sa sobriété, en dépit de plaisirs de table autrefois partagés avec le roi de Pologne. Il a admiré « ses manières affables, sa magnificence, ses libéralités envers le soldat et sa justice envers tout le monde ». Il a loué sa résolution de laisser à Riga « une quantité de jeunes dames qui composaient sa cour ». Et quoi qu'on lui en ait dit, il s'est refusé à admettre chez un homme aussi aimable un défaut de valeur égal à une absence notoire de talents militaires. Mais sur ce dernier point, l'examen de l'armée et de son chef n'a pu lui laisser aucun doute (1).

Ce fut le vainqueur de Gross-Jaegersdorf (30 août 1757). Disgracié bientôt après et mis en jugement pour avoir battu en retraite après cette victoire, il mourut d'une attaque d'apoplexie au cours de son premier interrogatoire.

Son successeur, le comte Guillaume Fermor, d'origine anglaise, semble avoir eu plus de capacité, surtout comme officier de génie, bien qu'il n'ait pas brillé à Zorndorf; mais, quand il dut céder à son tour la place à Saltykov, l'attaché militaire français, de Montalembert, en exprima ainsi son contentement : « Quoique M. de Saltykov ne soit pas à beaucoup près un général habile et entreprenant, nous l'aimerions encore mieux que M. Fermor, qui, avec aussi peu de talents et de connaissances militaires, a des inclinations moins bonnes et passe même pour être absolument dévoué à nos ennemis (2). » Je me garderais de rapporter ici une opinion individuelle, si autorisée qu'elle pût paraître. Se trouvant dans le cas, un mois plus tard, de discuter la préférence à donner à l'un ou l'autre des deux généraux, Esterhazy s'excusait sur la difficulté de choisir « entre un traître et un imbécile (3) ».

Cela n'empêcha pas Saltykov d'infliger à Frédéric la plus

(1) A Choiseul, 7 juin 1757. Aff. étr.
(2) 6 octobre 1760. Aff. étr.
(3) A Kaunitz, 7 nov. 1760. Archives de Vienne, en all.

sanglante défaite que le vainqueur de Rosbach ait subie au cours de sa carrière. Mais cela fit qu'il n'en sut pas mieux profiter que son prédécesseur, et qu'en désespoir de cause, Élisabeth en arriva à se rejeter sur son ancien amant, Alexandre Borissovitch Boutourline. De celui-ci, Esterhazy, qui avait l'épithète lourde, déclara aussitôt que c'était « un autre idiot sans aucune connaissance de la guerre (1) ». Et cette fois, M. de l'Hôpital lui-même lui fit écho : « M. de Boutourline n'a ni esprit ni talents. Il n'a jamais servi que contre les Perses et les Tatares et dans l'intérieur de la Russie. Il est ivrogne et ignorant (2). »

Ces appréciations, je ne dois pas le cacher à mes lecteurs, sont fortement contredites par la plupart des écrivains militaires russes, aux yeux desquels, vainqueurs de Frédéric ou lui ayant tenu tête avec honneur, tous ces généraux ont par eux-même fait preuve d'aptitudes suffisantes à se mesurer avec le grand capitaine (3). Si je me suis porté cependant non pas seulement à indiquer les éléments d'une opinion opposée, mais encore à l'adopter, c'est qu'en dehors d'un ensemble de témoignages difficile à écarter, elle m'a semblé confirmée par les faits même que j'aurai plus loin à mettre en lumière.

Un des lieutenants de Boutourline, le comte Zakhar Grégoriévitch Tchernichov, me paraît avoir seul montré, à cette époque, dans les rangs du haut commandement, l'esprit, la valeur et le ressort d'un chef. Encore le mérite des opérations où il a brillé est-il peut-être à attribuer en grande partie à son acolyte habituel, l'Autrichien Laudon. Les campagnes de la guerre de Sept ans, et notamment la bataille de Gross-Jaegersdorf, passent d'autre part pour avoir révélé, mais dans un poste inférieur encore, le futur « Turenne russe », comme l'a appelé l'historien Karamzine, le grand homme de guerre du règne suivant — et le fils du vieillard somnolent et du gros mangeur

(1) Au même, 23 fév. 1760. Archives de Vienne, en all.
(2) A Choiseul, 16 fév. 1759. Aff. étr.
(3) V. pour ce point l'ouvrage déjà cité de M. Rambaud, *Russes et Prussiens*. L'auteur y a fait de nombreux emprunts aux sources russes les plus autorisées et notamment au savant historien de la guerre de Sept ans, M. Maslovski.

signalé en 1746 par Pretlack : Pierre Alexandrovitch Roumiantsov.

Ce n'étaient que des officiers en sous-ordre. Frédéric les ignora. Mais en faisant état de leurs chefs hiérarchiques « imbéciles, idiots », ou corruptibles, comme le fut notoirement un autre compagnon d'armes de Tchernichov, Tottleben, le vaincu de Künersdorf, a commis une erreur capitale : avec l'Europe contemporaine tout entière, il a méconnu ce qu'il y avait derrière eux, comme aussi derrière leurs émules politiques, les Bestoujev et les Vorontsov, je veux dire la poussée formidable d'une race jeune et forte, qui sur les champs de bataille choisis par la stratégie savante d'un ennemi redoutable, comme à travers les pièges habilement dressés par la plus habile diplomatie, devait affirmer son énergie indomptable et son irrésistible élan.

Je passe à un aperçu rapide de l'histoire intérieure du règne.

CHAPITRE IV

ÉVOLUTION POLITIQUE

I. Organisation politique. — Suppression du Cabinet des ministres. — Rétablissement du Sénat dans ses anciennes prérogatives. — La conférence des ministres. — Réorganisation des collèges. — Abandon du programme unificateur de Pierre le Grand. — Le rétablissement du *hetmanat* en Petite-Russie. — Progrès en sens contraire. — La fin de l'autonomie cosaque. — La colonisation des steppes. — L'organisation de la Sibérie. — II. Administration. — Le système des expédients. — Vénalité des emplois et excès en résultant. — Impuissance de l'autorité centrale. — Vices de l'administration judiciaire. — III. Législation. — Pléthore d'oukases. — Essai de codification. — Réforme du système pénal. — Histoire des peines corporelles. — Suppression de la peine de mort. — Tendances libérales contrariées par le zèle religieux d'Élisabeth et par les fatalités de sa situation politique. — IV. Haute police et police administrative. — La chancellerie secrète. — Le complot perpétuel. — La sécurité publique. — Traitement inégal. — Le brigandage. — Complicité des autorités administratives, de l'armée, de la population. — Les incendies. — Répercussion sur l'état économique du pays. — V. Régime économique. Les monopoles. — Abandon des principes de Pierre le Grand. — La protection de l'industrie et du commerce. — Le système de l'intervention intelligente de l'État. — Ses erreurs. — Un inventeur génial. — Les automobiles et le compteur horo-kilométrique de Chamchourenkov. — Les contradictions du système — Lois somptuaires. — Résultats médiocres. — Les causes. — VI. Finances. — Rupture d'équilibre. — Expédients et endettement. Absence de comptabilité. — Pillage général. — Conséquences de la guerre. — Inaptitude du pays à soutenir le rôle qui lui est imposé. — VII. Armée et flotte. — Jugement des contemporains sur l'organisation militaire de l'empire. — Défauts de cette organisation. — Les réformes de 1755. L'élément moral. — Dépérissement de la flotte. — L'œuvre de Pierre le Grand compromise. — Son caractère paradoxal. — Conséquences.

Cette partie de mon sujet, la matière de ce chapitre et celle du chapitre suivant, pourrait, au gré du plus récent historien qui y ait touché à l'étranger, être traitée par prétérition. Bien au delà du règne d'Élisabeth et jusqu'à l'époque du grand réveil national déterminé par les désastres de la campagne de Crimée, le peuple russe, colosse endormi d'un sommeil séculaire, n'aurait, en dehors de sa diplomatie et de ses armées,

vécu à son foyer aucune heure qui méritât d'être marquée au cadran de l'histoire (1). Un instant de réflexion suffit à faire justice d'une conception aussi peu scientifique. La vie des groupes humains ne comporte pas de telles dissociations entre leur existence intérieure et leur rôle extérieur, et ce n'est pas à un peuple de marmottes que Napoléon I[er] s'est heurté dans les murs de Moscou. Mais l'erreur de jugement qu'il est aisé de mettre en évidence sur ce point réclame une explication, tant on la voit commune chez ceux qui se sont occupés du passé de la Russie.

Elle a sa raison d'abord dans un dédoublement très réel, face brillante et prestigieuse d'un côté, face terne et ravalée de l'autre, qui s'est longtemps maintenu dans l'histoire du pays. J'aurai à y insister. Une autre raison vient des difficultés multiples que présente l'étude de cette partie obscure d'une évolution historique dont les phases se poursuivent devant nos yeux. L'histoire extérieure de la Russie au dix-huitième siècle est un soleil qui se lève à l'horizon européen. Son histoire intérieure garde encore aujourd'hui l'apparence d'une nébuleuse. L'évolution est commune aux deux corps, ou plutôt il n'y en a qu'un, identique dans sa substance, obéissant à une loi unique de gravitation et d'impulsion à travers l'espace, divers seulement dans ses modalités et diversement perceptible au point de vue où nous sommes placés. Nous connaissons par le menu les péripéties des batailles livrées par Frédéric aux généraux d'Élisabeth, et dans les négociations qui ont préparé ces rencontres sanglantes aucun détail ne nous échappe. Nous n'avons qu'une idée confuse, si même nous en avons une, de ce que pouvait être, à cette époque, la vie intime d'un village, d'une commune, d'une province de l'immense empire, où s'élaboraient et se puisaient les éléments d'une lutte ainsi engagée et victorieusement soutenue au dehors. Les documents manquent. Peu ont été publiés. Les plus essentiels demeurent inaccessibles pour les chercheurs

(1) Nisbet Bain, *The daughter of Peter the Great*. Londres, 1900, p. 5.

même que ne rebuteraient pas des fouilles pénibles dans les archives. Aussi bien ne me flatté-je pas de surmonter ces obstacles. Mais je ne saurais me refuser à la tentation, et au devoir, d'un essai modeste ayant pour objet de nous rapprocher de ce domaine inexploré et d'en prendre une vision au moins superficielle. Les sommets y sont comme de raison le moins malaisément accessibles.

I

ORGANISATION POLITIQUE

La forme donnée au nouveau gouvernement marqua d'abord un retour décisif dans la voie de Pierre le Grand sur les points où, moins en théorie qu'en pratique, les régimes précédents avaient tendu à s'en écarter. Le *Cabinet des ministres* supprimé rendit au *Sénat* les attributions administratives, judiciaires et législatives dont ce rival l'avait progressivement dépouillé. Mais la restitution ne devait être qu'éphémère. Les mêmes causes tendant à produire les mêmes effets, l'incompatibilité de la forme collégiale avec les exigences de l'administration s'affirmant à nouveau, une *Conférence des ministres* remplaça le *Cabinet* et parut destinée à opérer sous un autre nom une absorption analogue des pouvoirs. L'assiduité dont Élisabeth se piqua quelque temps aux séances du Sénat eut bien pour effet de maintenir l'autorité de la haute assemblée, en même temps que, motivée par des considérations dynastiques et confiée à ses soins, la revision des oukases rendus sous les règnes précédents l'élevait dans le domaine législatif au-dessus de toute compétition. Un oukase du 6 août 1746 subordonnant à l'approbation du Sénat tous les arrêts portant la peine capitale consacra de même la souveraineté de son pouvoir judiciaire. Ses attributions administratives demeurèrent toujours très étendues et très variées. En 1746, par exemple, le Sénat eut à s'occuper de la qualité et de la couleur des

velours fabriqués en Russie. Les étoffes à ramages, rouge cramoisi sur fond clair, furent condamnées par les pères conscrits de Saint-Pétersbourg, non sans que la souveraine ait fait sans doute valoir à cette occasion sa compétence spéciale.

Le zèle ainsi témoigné par Élisabeth devait, malheureusement, subir bientôt les éclipses que l'on sait. Au début, elle se réserva le contrôle direct du droit de pétition garanti à ses sujets. Des jours furent fixés pour la présentation des placets. Mais il se trouva qu'à chaque jour indiqué une autre occupation empêchait l'Impératrice de se livrer à celle-ci. C'était une chasse, c'était une promenade, c'était une conversation avec une marchande de modes. Et, en mai 1743, décision dut être prise de renvoyer les placets à un bureau spécial. Pour les autres services se rattachant à la personne de la souveraine et comme organe de transmission entre elle et le gouvernement, le *Cabinet de cour* fut rétabli. Toujours « comme sous Pierre le Grand ».

Les *Collèges* étaient maintenus, cela va sans dire. Toutefois, en 1744, Élisabeth fit supprimer celui qui administrait les biens appartenant aux monastères et aux évêchés et jugeait les procès ecclésiastiques sous le contrôle du Sénat. Les attributions de ce Collège laïque furent conférées à une Chancellerie ecclésiastique relevant directement du Synode. Grande victoire pour les tendances cléricales que favorisait le nouveau régime.

Parmi les Collèges qui restaient, quelques-uns ne conservèrent qu'une autorité nominale. Ainsi le Collège des affaires étrangères après l'avènement au pouvoir de Bestoujev. De propos délibéré, le chancelier n'y mit jamais les pieds, expédia toutes les affaires dans son cabinet particulier. Un fonctionnaire du département s'insurgeant contre le mépris ainsi témoigné à des collègues, Bestoujev haussait les épaules : « Que voulez-vous que je fasse avec eux ? Ils n'ouvrent jamais un avis et ne sont capables que de me contredire, mais sans jamais conclure à rien (1). »

(1) Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXII, p. 231.

Ainsi l'œuvre théorique du réformateur se défaisait spontanément dans l'application. Sur un point particulier, d'ailleurs, une nouvelle réforme organique, la plus importante du règne, opéra une rupture complète avec l'héritage politique du grand homme, attestant l'incapacité des héritiers à en maintenir l'intégrité, alors même qu'ils se proclamaient le plus dévoués à cette tâche.

Dans l'exécution d'un programme d'ensemble destiné à compléter l'unification des diverses parties de l'empire, Pierre avait supprimé, nous le savons, l'organisation autonome de la Petite-Russie et confisqué les pouvoirs du *hetmanat*. Depuis la mort du dernier *hetman*, Apostol, en 1734, le pays était administré par une commission provisoire de six membres, moitié russes, moitié nationaux. Et ce provisoire menaçait de s'éterniser. en même temps que les commissaires russes s'attribuaient sur leurs collègues une prééminence de plus en plus sensible. Ces derniers ne laissaient pas de s'en plaindre vivement; mais jusqu'à l'avènement d'Élisabeth il n'y avait aucune raison pour qu'on fît droit à leurs réclamations. Il y en eut une après, et elle s'appelait — Razoumovski. Du jour au lendemain la situation se trouva changée, et une série de mesures réparatrices annonça aux enfants de la libre Ukraine que les temps d'épreuve allaient cesser pour eux. En 1744, l'Impératrice parut à Kiév et consentit à recevoir une députation demandant le rétablissement du *hetmanat*. C'était déjà presque une promesse. Une autre députation se rendit peu après à Pétersbourg pour assister au mariage du grand-duc, et revint avec des assurances positives. Leur réalisation immédiate ne rencontrait un obstacle que dans la personne du *hetman*. Bien qu'il dût être *élu* par ses futurs administrés, il était entendu que leur choix se porterait sur le frère du favori. Mais on devait attendre : le candidat n'avait que seize ans. Quand il en eut vingt et un, la comédie de l'élection fut jouée avec un grand apparat à Gloukhov, et au jour fixé, le 22 février 1750, Cyrille Razoumovski recueillit l'unanimité des suffrages.

Entre temps, on s'était appliqué à améliorer de toutes

façons la condition de la province. Des mesures énergiques avaient été prises pour combattre le fléau des incendies qui la ravageaient continuellement, des sommes considérables envoyées pour apporter quelque soulagement à d'atroces misères. Le rappel de sept régiments russes cantonnés dans le pays avait réjoui les habitants, en faisant droit à une de leurs doléances le plus fréquemment exprimées. Maintenant, la commission mixte, dans laquelle ils voyaient un instrument d'oppression, cessa d'exister. Tous les fonctionnaires russes quittèrent le pays, et son administration, qui relevait du Sénat, se trouva de nouveau rattachée au Collège de affaires étrangères, disposition qui passait, non sans raison, pour un gage d'indépendance au moins relative. Le rétablissement de la résidence du *hetman* à Batouryne, l'ancienne capitale de Mazeppa qui n'était plus qu'un monceau de ruines, sembla l'affirmer également, en un retour aux traditions glorieuses du passé.

Malheureusement, le hetman s'ennuya dans le nouveau palais qu'on se hâta de lui bâtir, et il ne tarda pas à alléguer des raisons de santé pour obtenir qu'on le rendit aux douceurs du climat pétersbourgeois. Élisabeth se laissa attendrir, et la résidence de Batouryne abandonnée livra le gouvernement du pays à la fantaisie de subalternes peu scrupuleux et de parents rapaces que Cyrille y laissait. Même en restant au milieu d'eux, il eût d'ailleurs été fort incapable de les diriger ou de les contenir, et, dans un autre sens, la cause qu'il était censé représenter n'eut pas à se louer de son initiative personnelle, en tant qu'il arriva à en exercer une. On lui avait donné un mentor, qui s'appelait Tiéplov, et qui à lui seul valait les trois membres russes de l'ancienne commission. Ce personnage s'employa avec un zèle passionné à contrarier les tendances libérales du nouveau régime, qui continuaient à s'affirmer en 1754 par un oukase autorisant le commerce du blé entre la Russie et la Petite-Russie, en 1755 par la suppression des droits d'entrée prélevés sur les produits étrangers au profit de la métropole, puis par l'abolition successive d'un grand nom-

bre de taxes intérieures grevant l'industrie locale. En 1766, inspiré par ses coadjuteurs, Cyrille entra en lutte avec Bestoujev, et, pour faire pièce au chancelier, réclama le retour de son administration au ressort du Sénat. C'était saper à sa base le principe autonomique, et son développement s'en trouva irrémédiablement compromis. En 1761, le Sénat imagina de détacher de la province la ville de Kiév, en en faisant le chef-lieu d'un arrondissement directement administré par lui-même. C'était la décapitation et le commencement d'un retour plus complet, et qui devait être définitif cette fois, au programme unificateur, le génie de Pierre le Grand finissant par y triompher des défaillances de ses successeurs.

Plus au sud, dans les immenses steppes bordant le cours inférieur du Dniéper, le règne d'Élisabeth prépara la fin du *koche* (camp) des *Zaporojtsy*, Cosaques établis derrière les cataractes (*porogi*) du Dniéper, et le commencement de la « Nouvelle Russie ». Après la destruction de leur *siétch* (établissement) en 1709, motivée par leur connivence avec Mazeppa, ces Cosaques avaient essayé l'année suivante d'établir un *koche* au confluent de la Kamionka et du Dniéper. Refoulés, ils firent soumission au khan de Crimée, et, sous sa protection, perpétuèrent sur les rives du Dniéper inférieur dans l'*ourotchichtché* (enceinte avec des limites naturelles) d'Alechki les traditions de la *Kozatchina*. Ils furent les derniers représentants du type. Mais leur nouvelle condition, qui les faisait dépendre de leurs ennemis héréditaires, était pitoyable. Ils inclinèrent à se rapprocher de la Russie et de son tsar. En 1728, Apostol annonça que les *Zaporojtsy* faisaient mine de vouloir revenir à leur ancienne *siétch*, en y acceptant le protectorat russe. Une distraction de Pierre II arrêta ce mouvement propice. Apostol eut ordre de repousser à main armée ces hommes qui voulaient se donner à la Russie. Anne Ivanovna fut plus sage. Tout en construisant par son ordre dans les steppes une ligne de forts qui devait s'étendre du Dniéper au cours supérieur du Don, le général Weisbach noua des relations avec le *koche*. En 1633, avec le consentement de l'Impératrice, le

kochévoï (chef de camp) Milachévitch présida à l'établissement d'un nouveau camp en terre russe, sur la rive droite du Dniéper, dans une presqu'île formée par la petite, mais profonde rivière Podpolnaïa. Une église y fut construite avec l'autorisation de l'archevêque de Kiév. Ce devait être le dernier *koche* cosaque. En 1734, les chefs allèrent à Biélaïa-Tserkov pour y prêter serment devant l'Impératrice et recevoir d'elle un diplôme et la promesse d'une solde. Le pays environnant fut organisé à la cosaque, divisé en *kourègnes* (districts), qui relevaient de deux *tovchtchi* ou départements, administrés par les *palanki*, c'est-à-dire par les assemblées de chefs, la *starchina*.

Ces Cosaques combattirent sous le drapeau russe dans la guerre de Turquie, et le traité de Belgrade (1739) confirma la sujétion de la *Siétch* à l'empire russe. Une convention accessoire attribua à celui-ci tous les territoires des *Zaporojtsy*, à l'exclusion d'une pêcherie (*horda*) sur le Boug. *Zaporojié* et *Siétch* furent désormais à la discrétion de la Russie, qui put choisir son heure pour la suppression des derniers vestiges de l'ancien régime. Mais le gouvernement d'Élisabeth fit preuve, dans cette voie, de prudence, de patience et d'un sage libéralisme, qui eut pour effet de déterminer de ce côté un courant d'émigration et de colonisation plein de promesses. En 1750, Michel Bestoujev se trouvant comme ambassadeur à Vienne, des officiers serbes lui proposèrent leurs services pour former des régiments de hussards et de pandours, moyennant une concession de terrains dans les steppes dniéproviennes. On n'eut garde à Pétersbourg de repousser l'offre, et, l'année suivante, le colonel Horvat parut à Kiév avec 218 compagnons des deux sexes. On lui donna le grade de général et de vastes terres au nord-ouest du *Zaporojié*. Cette colonie, qui s'étendit depuis la rivière Kagalik jusqu'au confluent de l'Omelnik et du Dniéper dans le gouvernement actuel de Kherson, porta le nom de *Nouvelle-Serbie*. En 1753, on commença d'y bâtir le fort de Sainte-Élisabeth, l'Elizavetgrad d'aujourd'hui, sur le cours supérieur de l'Ingoul. Mais les *Zaporojtsy* regardèrent avec méfiance cette construction, la Porte s'en inquiéta, et les tra-

vaux durent être arrêtés. Ce ne fut que partie remise. Le filet était tendu qui avec le *Zaporojié* allait envelopper la Crimée elle-même dans ses mailles progressivement serrées. La tactique, imposée aux armées modernes, des bonds et des arrêts successifs sur une ligne d'attaque a toujours été dans le génie du peuple russe.

En mai 1753, deux autres Serbes, Chévitch et Préradovitch, reçurent une concession de terres dans la partie nord-est du *Zaporojié,* entre le Doniéts du nord et les rivières Bakhmout et Langania. Ce fut la Slavo-Serbie. Les espaces vides entre les deux établissements arrivèrent à être remplis progressivement par des colons bulgares, moldaves et valaques, population bigarrée que Koulich a peinte avec des couleurs vives dans son roman *Mikhaïlo Tchernichenko.* En 1755, elle comprenait environ 2,800 habitants de la steppe, dont 1,300 portant les armes. On imagine bien qu'un ordre parfait n'y régnait pas. Entre ces tribus querelleuses, batailleuses, avides d'indépendance, et un gouvernement poussé par leur désordre même à accentuer des tendances despotiques, les conflits furent fréquents. En 1759, à la demande d'un oukase qui confirmât les privilèges des colons le commandant du fort de Sainte-Élisabeth, Mouraviov, répondait : « L'oukase, c'est moi ! » Jusqu'à la mort d'Élisabeth pourtant, comme la Petite-Russie, le *Zaporojié* conserva une organisation autonome et démocratique.

Quant aux autres Cosaques disséminés sur les frontières sud-est de la Russie, Cosaques d'Azov, d'Astrakhan, du Volga, à défaut de liens également forts les rattachant à d'autres traditions, leur absorption par l'immense empire et leur répartition dans les cadres unifiés de son organisation ne soulevaient pas les mêmes problèmes et ne comportaient pas les mêmes difficultés.

Mais plus loin encore, à l'est, le gouvernement d'Élisabeth dut faire face à une autre œuvre colossale : l'organisation et la colonisation des espaces énormes s'étendant depuis l'Oural jusqu'aux rives de l'Océan. Le premier gouverneur d'Orembourg, J. J. Niépliouiév, l'auteur bien connu de mémoires

fort intéressants, a accompli à cette époque dans ces parages une tâche considérable. Ce gouvernement d'Orembourg fut créé par un oukase de mars 1744. La province relevait antérieurement d'un bureau spécial fonctionnant dans la capitale de l'Empire et comprenait une population où l'élément russe figurait en minorité : 200,000 âmes environ, dont 20,000 fonctionnaires. Mes lecteurs pourront se convaincre à ce propos que l'histoire des colonisations a comporté partout les mêmes errements. Le fond de cette population était fourni par des émigrés d'Asie, Boukhariens, Khiviens, Persans même, mais surtout par des Tatares et des indigènes de races diverses, Bachkirs, Kirghizs, Tchérémisses, Tchouvaches, Votiaks, qu'on avait moins à administrer qu'à combattre. En établissant des usines il fallait les garnir de canons. Pour donner à la capitale du pays une situation stratégiquement mieux assurée, Niépliouiév jugea nécessaire de la déplacer et de fonder à deux cents verstes de distance, sur la rive droite de l'Oural, une autre Orembourg, qui est celle que l'on connait aujourd'hui. Il s'occupa aussi de mettre aux prises entre elles ces populations turbulentes, en même temps qu'obéissant à des tendances qui se faisaient jour en haut lieu et dont la valeur pratique ne lui échappait pas, il développait une propagande religieuse très active, dont les effets furent rapidement sensibles, surtout parmi les Kalmouks. Sans montrer une aptitude particulière à apprécier les bienfaits de la foi chrétienne, ces naturels, parmi lesquels Apraxine et les autres futurs conquérants de la Prusse devaient recruter les pillards les plus déterminés de leurs armées, faisaient preuve d'une grande avidité, et les conversions étaient payées.

En 1746, trois années après sa fondation, la nouvelle Orembourg compta déjà six cent vingt-huit maisons, quatre églises et cent soixante-quinze boutiques, dont une quarantaine dans un *gostinnyï dvor* (bazar) bien achalandé. Malheureusement, rappelé en 1758, Niépliouiév n'eut pas des successeurs dignes de lui (1). Ce furent des fonctionnaires d'un type qui

(1) Niépliouiév, *Mémoires*, Pétersb., 1893, p. 134 et suiv., en russe.

devait être commun à une époque où, récemment transformée d'après les modèles européens, l'administration de l'empire entier n'arrivait, dans toutes les voies et à tous les degrés, qu'à greffer des éléments nouveaux de corruption sur les pires errements du passé.

II

ADMINISTRATION

Réduit à des expédients, toujours mauvais conseillers, Pierre lui-même avait fait retour à quelques-unes des plus détestables pratiques de l'ancien régime. En 1713, comme les employés d'un bureau se plaignaient de ne pas recevoir leur traitement, et comme on n'avait pas de quoi les satisfaire, un oukase (29 mars 1713) décida qu'ils auraient à se dédommager avec la gestion des affaires étrangères et avec les affaires de Stroganov. Stroganov était un richissime industriel en relation avec l'État. Le cas d'un des hommes d'État les plus éminents de l'époque, Tatichtchev, est curieusement indicatif des idées et des procédés qui beaucoup plus tard encore se perpétuèrent dans ce domaine. Mis en jugement en 1739, à raison d'exactions opérées sur la frontière de la Sibérie, ce fonctionnaire resta des années sous le coup de poursuites ainsi inaugurées, sans cesser d'exercer d'importantes fonctions. Il était gouverneur d'Astrakhan quand, en 1745, un arrêt du Sénat le condamna à de nombreuses restitutions, sans lui enlever son poste (1). On devine le cas que les administrés devaient faire de cet administrateur.

L'idée que le peuple se faisait en général des hommes nantis, sous de tels auspices, d'une part quelconque de pouvoir se traduit naïvement dans un placet adressé à Élisabeth. La femme d'un enseigne du régiment de Préobrajenski sollicite le *tchine* d'assesseur de collège pour son mari et offre en échange à la souveraine quatre petits chiens, parmi lesquels il

(1) Soloviov, *Histoire de Russie*, t. XXII, p. 9-25.

y a une *Jeannette* et un *Marquis :* indice curieux de la propagation des mœurs françaises (1).

Comme par le passé, toute place est considérée comme un objet de rapport, par conséquent un objet vénal. En 1761, le nouveau *voiévode* de Mangazeï en Sibérie se vante d'avoir payé la sienne 30,000 roubles (2). Nécessairement il s'applique à rentrer dans ses frais. Observez toutefois qu'il n'y a là rien de commun avec les charges et offices de l'ancien régime dans d'autres pays, emplois ou bénéfices comportant à l'usage des titulaires une part de revenus déterminée. Ici rien de fixé, ni même d'expressément autorisé. Simplement un régime de tolérance appliqué du haut en bas de l'échelle administrative et permettant à l'administrateur de vivre sur l'administré. C'est-à-dire que c'est le brigandage. Il s'exerce partout, provoquant d'incessantes réclamations, mais rarement une répression efficace. Ainsi les marchands de Biélgorod se plaignent que le voiévode Morozov fait donner le fouet et même couper les oreilles à ceux d'entre eux qui ne veulent pas l'aider à piller le trésor, et on les laisse se plaindre. Ainsi tel autre voiévode, parent de Danilov, l'auteur de mémoires intéressants sur cette époque, a coutume de faire une tournée aux environs de Noël et, imitant les chanteurs de noëls, de recueillir une moisson abondante d'aumônes forcées. On ne trouble pas ses habitudes. Ainsi Élisabeth elle-même dénonce au Sénat le gouverneur de Voronéje, Pouchkine, et le gouverneur de Biélgorod, Saltykov, qui rançonnent odieusement les habitants, et le Sénat fait la sourde oreille (3). Parfois des circonstances exceptionnelles provoquent des répressions sévères, dans la manière de Pierre I[er]. En 1754, on donne le knoute au prince Alexandre Kropotkine et au clerc de bureau Ivan Siémionov pour une vulgaire affaire de pots-de-vin. Mais la part du caprice est si évidente dans ces exécutions, l'absence

(1) *Archives russes*, 1867, p. 189.

(2) Karnovitch, *Personnages remarquables et énigmatiques du dix-huitième et du dix-neuvième siècle*, Pétersb., 1893, p. 48, en russe.

(3) Goltsev, *La législation et les mœurs en Russie au dix-huitième siècle*. Pétersb., 1883, p. 45, en russe.

d'une répartition égale de justice si flagrante, qu'au point de vue d'une influence moralisatrice, l'effet en demeure nul.

Et dans les provinces éloignées, au fond de la Sibérie, cette justice, même boiteuse ou fantaisiste, n'atteint jamais les coupables. Là-bas c'est la licence complète, absolue. *Na niébié Bogh a v Irkoustkié Kokh* (Dieu au ciel et Koch à Irkoutsk), dit l'un des satrapes qui sévissent dans ces parages. Là-bas un simple assesseur de collège fait enlever le saint Georges qui décore l'écusson d'une ville, pour y placer, dans un encadrement de lauriers, une inscription commémorant son passage dans ce lieu. A Astrakhan même, l'Orient se prolonge au milieu d'excès de toute nature, et l'on voit un officier de la garnison traîné dans les rues par les pieds, après avoir été fouetté sur l'ordre d'un pacha déguisé en général.

Il est juste de dire qu'une des raisons qui empêchaient le gouvernement d'Élisabeth d'intervenir plus efficacement dans la répression de ces désordres, la principale même, c'était son impuissance. Il ne savait que légiférer. Le recueil complet des lois en compte 3,830 rendues sous ce règne, 800 de plus que sous Pierre Ier, qui pourtant n'avait pas laissé chômer cette partie de ses attributions autocratiques. Mais un des derniers produits de l'incontinence législative ainsi manifestée, l'oukase du 16 août 1760, en traduit d'une façon saisissante les résultats négatifs, faisant saillir aussi un des défauts essentiels du régime contemporain : la confusion des rôles et des attributions perpétuée entre législateurs, juges et administrateurs. Cet oukase n'est pas une loi ; c'est une diatribe, et aucun historien n'en a rédigé, depuis, de plus virulente. Il dénonce pêle-mêle le mépris des lois professé par ceux-là même dont c'est le devoir de les appliquer ; les désordres se maintenant et se multipliant dans diverses branches de l'administration ; les tribunaux convertis en marchés, où l'avidité et la négligence des juges proscrivent toute justice et servent d'encouragement à tous les crimes ; les procès traînant indéfiniment en longueur ; les magistrats démesurément enrichis ; les intérêts de l'État sacrifiés par ceux qui en ont la charge ; le vol

répandu partout : dans l'exercice des monopoles de l'État, dans le recrutement, dans la perception des impôts (1)...

L'administration de la justice, clochant d'un pied, s'égarant de l'autre dans les plus honteuses compromissions, faisait mal une partie de sa besogne et laissait l'autre en souffrance. En 1755, elle réglait définitivement le sort d'un bas fonctionnaire de Iouriev, convaincu d'avoir, de concert avec le voiévode, Timéniev, fait périr un paysan dans d'atroces tortures, — et le fait remontait à l'année 1739! L'affaire demeurait sur le rôle, et les inculpés restaient en prison depuis ce temps-là. L'un d'eux avait eu le temps de mourir (2).

Les magistrats n'étaient pas seuls responsables de tels retards que l'on voit multipliés dans l'histoire judiciaire du temps. Le 11 mars 1754, au cours d'une séance du Sénat exceptionnellement honorée par la présence de l'Impératrice, Pierre Chouvalov en indiqua une autre cause, plus déterminante encore à son avis : l'état de la législation elle-même, où, depuis Pierre le Grand, les oukases s'entassaient les uns sur les autres dans un désordre inextricable. Élisabeth appuya l'observation avec énergie : « Un ange ne s'y reconnaîtrait pas! » déclara-t-elle, ajoutant que beaucoup de ces lois étaient incompréhensibles, quelques-unes ne répondaient plus aux mœurs et aux idées du temps. C'était parler d'or, et aussitôt, ainsi mis en demeure, le Sénat décida de commencer la rédaction d'un ensemble de lois « claires et intelligibles ». Toutefois, comme cela se passait à Moscou, il fut décidé qu'on attendrait le retour de l'assemblée à Pétersbourg pour se mettre à l'œuvre, et comme les jours et les mois suivants l'Impératrice eut d'autres préoccupations, elle ne pressa aucunement ses sénateurs.

(1) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 342-3.
(2) *Ibid.*, t. XXIII, p. 276.

III

LÉGISLATION

Une année plus tard seulement, le 1er avril 1755, une commission de codification fut mise sur pied, et la lecture des articles du nouveau code constitua la grande occupation du Sénat au cours de cette année. Chtcherbatov nous donne une assez mauvaise idée des commissaires qui les rédigeaient. Il en cite un qu'il dit avoir été poursuivi précédemment pour concussion et vol; un autre incapable de rien comprendre à la besogne dont il est chargé et cupide par-dessus le marché; un troisième, courtisan de Pierre Chouvalov et aussi corrompu que lui. Tous Russes, ces singuliers législateurs. Les deux seules compétences reconnues par Chtcherbatov sont Emme et Struve, deux Allemands qui, observe-t-il, n'avaient guère le moyen de faire valoir leur savoir et leur honnêteté au milieu de tels collaborateurs.

L'œuvre ressembla aux ouvriers. Le code fut rempli d'articles puisés dans les législations étrangères les plus disparates, au gré de la fantaisie individuelle de divers membres de la commission, qui n'avaient d'autre objet que la recherche de textes susceptibles de favoriser leurs intérêts particuliers. La commission se doubla d'ailleurs d'un grand nombre de sous-commissions chargées de la revision des lois et règlements relatifs à divers départements administratifs, tels que le commissariat des approvisionnements, le génie, l'artillerie, le corps des cadets, etc. Commissaires et sous-commissaires s'y perdirent. Dans le domaine de la législation criminelle, les instincts encore sauvages de la plupart de ces hommes — et sous ce rapport l'un des deux Allemands, Emme lui-même, ne faisait pas exception, — s'unissant au désir de faire preuve de zèle dans la répression des fautes dont quelques-uns avaient la conscience chargée, le résultat fut un échafaudage de

supplices à défier l'imagination d'un mandarin. Élisabeth en éprouva une impression d'épouvante et de dégoût. Et l'insuccès de cette partie du code, la première mise en état, ne fut pas pour stimuler le progrès des autres. Mise en défiance de ses propres forces, la commission réclama l'adjonction d'un certain nombre de députés à fournir par la noblesse et la classe marchande, et, avant l'époque fixée pour leur convocation, Élisabeth disparaissait. La suite appartient à l'histoire du règne de Catherine.

Sous le règne d'Élisabeth, malgré son échec et en dépit des tendances barbares qui y ont paru, cette tentative a correspondu indirectement à un progrès sensible dans le développement des idées humanitaires. C'est encore un coin sombre du passé national, douloureux et bizarre à la fois, qui s'évoque ici devant nous. Dans le *oulojénié* (code) du tsar Alexis Mikhaïlovitch des peines corporelles étaient prévues pour cent quarante cas. Le *Domostroï* recommandait « de punir et d'infliger des plaies avec discernement, selon la faute et les faits de la cause ». Les mérites et les bienfaits du fouet ont inspiré la muse de Simon Polotski, l'un des fondateurs de l'éducation nationale, et saint Dimitri de Rostov (Danilo Touptala), l'hagiographe célèbre, écrivait aux élèves de son école : « Enfants, enfants, j'entends de vous de mauvaises choses. Je vous donne un *senior*, A. Iouriev, pour qu'il vous mène sévèrement, comme des chevaux de tziganes... Qui s'insurgera sera honoré du fouet. » Depuis le quinzième jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, dans la lueur rouge des *zastiénki*, où grésillent les charbons ardents et sifflent les lanières de cuir bouilli, dans le grouillement sinistre des échafauds incessamment dressés sur les places publiques, je vois passer entre les mains des bourreaux toutes les classes de la société : des descendants directs d'anciens princes apanagés, des hauts dignitaires, des ecclésiastiques, des femmes du plus haut rang. En 1714, le knoute est appliqué à deux sénateurs ; en 1724, à plusieurs prêtres qui ne sont même pas dépouillés de leur dignité sacerdotale ; sous Élisabeth, à deux dames de l'aristocratie, une

Lapoukhine et une Bestoujev. En 1785 seulement la noblesse et en 1796 le clergé échappent à cette égalité dégradante dans la sujétion au gibet et au fouet, et la franchise est simultanément étendue aux criminels n'ayant pas atteint douze ou ayant dépassé soixante-dix années d'âge. Mais dès l'année suivante, Paul Ier succédant à Catherine II, le privilège est aboli, et au commencement du dix-neuvième siècle on fouette de nouveau tout le monde, sans distinction d'âge et de condition. Le mouvement émancipateur reprend ensuite son cours interrompu. En 1801, suppression des peines corporelles pour la noblesse, la bourgeoisie et le clergé; en 1808, pour les femmes des prêtres; en 1811, pour les simples moines; en 1835, pour les enfants des prêtres; en 1841, pour les hommes de lettres et leurs femmes; les laquais de la cour portant livrée — assimilation flatteuse! — les veuves de nobles héréditaires remariées à des non libérés; les élèves de certaines écoles et certains bas fonctionnaires. En 1855, un oukase fut rédigé au bénéfice de criminels atteints d'une faiblesse de corps constatée; mais on ne le publia pas. En 1863, la suppression des baguettes (*spitzruthen*), des fouets à plusieurs lanières (*kochki*) et des verges, respectivement employés dans l'armée, dans la marine et dans le civil, marqua un progrès nouveau. Toutefois, les déportés restaient exclus de l'application de la loi. En 1893 seulement, le bénéfice en fut étendu aux femmes déportées ou condamnées aux travaux forcés. Mais, dans les campagnes, les tribunaux de bailliage (*volostnyié soudy*) continuent aujourd'hui encore à se prévaloir à cet égard d'une liberté qui n'a été limitée que par un décret plaçant la distribution des bastonnades sous le contrôle des chefs de districts (*ziémskiié natchalniki*).

Jusqu'au règne d'Élisabeth, la cruauté des châtiments, progressivement réduits ou éliminés de la sorte, avait, au contraire, suivi une marche ascendante. La fille de Pierre le Grand a commencé par supprimer la peine de mort en fait, sinon en droit, de façon que, dans la pratique, l'exécution d'abord, puis l'application des sentences capitales fut abandonnée, sauf

pour les crimes d'ordre politique ou religieux, anomalie qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Encore, Élisabeth régnant, n'y eut-il pas de cas de condamné politique mis à mort, la différence se résolvant dans une question de procédure. En matière politique, à défaut d'une commutation de peine réservée aux faits de droit commun, Élisabeth usa toujours du droit de grâce. Elle ne se crut pas autorisée à en faire autant dans les causes où le Dieu orthodoxe était intéressé. La même tendance s'affirma successivement dans l'interdiction de l'emploi de la torture au cours d'innombrables procès occasionnés par les fraudes ou par les révoltes incessantes de paysans; dans l'extension de cette mesure aux inculpés âgés de moins de dix-sept ans, qui furent exclus en même temps de l'application de la peine capitale (oukase du 23 août 1742) ; dans l'oukase de 1757 supprimant la marque et l'arrachement des narines pour les femmes. Ainsi que l'oukase en fait mention, ces deux peines n'avaient qu'un but utilitaire ; elles servaient à reconnaître les condamnés et à empêcher leur fuite. Élisabeth jugea qu'une fois reléguées en Sibérie, les femmes y seraient suffisamment défendues contre toute tentative d'évasion par l'énormité des distances à parcourir. Pour les hommes, l'enlèvement des narines fut pratiqué jusqu'en 1817 (1).

Dans la pratique donc, la peine de mort conservant une existence légale, les juges d'Élisabeth continuèrent d'abord de la prononcer ; mais un rapport devait, pour chaque cas, être présenté à l'Impératrice, qui invariablement modifiait la sentence. Le résultat fut qu'en 1753 on compta 3,579 condamnés à mort, qui attendaient que la souveraine décidât à leur sujet. Ce grand nombre de prisonniers devint d'un embarras terrible. Fréquemment ils se mutinaient, maîtrisaient leurs gardiens et les massacraient après les avoir torturés, ce qui allait directement contre le but poursuivi.

Le Sénat finit par solliciter l'établissement d'une équivalence

(1) Timofiéiev, *Histoire des peines corporelles dans la législation russe*, 1897, p. 75 et suiv.

régulière de peines, mais en suppliant respectueusement la souveraine d'abandonner l'idée qu'elle avait conçue à cet égard pour un cas particulier. C'était la peine de mort remplacée par l'ablation des narines et de la main droite, et c'était, observaient les sénateurs, l'obligation imposée à l'État de nourrir les malheureux qui, ainsi mutilés, devenaient incapables de tout travail. On tomba d'accord sur une proposition combinant l'ablation des narines, la marque et le knoute avec les travaux forcés à perpétuité, sous la réserve dictée par Élisabeth que les femmes des condamnés garderaient leur liberté et la jouissance de leurs biens, recevraient même une part dans les biens confisqués de leurs époux et auraient la faculté de se remarier. Elle savait, on le voit, prendre la défense de son sexe.

Ainsi la hache que Pierre le Grand avait tant fait briller au soleil se reposa dans sa gaine de peau d'ours ; mais le knoute continua à tomber sur les échines sanglantes. Or, j'ai eu l'occasion déjà d'indiquer ce qu'était cet instrument de supplice, et un oukase du 2 novembre 1733 contient à cet égard un témoignage expressif : il prescrit la substitution du fouet au knoute pour la punition de certains coupables, « afin qu'ils restent propres au service dans l'armée ». En 1748, le comte Bruce, nommé commandant de Moscou, réclama contre la limitation du nombre de coups. Le chiffre de cinquante prescrit pour certains cas lui paraissait absolument insuffisant.

— Mais alors ce sera la mort du condamné ! lui objecta-t-on.

— Eh bien ? Puisqu'il s'agit de remplacer la peine de mort (1) !

Et le knoute n'était pas réservé pour des crimes d'une bien grande gravité. En 1756, je le vois appliqué à un pauvre diable coupable d'avoir fait payer cinq copecks une livre de sel dont le prix réglementaire n'était que de 4 5/8 copecks (2) ! Je recommande ce trait aux méditations de certains de nos commerçants modernes.

(1) Lapoukhine, Mémoires, publiés dans les *Lectures de la Société d'histoire et d'antiquités*, 1868, p. 9-10, en russe.

(2) Timofiéiev, *loc. cit.*, p. 75.

Dans les provinces éloignées, la peine de mort continua d'ailleurs à être appliquée accidentellement, notamment pour la répression du brigandage dans les steppes de la Petite-Russie, où, en 1749, on pendit quelques coquins. Mais le Sénat, informé, envoya un blâme sévère aux autorités locales, et elles eurent beau représenter qu'on les désarmait. Élisabeth, d'autre part, montrait moins de sollicitude à surveiller l'application de ses idées ou de ses sentiments dans les arcanes de la chancellerie secrète, où Alexandre Chouvalov perpétuait, en dehors de tout contrôle, les sanglantes traditions des Romodanovski et des Ouchakov. Et même ailleurs, l'emploi de la torture, limité et contrôlé, restait d'une pratique courante. Consulté, en 1753, sur l'opportunité d'y recourir pour intimider les paysans mutinés d'un propriétaire du district de Briansk, le Sénat répondait seulement par une demande de rapport. Pourtant, dans les considérants de l'oukase de 1751, prononçant la suppression de la torture dans les affaires de fraude, il avait lui-même inscrit le meilleur argument à invoquer contre ce legs d'un passé révolu : le souci « d'empêcher de fausses déclarations et accusations arrachées par la torture ».

Enfin, sur un point particulier, Élisabeth elle-même, ainsi que je l'ai indiqué plus haut, s'est portée à une contradiction flagrante et constante des principes qu'elle cherchait à faire prévaloir dans les lois et dans les mœurs de son pays. En 1743, pour avoir répudié le *pravoslavié* et témoigné son mépris pour ce culte, un homme fut condamné à être brûlé vif (1), et, d'un bout à l'autre du règne, la répression du *raskol* fut impitoyable ; dans l'œuvre de propagande religieuse, la violence se substitua trop souvent à la persuasion. Avec l'argent, on n'y épargna ni le fer ni le feu. Dans ce sens, la législation de la fille de Pierre le Grand s'est montrée moins tolérante que n'avait été celle du père. Un oukase du 2 décembre 1742 ordonna l'expulsion de tous les juifs, à l'exception de ceux qui consentiraient à se convertir. L'année suivante, le Sénat fit

(1) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXI, p. 245.

observer à l'Impératrice que le commerce souffrait beaucoup de cette mesure. « Je ne veux pas du gain que peuvent me procurer les ennemis du Christ », répliqua-t-elle. La proscription s'étendit jusqu'au fameux médecin portugais Sanchez, membre de l'Académie, auquel le président de cette assemblée écrivit à ce propos : « ... Sa Majesté n'est pas fâchée contre vous..., mais elle croit que sa conscience ne lui permet pas de laisser un homme dans son Académie qui, ayant quitté l'étendard de Jésus-Christ, s'est laissé entraîner à combattre sous celui de Moïse et des prophètes du Vieux Testament (1). » Un secrétaire particulier du ministre de Russie à Vienne dut quitter son poste pour la même raison. Il s'appelait Simon (2).

Les sujets mahométans de l'empire ne furent pas expulsés, mais incités par l'emploi des moyens les moins justifiables à abandonner leur foi. En 1748, un oukase fit défense de construire des mosquées dans les endroits habités par des orthodoxes ou des dissidents baptisés. C'était la contre-partie du déplacement projeté des temples protestants, qui offusquaient la piété de l'Impératrice quand elle traversait la perspective Nevski. Des difficultés financières empêchèrent seules l'exécution de la mesure. La volonté de mettre la force au service de la religion devait s'accentuer chez Élisabeth avec le progrès de l'âge et le déclin de sa santé, car sa ferveur augmentait en même temps. En 1749 déjà, renouvelant une pratique de Pierre le Grand, elle faisait mettre à la chaîne des personnes de sa cour coupables d'*avoir parlé à l'église*. Pour les fonctionnaires de haut rang, la chaîne devait être de cuivre doré. En 1757, un ordre impérial obligea tous les membres des tribunaux à figurer, sous peine d'une forte amende, dans certaines processions (3). Élisabeth trouvait naturelle cette façon de régenter la dévotion de ses sujets, comme elle trouvait juste de faire jeter en prison une marchande française de modes, Mlle Tardier, coupable d'avoir soustrait à la curiosité de la souveraine certains articles de

(1) *Archives russes*, 1870, p. 283.
(2) *Archives* Vorontsov, t. II, p. 138.
(3) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXI, p. 251; *Antiquité russe*, 1871, t. IV, p. 530.

haute nouveauté réservés pour d'autres clients(1). Ses sujets eux-mêmes ne se privaient pas, dans les limites de leur pouvoir, d'user à l'occasion de l'arbitraire le plus odieux. L'un d'eux, Bolotov, nous a raconté comment il faisait nourrir de barengs salés, sans lui donner à boire, un de ses paysans dont il cherchait à obtenir les aveux(2).

Élisabeth et son peuple demeuraient solidaires de tout un passé, de tout un régime invétéré de violence et de terreur, dont les traits essentiels se perpétuaient d'ailleurs dans le domaine de la haute police auquel j'ai fait allusion plus haut, et où il convient que nous jetions maintenant un bref regard.

IV

HAUTE POLICE ET POLICE ADMINISTRATIVE

Issu d'un coup d'État et d'une conspiration, il était fatal que ce gouvernement se vît entouré de conspirateurs et de fauteurs de révolutions. Une série presque ininterrompue de complots vrais ou supposés, mais toujours accompagnés de répressions terribles, traverse le règne d'un bout à l'autre, en y traçant comme un sillon sanglant. Dès le mois de juillet 1742, il est question d'un tonneau de poudre placé sous la chambre à coucher de l'Impératrice avec la connivence d'un valet de chambre et par les soins criminels de deux sous-officiers des gardes. Grande distribution de coups de knoute (3). L'année suivante, c'est le complot d'Ivinski et ensuite celui de Botta. L'Impératrice évite de se mettre au lit pendant plusieurs nuits consécutives, et toujours elle conservera l'appréhension angoissante d'un coup de main semblable à celui auquel elle a dû sa couronne, la hantise terrifiante de cette famille de Brunswick

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 653.
(2) *Mémoires*, t. III, p. 376.
(3) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXI, p. 193; Herrmann, *Diplomatische Beiträge*, t. III, p. 81; Mardefeld au roi, 1er juillet 1742. Archives de Berlin.

détrônée par elle, dont elle eût voulu effacer la trace dans l'histoire du pays, comme par ses oukases du 15 octobre 1742 et du 13 février 1745 elle déclarait inexistantes toutes les lois et ordonnances publiées sous le règne de l'infortuné Ivan III.

Et, en veillant à la sécurité de cette couronne, autour de laquelle son imagination, celle d'une foule de délateurs et l'atmosphère ambiante elle-même, peuplée de fantômes menaçants, multipliaient des périls souvent irréels, il fallait encore protéger la personne et la situation du favori. Autre source alimentant les dossiers et remplissant les casemates de la chancellerie secrète. Un mot malsonnant à l'adresse de l'ancien pâtre, et l'horrible appareil mis en mouvement par un dénonciateur toujours prêt saisissait des dizaines de victimes dans ses bras de fer.

Or, pendant qu'il travaillait ainsi dans l'ornière profonde et toujours creusée à nouveau d'Ivan le Terrible, la police administrative, sœur cadette de l'autre, demeurait à peu près dans le néant. On arrêtait en masse des conspirateurs vrais ou faux, les brigands et les voleurs couvraient les routes et couraient les rues en bandes. Vis-à-vis d'eux point de ressource, car les gendarmes n'existent pas, et bons pour réprimer des crimes politiques quand ils ne s'y trouvent pas complices, les soldats sont de nulle ressource quand il s'agit de crimes de droit commun. Brigand et soldat se tiennent de trop près dans une société émergeant à peine de l'état de barbarie, et parfois ils ne font qu'un. En 1743, dans la maison du comte Tchernichov, pourvue d'une garde militaire, un gentilhomme petit-russien est assassiné par ses gardiens. Quelques semaines plus tard, d'autres soldats envahissent la maison d'un marchand, frappent sa femme et sa nièce à coups de crosse de fusil et à coups de baïonnette, et opèrent un pillage général. Dans les idées de l'époque, surtout en bas de l'échelle sociale, le métier de brigand n'a rien de déshonorant; ceux qui l'exercent jouissent souvent d'une grande popularité et parfois appartiennent à l'élite de la société. Parmi les chefs célèbres de bandes adonnées au massacre et au pillage a figuré en ces temps un

gentilhomme du nom de Zinoviév, qui enlevait les marchands sur les routes et les rançonnait à loisir, en les tenant enfermés et enchaînés dans son manoir, sous l'œil indulgent et même protecteur des autorités locales. Poursuivi à la suite d'une dénonciation déposée en haut lieu, il trouva le moyen de se faire innocenter et de tirer vengeance de ses accusateurs. Aux environs de 1750, il y eut aussi une femme de noble condition, Catherine Dirine, à la tête d'une bande qui, composée de parents et de serfs de la virago, attaquait les maisons des propriétaires voisins, pillant et tuant (1). Le moyen âge des seigneurs maraudeurs et l'époque légendaire des *polénitsas* batailleuses survivaient dans ces traits. Pourtant le gros des contingents vivant ainsi à main armée sur la ruine du pays était fourni par les paysans. J'en trouve trois mille en 1749 qui battent la campagne dans le district de Siévsk, et, quand quelques années plus tard la guerre a fait partir les troupes cantonnées dans les provinces, ils règnent en maîtres sur l'Oka. Ils forment un corps militairement organisé, et ils ont du canon, six pièces (2).

Quand les autorités locales ne font pas cause commune avec les malfaiteurs et fauteurs de désordre de toute catégorie, quand un voiévode ne s'avise pas de relâcher les assassins, les pillards et les incendiaires qu'on livre à sa justice, comme j'en rencontre un exemple en 1748 dans les environs de Kalouga (3), c'est la foule qui, intervenant dans les conflits entre la police et les contrevenants à une loi quelconque, prend parti contre la police et contre la loi. En septembre 1743, elle jette des pierres à des soldats de la garde qui veulent empêcher un combat à coups de poing (*koulatchnyi boï*) interdit par Élisabeth (4).

Entre les voiévodes d'ailleurs et les agents de police, là où il s'en trouve, il y a guerre déclarée et permanente. Ces agents relèvent de l'autorité centrale, et le voiévode entend rester

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 18-22; t. XXIV, p. 99.
(2) *Ibid.*
(3) Journal du Sénat, 13 fév. 1748.
(4) *Ibid.*, 13 sept. 1743.

maître chez lui. Le district qu'il administre, où il règne, pourrait-on dire, n'est-il pas sa propriété ? Il en vit. En 1760, le voiévode de Kolomna, Ivan Orlov, fait entourer le bureau de la police par une troupe à cheval, y pénètre le pistolet au poing, et, apercevant un groupe d'employés effarés, tire dans le tas (1).

Nul progrès, dans les villes de province surtout, au point de vue de la sécurité des rues, de la propreté et de la salubrité. On a vu ce qui en était aux abords de Kreml de Moscou quand Élisabeth voulut s'y établir. A Pétersbourg, à partir de 1751, il y eut quelques améliorations : des bras de la Néva canalisés, nettoyés et pourvus de quai, l'île de Basile et l'île des Apothicaires réunies au centre de la capitale par ces ponts dont Pierre le Grand, dans sa manie outrancière de navigateur, avait interdit la construction. En 1755, la construction entreprise du nouveau palais d'hiver commença de donner à la ville l'aspect monumental que certains de ses quartiers ont depuis revêtu. Mais l'ordre et la propreté y laissèrent toujours beaucoup à désirer. Les ordonnances renouvelées contre les allures trop rapides des équipages, les rixes toujours fréquentes, les clameurs, les sifflements aigus et les coups de fusil tirés dans les rues, les violences de toute nature et les baignades communes entre hommes et femmes ne furent pas plus efficaces que par le passé. Le gouvernement d'Élisabeth se flatta de renchérir sur ces errements en interdisant la mendicité ; mais les mendiants les plus fréquents, c'étaient les prisonniers que la geôle ne nourrissait toujours pas, dont elle se déchargeait toujours à cet égard sur la générosité publique et dont elle remplissait par conséquent les rues, en une lugubre procession d'affamés tenus à la chaîne. L'état de la législation, de l'administration judiciaire et des finances ne permit pas à la fille de Pierre le Grand de rompre avec cette pratique traditionnelle, passablement sauvage, mais ingénieusement économique.

(1) Journal du Sénat, 11, 16, 17 mai, 13 décembre 1761.

Dans les deux capitales et ailleurs l'impuissance ou l'incurie des autorités perpétuèrent également un autre trait lamentable de la vie contemporaine : le fléau des incendies. Au cours d'un seul mois, mai 1748, à Moscou et dans diverses villes de province, je compte, d'après des données officielles, des quartiers entiers et en détail 1,717 maisons, 40 églises, hospices ou écoles, 94 magasins détruits par les flammes et 36 hommes ou femmes y ayant trouvé la mort. Et cela recommence le mois suivant à Mojaïsk, où il y a 35 maisons de brûlées, et à Mtsensk, où il y en a 205. Les mois d'après, c'est le tour de Iaroslavl, de Bakhmout, d'Orel, de Kostroma. Avant la fin de l'année, la moitié de Pereiaslavl et quinze cents maisons à Volkov ont encore disparu (1). La prédominance des constructions en bois et l'incurie des habitants ne donnent pas la raison entière de ces désastres. La malveillance y joue aussi un rôle. Des incendiaires sont signalés, arrêtés parfois. Mais souvent encore la population intervient pour réclamer ou imposer de vive force leur mise en liberté. Ceux qui mettent le feu sont solidaires de ceux qui volent, et, dans cette société en voie de formation, encore livrée aux instincts élémentaires, encore voisine d'un état vaguement communautaire, la distinction entre le mien et le tien ne s'est pas dégagée nettement, et toutes les formes de la violence participent à tous les phénomènes de la vie. La superstition s'en mêle aussi. J'ai vu de mes yeux, il n'y a pas bien longtemps, dans un village russe visité par le « coq rouge » au vol sinistre, des paysans, hommes et femmes, se rouler par terre, gémir et se mordre les poings dans des convulsions de désespoir devant une chaumière embrasée, mais se refuser à y jeter un seau d'eau. Dieu y avait mis le feu, ou le diable, et il ne fallait pas contrarier l'un ou l'autre.

On devine la répercussion d'un tel état de choses sur le régime économique du pays.

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXII, p. 225.

V

RÉGIME ÉCONOMIQUE

Le mot d'ordre général du règne, dans ce domaine, fut encore le retour aux principes de Pierre le Grand. Mais il comporta de nombreuses dérogations. Élisabeth n'était intransigeante qu'en matière de religion. Ainsi, de l'ancien système monopolisant entre les mains de l'État la totalité presque du commerce et de l'industrie, Pierre n'avait gardé que deux débris : le monopole des résines et de la potasse. Le reste était « libéré dans le peuple » . Cela ne pouvait faire le compte de Pierre Chouvalov, et Élisabeth donna carte blanche à Pierre Chouvalov. A la mainmise sur l'alcool succéda la ferme du tabac, dont le premier fermier fut le marchand Matviéiev pour une redevance annuelle de 428 roubles et 91 copecks. On devine qu'il avait des bénéfices, et qu'il les partageait. Il ne put, à la vérité, en jouir longtemps, et dès l'année 1753 une nouvelle adjudication fit monter à 43,462 roubles le revenu du seul tabac à fumer.

Conformément aux idées de Pierre, on s'occupa de faire traduire le *Parfait Négociant* de Savary, adopté depuis 1675 dans divers pays d'Europe comme lexique commercial. Le traducteur demanda 500 roubles pour son travail, et, en le payant, on trouva que c'était cher. Obéissant toujours à la même inspiration, Élisabeth, c'est-à-dire le Sénat, ou, pour mieux dire encore, Pierre Chouvalov, travailla à maintenir, en matière industrielle et commerciale, le système de cette « intervention intelligente de l'État » qu'une époque récente a remis en honneur dans le même pays. Quelques pratiques en faisant partie furent cependant abandonnées, comme trop arbitraires. Ainsi Pierre le Grand avait interdit de fabriquer des toiles au-dessous d'une certaine largeur, parce que l'étranger en demandait d'assez larges, et qu'alors comme aujourd'hui la

tendance générale en Europe était de travailler pour l'exportation. Mais l'oukase du grand homme n'avait pas fait qu'ayant des métiers étroits, les paysans arrivassent à en posséder d'autres. Le résultat était simplement un arrêt dans la fabrication et une pénurie de toile indigène, même pour les besoins intérieurs. La mesure fut rapportée en 1745.

Le gouvernement d'Élisabeth montra une sollicitude égale à favoriser l'industrie du drap, surtout à Voronèje, où le marchand Poustovolov, avec de nombreux privilèges, y compris un droit de juridiction sur ses ouvriers, sauf en matière criminelle, reçut l'autorisation de posséder des serfs, c'est-à-dire d'en acheter en quantité suffisante pour ses besoins. Bon moyen d'éviter les grèves! Il eut aussi la faculté non moins précieuse de se pourvoir gratuitement de combustible dans les forêts de l'État. Pourtant, depuis Pierre, la nécessité reconnue d'arrêter le déboisement rapide du pays comptait parmi les préoccupations les plus habituelles des gouvernements, et Élisabeth elle-même s'en montrait pénétrée au point de recourir à des mesures singulièrement radicales, comme par exemple, de 1748 à 1755, la suppression successive de diverses usines, forges, verreries et brandevineries dans un rayon de deux cents verstes autour de Moscou, ou encore l'abandon de la fabrication du goudron, bien que très rémunératrice pour l'État, sauf en Petite-Russie, où elle resta autorisée dans les environs de Tchernigov et de Starodoub. Les salines de Balakhta et de Sol-Galitch furent abandonnées pour la même raison. Mais il s'agissait de concurrencer les draperies prussiennes et on accordait encore à Poustovolov dix années de franchise pour les matières premières importées de l'étranger, moyennant la seule obligation de fournir annuellement à l'armée pour 30,000 roubles au moins de marchandises fabriquées dans ses ateliers. Possédant des serfs, il devait aussi des recrues à l'armée; mais il pouvait s'acquitter de cette obligation en donnant de son drap, et le privilège fut étendu à ses confrères.

Le système des avances pécuniaires consenties par l'État à

l'industrie fut également recueilli dans l'héritage de Pierre et développé. Ainsi Lomonossov se fit donner 40,000 roubles pour cinq ans sans intérêt, en offrant d'établir une cristallerie.

En 1753, les fabricants de soieries se plaignaient de manquer de matière première, faute de ressources suffisantes pour acheter les stocks que des marchands d'Astrakhan et de Perse amenaient sur le marché. Le remède parut simple. L'État décida de se substituer aux manufacturiers pour les achats en gros et aux marchands pour la vente au détail. Il eut magasin et boutique. Les intéressés ne voulurent pas encore le tenir quitte. Le régime de l'intervention, même intelligente, est un engrenage.

A partir de 1752, le gouvernement s'occupa activement d'acclimater en Russie, notamment en Petite-Russie et dans les gouvernements d'Astrakhan et d'Orembourg, l'élevage des vers à soie. Un marchand d'Astrakhan, Birioukov, s'y était déjà appliqué dans une terre voisine de cette ville, et ne fallait-il pas que l'État se mît de la partie? Il fut donc éleveur, comme il était déjà marchand, et les manufactures de soieries se multiplièrent. Le chef de l'une d'elles, établi aux environs de Kiév et porteur d'un nom destiné à une grande célébrité, reçut à peu près les mêmes privilèges que Poustovolov. Il s'appelait Antoine Gambetta, et passait pour Français.

A un moment (1749) Élisabeth imagina même que la production indigène pouvait suffire aux besoins de la consommation intérieure, et elle médita un oukase qui eût été funeste pour l'industrie lyonnaise. Mais, sur une enquête instituée par le Sénat, les fabricants de tissus d'or se déclarèrent seuls capables de faire face à toutes les demandes. Les fabricants de velours ne s'engageaient à produire que 6,270 archines par an au maximum, et en 1746 déjà l'importation était de 15,722. Les fabricants de bas de soie arrivaient à en livrer cent *paires* annuellement, et les entrées constatées à la même date s'élevaient à 690 douzaines (1).

Comme son père, la fille de Pierre le Grand aimait à aller

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 28.

vite, sans toujours calculer au juste si on pouvait la suivre. Et cette branche naissante de l'industrie nationale, flattant les goûts personnels de la souveraine, lui était particulièrement chère; Élisabeth ne lui marchandait aucun encouragement. Elle attribuait un poste de conseiller dans le collège des manufactures à un fabricant de soieries, dont le nom — Iévréinov — semble cependant indiquer une origine juive (*ievreï* veut dire juif en russe), et elle récompensait avec le grade de lieutenant deux simples ouvriers, Ivkov et Vodilov, qui, envoyés par Pierre le Grand en Italie et en France, revenaient pour établir à Moscou des manufactures de velours, de grisette et de taffetas. Ivkov enseigna la fabrication du velours à ramages qu'on n'avait pas encore manufacturé en Russie, et Vodilov celle des étoffes en soie dans le goût anglais.

Ce mode particulier de protection participait d'ailleurs aussi de la tradition du réformateur, et je le vois étendu, sous les auspices de sa fille, à d'autres industries. Ainsi, pour avoir repris et remis sur pied une papeterie que son beau-père laissait péricliter, le capitaine Lakostov — un descendant probable du juif portugais d'Acosta qui exerça le métier de fou à la cour de Pierre I[er] — obtint à cette époque le grade de major, et, pour avoir développé les industries métallurgiques fondées par son père, le fils du paysan Demidytch, Hyacinthe Demidov, passa au rang de conseiller d'État actuel (1).

Dans cette voie le protectionnisme avait l'avantage de n'imposer aucune charge à l'État. Il l'accablait dans les autres et le portait, dans un sens contraire, quoique également indiqué par Pierre le Grand, dont le programme comporta beaucoup de contradictions, à se défaire de certaines fonctions que son ancienne qualité de premier commerçant et de premier industriel du pays lui laissait encore, au moment même où il en assumait d'autres. Grand industriel, l'État le fut sous Élisabeth du fait et des usines diverses, principalement métallurgiques, anciennement créées, et des manufactures nouvelles qu'il y ajoutait lui-même. Mais des unes et des autres il

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXI, p. 183; t. XXII, p. 35.

eut hâte de se décharger sur l'industrie privée. Ainsi, en 1752, l'exploitation d'une fabrique impériale de drap établie à Poutivl, ville illustrée par un long séjour du faux Dimitri, fut cédée au marchand Matviéiev et à ses héritiers.

De mille façons, sous mille formes, l'héritage du grand homme était écrasant pour les héritiers. Ils le revendiquaient pourtant encore dans ce domaine en rétablissant les Collèges des mines et des manufactures supprimés depuis 1725. Le Collège de commerce avait recueilli les attributions de ces deux corps administratifs et se trouvait encombré. Mais les rétablir ne voulait pas tout à fait dire les faire revivre.

Le souffle qui avait animé ces créations éphémères, l'esprit qui avait présidé à leur fonctionnement devaient tarder à reparaître. L'année 1749 fut marquée par une découverte destinée à faire époque dans le développement de l'industrie minière en Russie : le premier gisement de pétrole sur territoire russe se trouva signalé à l'attention publique. Jusqu'à ce moment on n'en avait tiré que de la Perse. Or un marchand d'Arkhangelsk établi à Moscou, le raskolnik Priadounov, venait d'en trouver en Russie et d'en envoyer à Pétersbourg et à Hambourg même des échantillons qui avaient été très appréciés. Les procédés de distillation qui ont donné à ce produit sa valeur actuelle n'étaient pas à la vérité connus alors. On l'employait pourtant depuis longtemps comme combustible et même, dans une certaine mesure, comme moyen d'éclairage, et Pierre le Grand n'eût pas hésité assurément à tirer parti de ce nouveau trésor. Sous Élisabeth sa découverte aboutit seulement à une querelle entre le Collège des mines et la Chancellerie médicale au sujet des propriétés curatives de la substance minérale manipulée par Priadounov et affectée, en effet, par lui à des cures plus ou moins imaginaires. La querelle nécessita une intervention du Sénat, et celle-ci eut pour effet d'envoyer l'inventeur du trésor en prison et de mettre à l'amende ses défenseurs (1).

Les pères conscrits d'Élisabeth se montrèrent parfois mieux

(1) Soloviov, t. XXIII, p. 16-17.

inspirés, sans qu'on les vît toutefois se départir jamais d'une certaine étroitesse d'esprit qui est la marque commune des hommes de ce temps, porteurs d'idées sensiblement trop grosses pour leurs têtes. En 1751, on signala à la haute assemblée la pétition d'un paysan du district de Iaransk, Léonce Chamchourenkov, emprisonné à Moscou depuis longtemps, et se disant inventeur d'un automobile perfectionné. Ces appareils ont, on le voit, même en Russie, une histoire qui remonte assez loin. Celui que Chamchourenkov prétendait construire aurait été capable de franchir les plus longues distances et de gravir les pentes les plus raides. Deux hommes devaient suffire pour le faire manœuvrer. Pour obtenir ce résultat, l'inventeur ne demandait que la liberté, trois mois de temps — et 30 roubles.

Un détail accessoire doit d'abord être noté ici. Mes lecteurs y trouveront une illustration expressive du régime contemporain dans un de ses aspects que je n'ai pu qu'indiquer sommairement. A l'appui de sa requête, dont le Sénat se trouva saisi en 1751, ainsi que je viens de le dire, Chamchourenkov invoquait la construction imaginée par lui d'un autre appareil destiné à soulever de terre et à faire monter à une grande hauteur une grosse cloche d'église. Le modèle, fourni *une année auparavant*, disait-il, en 1736, avait été accepté par la Chancellerie de l'artillerie. Mais un incendie avait empêché l'opération d'aboutir. Ainsi la pétition datait de 1737, et, emprisonné à la suite d'une dénonciation, dont il se faisait fort d'établir le bien fondé, au sujet de fraudes dans la vente de l'alcool, Chamchourenkov demeurait sous clef depuis quinze années, à l'état non pas même de prévenu, mais de témoin! Comme sa pétition, l'affaire dans laquelle il se trouvait impliqué avait pâti de la gaucherie et de la lourdeur du gros appareil administratif et judiciaire qui ne valait pas le sien.

Chamchourenkov ne se vantait pas, semble-t-il. Le Sénat ayant fini par prendre en considération sa demande, l'automobile fut construit et marcha, car le constructeur eut 50 roubles de gratification, bien que les frais de cons-

truction eussent dépassé le devis. L'histoire des devis n'a jamais varié à travers les pays et les siècles. Il en avait coûté 73 roubles et 5 copecks, outre les frais alimentaires accordés à Chamchourenkov, soit 17 roubles 50 copecks pour cinq mois et demi qu'avait duré le travail. Mais quand il fut terminé, Chamchourenkov, qui avait été mandé à Pétersbourg et pourvu d'un logis et d'un atelier à la Chancellerie des constructions, dut réintégrer sa prison de Moscou, d'où il pétitionnait encore en 1753.

Il peut bien avoir été un inventeur de génie. Après son premier automobile monté sur roues, il en imagina un autre monté sur patins et pourvu d'un compteur horo-kilométrique, ou d'une horloge, qui, attachée à l'arrière de la voiture, marquait la distance jusqu'à mille verstes et sonnait à chaque verste parcourue. En même temps Chamchourenkov s'engageait à augmenter sensiblement la vitesse de son autre appareil de locomotion. Traîneau automobile et compteur ne devaient coûter, respectivement, que 50 et 80 roubles. Et, après s'être enquis de ce détail, le Sénat parut décidé à subventionner encore cette seconde entreprise. Malheureusement, le dossier que j'ai eu à ma disposition s'arrête là, et, comme la gloire de Chamchourenkov y est restée enfouie jusqu'à ce jour, il est probable que le malheureux constructeur n'a pas eu meilleure chance pour sortir de sa prison (1). Mais sa mélancolique destinée fait partie d'un martyrologe également commun à tous les temps et à tous les pays, et l'on ne saurait trop charger de ce fait la responsabilité historique d'Élisabeth et de ses collaborateurs.

Comme les hommes, les peuples heureux sont souvent servis par leurs défauts mêmes. La passion de la souveraine pour la toilette a certainement favorisé la naissance et l'essor de certaines industries, qui, bien que combattues aujourd'hui encore par la concurrence étrangère, fournissent cependant un appoint appréciable à la production nationale. Et de même

(1) P. Stchoukine, *Documents*, t. VI, p. 365-372.

c'est un caprice d'Élisabeth, le désir d'avoir toujours à sa table des raisins, pêches et autres fruits du Midi, qui a déterminé la création d'une route postale entre Moscou et Astrakhan par Tsaritsine, puis entre Tsaritsine et Kiév. C'était la « poste des fruits », comme plus tard certain chemin de fer reliant Pétersbourg à un port de la Baltique s'appela le « chemin de fer des oranges (1) ». Les communications ainsi établies servaient aussi à d'autres usages. Il est vrai qu'alors elles manquaient de rapidité. Ainsi, en 1756, sur la route postale de Moscou à Saratov, — 1,149 kilomètres, — un oukase du Sénat voyagea quarante-cinq jours et un autre douze jours de plus (2).

Les encouragements donnés par Élisabeth à l'industrie nationale dans cette direction se ressentaient bien de la puérilité de ses préoccupations. Il y avait quelque chose d'enfantin à vouloir qu'on fabriquât des dentelles de choix dans un pays où la toile pour chemises restait un objet de luxe, et les avantages accordés à Mlle Thérèse, habile dentellière de Bruxelles, ne se justifiaient pas au point de vue des principes plus sages que Pierre le Grand avait cherché à appliquer, en favorisant préalablement à toute autre la production des objets de première nécessité. Mais le génie n'est pas communicatif, et il y aurait de l'injustice à condamner trop sévèrement chez les héritiers du grand homme ces erreurs d'appréciation dans une matière où aujourd'hui encore les esprits les plus éclairés sont sujets à en commettre.

En se dirigeant à tâtons et au hasard dans une voie pleine alors d'inconnu, Élisabeth et ses collaborateurs se sont trouvés amenés à une autre contradiction, qui consista à combattre le progrès de certaines formes de luxe, suscitées et développées par leurs propres soins. La Russie était encore à cette époque, comme elle l'est toujours par rapport à l'Europe occidentale, un pays de bon marché pour la plupart des objets d'un usage

(1) Kurouchtchov, *Histoire des Postes russes*, 1884, en russe; Brückner, Russische Postwesen, dans la *Zeitschrift für allgemeine Geschichte,* 1884, t. XII, p. 882-9.

(2) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIV, p. 9.

commun et de grande cherté pour tous les objets de luxe. Nous avons vu le prix de la viande fraîche. En 1753, à Moscou, un poud (16 kilos) de pain de seigle valait 26 copecks; un poud de froment, 64 copecks; un poud de beurre, 2 r. 14 cop.; un poud de viande salée, 12 copecks. Une servante pour les gens ne possédant pas de serfs se payait 3 roubles par an.

C'était le taux moyen de la vie économique.

Les goûts y demeuraient généralement simples, et les besoins étaient restreints. Mais dans les milieux aristocratiques on commençait à boire du champagne, et là l'échelle des valeurs paraissait renversée. La bouteille de champagne valait 1 r. 30 cop., soit 6 fr. 50 centimes. Le thé, popularisé depuis, constituait aussi un objet de luxe, car la livre se vendait 2 roubles et le poud de sucre 2 roubles et demi (1). Mais pour les classes supérieures et surtout pour les gens de cour la toilette était particulièrement ruineuse. Avec l'introduction des modes françaises et des articles de Paris, cette dépense devint impossible à soutenir pour le plus grand nombre. Aussi, dès le mois de décembre 1742, les lois somptuaires déjà inaugurées sous Anne Ire durent être remises en vigueur et même considérablement renforcées. Un oukase limita le prix des étoffes de soie dont le port restait autorisé. Pour les cinq premières classes du *tchine*, il ne devait pas dépasser 4 roubles l'archine. Les trois classes suivantes avaient à se contenter d'étoffes inférieures à 3 roubles l'archine. Au-dessous, la grisette à 2 roubles s'imposait. En dehors du *tchine*, interdiction complète de la soie et du velours, et, quant aux dentelles, monopole établi au bénéfice des cinq premières classes seulement. Encore les dentelles ne devaient-elles pas dépasser quatre doigts de largeur. Proscription également de l'or et de l'argent, même pour les galons des livrées, et avec exception seulement pour les militaires et les étrangers. Dans des circonstances exceptionnelles, telles que les grandes fêtes de la cour, les bro-

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 193.

carts d'or et d'argent étaient tolérés, mais à l'usage exclusif des quatre premières classes (oukase du 16 mars 1745). Les vieux vêtements d'étoffe non réglementaire pouvaient être portés jusqu'à usure complète, mais pour empêcher la fraude on décida de les poinçonner (1). Dans le même esprit, défense fut faite, sauf aux diplomates étrangers et aux propriétaires fonciers se rendant dans leurs terres, d'atteler à quatre ; à tout le monde de tendre en noir les maisons et les équipages pour cause de deuil. Les manufactures russes reçurent l'ordre de réduire la fabrication des tissus d'or et d'argent, et l'importation d'étoffes dépassant le prix de 7 roubles l'archine fut prohibée. Mais ici Élisabeth eut des regrets. Son élégance périclita, et ses habilleuses se lamentèrent. Aussi la mesure ne tarda pas à être rapportée. Les importateurs d'étoffes précieuses eurent seulement à en faire déclaration au chef de la garde-robe impériale pour que la souveraine pût dans chaque lot prélever la meilleure part. Mais déjà les belles de Saint-Pétersbourg se rabattaient sur les *blondes* et autres colifichets de haut goût et de grande dépense. Donc en 1761 on s'attaqua aux blondes de provenance étrangère.

Un développement considérable de la contrebande fut le résultat le plus certain de cette campagne. L'industrie et le commerce eurent aussi à en souffrir ; mais leur essor se trouva contrarié surtout par deux causes d'un ordre très différent, l'une sociale, l'autre politique. La cause sociale, qui subsiste aujourd'hui encore, fut le manque de bras. L'histoire contemporaine de l'exploitation des salines en offre un exemple curieux. En 1745, le gouvernement offrit aux barons Stroganov un crédit illimité pour extraire et livrer les quantités de sel nécessaire à la consommation. Réponse : « Nous n'avons pas besoin d'argent ; donnez-nous des bras et des moyens de transport. » Insistance du gouvernement ; refus réitéré des puissants industriels : *à aucun prix* ils ne voulaient se charger de cette fourniture. Il fallut recourir aux procédés en usage dans la vieille

(1) Slavatynski, *La noblesse en Russie*, 1870, p. 17, en russe ; Weydemeyer, *Le règne d'Élisabeth*, 1834, p. 129, en russe.

Moscovie, et le général Iouchkov se chargea d'opérer les embauchages indispensables *manu militari*. Mais l'expédient ne donna pas tout ce qu'on en attendait, et en 1746 un oukase prescrivit de *contraindre* les Stroganov et leur rival Demidov à approvisionner les magasins de Saint-Pétersbourg et de Moscou (1). Cette insuffisance de la main-d'œuvre se rattachait à un phénomène sur lequel j'aurai à revenir : l'exode en masse des paysans fuyant les misères et les hontes du servage.

La cause politique est à chercher dans l'abus des monopoles et des privilèges, dont l'histoire, à laquelle j'ai touché déjà, se confond presque avec celle de Pierre Chouvalov. En 1742, on enleva au baron Schönberg des usines importantes qu'un privilège de Pierre I[er] lui avait concédées et où il passait pour coupable d'abus de toute sorte, mais c'était pour les donner à Chouvalov que l'on savait homme à en abuser plus encore. En 1748, le tout-puissant cousin du favori se fit adjuger pour lui, sa femme et leurs héritiers l'exploitation des salines d'Arkhangelsk et de Kola. En 1750, la Compagnie commerciale de la mer Blanche fut à peu près entièrement exonérée de tous droits à payer sur son trafic, et cette compagnie, c'était Pierre Chouvalov. Au cours de la même année, il monopolisa entièrement le commerce des grains, de la morue et des peaux.

A y regarder de près, la plupart des mesures relatives au commerce et à l'industrie sous le règne d'Élisabeth paraissent dictées par des considérations qui sont moins d'ordre public que d'ordre privé, se rattachent à des intérêts moins généraux que particuliers, et ces intérêts sont habituellement ceux de Pierre Chouvalov. Ainsi, s'étant convaincu de la supériorité de l'industrie privée sur celle de l'État pour la fabrication du cuivre, le gouvernement décida en 1753 de ne plus fonder dans le gouvernement d'Orembourg d'usines de cette catégorie. Un an et quelques mois après, revirement complet. Ordre d'augmenter le nombre des usines exploitées par l'État. La cause?

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXII, p. 31, 33.

Simplement l'établissement, sous la présidence de Chouvalov, d'une commission pour la refonte des monnaies de cuivre. L'opération est destinée à procurer de gros bénéfices au président, et, pour les réaliser, il préfère avoir affaire à l'État qu'à des particuliers.

J'ai dû cependant signaler les services rendus à la chose publique par cet accapareur universel du bien public et privé. La suppression des douanes et péages intérieurs en a été un, du plus grand prix. Avant cette réforme, un paysan amenant à Moscou une charretée de bois pouvait s'estimer heureux s'il rapportait à la maison la moitié du prix obtenu, 15 à 20 copecks, après avoir acquitté les différents droits qu'on lui réclamait en route : droit sur le louage des voitures, droit au passage des ponts, droit d'abreuvage, droit de stationnement, etc. Très habituellement, arrivant en ville les poches vides, il devait laisser au bureau d'octroi son bonnet, ses gants ou sa ceinture, et payer encore pour le recouvrement du gage. Quelques-unes de ces redevances ne s'élevaient qu'à un demi-copeck ; mais les monnaies divisionnaires étant rares, le péager prenait le tout pour la fraction. Et le produit des exactions ainsi exercées ne montait pas à un million de roubles par an — 903,537 roubles en 1753, date de la réforme. En majorant de 10 pour 100 environ les droits payés à l'entrée et à la sortie par le commerce extérieur, on arriva à compenser la perte (1) ; les dix-sept taxes intérieures furent supprimées par un oukase du 18 décembre 1753, et, avec un grand soulagement pour la vie économique du pays, l'œuvre de l'unification nationale en reçut un accroissement considérable.

Le commerce intérieur resta pourtant assez languissant. C'est que les moyens employés pour en stimuler l'activité n'étaient pas des mieux imaginés, comme, en 1755, l'interdiction de l'exportation du chanvre, de l'alcool, des cuirs et du suif. Toujours l'État s'attribuait le pouvoir et le devoir de diriger et de porter ainsi à droite ou à gauche le courant des

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 210.

grands fleuves où il voyait sombrer sa fortune. Le commerce du blé subissait aussi fréquemment des prohibitions ou des restrictions temporaires, motivées par une mauvaise récolte ou quelque spéculation hasardeuse. Les années de disette, tantôt on jugeait à propos d'opérer une revision des disponibilités et d'obliger les propriétaires à s'en défaire sous le contrôle de l'autorité militaire, et tantôt on jugeait utile de limiter les ventes pour constituer des réserves.

Pour d'autres raisons, le commerce extérieur faillit à prendre le caractère national qu'on aurait voulu lui donner. Il demeurait aux mains des étrangers. Il y est encore en majeure partie, et la flotte marchande russe, rêvée par Pierre le Grand, est à créer. Ces raisons, je les ai indiquées en étudiant l'œuvre du réformateur.

L'arpentage général de l'immense empire, entreprise colossale également due à l'initiative de Chouvalov, se ressentit de la guerre et de la détresse financière que la guerre provoquait. En 1761, le Sénat ordonna de terminer les travaux dans la province de Moscou, ainsi que dans les districts de Novgorod, Viélikiï-Oustioug et Viatka, et de les suspendre ailleurs, faute de ressources.

A l'indigence du Trésor correspondait l'insuffisance du crédit public, qui est également à compter parmi les causes ayant paralysé le développement de la richesse du pays dans toutes les directions. Il y avait là un problème à résoudre, et malheureusement, bonne en elle-même, la solution essayée à cette époque fut compromise dans l'application. Anne Ivanovna avait déjà établi, à l'hôtel des monnaies, une caisse de prêts offerts au public sans distinction de classes. Mais les opérations en furent nulles. Le taux était de 8 pour 100, et les avances ne se faisaient que contre dépôt de matières d'or ou d'argent. En 1753, un oukase d'Élisabeth prescrivit la création de deux banques à la fois : l'une pour le commerce, au capital de 500,000 roubles, et l'autre pour la noblesse, au capital de 750,000 roubles. Le taux fut abaissé à 6 pour 100. Malgré cela, la banque de commerce chôma d'abord ; elle exigeait un

dépôt de marchandises. Vers la fin de l'année suivante seulement cette clause ayant été supprimée sur la demande des intéressés, les sommes empruntées s'élevèrent à 200,000 roubles. A la banque de la noblesse, les prêts garantis par une sorte d'hypothèque à prendre sur les terres étaient limités à 50 roubles par *âme* engagée et à 1,000 roubles par emprunteur. Et, en dépit de ces précautions excessives, les cas d'insolvabilité furent nombreux. La pauvreté croissante des gentilshommes allait de pair avec une division des biens-fonds déjà extrême. Je relève le cas d'un emprunteur de cette catégorie dont le crédit, évalué à 250 roubles, se trouve encore dépasser la limite réglementaire, eu égard à la valeur du gage qu'il pouvait offrir. Cette noblesse se trouvait minée par des excès de dépense et des habitudes de gaspillage en tout genre, dont l'exemple, hélas ! lui venait d'en haut.

VI

FINANCES

Au commencement du règne d'Élisabeth, faisant allusion dans un langage pittoresque aux habitudes tout à fait contraires dont Pierre Ier avait laissé le souvenir, un soldat eut le malheur de dire devant témoins que ce tsar était homme « à s'étrangler avec un copeck ». On traîna le malheureux à la Chancellerie secrète, où personne ne se trouva pour comprendre la valeur du compliment (1). La fille du grand homme devait ici se jeter dans une contradiction nouvelle. Comme don de joyeux avènement, elle voulut remettre 10 copecks par tête sur la capitation des années 1742 et 1743; mais en même temps elle prétendit aussi prodiguer à son entourage les témoignages de sa générosité et éclipser ses prédécesseurs par les splendeurs dont elle entourait son trône. Il y eut donc aussitôt rupture

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXI, p. 180.

d'un équilibre financier précédemment déjà maintenu avec la plus grande peine, et obligation de recourir à ces expédients dont Pierre lui-même n'avait pas réussi à esquiver l'humiliante nécessité. Retenues sur les traitements, marchandises diverses, provenant des manufactures de l'État, substituées aux espèces pour le payement de dettes de toute nature, relèvement arbitraire du prix des produits monopolisés, comme le sel et l'alcool, on les épuisa tous sans grand succès. En 1750, le Sénat exposa à l'Impératrice que le revenu moyen des cinq dernières années (en dehors de la capitation et de quelques budgets spéciaux) ne montant qu'à 3,965,155 roubles, et la dépense moyenne s'élevant à 4,453,007 roubles, un déficit constant se produisait et menaçait de s'agraver. De plus, en souvenir du village d'Ismaïlovo, où s'étaient écoulées ses jeunes années, Élisabeth avait créé un nouveau régiment de la garde, l'*Ismaïlovski*. Ce régiment était superbe, mais il coûtait 173,573 roubles par an. La somme était à prélever sur les revenus du bureau de la Sibérie, mais ce bureau n'avait pas un copeck de disponible. On s'était tiré d'affaire jusque-là en empruntant à la monnaie, mais Pierre Chouvalov y avait passé et y laissait le vide derrière lui (1).

Les diplomates étrangers signalaient à l'envi cette détresse, s'en inquiétant ou s'en félicitant. Mardefeld écrivait dès la fin de 1742 : « Toutes les caisses sont épuisées. Les officiers ne sont pas payés depuis dix mois. L'Amirauté a besoin de 50,000 roubles et n'a pas un sou (2). » L'année suivante, il s'égaya de l'aventure d'un marchand de modes qui avait eu beaucoup de difficulté à toucher 400 roubles pour « des nippes » fournies à Sa Majesté. L'apercevant dans son antichambre, l'Impératrice s'était imaginé qu'il venait lui en apporter d'autres. Mais, au lieu des plumes ou des dentelles attendues, il avait exhibé son mémoire, et le maître de la garde-robe, Tchoglokov, avait déclaré que sa caisse était à sec. Là-dessus, Élisabeth, rentrant dans son appar-

(1) Procès-verbaux du Sénat, 21 mai, 6 juillet 1750.
(2) Au roi, 8 novembre 1742. Archives de Berlin.

tement, en était ressortie avec les 400 roubles, qui d'aventure s'étaient trouvés dans sa cassette, et les avait remis à Tchoglokov, mais en disant : « Vous me les rendrez dans un mois pour des bijoux. » En même temps, l'envoyé de Frédéric narrait les impatiences du lieutenant-colonel Grappe qui, ayant apporté à l'Impératrice l'Aigle noir de Prusse, n'arrivait pas à obtenir une audience de congé, — parce qu'on manquait d'espèces sonnantes pour le présent d'usage à lui donner. Et encore l'équipée d'une bande de matelots, qui avaient arrêté la voiture de Sa Majesté sur le chemin d'un pèlerinage, pour réclamer leur solde. Et enfin l'embarras où se trouvaient fréquemment les officiers de bouche de Sa Majesté. Les épiceries, les câpres et les olives faisaient souvent défaut pour les besoins de la table impériale, et on y buvait des vins exécrables. « C'est la mauvaise économie qui en est cause, expliquait Mardefeld ; le seul entretien de quarante pages, sans comprendre leurs habits, coûte par an 24,000 roubles. Le gouverneur desdits pages s'étant offert de fournir à tout pour la somme de 6,000 roubles, il vient d'être congédié en récompense de ses bonnes résolutions (1). »

De détestables pratiques financières, où la sottise des gouvernés renchérissait sur la maladresse des gouvernants, contribuaient à agraver la situation. Mardefeld écrivait encore en 1746 : « Une personne digne de foi m'a donné pour une vérité que, nonobstant qu'on ait frappé dans la Monnaie, depuis 1712, 35 millions de roubles, il ne s'en trouve présentement dans toute la Russie que 3 millions, et elle attribue cela en partie à l'immense quantité de pièces de cuivre de cinq copecks qu'on introduit clandestinement dans le pays... et en partie à l'argent que la plupart des Russes ont coutume d'enterrer (2). »

La comptabilité du Trésor n'existait pour ainsi dire pas. Le Collège des finances, opérant comme cour des comptes, n'arri-

(1) Au roi, 6 et 13 avril 1743; 6 avril 1744; 12 mars 1746. Archives de Berlin.

(2) Au roi, 15 juin 1746. *Ibid.*

vait à obtenir qu'en 1747 l'état définitif des recettes et des dépenses pour l'année 1742 et s'apercevait alors qu'entre cet état et un rapport sommaire présenté au Sénat en 1743 il y avait un désaccord portant sur tous les chiffres et créant dans un seul chapitre une différence de 822,258 roubles. Avec le maintien des budgets spéciaux, auxquels des revenus également spéciaux étaient attribués, l'universelle détresse déterminait un état de guerre permanent entre les divers départements se disputant les fonds disponibles. C'était à qui s'en emparerait le premier, et, dans cette lutte, il y avait des favorisés et des disgraciés, selon le degré d'importance qu'on accordait aux services rendus. L'Amirauté, cette création chérie de Pierre le Grand, figurait maintenant au dernier rang. Comme depuis longtemps la flotte n'avait pas servi, on inclinait à juger superflu l'appareil coûteux de sa puissance, et on voyait d'un œil indifférent ses éléments dépérir, les bâtiments se délabrer et les équipages fondre d'année en année. Les crédits spécialement affectés à ce département allaient combler ailleurs des vides incessamment creusés. Mais en 1749 le Collège de la guerre lui-même se trouva créancier du Trésor pour plus de 240,000 roubles.

Le Trésor jouait le rôle du fils prodigue, multipliant les expédients et s'endettant éperdument. Le plus habituellement, il s'adressait aux hôtels des monnaies. Mais en 1752 cette administration, dont Pierre Chouvalov s'était occupé, fut, elle aussi, à bout de ressources : à l'hôtel de Saint-Pétersbourg il ne restait que 180,473 roubles, et 7,118 roubles seulement à l'hôtel de Moscou. Encore ces sommes étaient-elles assignées depuis longtemps (1). Et cependant Élisabeth choisissait ce même moment pour faire éclater de nouveau sa générosité, en faisant remise à ses sujets des arriérés de la capitation, qui, depuis 1727, formaient un total de 2,534,008 roubles. Il est vrai que les chances de recouvrement de cette créance étaient plus que douteuses ; mais le manifeste expliquait la

(1) Solovtov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 10, 135.

mesure par un état de prospérité comme l'empire n'en avait pas connu encore. L'aimable souveraine y croyait peut-être. Le Trésor, lui, continua à s'endetter. Vers la fin du règne, en 1761, ses engagements en souffrance s'élevèrent à 8,147,924 roubles. On lui réclamait d'urgence 144,897 roubles pour les dépenses de la cour, et il répondait par un procès-verbal de carence. La cour, elle aussi, possédait des ressources spéciales, un million notamment à prendre annuellement sur la caisse des salines. Mais, endettée elle-même, la caisse des salines devait à cette date 2,115,043 roubles, et la cave de Sa Majesté n'avait aucune chance de s'améliorer. Au cours de la même année, le Trésor rapporta au Sénat que pour les payements les plus indispensables il lui fallait 2,119,135 roubles et, avec les arriérés, 2,686,831 roubles. A l'armée seule il était dû, pour les soldes de l'année précédente, 301,000 roubles. Or, les disponibilités se trouvaient réduites à 50,162 roubles (1).

C'était, en partie, le résultat de la guerre, qui, depuis 1756, en dépit des subsides fournis par l'Autriche avec de l'argent français, mettait à la charge du pays des dépenses tout à fait hors de proportion avec ses ressources. J'ai eu déjà l'occasion d'expliquer comment, en temps de paix, puissance de troisième ordre à ne considérer que son maigre budget, ce pays parvenait cependant à se maintenir au premier rang (2). En 1746, Mardefeld indiquait ainsi le secret de ce mécanisme financier très particulier : « Les recrues ne coûtent pas un sol à l'Impératrice, mais beaucoup au pays, et le Collège de la guerre a des revenus annuels qui sont destinés uniquement à l'entretien de l'armée. Les chevaux pour le bagage des officiers sont à leur charge, et ceux pour le transport de la subsistance du soldat à celle du pays pour la plus grande partie. De cette façon, il n'est pas malaisé au gouvernement de faire marcher des troupes dans ses propres États (3). »

Mais il s'agissait à cette heure de faire campagne en pays

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIV, p. 410.
(2) *Pierre le Grand*, p. 518.
(3) Au roi, 25 février. Archives de Berlin.

étranger, et cependant Élisabeth n'entendait aucunement que la guerre l'obligeât à restreindre ses plaisirs ou son luxe. Elle s'occupait précisément de hâter la construction de son nouveau palais d'hiver ; elle envoyait à Vienne un ambassadeur, qui pour les gages seuls de ses domestiques avait besoin de 2,000 roubles par mois (1), et elle veillait à ce que l'entretien de la troupe italienne de Saint-Pétersbourg fût assuré. Pour ce dernier objet, en 1758, un oukase du Sénat ordonnait à la banque de la noblesse de verser immédiatement 7,000 roubles, bien qu'un tel emploi de fonds ne fût pas prévu par les statuts de l'établissement. Seulement, les fonds, ici comme ailleurs, se trouvaient épuisés, et, après avoir vidé ses caisses, la banque n'arrivait à en tirer que 3,000 roubles (2).

En 1759, pour envoyer 400,000 roubles à Kœnigsberg, d'où le commissariat général de l'armée en campagne réclamait 600,000, on fit état de la refonte des monnaies de cuivre imaginée par Pierre Chouvalov. Opération d'une ingénieuse simplicité : on diminuait de moitié le volume des pièces et on doublait leur valeur, Chouvalov vantant l'élégance de cet expédient qui rendait les monnaies plus maniables. Malgré cela et en mettant à contribution tous les départements et tous les fonds, y compris celui des hôpitaux, de ce billon même on n'arriva à réunir que 289,276 roubles (3). Très héroïquement, confiant ses embarras à Esterhazy, Élisabeth se déclarait prête à vendre la moitié de ses robes et de ses diamants pour continuer la guerre. On sait qu'il lui serait resté de quoi se vêtir. Au lieu de se porter à cette extrémité, elle préféra toutefois, en 1760, enfreindre encore un principe de son père, en autorisant une loterie, expédient que Pierre jugeait immoral. On ne le moralisa pas en obligeant les gagnants du premier tirage à reprendre des billets dans une nouvelle émission (4).

(1) Le comte Tchernichov, *Archives russes*, 1869, p. 1797.
(2) Soloviov, *loc. cit.*, t. XIV, p. 230.
(3) *Ibid.*, t. XXIV, p. 286.
(4) Un prospectus imprimé de cette loterie pour laquelle des bureaux furent établis jusqu'en pays conquis, à Kœnigsberg, et dont la première émission monta à 50,000 billets de 11 roubles, est joint à la dépêche de M. de Breteuil du 11 juillet 1760. Aff. étr.

Inévitablement, la guerre faisait saillir le défaut fondamental d'équilibre entre le rôle que le nouveau régime imposait à la Russie réformée et les ressources qu'il réussissait à y développer. En se poussant et en la poussant sur le devant de la scène européenne, Pierre avait au moins la précaution de réduire, jusqu'au néant presque, ses frais personnels de figuration. Vêtu comme un ouvrier, il habitait une chaumière. Élisabeth, elle, en tenant tête à Frédéric, prétendait rivaliser avec Mme de Pompadour. Autant qu'à l'impéritie de ses généraux et aux vices de l'organisation militaire dont ils disposaient, les résultats longtemps négatifs des glorieuses campagnes qui ont conduit l'armée russe dans les murs de Berlin doivent être attribués à cette erreur de jugement et de conduite.

VII

ARMÉE ET FLOTTE

Fondé à Poltava, le prestige militaire de la Russie n'a fait que s'accroître dans la première moitié du dix-huitième siècle, grâce aux victoires de Münnich et à l'apparition passive, il est vrai, mais néanmoins menaçante, des armées d'Anne et d'Élisabeth au cœur de l'Allemagne. Frédéric eut longtemps l'intuition et la terreur presque superstitieuse de cette force, dont il n'arrivait pas à bien discerner les éléments, mais qui, par cela même qu'elle échappait à la précision de ses calculs, lui ôtait l'envie de la mettre à l'épreuve. Les rapports des nombreux agents qu'il employa pour mieux se renseigner devaient finir à la longue par triompher de ce sentiment, en jetant le souverain dans une opinion contraire, qui fut une des grandes erreurs de sa vie et des plus chèrement payées. Mardefeld y contribua très particulièrement. Frédéric tenait en grande estime le jugement de ce diplomate, et d'une manière générale sa confiance était justifiée. Or, en 1746 déjà, Mardefeld se déclarait entièrement revenu de la haute idée qu'il s'était faite « par tradition » de la

puissance russe, « ayant été depuis pleinement convaincu, écrivait-il, que quand tous les régiments sont complets, toutes les forces de cet empire, les régiments de garnison inclusivement, ne montent pas à 130,000 hommes de troupes réglées ».

C'était, à un certain point de vue, se montrer bien renseigné. Au moment de la mort d'Élisabeth, l'état officiel des troupes de terre léguées par cette souveraine à son héritier en faisait monter le nombre à 606,178 hommes (1). Mais, outre que les « irréguliers », Cosaques et Kalmouks, y figuraient pour plus d'un tiers (261,172 hommes), cette armée participait d'un trait général si commun dans l'organisation contemporaine de l'État russe et dans le fonctionnement de ses services, que nous l'avons vue faire l'objet d'une formule de style dans la correspondance administrative de l'époque. Une partie de cette armée n'existait que *sur le papier*. En réalité, les effectifs auxquels Frédéric eut à faire face, quand son malheur voulut qu'il jetât le gant aux « Oursomanes », comme il se plaisait à appeler des adversaires d'abord redoutés, puis méprisés, ne se sont jamais élevés à plus de 70,000 hommes. Mais, en recueillant des données exactes sur l'importance numérique et même sur la qualité de cet appareil militaire, Mardefeld négligeait un élément, dont aucun contemporain jusqu'aux journées de Zorndorf et Künersdorf n'eut d'ailleurs le soupçon. Les uns et les autres ne savaient que chiffrer les bataillons, évaluer la portée des canons et des fusils, apprécier l'équipement, et, à ce point de vue, ils arrivaient, par voie de comparaison, à des conclusions très rassurantes pour Frédéric. Faits comme ils étaient, les soldats et les généraux d'Élisabeth n'étaient pas pour donner grande besogne aux vainqueurs de Rosbach. Robustes en apparence, mais mal nourris, les soldats, au jugement de l'attaché militaire autrichien lui-même, Saint-André, devaient manquer de vigueur. Les généraux ignoraient « l'usage et l'utilité des chariots de vivres et des fours de campagne, n'avaient aucune

(1) *Verzeichnis der Russisch-Kaiserlichen Landmacht*, Hambourg, 1769.

connaissance de la distribution des magasins, de la police d'une armée, de sa discipline... et en général de tout ce qui fait la différence des nations civilisées à celles qui suivent encore l'aveuglement et les maximes de la barbarie (1) ». L'expérience de plusieurs batailles fut nécessaire pour rectifier ces données, justes en elles-mêmes, mais incomplètes. Apraxine et ses émules russes se laissaient surprendre et tourner par Frédéric et ses lieutenants, mais, placés ainsi dans une situation que le grand capitaine jugeait désespérée, ils n'en témoignaient même pas de l'émoi, et, après avoir déconcerté par leur attitude ceux qui croyaient les tenir à merci, ils arrivaient parfois à en avoir raison par leur ténacité. Sous le feu de la mousqueterie prussienne, les soldats de Fermor et de Saltykov tombaient par milliers; mais, jetés à terre, ils combattaient encore jusqu'au dernier souffle. Ce qu'on a appelé depuis l' « âme russe » s'est révélé alors au monde, en lui donnant l'impression de quelque chose d'obscur et de confus encore, mais d'infiniment résistant.

D'autre part, à ce moment, les relations diplomatiques entre la Russie et la Prusse se trouvaient interrompues depuis plusieurs années, et les rapports de Mardefeld, comme ceux des autres agents de Frédéric, manquaient d'actualité. Ils correspondaient à un état de choses qui, depuis 1755 surtout, avait subi des modifications assez sensibles. Jusqu'à cette époque l'organisation militaire de la Russie était restée à peu près telle que l'avait laissée Münnich. Les cadres avaient été augmentés de 1741 à 1745 par la création de la compagnie des gardes du corps et du régiment Ismaïlovski, et en 1750 par la mise sur pied, à Astrakhan, d'un régiment de cavalerie recruté parmi les fils des indigènes récemment convertis dans ces parages. En 1758, on s'était avisé de renforcer les contingents en enrôlant quelques-uns des innombrables sujets que la condition sociale et économique du pays livrait au vagabondage. Cadres et contingents n'en gardaient pas

(1) Rapport de novembre 1757, communiqué au gouvernement français. Aff. étr. *Russie*, t. LIV, f. 324.

moins l'aspect rudimentaire et chaotique si défavorablement mis en lumière sous Anne Ivanovna. Accoutrés à la française, disciplinés à l'allemande, les soldats d'Élisabeth y paraissaient toujours propres tout au plus, sous un chef tel que le fougueux vainqueur de Stavoutchany, à subir victorieusement le choc des bandes tatares ou turques. Mais en 1755, l'esprit entreprenant de Pierre Chouvalov inaugura une série de réformes, qui, dans certaines parties de cette organisation, déterminèrent un changement profond, en devançant même sur certains points les progrès concurremment accomplis en France et en Russie. L'artillerie notamment en fut transfigurée. Chouvalov y créa un corps spécial de troupes, donna plus de légèreté aux pièces et aux affûts, développa l'usage des projectiles explosifs, augmenta la puissance et la portée du tir, et, dans les campagnes de 1758-1761, la supériorité de cette arme se fit sentir sur tous les champs de bataille. En même temps, le génie militaire faisait son apparition dans l'armée russe, à l'état de corps distinct et fortement constitué, et avec lui l'esprit scientifique pénétra dans la masse entière de cet être robuste, mais gourd, pour l'assouplir aux exigences de la guerre moderne. En 1757, les bases mêmes du recrutement furent modifiées. Il pesait encore exclusivement sur les dix gouvernements de la Grande-Russie, exemptant en fait de l'impôt du sang les autres régions de l'empire, c'est-à-dire les provinces baltiques, la Petite-Russie, tous les territoires du Iaik, du Volga et du Don avec leurs populations bigarrées, germano-finnoise, russo-polonaise ou finno-turque, qui remplissaient ces régions. Sans abandonner un système qui concentrait l'effort militaire du pays dans son foyer, on chercha à l'étendre un peu. Les dix gouvernements furent divisés en cinq régions, dont chacune devait à tour de rôle alimenter l'armée de terre seule, tandis que la flotte aurait à se pourvoir dans le gouvernement d'Astrakhan et les provinces de Vologda, d'Oustioug et de Galitch.

Tout cela ne faisait pas qu'au point de vue technique, l'armée ainsi remaniée se trouvât tout à fait mise sur le pied

européen et au pair avec ses rivales de l'Occident. Mais, à la différence de ces rivales, de l'armée prussienne surtout, si abondamment complétée au moyen de razzias opérées en Pologne et en Saxe, si accueillante aux déserteurs et aux aventuriers de toute provenance, qui en faisaient « un habit d'arlequin », selon l'expression de Michelet, cette armée était essentiellement *nationale*. Pas de racolement, presque pas d'engagements volontaires, surtout dans le rang, rien que l'impôt du sang, mis à la charge des propriétaires fonciers et acquitté par eux — en monnaie de serfs. Ayant à livrer un homme sur telle ou telle quantité d'âmes possédées — la proportion variait — le *pomiéchtchik* disposait de ses paysans à volonté. Il avait aussi la faculté d'envoyer à l'armée, à titre de punition, les fugitifs qu'il réussissait à reprendre. Cette assimilation de la présence sous les armes à une *pénalité* s'est maintenue dans les traditions du pays et en constitue encore aujourd'hui un des traits les plus déplaisants. Mais l'esprit du pays n'en fait pas ressortir les conséquences démoralisantes qu'elle aurait ailleurs. A aucun degré et sous aucune forme la *peine* ne constitue ici par elle-même une déchéance. Le système avait et peut encore avoir pour effet d'introduire dans le rang beaucoup de non-valeurs ; il n'en donnait pas moins un ensemble matériellement fort et résistant, moralement très maniable, corps de fer, âmes patientes, résignées et pourtant fières à leur façon. Derrière l'officier, qui pour la moindre incartade le faisait passer par les baguettes, — dix tours à travers le régiment aligné sur deux files, — le soldat apercevait le pope, qui à la veille d'une bataille ou d'un assaut lui donnait la communion et « promenait sur le front de l'armée, parmi les chants de psaumes et les flots d'encens, les bannières, les croix, les icones miraculeuses (1) ». Et au-dessus de l'officier et du pope, de la crainte et de la piété, pour le maintenir dans son devoir et lui faire affronter la mort, il avait quelque chose encore — une idée et un sentiment. Quels ? Pas tout à

(1) Rambaud, *Russes et Prussiens*, p. 33.

fait le mélange subtil de conceptions, de tendresses et de fiertés qui dans nos esprits et dans nos cœurs correspond au mot de patrie, mais quelque chose d'assez approchant. Cet humble moujik enlevé à la corvée faisait très bien la différence entre ce qu'il se sentait être sous le drapeau et ce qu'il devinait que pouvaient être, sous le drapeau du « roi cruel », — il l'appelait ainsi dans ses chansons — « les troupes louées, faites prisonnières », de Frédéric. A défaut de la notion plus complexe, de l'émotion plus noble qui entraînent aux suprêmes sacrifices nos foules modernes de combattants, avec la résignation et la foi il portait dans son âme l'orgueil du nom russe et le culte de son tsar. Et ceci faisait au feu des hommes terribles, qui ne savaient pas manœuvrer, mais contre lesquels le « roi cruel » devait épuiser en vain toutes les ressources de son art.

Un grand écrivain russe a pu récemment, sans soulever de protestations dans son pays, proclamer superbement le néant de cet art et opposer victorieusement l'insouciance apathique d'un Koutousov au génie fulgurant d'un Napoléon. Le sentiment ainsi formulé a été, il faut en convenir, celui de tous les grands hommes de guerre russes jusqu'à ce jour. Au début du dernier siècle, Souvarov s'en montrait pénétré, alors que, coopérant avec des généraux autrichiens, il se présentait aux conseils de guerre une feuille de papier blanc à la main, et disait : « Voilà mon plan. » Et des conceptions analogues semblent encore se faire jour dans les hautes sphères de l'état-major russe, à en juger par la publication que j'ai mentionnée dans ma préface et où je vois présentée comme un trait de supériorité l'indifférence opposée par les Fermor et les Saltykov aux manœuvres savantes de Frédéric. Sans vouloir, faute de compétence suffisante, discuter ici la valeur de la théorie, j'aurai à montrer comment, dans la pratique, à la faveur peut-être de conditions particulières, telles que la supériorité matérielle du nombre et la supériorité morale du tempérament, elle a paru justifiée dans la redoutable épreuve dont le règne d'Élisabeth a laissé le souvenir.

De toute façon, *sur terre*, l'héritage de puissance et de gloire militaire créé par Pierre le Grand n'a pas été amoindri entre les mains de sa fille.

Sur mer, le bilan du règne a été très différent. Catherine Ire et Anne Ire avaient déjà laissé péricliter cette partie du domaine national conquise au prix d'un si grand effort sur les éléments également hostiles du climat, de la situation géographique et de la situation politique du pays. Au début du règne d'Élisabeth, numériquement supérieure, la flotte russe, commandée par l'amiral Michoukov, ne sut qu'éviter un combat, dont ses adversaires, sous pavillon suédois, ne mettaient d'ailleurs pas beaucoup d'ardeur à rechercher l'occasion. En 1743, une rencontre ne put cependant pas être évitée entre les flottilles de galères équipées de part et d'autre, et l'avantage resta au pavillon russe. Mais, sous le commandement de Keith, il couvrait principalement des troupes de terre embarquées à bord de ces bateaux. Pour la flotte proprement dite, il fallait des marins, et le pays n'en produisant pas, le mot d'ordre étant de ne pas en demander à l'étranger, l'amiral Golovine, qui succéda à Michoukov, ne fit pas mieux que son prédécesseur. Une période de quatorze années de paix vint ensuite, au cours de laquelle on arriva à réduire jusqu'aux exercices annuels des escadres. Les officiers manquaient, et les bâtiments ne tardèrent pas aussi à faire défaut. « La flotte mise en armement à Revel, écrivait d'Allion en juillet 1746, consiste en dix-neuf vaisseaux de ligne depuis soixante jusqu'à cent pièces de canon, six frégates et un bâtiment d'hôpital. Il y a outre cela à Revel, a ce qu'on dit, quatre vaisseaux de guerre, trois frégates et une quinzaine de galères ; mais il faut observer que presque la moitié de ces vaisseaux ne sauraient soutenir une navigation sérieuse ni un combat » Et Mardefeld rapportait le mois suivant : « La flotte est si mal équipée qu'on n'a pas osé faire représenter à l'Impératrice un combat dans le spacieux port de Rogerwick, s'étant contenté de choisir les meilleurs de la flotte, savoir quatre de chaque côté, pour faire cette manœuvre dans le petit port de Revel. » Trois années

plus tard, suppression complète des manœuvres navales. Pour armer même un nombre limité de bâtiments, l'Amirauté aurait eu besoin de quatre cent mille roubles environ, et ses disponibilités ne dépassaient pas dix mille (1).

Pierre Ier, et Münnich après lui, avaient montré qu'on pouvait faire marcher des soldats russes sans leur mettre des bottes aux pieds, ou même du pain dans la bouche. Russes ou anglais, les vaisseaux ne marchent pas sans gréement. Aussi, quand éclata la guerre de Sept ans, cette flotte qu'on négligeait de vêtir et de nourrir se refusa à égaler les prouesses de l'armée de terre. Elle croisa en 1758 dans la Baltique, en faisant mine d'y attendre les Anglais, qui ne faisaient pas mine de venir. Elle eut ensuite des troupes à débarquer sous Kolberg ; mais sur vingt-sept transports, onze sombrèrent dans la traversée avec leurs équipages, et les autres, dispersés par une tempête, ne réussirent à grand'peine qu'à regagner leur port d'attache. En 1760, Michoukov réunit sous son commandement les deux escadres de Kronstadt et de Revel, vingt-sept vaisseaux de ligne ou frégates et dix-sept transports. Il s'adjoignit encore une escadre suédoise de neuf vaisseaux de ligne et alla bombarder Kolberg, que des troupes russes assiégeaient par terre. Malheureusement, cette réunion de forces navales si imposantes inspirait si peu de confiance aux assiégeants qu'à l'apparition de cinq mille Prussiens ils décampèrent, et l'armada russo-suédoise ne servit qu'à recueillir les fuyards. L'année suivante, Michoukov fut remplacé par l'amiral Polianski, qui avait sous ses ordres Spiridov, le futur héros de Tchesmé. Pourtant, en dépit de quelques exploits accomplis par ce dernier et par un autre capitaine de vaisseau, Iretskiï, la flotte ne fit encore rien sous Kolberg et abandonna à l'armée de terre sous Roumiantsov l'honneur de prendre la ville.

Les chantiers de construction maritime ne furent pas entièrement inactifs à cette époque. Dirigés par deux Anglais,

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 8-9.

ceux d'Arkhangelsk réussirent à mettre à flot jusqu'à trente-six vaisseaux de ligne et vingt-huit frégates, sans compter les galères et les petits bâtiments. Mais la qualité ne répondait pas à la quantité. Les deux constructeurs étrangers, James et Sutherland, n'avaient pas affronté les risques que leurs pareils couraient maintenant en Russie pour y produire des chefs-d'œuvre. Et l'insuffisance des équipages faisait obstacle à tout résultat sérieux dans ce sens. Dans les rangs inférieurs, le personnel de la flotte était, en cas d'armement, régulièrement emprunté pour moitié aux troupes de terre, qui ne pouvaient fournir des matelots. Pour les états-majors, en faisant constater, en 1749, que, sur le nombre d'officiers prévu par les états, plus de la moitié demeuraient absents, l'Amirauté observait que sa réclamation était la *neuvième* depuis cinq ans. Celle-ci n'eut pas plus de succès que les autres. En 1752 seulement, Élisabeth se laissa engager à nommer quelques capitaines et quelques lieutenants (1).

Vers la même époque, l'achèvement du grand canal de Kronstadt commencé par Pierre Ier et la fondation du corps des cadets de la marine marquèrent une date dans les fastes maritimes du règne.

On ne saurait mettre entièrement à sa charge leur pauvreté humiliante. Ainsi que j'ai eu à l'indiquer déjà, en prétendant violenter la constitution et la destinée naturelle d'un empire essentiellement terrien, l'œuvre de Pierre le Grand avait revêtu ici un caractère paradoxal qui ne pouvait se soutenir longtemps.

Pour mieux réussir dans d'autres voies de développement plus normal, où le succès ne répondit pas toujours non plus aux espérances qu'elle avait éveillées et aux prétentions qu'elle ne cessa jamais de manifester, les capacités ne firent pas seules défaut à Élisabeth. Elle manqua surtout de temps et de recueillement. Sans que je veuille, avec un historien des plus compétents, rattacher au « laisser aller » de l'aimable souve-

(1) Viéssiélago, *Histoire de la flotte russe*, 1893, t. I, p. 101 et suiv.

raine l'éclosion du nihilisme moderne (1), il est certain qu'elle s'amusait trop et qu'on s'amusait trop autour d'elle pour donner une application soutenue aux objets sérieux. « On dort le jour et on danse par oukase depuis le soir jusqu'au matin », écrivait en novembre 1754 le Saxon Funck. « Les réunions du Sénat, l'expédition des affaires dans les collèges, tout est suspendu. » J'ai dit qu'il y avait une part d'intention sérieuse, de précaution conservatrice dans cette débauche de plaisirs nocturnes; mais l'expédient entraînait ceux qui s'en servaient sur une pente glissante, et leur police faisait tort à leur politique.

En mêlant la débauche à la dévotion, Élisabeth n'a guère montré de sollicitude constante que pour les choses d'église, et on s'apercevra tout à l'heure que, même dans ce sens, son zèle n'a pas toujours été bien employé. Ce qui s'est fait sous ce règne étrange et déconcertant, beaucoup de choses indiquées déjà ou à indiquer encore qui y ont inscrit un progrès réel dans l'histoire politique et économique, sociale et intellectuelle du pays, s'est fait surtout par le jeu indépendant des forces naturelles, qui se dégageaient spontanément d'un sol et d'un peuple marqué pour de grandes destinées et manifestaient leur énergie, choisissaient leur voie en dehors de toute initiative, de toute direction, de tout contrôle personnel.

(1) Herrmann, Der Russische Hof unter Kaiserin Elisabeth, *Hist. Taschenbuch* VI. Folge, I Jahrgang, p. 269.

CHAPITRE V

ÉVOLUTION SOCIALE

I. L'Église. — La sécularisation de la propriété monacale. — Rupture temporaire avec le programme de Pierre I[er] et retour partiel à ce programme. — Son abandon au point de vue spirituel. — Avènement de l'orthodoxie militante. Propagande religieuse et intolérance. — Le *raskol*. — Les autres sectes dissidentes. — Persécutions. — La folie des autodafés volontaires. — Résultats négatifs. — Politique d'Élisabeth dans ses rapports avec le clergé. — Son influence démoralisante. — Misère matérielle et misère morale. — Corruption et désordres. — Le Synode. — L'Église et la vie religieuse. — II. Mouvement social. — Mœurs. — La noblesse. — Changement dans sa condition. — Évolution émancipatrice compensée par l'extension du servage. Condition des serfs. — La *dvornia*. — Le servage et la législation. — Pouvoir judiciaire des maîtres. Abus. — La *Saltytchikha*. Une carrière sanguinaire. — 138 victimes. Caractère particulièrement odieux du servage en Russie. — Les causes. — Absence du principe patriarcal. — Les apologistes et les détracteurs de ce régime. — Phénomènes qui en décèlent les vices — Fuite et révoltes incessantes des paysans asservis. — Inaptitude de l'aristocratie locale à atténuer les défauts du système. — Composition vicieuse de ce corps et éléments de corruption introduits dans son sein. — Développement intellectuel insuffisant. — III. Éducation nationale. — Absence ou indigence de l'enseignement primaire et secondaire. — Le corps de cadets. — Les éducateurs étrangers. — Le Français Lapis. — La substitution du courant français au courant allemand. — La francomanie. — Ses abus. — Les petits-maîtres. — La jeunesse de Bolotov et ses précepteurs. — L'enseignement supérieur. — L'académie de Moscou. — L'académie de Saint-Pétersbourg. — Lutte de l'élément russe avec l'élément allemand. — Nartov et Schumacher. — Stérilité scientifique. — Avènement d'une période plus féconde. — Müller. — Inauguration de la presse scientifique. — Réforme des l'enseignement. — L'Université de Moscou. — Les gymnases. — Causes empêchant un développement indépendant dans ce sens. — La science officielle. — La censure. — Instincts despotiques. — IV. Mouvement littéraire. — Lomonossov. — Sa carrière et son œuvre. — V. Initiation artistique. — Commencements obscurs. — Indigence des arts plastiques. — Artistes russes et artistes étrangers. — Les peintres français en Russie. — Tocqué. — Lagrenée. — Le Lorrain. — Le théâtre et la chorégraphie. — La création du théâtre russe. — — La province et la capitale. — La comédie russe à Iaroslavl. — Volkov et sa troupe. — Soumarokov et ses drames. — Prémices d'une culture nouvelle. — Résumé.

I

VIE RELIGIEUSE. — L'ÉGLISE NATIONALE

Le diplomate français dont on a fréquemment rencontré le nom dans les pages précédentes, d'Allion, écrivait en 1746 :

« L'impératrice Élisabeth, peu de temps avant mon retour en Russie, avait déjà rétabli le clergé dépouillé par Pierre le Grand dans la jouissance de ses anciens biens. Je remarque que de jour en jour elle lui laisse regagner du côté de l'autorité le terrain qu'il avait perdu. Cela va déjà au point que ce pays-ci ressemble à un pays d'inquisition. »

D'Allion touchait là un peu légèrement à deux ordres différents de choses où Élisabeth a bien modifié, et assez profondément, la situation morale et matérielle de l'Église nationale, mais pas tout à fait dans le sens ainsi indiqué. Si, en effet, au point de vue économique et social, elle a tout d'abord, sous l'influence de ses sentiments intimes, tendu à défaire l'œuvre de sécularisation inaugurée par Pierre le Grand, elle est arrivée, sous la pression de nécessités intérieures et extérieures, à en reprendre le plan et à en hâter l'achèvement. Le Réformateur avait, on le sait, enlevé aux monastères la gestion de leur immense domaine pour l'attribuer à une officine laïque qui fut d'abord le « Bureau des monastères » et ensuite le « Collège économique », dont j'ai fait précédemment mention. Centralisés par cette administration, les revenus des biens ainsi confisqués en fait devaient être répartis entre les couvents au prorata de leurs besoins, mais en laissant un large surplus destiné à la création et à l'entretien d'hospices laïques. Les révolutionnaires de tous les pays se ressemblent, et Pierre en était un. Partout aussi ils ont des successeurs, qui, éprouvant de la difficulté à achever ce qu'ils ont commencé, — car généralement ils ne laissent que des commencements, — se hâtent d'apporter des palliatifs à leur œuvre et parfois même la détruisent entièrement.

Vous savez le rôle que les monastères ont joué dans la vie d'Élisabeth. Dans leurs murs vénérés, elle a certainement passé les meilleures heures de sa vie. Aux environs de Moscou, la *Troïtsa* l'attirait particulièrement. A Pétersbourg, elle chercha à se donner l'équivalent de ce délicieux lieu de retraite, en fondant le *Smolnyï*, puis le couvent de la Résurrection, ou *Novodiévitchyï*. Vous devinez aisément de quelles obsessions

elle dut être l'objet de la part de ses hôtes, qui, vous l'imaginez bien, supportaient avec peine leur condition nouvelle, humiliée et appauvrie, et ne perdaient pas une occasion de s'en plaindre. Elle n'était pas femme à y résister. Ce furent d'abord, de sa part, quelques menues faveurs, comme la suppression de certaines charges grevant le *clergé noir*, billets de logement ou service de garde aux portes des villes. Car en leur enlevant leur prébende, Pierre n'avait pas songé à décharger ses moines de ce qui en constituait la contre-partie. En même temps, et allant cette fois directement contre l'esprit de la Réforme, la fille du Réformateur favorisa l'agrandissement des biens de mainmorte. Entre les mains de ses nouveaux administrateurs laïques, le patrimoine ecclésiastique ne prospéra pas seulement; il s'étendit. D'anciennes donations consenties au profit des monastères furent confirmées, d'autres ajoutées par l'Impératrice elle-même (1). En 1744, elle fit un pas de plus, en supprimant, ainsi que je l'ai dit plus haut, le Collège économique. Du coup, l'Église recouvra la jouissance directe de son avoir, et la prétention du pouvoir civil d'en partager le produit avec elle se trouva, d'assez illusive qu'elle était, tout à fait chimérique. La création des hospices demeurait encore à l'état de projet; elle passa à l'état de mythe. Sous divers prétextes les monastères refusaient déjà de recevoir les invalides, assez peu nombreux en temps de paix, qu'on leur envoyait, faute d'établissements spéciaux affectés à leur hospitalisation. Se sentant soutenus maintenant, les moines fermèrent plus résolument encore des portes mieux défendues par l'indulgente protection d'une pieuse et distraite souveraine. Et l'on vécut de part et d'autre des jours heureux.

Cette félicité dura jusqu'en 1757. A ce moment, une guerre meurtrière posa brusquement devant Élisabeth le redoutable problème dont la solution, préparée par Pierre le Grand, avait pu paraître jusqu'à présent superflue : Que faire avec les bles-

(1) Milioutine, *Étude sur les biens immeubles du clergé en Russie*, 1862, p. 541; comp. Zavialov, *La question des propriétés ecclésiastiques sous Catherine II*, 1900, p. 123, en russe.

sés que les champs de bataille renvoyaient maintenant par milliers du fond de la Prusse? Vous avez vu ce qu'ils devenaient dans les rues de Moscou. La guerre est le plus terrible des despotes, et les âmes les plus dévotes sont obligées parfois à subir sa loi. Elle est aussi révolutionnaire à sa façon. En 1757 donc, un nouvel oukase bouleversa à nouveau le fragile édifice où, depuis treize ans seulement, l'Église abritait sa fortune recouvrée. L'administration des biens monacaux resta centralisée au Synode; mais pour la gestion directe elle dut céder une partie de ses pouvoirs à des fonctionnaires laïques, officiers d'état-major en retraite, chargés de prélever sur les revenus cette part que l'État s'était réservée et qu'il n'obtenait plus. Le superflu d'une richesse démesurément accrue allait recevoir enfin l'emploi auquel on le destinait depuis longtemps. Et, en effet, une première maison d'invalides fut, dès l'année suivante, établie à Kasan, et en 1760, des hospices se multiplièrent dans les gouvernements de Kasan, de Voronéje et Nijni-Novgorod.

C'était le retour pur et simple au programme de Pierre le Grand, et le développement n'en devait plus être arrêté.

Au point de vue spirituel, la dévotion d'Élisabeth et sa tendresse pour le clergé l'ont pareillement entraînée à une rupture avec les idées directrices de son père, et, dans cette voie, à défaut de contrainte semblable à celle que je viens d'indiquer pour lui faire rebrousser chemin, sans précisément ramener ou introduire en Russie l'inquisition, elle a persévéré jusqu'au bout. L'inquisition n'ayant jamais fonctionné dans son pays, cette souveraine y a introduit, à proprement parler, un régime entièrement nouveau d'orthodoxie militante. Propagande religieuse dépouillée de tout scrupule dans l'emploi des moyens; lutte également ardente et passionnée contre l'hérésie, elle en a développé et progressivement accentué toutes les formes, sans excepter les plus violentes. Plusieurs fois condamné et mis sous scellé, à raison de son intransigeance farouche, le fameux livre de Iavorski *la Pierre angulaire de la foi* fut remis en honneur, tandis que le Synode obtenait

licence entière pour poursuivre et confisquer les autres œuvres de polémique religieuse conçues dans un esprit plus libéral, et pour interdire l'introduction en Russie des publications analogues se multipliant à l'étranger. En même temps, sur les frontières de l'empire, la conversion des peuplades musulmanes ou païennes, Tatares, Tchouvaches, Tchérémisses, Samoièdes, pratiquant dans ces parages des cultes divers, était favorisée et accélérée par des mesures d'ordre administratif, telles que la remise aux néophytes de leurs contributions, les non-convertis ayant à payer la part des autres, conformément à un système qui s'est perpétué jusqu'à nos jours pour des fins de prosélytisme religieux ou politique. Un serf mahométan se libérait en acceptant le *pravoslavié*, et un *mourza* prenant le baptême recouvrait le droit de posséder des serfs. Le baptême avait même pour effet d'arrêter les poursuites criminelles!

Le tempérament de l'évêque de Nijni-Novgorod, Dimitri Siétchénov, chargé de l'accomplissement de cette œuvre, contribua à en aggraver les traits révoltants. Aux paroles de persuasion ce prélat substituait volontiers, paraît-il, les coups, et aux aspersions d'eau bénite les baignades forcées (1).

Le Sénat, on doit le dire à son honneur, n'hésita pas à condamner plusieurs fois ces appels à la force, mais son intervention ne semble pas en avoir empêché le retour. Les Kalmouks seuls y échappèrent, grâce à leur docilité. Moyennant 1 à 5 roubles par conversion, suivant la situation sociale des intéressés, on n'avait que l'embarras de la dépense (2).

Mais à l'intérieur même de l'empire, l'orthodoxie militante rencontrait des résistances plus opiniâtres. En dehors du *raskol* issu de la réforme de Nicone, un mouvement dissident de plus en plus actif déterminait la germination de plus en plus abondante d'une foule de sectes, dont le nombre et la ferveur constituent aujourd'hui encore un des phénomènes les

(1) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXII, p. 27-29; *Vie intérieure de l'Empire*, liv. II, p. 370.
(2) Kostomarov, *Hist. de Russie*, t. II, p. 318.

plus saillants de la vie religieuse dans la patrie de Siétchénov. En 1744, une princesse Khovanskaïa, Daria Fiodorovna, eut l'idée d'assister à la réunion d'une de ces pieuses communautés. Elle pensa en mourir de frayeur. La piété, dans ces milieux, affecte les formes les plus imprévues, monstrueuses parfois et terrifiantes. Dans le « Désert théologique » (*Bogoslovskaïa poustynia*), cénacle mystérieux à 60 verstes de Moscou, où une curiosité imprudente l'avait portée, au sein d'un groupe d'hommes et de femmes qui chantaient des cantiques, Mme Khovanskaïa vit soudain se lever un marchand, qui, en proie à une vive agitation et tremblant de tout son corps, se mit à tourner sur lui-même. Il criait en même temps : « Écoutez-moi ! Le Saint-Esprit parle par ma bouche... Priez la nuit... Ne commettez pas d'adultère... N'allez pas aux baptêmes ni aux noces... Ne buvez ni eau-de-vie ni bière. » Au bout d'un temps assez long il s'arrêta, demanda un pain et de l'eau, et offrit l'aliment et la boisson à la communauté, après les avoir consacrés par un signe de croix. Après quoi, tous se mirent à tourner à son exemple, chantant, sautant et se frappant avec des bâtons et même avec des couteaux, « pour dompter la chair » , disaient-ils.

C'étaient vraisemblablement des *khlysty* ou flagellants, dissidents faisant partie d'une secte dont ses adhérents font remonter l'origine au règne de Pierre le Grand et la fondation au Père éternel lui-même (1). Et on comprend que contre de tels adversaires le Synode, soutenu par Élisabeth, se crût autorisé à recourir au bras séculier. La prohibition de pratiques semblables n'était-elle pas une question de police? Des expéditions militaires furent donc organisées pour détruire les repaires de ces égarés, enlever les prédicateurs et disperser les confréries. Mais la distinction entre les dissidents de cette catégorie et les *raskolniks*, adhérents d'un culte exempt de toute excentricité et de toute sauvagerie, était malaisée à établir. On ne s'en soucia pas. A partir de 1745, on tendit à assimiler les

(1) V. Leroy-Beaulieu, *l'Empire des tsars*, t. III, p. 459.

uns et les autres dans une œuvre de répression de plus en plus âprement poursuivie. Contre les *raskolniks*, on eut d'abord recours à des mesures fiscales. Ils durent payer impôt double et subir mille exactions. Le Trésor s'en trouva bien, mais il arriva aussi à suspecter facilement la sincérité des conversions provoquées à son détriment, et à créer une nouvelle catégorie de dissidents involontaires. Une nouvelle phase de la lutte commença alors. Pressurés, ruinés, les malheureux, auxquels on enlevait ainsi tout moyen d'améliorer leur sort, quittèrent en masse leurs foyers, cherchant un refuge dans les bois, dans les lieux déserts, sur les rives inhospitalières de la mer de Glace, où l'exil les confondait avec les dissidents de toute marque, simultanément poussés à la même extrémité. On les confondit dans un même traitement. On les poursuivit, on les traqua comme des bêtes fauves, et alors, au milieu d'une crise de désespoir naturelle, on vit renaître et prendre des proportions effrayantes cette autre forme de folie religieuse : le suicide et plus généralement l'autodafé volontaire, qui, sous l'inspiration de la double croyance à la fin prochaine du monde et à la venue de l'Antéchrist, avait fait déjà au dix-septième siècle des victimes innombrables et tendait toujours à se reproduire sous l'influence des persécutions. Dans l'imagination des sectaires, les persécuteurs étaient les précurseurs, ou même les représentants visibles de l'Antéchrist, et les violences auxquelles ils se livraient envers les serviteurs de Dieu étaient le signe infaillible d'un cataclysme universel. Là-dessus, à la nouvelle de l'approche des soldats, les *raskolniks* s'enfermaient dans leurs maisons ou dans leurs temples de bois, où ils avaient eu soin d'entasser des matières inflammables, et y mettaient le feu. Aux environs de Kargopol on compta 240, puis 400 individus ayant ainsi trouvé la mort dans les flammes, et aux environs de Nijni-Novgorod le nombre des viciimes monta à 600; dans le district d'Olonetsk, d'après certains rapports, à 3,000. Sur les bords de l'Oumba, 30 à 50 sectaires se brûlèrent d'un coup avec leur maître, Philippon, qui enseignait de ne pas prier pour le Tsar et fut

fondateur de la secte des Philippons. Le caractère politique de la doctrine conseilla un redoublement de sévérité. Résultat : des victimes nouvelles par centaines (1).

De tels résultats se retrouvent dans l'histoire de toutes les persécutions ; la puissance prolifique du martyre y est constamment prouvée, et l'impuissance de la force matérielle contre la force morale non moins constamment établie par des exemples analogues, qui sont à la fois la honte et l'orgueil de l'humanité.

Le clergé d'Élisabeth n'a pas réussi à mettre sur ce point au service de son apostolat le seul instrument qui aurait eu chance de le rendre efficace : une action morale égale en autorité et en énergie aux moyens matériels si vainement mis en œuvre. Mais, plus nuisible encore dans ce sens aux intérêts religieux bien compris et plus directement contraire aussi à l'esprit de Pierre, la politique de la souveraine vis-à-vis de ce clergé devait avoir pour effet, on a pu s'en apercevoir déjà, de le rendre de moins en moins capable d'exercer un tel ministère et même de s'y essayer. Elle fut essentiellement démoralisante. Au régime de discipline et de contrôle sévère inauguré par le Réformateur elle substitua, nous l'avons vu, un parti pris de tolérante complaisance, et les causes intimes de faiblesse dont l'Église russe se ressent si douloureusement jusqu'au temps où nous vivons sont à chercher en partie dans les habitudes contractées à cette époque, où elle connut les jouissances, mais aussi les périls d'une liberté sans bornes.

Il serait injuste de dire qu'Élisabeth ait délibérément encouragé sur ce point la licence et la corruption. Je tiens que sa foi a été sincère et sa piété réelle. Elle arrivait indirectement à cet autre résultat fâcheux. Pierre avait interdit de transporter les icones dans les maisons particulières ; en y officiant devant les saintes images, les prêtres étaient exposés à de trop dangereuses tentations. Élisabeth leva la défense, en stipulant

(1) Sapojnikov, Les autodafés volontaires, dans le *Raskol* russe, 1891, p. 83 et suiv. ; Essipov, Les victimes des autodafés volontaires, *Annales de la patrie*, 1863, n° 2 ; Kostomarov, *loc. cit.*, t. II, p. 321, en russe.

seulement que les porteurs d'icones s'abstiendraient de se mettre à table avec leurs hôtes et de prendre des boissons fortes. On imagine si la restriction avait chance d'être observée. En choisissant, d'autre part, les monastères pour abri coutumier de ses aventures galantes, on devine quelles mœurs la souveraine travaillait à y propager. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet. L'histoire du règne abonde en traits scandaleux, où la débauche la plus honteuse alterne au pied même des autels avec l'arbitraire le plus odieux. Pour ne parler que de faits se rapportant à cette dernière catégorie, c'est l'évêque de Viatka, Varlaam, souffletant un voiévode, fouettant l'intendant d'un monastère si cruellement que le malheureux reste sur place sans connaissance; c'est l'arkhireï d'Arkhangelsk, Varsonofiï, qui, pour une faute légère, met à la porte de son église tout son clergé, le protopope en tête, et, obligeant les coupables à se déchausser, les tient pieds nus sur la neige pendant la durée de l'office. Il frappe ses prêtres à tout propos, il les fait mettre à la chaîne pour la moindre peccadille, et il réclame des pots-de-vin pour le moindre service. Il échappe lui-même à toute punition. Comme son confrère de Viatka, il meurt en paix sur sa chaire épiscopale (1).

La fameuse *Saltytchikha*, l'horrible comtesse Daria Saltykov de lugubre mémoire, la tueuse d'hommes accusée d'avoir fait jusqu'à cent trente-huit victimes (2), est une contemporaine d'Élisabeth, bien que son procès n'ait été instruit que sous Catherine II; or la complicité du clergé dans un grand nombre de ses crimes, voire dans le cours entier de son homicide carrière, apparait avec évidence. Il rendait largement la tolérance dont on le favorisait.

Du haut en bas de la hiérarchie ecclésiastique c'est le même fléchissement moral, avec, dans les rangs inférieurs, un avilissement plus marqué, dans l'absence de toute dignité, voire de toute décence, même extérieure. Un moment réprimé, le

(1) Znamiénski, *le Clergé paroissial*, p. 259, 411-424; Chakhovskoï, *Mémoires*, p. 282-3; *Antiquité russe*, mai 1878, p. 185-190, en russe.

(2) V. le *Roman d'une impératrice*, p. 344.

marchandage des prêtres offrant leurs services sur les places publiques redevient d'usage courant. Cette pratique indécente était une conséquence de deux phénomènes connexes dans la constitution contemporaine du bas clergé : le nombre disproportionné et la pauvreté excessive de ses membres. En mettant la main sur une partie de la richesse ecclésiastique, Pierre avait cherché à réduire proportionnellement le personnel qui en vivait. Il avait pris des mesures pour que dans chaque paroisse le nombre des desservants répondît aux besoins du culte, et s'était appliqué aussi à diminuer et à épurer la population débordante et mêlée des monastères (1). Sous Élisabeth, là comme ailleurs, le laisser-faire et le laisser-passer triomphèrent et l'équilibre fut rapidement compromis. De la campagne où ils ne trouvaient pas à se nourrir, des prêtres affluèrent à Moscou en bandes affamées. Ils se réunissaient au carrefour du Saint-Sauveur (*Spasskoïé Krestso*) et attendaient le client, le marchand pieux qui les embaucherait pour une messe, un *molebene*, ou quelque autre office relevant de leur ministère. Ils tenaient d'habitude à la main un petit pain (*kalatch*), et, devant l'hésitation du client à leur offrir le prix demandé, ils faisaient mine d'y mordre, ce qui les mettrait hors d'état de paraître à l'autel. Parfois, le scandale devenant trop grand, les évêques envoyaient cueillir ces camelots du divin mystère et les faisaient fouetter; mais ils recommençaient (2).

A cette misère matérielle et morale répondait une misère intellectuelle égale. L'Académie slavo-gréco-latine de Moscou, fonctionnant comme séminaire, ne pouvait suffire à tous les besoins, et le niveau des études y demeurait assez bas, ainsi que j'aurai à le montrer. Pour le relever, dans certaines éparchies, on recherchait les moines petits-russiens et on leur confiait quelques chaires épiscopales. Mais ces demi-étrangers étaient regardés d'un œil malveillant par l'ensemble du clergé, eux et la culture qu'ils représentaient, entachée de latinisme. Et dans le plus grand nombre de diocèses, l'école était consi-

(1) V. *Pierre le Grand*, p. 488.
(2) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 301.

dérée comme une superfluité onéreuse. L'arkhireï d'Arkhangelsk, déjà nommé, se distinguait autant par sa haine pour l'enseignement que par sa cruauté.

Le défaut de ressources invoqué par la plupart de ses collègues contre tout essai d'organisation scolaire était d'ailleurs une réalité. En 1748 et en 1729, le métropolitain de Tobolsk sollicita vainement des fonds pour l'établissement d'un séminaire (1). Il tombait mal : on avait à faire les frais de la coûteuse campagne qui valait à la Russie l'honneur de figurer parmi les belligérants de l'Europe occidentale sans lui assurer le privilège de prendre place au congrès qui allait terminer la guerre. Et Élisabeth changeait de favori, ce qui ne se passait pas sans entraîner des dépenses considérables. Le séminaire fut fondé quand même avec les ressources locales, mais il périclita.

A toutes ces causes d'avilissement ajoutez un élément politique. La Chancellerie secrète faisait état de la confession pour ses opérations de police, et rencontrait peu de consciences récalcitrantes (2). La tolérance dont le clerge bénéficiait de la part des autorités administratives et judiciaires ne s'alliait pas au respect. Elle n'agissait que comme un instrument de corruption. Savourez ces détails d'un procès qui eut quelque retentissement en 1751. Un prêtre de campagne va porter le viatique chez un agonisant. Chemin faisant, il entre dans une maison amie, s'y attarde de longues heures, puis, en état d'ivresse probablement, se prend de querelle avec un paysan. D'autres paysans accourent. On frappe le pope ; on le traîne par les cheveux à travers le village. Le seigneur du lieu accourt. C'est un prince. Loin d'intervenir dans l'algarade pour y mettre fin, il y prend une part active. Le porteur du viatique est encore plus malmené. Les saintes espèces s'égarent... Enquête et jugement : le prince Viaziémski est condamné à passer le reste de ses jours dans un monastère ; les paysans reçoivent le fouet « sans miséricorde » ; quant au pope

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXII, p. 260.
(2) Znamiénski, *loc. cit.*, p. 391, 393.

négligent, ivrogne et querelleur, il sort du procès à peu près indemne. A peine lui inflige-t-on quelques mois de retraite (1).

Dans cette grande Église nationale, dans ce vaste corps gangrené où Pierre avait jugé nécessaire de porter le fer et le feu, les membres inférieurs ou supérieurs participaient de l'état où se trouvait la tête. La tête, c'était maintenant le Synode. Or le désordre, l'incurie et le vice y régnaient en maîtres. En quête d'un procureur général chargé, d'après le plan du Réformateur, de représenter auprès de cette assemblée la personne et l'autorité suprême du souverain, Élisabeth ne trouvait qu'un ex-soldat ayant passé policier. Nommé à ce poste, Chakhovskoï n'avait pas la moindre idée de ses attributions. Pour s'éclairer, il voulut compulser les archives. Réponse : « Nous n'en avons pas. » Il demanda le rôle des affaires en cours. On ne savait pas ce que c'était. Les affaires s'instruisaient et se décidaient suivant les convenances des membres de la haute assemblée, qui, chefs de monastères ou chefs d'éparchies, y étaient généralement juges et parties. L'administration des biens ecclésiastiques relevant maintenant de l'autorité synodale, Chakhovskoï réclama encore un état des revenus. Il ne put l'obtenir davantage. Depuis des années l'assemblée esquivait l'obligation de fournir des rapports budgétaires précis. Pressée à ce sujet, elle renvoyait la réponse à une réunion plénière. Ces réunions étaient rares, n'aboutissaient à rien et déterminaient un nouveau renvoi. Après le remplacement de Chakhovskoï par Lvov, en 1751, ce fut pis. Le nouveau procureur général ne s'occupa que de recueillir les pots-de-vin qu'on lui distribuait avec libéralité (2).

« Rien n'est plus méprisé ni méprisable que le clergé de Russie », écrivait le baron de Breteuil en 1760. Mais il ajoutait à cette constatation un correctif, qui, mettant en lumière les raports du clergé déchu avec ses ouailles, nous indique comment cette déchéance n'entraînait pas dans l'ensemble de

(1) Journal du Sénat, 5 nov. 1751, 11 août 1752.

(2) Chakhovskoï, *Mémoires*, p. 39; Blagovidov, *Les procureurs généraux du Saint-Synode*, édit. de 1900, p. 196-7 et suiv., en russe.

la population un affaiblissement correspondant des sentiments religieux. Dans l'histoire de la vie religieuse en Russie, c'est là un fait capital. « Cependant », ajoutait Breteuil, « à commencer par l'Impératrice, tout le monde baise les moines et les prêtres chaque fois qu'on les rencontre sur un chemin ou qu'ils entrent dans une maison. Cette marque du plus grand respect n'empêche pas qu'on les assomme à coups de bâton quand l'occasion s'en présente, et, pourvu qu'on ne les frappe pas sur la tête et qu'on respecte leur barbe, ils n'ont aucun droit de se plaindre. Cette condition fait qu'on en tue peu, mais qu'on en bat beaucoup (1). »

Le phénomène ainsi observé frappe aujourd'hui encore ceux qui étudient la physionomie du peuple russe. Il se retrouve dans l'histoire de tous les peuples à certaines époques de leur existence et correspond à une grande intensité du sentiment religieux qui s'y affirme et y triomphe, dans sa puissance intime, des causes extérieures de défaillance qui peuvent vicier son expression, mais n'arrivent pas à attaquer son essence. Quand la foi a besoin de s'appuyer sur le prestige extérieur du culte, c'est qu'elle est fortement ébranlée.

La condition matérielle et surtout la condition morale d'un clergé ne peut cependant ne pas réagir, dans une certaine mesure, sur les intérêts spirituels qu'il représente. Aussi le dix-neuvième siècle a-t-il vu des efforts entrepris à plusieurs reprises par le gouvernement russe pour réparer à cet égard l'œuvre du dix-huitième. Mais ces tentatives ont dû se trouver en rapport étroit avec l'entreprise générale de rénovation sociale qui, au point de vue matériel et moral, a si profondément modifié de nos jours l'aspect de ce pays. La composition sociale du clergé russe a eu et a encore une influence considérable sur sa situation dans la société. Et sur ce point le document diplomatique que je viens de citer contient une indication quelque peu excessive dans la forme, mais juste dans le fond. En parlant de la conduite de ce clergé qu'il voit

(1) A Choiseul, 1er sept. 1760. Aff. étr.

en rapport avec ses origines, Breteuil dit : « Il n'y entre que la lie du peuple. » Pour des raisons multiples, mais dont la plus essentielle est à apercevoir, je pense, dans le mode de recrutement de ses chefs hiérarchiques, l'Église russe a toujours été, en effet, tributaire des classes inférieures pour la composition de ses cadres. Les dignités ecclésiastiques étant réservées aux prêtres non mariés, donc aux moines seuls, l'entrée dans les ordres ne constitue pas une carrière, et l'élément aristocratique est porté ainsi à s'en désintéresser. Quant aux monastères, leur origine exotique sans liaison avec le développement moral du pays, leur rôle historique contenu dans la sphère des faits politiques et sociaux plutôt que dans celle des phénomènes intellectuels ont tendu à en faire moins des foyers de vie spirituelle que des lieux d'asile. « Pourquoi es-tu entré au couvent? » demandait à un moine de Vologda l'envoyé de la reine Élisabeth, Fletcher. Et le moine répondait : « Pour manger en paix. » En défendant aux membres du clergé noir, sous peine de châtiments corporels, de composer des livres ou d'en tirer des extraits, d'avoir dans leur cellule encre ou papier sans autorisation de leur supérieur, Pierre le Grand travailla à renforcer ce caractère. Il n'y eut dans la plupart des cloîtres qu'un encrier commun, enchaîné à une des tables du réfectoire, et, réduite à un formalisme insipide, soumise à une réglementation bureaucratique, la vie monastique fut sans attrait pour les natures cultivées. La fille du Réformateur y introduisit un peu plus de licence, mais n'y libéra pas l'encrier. Aujourd'hui encore le contingent des classes dirigeantes, de la noblesse, des professions libérales, y est très faible (1).

Ceci m'amène à jeter un coup d'œil sur l'état et les rapports des classes dans la société contemporaine du règne d'Élisabeth.

(1) V. Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*, t. III, p. 236.

II

MOUVEMENT SOCIAL. — MOEURS

La noblesse au sens occidental du mot, comme classe sociale fondée sur l'hérédité et sur une sorte de contrat avec le souverain, est chose étrangère à la Russie. Les *sloujilyié lioudi*, hommes de service placés au haut de la hiérarchie sociale sous les prédécesseurs de Pierre, formaient un corps politique, créé par le souverain pour les besoins de l'État, existant pour des objets d'État, et n'ayant en dehors de cette origine et de cette destination ni raison d'être ni consistance aucune. Cet élément sans cohésion, sans tradition, sans organisation intime, Pierre l'a converti en groupe organique d'après les modèles étrangers. Mais en voulant que cette noblesse créée par oukase eût une apparence féodale, titres, écussons historiés et le reste, il prétendit que le plus huppé de ses princes s'inclinât devant le plus humble de ses officiers, si celui-ci lui était d'aventure supérieur dans la hiérarchie du *tchine*. Car le *tchine*, c'était la représentation du service, et le grand homme ne lâchait pas ses *sloujilyié lioudi*. Un dualisme singulier en résulta, mais en fait, sous les successeurs immédiats du Réformateur, sa réforme n'eut pour effet que de constituer en province un corps nouveau de *serviteurs*, sur lesquels, en les maintenant à sa disposition pour tous ses besoins d'ordre supérieur, dans le militaire et le civil, l'État tendit à se décharger de la plupart de ses fonctions administratives d'ordre inférieur : collection des impôts, tutelle à exercer sur les paysans, etc. La nouvelle noblesse devint ainsi l'instrument principal du gouvernement intérieur du pays et un élément de décentralisation administrative, en même temps qu'elle restait, en principe, assujettie aux corvées dépendant de l'administration centrale. Il y eut cumul malencontreux et incompatibilité irréductible. Un gentilhomme ne pouvait être à la fois sous

les armes dans un régiment, sur les rôles duquel on l'inscrivait presque à sa naissance, et surveiller, dans son village, la rentrée de la capitation. Une transaction s'imposait, et elle prit la forme de congés d'abord, limités ou indéfinis, puis de modifications dans la loi militaire ayant pour objet d'y restreindre, au bénéfice de cette catégorie de sujets, le principe du service obligatoire. Et ce n'était ni plus ni moins qu'une œuvre d'émancipation qui s'accomplissait ainsi, préparant la loi de 1762, par laquelle le neveu d'Élisabeth devait renoncer définitivement à se prévaloir de ce principe, sauf dans les cas exceptionnels. Mais, à cette époque, transformés par une lutte incessante et par le contre-coup des bouleversements politiques, qui périodiquement mettaient le pouvoir suprême à la discrétion de quelques-uns de ses représentants, les rapports de la noblesse avec le gouvernement avaient abouti à un véritable renversement de rôles. En parlant de l'avènement de Catherine I[re], j'ai montré, dans un volume précédent, comment, opéré avec le concours de la garde, corps issu de son sein, ce coup d'État, suivi de beaucoup d'autres, devait donner à la classe entière, ainsi érigée non plus en soutien, mais en principe créateur du pouvoir suprême, l'impression qu'elle devenait le centre de l'existence nationale, un élément essentiel, dirigeant et dominateur. Elle eut en fait ce rôle sous Élisabeth, et, après avoir servi le gouvernement, elle commença à se servir de lui. Pour quel objet? Hélas! il faut le dire, ce fut pour se relever de son assujettissement par un assujettissement pire, reporté sur la classe inférieure, en un fardeau écrasant, en une exploitation sans merci. L'histoire de la noblesse à cette époque et de ses progrès dans la voie de son affranchissement propre se confond plus que jamais avec celle du renforcement progressif de la loi du servage, par l'appropriation de plus en plus complète et de plus en plus douloureuse des deux tiers, ou peu s'en faut, de la population locale aux besoins, aux passions, aux vices de cette aristocratie née de la veille et déjà disposée à voir, à la façon de l'ancienne Rome, dans l'esclavage d'autrui la rançon de sa propre liberté.

Toutes les scènes du monde ont vu la répétition de ce drame lugubre. Dans d'autres conditions pourtant. La singularité du spectacle en Russie et l'horreur plus sensible dont il se revêt à nos yeux tiennent à l'époque où il se place et où il se rencontre avec tous les raffinements de la civilisation moderne. L'assujettissement des paysans à la corvée, qui en Allemagne s'opère vers la fin du seizième siècle et en Pologne entre la fin du quinzième et le commencement du seizième, n'arrive en Russie à être constitué que vers le milieu du dix-huitième. En France, à la veille de la Révolution, combattu et progressivement réduit par un mouvement libérateur, dont les origines remontent au quatorzième siècle, le servage n'est plus, dans la plus grande partie du pays, qu'un mauvais souvenir. Il ne garde quelque consistance que dans les biens de mainmorte. Taine ne lui fait pas de place dans son tableau de l'ancien régime. En Prusse, on estime bien que les deux tiers de la population se trouvaient, d'une manière ou d'une autre, à la même époque, dans un état de dépendance par rapport à la terre ou à son propriétaire. Et le même état de choses se retrouve dans les provinces allemandes annexées à la Russie depuis le commencement du dix-huitième siècle, Esthonie et Livonie, où en 1794 encore les *krepostnyié* figuraient pour 84 pour 100 dans le chiffre total de la population (1). Mais sur le sol allemand les relations ainsi maintenues avaient revêtu un caractère patriarcal, qui dut leur être étranger à cette époque en Russie, précisément parce qu'elles s'y établissaient seulement et que le régime patriarcal est un produit de longue élaboration. Ici, circonscrit anciennement dans sa surface et dans sa forme, n'englobant qu'une catégorie restreinte de paysans, le servage succédait en ce moment même pour le plus grand nombre à un passé de vie libre, et ce fut l'esclavage dans toute sa rigueur, appliqué dès le règne d'Élisabeth à la plus grande moitié de la population, à 3,444,332 hommes et femmes sur

(1) Stadelmann, Friederich der Grosse, *in seiner Thätigkeit für den Landbau Preussens*, Berlin, 1876, p. 53; Siémiévski, *Les paysans sous le règne de Catherine II*, 1881, p. 18, en russe.

6,624,021 habitants des gouvernements de la Grande-Russie, d'après les deux revisions de 1642 et 1747.

Ces serfs devaient à leurs maîtres ou la *barchtchina* (corvée), ou l'*obrok* (fermage) : 1 à 3 roubles par an. N'oubliez pas que ce chiffre correspond au taux usuel des gages annuels payés à cette époque. Le système de l'*obrok* prévalait dans les pays de terres maigres, et il se compliquait d'ailleurs d'un grand nombre de redevances accessoires en main-d'œuvre ou fournitures d'espèces diverses. Quantité et qualité dépendaient à cet égard de la discrétion du maître. La seule restriction insérée dans l'*oulojénié* (code) d'Alexis porte sur les jours de fête, où, en principe, le serf ne devait pas être astreint à travailler. Mais le principe à son tour comportait des accommodements, et son application échappait à tout contrôle. A l'époque des récoltes, la plupart des propriétaires de serfs n'en tenaient aucun compte. Dans les pays de corvée, la coutume voulait que le paysan ne donnât au maître que la moitié de son travail, mais, d'après une enquête officielle opérée sous le règne d'Élisabeth, dans certains districts il n'arrivait à garder pour lui que deux jours par semaine (1). Au rapport d'un voyageur étranger, dans tel village du gouvernement d'Orlov il travaillait pour le maître d'un dimanche à l'autre (2).

Certains monopoles et certains privilèges établis en d'autres pays au profit du seigneur étaient inconnus en Russie. Nulle loi n'obligeait les paysans d'aucun village à remuer l'eau d'un étang pour y faire taire les grenouilles; mais il arrivait que, revenant de la corvée et accablés de fatigue, les serfs fussent obligés de courir d'un bout du village à l'autre pour donner au maître et à ses amis le spectacle de leur agilité ou de leur gaucherie, et, la course terminée, qu'ils eussent à incendier une de leurs chaumières pour l'agrément des mêmes spectateurs (3). Un parent d'Élisabeth, le comte Skavronski, obligeait sa *dvor-*

(1) *Sbornik*, t. XIV, p. 296.
(2) GULDENSTAEDT, *Reisen durch Russland...*, t. II, p. 432-433. Comp. SIÉMIÉVSKI, *loc. cit.*, p. 61.
(3) SIÉMIÉVSKI, p. 69.

nia (personnel domestique composé de serfs) à ne lui parler qu'en récitatifs. Et ce n'étaient que les moindres misères du métier. Voyez chez Passenans, un Français qui a longtemps vécu en Russie dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, le récit d'une représentation de *Didon* donnée par la *dvornia* d'un grand personnage. Au milieu de la pièce le maître de la maison bondit sur la scène, allonge à la princesse de Tyr un vigoureux soufflet et lui annonce qu'à l'issue du spectacle elle aura à faire un tour aux écuries. La bastonnade se donnait là habituellement.

Or la *dvornia* constituait une classe de serfs privilégiée. On y recrutait jusqu'à des précepteurs pour les enfants du maître et des artistes en tout genre. La musique de tel opéra sur un livret de Kheraskov est écrite par un serf anonyme du prince P. M. Volkonski. Rien d'analogue à cette domesticité particulière ne paraît avoir jamais existé dans aucune autre contrée d'Europe. Elle se recrutait parmi les serfs communs, au choix du maître. Un règlement rédigé par le comte Roumiantsov pour sa terre de Tcheberino, dans la province d'Alatyr, nous donne une idée des conditions matérielles d'existence qui étaient faites à ces domestiques. En dehors d'une allocation pécuniaire variant de 50 copecks à 6 roubles par an, le *dvoretskïï* recevait 3 *tchetverts* de farine de seigle, un *tchetverik* et demi de gruau et 12 livres de sel pour son entretien annuel (1). Comme vêtements, une pelisse (*chouba*) et un *caftan* pour deux ou trois ans (2). Moyennant ces largesses, le *dvoretskïï* est à la disposition du maître pour tous les emplois auxquels la fantaisie du barine peut le destiner ; l'homme, s'il est doué, lui doit tous ses talents ; la femme, si elle est jolie, toutes ses complaisances. Parfois le métier devient plus dur que celui des serfs non domestiqués. On est plus près du maître. La comtesse N. N. Saltykov, femme du feld-maréchal, portant perruque et prétendant que personne n'en sache rien, a un domestique

(1) Le *tchetvert* : 209 lit. 817 ; le *tchetverik* : 26 lit. 227.
(2) Siémiévski, *loc. cit.*, p. 142.

coiffeur qu'elle garde auprès de son lit, enfermé dans une cage. Il y demeure trois ans (1).

Domestiqué ou non, le serf est la chose du maître. Il peut être vendu par lui, avec ou sans la terre qu'il cultive, avec ou sans la famille qu'il possède. Un oukase de Pierre le Grand a appelé, il est vrai, en 1821, l'attention du Sénat sur la nécessité de réprimer ce genre d'aliénations ; mais la coutume a prévalu. Un document datant de 1760 constate la vente de deux filles mineures pour la somme de trois roubles ; et, dans un autre ordre d'idées, on voit, en 1787 encore, des propriétaires envoyant des jeunes filles à Pétersbourg et à Moscou et tirant du métier qu'elles sont astreintes à y exercer un revenu de cent à deux cents roubles par an (2). Jusqu'en 1808, le commerce des serfs des deux sexes se fait publiquement dans les foires, et sous la fille de Pierre le Grand le prix d'une *âme* est de trente roubles en moyenne (3).

En 1760, le gouvernement d'Élisabeth se préoccupa de régler le droit du maître sur ses serfs en matière de justice criminelle. Voici comment : un oukase accorda aux propriétaires la faculté de substituer la déportation aux peines corporelles, pour la punition de certains méfaits. Les coupables étaient envoyés en Sibérie, et, pour chaque homme livré, le propriétaire recevait une quittance de recrutement. Mais l'homme ne devait pas avoir dépassé quarante-cinq ans d'âge. Le but réel de la mesure est apparent : il s'agissait de peupler les immenses espaces dont la Russie moderne n'a renoncé que de nos jours à faire un lieu d'exil et de tourment. La femme du déporté pouvait le suivre ; mais les enfants mineurs restaient à la disposition du maître, à moins que, cédant à un mouvement d'humanité, il ne consentit à les abandonner aux

(1) MASSON, *Mémoires*, t. IV, p. 201.

(2) *Journal de la Commission législative de* 1760 ; *Ancienne et nouvelle Russie*, 1876, n° 9, p. 70 ; LATKINE, *Les Commissions législatives en Russie au dix-huitième siècle*, 1887, en russe ; *Antiquité russe*, 1875, p. 400 ; *Archives russes*, 1878, n° 12, p. 493.

(3) BOLTINE, *Notes sur l'Histoire de Russie* de Leclerc, 1878, t. II, p. 222, en russe.

parents et à la colonisation. La loi l'encourageait à prendre ce parti en lui accordant certaines remises : dix roubles pour chaque enfant du sexe mâle âgé de moins de cinq ans; vingt roubles pour les enfants ayant dépassé cet âge jusqu'à quinze ans. Au-dessus de cet âge les enfants pouvaient être échangés contre une quittance de recrutement. Les enfants du sexe féminin étaient payés moitié moins. Ce mode de punition est le seul qui, jusqu'en 1845, ait fait l'objet d'une décision législative. Et l'oukase de 1760 n'a guère eu pour effet que de permettre aux propriétaires de se libérer à bon compte de leurs obligations en matière de recrutement et d'envoyer en Sibérie un peuple d'infirmes et d'estropiés.

Ces déportés, colons involontaires (*possiélchtchiki*), voyageaient habituellement un an et plus avant d'atteindre les lieux fixés pour leur établissement, et on leur allouait deux copecks par jour pour leurs frais de route. Une fois arrivés à destination, ils avaient à pourvoir à leur entretien. Beaucoup ne savaient comment s'y prendre, les uns malades et incapables de tout travail, les autres ayant exercé des fonctions domestiques qui les rendaient inhabiles à cultiver la terre (1).

Bien entendu, ce mode de punition restait à la discrétion du maître, et, en l'absence de toute loi limitant son droit de justicier, l'emploi de tout autre moyen de répression qu'il pouvait choisir ne comportait aucune réserve. La coutume seule s'opposait, en principe, à ce qu'il usât de la peine de mort. Mais le principe se prêtait à une interprétation très large. Le comte Roumiantsov, qui avait le goût de la législation, s'est avisé aussi, en 1751, de rédiger un code pénal à l'usage de ses domaines. C'est un document instructif. Pour le vol, la peine prévue est la confiscation de tous les biens du coupable et le fouet. Mais le nombre des coups n'est pas limité. Si le volé est un paysan, Roumiantsov veut que le voleur soit frappé jusqu'à ce que sa victime se déclare satisfaite. Ces codes domestiques se multipliaient assez abondamment à cette époque, et d'autres législateurs plus explicites y

(1) Siémiévski, *loc. cit.*, p. 163.

dénombraient les coups de verges à appliquer, suivant les cas, — jusqu'à dix-sept mille (1). C'était en fait la peine de mort accompagnée de torture.

Les femmes propriétaires de serfs jouissaient des mêmes droits et, en les exerçant, ne donnaient généralement pas l'exemple de la douceur, au contraire. Dans les premières années du règne de Catherine II, en dehors du fameux procès de la comtesse Saltykov, la justice a eu à s'occuper de dix-huit cas de mort occasionnée par des tourments infligés à des serfs. Les responsabilités féminines y figuraient pour moitié. Masson met en scène dans ses Mémoires une princesse Kozlovski ordonnant à ses femmes de frapper sur les parties sexuelles un serf qu'elle a fait dépouiller de ses vêtements et attacher à un poteau. Très habituellement des fantaisies lascives se mêlaient à de tels excès de barbarie, avec une pointe de sadisme bien marquée. Pour torturer ses domestiques femelles, la princesse Kozlovski choisissait de préférence des bourreaux mâles. Elle ordonnait à une servante d'étaler ses seins sur une tablette de marbre et les frappait.

Masson n'est assurément pas un témoin absolument digne de foi. Il a pu exagérer ou rapporter des faits exagérés par la légende. J'aurais même répugné à lui emprunter ces détails, d'autant que la critique russe est aujourd'hui assez généralement portée à suspecter tous les témoignages à charge venant de l'étranger et à les mettre sur le compte de la malveillance. Aussi, plus encore que dans les volumes précédents, m'appliqué-je dans ce volume-ci à utiliser principalement les sources locales. Mais il se trouve que, dans la circonstance, je n'ai pour ainsi dire pas à m'écarter de cette règle. Le passage des Mémoires de Masson que je viens de citer ne figure pas dans l'édition française. Je ne le connais que par une publication russe où il a été reproduit d'après le manuscrit original (2). D'une manière très générale encore, l'inventaire du passé national, jusque

(1) Voyez un de ces codes publiés par ZABIÉLINE, dans le *Messager de l'Europe*, 1871, n° 2, p. 509-512.
(2) *Antiquité russe*, 1874, t. IX, p. 386-387.

dans ses replis les plus sombres, n'a été nulle part poussé plus loin qu'en Russie, surtout à une certaine époque et par voie d'analyse documentaire. Mais outre que ce mouvement de sincérité rétrospective a subi récemment un temps d'arrêt, il a toujours correspondu, dans ce pays, à une tendance contraire vis-à-vis de l'étranger. On prétend là-bas laver son linge sale en famille. Procédant d'un sentiment naturel et jusqu'à un certain point louable, cette prétention n'est malheureusement plus conciliable avec les conditions de la vie moderne. La famille s'y est élargie, et les textes publiés à Pétersbourg ou à Moscou trouvent aujourd'hui des lecteurs en dehors du public exclusivement russe et relativement restreint auquel, il y a une trentaine d'années encore, on pouvait les croire destinés.

D'ailleurs, Masson a-t-il exagéré ? Ce n'est pas dans des mémoires quelconques, ni dans la légende que, à côté de la princesse Kozlovski, se dresse, hideuse et terrifiante, la figure de l'atroce émule dont j'ai déjà à plusieurs reprises prononcé le nom. La *Saltytchikha* est une réalité autant qu'il peut en exister d'historiquement certaines. Un procès retentissant a peut-être laissé dans l'ombre certains traits de sa personnalité et de sa vie. Ce qu'il en a mis au jour suffit pour nous donner l'idée d'une existence vouée aux plus atroces débauches de la cruauté. Assurément, cette existence n'a rien de générique. Elle rentre dans la catégorie des exceptions monstrueuses, ou plutôt de ces types d'exubérance individuelle propres à tous les milieux où la vie sociale n'a pas acquis un grand développement. Et non seulement de tels *monstres* y paraissent habituellement, mais ils ressortent en saillie du fond commun, qui a peu de relief ; ils frappent l'imagination et se conservent dans le souvenir. Parmi les contemporaines de la *Saltytchikha*, de braves femmes ont vécu, dont nous n'avons rien appris, dont nous ne saurons jamais rien, et qui ont cependant mieux représenté le type commun de l'élément féminin à cette époque. Néanmoins cette *Saltytchikha* est aussi représentative de certaine façon. Ne convient-il pas d'admettre qu'elle n'aurait pu exister au sein

d'une société où les idées, les sentiments, les mœurs eussent été en antagonisme accentué avec son épouvantable carrière ? Car elle a eu une carrière, et dans ce sens, avec les complicités qu'il a utilisées, avec l'impunité dont il a bénéficié, son dévergondage sanguinaire est un monument de l'époque que nous étudions ici, et nous ne saurions nous refuser au triste devoir de nous y arrêter.

Cette carrière s'étend sur un espace relativement court, depuis 1756, époque à laquelle, devenue veuve, Daria Nicolaïevna, née Davidov, a été livrée à ses inspirations, jusqu'au moment où, en 1762, un placet présenté à Catherine II par le paysan Ermolaï, auquel l'odieuse créature avait tué successivement trois femmes, réussit à attirer sur sa tête les rigueurs tardives d'une justice qui devait se montrer bien indulgente encore. D'après l'opinion commune, ces six années auraient suffi à l'horrible femme pour faire cent trente-huit victimes. A l'un de ses domestiques, après l'avoir knouté de sa main et tenu dehors pendant toute une nuit d'hiver, elle versait de l'eau bouillante sur la tête. Il tombait et elle le frappait encore, puis le faisait transporter à une maison de campagne, où il n'arrivait qu'à l'état de cadavre. Car ces faits se passaient dans la seconde capitale de l'empire et dans une de ses rues les plus fréquentées, la Kouzniétskaïa, et la maison de campagne de Daria Nicolaïevna, à Troïtskoïé, était elle-même aux portes de la ville. L'enquête révéla encore le martyre d'une femme prise des douleurs de l'enfantement pendant qu'on la fouettait et expirant après le supplice. Elle montra la *Saltytchikha* assistant à une autre exécution de ce genre, criant aux exécuteurs : « Jusqu'à mort ! » puis sur le cadavre de la suppliciée, qu'on enlevait pour le conduire hors de Moscou, faisant mettre un enfant récemment né, qui mourait de faim en route. La légende multipliait ces traits et en poussait l'horreur jusqu'à l'invraisemblable. Elle voulait que Daria Nicolaïevna eût coutume de se faire servir des poitrines de femme rôties. L'instruction n'a mis à la charge de l'inculpée aucun cas d'anthropophagie et n'a constaté officiellement que trente-huit meurtres, dont trois seulement

ayant eu des hommes pour victimes. En dehors de la police et du clergé, dont la complicité lui fut toujours acquise, la *Saltytchikha* rencontrait parfois des résistances. Encore jeune, âgée de trente-huit ans seulement au moment de son arrestation, elle avait une liaison amoureuse avec un gentilhomme du nom de Tioutchev. Celui-ci s'étant avisé de mettre terme à ce commerce galant pour épouser une jeune fille, l'amante délaissée ordonna à ses gens de brûler la maison de l'infidèle et de tuer le couple, mais n'arriva pas à se faire obéir. Il n'est pas certain, d'autre part, que les juges instructeurs aient produit une lumière complète. La *Saltytchikha* nia tous les faits qui lui étaient imputés. Pour l'effrayer, on mit un homme à la question devant elle, en la menaçant du même sort; mais elle avait l'habitude de ces spectacles, et Catherine ne voulut pas qu'on passât de la menace à l'exécution. Le Collège de la justice rendit un arrêt de mort, le Sénat substitua à cette peine le knoute et les travaux forcés, et l'Impératrice jugea que c'était encore trop pour la mort de trente-huit hommes, qui n'étaient que des serfs. Après avoir été exposée pendant une heure sur un échafaud, où des serviteurs et un pope, coupables d'avoir participé à ses crimes (les premiers involontairement sans doute et peut-être bien à contre-cœur), recevaient le knoute, la *Saltytchikha* fut simplement internée dans un monastère. L'exemple ainsi donné de justice distributive n'était guère moins monstrueux et scandaleux que les faits auxquels il s'appliquait. Il ne scandalisa personne. La prison de la principale coupable n'avait certes rien de confortable : pendant onze ans on logea la misérable dans une espèce de fosse profonde de trois mètres, qu'elle ne quittait que pour assister aux offices. Mais au bout de ce temps elle eut une cellule et en profita, paraît-il, pour ébaucher un roman avec un soldat de garde (1). Elle vécut jusqu'en 1801. Le droit seigneurial en matière de servage, comprenant logiquement le pouvoir d'user et d'abuser de la chose possédée,

(1) Voyez le dossier du procès dans les *Archives russes*, 1865, p. 648 et suiv. Comp. STOUDIÉIKINE, la Saltytchikha, *Antiquité russe*, 1874, t. II, p. 499.

a partout entraîné des conséquences qui nous paraissent aujourd'hui révoltantes. Ce qui en a rendu l'exercice particulièrement choquant en Russie, c'est, en dehors de la corrélation déjà indiquée avec un état social très modernisé dans d'autres sens, le fait encore que ce droit ne reposait sur aucun élément de tradition ou d'hérédité. En 1746, j'aperçois un grenadier du régiment de la Newa disputant sa femme à des officiers, qui l'ont enlevée au cours d'une razzia opérée aux environs de Samara, et à un professeur, qui, l'ayant achetée à ces officiers, croit la posséder légitimement. Ce professeur, c'est Trédiakovski, le poète grammairien, auquel la langue et la littérature du pays doivent des progrès considérables (1). L'incident met en lumière, dans ses origines et dans ses phases premières, la constitution même du phénomène social qui créait ici les princesses Kozlovski et les comtesses Saltykov. Et le phénomène était encore *in fieri* à ce moment.

Le caractère patriarcal des rapports qu'il déterminait entre possesseurs et possédés a été, à la vérité, affirmé par quelques historiens du pays, qui se sont appliqués d'ailleurs à établir une distinction à cet égard entre les provinces de la Grande-Russie et celles de la Petite-Russie, où l'influence polonaise aurait fait prévaloir des mœurs plus rudes (2). Restent à expliquer, en adoptant cette donnée, deux traits de la vie contemporaine, auxquels j'ai eu à faire allusion plusieurs fois déjà, tant ils y tiennent de place, à savoir : la fuite constante des paysans et les cas non moins fréquents de résistance opposée par eux aux représentants de la force publique qui essayent de les faire rentrer dans les cadres d'une organisation déclarée parfaite et bienfaisante par ses apologistes. Si bienfaisante, que la suppression du servage, décidée en 1861, n'aurait pas rencontré l'approbation des intéressés! En vertu du proverbe *Nié staniet khleba, barine dast* (Si nous manquons de pain, le maître

(1) V. la notice de M. ALEXANDROVSKI, dans le *Dix-huitième Siècle*, t. I, p. 178-181, d'après les documents des archives de la guerre à Moscou.

(2) TCHETCHOULINE, *La société provinciale en Russie dans la seconde moitié du dix-huitième siècle*, 1889, p. 14; ROMANOVITCH-SLAVATYNSKI, *La noblesse en Russie*, p. 331.

nous en donnera), ceux-ci se seraient refusés à apprécier l'avantage de cette loi d'affranchissement. Je doute fort que les sentiments ainsi supposés supportassent la contre-épreuve, d'ailleurs impossible, d'un retrait de la loi et d'un retour au passé. Mais encore doivent-ils être rapportés à une époque relativement récente, alors que l'œuvre de plus d'un siècle s'était déjà fait sentir dans ce domaine, en y faisant prévaloir dans une certaine mesure les instincts d'humanité et de pitié communs à tous les peuples. Sous Élisabeth, je l'ai dit, le servage en était encore à la période de formation, et l'impression qu'il produisait sur ceux qui avaient à en supporter la charge ne comporte aucune équivoque. La revision générale de 1743 constata dans les deux seuls gouvernements de Biélgorrod et de Voronège l'exode de 10,423 paysans peu soucieux de manger le pain de leurs propriétaires. Où allaient ces malheureux? La réponse fournie par les documents de l'époque est encore pour infirmer la thèse que nous discutons ici. Elle indique comme lieux de refuge habituels : les provinces éloignées de Perm, Orembourg, Astrakhan et surtout la Petite-Russie et la Pologne, choisies de préférence en tant que les circonstances s'y prêtaient (1). Autre trait expressif : sous Pierre Ier, la nécessité de remplir les cadres de l'armée vidés par la guerre de Suède fit autoriser l'enrôlement volontaire des serfs. Ce fut à qui en profiterait, et l'on sait pourtant combien le service militaire était dur à cette époque. Adoptée seulement à titre d'expédient temporaire, la mesure fut rapportée par les successeurs du vainqueur de Poltava ; mais à l'avènement d'Élisabeth le bruit se répandant qu'elle allait être remise en vigueur, il y eut assaut de candidats à l'inscription sur les rôles, et il fallut distribuer des coups de fouet pour s'en défaire (2).

Quelques propriétaires de serfs, quelques représentants d'une tradition qui, sur ce point, ne pouvait, pour les raisons que j'ai dites, être constituée que dans des limites très res-

(1) Solovιov, *Hist. de Russie*, t. XXI, p. 185; t. XXIII, p. 15, 122.
(2) Journal du Sénat, 25 juillet 1742.

treintes, ont sans doute, même à cette époque, donné à ce côté de la vie sociale un aspect moins odieux. Ils appartenaient à un groupe qui, toujours très restreint aussi, tendait précisément à se réduire encore et à se dissoudre sous l'action de la Réforme et des éléments nouveaux qu'elle introduisait dans l'aristocratie locale. Un exemple mettra en lumière ce trait particulier. Je le prends dans la vente d'un domaine du district d'Obojany, consentie en 1751 par le prince Repnine au profit de Nikita Demidov, l'industriel enrichi et anobli. L'ancienne et la nouvelle noblesse sont là en présence dans les rôles respectifs que le nouveau régime leur attribue, l'une évinçant l'autre. Et voici la conséquence : les paysans du prince Repnine, cédés avec la terre à son acquéreur, refusent de reconnaître le nouveau maître. Les autorités civiles et militaires intervenant dans le conflit, une bande de 1,500 hommes armés de bâtons et de haches leur tiennent tête (1).

L'histoire intérieure du pays nous montre, à quelques mois de distance, une autre face des relations ainsi créées. Il s'agit des serfs attachés à la fabrique de toiles et de cotonnades établie par un des Gontcharov dans le district de Maloiaroslavl. Ici c'est la grève dans sa forme la plus aiguë. Aux sommations que leur adressent les officiers d'un détachement chargé de les rappeler à la raison et au travail, ces serfs, 860 hommes, répondent en faisant l'exercice, l'arme au bras, devant cette troupe stupéfaite. Après quoi, se formant en colonne d'attaque, ils fondent sur les soldats d'Élisabeth, enlèvent leurs canons et les mettent en fuite. On eut besoin de trois régiments et d'une forte artillerie pour venir à bout de la révolte (2).

D'origine récente dans son ensemble, de composition hétérogène, où les aventuriers et les favoris figuraient au premier rang, la classe des propriétaires était moins capable dans ce pays que dans tout autre de résoudre d'une façon même relativement satisfaisante un problème, qui nulle part n'a rencontré de solution conciliable avec les revendications éter-

(1) Journal du Sénat, 28 oct. 1751, 7 janv. 1752.
(2) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIII, p. 118.

nelles de la justice et de l'humanité. Nobles héréditaires ou parvenus se ressentaient bien de cet autre mouvement, qui, concurremment avec l'extension et l'aggravation du servage et en sens inverse, déterminait à l'époque d'Élisabeth un adoucissement général des mœurs. Selon l'expression très juste d'un historien, Panine, le grand homme d'État de Catherine II, n'aurait pas failli être frappé d'une attaque d'apoplexie à la lecture du dossier de Volynski — le ministre supplicié sous Anne Ire — si entre la mort de cette impératrice et l'avènement de la veuve de Pierre III Élisabeth n'avait pas régné. Ce règne fut doux, relativement, et aimable. Il favorisa le développement des lettres et des arts, les relations plus intimes avec les pays d'Occident, les voyages à l'étranger, les études des jeunes gens dans les universités d'Allemagne, de France et d'Italie. Il fut aussi pacifique pendant un temps assez long, et la guerre, même quand il arriva à en imposer une au pays, ne ressembla plus à celles d'Anne et de Pierre le Grand, localisées principalement sur le sol national ou dans des contrées peu civilisées. Le séjour des armées d'Apraxine et de Saltykov en terre allemande, le contact pris avec les troupes de Frédéric, un long compagnonnage avec celles de Marie-Thérèse, un établissement de quelques années dans la Prusse orientale et à Kœnigsberg, ville universitaire et policée, ne pouvaient rester sans effet sur les milliers d'hommes qui y participèrent. Une influence civilisatrice s'en dégagea et pénétra à travers les rangs jusqu'au cœur de la population. Mais l'institution du servage, affermie et développée simultanément, ne pouvait aussi manquer de combattre et de vicier ce progrès au sein d'une société dont les représentants les plus cultivés en arrivèrent promptement à ne plus concevoir la possibilité d'une existence qui n'aurait pas cette base. Quelques années plus tard, à la lecture de la fameuse *Instruction* rédigée par Catherine II pour sa commission législative, où il crut découvrir une intention d'affranchissement, Soumarokov devait avoir à son tour un mouvement de révolte : « Eh bien! et qui nous servira ? »

D'autre part, civilisateur et humanisant à un point de vue, le règne d'Élisabeth fut aussi corrupteur et dépravant. La compagne de Razoumovski se piquait bien d'une certaine sévérité en matière de morale. Elle établissait à Saint-Pétersbourg une « commission sévère » pour la répression des liaisons extraconjugales; en 1745, par un oukase nominatif, elle faisait confisquer les biens de la veuve Nossov, « à cause de sa vie déréglée », et en 1750 elle interloqua Frédéric par la rigueur et la vigueur des mesures ordonnées contre les entreprises licencieuses d'une certaine *Dresdencha*. Mais l'histoire de ces entreprises est précisément révélatrice d'un état social profondément ravagé par les exemples d'immoralité venant, hélas! de la même source d'où venait la répression. La *Dresdencha* était une Allemande originaire de Dresde, qui, ayant loué une belle maison à Pétersbourg, rue Vozniézienskaïa, y donnait des soirées, des *viétcherniki* assidûment fréquentées, lieu de plaisir et de rendez-vous galants, où les célibataires en quête de bonnes fortunes taxées se rencontraient avec des femmes en rupture de ban conjugal et avec des jeunes filles séduites. L'Allemande fut expulsée; de hauts fonctionnaires, de graves professeurs convaincus d'attentat à la pudeur furent astreints à réparer, en les épousant, le préjudice causé à leurs victimes; des maris outragés reçurent une satisfaction dont peut-être ils n'ambitionnaient pas l'éclat; et la forteresse, le Synode, le bureau de police, le palais d'hiver lui-même recueillirent et emprisonnèrent par centaines les « femmes inutiles » (*niépotrebnyié jenchtchiny*), dont une autre commission, présidée par le ministre de cabinet, Davidov, eut à régler le sort. Mais Frédéric en plaisanta non sans quelque à-propos, et le public en Russie comme en Europe en reçut l'impression qu'au palais d'hiver et au palais Anitchkov, il y avait des *inutilités* plus choquantes que celles-là (1).

A ce point de vue-ci, la vie de cour et la vie de province ne se ressemblaient pas, et entre apologistes et détracteurs de la

(1) Danilov, *Mémoires*, 65-7; *Archives* Vorontsov, t. VII, p. 284; *Polit. Corresp.*, t. VIII, p. 65.

société contemporaine, la controverse tient en partie à la différence des milieux observés. Les seconds (1) ont porté principalement leur attention sur la capitale. Et les premiers ne me paraissent pas avoir jeté un regard suffisamment pénétrant sur le monde des conceptions et des habitudes développées au sein du servage. Les jeunes filles dont Élisabeth protégeait la vertu n'étaient pas des serves. En 1754, on signala à la souveraine le cas d'un propriétaire ayant, avec l'aide de ses domestiques, violé une paysanne. Un oukase condamna les complices du crime au fouet et l'auteur — au mariage. Mais à la réflexion le châtiment parut excessif en ce qui concernait le principal coupable. L'esprit du temps en réprouvait la sévérité, et, en vertu d'un nouvel oukase, postérieur de huit jours seulement, il y eut modification de l'arrêt. Les domestiques furent fouettés, mais le maître s'en tira avec une somme de 2,000 roubles payée à la pauvre esclave (2).

Nous avons vu que la tendance générale du règne d'Élisabeth inclinait à éloigner la noblesse de la capitale, en lui créant en province un nouveau champ d'activité. Et cette tendance, elle aussi, fut moralisatrice. Tels quels, les représentants de cette classe valaient mieux encore que les *voïévodes* qui sévissaient dans les cercles ruraux jusque vers le milieu du siècle et que j'ai montrés à l'œuvre. Mais par ses alliances et par ses fonctions même l'aristocratie rurale, ainsi immobilisée dans ses terres, restait en contact avec la cour et en subissait l'influence dépravante. En ce qui concerne la vie de famille, on en aperçoit un indice significatif dans la multiplication des divorces et des filiations illégitimes qui date de cette époque. Élisabeth elle-même était née hors mariage et d'un commerce adultère. Pierre le Grand avait donné à cet égard les pires exemples. La loi interdisant au prince Nikita Ivanovitch Repnine de contracter un quatrième mariage, le Tsar légitimait les enfants d'une maîtresse possédée par son

(1) V. Goltsev, *La législation et les mœurs en Russie au dix-huitième siècle*, 1886, Appendice, p. xxv et suiv. (en russe).
(2) *Ibid.*, p. 110.

favori, qui portèrent le nom de Repninski. Il accordait la même faveur au fils adultérin du prince I. Iouriévitch Troubetzkoï. Cet enfant fut le célèbre Betzki, le père présumé de Catherine II. Sous Élisabeth on compta par douzaines les *Roukine*, les *Litzine*, les *Rantzov*, dont les origines sont aisées à deviner. L'aimable souveraine avait deux morales, dont l'une, à l'usage de sa personne et de son entourage, faisait du tort à l'autre. Ainsi, en prenant à l'exemple de son père des mesures contre le jeu (oukase de 1761), elle avait soin de stipuler que les interdictions et les pénalités prononcées ne s'appliquaient pas à la cour.

Sous un autre rapport encore, le luxe excessif que la fille du Réformateur propageait autour d'elle et faisait pénétrer même en province contribua à développer ce vice en quelque sorte générique, qui est devenu la plaie de la vie publique en Russie, et dont l'envoyé de Marie-Thérèse, Mercy d'Argenteau, signalait ainsi le progrès dans un rapport adressé à Kaunitz : « Toute la noblesse, ruinée par un luxe qu'elle ne peut soutenir, se trouve accablée de dettes... De là s'ensuivent les extorsions, les injustices exercées contre les sujets et contre les marchands..., trop autorisées par la conduite que tiennent les chefs de la justice, qui sont les premiers à abuser sur ce point de leur pouvoir (1). » L'intègre Chakhovskoï, procureur général du Sénat à ce moment, était lui-même dénoncé par le diplomate autrichien comme le plus déterminé des concussionnaires, sous une forme particulière, il est vrai, et qui, conciliée dans l'esprit des contemporains, sans doute même aussi dans la conscience du magistrat, avec une apparence d'honnêteté scrupuleuse, est à elle seule un indice éloquent du trouble introduit dans les conceptions et les sentiments correspondants. « Il (Chakhovskoï) est reconnu, écrivait Mercy, pour le plus grand usurier de l'empire, et on sait qu'en allant chez lui emprunter sur gages, c'est un moyen assuré de se le rendre favorable en toute occasion. »

(1) Pétersbourg, 14 nov. 1761, en français. Archives de Vienne.

La moralité des individus comme des groupes sociaux est une question d'éducation. Or, à peine ébauché par Pierre le Grand, le problème de la diffusion de l'enseignement fut négligé par ses successeurs immédiats. Sous Élisabeth le mouvement ainsi interrompu reçut, moins de l'initiative de la souveraine que des circonstances dont elle subissait la pression, une impulsion nouvelle, dont j'ai à marquer maintenant le caractère et les résultats.

III

ÉDUCATION. — CULTURE

Avec son Académie des sciences, dont Catherine Ire eut à réaliser la conception bizarre, le Réformateur a jeté la Russie dans une voie qui en fait aujourd'hui encore, au point de vue scientifique, un pays de contrastes paradoxaux, de luxe et de misère. De grosses sommes sont dépensées à cette heure pour l'entretien de telle station d'ichtyologie dans un port de la Méditerranée, mais les enfants de mon village apprennent la paresse et le vol à l'école du vagabondage, la seule qui soit à leur portée. Élisabeth a suivi le sillon. Au point de vue de l'enseignement primaire et secondaire, tout était à faire à son avènement. Les écoles d'arithmétique créées par Pierre n'existaient plus, faute d'élèves. Il y avait quelques écoles de garnison pour les enfants des militaires nobles, mais elles périclitaient faute de ressources. A l'école établie au Sénat pour les jeunes gens se destinant aux services civils, personne encore. Les places à obtenir dans ces services étant à la merci d'un caprice ou à l'encan, on n'avait aucun intérêt à se donner des titres scientifiques pour les acquérir. Dans le domaine de l'enseignement primaire, Élisabeth ne modifia pas sensiblement cet état des choses. En dehors des écoles fondées dans un but de prosélytisme sur les frontières de l'empire, dans le gouvernement de Kasan (1741), dans la Nouvelle-Serbie (1751), en

Ukraine (1752), à Orembourg (1758), et à part quelques autres tentatives inspirées par les mêmes préoccupations, oukase de 1743 sur l'enseignement obligatoire du catéchisme dans toutes les paroisses, fondation de séminaires, à Tobolsk (1748) et ailleurs, elle n'a presque rien fait. L'enseignement secondaire demeura jusqu'en 1754 à peu près circonscrit dans le corps des cadets, fondé en 1731 pour servir de pépinière aux armées de terre, et dans un établissement similaire créé en 1750 pour la marine. A trois cent cinquante élèves environ par école, cela faisait sept cents jeunes gens instruits par période de cinq années, les cours ayant cette durée. Instruits comment ?

« J'ai été voir ces jours-ci les Cadets, écrivait en 1755 le comte Zinzendorf, et j'ai été surpris des progrès de cette académie. On y enseigne tout, jusqu'au droit... C'est une pépinière d'officiers excellents. » Diplomate médiocre, l'envoyé de Marie-Thérèse était mauvais pédagogue. Il y a plusieurs manières de ne rien apprendre, dont l'une est de vouloir apprendre tout. Le caractère extravagamment encyclopédique des programmes scolaires est dans l'histoire de l'enseignement en Russie un trait où le génie exubérant et outrancier de Pierre a laissé sa marque. Élisabeth l'a doublé d'un autre, où s'est reflété son génie à elle. Sous Anne Ire déjà les cadets figuraient aux bals de la cour. Sous Élisabeth, ils ne furent pas seulement les danseurs, mais encore les comédiens ordinaires de Sa Majesté, et dans cette école, où s'infiltraient ainsi toutes les distractions, toutes les ivresses, toutes les corruptions du palais voisin, le côté pratique des études se trouva graduellement éliminé par le côté mondain. Après l'aventure de Beketov, l'imagination de tous ses camarades s'envola dans le rêve d'une fortune également rapide et prestigieuse. Et c'est ainsi qu'un historien de mérite a pu dire qu'au point de vue de l'éducation européenne, le vrai précepteur de la Russie à cette époque a été Landet, le maître de ballet que nous connaissons (1).

(1) ZABIÉLINÉ, *Essais*, t. II, p. 447.

Une autre cause s'opposait encore à ce que l'armée et la marine elles-mêmes retirassent de ces institutions les avantages qu'elles semblaient promettre. Si les élèves étaient distraits, les professeurs étaient ignorants. Même en faisant appel à l'étranger, on n'avait guère chance de s'en procurer qui fussent plus instruits. Bien que considérablement augmenté depuis Anne, le budget de chacune de ces écoles n'atteignait pas 60,000 roubles, frais d'entretien des élèves compris.

Et il s'agissait là d'une élite. Quels autres moyens la masse de la jeunesse, classes supérieures comprises, avait-elle d'arriver à une instruction quelconque? Bolotov nous l'apprend dans ses Mémoires, en nous présentant son premier maitre, le Français Lapis, qui lui faisait réciter par cœur des passages du Dictionnaire de l'Académie française. Dans la foule des précepteurs étrangers, Français en grande majorité, que le règne d'Élisabeth introduisait en Russie, ce Lapis paraît avoir été encore un sujet exceptionnel. Il savait la grammaire et mettait l'orthographe. Sans doute il aurait subi avec succès l'examen que la fille de Pierre le Grand s'avisa d'instituer pour ces pédagogues, coureurs d'aventures pour la plupart, obligés à en chercher si loin à raison de quelque conflit avec la justice de leur pays, ne sachant rien que leur langue et se faisant engager sur leur mine. A la demande : « Qu'est-ce qu'un adjectif? » l'un d'eux répondait aux examinateurs : « Ça doit être une invention nouvelle de nos académiciens ; quand j'ai quitté le pays, on n'en parlait pas encore (1). » On a beaucoup récriminé en Russie contre cette invasion d'éléments exotiques favorisée par un règne qui ne semblait pas, en effet, destiné à pareille fin. Les Lapis — et je flatte le plus grand nombre en usant de ce pluriel — ont été les éducateurs réels de plusieurs générations, dont Cyrille Razoumovski fut le représentant le plus parfait sous ce règne et sous le règne suivant, et qui plus tard ont livré le gouvernement du pays à d'autres émigrés

(1) Schloezer, *OEffentliches und Privatleben von ihm selbst geschrieben*, 1802.

français, de catégorie plus relevée, mais d'espèce non moins aventureuse, depuis l'aristocratique princesse de Tarente jusqu'aux frères de Marat et de Robespierre, depuis le voltairien Langeron jusqu'au jésuite Gruber. On doit en convenir. Mais le système de la « fenêtre ouverte » , inauguré par Pierre, ne comportait-il pas cette conséquence? Et pouvait-on s'attendre à ce que, passant par cette ouverture, l'air du dehors n'apportât, en fait d'éléments étrangers, que les plus purs comme les plus solides? Quant à fermer la fenêtre, après y avoir un instant songé, Élisabeth la nationaliste dut convenir que c'était une entreprise impossible à tenter. Il y avait un courant établi, qui défiait toute clôture. La fille de Pierre n'a réussi, en fait, qu'à y substituer une prise d'air à une autre. On ne voulait plus d'Allemands, on eut des Français, et, en se mettant à l'école de ces nouveaux éducateurs, on fit une découverte, qui, en dépit du niveau intellectuel peu élevé de Lapis et de ses émules, exerça sur le développement ultérieur du pays dans cette sphère une influence considérable. On s'aperçut qu'au point de vue scientifique, littéraire, artistique, l'Allemagne elle-même demeurait encore, en ce moment, à l'école de la France. Frédéric II ne voulait parler et écrire qu'en français, et Voltaire exilé était roi dans un royaume dont les frontières reculaient de jour en jour. La Russie y entra bientôt. Le comte Alexandre Vorontsov, lui premier, envoya de Berlin une institutrice française, Mlle Ruineau, pour les enfants de son frère; à douze ans, l'élève de Mlle Ruineau put se vanter de connaître à fond Voltaire et Racine, Corneille et Boileau (1), et le pli fut pris.

L'assimilation de la culture française ainsi mise à la mode pécha, certes, par les voies et les moyens. Bolotov a rendu encore ce témoignage à son précepteur: « C'était un homme évidemment très savant, étant occupé constamment à lire des livres français; mais il n'avait pas la moindre idée comment nous communiquer sa science, et ce qu'il fallait nous en

(1) *Archives* Vorontsov, t. V, p. 11 et suiv.

communiquer. » A d'autres élèves ce n'est pas le Dictionnaire de l'Académie que d'autres précepteurs mettaient en main, et Soumarokov eut beau jeu à ridiculiser dans une comédie — les *Tchoudovichtchy* (monstres) — tout ce que cette éducation à la française introduisait de puérilités et de vices dans le groupe de petits-maîtres qu'elle formait. Mais toutes les initiations sont tributaires de tels travers. L'élève de Mlle Ruineau en a indiqué un autre encore dans la page que voici, assez correctement écrite en français : « On peut dire que la Russie est le seul pays où on dédaigne d'apprendre sa propre langue et tout ce qui a rapport au pays où l'on est né. Les gens prétendus éclairés à Pétersbourg et à Moscou ont soin d'apprendre le français à leurs enfants, les entourent d'étrangers, leur donnent à grands frais des maîtres de danse et de musique, et ne leur font pas apprendre la langue paternelle; de sorte que cette belle éducation, d'ailleurs si coûteuse, mène à une grande ignorance de son pays, une indifférence, peut-être même un dédain pour le pays duquel on tient son existence et un attachement pour tout ce qui tient aux mœurs et aux pays étrangers, et surtout pour la France (1). »

Vorontsov ajoute cependant : « Il faut avouer que la noblesse qui vit dans l'intérieur ne partage pas ce travers impardonnable. » Le digne gentilhomme aurait pu ajouter que, même dans la capitale et même à la cour d'Élisabeth, la francomanie ne produisait pas ce seul résultat, assurément déplaisant. Elle avait un correctif : la tendance générale du règne qui était, d'autre part, de favoriser l'élément national dans toutes les voies et les manifestations du génie national dans toutes les directions. Ainsi cette culture exotique n'intervenait qu'à l'état de principe fécondant, et ses effets bienfaisants dans ce sens ne sauraient être méconnus. Ils sont le plus beau titre de gloire d'Élisabeth. Le plus francomane des hommes de cette époque fut I. I. Chouvalov; il a composé des vers russes et a suivi la carrière littéraire et scientifique de

(1) Notice autobiographique, *Archives* Vorontsov, V, p. 12.

Lomonossov. Au moment où il entreprit la réforme de la grammaire, Trediakovski sortait de la Sorbonne.

Revenons à Bolotov, car son enfance nous offre un tableau complet de l'éducation contemporaine dans ses différentes phases. Les leçons de Lapis n'en constituèrent qu'une dans le développement intellectuel du jeune gentilhomme. En quittant Pétersbourg vers l'âge de l'adolescence, il se trouva séparé de ce guide et livré aux ressources du village habité par ses parents. Aucune école n'y existait. La bibliothèque du pope se composait de deux volumes, dont l'un était le livre de Iavorski ci-dessus mentionné et l'autre un martyrologe. Après s'en être assimilé le contenu, l'ex-pupille de Lapis passa pour un savant à dix lieues à la ronde. Mais il avait de l'ambition, un esprit curieux, et, à force de recherches, il finit par découvrir chez un de ses oncles un traité de géométrie, dont il s'appliqua aussitôt à reproduire les figures sans arriver à en comprendre le sens. Cette fois on le crut sorcier, et il risquait de justifier cette réputation, quand une autre découverte lui mit dans les mains les *Aventures de Télémaque*. Au bout de quelques mois, il fut en état de réciter par cœur d'un bout à l'autre la prose de Fénelon, et les lettres le disputèrent victorieusement aux mathématiques. Mais il venait d'avoir dix-huit ans, et on lui rappela qu'il se devait au service militaire. Étant de famille noble et *instruit,* il fut officier, et, ayant des protections, il eut Pétersbourg pour garnison. Il se prépara à sa nouvelle carrière en lisant les *Aventures de Gil Blas*, concurremment avec le premier volume de l'Histoire ancienne de Rollin, dont Trediakovski avait récemment publié une traduction, et avec l'*Argenis* de John Barclay, qui faisait fureur alors, comme il arrive des romans historiques à différentes époques. Il apprit encore par cœur et déclama des passages de la première œuvre dramatique de Soumarokov, je veux dire son fameux *Khorev*, et, cela fait, il se reposa. Il était à hauteur et dans le courant de la vie intellectuelle du temps.

Au-dessus de ce niveau commun, jusqu'à la création, en 1755, de l'université de Moscou, la science contemporaine

n'était représentée à Moscou que par l'Académie slavo-gréco-latine, et à Pétersbourg par l'Académie des sciences. La première accentuait de plus en plus son caractère écclésiastique, en ce sens qu'en dépit de son programme assez compréhensif, elle tendait à devenir une école préparatoire pour la prêtrise. Et l'école s'étiolait. Des élèves y restaient jusqu'à dix ans dans la classe de la syntaxe. Leur nombre diminuait aussi; de 629 en 1725 il tombait à 200 sous Élisabeth. La cause? Une alimentation insuffisante; le défaut de ressources matérielles et l'indigence de ressources intellectuelles; un budget annuel de 4,450 roubles très inexactement payés et un enseignement voué aux méthodes scolastiques. Comme professeurs, des moines exclusivement. Un précepteur laïque, Koudakov, employé jusqu'en 1744 dans les classes inférieures, fut expulsé à cette époque par le Synode. Ces moines sortaient des monastères de la vieille Moscovie et semblaient y avoir vécu au treizième siècle. Dans la classe de théologie ils mettaient en discussion des questions comme celle-ci: « Où sont créés les anges?... Comment se communiquent-ils leurs pensées? » Le cours de philosophie, au chapitre de la psychologie, comportait des digressions sur la nature des cheveux: « Pourquoi tombent-ils chez les vieillards?... Pourquoi la barbe ne pousse-t-elle pas au menton des femmes? » Le cours de physique se terminait par l'enseignement de l'uranographie, avec l'examen de ce problème : « Y a-t-il au paradis une rose sans épines? » Les élèves du cours de rhétorique devaient s'appliquer à éloigner le plus possible leurs discours du ton naturel, en y faisant intervenir à tout propos Thémide, Bellone et Mars (1).

L'Académie des sciences devait, on le sait, d'après le plan quelque peu incohérent imaginé par Pierre le Grand, comprendre les trois formes classiques du gymnase allemand, de l'université allemande et de l'Académie française. Le gymnase ne fonctionna jamais sérieusement. A l'avènement d'Élisabeth, il ne comprenait que quelques professeurs enseignant le latin

(1) Smirnov, *Histoire de l'Académie slavo-gréco-latine de Moscou*, 1855, p. 180 et suiv., en russe.

dans les classes inférieures. En 1747, un nouveau règlement élaboré par l'Académie ne fit aucune mention du gymnase, qui n'en fut que plus négligé. En 1760, j'y trouve un professeur de langue française qui ne fait pas de cours depuis longtemps, s'excusant sur la maladie de sa femme (1).

On devine la répercusion de cet état de choses sur l'enseignement universitaire. Les professeurs y trouvaient à invoquer de meilleures raisons pour ne pas paraitre dans leurs chaires, où ils eussent fait figure de prophètes parlant dans le désert. « La tête et les parties supérieures du corps peuvent-elles exister sans les jambes? » disait Lomonossov. La maison scolaire à trois étages rêvée par Pierre le Grand était, dans l'exécution, un édifice hyperbolique, dont le couronnement portait à faux sur un rez-de-chaussée absent. Son histoire, à cette époque, se confond, d'autre part, avec celle de la lutte engagée, au lendemain de l'avènement d'Élisabeth, entre l'élément allemand et l'élément russe. Et cette querelle est plus encore d'ordre administratif que d'ordre intellectuel. Je me garderai de vous en narrer toutes les péripéties. Le champion de l'Allemagne était ce Schumacher, que vous connaissez déjà (2), et son adversaire principal, Nartov, le tourneur en bois, autrefois employé par Pierre le Grand en cette qualité, promu maintenant au rang de membre du conseil académique et de chef de la section de mécanique. A défaut de science et d'autorité personnelle, l'ancien ouvrier s'appuyait sur celles de Delisle, astronome français embauché en 1727 par Catherine I[re] (3). Ce fut la première alliance franco-russe. Nartov accusait Schumacher d'abuser de ses fonctions de secrétaire de l'Académie pour écarter systématiquement les professeurs russes, et l'Allemand répondait : « Où sont-ils? Gorlitski se vante d'*avoir su* la philosophie, mais avoue *l'avoir oubliée de quelque façon.* Les autres, Satanov, Ilinski, ne se

(1) Biliarski, *Matériaux pour la biographie de Lomonossov*, 1865, p. 439, 441, 483, 587.

(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 212.

(3) Joseph-Nicolas, frère du géographe et de l'historien universellement connus.

sont jamais montrés capables de fournir la moindre contribution aux travaux de l'Académie (1). »

Après l'avènement d'Élisabeth, il fut néanmoins entendu que l'Allemand avait tort et que le Russe avait raison. Au couronnement de l'Impératrice, Nartov enleva le secrétariat à Schumacher, et celui-ci alla en prison, car la prison était alors au bout de toutes les disputes. Malheureusement, le nouveau secrétaire s'avisa de poursuivre le recouvrement de diverses sommes qui étaient dues à l'Académie non pas seulement par l'État sur un budget toujours irrégulièrement payé, mais par nombre de particuliers sur des fournitures de livres et d'objets divers. Car la science y chômant fréquemment, Schumacher s'était appliqué à imprimer à l'activité de l'établissement un caractère industriel, qui tendait à en faire une usine. Et malheureusement, parmi ses débiteurs, Nartov eut à compter certains hauts personnages, qui précisément se trouvèrent chargés d'instruire ce nouveau procès. Avec les mœurs du temps le résultat était aisé à prévoir. Au bout de l'enquête, Schumacher se trouva blanc comme neige et Nartov condamné au fouet et à l'exil. Élisabeth se refusa toutefois à ratifier l'arrêt. L'ombre de Pierre le Grand protégeait l'ancien tourneur. On finit par les renvoyer, lui et son adversaire, dos à dos, et Delisle, qui, ayant pris fait et cause pour Nartov, prétendait venger l'injure qui lui avait été faite, en demandant son propre congé, dut céder aux instances de la souveraine en consentant à ne pas enlever à l'Académie la seule illustration européenne qu'elle possédât. Il prétendit toutefois rédiger pour elle un nouveau règlement, d'après lequel son président aurait à être élu par les professeurs et choisi parmi eux. On ne put s'entendre à ce sujet. Cette présidence, comme le hetmanat de la Petite-Russie, était, dans la pensée d'Élisabeth, réservée à Razoumovski. Et, comme la Petite-Russie, l'Académie dut attendre que ce candidat eût atteint

(1) V. le dossier d'une enquête faite à ce sujet, dans les *Lectures*, 1860, liv. III, chap. v, p. 64-122.

un âge convenable. Jusque-là, comme on ne voulait plus d'Allemand à la tête de l'établissement, et comme aucun Russe ne paraissait capable d'occuper la place, celle-ci resta vacante. Seulement, on abrégea le délai, et, à dix-huit ans, Cyrille entra en fonction. Il débuta par un discours où il constatait que les professeurs-académiciens ne songeaient qu'à augmenter leurs traitements et à obtenir de nouveaux titres honorifiques; sous le prétexte que la science répugnait à toute contrainte, on les voyait se livrer à une paresse absolue. Ceci réclamait une nouvelle enquête avec accompagnement de mesures répressives, et le résultat fut cette fois que la plupart des étrangers, Kraft, Heinsius, Wilde, Crusius, Gmelin et Delisle lui-même, se retirèrent définitivement.

Schumacher resta et inspira la rédaction d'un règlement adopté l'année suivante, qui ne fut pas tout à fait celui de Delisle. L'Allemand y fit triompher ses instincts utilitaires dans un ensemble de dispositions assez bizarres ayant pour objet d'engager les membres de la section d'astronomie et de géographie à étendre les limites de l'empire par la découverte de nouvelles terres, les physiciens à mettre de nouvelles mines en exploitation et les mathématiciens à fonder des manufactures. Cela se passait en 1747, et l'effet de ce programme devait tarder à se faire sentir, car l'histoire de la docte assemblée au cours de l'année ne me paraît marquée que par l'admission de Voltaire en qualité de membre correspondant. Cet honneur avait été sollicité par l'illustre écrivain dès l'année précédente. L'auteur du *Siècle de Louis XIV* s'offrit en même temps pour composer une histoire de Pierre le Grand, et la proposition fut agréée avec d'autant plus d'empressement que ses collègues russes n'avaient guère sur le métier que des traductions, celle, entre autres, du livre de Vauban sur l'art des fortifications, qui coûta 3,560 roubles à établir et ne trouva pas d'acheteurs. Les séances solennelles de l'Académie étaient remplies par des lectures, qui habituellement n'étaient que des divagations sur des sujets étrangement choisis, tels que le clavecin oculaire de cet abbé Castel que Voltaire et Rousseau

traitaient de fou, opinion ratifiée depuis par la postérité (1).

En 1749 seulement, le retour de Müller envoyé en Sibérie par Schumacher pour un voyage d'études qui le débarrassait d'un concurrent dangereux et qui devait durer dix ans, inaugura dans les travaux académiques une période plus féconde. Mais aussitôt éclatait la grande querelle entre le savant voyageur et Lomonossov; lutte destinée à absorber une grande part de cette activité naissante. Chargé d'écrire une dissertation pour la séance solennelle du 6 septembre 1749, Müller s'avisa d'y développer la thèse de Bayer sur l'origine scandinave des Varègues. Lomonossov y vit une injure pour la gloire nationale et même pour l'autorité de l'Église. L'une répugnait à s'accommoder de cette provenance étrangère, et l'autre possédait des données certaines sur le séjour de saint André parmi les Slaves de Novgorod, alors que Müller ne faisait apparaître le nom slave que postérieurement aux temps apostoliques. Le débat fut porté devant le président, et Müller y perdit sa place de professeur et de recteur de l'université. Au bout de quelques années, comme on ne parvenait pas à la remplir autrement, on lui rendit sa chaire et on se résigna à utiliser de toutes façons sa compétence qui n'avait pas de rivale. Il faisait office de secrétaire, sans en avoir le titre, correspondait avec les savants étrangers, rédigeait les procès-verbaux des séances et surveillait la rédaction des *Novi Commentarii*, recueil scientifique, dont l'entreprise procédait en grande partie de son inspiration. Une revue scientifique et littéraire s'y ajouta plus tard, et Müller en fut encore l'âme, ayant inauguré en Russie dès 1728 ce genre de publication par ses *Nouvelles de Saint-Pétersbourg*, éditées à cette époque. En même temps il travaillait à une histoire de la Sibérie ; mais là Lomonossov l'attendait encore, prétendant lui défendre de donner le fameux Ermack pour le brigand qu'il semble bien avoir été au moment où il entreprit la conquête du pays (2).

(1) V. Siémiévski, Élisabeth Pétrovna, *Parole russe*, 1859, p. 296.

(2) Piatkovski, *Histoire du développement littéraire et social en Russie*, 1889, t. II, p. 1-33.

Nous apercevons ici un trait caractéristique et commun à l'esprit russe contemporain dans cette sphère : le goût immodéré de la censure, du despotisme intellectuel, de la science officielle. Témoignage des instincts autoritaires de la race, autant que conséquence de ses habitudes séculaires, la tendance s'accuse dans le mouvement intellectuel de l'époque à mesure que l'élément russe y prévaut, et elle aboutit à des manifestations extravagantes. En 1754, Lomonossov se sent offensé par une discussion provoquée en Allemagne par sa théorie sur la production de la chaleur et du froid, et aussitôt il exprime le vœu de voir soumettre toutes les controverses de ce genre au contrôle sévère des corps académiques et universitaires. Trediakovski s'indigne à son tour du dénouement donné par Soumarokov à son *Hamlet;* il veut que le crime y soit puni et la vertu récompensée, et obtient satisfaction.

Au milieu de ces préoccupations, l'Académie ne découvrait ni de nouvelles terres ni de nouvelles mines, et ses conquêtes scientifiques restaient assez maigres. En 1755, elle réclama une description détaillée des monastères et des églises avec des notices historiques ; mais le Synode se défendit d'entreprendre ce travail, pour lequel il manquait de ressources. En 1760, un questionnaire géographique et archéologique adressé par oukase à toutes les villes de l'empire n'eut pas meilleure fortune. Deux simples marchands d'Oustioug, Bytov et Chalavourov, firent de meilleure besogne en entreprenant à leurs frais une expédition ayant pour objet de découvrir une route maritime entre l'embouchure de la Léna et le Kamtchatka. Comme corps scientifique, l'Académie chôma, ainsi qu'elle avait fait précédemment, ou se donna des occupations futiles le plus souvent, odieuses parfois. Ses tentatives pour relever le niveau intellectuel de la compagnie en faisant rentrer dans son sein quelques-uns des étrangers qu'elle avait eu la sottise d'expulser n'aboutirent pas. Euler et les frères Bernouilli repoussèrent toutes les avances. Voltaire s'offrit à les remplacer pour quelque temps ; mais on fut moins flatté de la visite qu'effrayé à l'idée de se montrer devant l'impitoyable railleur

dans l'équipage où l'on se trouvait, et Cyrille Razoumovski s'employa à conjurer le péril (1). Comme corps enseignant, l'Académie se vit d'abord devant le néant : il n'y avait d'élèves ni à l'université ni au gymnase. On imagina d'en demander aux séminaires de Moscou et de Novgorod. Le clergé cria au scandale, et les séminaristes, passant d'un système d'éducation à un autre, y perdirent le peu de latin qu'ils avaient pu apprendre. Avec le temps, on arriva cependant à constituer un petit personnel d'élèves et d'auditeurs, dont quelques-uns, Roumovski, Barssov, Popov, marquèrent plus tard. Mais les professeurs faisaient souvent grève, se piquant toujours, dans cette école, qui était aussi une académie, de sacrifier l'enseignement à l'étude personnelle, ou voulant s'en donner l'air. La nécessité de séparer ce que Pierre avait malencontreusement uni en arriva ainsi à s'imposer aux esprits, et la fondation de l'université de Moscou, décidée en 1754, consacra enfin le principe qui se dégageait ainsi d'une longue et pénible expérience.

Préparé par I. I. Chouvalov avec le concours de Lomonossov, le projet du nouvel établissement eut une magnifique ampleur. Il comprenait trois facultés : une de droit, avec des cours de droit naturel, de droit des gens, de politique ; une autre de médecine et une troisième de philosophie. L'enseignement devait se faire en latin et en russe, et toucher à toutes les branches du savoir. En même temps, la création de deux gymnases inaugura dans la seconde capitale de l'Empire l'organisation distincte de l'enseignement secondaire, et l'année suivante deux autres établissements similaires, écoles préparatoires à quatre classes pour l'étude de la langue russe, du latin, des sciences élémentaires et de deux langues étrangères, française ou allemande, au choix des élèves, furent fondés à Kasan. Pour le personnel enseignant, à défaut d'illustrations éclatantes, on finit par recruter à l'étranger d'humbles utilités : un Schaden, un Diltee, un Rost, un Kerschtens, un Reichel,

(1) Piékarski, *Histoire de l'Académie des sciences*, 1873, t. I, p. 384-5.

un Erasmus, auxquels on put bientôt adjoindre quelques collaborateurs indigènes, produits maintenant réalisés du système fécond que Pierre avait encore imaginé en faisant appel aux écoles étrangères pour l'éducation des futurs ouvriers de l'enseignement national. Je vois parmi eux un Aphonine, qui fait un cours de minéralogie, de botanique et de zoologie, d'après Valerius et Linné; un Véniaminov, qui enseigne la chimie d'après Vogel; un Zybeline, qui prend modèle sur Winslow pour ses leçons d'anatomie et sur Ludvig pour ses leçons de chirurgie. Leurs modestes efforts furent d'un grand prix pour la cause qu'ils servaient, et I. I. Chouvalov n'en mérita pas moins bien, en procurant des élèves aux professeurs, à la faveur d'un compromis, suggéré par lui, avec l'obligation du service militaire. La noblesse y gagna une nouvelle catégorie de congés, accordés désormais aux jeunes gens pour cause de stage universitaire. Le célèbre écrivain Von-Visine dut à cette mesure d'être à la fois, et à partir de dix ans, soldat dans le régiment Siémionovski et élève de l'université de Moscou.

Comme la plupart des œuvres entreprises à cette époque, celle-ci eut à souffrir d'un défaut de proportion entre le but poursuivi et les ressources non seulement morales, mais aussi matérielles utilisées pour l'atteindre. Le budget de la nouvelle université et des deux gymnases lui faisant face fut fixé à 15,000 roubles, somme qui ne leur permettait ni de s'outiller ni de s'entretenir convenablement. Russes et étrangers, les professeurs eurent à s'y pénétrer d'un esprit qui aujourd'hui encore imprime à l'enseignement, dans la patrie de Lomonossov, ce caractère *officiel* que le génial antagoniste de Müller réclamait pour la science contemporaine, incapable qu'il était de s'en représenter toutes les conséquences. Les conséquences ici, c'était l'assujettissement des programmes au principe du despotisme éclairé; un dogmatisme étroit mêlé de sensualisme réaliste qui en pénétrait et en viciait toutes les applications; c'était Schaden et Reichel indiquant dans leurs leçons la propagation des sciences et des arts comme « le droit suprême

de l'autorité », et c'était la proscription de tout développement indépendant du génie national. Autre et pire misère !

La censure, dont Lomonossov faisait si grand cas, travailla activement dans le même sens, diverses autorités y faisant concurrence à l'Académie pour l'examen des livres, des revues et des journaux. En dehors des publications d'ordre religieux, le Synode se réservait un droit de contrôle sur tous les écrits en langue russe de provenance étrangère, à raison de la place que la polémique religieuse tenait dans cette littérature. A partir de 1750, un oukase proscrivit l'importation de tous livres étrangers où mention serait faite de personnages ayant joué un rôle sous les régimes précédents, et l'assemblée ecclésiastique eut encore mission d'y veiller. En fait, elle exerça toujours dans ce domaine un pouvoir à peu près illimité. Au commencement du règne, elle avait déjà anathématisé les fables d'Ésope (1) ! Si elle s'attaquait le plus souvent aux produits de la presse étrangère, c'est que la presse nationale ne lui donnait pas assez de besogne. En 1749, faute de mieux, elle censura le *Theatrum* ou « Spectacle historique », d'après une traduction de l'original latin publiée en 1724 par Gabriel Boujanski !

Et pourtant, en dépit de son indigence intellectuelle et littéraire qui éclate dans ce trait, cette époque a produit, dans la sphère que nous examinons ici, une grande chose et un grand homme. La grande chose a été la création de la langue russe, dont Trédiakovski fut le théoricien laborieux et Lomonossov le metteur en œuvre inspiré. Le grand homme, ce fut cet ouvrier même dont j'ai esquissé ailleurs la physionomie à grands traits (2), mais dont je dois encore évoquer ici la figure, car elle fait corps avec le sujet de ce chapitre.

(1) Siémiévski, *loc. cit.*, p. 319.
(2) *Littérature russe*, p. 73 et suiv.

IV

MOUVEMENT LITTÉRAIRE ET SCIENTIFIQUE. LOMONOSSOV

Dans l'histoire du développement intellectuel en Russie cette figure semble au premier aspect un phénomène isolé. Quand Lomonossov meurt en 1765, les plus instruits parmi ses compatriotes ne voient guère en lui qu'un poète et un orateur. Ses travaux dans le domaine des sciences naturelles, de la philologie, de l'histoire russe même, sont ignorés ou méconnus. Tombant dans le vide et l'indifférence, quelques-unes de ses idées scientifiques n'arrivent à la notoriété que beaucoup plus tard et sous l'apparence de nouveautés d'origine étrangère. L'appréciation sérieuse de sa valeur à ce point de vue ne date guère dans son pays que de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et, à part un chercheur isolé, D. M. Perevochtchikov, qui en 1731 déjà s'avisa de le signaler comme ayant devancé Rumford dans ses observations sur la chaleur (1), les naturalistes russes ayant fait état de ses travaux et de ses découvertes, Chtchourovski, Borysiak, Levakovski, sont nos contemporains (2).

Ce n'est qu'une apparence, dont l'explication se trouve dans la lenteur de l'évolution correspondante en Russie, dans les périodes d'inertie et les temps d'arrêt qu'elle comporta. Elle ne comporta pas d'effets sans cause.

En 1731, au cœur de l'hiver, un jeune paysan, dix-sept ou dix-huit ans, — la date de la naissance du prodigieux *moujik* est elle-même incertaine — arrive aux portes de Moscou. D'où vient-il ? Des environs d'Arkhangelsk — la cité où Pierre le Grand a fait son premier apprentissage de marin. La contrée est habitée par une rude race de pêcheurs. Pourquoi le fils de l'un d'eux, tout en aidant son père à jeter ou à réparer les

(1) Lecture à l'Université de Moscou. 12 janv. 1731.

(2) MAÏKOV, *Études sur l'histoire et la littérature russes*, 1889, p. 235.

filets qui donnent du pain à la famille, a-t-il profité de tous ses loisirs pour apprendre à lire ? Sans doute parce que Pierre a passé par là. Comment le gars a-t-il pu ensuite trouver chez des pêcheurs voisins ou chez le *diatchok* de sa paroisse un psautier, une grammaire, une arithmétique, richesses si peu communes même parmi les classes plus élevées du pays? Comment enfin, ayant épuisé ces ressources locales d'instruction élémentaire, a-t-il été entraîné à quitter à la dérobée la maison paternelle et à prendre le chemin de la grande ville, où on lui a dit qu'il trouverait des écoles? C'est encore à l'œuvre de Pierre le Grand qu'il faut demander la clef du mystère. Le Réformateur a jeté ici, en passant, une poignée de semence civilisatrice, et cet adolescent sur la route de Moscou — c'est la moisson qui lève. Il sera l'homme attendu, annoncé par Pierre, le premier des ouvriers russes qui viendront remplacer à la tâche l'équipe étrangère et la rendront inutile.

A Moscou, il passe sa première nuit au marché au poisson, blotti dans un traîneau abandonné. Il est robute et endurant. Puis il frappe à la porte de l'académie slavo-gréco-latine. — Qui êtes-vous? — Fils de prêtre. La légende veut du moins que, pour se ménager un bon accueil, il ait fait cette réponse, qui n'était qu'un demi-mensonge. Sa mère appartenait à une famille d'église, et, à l'église de son village, le jeune homme avait fait quelque temps office de lecteur. Une connaissance intime de la langue slavo-ecclésiastique et un sentiment religieux très profond devaient toujours lui en rester. Les actes d'état civil étaient alors chose inconnue en Russie ; le postulant ayant bonne apparence, on le prit et on le garda en lui accordant la solde alimentaire que vous savez : 3 copecks par jour. Il avait à se nourrir, à se vêtir et à acheter des livres avec ce pécule. Il en acheta. En mangeant pour un demi-copeck de pain et en buvant pour un demi-copeck de *kvass* par jour, il devint un colosse, et il fit dans ses études des progrès si rapides qu'on jugea utile de l'envoyer à Kiév, centre intellectuel réputé alors. Peut-être chercha-t-on aussi à se débarrasser de lui. Il était intelligent et appliqué, mais turbulent. Ses nou-

veaux maîtres trouvèrent qu'il l'était trop et se hâtèrent de le renvoyer à Moscou, où il se résignait déjà à recevoir la prêtrise, quoique sans aucune vocation apparente pour cet état, quand, en 1735, arriva de Pétersbourg l'ordre d'y expédier douze des meilleurs élèves de l'Académie, pour le gymnase, qui en manquait. Lomonossov fut de la promotion et bientôt après bénéficia d'un nouveau choix, qui lui fit prendre le chemin des Universités allemandes. Il suivait toujours la piste sur laquelle Pierre avait jeté l'éducation nationale.

L'idée de ses protecteurs était qu'il se consacrât à l'étude de l'art minier. Mais on comptait ainsi sans son génie, — le génie de Pierre lui-même et de la plupart des Russes bien doués jusqu'à nos jours, comme aussi du plus grand nombre parmi les hommes éminents des dix-septième et dix-huitième siècles, également rebelles encore, même en Occident, à notre spécialisation moderne. Aux heures studieuses de son séjour à Neu-Ruppin, Frédéric le Grand se préparait à son métier de roi en faisant des expériences de physique et des vers. A Marbourg et à Freiberg, en écoutant les leçons de Wolff et de Henkel, Lomonossov composa des poèmes. En 1739, il envoya à Pétersbourg une ode sur la prise de Khotin, qui devait faire époque dans l'histoire de la langue et de la littérature nationale. Comme forme, le morceau est imité de Gunther, l'auteur du poème sur la paix de Passarowitz ; comme fond, il découvre une vue sur l'histoire russe singulièrement neuve pour l'époque.

Les deux figures d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand y paraissent dans un accouplement symbolique, dont personne ni en Russie ni ailleurs n'avait encore eu l'idée. Le Réformateur et son prédécesseur sont les champions de leur pays dans sa lutte avec l'Asie barbare. Ils sont les représentants d'un peuple « choisi pour la peine » (*v troud izbrannyi*) par une austère et glorieuse destinée. Et cette ode n'est pas seulement un poème ; elle est un essai de réforme. Lomonossov s'y applique à transformer une versification dont il s'assimile à peine les éléments, et à lui donner un sens plus conforme au génie d'une langue qui est

encore en voie de formation. Joignant la théorie à la pratique, il ajoute à la pièce de vers une dissertation et y développe, en s'appliquant à les rectifier, les vues de Trediakovski sur la nécessité de donner à la poésie nationale une base tonique. Mais dans ce domaine, la théorie n'est pas son fort. Tout en s'y élevant plus tard à certaines conceptions originales et fortes, à une compréhension singulièrement profonde, notamment, de la nature organique du langage, il gardera toujours quelque chose des détestables leçons de rhétorique reçues à Moscou. Aux prises avec les éléments hétérogènes jetés dans la littérature de son pays par l'histoire, l'église et la réforme (1), il n'arrivera pas à les démêler scientifiquement. Il s'évertuera même à en perpétuer la séparation, en imaginant bizarrement une classification correspondante du discours, trois styles d'ordre supérieur, moyen et inférieur, avec un choix de mots et de tournures applicables à chacun. Mais son inspiration sera supérieure à sa pensée raisonnée. D'instinct, dans les premiers vers composés en Allemagne entre un cours de mathématiques et un cours de sciences naturelles, il est arrivé presque à sortir déjà de ce chaos élémentaire. Et si, dans les harangues d'apparat composées pour Élisabeth, il restera fidèle aux modèles scolastiques, ailleurs, aux heures de création spontanée, dans ses notes écrites au courant de la plume, dans quelques poèmes, dans quelques traités même, emporté par la verve ou entraîné par le sujet, il oubliera le système, et, puisant à toutes les sources, jetant librement au creuset et fondant leur produit, il fera œuvre de créateur. Simple, brève, vigoureuse, opulente, sa langue sera à peu près déjà celle de Pouchkine ; popularisée bientôt par une muse féconde, elle deviendra dans toutes les bouches, avec moins de noblesse et de charme, la langue de tout le monde , et se substituera progressivement à l'idiome barbare et composite des générations précédentes. Comment? Pourquoi? Simplement parce que dans l'œuvre de Lomonossov, sur ce point, se résumera le travail latent et in-

(1) V. *Pierre le Grand*, p. 475; *l'Héritage de Pierre le Grand*, p. 213.

conscient de milliers d'intelligences hésitantes et de bouches bégayantes, et qu'il n'y aura été que le porte-voix de tout le monde, recueillant des sons aux quatre coins de l'horizon pour les harmoniser dans son verbe sonore.

En 1741, le futur grand homme est de retour en Russie, où l'ont précédé une célébrité naissante et des rapports moins flatteurs sur sa conduite. En vantant son intelligence et son application, ses maîtres allemands le représentent comme un assez mauvais sujet. Par ce côté-là il tient aussi de Pierre le Grand et de sa race. Il porte en lui un trop-plein de sève qui monte et déborde dans toutes les directions. Il est exhubérant et tapageur. Après avoir épousé la fille d'un petit tailleur de Marbourg, il s'est fait enrôler en état d'ivresse par des recruteurs prussiens. Il n'a garde cependant, en arrivant à Pétersbourg, d'y continuer ses frasques. Un Russe à l'étranger et un Russe en Russie font de nos jours encore deux Russes très différents à tous les points de vue. Lomonossov n'oublie pas ses origines, et sa turbulence de géant bien musclé va souvent de pair avec beaucoup de souplesse. Je le vois d'abord se faisant très humble, très docile, très petit, même avec les Allemands de l'Académie. Il a eu soin d'écrire à Schumacher, en le reconnaissant pour son unique protecteur. Voici qu'il compose une ode pour la naissance du petit empereur, Ivan Antonovitch; une autre pour la victoire de Vilmanstradt remportée sur les Suédois. A l'avènement d'Élisabeth, il traduit l'ode triomphale de Staelin. Il est parfait courtisan et arrive ainsi à se faire donner en 1742 une place de professeur adjoint. Professeur de quoi? De chimie, de minéralogie, de versification et de style. Merveilleux mélange! Mais là-dessus s'engage la lutte que j'ai dite entre Schumacher et Nartov, et, pour le coup, la nature l'emporte chez le grand *moujik*. Comme de raison, il prend parti pour le compatriote contre l'Allemand, et, donnant carrière à son tempérament et à sa carrure, il commence par assommer avec une tête à perruque le jardinier de l'Académie, qui est un autre Allemand du nom de Sturm. Un peu plus tard, en avril 1743, pénétrant, après

avoir bu, dans une salle de conférences, il insulte les professeurs inféodés à Schumacher, traite celui-ci de voleur et menace ses partisans de leur casser la mâchoire. On le jette en prison, et il sent à son tour ses épaules menacées du knoute. Mais comment livrer au bourreau un homme dont tout le monde récite les vers? Élisabeth elle-même se plaît à répéter ceux où il a montré l'âme de Pierre le Grand survivant dans sa fille. Elle intervient, et le professeur de versification en est quitte pour la perte d'une demi-année de son traitement.

Bientôt après, l'avènement de Razoumovski à la présidence de l'Académie modifia avantageusement sa situation. Le nouveau règlement ouvrit aux Russes l'entrée de ce cénacle où aucun n'avait encore pénétré, et Lomonossov avec Trédiakovski y frayèrent le chemin au botaniste Kracheninnikov, au mathématicien Kobielnikov, à Popov, Kozitski et d'autres. Le départ de l'Allemand Gmelin fit attribuer à Lomonossov la chaire de chimie, et, à partir de 1746, il inaugura un cours populaire de physique expérimentale qui obtint un certain succès. En 1748, sans abandonner cet ordre d'études, il publia un traité de rhétorique, le premier qui ait paru en langue russe. L'année d'après, tout en poursuivant des expériences sur la coloration industrielle des verres, cherchant et découvrant le secret de la fabrication du bleu de Prusse et de la laque vénitienne, il mit sur le métier un lexique russe. Et cependant sa veine poétique ne s'épuisait pas. Tous les événements contemporains l'inspiraient, non sans qu'il y trouvât parfois l'occasion de servir sa fortune, comme en 1752, où, composant une ode sur le départ d'Élisabeth pour Moscou, voyage conseillé par Vorontsov et combattu par Bestoujev, il se conciliait les bonnes grâces du vice-chancelier et celles de l'Impératrice elle-même, qui lui faisait un présent de 2,000 roubles.

La poésie et la politique ainsi mêlées le rapprochèrent de I. I. Chouvalov, et le favori indiqua une nouvelle direction à cette inlassable activité : l'étude du passé national, déjà abordée par Lomonossov, quoique assez gauchement, dans ses dis-

putes avec Müller. Pourquoi pas? « Il était bon à tout faire », disait-on volontiers dans les milieux nationalistes, « et le seul bon ». Bravement, consciencieusement il se mit à l'ouvrage, recueillant des documents, consultant les vieilles chroniques. Mais, devenu entre temps chef d'usine, fabricant de verres de couleur, directeur d'une cristallerie, il fut distrait de ce nouveau labeur par ses préoccupations industrielles, sans vouloir sacrifier les unes à l'autre. Chouvalov s'en montrant très irrité, il lui répondait : « Pourquoi voulez-vous qu'un savant soit pauvre? » Et il citait Newton, qui avait vécu dans l'opulence, et Wolff, qui gagnait honneurs et fortune par ses travaux. Je ne voudrais pas jurer que la baronnie du savant allemand n'ait hanté son imagination. Pour son usine, il avait obtenu une terre et des serfs, et cela le faisait aux trois quarts noble. Il n'était pas dépourvu de vanité, témoin l'incident qui le montre mettant en pièces une liste de professeurs, parce qu'il y a vu son nom inscrit à la place marquée par l'alphabet, et ses efforts pour obtenir la vice-présidence de l'Académie (1). Comme il prétendait violenter l'ordre alphabétique, de même, une fois entré à l'Académie, il y bouscula tout le monde, jouant des coudes et se mettant délibérément au-dessus de toutes les situations acquises et de toutes les autorités. Dans les querelles et les algarades incessamment provoquées de la sorte il se donnait habituellement tous les torts, mais les rachetait tantôt par une grammaire, tantôt par un atlas, tantôt par un poème encore, qui lui attirait l'applaudissement universel.

Travailleur phénoménal, passant, au témoignage de sa nièce, des semaines entières dans son laboratoire ou dans son cabinet sans prendre d'autre nourriture qu'un peu de pain beurré arrosé de bière, il rappelle par sa passion pour la science les humanistes occidentaux du seizième siècle, dont parfois, en lutte comme eux avec le fanatisme et l'ignorance, il imitait les procédés d'argumentation. Esprit clair, métho-

(1) *Archives* Vorontsov, t. IV, p. 484 et suiv.

dique, bien organisé et organisateur avec des traits d'originalité et des velléités d'indépendance combattues par ses instincts autoritaires, il peut bien, en parcourant au vol le vaste champ de la science moderne, s'y être égaré parfois, comme ses admirateurs veulent qu'il y ait aussi tracé la voie dans plusieurs directions à ses contemporains et à ses successeurs. Dans un discours prononcé le 26 novembre 1753, il a lui-même revendiqué hautement contre Franklin la priorité de sa théorie de la force électrique. La déduisant de la production subite des grands froids, phénomène particulier à la Russie, il se croyait par là même justifié dans sa prétention, et les spécialistes de son pays admettent aujourd'hui encore que certaines observations faites à ce propos, notamment sur la pénétration des couches d'air supérieures dans les couches inférieures et sur l'abaissement de la température ainsi déterminé, lui ont fourni la matière de conclusions entièrement neuves. En juillet 1756, dissertant sur l'origine de la lumière, démontrant l'unité des forces de la nature dans la production de la chaleur, de la lumière et de l'électricité, ramenant contre Newton et contre Gassendi la variété de ces phénomènes à une simple différence de formes dans le mouvement moléculaire des corps, il semble, en effet, s'être approprié, lui premier, les conceptions développées plus tard par Melloni, Carnot, Grove, Faraday et Helmholtz.

Le point me paraît d'ailleurs de médiocre importance. Dans son ensemble, l'enseignement scientifique de Lomonossov ne s'est pas sensiblement écarté du cercle des idées et des notions communes à son temps, et, quand il y faussait compagnie à ses maîtres allemands, c'était le plus souvent pour tomber dans le paradoxe ou la scolastique. Sa vue générale de la nature était en harmonie avec l'esprit de l'époque et même avec la tournure commune des esprits de son pays, c'est-à-dire essentiellement philosophique ou physico-théologique. Des savants allemands, Schlözer, entre autres, lui ont reproché d'avoir été un naturaliste en histoire et en philosophie. Il serait aisé de le défendre contre cette imputation, qui, en certains quartiers,

pourrait passer aujourd'hui pour le plus bel éloge. Quelques tentatives pour appliquer à l'histoire et à la philologie la méthode analytique des sciences naturelles, en opposant les résultats ainsi obtenus au dogmatisme contemporain et l'aphorisme célèbre : « Par les observations arriver à la théorie, par la théorie arriver à corriger les observations », montrent bien Lomonossov sur cette voie. Mais il ne fut jamais un réaliste conscient et conséquent; trop poète pour cela, trop ennemi du rationalisme sceptique de Voltaire, dont les boutades irréligieuses l'offensaient (1).

Il fut le fils de son temps, d'une époque où en Allemagne Euler lui-même se déclarait spiritualiste et croyant (2). Mais de le voir dans le courant scientifique contemporain, et sinon au-dessus de ses émules occidentaux, du moins à leur niveau, vous suffira sans doute pour que, vous rappelant ses origines et son entourage, vous le jugiez plus que digne du monument que ses compatriotes lui ont élevé à Arkhangelsk. Supérieur par l'intelligence à ses maîtres allemands, il leur fut inférieur par le caractère et la tenue, avec quelque chose non seulement d'indécent et de grossier dans ses allures et ses façons, mais de brutalement, sauvagement exaspéré. Pour l'excuser dans une certaine mesure, il convient de se représenter ce qu'était le milieu où il a vécu et combien il y trouvait de traits réellement exaspérants. Pour avoir adopté l'idée fondamentale du livre de Fontenelle sur la pluralité des mondes, traduit en russe par le prince A. D. Kantemir et publié en 1740, ne lui arrivait-il pas à un moment de passer pour athée et de subir une persécution du Synode! « S'il y avait des habitants sur la planète de Mars, qui les aurait baptisés? » objectaient les membres de cette assemblée (3). A la nouvelle de la mort du grand homme, le futur empereur Paul, alors âgé de dix ans,

(1) V. sa lettre à Chouvalov du 3 oct. 1752. *Mémoires de l'Académie des sciences*, 1862, t. I, livre I, Annexes, p. 23.

(2) *Lettre à une princesse d'Allemagne*, Pétersb., 1768, et *Rettung der offenbarung gegen die Einwürfe der Freigeister*, 1747.

(3) Maïkov, *Études sur l'histoire de la littérature russe*, 1889, p. 241.

devait s'écrier : « Ah! cet imbécile est mort; bon débarras! Il coûtait cher et ne faisait rien. » L'enfant n'était qu'un écho. Très goûté comme poète, Lomonossov fut généralement incompris comme savant. Il s'adressait à un public malaisément accessible encore aux formes théoriques de la pensée, obstinément attaché à une conception du monde superficielle, sensualiste et superstitieuse; un public au sein duquel se conservait pieusement la légende du verre d'eau légué à Pierre le Grand par le comte Bruce, cet autre savant, qui de son vivant avait passé pour sorcier et semé la terreur parmi les habitants de Moscou par les lueurs inquiétantes de son laboratoire installé à la *Soukhareva Bachania*. En aspergeant avec cette eau le cadavre de son ami, Pierre devait le rappeler à la vie. Il avait tenté l'expérience, reculé d'épouvante en voyant le miracle s'accomplir et brisé le verre avant que le sortilège eût achevé son œuvre (1). Lomonossov savait qu'en réalité Bruce avait survécu dix ans à Pierre; mais il ne serait probablement pas parvenu à en convaincre ses auditeurs et ses lecteurs. Et les lecteurs de ses traités scientifiques ne furent jamais nombreux. A un moment, on agita le projet de prélever cinq pour cent sur le traitement de tous les fonctionnaires pour l'achat obligatoire de livres. Comme poète même, l'auteur de tant de morceaux popularisés, mis en musique, récités ou chantés constamment, avait à se ressentir d'une atmosphère au sein de laquelle Trédiakovski, astreint à jouer le rôle de bouffon et de fou de cour, recevait naguère plus de coups de bâton que de compliments. Certes, d'Anne Ivanovna à Élisabeth, de Volynski à I. I. Chouvalov, le monde intellectuel et littéraire venait de parcourir dans ce pays une étape considérable sur la voie d'un relèvement moral qui lui promettait de meilleures destinées. Chouvalov jouait au Mécène avec quelque grâce déjà et quelque noblesse. Il ne s'en plaisait pas moins à provoquer entre Lomonossov et Soumarokov des altercations, qui fréquemment dégénéraient en pugi-

(1) Piékarski, *La science et la littérature en Russie sous Pierre le Grand*, 1862, t. I, p. 289.

lats (1). Et jusqu'à ce jour la postérité, même en Russie, n'a pas, j'ose le dire, rendu justice entière et payé sa dette à ce paysan, dont le mérite n'a guère d'égal dans son pays. Pouchkine lui a refusé le don poétique, et j'ai osé déjà m'inscrire en faux contre cette appréciation (2). Mais je conviendrais volontiers que le débat n'a pas grand intérêt. En poésie, en littérature, en science, Lomonossov est autre chose qu'un rival, plus ou moins glorieux, de telle illustration russe ou étrangère. Il est avant tout — l'ancêtre, un précurseur, un initiateur. Ses vers ne valent pas ceux de Pouchkine, mais l'auteur d'*Eugène Oniéguine* n'eût pu écrire les siens sans lui. Lomonossov n'est pas un artiste du verbe, parce qu'il est de son temps et que l'art russe y fut encore à naître. Il manque de délicatesse dans la forme et de finesse dans le sentiment; mais il a le souffle, l'ampleur héroïque, la vigueur mâle et toute l'âme du grand passé dont il procède et du grand avenir qu'il annonce. Il résume plusieurs siècles d'histoire, où, sans lui, le règne d'Élisabeth tiendrait bien moins de place. J'allais oublier qu'il fut aussi homme d'État, et certain écrit de lui, qui n'a pu voir le jour qu'en 1819, et avec des coupures, frappe aujourd'hui encore par la hardiesse de ses vues sur certaines questions d'ordre politique et économique qui attendent toujours une solution (3).

Je n'ai pas parlé de ses tragédies. Dans ce genre de création il a été éclipsé par Soumarokov. Pourtant Soumarokov serait bien peu de chose, s'il n'avait eu la gloire d'attacher son nom aux origines du théâtre russe. C'est à ce point de vue que doivent être jugés tous les représentants d'une époque qui est celle de la naissance d'un monde nouveau. C'est par le théâtre que la vie artistique y a fait son apparition, et c'est pour cela

(1) Iaroch, *les Caractères du passé*, 1898, p. 81.

(2) *Littérature russe*, p. 80.

(3) Piékarski, *Histoire de l'Académie des sciences*, t. II, p. 756. Les œuvres de Lomonossov, publiées en 1803, attendent une meilleure édition ; M. Biliarski a réuni en 1865 pour sa biographie des matériaux qui sont la meilleure source à consulter; Piékarski, dans le second volume de l'*Histoire de l'Académie des sciences*, s'en est servi pour une étude biographique.

que je dois consacrer quelques pages à ce sujet, qui en lui-même n'offre qu'un très médiocre intérêt.

V

INITIATION ARTISTIQUE. — SOUMAROKOV

En traçant le tableau du règne d'Anne Ivanovna (1), j'ai montré l'élément franco-italien tendant déjà à se substituer à l'élément allemand dans les spectacles de cour, seule scène de rang artistique et littéraire que possédât alors la Russie. Sous Élisabeth ce triomphe fut complet. L'opéra italien, dirigé par Araja, posséda une troupe plus nombreuse et des sujets d'élite. Un théâtre de comédie française fut établi à demeure, et en 1754, pendant le séjour de l'Impératrice à Moscou, les préférences du public qui se portaient de ce côté firent décider la suppression du théâtre allemand qui existait dans cette ville. Jouant à Saint-Pétersbourg, les comédiens français constituèrent à cette époque une compagnie fort remuante et bruyante, qui faisait parler d'elle, même en dehors de la scène. L'un de ces artistes, Morembert, versa dans la diplomatie et se fit employer en 1757 par le marquis de l'Hôpital. Un autre, Tschudi, fils d'un conseiller au parlement de Metz, prenait en Russie le nom de chevalier de Lucy et partageait ses loisirs entre la politique et la littérature, tour à tour secrétaire du baron Strogonov, espion aux gages de I. I. Chouvalov et rédacteur du *Caméléon littéraire*. Nous retrouverons son personnage dans l'histoire diplomatique du règne. Landet, de son côté, formait un corps de ballet russe, qui fit bientôt l'étonnement des étrangers visitant Saint-Pétersbourg, et dont les premiers sujets rivalisaient avec la célèbre Fusani.

On peut s'expliquer aisément la prompte assimilation de cette forme d'art. Elle brille encore aujourd'hui en Russie

(1) *L'Héritage de Pierre le Grand*, p. 73.

d'un éclat incomparable. En dehors d'elle, dans le domaine de la plastique, l'histoire contemporaine de l'art dans ce pays se confond, par contre, avec celle des artistes français et italiens, français surtout, attirés et utilisés par Élisabeth. Pierre le Grand avait recruté principalement des ingénieurs, des architectes et des artisans; sa fille eut d'autres soucis et d'autres ambitions, sans qu'elle vît d'ailleurs dans les célébrités du pinceau ou du ciseau dont elle cherchait à s'entourer autre chose qu'une parure de sa cour, et sans qu'elle semblât personnellement préoccupée de stimuler dans ce sens une floraison de talents indigènes. En 1756, elle se donna le plaisir de se faire peindre tour à tour par le Français Tocqué et par l'Italien Rotari, et en 1758 elle fit l'acquisition de Louis-François Lagrenée, qui devait demeurer en Russie jusqu'en 1780. Pour lui donner un emploi et pour céder aux vœux de I. I. Chouvalov, elle favorisa la reconstitution d'une académie des beaux-arts, établissement négligé depuis Pierre le Grand. Lagrenée y fut directeur, et Louis-Joseph Le Lorrain y professa. Mais ces maîtres ne faisaient guère d'élèves russes, et les belles de Saint-Pétersbourg, soucieuses de faire passer leurs traits à la postérité, en étaient réduites, après le départ de Tocqué, à recourir au pinceau de Vanloo, qui a dû peindre d'après quelque esquisse ou quelque gravure le portrait placé en tête de ce volume, car je ne sache pas qu'il se soit laissé engager, lui aussi, à visiter la Russie. L'art national tardait à éclore sous l'influence de ces stimulants exotiques, et pourtant telle était la puissance du mouvement général portant les esprits vers toutes les formes de culture indigène qu'un Allemand dont j'ai eu déjà à mentionner le nom, Staelin, établi dans le pays depuis 1735 et affublé du titre bizarre de « professeur d'allégorie », a fait au même moment, dans ce sens, œuvre d'initiative modeste, mais fructueuse. Il s'est appliqué à recueillir et à mettre en valeur les éléments d'originalité artistique qu'il arrivait à découvrir; il a collectionné les rares spécimens de production nationale, portraits, tableaux et gravures; il a amassé des notes volumineuses pour l'histoire de ces com-

mencements obscurs (1). Son effort n'était pas secondé comme il aurait convenu. Les encouragements et munificences d'Élisabeth allaient ailleurs. En 1743, elle donnait bien 200 roubles à Ivan Viéchniakov pour un portrait d'elle destiné au Sénat; mais la grosse commande de l'année, douze portraits à envoyer aux légations russes en pays étrangers, était pour un étranger encore, le Français Caravaque, simple barbouilleur, payé en conséquence, — à 1,200 roubles la douzaine. En 1747, je retrouve Viéchniakov occupé à copier un portrait de Catherine Ire d'après un original allemand, et, parmi les artistes graveurs employés à reproduire divers portraits d'Élisabeth, j'en vois un porteur d'un nom russe, Ivan Sokolov. C'est tout. L'histoire contemporaine du théâtre russe est plus glorieuse.

Dans les conditions où nous la voyons placée, elle ne s'explique que par ce jeu spontané de forces naturelles, auquel il faut toujours avoir recours pour interpréter les phénomènes contemporains d'une évolution pleine de surprises. Parmi les expressions artistiques de la pensée la figuration scénique est assurément la plus aisément accessible. Nous sommes tous plus ou moins comédiens. Il était donc naturel que, aspirant à se produire au dehors, le sens artistique de ce peuple trouvât d'abord cette issue. L'initiative fut rapide ici et inopinée. En 1749, le Sénat donnait encore un privilège à l'Allemand Hilferding pour des représentations de comédies et d'opéras à Pétersbourg, Moscou, Narva, Revel, Riga et Wiborg. De théâtre russe proprement dit on ne voyait pas de trace. Des spectacles russes populaires se donnaient les jours de fête à Saint-Pétersbourg et à Moscou avec le concours de jeunes clercs de bureaux ; ils ne sortaient pas du cycle des anciens mystères; dialogues et drames mettant en scène des tableaux de l'histoire ancienne et de l'histoire sainte. On y représentait le *Mystère de la Nativité ;* mais, par ordre de la pieuse Élisabeth, le personnage de la Vierge était supprimé et remplacé par une icone que l'on apportait sur la scène chaque fois que la Mère de Dieu devait

(1) Rovinski, *Dictionnaire des portraits ru ses gravés*, 1889, t. IV, p. 501.

paraître (1). Les classes supérieures de la société se désintéressaient entièrement de ces divertissements grossiers ; elles abandonnaient le théâtre lui-même à la plèbe, ne voulant plus avoir d'yeux et d'oreilles que pour l'opéra italien, la comédie française et le ballet. D'ailleurs, pour des motifs d'ordre politique, la mise en scène de spectacles russes dans les demeures particulières était interdite.

Depuis deux années pourtant un événement s'était produit, destiné à exercer sur l'avenir de la vie nationale dans cette direction une influence considérable. En 1747, un élève du Corps des cadets, Alexis Petrovich Soumarokov, y avait fait représenter une tragédie russe de sa composition. Ce *Khorev*, dont le sujet était emprunté à l'histoire légendaire du pays, avait eu un succès retentissant. Lomonossov venait d'ouvrir l'oreille de ses compatriotes à l'harmonie de la poésie nationale ; à la cour même on récita des tirades de *Khorev ;* la comédie française en perdit une part de son attrait, et Élisabeth, qui avait des raisons particulières pour apprécier les spectacles donnés au Corps des cadets, partagea l'engouement général. En 1750, ordre fut donné à Soumarokov de choisir un certain nombre de sujets parmi les élèves de cette école et d'organiser avec leur concours des représentations régulières de tragédies russes, pour la composition desquelles Trédiakovski et Lomonossov durent collaborer avec l'auteur de *Khorev;* l'école se transforma en foyer de théâtre, et, à la cour comme à la ville, on ne parla plus qu'en alexandrins. Mais les spectacles ainsi mis en vogue n'étaient accessibles qu'à un cercle restreint. Un oukase du 21 décembre 1751 leva l'interdit qui proscrivait les spectacles domestiques. Cela n'intéressait encore qu'une élite, et le gros du public devait se contenter des représentations données par le Français Sarguet, sous la direction Hilferding, avec un cheval savant amené de Riga.

Soudain, en janvier 1752, le bruit se répandit à Saint-Pétersbourg qu'à Iaroslavl existait un théâtre pouvant contenir mille

(1) Corvin, *le Théâtre russe*, 1890, p. 94.

spectateurs, où le fils d'un marchand, Féodor Grigoriévitch Volkov, faisait jouer des pièces en prose et en vers. Nous trouvons là un cas-type de vocation artistique dirigée dans cette voie sans aucun motif apparent d'aptitudes spéciales. Ce Volkov n'était pas plus comédien que peintre. Il était né artiste. Depuis l'enfance il dessinait, peignait, sculptait. Un séjour de quelques années à Moscou lui avait donné le goût du théâtre, et récemment une visite à l'opéra italien de Saint-Pétersbourg lui avait fait tourner la tête. Il visita le théâtre, prit des notes, dessina des plans et, de retour à Iaroslavl, s'évertua à installer une scène dans son logis.

Vous n'oubliez pas que c'est l'époque, où, en France, la théâtromanie et la mimomanie ont envahi la société. Ces courants sont essentiellement communicatifs, quoique leur mode de propagation compte parmi les phénomènes les plus obscurs du monde intellectuel. Bien qu'il n'eût jamais mis les pieds à Paris, le jeune bourgeois de Iaroslavl s'y ressentait assurément des représentations données presque quotidiennement à ce moment chez le prince de Conti, chez la duchesse de Villeroy, chez le duc de Gramont. Toute la ville fréquenta à son théâtre, si bien qu'au bout de peu de temps les spectateurs s'y trouvèrent à l'étroit, et une collecte opérée parmi eux fit les frais d'une autre salle de spectacle plus vaste, où Volkov fut architecte, machiniste, décorateur et acteur principal. Quand on le sut à Pétersbourg, l'idée d'être ainsi devancé par une ville de province parut intolérable, et un oukase du Sénat ordonna d'envoyer sur les bords de la Neva l'artiste, sa troupe, ses décors et ses costumes.

Ce fut d'abord une déception. Les comédiens de Iaroslavl avaient tout à apprendre de leur métier, et Volkov en particulier s'était assimilé certains procédés et jusqu'à certains tics des modèles italiens étudiés par lui à l'Opéra, dont l'application, eu égard à son répertoire habituel, donnait des résultats déplorables. Il parlait en récitatifs. On le garda pourtant, et, avec deux autres compagnons, il forma le noyau d'une troupe nouvelle, qui en 1756 prit possession d'un théâtre

russe enfin fondé dans la capitale. Volkov y joua les rôles tragiques et les rôles comiques avec un égal succès, et un de ses camarades, Dmitriévski, fut envoyé à Paris et à Londres pour s'y perfectionner dans son art.

Élisabeth poussa la bienveillance qu'elle témoignait à ces comédiens jusqu'à les autoriser à porter l'épée, privilège réservé en Russie, comme ailleurs, à la noblesse seule. La mesure, aux termes de l'ordonnance, avait pour objet « de relever dans l'opinion publique le métier exercé par ces artistes et de stimuler chez eux l'esprit d'une noble fierté » ! On n'oubliera pas encore que c'était le temps où, à Paris, on jetait à la voirie le corps d'Adrienne Lecouvreur.

En 1759, un autre théâtre russe fut fondé à Moscou et concurrença victorieusement la troupe fameuse de Locatelli qui y arrivait en même temps, ne faisant plus de recettes à Pétersbourg, bien qu'elle possédât parmi ses sujets la belle chanteuse Mantovanina et le fameux castrat Manfredini. En 1762, Locatelli se déclara en faillite. Le courant était irrésistible, et Araja lui-même en arrivait à écrire sa musique sur des livrets composés par Soumarokov. L'opéra *Céphale et Procris,* représenté en 1755, est dû à cette collaboration.

En 1760, au nouveau palais d'été achevé à cette époque, Élisabeth eut une salle de spectacle très coquette pour sa comédie française ; mais la troupe russe y venait jouer deux fois par semaine.

On aurait tort assurément de se représenter le répertoire russe ainsi créé comme très original. A Moscou comme à Saint-Péterbourg le fond en était constiué par des adaptations ou des traductions de pièces françaises. L'*Avare* y alternait avec le *Tartufe,* et *Polyeucte* avec *Andromaque*. Tout fécond dramaturge qu'il fût, Soumarokov ne pouvait suffire à alimenter les deux scènes, et, tragédies ou comédies, ses propres pièces n'étaient le plus souvent que des imitations, très grossières en général. Son *Hamlet* en est un exemple. Les ressources locales ne se prêtant pas à l'évocation des esprits, le spectre du roi mis en scène par Shakespeare était supprimé

par son émule russe et remplacé — par une nourrice dont se doublait le personnage d'Ophélie. Aux monologues du prince danois, trop subtils pour l'intelligence des auditeurs moscovites, Soumarokov jugeait à propos de substituer des tirades empruntées à Voltaire. Néanmoins, en 1755, l'apparition de *Sinav et Trouvor,* autre tragédie du même auteur, fut signalée même à Paris par le *Mercure de France* comme un événement littéraire qui intéressait l'art dramatique de tous les pays et aussi comme le produit d'une inspiration qui ne devait rien aux modèles étrangers. Avec son sujet puisé dans l'histoire de la république de Novgorod, la pièce évoque en effet des événements et des personnages dont ni Corneille ni Voltaire n'ont eu assurément connaissance. Pourtant certain messager de malheur y rappelle singulièrement le souvenir de Théramène. Poète médiocre, dramaturge maladroit, Soumarokov fut un manieur extrêmement habile de la réclame, même dans le domaine des relations internationales.

Mais l'auteur de *Sinav et Trouvor* a mieux fait que de donner à son pays un drame parfait ou une excellente comédie. Il lui a donné la conscience d'une originalité littéraire que le génie national devait désormais chercher et travailler à faire sortir de son sein. Il a éveillé l'âme de son peuple à la notion d'un monde nouveau de figures, d'idées, de sentiments, où, mal interprété et bizarrement travesti parfois, le passé national se rappelait et s'imposait à l'imagination des foules, et les disposait à désirer pour leurs sensations présentes la même expression artistique. Il a été aussi le premier Russe ayant fait figure d'homme de lettres dans sa patrie. Kantémir était diplomate, Trédiakovski professeur, Lomonossov ingénieur et industriel. Soumarokov vécut du théâtre et de la presse. Après avoir dirigé la première scène russe, il rédigea la première revue littéraire ayant paru en Russie, *l'Abeille laborieuse.* Il la remplissait presque tout seul, non pas seulement avec son théâtre, mais encore avec des articles d'histoire, de philologie, et des odes, des élégies, des épilogues, des fables, des épigrammes. L'*Abeille* cessant de paraître au bout

d'un an, il alla porter son activité à un recueil hebdomadaire, *le Loisir*, publié au Corps des cadets. De cette activité, aussi débordante et multiple que celle de Lomonossov, la scène n'absorba qu'une partie minime. Un peu par rivalité avec Lomonossov, un peu par imitation de Voltaire, Soumarokov a touché à tous les genres, et nous ne possédons pas son œuvre entière. De ses chansons populaires, qui passionnèrent la jeunesse de son temps, nous n'avons rien conservé. Elles n'ont jamais été publiées. Et il semble y avoir été encore un initiateur dans le domaine de la poésie lyrique amoureuse, avoir dressé par elles sa génération à exprimer poétiquement des sentiments de tendresse.

Par les traits généraux de sa physionomie morale, il ressembla aussi à Lomonossov, avec plus de finesse cependant dans l'étoffe moins ample de son génie et moins de rudesse dans un tempérament qui se ressentait de ses origines et de ses fréquentations. Il était gentilhomme et correspondait avec Voltaire. L'auteur de *Candide* n'eût pas désavoué quelques-unes de ses boutades, qui furent célèbres, celle par exemple qui, dans une librairie où il entendait un valet demander *l'Honnête Homme et le Fripon* (1), lui faisait dire : « Mon ami, je te conseille de partager ton achat en deux; tu porteras l'*Honnête Homme* chez mon camarade Iévreïnov et le *Fripon* chez ton maître. » A la question posée dans une réunion : « Qu'est-ce qui est plus lourd, l'esprit ou la sottise? » il répondait : « La sottise ! Vous voyez bien qu'un tel se fait traîner par quatre chevaux, tandis qu'un seul me suffit (2). » Un tour d'esprit nouveau apparaît dans ces saillies, en même temps que dans tout l'être de leur auteur, dans ses œuvres comme dans ses façons, se révèle l'avènement d'une culture nouvelle, abondamment et surabondamment même imprégnée d'éléments occidentaux, bien qu'assez superficielle toujours et surtout très incohérente. L'intelligence de Soumarokov est un

(1) Comédie de Faret (?) traduite du français en 1762.
(2) *Archives russes*, 1874, p. 1097.

chaos et un rendez-vous de contradictions. Dans ses articles de journal, il lui arrive constamment de soutenir tour à tour le pour et le contre, et parfois dans la même page. Après avoir fait le panégyrique de l'œuvre accomplie par Pierre le Grand, il entreprend d'une haleine celui de l'ancien régime. Il appelle Alexandre le plus grand des hommes, et tout aussitôt le compare à Catilina, en se disant assuré que le succès a seul différencié leurs carrières. Mais le journalisme littéraire, où on le voit divaguer ainsi, n'est-il pas quand même par son épanouissement, contemporain des dernières années d'Élisabeth, l'indice d'un progrès considérable? Dans le monde intellectuel comme dans le monde physique l'incohérence est inséparable des périodes de formation. De Lomonossov à Soumarokov le progrès ne se laisse pas méconnaître, marqué principalement à mes yeux par le rôle nouveau attribué aux éléments exotiques, qui, au lieu de se superposer comme par le passé au fonds indigène, commencent à en pénétrer la substance et à y développer les germes d'une vie nouvelle. Évolution pénible et périlleuse, qui tout à l'heure fera tomber la littérature du pays dans une période de pastichage servile, mais qui cependant, à travers divers écueils, l'amènera à s'assimiler et à élaborer de plus en plus indépendamment cet ensemble de formes et d'idées qui fait le patrimoine commun des peuples civilisés.

A ce dernier point de vue, le règne d'Élisabeth annonce et prépare celui de Catherine II, en maintenant toutefois l'esprit national dans une direction plus conforme à son génie et à ses traditions.

A la clarté des faits trop rapidement présentés dans les pages qui précèdent, bien que j'aie pu y lasser l'attention de mes lecteurs, l'œuvre accomplie à l'intérieur sous les auspices de la fille de Pierre le Grand prend une importance capitale. Je l'ai montrée d'abord marquant, dans le domaine de la politique, un retour décidé aux principes de la Réforme, surtout au point de vue des relations avec le dehors et de l'utilisation des con-

cours en provenant. Plus d'Allemands au sommet de la hiérarchie administrative. Même pour les postes inférieurs si on lui propose un étranger, Élisabeth ne manque jamais de demander : « N'avons-nous pas un Russe à y mettre? » Ce parti pris comporte des inconvénients temporaires, mais à la longue il aura pour effet de susciter les hommes d'État et les hommes de guerre, qui feront la gloire et la force du prochain règne.

Dans le domaine économique, par la suppression des douanes intérieures, par la création des banques de crédit, par l'impulsion donnée à l'exploitation des mines, par le développement du commerce avec l'Asie, les forces productives et la richesse du pays ont reçu au cours de ce règne-ci un accroissement appréciable.

La colonisation des steppes du sud-est, entreprise avec le concours de Slaves attirés de l'étranger, le problème de la propriété monacale abordé dans un sens conforme aux vues de Pierre I[er] et sa solution préparée en connexion intime avec l'œuvre des établissements laïques de bienfaisance y ont jalonné dans deux sens différents d'autres voies de développement politique, économique et social, où il reste aujourd'hui encore à la Russie moderne de grandes étapes à parcourir.

Avec la création de l'université de Moscou, l'organisation de l'enseignement secondaire et la fondation du théâtre national, avec l'œuvre de Lomonossov surtout, dont Pouchkine a pu dire avec raison qu'il avait été à lui seul la première université russe, ce règne a fait faire encore au peuple de Pierre le Grand un pas de géant sur un chemin où, sans avoir dépassé ses rivaux de l'Occident, ainsi que des courtisans occidentaux devaient le dire prochainement à Catherine, et des apologistes indigènes, tout aussi mal inspirés, le répéter un siècle plus tard, sans même les avoir rejoints encore, il a pu, de nos jours, inaugurer avec eux le commerce fécond des échanges intellectuels et moraux.

Enfin, et pour tout dire, ce règne a préparé la cour et la société de l'époque suivante, avec leurs dehors brillants et

aussi leurs vices, l'étalage en haut de tous les luxes, de tous les raffinements, de toutes les débauches, et le maintien en bas de la plaie béante du servage, élargie encore et envenimée. Mais les périodes de formation et de croissance rapide sont inséparables aussi de ces douloureux écarts. Et elles sont transitoires.

avec leurs sœurs, l'[illegible] au bout de tous les [illegible] de tous les rudiments, de toutes les démarches, et le mot [illegible] en bas de la plus haute de sauvage, chargé encore d'[illegible]. Mais les périodes de formation et de croissance rapide sont inséparables aussi de ces douloureux écarts. Et elles [illegible] frontalières.

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE EXTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

LA FIN DE LA GUERRE SUÉDOISE. — LE ROMAN DU MARQUIS DE LA CHÉTARDIE

I. Élisabeth et la diplomatie européenne. — La guerre de la succession d'Autriche. — Inquiétude au sujet du rôle que la Russie voudra y jouer. — Le corps diplomatique de Saint-Pétersbourg. — Le marquis de la Chétardie. — Sa première entrevue avec la nouvelle impératrice. — La guerre entre la Russie et la Suède. — Intervention du diplomate français. — Suspension d'armes. — Protestation de Frédéric II. — Succès de M. de la Chétardie. — Voyage à Moscou. — Revirement. — Ses causes. — Élisabeth et ses ministres. — Bestoujev. — Appel aux sentiments de l'Impératrice. — II. Le roman de M. de la Chétardie. — Lutte avec le ministère et relations tendres avec la souveraine. — Rendez-vous galants. — Dans la « chambre du lit ». — Pèlerinage à la *Troïtsa*. — Triomphe amoureux. — Déception politique. — Départ. — III. Entre Versailles et Moscou. — M. de la Chétardie à Berlin. — Déconvenue. — Regain d'influence anglaise en Russie. — Le traité anglo-russe.— Projet de mariage du duc de Holstein avec une princesse française. — Avortement. — Avantages gagnés par la Prusse. — M. de la Chétardie en France. — Lestocq l'engage à revenir en Russie. — Sommation à Élisabeth. — Elle doit congédier préalablement ses ministres. — « Eux ou moi. » — Refus. — IV. La paix d'Abo. — Désastres subis par les Suédois. — Impuissance de la France. — Traité dicté par la Russie. — Politique d'effacement. — Incident qui la fait abandonner. — V. L'affaire Botta. — La diplomatie autrichienne en Russie. Ses succès et ses revers. Le faux complot. — Lestocq se propose de s'en servir pour renverser Bestoujev. — L'ambassadeur autrichien compromis. — Mme Bestoujev arrêtée. — Condamnations et supplices. — Déception nouvelle. — Les Bestoujev sortent indemnes de l'aventure — M. de la Chétardie n'en trouve pas moins l'occasion bonne pour les abattre. — Son départ décidé. — Ses instructions. — Plan définitif. — Une aventure. — VI. Le retour en Russie. — Voyage périlleux. — Premier entretien avec Élisabeth. — Le portrait du Roi. — La question du titre impérial. — Le diplomate français ne prend pas caractère. — Le chargé d'affaires

d'Allion. — Ses relations avec M. de la Chétardie. — Altercation violente. — Élisabeth en plaisante. — Le paquet de verges. — M. de la Chétardie et Mardefeld. — La diplomatie prussienne. — L'arrivée en Russie de la princesse de Zerbst et de sa fille. — Partie liée. — Double jeu de Frédéric. — Voyage à Moscou. — Un nouvel adversaire. — Lord Tyrawly. — Entente du diplomate anglais avec Bestoujev. — La « mine ». — Nullité du rôle de l'envoyé français. — Refus des ministres de traiter avec lui. — Amabilité trompeuse d'Élisabeth. — Situation périlleuse. — Espoir suprême en Lestocq. — Défection du chirurgien. — La mine saute. — VII. La catastrophe. — Correspondance interceptée. — Propos de M. de la Chétardie offensants pour Élisabeth. — Colère de l'Impératrice. — Bestoujev lui propose de renvoyer le diplomate. Hésitations. — Intervention de Tyrawly. Départ de l'Impératrice pour la Troïtsa. — La maison de M. de la Chétardie envahie. Ordre de partir dans les vingt-quatre heures. — Retour en France. — Fin de carrière.

La tâche que j'aborde ici est grandement facilitée en un sens par les travaux considérables et pleins de mérite dont l'histoire politique de cette époque, au point de vue des relations extérieures de la Russie, a été l'objet, même à l'étranger. Elle est cependant compliquée aussi du fait de ces études antérieures. Je dois les supposer connues du public auquel je m'adresse, et cependant je n'ose me fier entièrement à cette présomption. D'autre part, j'ai dû constater dans l'œuvre de mes prédécesseurs un certain nombre d'obscurités, de lacunes, d'inexactitudes même, qui, sur certains points, m'ont paru aboutir à une véritable déformation de la réalité historique. On me pardonnera l'essai modeste que je ferai pour la redresser, et ceux dont j'aurai ainsi à infirmer les assertions ou les jugements voudront bien croire qu'aucun sentiment d'outrecuidante irrévérence ne s'associera à cette tentative. Comme je ne la juge pas définitive, de même je suis loin de méconnaître, je viens de le dire, la valeur des efforts antérieurs qui m'ont permis de l'entreprendre. D'autres viendront après moi, qui pousseront plus loin la recherche de la vérité et qui reviseront à leur tour et mes découvertes et les conclusions que j'en aurais tirées, en bénéficiant toutefois, eux aussi, je l'espère, de la part contributive que j'aurai apportée à la tâche commune.

I

ÉLISABETH ET LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

Je n'ai besoin sans doute de rappeler à personne la situation de l'Europe à l'avènement d'Élisabeth. Le règlement de la succession autrichienne et l'agression brutale de Frédéric, dont l'héritière de Charles VI était devenue la victime, continuaient à y mettre aux prises les puissances occidentales, divisées en deux camps, Autriche et Angleterre d'un côté, France et Prusse de l'autre. De plus, pour prévenir une intervention de la Russie en faveur de l'Autriche, son alliée, la France et la Prusse, agissant de concert, s'étaient avisées de lui mettre la Suède sur les bras. Et des hostilités avaient été ouvertes de ce côté en plein hiver, l'armée suédoise invoquant comme prétexte la revendication des droits d'Élisabeth à l'héritage de Pierre le Grand. Une nouvelle guerre de succession greffée sur l'autre. La conquête du pouvoir, opérée par la tsarevna sans le secours de ces protecteurs étrangers, qui d'ailleurs se faisaient battre, allait-elle mettre fin à leur campagne peu glorieuse ? Telle était la question qui mettait en émoi le corps diplomatique de Saint-Pétersbourg au lendemain du coup d'État de novembre 1741, en attendant qu'elle éveillât les inquiétudes ou les espérances de toutes les chancelleries européennes, de Berlin à Londres. Et cette question se compliquait de beaucoup d'autres. L'alliance autrichienne, pour laquelle la devancière d'Élisabeth, Anne Léopoldovna, avait témoigné une prédilection marquée, n'était pas la seule qu'elle eût léguée à sa tante. Des traités, récemment négociés avec une singulière imprévoyance, liaient également la Russie à l'Angleterre et à la Prusse, lui mettant théoriquement un pied dans chacun des camps en présence. A quel choix se porterait Élisabeth parmi ces engagements devenus contradictoires ? Et le choix fait, se déciderait-elle à l'appuyer par ses armes ?

La réponse devait rester assez longtemps en suspens. Au milieu des joies et des soucis de son triomphe, on imagine bien que la nouvelle impératrice fut pendant quelques jours inaccessible à de telles curiosités. Les représentants du corps diplomatique, surpris tous par l'événement de novembre, suspects presque tous de préférences plus ou moins avouées pour le régime précédent, en étaient réduits à des démarches de pure courtoisie, qui faisaient éclater leur embarras et leur inquiétude. Un seul d'entre eux se trouvait mieux partagé. Le marquis de la Chétardie était naturellement appelé à bénéficier de la situation exceptionnelle que lui créaient ses anciennes relations avec Élisabeth. Et il n'avait garde de ne pas s'en prévaloir. Déjà préoccupé d'un rôle qui devait lui être fatal, déjà hanté par l'ambition de certains succès personnels qu'il croyait propres à servir des combinaisons politiques de grande envergure, il se hâtait de dépouiller son caractère diplomatique pour supprimer les obstacles auxquels se heurtaient ses collègues. Invoquant la nécessité d'une nouvelle investiture qui l'accréditât auprès de la nouvelle souveraine, il réclamait la faveur d'être reçu par elle « comme simple courtisan ».

Issu d'une famille italienne, Joachim-Jacques Trotti, marquis de la Chétardie, était un diplomate de carrière. A trente-cinq ans, il comptait déjà dix années de service à Berlin. Il n'y avait laissé à la vérité que la réputation d'un bel esprit et d'un maître de maison fastueux. « Le marquis viendra la semaine prochaine, nous aurons du bonbon », écrivait Frédéric, en se réjouissant de recevoir cet hôte dans la solitude de Rheinsberg. Mais c'était le Frédéric d'avant 1740, le prince-philosophe ami de Voltaire. Aussi bien le rôle qu'on avait destiné à ce représentant de la France en l'envoyant à Pétersbourg était-il plus d'apparat que de haute importance politique. La cour de Versailles s'en tenait encore au désir de faire grande figure sur les bords de la Néva, à un point de vue presque exclusivement décoratif. Et le marquis y avait amplement pourvu, en emmenant avec lui douze attachés, six aumôniers,

cinquante domestiques et le fameux artiste culinaire Barideau, dont la réputation était européenne et dont le rôle personnel en Russie ne devait pas se borner à initier les habitants de ce pays aux finesses savantes de ses sauces. Il y parut érigé pendant quelque temps en arbitre des élégances dans le domaine de la gastronomie et en pourvoyeur, accrédité même à la cour, des objets s'y rapportant, tels que les fleurs artificielles alors en usage pour le décor des tables. Et il passa pour avoir fait des gains considérables dans ce commerce (1). En même temps la cave de son maître opérait, elle aussi, une révolution à Saint-Pétersbourg, en faisant sauter les bouchons de ses cinquante mille bouteilles de champagne et en substituant le joyeux vin de France au vin de Hongrie jusqu'alors employé pour les toasts. Ne méprisez pas ces détails ; ils tiennent plus de place dans l'histoire des peuples qu'on ne l'imagine communément.

Dans les événements qui précédèrent le coup d'État auquel Élisabeth avait dû la couronne, le marquis était resté fidèle à sa mission ainsi circonscrite. Et, après avoir essayé de tirer parti de lui pour la tentative qu'elle préparait, la tsarevna s'était accommodée de son attitude réservée. Elle avait fait le coup d'État sans lui, mais en s'arrangeant pour qu'il parût y avoir une grande part (2). Elle le croyait dépourvu de l'esprit d'aventure. Elle se trompait. Sous les dehors sémillants ou pompeux que l'école versaillaise imposait aux personnages de l'époque, celui-ci, comme beaucoup d'autres, cachait un fond romanesque et chimérique, très susceptible de faire saillie à l'occasion. Il avait de qui tenir. Sa mère, Mlle de Montalet-Villebreuil, d'une ancienne, mais pauvre famille du Languedoc, figurait depuis longtemps parmi les grandes aventurières de l'époque. « Faite à peindre », au témoignage de Saint-Simon, « grande, fort belle, sans esprit, mais très galante et fort décriée, grande dépensière et fort impérieuse », elle alimentait copieusement la chronique scandaleuse contemporaine. Mariée en 1703 au marquis de la Chétardie, qui la laissait veuve en 1705

(1) Karnovitch, *Récits historiques*, 1884, p. 290.
(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 343 et suiv.

et enceinte d'un fils, — le futur ambassadeur, — remariée à un gentilhomme bavarois, le comte de Monasterol, elle avait brillé parmi les femmes à la mode des dernières années du règne de Louis XIV, jusqu'au moment où, après avoir étonné Versailles et Munich par ses désordres, ce second époux s'était brûlé la cervelle, ruiné (1). Mme de Monasterol se trouvait depuis lors dans la misère et tombait à la mendicité élégante, frappant à toutes les portes, faisant appel à la générosité du roi de Pologne lui-même, auquel, en échange d'un secours en argent sollicité, elle promettait de porter toujours en souvenir de lui un bracelet, — qu'elle souhaitait recevoir par la même occasion (2). Elle ne manquait pas, on le voit, d'imagination. Son fils en était rempli. Mais il avait un cerveau étroit, un de ces cerveaux qui sont prédisposés aux idées fixes, parce qu'ils n'en peuvent contenir plusieurs à la fois.

Il entrait dans le programme d'Élisabeth de donner ostensiblement à cet envoyé de Louis XV des témoignages d'une reconnaissance qu'elle ne lui devait pas et d'une confiance qu'il était loin de lui inspirer. Je l'ai montrée, au cours de la première journée qui suivit son avènement, lui envoyant coup sur coup jusqu'à six messages. Ils ne furent cependant pas tous de pure démonstration. Le second avait pour objet de demander au marquis qu'il fît suspendre les opérations des Suédois. Il s'exécuta, après quelque hésitation, en envoyant un courrier au commandant en chef, et elle continua à lui adresser des billets qui n'avaient plus aucune utilité apparente. Il ne comprit rien à ce manège et son imagination prit des ailes. Elle s'envola dans les régions féeriques où les reines épousent des bergers et où les gentilshommes font la conquête des empires avec des madrigaux. Mais quoi ? la réalité n'était-elle pas voisine du rêve en Russie, et Bühren après Menchikov ne venait-il pas d'y être régent? Le marquis de la Chétardie y songea assurément, et c'est dans une disposition d'esprit

(1) Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 439-441, édit. de 1901.
(2) Piékarski, *Le marquis de la Chétardie en Russie*, 1862, p. xx, en russe.

passablement romanesque qu'à la fin de cette émouvante journée il se rendit chez la Tsarine.

Il la trouva « dans un tourbillon », — j'emploie les mots par lesquels il a lui-même traduit son impression, — agitée, fiévreuse, parlant à tort et à travers.

— Que diront à présent mes bons amis les Anglais? lui cria-t-elle en l'apercevant. Ils ont beau jeu à maintenir la garantie qu'ils avaient donnée au fils du prince de Brunswick.

Elle appelait ainsi le petit empereur détrôné. Puis aussitôt après :

— Il y a un autre homme que je suis curieuse de voir. C'est Botta. Je crois qu'il sera un peu embarrassé. Il a tort cependant, car il ne peut que me trouver fort disposée à lui donner trente mille hommes.

Il y avait là de quoi faire tomber le marquis des hauteurs où il planait. Élisabeth ne résolvait-elle pas d'un mot le problème de sa politique future, et, pour sa bienvenue, n'annonçait-elle pas au représentant de la France qu'elle allait envoyer trente mille Russes sur le Rhin, pour y combattre les troupes du Roi Très-Chrétien? Botta, on le sait, représentait Marie-Thérèse à Saint-Pétersbourg. Mais le jeune diplomate français avait perdu déjà le sens de la réalité. En parlant ainsi, la fille de Pierre le Grand souriait, et il ne vit que son sourire. Assurément elle aussi n'avait pas une conscience entière de ses paroles. Dans l'enivrement de sa nouvelle puissance, dans le besoin impétueux de l'étaler, d'en jouir et de s'en amuser, elle remuait les alliances et les armées comme des joujoux. Elle n'éprouvait assurément, en ce moment, aucune tendresse pour Marie-Thérèse. Les liaisons de la cour de Vienne avec la maison de Brunswick ne pouvaient que la lui rendre suspecte. Enfin La Chétardie devait bientôt apprendre à ses propres dépens que si la fille de Pierre le Grand régnait depuis la veille, elle était loin encore de gouverner. Néanmoins, le propos était pour le mettre sur ses gardes. Il préféra n'en tenir aucun compte. Elle lui parla encore de la Suède, et il se montra tout à fait résolu à servir ses desseins. Les jours suivants, le commandant en chef de l'armée suédoise,

Lœwenhaupt, hésitant de son côté à obéir à l'injonction que l'ambassadeur lui avait adressée, un second courrier lui fut dépêché. Le marquis prenait « tout sur lui » et employait les arguments les plus persuasifs pour démontrer la nécessité d'une suspension d'armes immédiate. « La Suède courait à un désastre certain. » Lœwenhaupt n'y comprit rien. « Vous me disiez tout le contraire il n'y a pas huit jours », objecta-t-il. « Vous me montriez la Russie dépourvue d'hommes et d'argent! » « Les circonstances ont changé », répondit le marquis. Et il arguait de trésors imaginaires trouvés par Élisabeth dans la dépouille de Julie Mengden ! Il finit par avoir raison du Suédois, et il pensa faire merveille encore en obtenant d'Élisabeth qu'elle écrivît à Louis XV en lui demandant sa médiation pour terminer cette guerre. En souriant toujours, la coquette souveraine n'y mettait qu'une condition, à savoir qu'on lui envoyât le portrait du Roi, « le seul potentat, disait-elle, pour qui, depuis qu'elle se connaissait, elle eût senti du penchant (1) ».

Le compliment était délicat et plein de promesses, et pourtant celui auquel il était destiné se refusa à en apprécier le charme. C'est qu'en même temps arrivait à Versailles la nouvelle de l'armistice imposé aux Suédois et de l'effet désastreux que cet événement produisait à Berlin. On se souvient que l'intervention belliqueuse de la Suède avait figuré parmi les conditions réclamées par le roi de Prusse pour son alliance avec la France. Cette alliance venait, à la vérité, de courir de grands risques. En octobre 1741, tout en prodiguant à la cour de Versailles les assurances d'une fidélité à toute épreuve, Frédéric s'était abouché à Klein-Schnellendorf avec le maréchal autrichien Neiperg et avait arrêté avec lui les bases d'un accommodement destiné à le mettre en paix avec l'Autriche. Un traité en règle devait suivre. Mais, ainsi que j'en ai fait mention déjà, l'avènement d'Élisabeth en augmentant le danger d'une rupture avec la Russie, et la prise de Prague (26 novembre 1751) en relevant la fortune des armes françaises, modifiaient en ce mo-

(1) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 348.

ment les dispositions du versatile monarque. Il ne craignait plus tant les Autrichiens et reprenait du goût pour les compatriotes de Voltaire (1). Mais il entendait aussi se prévaloir de tous les avantages que son dévouement à la cause commune, instantanément renouvelé par ces événements imprévus, pouvait lui assurer. Or de Saint-Pétersbourg Mardefeld lui envoyait précisément des renseignements entièrement contraires à ceux par lesquels le marquis de la Chétardie s'employait à repousser dans le fourreau l'épée de Lœwenhaupt. Au dire de l'agent prussien, les gardes russes témoignaient une répugnance extrême à se mesurer avec les Suédois, ayant compté sur l'avènement d'Élisabeth pour leur épargner cette épreuve. Elles se trouvaient sous le coup d'une « terreur panique » et tout à fait disposées à se mutiner, si on persistait à vouloir les mettre en campagne. Il narrait le cas d'un soldat qui, coupable d'un meurtre, s'était laissé arrêter en disant : « J'aime mieux perdre la vie ici que de me faire tuer là-bas (2). »

Entre ces deux sources d'informations Frédéric ne pouvait hésiter. Ses idées sur la puissance réelle de la Russie étaient très confuses. Dans la première rédaction de l'*Histoire de mon temps*, très peu postérieure à son avènement; dans ses *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe*, qui datent de 1738, en rangeant les puissances suivant le degré de leur importance, il ne savait positivement où mettre celle-ci et se tirait d'embarras en l'oubliant (3). Mais l'oubli chez lui, en pareille matière, était très voisin du mépris. Et c'est à ce dernier sentiment qu'il devait, à travers diverses vicissitudes, s'arrêter le plus délibérément dans ses rapports avec les « Oursomanes ». Il n'en était pas là encore ; il jugeait très utile la « diversion » suédoise, qui le mettait en repos de ce côté ; il se montrait disposé à faire créance aux rapports qui, comme ceux de Mardefeld, semblaient promettre à Lœwenhaupt un succès facile, et

(1) Le duc DE BROGLIE, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, t. II, p. 113-118.
(2) Mardefeld au Roi, 13 décembre 1741. Archives de Berlin.
(3) V. à ce sujet LAVISSE, *Le grand Frédéric avant l'avènement*, 1893, p. 178 et suiv.

il en prenait texte pour dénoncer à Versailles la conduite de M. de la Chétardie comme follement attentatoire aux intérêts communs.

Louis XV et ses conseillers s'en trouvèrent extrêmement embarrassés. Refuser la médiation offerte par Élisabeth était chose grave ; mais approuver une politique blâmée par Frédéric était chose périlleuse. Ils s'arrêtèrent à une cote mal taillée : le secrétaire d'État, Amelot, adressa au marquis une dépêche contenant un désaveu formel, et le Roi écrivit à Élisabeth une lettre très gracieuse, qui acceptait sa proposition. Un échange de vues sur les conditions de la paix faisant naturellement suite à cette correspondance, un semblant de succès diplomatique en résulta pour la cour de Versailles, et son représentant à Pétersbourg bénéficia de cette apparence d'autant plus largement que l'attitude d'Élisabeth à son égard demeurait pleine de prévenance, de déférence même : « M. de la Chétardie, écrivait à ce moment l'envoyé anglais Finch, semble être le conseiller principal, le premier ministre, et sous tous les rapports le duc de Courlande du règne précédent. » Lui et ses collègues constataient avec un dépit facile à comprendre que, leur faussant compagnie aux réceptions officielles du corps diplomatique, le Français avait « ses entrées libres » à la cour. En même temps le bruit se répandait d'un projet de mariage destiné à augmenter encore cette intimité naissante entre les cours de Russie et de France. Mardefeld découvrait un portrait du prince de Conti, « beau comme un ange », que le marquis de la Chétardie portait dans une tabatière et dont il offrait souvent la vue à Élisabeth, qui paraissait s'y plaire, et Finch croyait savoir que cette princesse, très susceptible, pensait-il, de se laisser gouverner par le cœur plutôt que par les raisons d'État, avait demandé à voir l'original. La garde elle-même s'en mêlait, et l'agent saxon Pezold signalait une procession de soldats qui, venant, à l'occasion de la nouvelle année, présenter leurs vœux à l'envoyé français, lui « baisaient la main et le visage » et le suppliaient de faire venir de France non plus un prince, mais une princesse. Convertie à la religion ortho-

doxe, elle épouserait le duc de Holstein (1). Enfin, résolument hostile d'abord à l'influence française et Autrichien déterminé dès la première heure, Bestoujev s'amadouait, se faisait conciliant et, avec quelques façons, acceptait une pension de quinze mille livres offerte par l'heureux marquis de la Chétardie.

Tout en gardant à part lui une défiance cordiale à l'égard de ce représentant « de la cour la plus intrigante de l'univers (2) », l'envoyé de Frédéric lui-même se montrait ébloui par tant de bonheur. Il revendiquait hautement son titre de représentant d'une cour alliée, prétendait travailler de concert avec elle à empêcher la ratification du traité anglo-russe conclu sous la dernière régence, et, goûtant avec ostentation la société du plus aimable des Français, buvant son champagne avec un plaisir dont la sincérité peut moins être suspectée, il poussait les témoignages de sympathie à son égard jusqu'à se donner, aux yeux de collègues malveillants, l'apparence d'être le « page » de cet ambassadeur (3).

C'est au milieu de perspectives si brillantes que, en mars 1742, le marquis suivit Élisabeth à Moscou, où elle allait se faire couronner. Brusquement et au lendemain de son arrivée dans la seconde capitale de l'empire, cet horizon radieux s'assombrit et se couvrit de nuages. Bestoujev, tout d'abord, se ravisant, déclara ne pouvoir accepter une pension « qu'il n'avait point méritée ». Et, comme si c'était la conséquence d'un mot d'ordre venant de plus haut, La Chétardie crut au même moment s'apercevoir que l'Impératrice l'évitait. Sous les prétextes les plus invraisemblables, comme « d'aller aux bains » ou d'essayer une robe, elle se dérobait aux entrevues qu'il essayait de se ménager. Bientôt les « entrées libres », qui éveillaient naguère de si vives jalousies, cessèrent en fait pour l'ambassadeur. Il en était à se demander d'où venait ce

(1) *Sbornik*, t. XCI, p. 357, 382, 442; Herrmann, *Diplomatische Beiträge*, t. III, p. 11. Mardefeld au Roi, 31 déc. 1741. Archives de Berlin.
(2) Mardefeld au Roi, 10 et 20 février 1742. Archives de Berlin.
(3) *Sbornik*, t. XCI, p. 245.

changement et ce qu'il pouvait signifier, quand le vice-chancelier lui annonça que les hostilités avec la Suède allaient reprendre incessamment. Et en effet, après un simple avertissement adressé par le commandant en chef russe au commandant en chef suédois, les Cosaques se répandaient sur le territoire ennemi et y exerçaient les plus terribles ravages, tandis que, surpris, déconcertés, les soldats de Lœwenhaupt se montraient incapables d'opposer la moindre résistance à cette agression imprévue.

On imagine l'impression ressentie à Versailles à la nouvelle d'une offense si flagrante au droit des gens et au rôle de médiateur accepté par le roi. Que fut-ce donc quand on sut que, prévenu de l'événement plus de huit jours avant qu'il se fût produit, le marquis ne s'était pas mis en peine d'en donner avis au général suédois? A quoi pensait-il? Que faisait-il à Moscou? Pressé de questions, accablé de reproches, La Chétardie ne sut trouver que cette défaite piteuse : « Bestoujev lui avait donné l'assurance que la reprise des hostilités n'empêcherait pas les négociations de continuer sous les auspices de la France. » La vérité était que, tout entier à son rêve et s'y enfonçant à la poursuite d'une conquête chimérique au moment même où elle paraissait lui échapper, l'aventureux diplomate en arrivait à oublier parfois qu'il y eût des Suédois au monde.

Reste à trouver l'explication du revirement subit qui le mettait en si fâcheuse posture. La recherche n'en est pas difficile; mais j'y ai besoin de l'indulgence de mes lecteurs français pour une franchise dont mes lecteurs russes me reprochent volontiers d'abuser parfois. Je crois en devoir une part égale à tous ceux qui me font l'honneur de me lire. La politique de la cour de Versailles à cette époque ne jouit pas en général d'une de ces réputations auxquelles il soit malaisé de s'attaquer. Il m'arrivera même souvent d'avoir à la défendre contre des reproches qui me paraissent mal justifiés ou excessifs. Mais ce n'est pas ici le cas. A ce moment, elle jouait incontestablement un jeu assez fait pour justifier les appréciations malveillantes de Mardefeld. Elle permettait à son représentant en Russie de cour-

tiser Élisabeth et de se donner l'apparence d'un honnête courtier dans les démêlés de cette souveraine avec la Suède ; mais elle entendait favoriser simultanément les Suédois par tous les moyens en son pouvoir, fût-ce au détriment des intérêts les plus essentiels et des revendications les plus légitimes que la Russie pouvait faire valoir de son côté. Il y avait évidence à cet égard ; elle ressortait des propositions pour la paix émanant de Versailles, de l'attitude même du marquis de la Chétardie dans les pourparlers auxquels ces propositions donnaient lieu. Victorieuse, la Russie y était engagée à payer les frais de la guerre ! Élisabeth n'avait-elle pas promis aux Suédois de modifier à leur avantage le traité de Nystadt, et la guerre n'avait-elle pas été engagée par eux pour assurer la couronne à la fille de Pierre le Grand (1) ? En même temps, de Vienne, de Constantinople, de Paris, de Londres arrivaient des rapports dénonçant à l'unisson les intrigues ourdies par la France pour armer contre la Russie la Turquie ou le Danemark et assurer ainsi l'avantage aux Suédois (2). Les agents russes avaient-ils tort, se laissaient-ils égarer par de fausses informations ou par quelque sentiment d'aigreur personnel ? Une dépêche d'Amelot au comte de Castellane, l'ambassadeur de France à Constantinople, expédiée à ce moment même et interceptée par Bestoujev, venait, hélas ! apporter au vice-chancelier russe la confirmation éclatante de ces avis. Le ministre du Roi Très-Chrétien y exprimait l'idée que l'avènement d'Élisabeth était destiné à faire retomber la Russie au néant, et que la Porte devait en profiter pour agir de concert avec la Suède et reprendre ses avantages !

Mais Bestoujev n'était-il pas le plus vénal des hommes? Je l'ai dit. N'avait-il pas été tenté par l'appât de l'or français, et, ayant accepté cet or, ne pouvait-on espérer qu'il garderait par devers lui le document accusateur ? Il se hâta de le mettre sous

(1) Discours de M. de la Chétardie à la conférence ministérielle du 17 mars 1742. Procès-verbal de la conférencce, *Archives* Vorontsov, t. I, p. 291.

(2) Voyez les rapports de Lantchinski, Viéchniakov, Canioni, Kantémir, Chtcherbatov, *Archives* Vorontsov, t. I, p. 152 et suiv. Comp. Soloviov, t. XXI, p. 219.

les yeux d'Élisabeth. Pourquoi ? Parce que, comme j'aurai à le faire voir souvent, en présence d'une situation comme celle-ci, où l'indication des intérêts vitaux du pays et le choix d'une ligne de conduite pour les défendre ne comportaient aucune incertitude et aucune équivoque, à défaut d'un sentiment d'honneur ou de devoir dans son âme bourbeuse, cet homme en trouvait ailleurs l'équivalent suffisant pour lui dicter l'évidente loi et lui interdire l'évidente trahison. Où cela ? Dans l'air qu'il respirait au sein de ce pays neuf. Dans la force élémentaire qui, analogue à l'instinct individuel de conservation, se dégage des organismes sociaux vivaces. Et, pour me défendre encore contre le reproche, si c'en est un, d'introduire de la métaphysique dans mes conjectures, je n'éprouve aucun embarras à montrer en action les éléments de cette force. Vous avez vu de quelles démonstrations de tendresse le marquis de la Chétardie était naguère l'objet de la part des soldats de la garde. Ces hommes n'eurent jamais la confidence des dépêches échangées entre Versailles, Constantinople et Stockholm. Ils eurent bientôt néanmoins l'impression que la France ne marchait pas droit dans ses rapports avec la Russie. Et, avant la fin de l'année, ils parlèrent de tordre le cou à l'envoyé du Roi. Pendant le reste de son séjour à Moscou, celui-ci dut mettre sa maison en état de défense, tenir sur la Iaouza une barque toujours prête, qui, en cas d'alerte, lui aurait permis de passer sur l'autre rive, et, à l'exemple d'Élisabeth, éviter de se mettre au lit avant le jour. Pour sauver les apparences, il imagina à ce moment de remplacer ses dîners, toujours recherchés, par des soupers qu'il eut la chance de mettre à la mode (1). Ce devait être sa dernière victoire.

Le danger contre lequel il se précautionnait ainsi, Bestoujev ne l'eût pas moins encouru. Et son attitude comme ses résolutions ne me paraissent pas motivées autrement.

Elles eurent pour effet de faire perdre entièrement au marquis de la Chétardie le peu de raison qui lui restait. Après plu-

(1) Mardefeld au Roi, 8 novembre 1742. Archives de Berlin.

sieurs tentatives manquées pour aborder l'Impératrice, il finit par la joindre à un bal masqué et s'avisa de la « bousculer » à la façon de Lestocq. L'infidélité flagrante d'une amante eût à peine justifié le discours qu'il lui adressa : « J'ai exposé ma vie pour vous; j'ai maintes fois couru le risque de me faire casser bras et jambes pour votre service... Vous auriez dû le reconnaître autrement. » Suivait l'annonce d'un prochain départ, pour lequel il allait demander des lettres de rappel, et cette autre tirade véhémente : « Dans deux mois j'espère que vous serez débarrassée de moi; mais lorsque quatre mille verstes me sépareront de Votre Majesté, elle s'apercevra du moins, et c'est la seule consolation qui me reste, qu'elle a sacrifié l'homme qui lui était le plus attaché à des personnes qui la trompent (1). »

Il se voyait sacrifié à Bestoujev et aux adhérents politiques du vice-chancelier, et cette idée allait dominer désormais et diriger tout le reste de sa carrière en Russie. Un duel s'engageait entre lui et ces adversaires, dont, à travers les plus singulières péripéties, il devait se flatter d'avoir raison, jusqu'à l'heure, aveuglément imprévue, d'une catastrophe qui fut pourtant facile à prévoir. Pour le moment, il n'eut pas trop à se louer du résultat obtenu par cette scène de mélodrame infligée à Élisabeth, bien que la réalité de leurs situations respectives lui valût d'y échapper au traitement qui eût été certainement le sien, si ses titres et ses droits avaient été ce que ses façons semblaient indiquer qu'ils fussent. Comme Catherine II plus tard, la compagne de Razoumovski ne fut jamais à court d'arguments avec ses amants, toujours prête et également habile à leur échapper, quand ils commençaient à la gêner ou à l'importuner. Un mot ou un geste lui suffisait alors pour remonter dans l'Olympe impérial. Mais le beau et séduisant marquis n'était pas un amant. Entre lui et elle il n'y avait pas de passé à liquider; il y avait à ménager un avenir, aux attraits duquel, sans y attacher le même prix que lui, elle n'était pas

(1) La Chétardie à Amelot, 15 mai 1742. Aff. étr. Le discours, quelque extravagant qu'il soit, est reproduit dans cette dépêche.

insensible. Très adroitement donc, elle s'appliqua à le calmer sans se compromettre d'aucune manière. Elle se disait assurée qu'un simple malentendu avait pu lui faire croire à un changement de ses sentiments à son égard, mais se refusait à dissiper ce malentendu en abordant au milieu d'un bal une discussion politique.

Et il ne demanda pas son rappel. Sur un mot qu'il voulut prendre pour un encouragement dans une bouche qui souriait toujours, il se raccrocha à l'espérance d'amorcer quand même, entre des belligérants qui se permettaient d'échanger des coups, une négociation où il se flattait encore de figurer comme arbitre. Sur ses instances pressantes, le cabinet de Stockholm parut, en effet, entrer dans cette voie en envoyant un négociateur à Moscou. Et ce fut Nolken, l'ancien complice d'un complot où Élisabeth avait fait mine de s'aventurer pour arriver au trône, où elle avait ensuite trouvé trop de risques à courir et qui ne devait pas, conséquemment, lui laisser de très agréables souvenirs (1). Le choix n'était pas heureux, et les démarches de ce revenant ne le furent pas davantage. Aux premiers mots qu'il prononça en invoquant la médiation du Roi Très-Chrétien, les ministres russes l'arrêtèrent.

— Nous n'admettons pas de médiation.

— Mais vous l'avez demandée...

— Jamais !

L'explication de cet autre revirement n'est pas à l'honneur, cette fois, de la diplomatie russe, qui semble s'y être piquée de renchérir sur certains procédés dont elle dénonçait la mauvaise foi. Élisabeth avait bien écrit à Louis XV, mais, hasard ou malice, le mot de *médiation* s'était trouvé remplacé dans sa lettre par celui de *bons offices*, et Bestoujev en arguait maintenant à Moscou pour nier un engagement sur lequel, de part et d'autre, on tablait depuis plusieurs mois. Une note circulaire envoyée aux agents russes à la Haye, Vienne, Londres,

(1) *L'Héritage de Pierre le Grand*, p. 344.

Berlin, Copenhague, Dresde, Hambourg, Varsovie, Dantzig répudiait hautement cette médiation, en mettant les destinataires en garde contre les intrigues de la France (1).

Nolken et La Chétardie s'adressèrent à Lestocq, qui interpella Élisabeth. Elle témoigna une grande surprise et promit d'en entretenir son chancelier et son vice-chancelier. Assurément ils se trompaient! Quelques jours après, non sans une pointe de satisfaction malicieuse, Mardefeld manda ainsi qu'il suit à son maître le résultat de cette intervention impériale. La part d'autorité que la fille de Pierre le Grand était susceptible de revendiquer et d'obtenir dans le gouvernement de sa politique y paraît au grand jour : « Samedi passé, l'Impératrice fut le matin au Kremlin pour y assister au service divin, d'où elle se rendit à l'insu de presque toute la cour chez le grand chancelier, où elle dîna... Le soir, elle se promena à cheval toute seule avec le sieur Lestocq, lui fit mille caresses et lui protesta qu'elle n'avait été chez le grand chancelier que pour rectifier ses idées et pour l'attirer dans le parti de la France. En quoi elle avait réussi. Celui-ci, transporté de joie, court chez le marquis de la Chétardie l'en informer et va se réconcilier avec le grand chancelier, ce qui se fit avec force embrassades. Le dimanche, Sa Majesté accable ce ministre de distinctions. Qu'en arriva-t-il? Le lundi matin, elle déclare que, pour des motifs très solides, elle ne saurait accepter la médiation de Sa Majesté Très-Chrétienne (2). »

Ainsi le sol se dérobait sous les pas du pauvre représentant de la France, et voici que, déjà fort compromis en Russie, le crédit et le prestige de son pays recevaient en Allemagne une nouvelle et plus redoutable atteinte. On connaît les événements qui à ce moment y restaurèrent inopinément la fortune de Marie-Thérèse : à la suite des querelles entre les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, le mauvais succès des armes françaises; après des discussions orageuses avec le parlement anglais, la chute de Walpole, accusé de n'avoir pas assez éner-

(1) *Archives* Vorontsov, t. I, p. 328.
(2) Au Roi, Moscou, 31 mai 1742. Archives de Berlin.

giquement aidé l'Autriche, et, comme conséquence, en pleine campagne, au mois de juin 1742, la défection de Frédéric, tournant casaque, faussant compagnie à la France et se réconciliant avec l'Autriche, sans autre prétexte invoqué que cette médiation pour la paix de Suède, dont on ne voulait pas en Russie, et le projet imaginaire d'un partage des provinces prussiennes, qui aurait été médité à Versailles.

Cette fois, le marquis de la Chétardie se sentit vaincu. En lutte avec le ministère russe et isolé au milieu du corps diplomatique, où dans la personne de Mardefeld il perdait son seul appui, il jugea sa situation impossible et, pour de bon, demanda son rappel, qu'on s'empressa de lui accorder. Mais aussitôt un nouveau changement dans l'attitude d'Élisabeth lui fit regretter sa résolution. Pourtant, s'il n'eût été aveugle, il eût pénétré maintenant le secret de ces modifications successives d'humeur et de conduite, et reconnu qu'au point de vue diplomatique, elles n'offraient rien d'encourageant. Aux yeux de l'aimable princesse, il y avait deux personnages dans ce Français qu'elle traitait tour à tour de façon si différente, deux hommes qu'elle séparait volontiers par la pensée et par le cœur. Le courtisan élégant et disert lui plaisait énormément, et elle s'attachait volontiers à l'idée de le lui prouver quelque jour. Le diplomate l'embarrassait et l'importunait, moins parce qu'il soutenait la cause de la Suède, — elle eût volontiers passé sur cela, n'y entendant pas grand'chose, — que parce qu'il se mettait en contradiction avec ses ministres et la mettait ainsi elle-même en désaccord avec eux. Mardefeld démêlait admirablement le trouble créé de la sorte dans une âme que nous savons mal gardée contre ce genre de conflits intimes : « L'Impératrice est portée pour la France, écrivait-il, elle veut du bien à la nation suédoise ; au contraire, elle a la reine de Hongrie en aversion, et l'accommodement de Votre Majesté avec ladite reine ne fait au fond pas de plaisir à Sa Majesté Impériale. Outre cela, elle a une rancune contre l'Angleterre de ce qu'elle a fait plusieurs avanies à Pierre le Grand et à l'impératrice Catherine. Cependant, je n'en crains aucune

mauvaise suite, tout le ministère étant d'un sentiment opposé, et *il a plus de pouvoir que Sa Majesté Impériale.* » L'envoyé de Frédéric annonçait encore qu'ayant été elle-même chez les ministres « pour les solliciter de consentir à un accommodement avec la Suède (*sic*) », Élisabeth avait échoué et ne parvenait même pas à obtenir l'ordre de Saint-André pour le marquis de la Chétardie, qui retardait inutilement son départ dans l'attente de cette distinction (1). « Les ministres avaient fait comprendre assez clairement à S. M. l'Impératrice que l'obligation qu'elle pouvait avoir à la France comme princesse Élisabeth n'était point à confondre avec ce qu'elle devait comme impératrice à son empire. »

Le diplomate prussien mettait bien un peu d'exagération dans cette façon de concevoir et de présenter les embarras d'une souveraine autocrate aux prises avec les réalités du pouvoir, en même temps qu'il ne se faisait pas une idée entièrement juste du caractère de la souveraine et de ses ressources de duplicité. Au fond, tout en se donnant l'air de discuter avec ses ministres et d'être contredite et même violentée par eux, elle se doutait bien qu'ils avaient raison, et qu'elle eût trop risqué de s'en remettre au marquis de la Chétardie et à la France pour le règlement de ses comptes avec la Suède. Mais elle trouvait le marquis de la Chétardie charmant et jugeait parfait l'expédient d'écarter de ses relations personnelles avec lui tous motifs de dissentiment ou de froideur, en les rejetant sur Bestoujev et sur ses collègues. Elle mit quelque temps beaucoup d'art à soutenir ce rôle. Mais le rôle la captiva, et, à l'exemple des grandes comédiennes, elle finit par y mettre aussi de la chaleur naturelle et de la conviction. Quand le départ officiellement annoncé de son partenaire parut supprimer entre elle et lui toute contrainte d'ordre politique, elle se livra entièrement à l'inspiration qui l'emportait et aussitôt éprouva le besoin de faire durer ce plaisir nouveau.

J'ai encore l'air d'écrire un roman, et, dans les pages qui

(1) Au Roi, 16 et 30 juillet, 23 août et 3 septembre 1742. Archives de Berlin.

suivront celle-ci, je me donnerai, j'en ai bien peur, l'apparence de reproduire quelques scènes du répertoire de Destouches ou de Marivaux. Pour me défendre contre des reproches et des soupçons dont je dois prévoir le retour, je n'ai toujours d'autre ressource que de renvoyer mes lecteurs aux sources, auxquelles j'emprunte exclusivement, et sans y ajouter aucune part d'imagination, tous les traits de mon récit. Ce sont des monceaux de documents diplomatiques d'aspect très austère et très rébarbatif. Ils n'ont pas été écrits pour donner la comédie aux gens. La comédie y est pourtant, mise en scène, personnages et répliques, comme j'aurai à la présenter. Il n'y a même pas autre chose dans ce fatras d'écritures. Seulement, ils ont besoin d'être lus avec l'emploi d'une espèce de grille, propre à y faire ressortir les textes offrant quelque intérêt historique. Ces textes sont relativement peu nombreux, et on en comprend aisément la raison si on a connaissance des procédés de rédaction communément employés à cette époque dans les chancelleries. Vous vous souvenez du passage des *Confessions* de Jean-Jacques où il explique comment, à Venise, les réponses aux dépêches attendues de France se rédigeaient *à l'avance*, chaque jeudi, pour ne pas manquer le courrier qui, arrivant le lendemain, repartait aussitôt. Entre Vienne et Pétersbourg la correspondance diplomatique contemporaine du règne d'Élisabeth se rédigeait en allemand. J'ai été tenté de croire, en la parcourant, qu'aucun des ambassadeurs de Marie-Thérèse n'a jamais lu un mot des dépêches qui portent la signature de ces diplomates. Quelques-uns d'entre eux, Botta, Bernes, Mercy d'Argenteau, savaient-ils seulement l'allemand ? La plupart m'ont donné un motif sérieux pour en douter. Ils signaient ces dépêches, ces volumes, de trente, quarante ou cinquante pages, où j'ai rarement trouvé à me renseigner, comme, je gage, ceux-là mêmes auxquels les volumes étaient adressés; ils les laissaient remplir hebdomadairement d'un verbiage insipide ; mais un incident de quelque importance survenait-il, une question de quelque gravité réclamait-elle un rapport sérieux, alors l'ambassadeur prenait lui-même

la plume, et en deux à trois lignes, ou deux à trois pages, en marge de la dépêche ou dans une lettre particulière, il disait ce qu'il y avait à dire, et invariablement, à une exception près, — le disait en français. L'exception est pour le Hongrois Esterhazy, qui vraisemblablement ne savait bien ni le français ni l'allemand, et qui, au témoignage de son successeur, vivait généralement à l'écart de la diplomatie, enfermé dans un sérail. En arrivant au trône, Frédéric s'avisa aussitôt d'une réforme à faire dans son service diplomatique, — et elle fut pour supprimer les dépêches allemandes. Il voulut que tous ses agents écrivissent en français, et il savait ce qu'il faisait. Les archives diplomatiques de son temps sont un monument de sobriété et de clarté relatives. Encore ne sont-elles pas pour exclure l'application de ma grille. Cette grille est tout le secret modeste de ma méthode dans l'utilisation de certains documents. En épargnant par son moyen à mes lecteurs une fatigue et un ennui inutiles, j'ai conscience de ne les priver d'aucun élément sérieux d'information. Et si je vais maintenant mettre sous leurs yeux des scènes de marivaudage, ce n'est pas qu'il me plaise de leur en donner le spectacle, mais bien qu'il a plu à deux personnages historiques de s'y produire, et que ce spectacle, c'est l'histoire, ou du moins la portion d'histoire dont j'ai à m'occuper ici. Et si mon récit doit en contracter une apparence de fiction et courir la chance d'un déclassement au point de vue scientifique, je dois m'y résigner. Ce qu'on appelle scientifiquement « la grande histoire » est très communément fait avec de grands mots, qui correspondent à de très petites choses, dont la réalité de la vie humaine est pleine dans le passé comme dans le présent.

II

LE ROMAN DU MARQUIS DE LA CHÉTARDIE

Dans cette comédie donc, puisque comédie il y a eu, et je ne désespère pas de vous en convaincre, le marquis de la Ché-

tardie continua bravement à déployer l'espèce de candeur dans l'infatuation et de persistance dans l'illusion dont il avait déjà donné des preuves. Après l'avoir exilé, Élisabeth se reprenait à rechercher sa société : il n'hésita pas un instant sur l'interprétation qu'il devait donner à cette bonne fortune. La souveraine était vaincue et subjuguée, et sans doute réclamait-elle son concours contre les ministres méchants qui la tyrannisaient, en l'empêchant de suivre l'inclination de son esprit et le penchant de son cœur. Il la voyait sous les traits d'une princesse de féerie, gardée par des dragons. Hélas! pour occire ces monstres il manquait d'armes, et elle-même, en dépit de sa toute-puissance nominale, en paraissait également dépourvue. Mais Lestocq faisait entendre à son ami des paroles réconfortantes : « Elle est désarmée parce qu'elle ne connait pas sa force, ni la façon de s'en servir. Elle ne sait pas encore être souveraine ; mais nous arriverons à lui apprendre son métier. Tâchez seulement qu'elle soit femme avec vous. Profitez des derniers moments de votre séjour auprès d'elle ; soyez séduisant comme vous savez l'être, devenez irrésistible, et pour peu qu'on ne vous résiste pas, nous saurons, même après votre départ, faire maison nette et vous préparer un triomphant retour. »

Comment ces conseils n'auraient-ils pas été écoutés, alors que la coquette impératrice s'appliquait en apparence à les justifier? Tantôt c'était un souper auquel elle invitait à l'improviste l'ambassadeur en partance, et tantôt un tête-à-tête dans la « chambre du lit », au cours duquel il recueillait non seulement les prémices d'une faveur personnelle, qui semblait désormais assurée, mais encore, au point de vue politique même, des propos pleins de promesses. Il voyait son aimable hôtesse rougir ou pâlir quand il lui parlait de son départ, et souvent elle se laissait aller à dire que « les Bestoujev avaient poussé les choses trop loin ». Il les traitait de « fripons » en sa présence, et, sans protester, elle insinuait qu'on pourrait la débarrasser de l'un d'eux. Il suffirait pour cela que la cour de Saxe réclamât le frère du vice-chancelier comme ambassadeur. Alors, privé

de l'appui et des conseils qu'il recevait de ce côté, l'inventeur de la *tinctura inervi Bestouchevi* ferait tant de sottises qu'on en serait quitte avant peu. Elle indiquait Maurice de Saxe comme l'homme le plus capable de s'employer pour cet objet à Dresde. En attendant, « elle ne permettrait jamais qu'on effaçât la France de son cœur ». Et elle prouvait la fermeté de ses résolutions à cet égard en entrant en lutte le lendemain avec le vice-chancelier au sujet du traité avec l'Angleterre. Bestoujev insistant pour qu'il fût ratifié, elle y mettait une condition : « elle ne voulait pas que les troupes russes à fournir pussent être employées contre la France. »

— Mais alors le traité n'aura pas de raison d'être !

— Je m'en moque ; jamais tant que je vivrai je ne serai l'ennemie de la France. Je lui dois trop !

Cela se passait le 30 juillet 1742, ou du moins Lestocq, qui en apportait la nouvelle au marquis de la Chétardie, voulait qu'à cette date de tels propos fussent échangés (1). Six jours plus tard, Élisabeth exprimait le désir que l'ambassadeur lui consacrât entièrement les derniers jours qu'il avait encore à passer en Russie. Deux jours de suite elle le retenait à souper, puis l'invitait à une chasse. En revenant à cheval de cette partie, brusquement et pour la première fois, elle lui demanda s'il ne pourrait différer son départ jusqu'au 16 septembre. On célébrait en ce jour la fête de l'Impératrice.

— Mais j'ai eu hier mon audience de congé !

— C'est vrai ; je l'oubliais.

Et aussitôt, comme pour empêcher qu'il ne conçût un soupçon sur cette absence improbable de mémoire, elle s'emportait en invectives et en sarcasmes contre le vice-chancelier. Quelle idée avait-il eue de mettre pour l'occasion cet habit marron qui lui allait si mal ! En vérité, on devait aux gens de s'habiller mieux pour leur dire adieu. Et sa harangue : quel tissu de sottises ! Elle ajouta :

— Vous viendrez me voir demain.

(1) M. de la Chétardie à Amelot, 30 juillet 1742. Aff. étr.

L'entrevue eut lieu dans la « chambre du lit », et il semble qu'elle ait été particulièrement tendre. Élisabeth garda son hôte à dîner, et le soir, comme elle partait pour la Troïtsa, — elle l'invita à l'accompagner.

Vous connaissez les habitudes rituelles de la souveraine en matière de pèlerinage. Un doute serait-il permis sur les agréments que celui-ci réservait au jeune diplomate, des renseignements très précis envoyés à Frédéric par Mardefeld doivent, je pense, l'écarter de façon absolue. Connaissant le goût de son maître pour ces détails et fort porté d'ailleurs lui-même à s'y complaire, sans toutefois s'en exagérer l'importance, le Prussien avait une police qui, à cet égard, le tenait admirablement informé. On imagine bien qu'elle ne chôma pas à cette occasion. Le pèlerinage devait se faire à pied, comme à l'ordinaire. On se mit en route après le coucher du soleil pour profiter de la fraîcheur de la nuit, et, pour son début, le nouveau pèlerin essuya une rude épreuve. Élisabeth elle aussi avait maintenant des ailes. Elle allait, elle allait, comme emportée par une ivresse joyeuse qui lui faisait perdre la notion de l'espace et du temps. Elle ne s'arrêta, brisée de fatigue, qu'à la septième lieue, et les pèlerins se trouvèrent alors en pleins champs. Les pavillons de repos n'étaient pas encore établis sur la route. Le jeune couple dut monter en voiture et se faire ramener à Moscou, pour recommencer le lendemain la course pédestre à l'endroit où elle avait été interrompue. On marcha moins vite les jours suivants, couchant dans des auberges ou sous la tente, et ce furent des heures délicieuses. Razoumovski était de la partie, mais il savait ne pas se montrer gênant, et Élisabeth se faisait exquise de gaieté et d'entrain, de plus en plus tendre aussi à mesure qu'on approchait du saint lieu.

Avant d'arriver, le héros de cette aventure, qui devenait si plaisante, eut une alerte terrible. Chemin faisant, il apprit que sa compagne de pèlerinage venait de recevoir une lettre de Mme de Monasterol, qui à l'ordinaire sollicitait un secours. Il pensa s'évanouir. Fils d'une mendiante ! Mais Élisabeth eut

vite fait de le rassurer. Elle avait été trop heureuse d'accorder une pension à la mère de son ami, et on ne répondait pas de ses parents. Elle en possédait elle-même qui lui donnaient de pénibles soucis. Et aussitôt, pour écarter ce sujet et en aborder un autre plus agréable, elle parla de sa haine pour les Bestoujev, « ces pauvres espèces », et de son amour pour la France. Toujours elle avait été portée à ce sentiment par un mouvement naturel, dont maintenant seulement elle comprenait la raison...

Et voici que les portes du monastère s'ouvraient devant eux. Elle se promettait que son compagnon serait ébloui par les splendeurs qui allaient s'offrir à ses regards, et il ne trompa pas son attente. Il vit cinq églises ruisselantes d'or, d'argent et de pierreries ; un seul évangéliaire estimé à 300,000 écus ; un monde de moines confortablement logés ; pour l'Impératrice et sa suite des appartements somptueux ; un palais dans une Thébaïde, un paradis. Il s'étonna, admira et fut heureux.

Les pèlerins demeurèrent plusieurs jours dans ce délicieux séjour, et, dans le langage imagé que nos lecteurs connaissent déjà, Mardefeld écrivit à Frédéric :

« L'aimable Gaulois animé par les conseils d'Hypocrate, Excellence, et ayant remarqué que, nonobstant quelques simagrées de froideur, on lui avait pardonné sa témérité, a tenté fortune une seconde fois et remporté d'emblée une place très prenable. On me le donne pour certain. Les apparences y sont. On observe de petits soins rendus sans cesse et une tendre satisfaction dans les yeux que la reine de Cythère n'accorde qu'à ceux dont elle a agréé l'encens (1). »

L'émoi fut grand à Moscou dans tous les milieux. L'événement pouvait être gros de conséquences, car évidemment l'heureux pèlerin ne manquerait pas de s'en prévaloir contre ses adversaires politiques. Il pensa, en effet, après ce qui était

(1) Au Roi, 20 août 1742, Archives de Berlin. Pour l'histoire du pèlerinage, voyez les dépêches de M. de la Chétardie du 6 et du 11 août 1742, Aff. étr., et la correspondance de Botta, notamment sa dépêche du 9 août 1742. Archives de Vienne.

arrivé, avoir facilement raison des « pauvres espèces », et, avant de quitter la Troïtsa, il voulut s'en expliquer avec la souveraine. Mais elle l'arrêta au premier mot.

— Pas ici !

Elle voulait pour le moment être tout entière à ses dévotions. Était-ce encore une défaite ? Non, car il fut convenu qu'au retour elle lui accorderait un entretien particulier, où l'on parlerait de la vilaine politique. Il ne douta pas du résultat et écrivit à Versailles : « Dès que nous serons à Moscou, je frapperai le grand coup. » Le compte des Bestoujev était réglé.

Le retour eut lieu le 20 août seulement. Malheureusement, en arrivant au palais le lendemain, La Chétardie trouva l'Impératrice très affairée. Elle venait de recevoir un lot d'étoffes précieuses. Le jour suivant, autre contretemps : un intermède italien, dont la souveraine voulait modifier quelques scènes, absorbait son attention. La semaine d'après, elle fut invisible : elle allait marier sa nièce, Mlle Hendrikov, et les préparatifs de la cérémonie occupaient tout son temps. Mais elle fit dire à son compagnon de pèlerinage qu'elle espérait bien qu'il resterait pour ce mariage. Il insista pour être reçu.

— Demain.

Il crut enfin la tenir. Elle battit des mains comme un enfant en l'apercevant.

— Vite, une table, des cartes ! Nous allons faire une partie.

Et ce fut pendant une heure une telle ardeur au jeu, un tel flot de paroles, une telle continuité de gaieté puérile qu'il n'arriva pas à placer un mot sur le sujet qui le préoccupait. L'heure écoulée, elle le congédia gracieusement.

— Et notre entretien sérieux ?

— Pardon, j'ai oublié. J'étais si contente de vous voir ! Je dirai à Lestocq de m'en faire souvenir. A bientôt.

Il attendit un jour, deux et trois. Rien. Elle lui échappait décidément. Il ne serait pas un autre Thésée délivrant cette autre Ariane ; il ne marcherait pas sur les traces de Bühren.

Héros d'une vulgaire passade, il demeurerait confondu parmi les élus obscurs d'un caprice éphémère. Cette réalité s'imposait à sa raison. Il se débattit pourtant contre elle. Il attendit le mariage de Mlle Hendrikov, et, au souper, se fit si pressant qu'Élisabeth parut émue. Mais elle le supplia encore d'accepter un délai.

— Pas ce soir. Demain. Je dînerai à la campagne chez le feld-maréchal Dolgorouki ; venez m'y rejoindre, et nous causerons.

Il fut exact au rendez-vous et crut une fois de plus toucher au but. Elle consentit à un tête-à-tête.

— Parlez.

Pour frapper le « grand coup » si témérairement annoncé, empruntant à Bestoujev lui-même son arme habituelle, il s'était muni d'une lettre du marquis de Lanmary, l'ambassadeur de France à Stockholm, où il avait inséré la nouvelle, *fabriquée par lui*, que le roi de Prusse, de concert avec le vice-chancelier, songeait à s'emparer de la Courlande et à rétablir le prince Ivan.

Elle le regarda effarée.

— Avez-vous des preuves ?

Il n'avait pas de preuves et vit aussitôt qu'il s'était fourvoyé. Derrière l'amante d'un jour, il avait cherché l'Impératrice, et il l'apercevait maintenant, subitement hautaine, et laissant tomber de ses lèvres, d'un ton sec, ces paroles qui ressemblaient à un arrêt :

— On ne condamne pas ici les gens avant d'avoir prouvé leur crime.

Ce ne fut qu'un éclair. Un instant après elle parut effrayée de l'effet qu'elle avait produit, apitoyée par la consternation qui se peignait sur le visage de son interlocuteur, et comme attendrie encore. Et elle continua d'une voix plus douce :

— Vous voulez aller trop vite. Les Bestoujev sont des monstres, mais ce sont des monstres redoutables. A Moscou surtout. Ce n'est pas comme à Saint-Pétersbourg, où on peut savoir ce qu'un chacun fait dans chaque maison. Attendez

que je sois revenue là-bas, et laissez-moi respirer,... dissimuler quelque temps encore.

Il crut entendre un écho des paroles de Lestocq. Et peut-être bien ne faisait-elle que réciter une leçon. Mais attendre n'était pas chose aisée. Sous quel prétexte pouvait-il retarder son départ, et quelle raison en donner à sa cour, quelle autre à M. d'Usson d'Allion, qui, appelé à le remplacer comme chargé d'affaires, montrait de l'impatience à entrer en fonction? Il alla consulter le chirurgien et le trouva toujours dans les mêmes idées.

— Partez ; elle vous aime ; tenez-lui la dragée haute. Vous serez regretté, et, mieux que votre présence, votre absence nous aidera à achever la besogne commencée.

Il commanda ses équipages et alla prendre congé de la souveraine. Elle lui remit les insignes de l'ordre de Saint-André, et se dit enchantée du tour qu'elle jouait aux Bestoujev en lui accordant cette distinction. Ils seraient furieux, mais elle s'en moquait. Comme le marquis la quittait pour se rendre chez le duc de Holstein, elle le suivit, le rappela, et avec un air de câlinerie :

— A propos! la *princesse Élisabeth* m'a chargé de vous remettre ceci.

C'était une tabatière magnifique, avec le portrait de la plus jolie des pèlerines sur le couvercle, et une bague de grand prix à l'intérieur.

Elle ajouta : Vous souperez avec moi.

Elle le garda jusqu'à deux heures du matin, et il se crut encore à la Troïtsa. Mais elle lui dit au revoir... dans plusieurs mois. Il n'eut pas, comme on l'a raconté, la consolation de voyager dans une voiture dont elle aurait dessiné le modèle, mais trouva quatre-vingts bouteilles de vin de Hongrie dans un fourgon à provisions, semblable à celui qui les avait accompagnés, lui et elle, sur le chemin d'un monastère, où il laissait d'agréables souvenirs mêlés à de cruelles déceptions (1).

(1) La Chétardie, correspondance d'août 1742. Aff. étr.

Son départ produisit des impressions très variées. Élisabeth pleura. Mardefeld versa lui-même des larmes qui pouvaient être sincères. Il restait du champagne dans la cave du marquis. « Je l'aime et je l'estime, écrivait l'envoyé prussien à Frédéric, et je perds avec lui tous les agréments de la société... Il est ce qu'on appelle en allemand *in allen Satteln recht.* » Après quoi, le commensal éploré s'occupa de mettre à profit le départ de cet hôte si cher pour pousser plus vivement une double négociation ayant pour objet un nouveau traité d'alliance avec la Russie et l'accession de cette puissance au traité de Breslau. L'envoyé anglais, Wich, apprécia l'événement de façon différente. D'après l'opinion générale, le marquis emportait en argent et en cadeaux la valeur de 150,000 roubles pour le moins. Il avait donc admirablement fait ses propres affaires. Celles du Roi Très-Chrétien, par contre, s'étaient moins bien trouvées de son intervention. L'Impératrice raffolait de lui, et, en ménageant convenablement cette faveur, il aurait pu conquérir dans le pays une situation égale à celle de Bühren ; mais il n'avait fait que se quereller avec les ministres russes et compromettre ses chances en parlant avec mépris de leur nation (1).

A Versailles, on ne sut qu'en penser, et les suites de cet épisode énigmatique furent pour y augmenter encore les perplexités qu'il produisait.

III

ENTRE VERSAILLES ET MOSCOU

Le marquis devait s'arrêter à Berlin. On l'avait décidé ainsi en France. On s'y trouvait vis-à-vis de la Prusse dans une situation indécise, qui n'était ni l'amitié ni la brouille, et dont Frédéric se plaisait à prolonger l'incertitude et l'embarras.

(1) *Sbornik*, t. XCIX, p. 47, 56.

Sans caractère officiel désormais, on pensait que l'ex-ambassadeur pourrait profiter de son ancienne intimité avec le Roi pour sonder l'astucieux souverain et pénétrer le secret de ses intentions. Ce fut un désappointement nouveau. L' « homme au bonbon » chercha en vain le prince impérial, l'hôte affable et expansif de Rheinsberg. Même à Charlottenbourg, le Roi seul se montra, hautain, sarcastique et presque méprisant, parlant avec amertume du dessein qu'il attribuait à la France d'avoir voulu « pacifier le Nord à ses dépens » et « attribuer une convénience à la Suède », en partageant la Prusse. A bout d'arguments pour le convaincre de la fausseté de cette accusation, La Chétardie ne crut pouvoir mieux faire que de flatter le parti pris du monarque en suivant sa propre lubie. « Oui, on avait pensé un instant à cela, mais la combinaison venait de Bestoujev. » Frédéric pinça les lèvres. « Soit, n'en parlons plus. » Et il resta renfrogné (1).

Par contre, à Berlin même un courrier de Versailles apporta au voyageur une nouvelle réconfortante : Kantémir avait été chargé d'insinuer officieusement que sa souveraine serait heureuse de revoir M. de La Chétardie en Russie. Là-dessus, on laissait le marquis libre d'obéir à cette indication en rebroussant chemin. Il n'y songea pas. Il ne pouvait s'y résoudre tant que les Bestoujev restaient en place. D'accord avec Lestocq, il avait nettement posé la question devant Élisabeth : « Eux ou moi. » Il écrivit au chirurgien, pour que celui-ci s'en expliquât de cette façon avec l'Impératrice, et il continua sa route. A Francfort, des nouvelles de Saint-Pétersbourg l'attendaient. Bonnes et mauvaises à la fois. Élisabeth soupirait toujours après son compagnon de pèlerinage, mais les Bestoujev demeuraient maîtres du terrain et dirigeaient la politique extérieure à leur guise. Et d'abord, avant même que le marquis eût quitté Moscou, ils avaient mis en train le renouvellement de l'alliance défensive avec l'Angleterre. Sur une observation de Wich qu'il convenait d'attendre le départ

(1) Le Roi à Mardefeld, 30 octobre 1742. Archives de Berlin.

du Français, le vice-chancelier s'était récrié : « A quoi bon? L'Impératrice est très bien disposée! » Et, dès le 6 août, un projet de nouveau traité, copié sur l'ancien, avec quelques légères modifications seulement, fut en route pour Londres(1). En même temps, l'envoyé anglais se mettait en campagne pour gagner Lestocq lui-même à sa cause. « Hasardant sa santé et sa bourse », il passa plusieurs nuits en compagnie du chirurgien, laissa un nombre respectable de livres sterling sur le tapis vert, mais emporta l'assurance que son partenaire accepterait une pension et ferait le nécessaire pour la mériter. En effet, quelques jours après, cet unique ami et ce confident essentiel que M. de la Chétardie gardait à Moscou écrivit au roi d'Angleterre une lettre de remerciements et, comme gage de sa sincérité, se laissa réconcilier avec Bestoujev (2).

De son côté, Mardefeld annonçait à son maître que les ministres russes le priaient de considérer l'alliance défensive avec la Prusse *comme faite*. Et il constatait lui aussi que, « tout passionné qu'il fût pour certaine cour », Lestocq s'était sensiblement « corrigé » depuis le départ de son oracle. Comme simultanément la nouvelle arrivait de Berlin que Tchernichov y faisait des insinuations pour le rappel de Mardefeld, celui-ci n'imaginait pas d'où pouvait venir le coup. Les soupçons se portèrent sur La Chétardie, et Frédéric se montra assez disposé à les accueillir, tout en observant que le cardinal de Fleury « niait la chose comme meurtre » et se refusait à admettre qu'un représentant de la France eût pris sur lui de faire les démarches entièrement contraires aux intentions de sa cour. « Dissimulez », concluait le Roi en écrivant à son agent, « et ne laissez pas paraître que vous êtes instruit des intrigues de La Chétardie (3). » A Moscou, l'effet de ces intrigues ne se faisait nullement sentir. Élisabeth elle-même montrait à Mardefeld un visage gracieux, et l'accession

(1) *Sbornik*, t. XCIX, p. 29.
(2) *Ibid.*, t. XCIX, p. 54, 63, 72.
(3) Mardefeld au Roi, 10 et 13 sept. 1742; Frédéric à Mardefeld, 11 sept. 1742. Archives de Berlin. La *Politische Correspondenz* (voy. la préface) ne contient aucune trace de cet échange de dépêches.

de la Russie au traité de Breslau paraissait devoir suivre le traité d'alliance dont la conclusion n'était plus qu'une question de jours. Un seul nuage à l'horizon : outre les commissions que La Chétardie semblait avoir reçues d'Élisabeth pour Tchernichov, on imaginait qu'il avait réussi encore à extorquer une promesse verbale pour le mariage du duc de Holstein avec une princesse française, et Vorontsov croyait savoir que d'Allion venait de recevoir des ordres à ce sujet.

On conçoit l'émotion de l'envoyé prussien et de son collègue anglais. Mais tout en étant ici sur la piste d'un fait réel, ils y manquaient de renseignements exacts, et leur chagrin eût été converti en joie s'ils avaient connu la vérité. La Chétardie n'était pour rien dans l'incident. D'Allion seul avait eu à y intervenir, à la suite d'une ouverture à lui directement faite par Élisabeth. Reprenant une idée dont Pierre I[er] et Catherine I[re] s'étaient flattés tour à tour, l'Impératrice avait exprimé le désir d'obtenir pour son neveu une des filles de Louis XV. Et la réponse de la cour de Versailles venait d'arriver. Élisabeth en aurait pu aisément prévoir le sens et s'épargner une mortification inévitable. J'ai montré dans un volume précédent (1) à quels obstacles ce projet d'alliance personnelle s'était heurté dans le passé, défiances et répugnances analogues à celles qui, moins d'un siècle plus tard, devaient sur le même terrain procurer une revanche à la Russie dans ses relations avec Napoléon. Et le moment était singulièrement mal choisi pour essayer d'avoir raison de ces sentiments. « Quand même le dessein ne serait pas aussi peu du goût de Sa Majesté que je l'ai précédemment marqué à M. de la Chétardie, écrivait Amelot à d'Allion, vous devez éviter tout entretien à ce sujet. La Tsarine a diverses idées, dont quelques-unes en apparence favorables à nos intérêts ; mais elle ne sait en garder aucune pour elle et les communique toutes à ses ministres qu'elle sait le plus hostiles à la France et qui sont en passe de l'allier à tous nos ennemis. Il ne me paraît même pas qu'elle ait fait

(1) *L'Héritage de Pierre le Grand*, p. 426.

exclure de ces alliances, comme elle en avait donné l'espoir, le cas où elle se trouverait obligée de donner des secours contre la France. Que nous parlez-vous donc de ses bonnes dispositions? Il y a tout lieu de soupçonner qu'elle vous trompe, puisqu'on ne peut présumer que sa faiblesse aille au point de faire constamment le contraire de ce dont elle vous fait assurer (1). »

Le refus était inévitable. Peut-être cependant eût-on pu l'adoucir, en prenant modèle sur Frédéric. Son habileté diplomatique avait été récemment mise à pareille épreuve, et Élisabeth ne s'était adressée à d'Allion qu'après avoir fait une tentative auprès de Mardefeld. Or en recevant communication de cette autre ouverture, le roi de Prusse avait bien demandé à son agent s'il devenait fou et déclaré qu'il n'entendait pas « acheter à beaux deniers comptants le malheur d'une sœur chérie (2) » ; mais, officiellement, il s'était donné l'air de ne point comprendre qu'on recherchât une princesse de son sang, et, en prodiguant à l'Impératrice les témoignages de tendresse, de dévouement et de sollicitude pour l'avenir de sa famille, il s'était mis aussitôt en quête d'un autre parti pouvant lui agréer, et il devait réussir à le trouver (3).

Le résultat fut ce bulletin triomphant que, dédaignant désormais toute apparence de ménagement pour une cour qui savait elle-même si mal ménager ses intérêts, Mardefeld put envoyer à son maître en octobre : « J'ai fait aux ministres d'une manière convenable l'insinuation des intrigues de la France en Suède contre la Russie. J'ai remarqué que tout ce qu'ils apprennent de la mauvaise foi de la cour de Versailles, ou qui lui est préjudiciable, leur fait un plaisir infini, et, tant que le ministère d'à présent subsistera, il n'est pas à craindre que le parti français reprenne le dessus. Le marquis de la Chétardie, nonobstant ses lumières, a si fort gâté les affaires de sa cour, en rompant en visière aux ministres, qu'il faudra

(1) 27 octobre 1742. Aff. étr.

(2) A Mardefeld, 18 sept. 1742. Archives de Berlin. Cette dépêche n'a pas non plus été publiée dans la *Politische Correspondenz*. Comp. *ibid.*, t. II, p. 241, 268.

(3) *Politische Correspondenz*, t. II, p. 416, 428, 458.

bien du temps pour les rétablir..., et depuis que l'Impératrice a donné presque toute sa confiance au grand chancelier et à son beau-frère, le procureur général, un changement de ministère n'est plus à appréhender. »

En novembre, il est vrai, la mort du grand chancelier, prince Tcherkaski, et l'élection du duc de Holstein à la succession de la couronne de Suède, adroitement présentée par le marquis de Lanmary comme due à son intervention, semblèrent restaurer pour un moment le crédit de la France. Le traité anglo-russe en parut même un instant compromis. Mais un acompte payé par Wich sur la pension de Lestocq fit merveille, et le 11 décembre 1742 l'alliance fut signée, « détruisant toutes les vues de la cour de Versailles », au sentiment de l'envoyé anglais. Il était bien question encore d'un traité de commerce franco-russe; mais, observait Wich, une loi somptuaire en préparation devait en rendre l'effet nul, en proscrivant tous les articles de luxe d'origine française. Et la loi fut publiée. Quant à l'élection du duc de Holstein, c'était vraisemblablement un coup d'épée dans l'eau. Le duc ne pouvait régner en Suède et en Russie. On s'arrangerait forcément pour lui substituer son oncle, l'évêque de Lubeck, qui n'était rien moins que Français et qui épouserait une princesse anglaise. M. de la Chétardie pouvait revenir maintenant. Ses intrigues seraient impuissantes. D'ailleurs, Élisabeth ne montrait plus aucune envie de le revoir. Elle avait maintenant une autre fantaisie en tête : elle brûlait du désir de recevoir l'ordre de la Jarretière.

On eut lieu un instant à Londres de craindre que cette fantaisie ne troublât l'harmonie si bien établie entre les deux cours. La Jarretière aurait sans doute agréablement complété la toilette de l'Impératrice dans quelque travesti galant, mais les ambitions d'Élisabeth allaient de malheur en malheur à ce moment, et Carteret dut répondre qu'à part la Reine, aucune femme ne pouvait porter cet ordre. Il ne s'ensuivit rien de fâcheux. La politique russe, assurait Wich, n'était pas gouvernée par l'Impératrice, mais par ses ministres, et de ceux-ci la

fidélité ne courait aucun risque : l'or anglais en restait garant(1).

Telle était la situation en Russie quand le marquis de la Chétardie arriva en France, au commencement de l'année 1743. Il n'eut pas à se plaindre, comme on l'a supposé (2), de l'indifférence où la cour se serait laissée tomber à ce moment par rapport au grand empire du Nord. Les volumes de correspondance diplomatique datant de cette époque aux archives du quai d'Orsay, *dans le fonds russe*, suffiraient à démentir cette attitude, et c'est un tout autre sentiment qui y éclate à chaque page. On ne trouvait pas que la Russie fût sans importance pour la France; on trouvait qu'elle avait l'air de se moquer de la France et de ses représentants, y compris le marquis de la Chétardie lui-même. Et ce dernier n'était pas éloigné de partager cette manière de voir, alors que parlant au nom d'Élisabeth du « héros », comme il l'appelait dans son langage cryptographique, Lestocq pressait son ami de revenir en Russie, mais en même temps ne donnait nullement à entendre que l'Impératrice fût disposée à se débarrasser de ses ministres. Elle en voulait, disait-il, au marquis de ne l'y avoir pas aidée en faisant envoyer Michel Bestoujev à Dresde! Et c'était assurément se moquer des gens. D'Allion, de son côté, semblait en faire autant, à s'en rapporter aux moyens dont il prétendait disposer pour mettre à mal le vice-chancelier ou son frère. Tantôt c'était une comtesse Iagonjinski, qui, en épousant Michel Bestoujev, promettait de lui faire quitter la Russie, et tantôt une princesse Troubetzkoï, qui, moyennant finance, se chargeait de ruiner le crédit des deux frères auprès d'Élisabeth. Et pendant ce temps, en avril 1743, on apprenait à Versailles la conclusion du traité russo-prussien, signé le 23 du mois précédent. Le traité était assez insignifiant en lui-même et de pure « ostentation » au jugement de Frédéric. Celui-ci ne se promettait pas moins d'en tirer parti pour « en imposer aussi bien à la France qu'à l'Autriche ». Et il se hâtait d'envoyer l'Aigle noir à Élisabeth, à défaut de Jarretière, en recomman-

(1) *Sbornik*, t. XCIX, p. 175, 230, 240, 255, 393.
(2) Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, p. 180.

dant à Mardefeld de répandre la nouvelle que les diamants de l'agrafe valaient 30,000 écus (1). Et Lestocq, dans ses entretiens avec l'Impératrice, avait beau faire des commentaires malicieux sur le ruban de cet ordre : « Si elle en coupait seulement la largeur d'un demi-doigt chaque fois que le roi de Prusse lui causerait du chagrin, l'étoffe disparaîtrait avant peu (2). » Élisabeth laissait dire son médecin, mais elle fêtait la réception de l'ordre par un banquet, et y buvait à la santé du roi de Prusse; elle déclarait que de tous les souverains il était celui qui lui avait témoigné le plus d'amitié et d'égards depuis qu'elle occupait le trône. Et elle faisait entendre à Mardefeld les paroles les plus gracieuses. « Elle savait que son maître s'acquittait de tout ce qu'il faisait en perfection ; que jusqu'à la musique, il la possédait au suprême degré, et que personne ne traitait la flûte allemande avec autant de délicatesse. Mais elle craignait que la poitrine du Roi n'eût à se ressentir de son goût pour cet instrument. Et, si cela devait être, elle voudrait qu'il n'y en eût pas de semblable au monde (3). » Là-dessus elle envoyait son portrait au merveilleux flûtiste, qui aussitôt exprimait le ravissement où la souveraine l'avait mis en lui permettant de « paître ses yeux dans les traits de la plus belle et de la plus accomplie des princesses ».

Ces transports n'étaient sans doute pas très sincères. Les négociations pour la conclusion du nouveau traité avaient été laborieuses. Frédéric eût voulu renouveler le traité de 1740, signé sous la régence d'Anne Léopoldovna; Bestoujev s'était obstiné à prendre pour modèle le traité de 1726, moins avantageux pour la Prusse, et il avait fallu céder sur ce point. Frédéric prétendait encore faire comprendre dans la nouvelle alliance la garantie de ses conquêtes sur l'Autriche. Il s'était heurté à un refus péremptoire. Il avait négocié alors accessoirement l'accession de la Russie à la paix préliminaire qu'il venait de conclure avec l'Autriche et la garantie réciproque

(1) *Politische Corresp.*, t. II, p. 213, 315, 318.
(2) *Sbornik*, t. VI, p. 477.
(3) Mardefeld au Roi, 16 mars 1743. Archives de Berlin.

des acquisitions récemment faites par les deux puissances. Mais Élisabeth s'était avisée de demander comme condition de son accession au traité de Breslau que l'Autriche et l'Angleterre lui en exprimassent le désir, et, cette condition réalisée, elle avait refusé la garantie (1). Tout compte fait, il est vrai, le résultat acquis pouvait passer pour satisfaisant. Mardefeld donnait à son maître l'assurance qu'une fois l'accession au traité de Breslau obtenue, et elle devait l'être prochainement, elle fournirait concurremment avec le nouveau traité l'équivalent de la garantie désirée. Et Frédéric trouvait dans les déboires ainsi éprouvés le moyen de réaliser une précieuse économie. Il avait promis 20,000 écus aux ministres russes pour la signature du traité. Maintenant, comme Podewils lui demandait des ordres pour le payement de la somme, il traçait d'une main rageuse en marge de sa lettre ce refus péremptoire : « Je ne paye rien sans garantie et sans avoir obtenu tout ce que je demande (2). » Par contre, il voulait que Podewils envoyât à tous ses agents au dehors l'ordre « d'affecter une étroite union avec la Russie » et s'employât à obtenir de la cour de Saint-Pétersbourg un ordre semblable pour les agents russes. « Cela fera tableau », disait-il (3).

Ce tableau n'offrait aucune perspective agréable pour la cour de Versailles. A la même heure, Frédéric exprimait bien aussi à Mardefeld le désir de savoir ce que la cour de Russie ferait si les conjonctures devaient exiger qu'il se déclarât pour la France contre l'Autriche, ou qu'il attaquât les pays hanovriens. Mais c'était simplement à tout hasard et « pour sa curiosité (4) ». Mardefeld s'empressait de rassurer son maître sur les conséquences de l'une ou l'autre de ces éventualités. « L'armée de terre russe n'aurait pas beau jeu, écrivait-il, 10,000 hommes de troupes de Votre Majeté pouvant sans miracle battre 25,000 Russes. La flotte de la Tsarine courrait

(1) V. Martens, *Recueil de traités*, t. V, p. 332-353.

(2) Podewils au Roi, 11 janvier 1743. Voy. aussi : le même au même, 20 mai 1743, Archives de Berlin. Les deux lettres sont absentes dans la *Politische Correspondenz*.

(3) *Politische Correspondenz*, t. II, p. 357.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 362.

grand risque d'être absorbée par les vagues au premier orage qu'il ferait; les Kalmouks pourraient être facilement engagés pour une modique somme d'argent à tourner leurs armes contre la Russie ; les Cosaques, sans en excepter ceux du Don, n'étaient pas capables de tenir tête à des hussards prussiens, et les Polonais, au premier revers de la Russie, seraient tentés de secouer le joug qu'elle leur avait imposé (1). » Mais le correspondant de Frédéric se disait assuré que le Roi ne songeait guère à en faire prochainement l'épreuve, et, en effet, tout en insistant pour qu'il lui envoyât des détails précis sur la façon d'entretenir des intelligences avec les troupes irrégulières de la Russie et de les corrompre, Frédéric répétait à son agent que c'était toujours « à tout hasard » , son intention bien arrêtée étant « de ne jamais se frotter à la Russie (2) » .

Les chances pour la France de tirer quelque avantage de ces hasards restaient bien invraisemblables, et la fin de la guerre suédoise venait encore, sur ces entrefaites, les diminuer.

IV

LA PAIX D'ABO

De désastres en désastres, les Suédois avaient été amenés dès la fin de 1742 à solliciter la paix, et un congrès s'était réuni à Abo en janvier 1743. Les plénipotentiaires de la cour de Stockholm eurent à y défendre une cause désespérée. En juin 1742, poursuivi par Lascy sous les murs de Fredrickshan, Lœwenhaupt avait battu en retraite, livrant aux Russes Borgo, Neuschlot et Tavasthuz. En août, pendant que le général suédois et son collègue Buddenbrock étaient mis en jugement à Stockholm et fusillés, leur successeur, le général Bousquet, avait dû capituler et abandonner toute son artillerie. Les Russes arrivant alors à occuper Helsingfors et Abo, pour

(1) Au Roi, 7 et 14 mai 1743. Archives de Berlin.
(2) *Pol. Corresp.*, t. II, p. 369.

obtenir une paix moins ruineuse, la cour de Stockholm n'avait su imaginer que cette élection du duc de Holstein, qui semblait pourtant difficilement acceptable en Russie. L'expédient n'avait eu, en effet, d'autre résultat que d'amener cette puissance à dicter ses conditions. Elles étaient dures. La cour de Saint-Pétersbourg entendait garder toutes ses conquêtes et ne consentait à abandonner ses prétentions à une indemnité de guerre que moyennant la substitution de l'évêque de Lubeck au duc de Holstein, comme le prévoyait l'envoyé anglais. On dut négocier à Abo sur cette base, et le traité fut signé le 16 juin 1743. La Russie y gagnait la moitié orientale de la Finlande du sud, c'est-à-dire la province de Kymmenegard avec les places fortes de Frederiksham, Wilmanstrand et Nyslot (1).

La France n'eut d'autre ressource à son tour que de faire bonne contenance devant la mauvaise fortune. Elle montra une si grande satisfaction de l'événement et une humeur généralement si accommodante que Frédéric lui-même en fut désarmé. Il avait déjà gourmandé Mardefeld qui persistait dans son attitude de défiance hostile. « Je ne vois pas, lui avait-il écrit, sur quoi vous fondez le soupçon... que la France se flatte de moyenner à mes dépens un arrangement entre l'Espagne et la reine de Hongrie, Je veux bien croire que cette cour, dans le premier mouvement de dépit que lui a causé ma paix séparée avec la cour de Vienne, a fait faire par-ci par-là des insinuations à mon préjudice ; mais ce mouvement ayant passé ou fait place à celui de mécontentement ou d'aigreur contre l'Angleterre, je crois pouvoir me flatter que ce n'est pas à moi que la France en veut le plus (2). »

De cette disposition d'esprit le marquis de la Chétardie ressentit aussi l'effet à Paris, où il se morfondait et perdait patience. Et il en arriva peu à peu à l'idée de concilier sa fierté et ses déclarations comme ses résolutions antérieures

(1) Soloviov, t. XXI, p. 214, 261 et suiv.
(2) 12 janvier 1743, Archives de Berlin. Non publiée dans la *Politische Correspondenz*.

avec la possibilité d'un retour à Saint-Pétersbourg, qui ne serait pas précédé de la disgrâce des Bestoujev. Seulement il entendait que ce retour eût quand même et de quelque autre façon une apparence de triomphe. De grandioses projets germaient dans son cerveau. Ils tendaient à la formation d'une vaste ligue, qui, avec la France et la Russie, étroitement unies par une alliance offensive et défensive, grouperait la Suède, la Pologne et la Porte. Sous l'impression de son récent séjour à Berlin, M. de la Chétardie laissait pour le moment la Prusse de côté (1). Mais comment conciliait-il encore ce beau dessein avec les engagements qui venaient d'unir la Russie à de tout autres alliés ? C'est là que se révélait son génie. Il connaissait cette puissance et la savait parfaitement susceptible de changer du jour au lendemain sa politique et de passer d'un système à un autre, pour peu qu'on usât des moyens propres à déterminer un pareil résultat. Et ces moyens, il les indiquait dans un mémoire adressé à Amelot. Le cardinal Fleury ne gouvernait plus. Il venait de mourir (29 janvier 1743), abandonnant la direction de la politique française à des comparses. Le mémoire énumérait donc comme conditions d'un succès assuré d'avance : l'envoi du portrait du Roi « qu'un souvenir tendre et précieux faisait désirer à la Tsarine », la reconnaissance du titre impérial revendiqué par Élisabeth, la promesse d'un subside annuel de quatre cent mille roubles, puis un cadeau de cinquante à soixante mille livres pour Lestocq, une tabatière ornée de diamants pour Brümmer, des fonds secrets en quantité suffisante à la disposition de l'ambassadeur, et enfin et surtout *une belle entrée*, par laquelle cet ambassadeur ferait éclater, aux yeux de la Tsarine et de ses sujets, la puissance et la magnificence du souverain qu'il représentait.

Était-ce tout ? Non. Le marquis de la Chétardie passait sous silence, dans ce document officiel, ce qu'il pouvait attendre encore de ses relations personnelles avec Élisabeth. Mais

(1) Comp. VANDAL, *Louis XV et Élisabeth*, p. 181.

dans ses entretiens confidentiels avec le secrétaire d'État sans doute n'observait-il pas la même discrétion.

M. du Theil, premier commis politique au département des affaires étrangères, fut chargé d'examiner ces propositions, et bravement les jugea romanesques et chimériques, moins pour leur fond qu'à raison précisément de la façon dont leur auteur prétendait en assurer le succès. Au jugement de M. du Theil, la grosse dépense qu'elles entraîneraient ne paraissait propre à produire d'autre fruit que « l'agrément que trouve un ambassadeur, pour ne pas dire quelquefois le profit pécuniaire, à être celui par qui le payement des subsides passe ». Et il arrivait ainsi à une conclusion qu'on lui a amèrement reprochée : « La proposition d'un traité d'alliance entre la France, la Russie, la Suède et la Porte est plus comique que le quolibet : marier la république de Venise avec le Grand Turc. »

Était-ce, de la part du commis et de ses chefs hiérarchiques qui n'hésitèrent pas à adopter sa façon de voir, légèreté coupable et méconnaissance criminelle de la situation européenne ? De hautes compétences se sont prononcées dans ce sens. Mais n'ont-elles pas fait erreur en représentant Élisabeth, à ce moment particulier, comme indécise encore au sujet de l'orientation définitive de sa politique extérieure, quêtant une alliance quelconque et toute disposée à rechercher celle de la France, mais découragée par l'indifférence coupable des successeurs du cardinal de Fleury et obligée de se rejeter dans les bras de l'Angleterre? L'erreur que je suppose ainsi ne comporte pas de controverse. Elle porte sur une date. De la part de celui de mes prédécesseurs qui a étudié de plus près cette phase des relations extérieures de la France (1), elle a consisté à placer l'arrivée de La Chétardie en France à la fin de 1742. A ce moment, l'alliance anglo-russe n'est pas signée. Un mot venant de Versailles, et elle rentrera dans le néant. On a admis la possibilité de cet effet magique, et je ne veux pas y contredire. Le mot ardemment sollicité par M. de la

(1) Vandal, *Louis XV et Élisabeth.*

Chétardie, imploré avec une clairvoyance patriotique, ne se laisse pas arracher à la torpeur indifférente des politiciens versaillais, et les signatures sont échangées à Moscou le 24 décembre.

C'est clair, c'est très bien imaginé; mais c'est imaginé de toutes pièces et irréel, — parce que M. de la Chétardie n'est pas arrivé en France à la fin de 1742. Retenu à Francfort d'abord par une maladie, puis à Lunéville par un séjour auprès du roi de Pologne que son ardeur et sa clairvoyance patriotique ne l'empêchèrent pas de prolonger pendant plusieurs semaines, il n'a débarqué à Paris *qu'en février* 1743 — deux mois après la signature du traité anglo-russe! Et son mémoire, celui dont j'ai indiqué plus haut le texte et le commentaire, est *du mois d'août* 1743, postérieur par conséquent de huit mois à l'événement dont il aurait dû empêcher la réalisation!

Du Theil se trouvait donc placé en présence d'un fait accompli, et l'on conçoit qu'il ait pu écrire en s'en inspirant: « S'il y a pour la France à travailler en Russie, ce n'est que... pour empêcher qu'elle ne se prête tant soit peu aux puissances qui menacent la France. » Et, dans une situation ainsi remise au point juste du calendrier et de la réalité, cette politique de réserve mélancolique ne me semble prêter à aucune critique. Dans un temps prochain, dans des conditions analogues et pour des motifs semblables, cette politique sera celle de Frédéric lui-même.

De n'y avoir pas persévéré en ce moment est le seul reproche que les successeurs du cardinal de Fleury me paraissent avoir à encourir devant la postérité. Un incident imprévu devait malheureusement les en détourner, en attribuant aux vues « romanesques et chimériques » du marquis de la Chétardie un regain de séduction, et en poussant le présomptueux diplomate ainsi que ses commettants à la plus cruelle, à la plus humiliante des mésaventures. Le mémoire de l'ambassadeur et les observations judicieuses de du Theil à son sujet n'avaient pas encore achevé d'occuper l'attention d'Amelot et

de ses collaborateurs quand arriva à Versailles une dépêche de d'Allion, expédiée de Moscou le 10 août 1743. Elle contenait ces lignes :

« Je touche enfin au moment de humer à longs traits la satisfaction de perdre ou du moins de renverser les Bestoujev. »

C'était l'affaire Botta qui éclatait.

V

L'AFFAIRE BOTTA

Une vulgaire intrigue d'amour donnant occasion à quelques propos imprudents; une dénonciation à la mode du temps servant de prétexte à l'évocation d'un complot imaginaire — voilà le fond de cette affaire célèbre, qui a fait couler des flots d'encre et aussi des flots de sang. On se souvient de l'ancien maréchal de cour Lœwenvolde, exilé maintenant à Solikamsk. Il laissait en Russie une amante inconsolable, Mme Lapoukhine, la rivale en beauté d'Élisabeth. Un officier d'origine courlandaise, Berger, venait d'être nommé pour commander le détachement qui gardait l'exilé. Bel emploi pour un lieutenant de cuirassiers! Berger songeait aux moyens de s'épargner cette corvée, quand Mme Lapoukhine eut l'idée de lui confier un message pour celui dont elle pleurait l'absence. A des transports de tendresse elle y joignait de ces paroles consolantes comme on en trouve toujours en pareille circonstance. « Les temps d'épreuve touchaient peut-être à leur fin ; des événements se préparaient qui pouvaient changer la face des choses... » Berger crut y trouver ce qu'il cherchait : les éléments d'une dénonciation qui serait accueillie avec empressement et la probabilité d'un procès, qui sûrement retiendrait le dénonciateur à Moscou pour un temps assez long et lui vaudrait peut-être une situation plus avantageuse. Mme Lapoukhine était intimement liée avec Mme Michel Bestoujev. Par là on touchait au vice-chancelier contre qui Lestocq ne serait sans doute pas fâché de trouver cette arme. Berger se rendit chez

le chirurgien, qui sauta de joie. Amené par l'appât de l'or anglais à se rapprocher des Bestoujev et à les courtiser, il en souffrait et rêvait une revanche. Mais il fallait préciser l'indice trop vague fourni par Berger. Mme Lapoukhine avait un fils, Ivan, ancien officier aux gardes, ancien gentilhomme de chambre à la cour d'Anne Léopoldovna. Privé de son grade et de son emploi, il abritait son désœuvrement et son mécontentement dans des cafés, où, après avoir bu, il se répandait volontiers, disait-on, en propos malsonnants. Berger eut mission de le joindre et de le faire parler. Ce fut besogne facile. A la seconde bouteille, le jeune homme laissa aller sa langue : « Il ne se souciait pas de reprendre place à une cour où il risquait de frayer avec des laquais, et ses parents ne souhaitaient pas davantage qu'il servît un gouvernement destiné à une fin prochaine. Élisabeth aimait trop la canaille et la bière anglaise. Elle n'irait pas loin avec ses trois cents gardes du corps. Le roi de Prusse n'attendait qu'un moment favorable pour ramener sur le trône l'empereur Ivan... »

L'affaire se corsait à souhait, et, sur une interrogation de Berger, Ivan Lapoukhine ajouta un détail qui promettait davantage encore. Avant de quitter la Russie, le marquis de Botta avait donné à ses parents la certitude que Frédéric était disposé à favoriser une contre-révolution, et, maintenant que cet ambassadeur se trouvait à Berlin, on ne tarderait pas à voir l'effet des mesures qu'il y concertait sans doute.

Cette fois, Lestocq n'en demanda pas davantage.

Diplomate et soldat, ancien compagnon d'armes du prince Eugène, Antoinetto, marquis de Botta d'Adorno, était un homme d'âge mûr, d'expérience et de valeur. Sous Anne Léopoldovna comme sous Élisabeth, Marie-Thérèse n'avait eu qu'à se louer de ses services. Bien que très engagé dans l'intimité et dans la confiance de l'ex-régente, qu'il s'était vainement employé à mettre en garde contre le danger qui la menaçait, il sut rester d'aplomb à l'avènement de la nouvelle impératrice et même, appuyé par Bestoujev, gagner auprès d'elle un certain crédit. Ce fut lui qui, à la faveur d'un tête-à-

tête ménagé par le vice-chancelier, présenta à Élisabeth la lettre interceptée d'Amelot à Castellane. L'entrevue dura une heure, et Botta en sortit avec la conviction que l'Impératrice « ne faisait que dissimuler avec La Chétardie». Elle lui en avait donné l'assurance, en ajoutant qu'elle ne pouvait qu'être persuadée de la mauvaise foi de la France (1). Dans les circonstances qui accompagnèrent ensuite le départ du diplomate français, l'Autrichien trouva à la vérité de quoi l'induire dans le doute à ce sujet, en même temps qu'il constatait l'effet désastreux produit dans le public par le pèlerinage de la Troïtsa. C'était miracle, assurait-il, qu'on n'eût pas pillé la maison du marquis de la Chétardie pendant son absence, et il craignait que l'Impératrice ne fût pas en sûreté après son retour à Saint-Pétersbourg (2).

Il eut bientôt un motif plus grave d'inquiétude, à savoir le traité russo-prussien, dont il dut annoncer la conclusion en octobre 1742. Mais la *nation*, comme il disait dans ses dépêches, restant bien disposée pour l'Autriche, et les ministres manifestant le désir de conserver quand même « bonne amitié et alliance » avec cette puissance, on pouvait se flatter d'enlever toute signification dangereuse à cet événement. Un article spécial à introduire dans les arrangements futurs avec la Russie y pourvoirait, en prévoyant le cas d'une nouvelle rupture entre la reine de Hongrie et son terrible adversaire. Il fallait seulement attendre un moment où l'Impératrice se trouverait débarrassée *von allen Passionen*. L'attente se prolongea au delà de toute prévision; un *Pro memoria* remis par l'ambassadeur en avril 1742 resta sans réponse jusqu'en novembre, et les relations entre la Russie et la Prusse prenant simultanément un caractère de plus en plus amical, Marie-Thérèse jugea à propos de marquer le déplaisir qu'elle en

(1) Botta à Ulfeld, 5 avril 1742. Archives de Vienne.

(2) « Es ist nicht zu beschreiben was für einen üblen Andruck bey der Nation gemacht habe das die Czarin den Chétardie zu der mit letzterer Post... erwähnten Walhfart mitgenommen habe, welche von den Russen in ihrer Sprache anstatt einer Andacht-Weg nur eine Monstruos-Gesellschaft genannt vird. » Moscou, août 1742. Archives de Vienne.

ressentait. Botta fut rappelé, ne laissant en Russie qu'un simple résident, Hohenholz, qui à une longue expérience du pays, où il avait vieilli, n'unissait ni les talents ni le prestige propres à la faire valoir.

Il est possible qu'à ce moment, dans les quelques maisons russes où il fréquentait, comme celle de Lapoukhine, l'ambassadeur ait lâché des paroles exprimant son sentiment personnel au sujet d'Élisabeth, qui n'avait rien de flatteur, la mauvaise opinion qu'il partageait avec un grand nombre de contemporains sur la qualité et les chances de durée de son gouvernement, et le regret que lui inspirait le détrônement d'Ivan III. En quittant la Russie, il recueillit à Riga et à Libau quelques nouvelles sur le sort de la famille du malheureux prince et parut y prendre un intérêt qui a pu être jugé indiscret et suspect. Ce fut tout selon les apparences (1).

C'était assez pour le but que se proposait Lestocq. Il avait communiqué ses projets à d'Allion, et l'on comprend maintenant le sens de la dépêche énigmatique expédiée par celui-ci à Versailles. Au moment où il la rédigeait, dans les premiers jours d'août, sur une dénonciation en règle portée à la chancellerie secrète par Berger, Mme Lapoukhine et son fils furent arrêtés, et leurs premières dépositions permirent de comprendre dans le coup de filet, avec quelques comparses, Mme Bestoujev et plusieurs personnes de son intimité. De complot réel on ne trouva aucune trace, même dans les chambres de torture. Sous le fouet et sur les charbons ardents, Mme Lapoukhine et Mme Bestoujev, Ivan Lapoukhine et son père Étienne ne répétèrent que des propos plus ou moins compromettants tenus par Botta ou d'autres personnages. Mais la procédure criminelle de l'époque n'était pas exigeante en matière de preuves; Élisabeth détestait Mme Lapoukhine et pour sa beauté et pour les souvenirs d'enfance qu'elle lui rappelait. N'était-elle pas la nièce de ce William Mons qui avait excité la jalousie de Pierre le Grand, la fille de cette

(1) Botta à Ulfeld, Libau, 4 janv. 1743, en italien. Archives de Vienne. Hohenholz au même, 17 août et 19 octobre 1743. *Ibid.*

Matrena Balk qui, confidente de Catherine Ire, avait favorisé la liaison coupable de l'Impératrice avec le beau chambellan? L'idée d'un complot en faveur d'Ivan III flottait dans l'air; tout le monde voyait partout des conspirateurs; l'atmosphère demeurait chargée de cette électricité morale que les grandes commotions politiques laissent après elles. Et, respirant un air empesté de soupçons et d'intrigues, vivant dans une angoisse perpétuelle, Élisabeth sentait se réveiller en elle les instincts féroces de son père. Enfin, autant et plus que Mme Lapoukhine, Marie-Thérèse était, à ses yeux, une rivale qu'elle avait du plaisir à frapper, la voyant, à défaut de beauté, tellement supérieure par la naissance et le caractère, le rang et la réputation Et voici que cette fille d'empereurs conspirait contre la fille de Pierre le Grand? D'en convaincre l'irascible et vindicative souveraine ne fut pas chose malaisée. Elle se laissa emporter par la haine et la colère, et elle vit rouge pendant plusieurs semaines.

Estrapade, knoute, toutes les variétés de la torture furent épuisées au cours de l'enquête. J'ai dit comment, bien qu'enceinte et appartenant par sa naissance à la famille des princes Odoiévski, Mme Lilienfeld, femme d'un chambellan en service, n'y fut pas épargnée. Après quoi, un tribunal spécial, comprenant avec les membres du Sénat trois représentants du clergé, condamna à la roue, à l'écartèlement, à la décapitation tout un peuple de coupables et de complices. Comme à l'ordinaire, il y eut commutation de peine. Après avoir reçu l'arrêt, Élisabeth se donna quelques jours de réflexion, puis, au retour d'un bal, fit acte de clémence. Quelques dos knoutés et quelques langues coupées par le bourreau devaient suffire à sa justice et à sa vengeance — avec un manifeste où la complicité du marquis de Botta dans le crime ainsi puni était dénoncée publiquement.

Sur le « théâtre » — c'est ainsi que les documents officiels désignaient l'échafaud dressé le 31 août 1743 devant les palais des Collèges, — Mme Bestoujev, née Golovkine, sœur d'un ancien vice-chancelier, belle-sœur du vice-chancelier en fonc-

tion, femme d'un haut fonctionnaire et veuve par son premier mariage d'un des collaborateurs de Pierre le Grand, le fameux Iagoujinski, se montra admirable de courage et de présence d'esprit. Pendant que le bourreau la déshabillait, elle trouva le moyen de lui glisser dans la main une croix garnie de diamants. Avec l'habileté professionnelle que ses pareils élevaient récemment encore en Russie à la hauteur d'un art, — voyez Dostoiévski — l'exécuteur la gratifia d'un simple simulacre de supplice. Le fouet toucha à peine les épaules de la condamnée, et le couteau ne fit qu'effleurer sa langue. Le tempérament allemand de Mme Lapoukhine la servit moins bien dans la même épreuve. Quand ses vêtements arrachés eurent mis à nu, sous les quolibets et les outrages de la populace, une beauté qui demeurait encore la parure des plus belles fêtes, elle s'affola, se débattit désespérément, insulta et mordit le bourreau. En lui mettant la main à la gorge, il lui fit lâcher prise, et, un instant après, il tendit à la foule son poing où rougeoyait un lambeau de chair sanglante.

— A qui la langue de la belle Lapoukhine? C'est un beau morceau et que je vendrai à bon compte! A un rouble la langue de la belle Lapoukhine!

La coutume de l'époque tolérait ces parades sinistres. Le bourreau était maître sur ses tréteaux, et, autant que son adresse, son humour lui valait habituellement, avec les applaudissements des spectateurs, quelques menues largesses. Mme Lapoukhine n'entendit pas la clameur joyeuse qui saluait son agonie. Elle était évanouie. Le knoute la ranima, et l'exécuteur aviné en usa férocement. La malheureuse femme survécut cependant à l'effroyable tourment, et partagea au fond de la Sibérie, à Séléguinsk, l'exil de son mari, qui, horriblement fouetté lui aussi, y mourut en 1748. Elle essaya, dix années plus tard, de faire appel aux sentiments religieux d'Élisabeth en se convertissant à la religion orthodoxe, et dut néanmoins attendre l'avènement de Pierre III pour obtenir sa grâce. Elle reparut alors à Saint-Pétersbourg; mais personne n'y reconnut plus la belle Nathalie. Mme Bestoujev eut

Iatkoustk pour lieu d'exil et y attendit jusqu'en 1761 une mort lente à venir, souffrant de la faim et du froid, alors que sa fille continuait à briller à la cour et que son mari courait les ambassades et devenait l'époux adultère de Mme Haugwitz. Des autres condamnés, on perd la trace dans les prisons et les bagnes lointains (1).

Mais comment Michel Bestoujev échappait-il aux conséquences de la catastrophe qui atteignait sa femme? Couvert par la toute-puissante protection de Razoumovski, comme lui, son frère, le vice-chancelier, en sortait indemne. Et, de ce fait, le but poursuivi par Lestocq était manqué; détruit aussi l'espoir dont le chargé d'affaires français s'était flatté. En vain celui-ci s'était-il donné le role le plus odieux, multipliant les accusations les plus invraisemblables, sollicitant l'emploi des tortures les plus impitoyables (2); le ministère, la cour et la ville gardaient leur physionomie. Mère de la pauvre Lilienfeld, qui, elle aussi, disparaissait dans les neiges de la Sibérie, la vieille princesse Odoiévski, ancienne élégante, ne quittait elle-même pas un poste de confiance auprès de la Tsarine, et continuait à surveiller la toilette de Sa Majesté. Et, satisfaite par le hideux spectacle où Mme Lapoukhine avait figuré et où le nom du représentant de la reine de Hongrie s'était trouvé compromis, rassurée par l'attitude de son peuple qu'elle voyait indifférent ou hostile aux condamnés, Élisabeth se laissait déjà distraire par d'autres soucis ou par des plaisirs à peine interrompus.

La déception en France fut grande et profond le désappointement du marquis de la Chétardie. Il s'était vu en passe de remporter une double victoire : sur ses adversaires de Moscou et sur ses contradicteurs de Versailles. Il retombait encore de haut. Il se raccrocha pourtant à une nouvelle chimère. Marie-

(1) Voyez pour les détails du drame un article admirablement documenté de l'*Antiquité russe*, 1874, vol. XI, sous la signature de la rédaction; Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXI, p. 276 et suiv., et la correspondance de Pezold dans le *Sbornik*, t. VI, p 490, 557. Je me suis servi aussi de la correspondance de Mardefeld aux Archives de Berlin.

(2) V. ses dépêches du 10 et du 27 août 1773. Aff. étr.

Thérèse accepterait-elle patiemment l'injure qui lui avait été faite dans la personne de son ambassadeur? A la première nouvelle de ces événements, Frédéric, mêlé, lui aussi, à l'invraisemblable accusation dont on y chargeait Botta, s'était hâté non de relever l'outrage, mais de désarmer la défiance ou la colère d'Élisabeth. En même temps qu'il envoyait un courrier à Vienne pour demander le rappel immédiat du diplomate compromis, il en expédiait un autre à Moscou avec le conseil de mettre en lieu sûr et aussi loin que possible le petit Ivan III et ses parents. On sait déjà que l'avis fut trouvé bon, et la famille de Brunswick compta ainsi parmi les victimes du faux complot.

Mais Marie-Thérèse ne ressemblait pas à Frédéric. Ne s'en tenant pas à la flétrissure que son manifeste infligeait indirectement à cette souveraine, Élisabeth, par les offices de son envoyé à Vienne, Lantchinski, réclamait une enquête sévère et une punition exemplaire de l'ambassadeur coupable. Nul doute, pensa de la Chétardie, qu'ainsi offensée et violentée, la fière Marie-Thérèse ne dût se redresser sous le coup. Et la politique de Bestoujev, essentiellement autrichienne dans le fond, en serait nécessairement atteinte. Le chancelier lui-même ne pouvait manquer d'être ébranlé par la secousse qu'il venait de subir, bien qu'elle parût laisser son crédit intact. Un nouvel effort, immédiatement tenté, le jetterait certainement à terre.

L'imagination de M. de la Chétardie s'envola encore, et malheureusement il ne se trouva personne à Versailles pour lui couper les ailes. On se souvient d'ailleurs qu'en principe le retour du jeune diplomate en Russie y avait été admis depuis longtemps et lui-même laissé libre d'en choisir l'heure. Il la jugeait venue; on s'inclina. Bien entendu, il n'était plus question du programme ambitieux développé naguère par le marquis. Du Theil l'avait démoli, et les circonstances se trouvaient changées. M. de la Chétardie allait en Russie non plus pour y créer un nouveau système d'alliances, mais simplement pour y renverser un ministre hostile à la France, en exploitant, à cet effet, une machination qui n'avait pas réussi, mais qu'il

supposait avoir néanmoins affaibli la situation de ce personnage. L'objet de l'ambassade ainsi défini, restait à rédiger les instructions de l'ambassadeur. Il convenait qu'il en reçût, et cependant on n'y pouvait décemment mettre ce qui logiquement aurait dû s'y trouver. Le brave du Theil se chargea encore de la besogne, et consciencieusement remplit cinquante pages — volume correspondant à l'importance du document — avec des mots à peu près dépourvus de sens. Il développa principalement cette pensée qu'un traité de commerce et de navigation cimenterait, au mieux des intérêts des deux pays, leur amitié et leur union intime. A son grand étonnement, M. de la Chétardie ne voulut pas se contenter de ce texte.

— Je vais là-bas pour m'occuper de politique et non de commerce, objecta-t-il.

— Mais, politiquement, la Russie est déjà liée avec nos pires ennemis !

— Ma mission n'est-elle pas d'y mettre ordre ?

On dut lui donner satisfaction. Le commis reprit sa plume et, à force de la retourner dans ses doigts, finit par trouver cette combinaison mirifique : une alliance de la Russie avec la Suède, contractée sous les auspices de la France, qui pourrait y accéder. C'était parfait cette fois ; mais il y manquait quelque chose encore : la fameuse « entrée » à laquelle on n'avait pas pensé et à laquelle le plus fastueux des ambassadeurs pensait toujours. Comptant avec les embarras financiers de sa cour, il en évaluait modestement le prix à quelque 150,000 livres : 60,000 livres pour les carrosses et les berlines ; 25,000 livres pour les harnais ; 11,800 livres pour les vêtements des écuyers, officiers et pages ; 42,000 livres pour la livrée... C'était calculé au plus juste.

On espéra avoir raison de cette nouvelle exigence en invoquant l'exemple du prince Kantemir, qui n'avait pas fait d'« entrée ».

— Qu'à cela ne tienne! riposta le marquis ; il en fera une.

— Pensez-vous qu'il s'en soucie ?

— Je n'en doute pas ; mais je vais m'en assurer.

Consulté, le Russe se récria. Déjà atteint d'une maladie qui devait l'emporter moins d'une année après, condamné à la retraite et par l'état de sa santé et par la médiocrité de ses appointements, qui étaient payés très irrégulièrement, il n'avait ni l'envie ni les moyens de se mettre ainsi en frais. Il se tenait éloigné de la cour, ne se nourrissait que de lait et bornait presque son ministère à l'achat de fruits confits et de fromages pour la table de l'Impératrice, et de portraits de la famille royale pour la galerie de Sa Majesté (1). Comme M. de la Chétardie insistait, il tira un papier de sa poche, et négligemment adressa à son interlocuteur la question suivante :

— Vos lettres de créance donnent-elles à ma souveraine le titre impérial ?

On se souvient que le marquis avait reclamé cette concession ; mais il s'était heurté à un refus absolu, et dut en convenir.

— C'est très embarrassant, dit alors Kantemir, car vous ne pourrez certainement pas présenter vos lettres, ni figurer à la cour officiellement. Mais cela met l' « entrée » hors de question. Je viens précisément de recevoir un rescrit que je me propose de communiquer à votre cour et qui est catégorique sur ce point.

L'embarras était terrible en effet. Au bout de quelques jours, à force de supplications portées à Versailles, M. de la Chétardie ne réussit qu'à y arracher cet expédient : on lui permettait d'accorder personnellement à la Tsarine le titre qu'elle revendiquait, mais on se refusait pour le moment à aller plus loin. Et on invoquait à cet égard un argument qui n'était pas sans valeur : la France n'avait rien d'autre à offrir à la Russie. Car c'était le fait, et les plus savantes combinaisons ne pouvaient rien y changer : l'Angleterre donnait de l'argent ; la Prusse et l'Autriche, des troupes ; la France ne disposait que de cela. En se portant spontanément à une concession qui semblait estimée à un haut prix, elle s'exposait donc à rester

(1) *Archives* Vorontsov, t. I, p. 392.

les mains vides, en très mauvaise posture pour négocier. Le titre convoité par la Tsarine devait servir d'appât et, disait du Theil dans son langage amphigourique, de « sceau » à l'union qu'on pourrait contracter avec cette souveraine, si elle se portait à rompre ses engagements actuels.

Au dernier moment, à la fin de septembre, Kantemir ayant fait la communication annoncée, M. de la Chétardie obtint quelque chose de plus, et ce fut cette prodigieuse chinoiserie : on lui donnait, « pour qu'il pût s'en servir à toute extrémité », deux lettres du Roi pour Élisabeth : l'une contenait le titre, mais n'était pas une lettre de créance ; elle s'appelait « lettre d'amitié » seulement ; l'autre, libellée de même et destinée à remplacer la première si celle-ci ne suffisait pas, était bien une lettre de créance, mais en « lettre de la main » et non en « lettre de chancellerie », — ce qui « tirait moins à conséquence (1) ». Kantemir ne sut rien des expédients ainsi imaginés. Comme, s'entretenant avec quelques ministres du Roi, il exprimait des inquiétudes sur le règlement de cette question épineuse : « Tout cela s'ajustera en peu de temps », lui dit-on (2).

Mais déjà l'ambassadeur avait modifié son plan. Puisqu'il ne pouvait faire une « entrée » digne de son rang, puisqu'une question d'étiquette risquait de faire obstacle à la simple reconnaissance de son caractère diplomatique, puisque enfin l'objet présent de son retour en Russie se résumait en un combat singulier à reprendre avec ses anciens adversaires, il allait accepter toutes les conséquences de cette situation exceptionnelle. Il reparaîtrait là-bas comme un simple particulier ; il ignorerait ces ministres destinés à une chute prochaine ; il traiterait par-dessus leur tête avec Élisabeth elle-même et ferait de leur disgrâce et de l'abandon de leur politique la condition d'une alliance avec la France, agrémentée de la reconnaissance du titre impérial. Lestocq affirmait dans ses

(1) Comp. Vandal, *loc. cit.*, p. 186. Le détail a son prix, ainsi qu'on aura à s'en apercevoir.

(2) *Archives* Voronstsov, t. I, p. 379 et suiv.

lettres que le « héros » désirait « passionnément » avoir satisfaction à cet égard. En excitant convenablement cette passion et les autres sentiments qui pouvaient s'y ajouter, M. de la Chétardie espéra en arriver à ses fins. Il prendrait alors son rang d'ambassadeur et ferait une « entrée » comme on n'en avait pas encore vu en Russie, à moins que... Ce dernier plan se combinait avec des idées de derrière la tête que le marquis gardait pour lui. Lestocq avait fait observer déjà à son ami que nul étranger officiellement accrédité auprès de la Tsarine ne pénétrait jamais dans son intimité. C'était une question de principe. Et le pèlerin de la Troïtsa se souvenait qu'il n'avait été invité à accompagner la souveraine dans cette pieuse excursion qu'au lendemain de son audience de congé. Mardefeld lui-même, au cours de son enquête incessante sur les mœurs et les idées d'Élisabeth, s'était avisé de ce trait (1). Il méritait réflexion pour un homme qui avait déjà rêvé en Russie un autre rôle que celui dont une mission diplomatique, même heureusement remplie, pouvait le flatter.

C'est avec de telles dispositions que le représentant de la France se mit en route pour cette ambassade qui n'en était pas une et qu'il allait convertir en la plus périlleuse des aventures.

VI

LE RETOUR DE M. DE LA CHÉTARDIE EN RUSSIE

Quittant Paris dans les premiers jours d'octobre 1743, il voyagea avec lenteur, passant par Copenhague et par Stockholm, d'où le marquis de Lanmary entretenait avec d'Allion une correspondance assidue. Elle n'avait d'autre objet que la chute, toujours attendue, des Bestoujev. D'Allion prétendait y travailler avec ardeur, se croyait en passe d'y réussir, et ne

(1) Au Roi, 28 décembre 1742. Archives de Berlin.

fut pas médiocrement dépité, en apprenant la prochaine arrivée de son ancien chef. Il n'hésita pas à penser qu'elle allait compromettre ses chances, et ne se fit pas faute d'écrire en ce sens à Versailles. A l'entendre, la réapparition du marquis «allait donner de nouvelles forces au parti adverse », et « les obstacles que ce parti préparait à l'ancien ambassadeur étaient plus relatifs à son personnel qu'aux dispositions de la cour de Russie à l'égard de la France (1) ». Les représentants des autres puissances ne partageaient pas entièrement cette manière de voir. L'envoyé d'Angleterre, en particulier, se montrait fort ému, s'inquiétait de l'attitude de Lestocq, et, en payant au chirurgien un quartier de sa pension, se demandait si ce n'était pas de l'argent perdu (2).

Toute cette correspondance était naturellement interceptée par le vice-chancelier, qui réussissait de plus en plus à éveiller sur ce point la curiosité d'Élisabeth, si bien qu'elle s'occupait personnellement de la contrefaçon des cachets employés par les ministres étrangers dont on « perlustrait» les dépêches (3). Le ministre se trouvait donc bien renseigné et se tenait sur ses gardes.

Outre le désir naturel de se préparer à sa mission en visitant des cours amies, M. de la Chétardie avait une autre raison pour prolonger son voyage. Il en calculait les étapes de façon à atteindre Saint-Pétersbourg le 24 novembre (5 décembre). Le lendemain, Élisabeth célébrait l'anniversaire de son avènement, et, assurément, elle ne voudrait pas en pareil jour exclure de sa cour un homme dont elle se plaisait à dire qu'elle lui devait sa couronne. Elle mettrait donc l'étiquette de côté. Malheureusement, les calculs du voyageur se trouvèrent mal établis. Il avait fait un trop large crédit aux postes suédoises, aux routes moscovites et à l'hiver septentrional En risquant de se rompre les os dans les fondrières et en y laissant son secrétaire avec un bras cassé et la plupart de

(1) A Amelot, 7 décembre 1743. Aff. étr.
(2) *Sbornik*, t. XCIX, p. 416.
(3) *Archives* Voronstov, t. II, p. 385; t. IV, p. 353.

ses domestiques, il ne put gagner les abords de la capitale que dans la nuit du 24 au 25 novembre. Et là, un contretemps nouveau l'attendait : il avait encore la Néva à franchir, et le passage était interdit. Le fleuve charriait d'énormes glaces ; trois officiers y avaient péri le jour d'avant. Le jour sur lequel le marquis fondait tant d'espérances le trouva ainsi dans une cabane isolée, à demi mort de fatigue, de froid et de faim. A neuf heures du matin seulement un officier et un sergent envoyés à sa rencontre lui offrirent leurs services. Une traversée périlleuse, au moyen de planches jetées sur les bras du fleuve, et une course pédestre à travers des champs défoncés l'amenèrent enfin à un faubourg, où l'attendaient un carrosse de la cour et un billet de Lestocq. En lui faisant part des regrets qu'éprouvait l'Impératrice à la nouvelle des dangers qu'il venait de courir, le chirurgien lui offrait l'hospitalité, l'appartement que Sa Majesté avait fait préparer à son intention étant trop humide. Mauvais début. En arrivant chez son ami, le marquis apprit encore que les réceptions officielles, où il s'était proposé de paraître, avaient eu déjà lieu. Cependant, en se rendant le soir chez M. Brümmer, il avait chance de rencontrer la souveraine. Un rendez-vous et l'occasion d'un entretien intime : le pis aller semblait acceptable. Mais le malheureux diplomate n'était pas au bout de ses déceptions. En arrivant chez le chambellan du duc de Holstein, il trouva contre son attente une nombreuse compagnie, où « les émissaires et les créatures de M. de Bestoujev » lui parurent en nombre. Très entourée, l'Impératrice fit au voyageur un accueil gracieux, mais se ressentant de quelque contrainte. A force de manœuvres habiles, il réussit à se ménager un aparté et voulut en profiter aussitôt pour aborder la question brûlante du titre. Mais Élisabeth esquiva le sujet, en demandant des nouvelles du Roi. Il essaya d'en profiter encore, en donnant à cette première entrevue un tour intime et flatteur. Faisant allusion à un projet de mariage qui, rejeté en France, ne devait pourtant pas laisser un souvenir plaisant à celle qui en avait été l'objet, « le Roi, dit-il, n'oubliait pas les circons-

tances de l'année 1725. Elles ont laissé dans son cœur des traces qui ne s'effaceront jamais. Aussi est-il persuadé que *Votre Majesté impériale* recevra son portrait avec autant de plaisir qu'il s'en est fait de le lui envoyer. »

Tel quel, avec le titre qui en rehaussait la saveur, le compliment fit rougir Élisabeth de plaisir.

— Vraiment! vous avez ce portrait...

La Chétardie éprouva un moment de perplexité. Il en avait été de cette concession, sollicitée par lui à Versailles, comme de toutes les autres. Elle demeurait accordée sous la même condition suspensive, — moyennant la conclusion préalable d'une alliance. Il se tira d'affaire le mieux qu'il put. « Dans son désir de rendre le portrait plus ressemblant, le Roi, assura-t-il, avait voulu le faire peindre exprès et l'artiste n'était pas encore parvenu à achever son travail. » Élisabeth rougit une seconde fois, et, appelant d'un geste Brümmer et Lestocq, se fit répéter le madrigal en leur présence (1).

L'entretien en resta là. Il suffisait pour donner des inquiétudes sérieuses aux adversaires de la France. D'autant que les jours suivants, La Chétardie parut en situation de lier partie avec son ancien associé diplomatique. Aux yeux de Mardefeld, Bestoujev était acquis corps et âme et pour toujours à l'Autriche. Or, les dernières instructions de Frédéric semblaient indiquer que le roi de Prusse se préparait à renouveler prochainement sa querelle avec la reine de Hongrie. Comme conséquence, l'envoyé prussien se montrait disposé à seconder son collègue français et à faire état des services que celui-ci pouvait rendre à la cause commune. Une dépêche expédiée par lui à Berlin dès le lendemain de l'arrivée du marquis indique curieusement cette disposition d'esprit nouvelle. Elle est en partie double, et on y lit en clair : « L'Impératrice ayant ordonné au prince de Hesse d'envoyer du monde pour travailler à rendre la Néva passable, le marquis de la Chétardie arriva par ce moyen hier et eut l'honneur de faire un couple d'heures

(1) La Chétardie à Amelot, 14 décembre 1743.

après sa cour dans la chambre du sieur Brümmer à cette grande princesse, laquelle lui a fait dire qu'elle voulait bien le voir comme comte de Pérouse (*sic*), mais que, s'il avait à parler d'affaires, il n'avait qu'à s'adresser aux ministres » ; en chiffres : « Ce n'a été qu'un jeu et pour donner le change aux ministres que l'Impératrice a fait faire la réponse susdite à La Chétardie, qui lui a d'abord insinué qu'il n'était pas venu en ambassadeur, mais comme un dévoué et attaché serviteur pour veiller à ses intérêts et lui découvrir les fourberies de quelques-uns de ses ministres, et lui a conseillé en même temps de cultiver uniquement l'amitié de Votre Majesté (1). »

Mal renseigné cette fois, Mardefeld ne faisait que répéter évidemment ce qu'il s'était laissé dire par La Chétardie lui-même. Mais il ne demandait pas mieux que de croire son collègue sur parole, et quelques jours après il écrivait encore : « Le marquis est aussi bien en cour que par le passé. » C'était exact, mais cela ne signifiait pas grand'chose. M. de la Chétardie avait comme par le passé ses entrées au palais et y était fort aimablement reçu. Il figurait aux réceptions et fêtes. Au jour de l'anniversaire de la fondation de l'ordre de Saint-André, il paraissait avec une profusion de diamants, dont on se disait à l'oreille la provenance, et l'envoyé anglais en était réduit à observer malicieusement qu'à la suite d'une bousculade, une des étoiles faisant partie de cet étalage éblouissant avait perdu un de ses rayons (2). Mais le porteur des étoiles se trouvait dans le cas de constater de son côté que, aimable et accueillante toujours, Élisabeth continuait à éluder toute conversation sur les affaires. D'autre part, s'il faisait mine d'ignorer les ministres de la Tsarine, ceux-ci lui rendaient résolument la pareille, affectant de ne reconnaître comme représentant de la France que d'Allion seul, dont ils refusaient d'ailleurs les notes, parce qu'elles ne contenaient pas le titre impérial. Et dans les dépêches par lui envoyées à Versailles comme dans ses entretiens avec cet ambassadeur, qui n'en était pas un,

(1) Au Roi, 7 décembre 1743. Archives de Berlin.
(2) *Sbornik*, t. XCIX, p. 451, 463.

d'Allion insistait avec une vivacité croissante sur les inconvénients d'une situation aussi extravagante. Des rapports assez tendus en résultaient entre le marquis et son ancien subordonné, et rendaient un conflit inévitable. Il eut lieu bientôt, avec un éclat assez fâcheux.

Il existe au dépôt du quai d'Orsay (1), sans indication d'origine, un mémoire portant ce titre : *Histoire véritable de M. d'Allion*, et cette mention en marge d'une main inconnue : « Ce mémoire est un roman rempli de faussetés. » Le chargé d'affaires y est représenté comme le fils d'un perruquier de Mayence, attaché autrefois à la suite de M. de Bonac, qu'il avait accompagné à Constantinople, pour y commettre force incartades et se faire envoyer en Perse. Employé ensuite en Russie par M. de la Chétardie et lui succédant comme chargé d'affaires, il en aurait profité pour abuser de la franchise diplomatique et établir à l'hôtel de l'ambassade un dépôt de marchandises et une maison de vente. C'est à ce sujet qu'une querelle se serait produite entre les deux hommes. Sur un reproche de sa part, suivi d'un démenti injurieux, le marquis aurait frappé d'Allion au visage. Le chargé d'affaires mettant l'épée à la main, l'ambassadeur se serait coupé deux doigts en voulant saisir l'arme, et, sans l'intervention d'un secrétaire, le combat aurait risqué d'avoir une issue tragique.

Le fait d'une altercation ayant eu plus ou moins ces motifs et cette issue n'est pas douteux. Aussitôt ébruité, l'incident a donné lieu aux rapports et aux commentaires les plus divers. Quelques semaines plus tard, arrivant en Russie et se croisant à une station de poste avec M. d'Allion, rappelé en France à ce moment, le successeur de Wich, lord Tyrawly, cherchait sous la perruque de l'ex-chargé d'affaires la marque d'une bouteille que M. de la Chétardie était censé lui avoir envoyée à la tête. « Quand je suis allé à Lisbonne, écrivait-il, l'envoyé du Roi, mon prédécesseur, venait d'y battre le consul ; il semble qu'il y ait à cet égard une fatalité dans mes mis-

(1) Russie, vol. XLIX, fol. 278.

sions (1). » Ces collisions étaient, on le voit, assez fréquentes dans les mœurs diplomatiques du temps. De façon ou d'autre, M. de la Chétardie a été certainement blessé à ce moment. On le vit à une réception de cour la main enveloppée dans un bandage, et il prétendit avoir eu un accident dans une expérience avec de la poudre. Élisabeth éclata de rire en l'entendant faire ce récit, déclara qu'il méritait d'être fouetté comme un enfant et lui envoya un paquet de verges (2). Ni elle ni son entourage ne furent dupes de l'explication, et l'incident n'était pas pour augmenter le prestige de ceux qui y avaient figuré.

Après avoir obtenu le rappel de d'Allion, donné à Brümmer le portrait du Roi et 60,000 livres à Lestocq, qui très impertinemment déclarait préférer l'effigie de Sa Majesté sous cette forme, le marquis ne fut pas plus avancé, Élisabeth ne changeait rien à ses façons. Après l'avoir plaisanté sur sa blessure, elle complimentait l'ambassadeur avec la même familiarité amicale sur le grade de brigadier qu'il venait de recevoir : « Je ne sais pourquoi je vous traite si bien, car je devrais être plutôt chagrine à votre égard. Nous avons été autrefois colonels ensemble, et voici que je deviens votre subordonnée (3). » C'était charmant, mais cela ne menait à rien. On en eut l'impression très nette à Versailles, et, dès le mois de janvier 1744, on pressa La Chétardie d'user des facilités qu'on lui avait données pour régulariser sa situation, de façon à amorcer enfin une négociation sérieuse. Mais il s'ingénia à justifier une désobéissance entêtée sur ce point, en multipliant les excuses et les défaites : il éprouvait de la difficulté à aborder la question du titre impérial avec la Tsarine; elle venait de partir pour Moscou, et il espérait trouver là-bas une occasion plus favorable. Il ne disait pas la vérité entière. Mardefeld la savait, et nous sommes renseignés par lui. Le marquis *avait abordé la question avec Élisabeth*, en offrant d'entrer en conférence à

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 18.
(2) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXI, p. 293 et suiv.
(3) La Chétardie à Amelot, 17 (28) janv. 1744, Aff. étr. Comp. *Archives* Vorontsov, t. I, p. 478 et suiv.

ce sujet avec un des ministres de la souveraine; mais il ne voulait pas que ce ministre fût Bestoujev. Comme Élisabeth, l'envoyé prussien jugeait la prétention insoutenable; mais le représentant de Frédéric n'essayait pas d'en convaincre son collègue (1).

Le rôle de la diplomatie prussienne dans cet épisode n'a jamais été mis en lumière, et il faut sans doute en attribuer la raison à l'absence de documents. Ceux qui s'y rapportent dans la correspondance de Frédéric avec Mardefeld n'ont pas trouvé place dans une publication où j'ai eu déjà à relever d'autres lacunes. Je vais essayer de combler celle-ci. Jusqu'au moment de l'affaire Botta, séparées par la réconciliation de Frédéric avec Marie-Thérèse, la politique française et la politique prussienne n'avaient pas tendu à se rejoindre, et, d'autre part, le roi de Prusse n'avait attribué qu'une importance médiocre à son alliance avec la Russie. La valeur en était dépréciée à ses yeux par les inclinations autrichiennes de Bestoujev. Le faux complot avec les complications internationales auxquelles il donnait lieu lui parut modifier la situation. On peut dire avec certitude qu'il partagea, dans une certaine mesure, les illusions de La Chétardie sur les conséquences de l'événement. Et les ordres qu'il envoya aussitôt à Moscou s'en ressentirent. « Il faut saisir la balle au bond (*sic*), écrivait-il à Podewils; je n'épargnerai point d'argent pour gagner à présent la Russie et pour l'avoir toute à moi, et cela en est le vrai temps, ou nous n'y réussirons jamais. Ce pourquoi il faudra nous frayer le chemin en culbutant les Bestoujev et tous ceux qui pourraient nous être opposés, et, quand nous serons bien cramponnés à Pétersbourg, nous pourrons parler bien haut à l'Europe (2). » Et à Mardefeld : « Il faut battre le fer tant qu'il est chaud ; il faut que nos intérêts et ceux de l'Impératrice soient absolument les mêmes ;... il faut que les Bestoujev soient culbutés ou que vous les gagniez ;... car je suis per-

(1) Au Roi, 11 janv. 1744. Archives de Berlin.
(2) 21 août 1743. *Pol. Corresp.*, t. II, p. 408

suadé que c'est l'heure du berger, où il faut que j'aie la Russie, ou je ne l'aurai jamais (1). »

Ainsi le rapprochement des deux diplomaties, prussienne et française, s'opérait automatiquement pour ainsi dire et sans aucun concert, par le simple effet d'une coïncidence exacte dans le but poursuivi à la même heure et dans les moyens choisis pour l'atteindre. Il s'agissait, de part et d'autre, de ruiner en Russie l'influence autrichienne et, à cet effet, de « culbuter les Bestoujev ». Pour cette entreprise, Frédéric s'était avisé de donner à son envoyé un autre allié que M. de la Chétardie. Le retour de celui-ci en Russie avait été suivi d'un événement de haute importance pour l'avenir de ce pays et pour le développement de ses relations internationales : la princesse de Zerbst venait d'arriver à Saint-Pétersbourg avec sa fille, officiellement désignée pour devenir l'épouse du duc de Holstein, et, en recommandant cette fiancée au choix d'Élisabeth, le roi de Prusse comptait bien que la mère et la fille serviraient ses intérêts. Mais, en apprenant qu'elles allaient se rencontrer à la cour du Nord avec l'aventureux diplomate français, il n'hésita pas davantage sur l'attitude à prendre vis-à-vis de ce nouveau partenaire plus ou moins désirable : il avait prescrit à la princesse de Zerbst de suivre les avis de Mardefeld; celui-ci eut ordre de lier partie avec son collègue français et de lui prêter main-forte, Frédéric confiant à son envoyé « sous le sceau du secret le plus inviolable » qu'il était sur le point de « se raccrocher avec la France ».

Évidemment le Roi songeait dès à présent à une nouvelle prise d'armes contre Marie-Thérèse, et il préparait les éléments d'une coalition. Donc, en mettant au service de M. de la Chétardie son influence et celle de la princesse de Zerbst, Mardefeld devait obtenir à titre de réciprocité que le marquis l'aidât dans la négociation d'une triple alliance entre la Prusse, la Russie et la Suède. Sur ce point encore il y avait rencontre entre les combinaisons simultanément élaborées à Versailles

(1) 20, 21 et 25 août 1743, *Pol. Corresp.*, t. II, p. 406-9. Comp. Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, t. V (II), p. 149.

et à Berlin, car on n'a pas oublié, dans les instructions de M. de la Chétardie, la triplice imaginée par du Theil. L'origine de la combinaison prussienne a été reportée, par quelques historiens (1), à une autre époque, postérieure à l'échec définitif de la tentative française. Elle aurait eu pour objet alors d'allier la France et la Russie, à l'insu de cette dernière, — manœuvre qui fut déjouée par la perspicacité de Bestoujev. C'est une erreur matérielle. Destinées naturellement à se confondre si elles avaient abouti, les deux triplices ont figuré parallèlement dans un double programme de négociations, qui d'un côté, — du côté français, — n'a eu à la vérité aucune chance de succès, n'ayant jamais été sérieusement mis en discussion. Après la déconvenue de M. de la Chétardie, la combinaison prussienne resta seule sur le tapis, et Bestoujev devait se montrer disposé à l'appuyer. A ce moment aussi, en ce qui concerne la France, Frédéric n'eut à Pétersbourg qu'un souci : celui d'éviter toute apparence de collusion compromettante. La collusion précéda l'échec et ne lui survécut pas, les habitudes de Frédéric en matière d'action combinée ou parallèle pouvant à elles seules suffire pour indiquer qu'il a dû en être ainsi.

Mais, désiré, imposé même par lui avant cette mésaventure, l'accord franco-prussien n'était pas sans réserves. Tout en paraissant propre à servir ses desseins, la mission de M. de la Chétardie inspirait au Roi des inquiétudes multiples et diverses. Il la jugeait périlleuse d'abord et redoutait les risques à courir en aussi aventureuse compagnie. En même temps il craignait autant et plus encore les avantages excessifs que la France pourrait retirer d'un succès éventuel. Aussi, tout en n'épargnant rien pour se conserver l'amitié du marquis et en lui témoignant en toute occasion une confiance parfaite, Mardefeld devait surveiller les allures de son collègue avec toute l'attention imaginable, et, autant qu'il le pourrait sans danger d'être trahi, empêcher que le Français ne s'emparât trop de l'Impé-

(1) Bilbassov, *Hist. de Catherine II*, t. I, p. 109. Comp. *Pol. Corresp.*, t. III, p. 81, 117, et *Sbornik*, t. CII, p. 66.

ratrice et ne gagnât sur son esprit un ascendant excessif. Enfin, après avoir travaillé de concert à la chute du vice-chancelier, si le coup manquait, Mardefeld devait s'arranger de façon que « la haine en retombât sur M. de la Chétardie seul (1) ».

Ce rôle à double face, où le diplomate prussien eut à faire usage de toute sa finesse, n'était pas glorieux, et, le coup ayant manqué comme le prévoyait Frédéric, le Roi jugea à propos de laisser dans l'ombre les mesures prises à cette occasion. Les éditeurs de sa correspondance ont imité sa discrétion.

On voit maintenant sur quel terrain semé d'embûches s'avançait l'envoyé français et en quel pauvre équipage il y engageait la lutte. Pour y faire face à de redoutables adversaires il n'avait qu'un compagnon d'armes équivoque, dont il devait plus redouter les manœuvres qu'il ne pouvait en attendre du secours. Or, en arrivant à Moscou, il se trouva en présence d'un nouvel et terrible antagoniste. A la première nouvelle de son départ pour la Russie, le cabinet de Londres s'était ému de son côté, et avait jugé à propos de remplacer Wich par un diplomate de plus haute encolure. Désigné à cet effet, lord Tyrawly fut rejoint en route par un courrier qui lui apportait un supplément d'instructions. La France se préparait à envahir l'Angleterre, et il ne s'agissait plus seulement d'empêcher un renouveau d'influence française en Russie, mais encore d'obtenir de cette puissance qu'elle voulût bien mettre sur la frontière de la Livonie le corps auxiliaire de 12,000 hommes qu'elle s'était engagée à fournir par son dernier traité (2). Le nouvel ambassadeur se hâta de gagner son poste, et quelques jours après son arrivée à Moscou, il expédiait à son tour un courrier en annonçant, dans un langage plein de mystère, qu'il se faisait fort d'obtenir satisfaction sur tous les points — sous la réserve de ce qu'il pourrait faire pour exécuter l'*article* 6 de ses instructions.

(1) Le Roi à Mardefeld, 14 et 31 décembre 1743. Archives de Berlin. La seconde de ces dépêches a été insérée dans la *Politische Corresp.*, t. II, p. 497 ; mais le passage concernant La Chétardie y est entièrement omis.

(2) *Sbornik*, t. CII, p. 24.

Cet *article* 6 avait précisément trait à la possibilité de faire renvoyer le marquis de la Chétardie.

« La partie était entre l'Angleterre et la France », devait déclarer plus tard Tyrawly. Pour y triompher, l'envoyé anglais avait deux cordes à son arc : d'un côté, il s'entendait avec les Bestoujev et se mettait à leur disposition pour « les aider à creuser une mine » sous les pas du diplomate français ; de l'autre, en se présentant à la cour, il se piquait d'y éclipser ce rival, en faisant assaut avec lui de luxe, d'élégance et de galanterie. A sa première audience, en baisant la main d'Élisabeth, il mit un genou à terre et déclara que cet hommage était dû « à la plus puissante souveraine de l'Europe ». Jamais La Chétardie ne s'était avisé d'en faire autant. Et le charme dont il restait revêtu aux yeux de l'Impératrice s'en trouva aussitôt diminué. D'ailleurs, pas plus à Moscou qu'à Pétersbourg il n'arrivait à exécuter les ordres qu'on ne se lassait pas de lui envoyer de Versailles. C'était toujours de sa part la même antienne sur l'impossibilité « de joindre et de fixer l'Impératrice », ne fût-ce que pendant un quart d'heure. « C'est la pierre philosophale à trouver, écrivait-il, tant est grande sa dissipation, tant elle est effrayée de ce qui a la moindre apparence de conversation sérieuse. » Et en exprimant de telles plaintes, il se disait assuré que sa correspondance était constamment ouverte et déchiffrée par le vice-chancelier ! Donc probablement mise aussi sous les yeux de l'Impératrice. Or la « mine », dont parlait mystérieusement Tyrawly, c'était cela, cette correspondance même, semée d'appréciations de plus en plus malveillantes sur le caractère, l'esprit, les habitudes de la souveraine, qui, grâce à Bestoujev, n'en perdait pas un mot.

Elle n'en laissait rien paraître. Elle redoublait au contraire d'amabilité. En avril, rencontrant La Chétardie chez la princesse de Zerbst, elle lui demandait des nouvelles d'un combat entre Anglais et Français, qui venait d'être livré, et exprimait l'espoir que ces derniers avaient eu le dessus. « Je suis une drôle d'alliée », ajoutait-elle en riant..., « mais j'aime mieux

suivre les mouvements de mon cœur (1). » Hélas! Lestocq aurait pu édifier son ami sur la valeur de ces démonstrations. A quelque temps de là Élisabeth entretenait tranquillement le chirurgien du traité qu'elle venait de signer avec la cour de Saxe, et qui indirectement l'engageait dans la coalition austro-anglaise. Et il avait beau s'emporter, traiter les Bestoujev de fripons et demander son congé. Au surplus, des paroles aimables dont Élisabeth savait être si prodigue, Tyrawly recevait aussi sa part, et les instructions de Frédéric engageant Mardefeld à tenir la balance égale entre le Français et l'Anglais (2), celui-ci profitait mieux de ses avantages. Signé dès le 24 janvier (4 février 1744) et renouvelant simplement des engagements pris en 1733, le traité avec la Saxe n'avait par lui-même qu'une médiocre importance, et Frédéric ne lui en attribua d'abord aucune. Il changea d'avis en voyant le parti que l'Anglais se disposait à en tirer, et, Podewils lui demandant s'il fallait complimenter les ministres d'Élisabeth et d'Auguste III à l'occasion de la communication officielle du traité, faite par eux en avril 1744, il répondait en écrasant sa plume sur le papier : « Faites compliment à ces *cojons* (3). »

La Chétardie, lui, en était réduit à invoquer le dénuement où le laissait sa cour. Quoi! on lui refusait jusqu'à ce portrait royal qu'Élisabeth s'attendait toujours à recevoir, et on le chicanait sur la dépense qu'il faisait en Russie, alors que le roi de Prusse recommandait à son envoyé de « jeter l'argent par la fenêtre ». Et c'était vrai! L'économe Frédéric allait jusqu'à augmenter de 2,000 écus par an les appointements de Mardefeld; il déclarait ne pas vouloir compter l'argent que celui-ci emploierait « en corruptions ». De dépêche en dépêche il découvrait plus clairement ses projets. L'été ne se passerait pas sans qu'il en arrivât à tirer l'épée. Vraisemblablement ce serait au mois d'août. Si à ce moment Bestoujev pouvait être

(1) La Chétardie à Amelot, 2 avril 1744. Aff. étr.

(2) Frédéric à Mardefeld, 26 nov. 1743. Archives de Berlin. Passage omis dans la *Politische Correspondenz*.

(3) En marge d'une lettre de Podewils, du 30 avril 1744. Archives de Berlin. Texte non publié.

« culbuté », le Roi se flattait d'obtenir au moins de l'Impératrice quelques-uns de ses Kalmouks. Il ne tenait pas à en recevoir beaucoup! « Avoir en quelque sorte le nom de la Russie auprès de son armée » lui suffisait (1).

Mais déjà les doléances de La Chétardie tombaient dans le vide. Amelot n'était plus là pour les recueillir. La direction des affaires étrangères lui échappait, partagée à cette heure entre le comte d'Argenson, le maréchal de Noailles et du Theil, trois têtes qui éprouvaient de la difficulté à se réunir dans un bonnet et qui d'ailleurs, à elles trois, n'arrivaient pas à comprendre ce qui se passait en Russie. L'impression seule leur en parvenait, de plus en plus forte et angoissante, que la politique française y courait à un désastre, tant les dépêches du marquis décelaient d'incohérence croissante. En réalité celui-ci ne remplissait plus sa correspondance qu'avec des divagations, n'osant, ne pouvant pas y indiquer l'objet réel de ses préoccupations et de ses espérances comme de ses terreurs. Il ne songeait plus à négocier, ni à lutter avec Tyrawly, ni à tenter fortune auprès d'Élisabeth. Il se contentait de jeter l'or à poignées dans les poches de l'insatiable Lestocq, parce que, dans le duel engagé avec Bestoujev, le chirurgien était devenu sa ressource suprême. L'issue de ce combat, où il avait engagé sa fortune et celle de la France, dépendait d'une intrigue de cour, dont Lestocq seul tenait les fils, prétendant toujours la mener à bonne fin.

Or, cette intrigue un instant ébauchée n'existait même plus! Les yeux bien ouverts, l'oreille aux écoutes, le chirurgien avait découvert depuis quelque temps déjà le travail souterrain qui menaçait son ami, sans que celui-ci s'en doutât; il avait évalué au juste les probabilités de succès qui restaient à son entreprise et jugé à propos de n'en pas courir la chance. Là-dessus, prudemment et discrètement, il s'était garé, coupant court à ses manœuvres et en effaçant les traces. Et, tout en empochant les derniers écus français, il ne songeait plus

(1) *Politische Correspondenz*, t. III, p. 85

qu'à se ménager ailleurs de moins compromettantes aubaines. La princesse de Zerbst seule, qu'il avait mise précédemment de la partie par l'entremise de Mardefeld, s'agitait encore et obsédait Élisabeth avec des remontrances et des supplications qui n'avaient d'autre effet que d'exaspérer la souveraine et de l'engager à en finir.

Et les coups de sape avançaient. En juin, l'impatience de l'Impératrice y aidant, les travailleurs touchèrent au but, et la mine sauta.

VII

LA CATASTROPHE

Pendant le séjour de M. de la Chétardie en France, Bestoujev s'était déjà appliqué à pénétrer le secret de sa correspondance avec Lestocq, et assez naïvement avait imaginé de demander à Frédéric qu'il interceptât et fit déchiffrer à Berlin les lettres qui y passaient. Le Roi ne fut pas à court d'un refus où son habileté aux ripostes et aux coups de boutoir se faisait sentir. La Chétardie et Lestocq s'écrivaient-ils avec l'assentiment de l'Impératrice? Si oui, un souverain étranger n'avait pas à s'en mêler ; si non, le vice-chancelier avait qualité pour y mettre ordre (1). Depuis, Bestoujev s'était tiré d'affaire en découvrant parmi les clercs de ses bureaux un déchiffreur suffisamment habile. Juif d'origine allemande, il s'appelait Goldbach. Et, tous les huit jours pendant les derniers mois, le vice-chancelier avait communiqué à Élisabeth des extraits de la correspondance du marquis, ingénieusement choisis et mis en valeur : de longues pages en traduction russe, souvent inexacte et défigurant l'original, à côté de citations textuelles en français, qui attiraient particulièrement l'attention de la souveraine. Et elle lisait ainsi en pâlissant de

(1) *Politische Corresp.*, t. II, p. 332.

colère « qu'on ne pouvait rien se promettre de la reconnaissance et de l'attention d'une princesse aussi dissipée » , et que « sa vanité, sa légèreté, sa conduite déplorable, sa faiblesse et son étourderie ne laissaient de place à aucune négociation sérieuse » .

Dans le courrier de tout autre envoyé étranger, Goldbach et son chef auraient à la vérité pu faire de semblables trouvailles. En avril 1743, Wich n'écrivait-il pas : « Her Imperial Majesty's attachement to her pleasures and her neglect of all foreign concern make affairs move very slow (1) ? » Et Mardefeld, nous l'avons vu, en disait à l'occasion bien davantage. Mais, invoquant sa qualité de sujet-né du roi de Prusse, Goldbach se refusait à déchiffrer la correspondance de Mardefeld, et Bestoujev avait de bonnes raisons pour ne pas éplucher celle des ministres anglais. Élisabeth aurait pu, de son côté, concevoir quelques soupçons sur l'exactitude des déchiffrements qui lui étaient soumis (2). Mais le marquis l'ennuyait, surtout depuis que Tyrawly était là. La légende même d'après laquelle il passait pour être l'auteur de son élévation irritait la souveraine, maintenant qu'elle n'en avait plus besoin pour donner du lustre à son trône affermi. Quelques années plus tard, elle devait trahir ingénument ce sentiment dans une conversation où Ivan Chouvalov rappelait malencontreusement le rôle du diplomate français dans le coup d'État. « Que gazouille ce jeune homme ? l'interrompit-elle avec aigreur. J'ai eu de l'estime pour La Chétardie tant qu'il a été honnête homme, mais il est devenu un *schelm* à mon égard, et je ne dois l'empire qu'à Dieu, à ma naissance et à l'amour de mes sujets (3). » La Chétardie, c'était le passé, un passé qu'elle aimait à oublier, surtout en causant avec Tyrawly. A un bal donné dans les premiers jours de juin, après avoir dansé un

(1) Record office, Russie, n° 43.

(2) Ces textes ont été publiés dans les *Archives* Vorontsov, t. I, p. 455-628. Voy. une comparaison avec les originaux et des observations très judicieuses chez Bilbassov, *loc. cit.*, t. I, p. 106 et suiv.

(3) Bernes à Ulfeld, 30 sept. 1750, Archives de Vienne, en français; d'après un rapport du jeune Bestoujev, qui assistait à la scène.

menuet, elle traversa la salle d'un bout à l'autre pour rejoindre l'aimable et brillant Anglais. Elle n'avait pas échangé deux mots avec lui que le marquis se précipitait, la bouche en cœur et l'air avantageux, pour prendre part à l'entretien. Elle partit comme une flèche, se retira dans son appartement et ne reparut plus (1). Et le lendemain Bestoujev la trouva mieux disposée que jamais à écouter ses insinuations. Elle en avait assez de La Chétardie, et la princesse de Zerbst était insupportable. Mais comment se débarrasser de ces importuns ? Le vice-chancelier le lui avait répété déjà dix fois : le marquis n'était rien ; il n'avait aucune qualité, aucun rang, aucun titre. Simple particulier, admis à jouir d'une hospitalité pleine de charmes, il en abusait pour tenir sur l'auguste personne qui la lui offrait des propos criminels et pour nouer avec la princesse de Zerbst des intrigues coupables. Tant d'ingratitude et d'insolence ne pouvait être souffert, et le renvoi de l'étranger téméraire s'imposait. Elle hésitait encore. Des heures vécues à la Troïtsa rien ne restait plus dans son cœur, et elle allait le prouver. Mais se brouiller avec la France, au moment où elle venait de défier l'Autriche, offenser l'une après l'autre les deux premières cours d'Europe, c'était grave. Tyrawly se trouva à propos encore pour la rassurer. Avec sa belle prestance et son fier langage, où il faisait sonner haut le nom de l'Angleterre, n'était-il pas un porte-respect suffisant? Elle donna une fois de plus carte blanche à Bestoujev, et, suivant une habitude invariable aux jours de crise, elle quitta Moscou, se rendant à ce même monastère qui avait vu à ses côtés le séduisant Français et où elle ne revenait maintenant que pour laisser consommer sa disgrâce.

Par mesure de précaution, elle emmena Lestocq (2), Brümmer et tous leurs amis russes, Troubetzkoï, Roumiantsov et sa femme, qui figurait sur la liste des pensionnaires de La Ché-

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 52.

(2) Comp. *Sbornik*, t. CII, p. 61. Tyrawly indique à tort Lestocq comme étant resté à Moscou. V. la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, 1744, n° 49, et les *Mémoires de Catherine II*, p. 15.

tardie. Elle ordonna aussi au grand-duc et aux deux princesses de Zerbst, mère et fille, de la rejoindre incessamment. C'était le 28 mai (8 juin) 1744. Trois jours plus tard, le grand-duc annonça son départ au marquis, le prévenant qu'il passerait devant sa maison à neuf heures du soir. Il parut à l'heure dite, accompagnant une calèche, où se trouvaient les deux princesses. La Chétardie se précipita dans la rue, et quand, après un échange de quelques paroles à voix basse, il rentra dans son logis, son secrétaire fut frappé par son air absorbé et rêveur (1). Eut-il avis à ce moment du danger qui le menaçait? Peut-être quelque indication vague. Vorontsov était seul dans la confidence d'Élisabeth, et, tout en témoignant toujours à La Chétardie la plus grande amitié, il imitait Lestocq et sous main prêtait assistance à Bestoujev (2). Mais à ce moment tout le monde avait déjà la prescience d'une catastrophe imminente ; la princesse de Zerbst devait sentir que sa situation et la fortune de sa fille risquaient d'y sombrer, et, entre complices plus ou moins volontaires et conscients de l'intrigue qui s'acheminait à un dénouement lamentable, nul doute qu'on ne se soit entretenu du péril commun et des moyens de le conjurer.

Pour M. de la Chétardie, ces moyens n'existaient plus. A la Troïtsa, après une explication orageuse avec Élisabeth, la princesse de Zerbst réussissait sinon à justifier sa conduite, du moins à mettre sa fille hors de cause. A Moscou, cinq jours se passèrent encore sans incident ; mais le 6 (17 juin) (3), entre cinq et six heures du matin, le marquis fut réveillé en sursaut, vit sa chambre entourée par une troupe de hauts fonctionnaires, d'officiers et de soldats, et pâlit en apercevant à leur tête le terrible Ouchakov. Un secrétaire du département des affaires étrangères, Kourbatov, portait un grand sac rouge et en tira solennellement plusieurs plis. C'était d'abord une

(1) Journal du secrétaire Morambert, Aff. étr. Russie, Mémoires et documents, t. I, f. 193.

(2) *Polit. Corresp.*, t. III, p. 340.

(3) Comp. Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, p. 194. La date du 12 juin au soir donnée par l'auteur est inexacte.

déclaration énumérant longuement les nombreux méfaits du diplomate étranger : tentatives de corruption sur des fonctionnaires civils et ecclésiastiques, dans le but de renverser le ministère ; propos offensants sur la personne sacrée de la souveraine, etc. Suivaient des extraits de dépêches interceptées établissant la culpabilité et enfin un ordre signé par l'Impératrice, qui enjoignait au coupable de quitter son empire dans les vingt-quatre heures. Invoquant l'exemple du *prince de Celimar* (*sic*), la déclaration insistait sur la clémence dont l'Impératrice faisait preuve en n'infligeant pas au coupable un châtiment plus sévère.

Il semble bien que la première impression du marquis ait été pour apprécier cette clémence. L'apparition d'Ouchakov et de nombreux précédents pouvaient, en effet, lui faire craindre pire. Il n'eut pas l'idée aussi, quoi qu'on en ait dit, d'invoquer cette qualité d'ambassadeur qu'il s'était follement refusé à prendre. Jusqu'au bout, il voulut rester l'homme du rôle qu'il avait assumé. Il alla même jusqu'à justifier en quelque sorte le procédé dont il était l'objet, disant : « J'ai là mes lettres de créance, mais j'ai été trop longtemps ministre pour ne pas savoir que je ne saurais les faire valoir en ce moment. » C'est à peine encore s'il essaya de discuter les faits mis à sa charge, de contester l'exactitude des textes invoqués.

— Vous devez avoir les minutes, lui répliqua-t-on ; nous établirons la concordance. D'ailleurs, voici des originaux.

Et on lui mettait sous les yeux quelques-unes de ses dernières dépêches.

Couvrant de la main, par un geste instinctif, le papier accusateur, il n'insista pas (1). Sur le chemin de la frontière qu'il dut prendre sous l'escorte de six grenadiers et d'un sous-lieutenant, les surprises coutumières réservées aux exilés de toute catégorie l'attendaient encore. A Novgorod, l'ordre de rendre le portrait de l'Impératrice. On se rappelle la tabatière ayant ce portrait pour parure et la façon dont elle avait été

(1) Rapport officiel présenté par Ouchakov et ses collègues, *Arch.* Vorontsov, t. II, p. 11. Pour les détails qui suivent, même recueil, t. VI, p. 101-102.

offerte. Le marquis se donna par surcroît le tort impardonnable de résister, exigeant, pour se défaire de cette image précieuse, un écrit de la main impériale. Réponse de Bestoujev envoyée par courrier : « Le marquis de la Chétardie n'est plus digne de recevoir des communications personnelles de Sa Majesté. S'il n'obéit pas, on doit le traiter comme un vulgaire malfaiteur. » Nouvelle résistance de l'ex-ambassadeur et tentatives de plus en plus folles pour éviter l'inévitable. N'imaginait-il pas d'écrire à la princesse de Zerbst, dont il avait pu cependant mesurer l'influence ! Le malheureux s'illusionnait toujours. L'Impératrice ne savait peut-être rien de ce qui lui arrivait. Oui, dans son égarement, l'exilé allait jusqu'à cette supposition absurde. Et en réclamant le portrait qu'elle lui avait donné, Bestoujev leur tendait peut-être un piège. Il voulait faire croire à la souveraine que son ancien compagnon de pèlerinage méprisait et renvoyait de lui-même le plus beau présent qu'elle lui eût fait (1). Nouvel ordre du vice chancelier : reprendre le portrait de gré ou de force. Du coup, le marquis perdit tout à fait la tête. Il s'était décidé, dans l'intervalle, à remettre le portrait aux mains de l'officier commandant son escorte, et se persuadait maintenant que ses conjectures ne l'avaient point trompé. Les lettres et dépêches qu'il envoya à partir de ce moment dans la direction de Moscou ou de Versailles ne sont plus qu'un tissu d'extravagances. Bestoujev agissait évidemment à l'insu de l'Impératrice, et, pour dérober à la souveraine la connaissance de ses crimes, il chercherait sans doute à faire disparaître sa victime. Mais il allait apprendre ce qu'un Français sait faire pour défendre sa vie et son honneur. L'ex-ambassadeur avait déjà cinq paires de pistolets. Il fit subrepticement acquisition de douze fusils « avec amunition en poudre, plomb et balles », et, mettant sous les armes les seize domestiques qui l'accompagnaient, il se prépara à soutenir un siège en règle (2).

(1) Lettre à la princesse de Zerbst, 26 juin 1744. Aff. étr.
(2) A d'Argenson, Memel, 24 juillet 1744. Aff. étr.

Il ne devait que rendre plus facile à sa cour un désaveu imposé par les circonstances. Le cri de réprobation fut unanime à Versailles : le marquis était fou à lier ; ayant commis toutes les bévues, il s'obstinait à les aggraver par toutes les incongruités! Une lettre du Roi, rédigée en termes sévères, lui prescrivit de hâter son retour, et, après qu'il serait rentré en France, de se tenir éloigné de la capitale et d'envoyer ses justifications s'il avait à en présenter (1). En même temps, des lettres de créance et des instructions nouvelles données à M. d'Allion consacraient cette disgrâce. Les lettres étaient adressées à l'*impératrice Élisabeth,* et les instructions blâmaient sans réticence la conduite de l'ex-ambassadeur.

Comme il arrive toujours en pareille occasion, le monde entier parut réuni pour accabler l'adversaire vaincu du triomphant Bestoujev. Maurice de Saxe avait été son hôte à Moscou (2). Peut-être ne s'était-il pas trouvé assez bien servi par lui dans ses ambitions personnelles. Il se crut obligé maintenant d'écrire à d'Allion pour décliner toute part dans les griefs légitimes que le marquis laissait contre lui en Russie. « Je vous avourai maime, ajoutait l'illustre guerrier avec son orthographe légendaire, que je tes embarrasses quelque fois de me trouver ches luy (3). »

Cependant, coupable assurément, le marquis avait des complices. Il pouvait en désigner à Versailles même, et il n'eut pas de peine à le faire sentir dans ses « justifications ». Il y divaguait encore, soutenant que sa correspondance n'avait pu être déchiffrée et faisant mettre à la Bastille son premier secrétaire Dupré. L'homme prêtait bien au soupçon, ayant épousé une femme née en Russie d'un père français et d'une mère kalmouke (4); il dut néanmoins être relâché, faute de preuves. M. de la Chétardie réussissait mieux à expliquer son échec et à défendre sa conduite, en invoquant la faiblesse et

(1) Lettre sans date, Aff. étr., Russie, t. XLV, p. 82.
(2) V. l'*Héritage de Pierre le Grand*, p. 65.
(3) Courtray, 17 août 1744. Aff. étr.
(4) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 676.

l'inconséquence qui éclataient dans celle d'Élisabeth. Et il trouvait des circonstances atténuantes encore plus persuasives dans le caractère de sa mission et dans les illusions qui avaient été partagées à son sujet en haut lieu.

Ces illusions étaient tenaces, au moins chez l'ex-ambassadeur. Dans les interrogatoires subis par Lestocq apres la catastrophe qui mit fin à sa carrière, je trouve mention faite d'une tabatière qui, envoyée au chirurgien par le marquis, après les événements que je viens de narrer, était destinée à Élisabeth! Bien entendu, Lestocq s'était gardé d'exécuter la commission. Renvoyé dans sa terre de Limousin, M. de la Chétardie ne tarda pas à y prendre des attitudes propres à faire supposer que sa disgrâce n'était qu'apparente, et les événements semblèrent lui donner raison, car au bout de huit mois on le vit reprendre du service dans l'armée. Il y regretta son ancienne carrière, et en 1749, toujours aussi mal inspiré, s'avisa pour y rentrer de solliciter une intervention de Frédéric II (1). Éconduit, il trouva d'autres protecteurs et réussit à se faire nommer ambassadeur à Turin, où il donna à sa cour de nouveaux motifs de repentir. Trop intimement lié avec la comtesse de Saint-Germain, maîtresse du roi de Sardaigne, perdu de dettes, il prouva définitivement que son tempérament s'accordait mal avec de tels emplois (2). Il retourna alors aux camps, fit la guerre de Sept ans et mourut en 1758 dans la place de Hanau qu'il commandait.

J'ai à dire maintenant comment M. d'Allion en usa de la lourde succession qu'on avait jugé à propos de lui attribuer. Je suis tenté d'admettre en abordant ce récit que de tous les partis auxquels la cour de Versailles aurait pu s'arrêter, en présence de la mésaventure qu'elle venait d'éprouver, celui-ci était le pire, destiné, pourrait-on croire, expressément à consommer entre les deux pays une rupture qui, pour être conjurée, aurait demandé de tout autres ressources et un tout

(1) *Pol. Corresp.*, t. VI, p. 469.

(2) Flassan, *Hist. de la diplomatie*, t. V, p. 216; *Archives* Vorontsov, t. III, p. 645.

autre homme pour les faire valoir. Peut-être cependant faut-il penser que ce désastre, si c'en était un, ne pouvait être évité d'aucune façon, puisque la diplomatie de Frédéric devait à bref délai en partager l'amertume avec celle de Louis XV, sans avoir à beaucoup près imité ses défaillances et ses erreurs. La France n'a certainement pas bien joué cette partie ; mais elle avait un bien mauvais jeu en main, et des partenaires très habiles, les uns à brouiller, les autres à biseauter les cartes. Elle aurait pu néanmoins s'en tirer — c'est, je crois, la conclusion à laquelle mes lecteurs seront amenés, — sinon avec un gain quelconque, du moins avec l'honneur sauf. C'est à quoi elle ne sut pas réussir.

CHAPITRE II

LA RUPTURE AVEC LA FRANCE ET LA PRUSSE
L'ALLIANCE AUTRICHIENNE

I. L'intervention de l'Autriche. — Le comte Rosenberg à Pétersbourg. — Botta sacrifié. — Lettre de Marie-Thérèse à Élisabeth. — Projet d'alliance. — Difficultés financières. — Bestoujev demande des subsides et attend une gratification. — Détresse de Rosenberg. — Le jeu de l'Impératrice. — Mardefeld offre de l'argent et reprend l'avantage. — II. La diplomatie prussienne et la diplomatie française. — Frédéric réclame l'intervention armée de la Russie. — Proposition d'une médiation russe. — La mort de l'empereur des Romains la fait avorter. — Nullité de d'Allion. — Ses vantardises. — D'Argenson induit en erreur sur les dispositions de la Russie. — La « lettre d'agacerie » à Élisabeth. — Voltaire secrétaire de Louis XV. — Déconvenue. — Les offres de d'Allion à Bestoujev. — « Les millions en paroles. » — Refus du chancelier russe. — Frédéric réduit à ne compter que sur ses propres ressources. — Mardefeld fait marché avec Bestoujev et Vorontsov. — Le danger d'une entrée en campagne des Russes conjuré. — Fontenoy. — Le crédit de l'Autriche et de l'Angleterre s'en trouve ébranlé. — La Prusse en profite seule. — Tentative de d'Allion pour entamer la négociation d'une alliance. — Échec définitif. — Politique à double face de Bestoujev. — Querelle des deux représentants de l'Angleterre à Pétersbourg. — Frédéric prend l'offensive. — Hohenfriedberg. La convention de Hanovre. Départ de Rosenberg. — La Saxe en détresse fait appel à la Russie. — Résolution prise à Pétersbourg de lui porter secours. — Trop tard! — La paix de Dresde. — Triomphe de Frédéric. — La France n'y participe pas. — III. Le traité austro-russe. — Un nouvel ambassadeur de Marie-Thérèse à Pétersbourg. — Le baron Pretlack. — Campagne diplomatique vigoureuse. — Nouvelles craintes de Frédéric. — La diplomatie prussienne et la diplomatie anglaise. — Mardefeld joué par Hyndford. — Le secret du roi George. — Signature du traité. — Vorontsov en France. — Accueil cordial. — Déception. — Les prouesses de d'Allion. — Bestoujev boit au succès des armées anglaises. — Déroute du parti franco-prussien à Pétersbourg. — Départ de Mardefeld. — Le chancelier russe négocie un traité de subsides avec les puissances maritimes. — L'armée russe en route vers le Rhin. — IV. La paix d'Aix-la-Chapelle. — Les Russes ne tirent pas un coup de fusil. — Ils sont exclus des négociations. — Retour en Russie. — Frédéric mis encore en défiance. — La question de Suède. Le péril russe. — Coalition formée par le roi de Prusse pour le combattre. — Il ne redoute plus la Russie et rappelle son ambassadeur. — V. La rupture. — Frédéric et Élisabeth. — Animosité personnelle de l'Impératrice. — Ses motifs. — L'alliance autrichienne consolidée. — Ses conséquences.

I

L'INTERVENTION DE L'AUTRICHE

La partie se trouvait terriblement compromise, même pour la Prusse. En vain Frédéric s'était-il préoccupé de masquer sa participation à la tentative qui venait d'échouer. Il avait mis trop d'ardeur à la soutenir. En mai encore, il écrivait à Mardefeld que le sort de sa maison et celui de la Prusse en dépendaient (1). Ainsi pressé et éperonné, Mardefeld avait dû, malgré lui, se mettre quelque peu à découvert. La princesse de Zerbst, pour laquelle il y allait de l'avenir de sa fille, n'hésitait pas maintenant à le rendre responsable des erreurs de sa conduite, et les apparences l'y aidaient. L'envoyé de Frédéric ne s'était pas assez défendu contre les séductions que la société de M. de la Chétardie et sa table avaient toujours gardées pour lui. La veille de la catastrophe, il soupait encore chez le marquis. Comme de raison, il cherchait de son côté à dégager sa responsabilité. La maladresse de son collègue français et l'inconséquence de la princesse avaient fait tout le mal. M. de la Chétardie avait eu le tort impardonnable de laisser surprendre le secret de son chiffre. « Sans cette malheureuse circonstance, le général Roumiantsov aurait été grand chancelier et Bestoujev plus bas que jamais, et le bon parti aurait triomphé haut la main. » Quant à la princesse, elle n'avait suivi les conseils qu'on lui donnait qu'à la dernière heure. Alors, « elle s'était offerte à tout, » mais trop tard. « Elle est une personne fort aimable, mais femme, c'est tout dire (2). » Frédéric, lui, n'hésitait pas à blâmer le parti pris par Élisabeth et par son ministre vis-à-vis du diplomate français : « de quelque couleur qu'on l'habillât, c'était une violation du droit des gens (3). »

(1) *Polit. Corresp.*, t. III, p. 118, 145.
(2) Au Roi, 4 août 1744. Archives de Berlin.
(3) A Mardefeld, 7 juillet 1744. Archives de Berlin. Texte non publié

Il se flattait pourtant de pouvoir personnellement en esquiver les conséquences. Mais le marquis n'avait pas encore quitté la Russie qu'un autre coup de théâtre se produisait à Berlin. Brusquement, le comte de Rosenberg, qui y représentait la reine de Hongrie, annonça son départ. Il avait ordre de prendre un congé de quelques semaines et de se rendre à Saint-Pétersbourg, pour y complimenter Élisabeth au sujet de son avènement. Le Roi n'eut aucun doute sur ce que cela voulait dire. Marie-Thérèse s'était énergiquement refusée jusqu'à présent à satisfaire les exigences de l'Impératrice au sujet de Botta, et la querelle s'envenimait, la reine de Hongrie manifestant l'intention de donner de l'avancement dans l'armée à son ancien ambassadeur, et Élisabeth ripostant par la menace de le faire pendre en effigie (1). Évidemment, le voyage de Rosenberg annonçait un revirement motivé par la disgrâce de M. de la Chétardie. L'Autriche voulait en profiter pour rentrer en scène à Saint-Pétersbourg, fût-ce au prix d'une humiliation. Et en effet, instruit de l'objet de sa mission et des raisons qui la motivaient, Rosenberg écrivait à Ulfeld, le ministre des affaires étrangères de Marie-Thérèse : « Voilà un furieux rabat-joie pour nos ennemis! » Le 5 août 1744, il était déjà à Riga, et le 4 septembre il annonçait de Moscou que, sans être tout à fait fixé sur l'accueil que lui ferait Élisabeth, à raison de l'affaire Botta, il voyait les affaires de sa cour « prendre un train admirable » en Russie, tandis que celles de la Prusse « arrivaient à un point où elles seraient irréconciliables » (*sic*). Bestoujev paraissait très porté à en finir promptement et à l'amiable avec la « maudite affaire », et il se flattait même de déterminer sa souveraine à quelque démarche vigoureuse contre le roi de Prusse. Tyrawly et Gersdorf, l'envoyé saxon, démontraient au chancelier l'opportunité d'attaquer immédiatement la Prusse orientale, qui se trouvait dégarnie de troupes, et Bestoujev paraissait goûter beaucoup l'idée. Il indiquait seulement la nécessité d'attendre le retour de l'Impératrice, qui se trouvait pour

(1) Mardefeld au Roi, 5 novembre 1743. Archives de Berlin.

le moment à Kiév. Mais un autre représentant du roi de Pologne, son ministre Flemming, qui rejoignait cette souveraine en Ukraine, la montrait fort bien disposée aussi. Elle lui avait donné personnellement l'assurance qu'elle assisterait son maître, et que le roi de Prusse « serait bridé comme il faut (1) ». Le succès ne dépendait plus que d'une question d'argent. Bestoujev donnait le trésor russe pour tout à fait épuisé, mais il espérait que les puissances maritimes consentiraient « à se rendre service à elles-mêmes », en payant à la Russie deux millions d'écus, moyennant quoi 40,000 hommes de troupes régulières seraient incessamment mis sur pied.

En novembre, la « maudite affaire » fut réglée, Marie-Thérèse y allant, comme s'en doutait Frédéric, jusqu'à l'humiliation, jusqu'à l'offre de mettre Botta à la forteresse de Gratz et de l'y garder aussi longtemps qu'il plairait à l'Impératrice, jusqu'à des excuses assez humbles et plus loin encore : Rosenberg reçut à l'adresse d'Élisabeth une lettre qui avait dû coûter cher à l'orgueil de sa maîtresse ; après y avoir nettement blâmé la conduite de son ancien ambassadeur, dit le chagrin qu'elle en ressentait et fait appel à la solidarité des deux pays contre leurs ennemis communs, Marie-Thérèse traçait ces lignes : « Votre Majesté, douée d'une grande pénétration, rendra sans doute justice à la pureté de mes intentions à son égard et aux sentiments de reconnaissance que je conserverai jusqu'à la mort pour la mémoire de feu madame votre mère, l'impératrice Catherine, laquelle dès ma tendre enfance m'a prise entre ses bras, en me garantissant les traités solennels de l'année 1725 et la succession de mes ancêtres. Plaise à Dieu, Madame, que je vous devienne redevable de la même reconnaissance en exécutant vos glorieux desseins (2). »

Après avoir montré le document à Bestoujev, Rosenberg le remit prudemment dans sa poche, se réservant d'en donner

(1) Rosenberg à Ulfeld, 5 août, 4 sept., 5 et 19 oct. 1744. Archives de Vienne. Comp. *Archives* Vorontsov, t. II, p. 69.

(2) Archives de Vienne, copie sans date.

communication officielle quand toutes les difficultés seraient aplanies entre les deux cours. Mais le chancelier n'en pleura pas moins de joie, en traitant l'ambassadeur de « Moïse sauveur » ; Élisabeth, prévenue, partagea la satisfaction de son ministre, et un projet de traité offensif contre la Prusse fut mis sur pied avant la fin du mois.

Cette satisfaction n'était pourtant pas sans mélange, dans l'esprit du ministre russe tout au moins. Bien qu'il comptât sur les puissances maritimes seules pour remédier aux embarras financiers de sa cour, Bestoujev s'était persuadé qu'au moins en ce qui le concernait, la contrition de Marie-Thérèse serait accompagné de quelque témoignage de sa munificence. Quelle ne fut pas sa surprise quand, à la faveur d'une intimité bientôt établie, Rosenberg lui confia sa propre détresse ! Non seulement on n'avait pas songé à le mettre en état de répondre à l'attente légitime du ministre, mais on le laissait personnellement sans ressource pour faire face aux dépenses de son séjour à Moscou. Quand l'Impératrice y reparut, cette gêne augmenta encore. Admis à l'honneur de jouer avec la souveraine, le malheureux ambassadeur suait à grosses gouttes dans la crainte de perdre une somme qu'il eût été incapable de payer, et, au lendemain d'une de ces parties, il écrivait : « J'ai gagné hier 400 roubles à l'Impératrice ; c'est presque tout mon bien. » Un peu plus tard, loin d'avoir quelques milliers d'écus à offrir au chancelier, il se voyait dans la nécessité de recourir à sa bourse, et, à la fin de novembre 1744, il fut son débiteur pour trois mille roubles (1).

Or, à la même heure, conscient du péril, Frédéric n'épargnait aucun moyen pour le combattre. Certes, il ne songeait plus à renverser Bestoujev, ni même, pour le moment, à le gagner. Élisabeth venait de nommer celui-ci grand chancelier, consacrant ainsi son triomphe. Mais elle lui avait donné un collègue dans la personne de Vorontsov. C'était donc de ce côté qu'il fallait porter un énergique effort, et, en assurant

(1) A Ulfeld, Moscou, 28 et 30 nov. 1744. Archives de Vienne, en français.

que le concours du nouveau vice-chancelier pouvait être acquis et offrir de grandes ressources pour contrecarrer la politique de son collègue, Mardefeld obtenait la permission de lui donner jusqu'à 50,000 roubles (1). D'autre part, dès le lendemain du départ de M. de la Chétardie et malgré l'arrivée de Rosenberg, l'envoyé prussien avait assuré son maître que l'armée russe ne bougerait pas de l'année, quoi qu'on pût tenter pour la mettre en mouvement, les caisses du gouvernement russe étant vides, et personne ne paraissant disposé à les remplir. Aussi, dès le mois d'août, passant outre à l'échec que son plan avait éprouvé de ce côté et payant d'audace comme toujours, Frédéric avait poussé ses armées en Bohême à travers la Saxe et occupé Prague. Il s'était vu, à la vérité, obligé de reculer devant une armée saxonne conduite par le prince de Saxe-Weissenfeld, mais il comptait prendre une revanche prochaine, si la Russie ne s'en mêlait pas.

Cette éventualité parut à la fin de l'année de moins en moins probable. Rosenberg éprouvait à son tour la difficulté de négocier auprès d'une cour où on ne pouvait faire un pas sans bâtir un pont d'or « On ne peut se figurer la façon dont on y traite les affaires, écrivait-il. Cela surpasse l'imagination, et personne dans le monde n'est capable d'en donner l'idée. » Il s'en déclarait « hébété ». Et il arrivait à l'idée bizarre de mettre à contribution le prince de Lichtenstein pour les deux millions d'écus, sans lesquels on ne pouvait songer à faire bouger un homme sur les centaines de mille soldats dont disposait Élisabeth. Le prince pourrait être remboursé « avec quelque morceau de Gueldre ou du pays de Clèves (2) ». Non content de réclamer ce subside indispensable, voilà que Bestoujev déclarait encore qu'il fallait de toute nécessité, pour qu'il pût être utilement employé, gagner Vorontsov avec une forte somme d'argent. Un colloque bizarre s'engageait à ce sujet entre l'ambassadeur et le chancelier.

(1) *Pol. Corresp.*, t. III, p. 307.
(2) A Ulfeld, 28 novembre 1744. Archives de Vienne, en français.

— Vous m'avez dit précédemment que Vorontsov s'était refusé à accepter 50,000 roubles de Mardefeld, et que, instruite de cette tentative de corruption, l'Impératrice en avait témoigné une indignation extrême.

— Elle a apparemment changé d'avis.

Ainsi, très mal en point, la partie n'était pas entièrement désespérée ni pour la Prusse ni pour la France. Et précisément après avoir esquivé un mouvement pudique de recul, sur la nouvelle de la déconvenue de la diplomatie française en Russie, Frédéric tendait maintenant à reprendre contact avec elle. Mais que faisait M. d'Allion au poste qu'on avait eu la fâcheuse idée de lui confier? Un instant la cour de Versailles avait reconnu la maladresse de ce choix. En novembre 1744, l'arrivée de d'Argenson à la direction exclusive des affaires étrangères avait paru annoncer dans tous les sens une politique plus vigoureuse et mieux inspirée. Le nouveau ministre de Russie en France, Gross, déclarant d'ailleurs au nom d'Élisabeth qu'elle n'aurait aucun plaisir à revoir M. d'Allion (1), une lettre de Louis XV à l'Impératrice annonça l'envoi prochain d'un ambassadeur, qui serait le comte de Saint-Séverin, en résidence à Varsovie. Le malheur voulut que le diplomate tombât malade en route, et d'Allion, qui sur ces entrefaites s'était hâté de gagner Saint-Pétersbourg, n'eut pas de difficulté à faire prévaloir l'idée qu'on ne perdrait rien au change. A l'entendre, les affaires du Roi étaient en excellente situation, malgré Rosenberg, et lui, d'Allion, suffisait pour les y maintenir. On se laissa persuader, et la fierté de Louis XV n'y fut pour rien, quoi qu'en aient pensé quelques-uns (2).

Que faisait donc le chargé d'affaires français? La réponse est : Néant. Il envoyait de Pétersbourg des dépêches pleines de vantardises et de promesses effrontées; mais, subordonnant pour le moment le succès de sa mission au résultat des efforts poursuivis par Mardefeld, il laissait pratiquement le Prussien

(1) *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 137.
(2) Comp. Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, p. 202.

seul et dépourvu de tout appui dans la redoutable lutte où se jouait l'avenir de l'Europe.

II

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ET LA DIPLOMATIE PRUSSIENNE

Un nouveau champion allait y paraitre et en augmenter encore le péril pour le camp franco-prussien. Les États généraux envoyaient maintenant un représentant en Russie, sans doute pour y engager des pourparlers au sujet des subsides. Et c'était de Dieu, un diplomate de grande réputation. Néanmoins, s'appuyant sur Vorontsov, Mardefeld faisait bonne contenance; si bien qu'en décembre 1744, Frédéric se jugea en posture non plus de conjurer une intervention de la Russie en faveur de l'Autriche, mais de requérir contre cette puissance le secours qu'Élisabeth s'était engagée à lui donner par le traité récemment signé (1). En janvier 1745, l'intimité entre Mardefeld et Vorontsov augmentant, le vice-chancelier annonça à l'envoyé prussien que l'Impératrice allait offrir sa médiation aux puissances belligérantes. Frédéric ne pouvait demander mieux, d'autant que Vorontsov confiait en même temps à son ami qu'on avait l'intention bien arrêtée d'assurer à la Prusse la possession des provinces acquises au traité de Breslau, et le Roi d'écrire en marge de la dépêche de son agent : « C'est parfait, mais il faut que Mardefeld insiste pour un dédommagement du mal qui m'a été fait en haute Silésie et qu'il fasse comprendre que la reine de Hongrie, m'ayant attaqué dans mes provinces, me doit indemnisation (2). » Il devenait exigeant, l' « indemnisation » réclamée devant comprendre, dans sa pensée, la haute Silésie, les enclaves de Moravie, les soi-disant hautes montagnes de la Silésie et quelques villes

(1) A l'Impératrice, 19 décembre 1744. Archives de Berlin. Texte non publié.

(2) Mardefeld au Roi, 23 janv. 1745. Archives de Berlin. La note de Frédéric est inédite. Comp. *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 35.

autour du comté de Glatz. Mais aussi Mardefeld recevait pouvoir d'offrir deux cent mille écus à Bestoujev. Si le chancelier jugeait ces prétentions exagérées, le cadeau serait réduit en proportion.

Entre ces ordres, la confidence de Vorontsov et l'obligation qu'il avait de remettre la « lettre réquisitoriale » par laquelle Frédéric prétendait s'assurer l'intervention armée d'Élisabeth, l'envoyé prussien se trouva embarrassé. Il crut bien faire en prenant les devants et en apostillant la lettre d'une demande ayant précisément pour objet cette médiation que l'Impératrice, au dire de Vorontsov, était sur le point de proposer. L'une ferait passer l'autre. Le résultat trompa son attente. Élisabeth répondit en acceptant la médiation, mais en refusant le secours. Elle était résolue à n'en donner à aucun des belligérants. Le nouveau ministre anglais, Hyndford, n'en fut pas moins surpris et mortifié, Bestoujev lui ayant précédemment donné à plusieurs reprises l'assurance que la médiation serait refusée et que les douze mille hommes promis à l'Angleterre seraient mis à sa disposition dès qu'elle en exprimerait le désir. « Nous n'avions aucun autre moyen d'éluder la réquisition du roi de Prusse », disait maintenant le chancelier (1). Mais Frédéric, de son côté, témoigna un vif mécontentement. Ayant tant dépensé pour gagner les ministres russes, il s'attendait à ce qu'ils se portassent au moins à quelque « mouvement d'ostentation » en sa faveur. Et que parlaient-ils de médiation « demandée » par lui! Il n'avait songé à rien de pareil (2)! Nouvel et pire embarras pour Mardefeld. Le pauvre envoyé se voyait désavoué. Heureusement il se trouva en mesure, à ce moment, de faire parvenir à son maître une nouvelle faite pour apaiser sa colère : la cour de Russie venait de prévenir celle de Saxe qu'elle ne souffrirait pas de sa part une action offensive contre la Prusse. Cela valait bien quelque chose, et en effet Frédéric se déclara satisfait pour le moment. Le 4 mars 1745, écrivant à Pétersbourg pour accepter définiti-

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 203, 214.
(2) *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 57.

vement la médiation impériale, il chargea Mardefeld de ses remerciements les plus chaleureux pour les ministres russes et pour Bestoujev en particulier (1).

Ainsi le conflit qui maintenait l'Europe sous les armes semblait entrer dans une nouvelle phase, s'acheminant à une solution pacifique. Déjà cependant s'était produit un événement destiné à détruire cette espérance : la mort de l'empereur des Romains (20 janvier 1745), qui ouvrait un nouveau champ aux ambitions de Marie-Thérèse. Les chances qu'on avait précédemment d'engager l'Autriche à accepter les bons offices de la Russie en devaient être grandement affaiblies, et bientôt une démarche inattendue de la Porte, s'offrant de son côté pour remplir le rôle de puissance médiatrice, détermina le cabinet de Saint-Pétersbourg lui-même à abandonner une entreprise où elle rencontrait de tels concurrents.

D'Allion demeura étranger aux négociations entamées à ce sujet. Traité en quantité négligeable, tenu en quarantaine, il n'en laissait rien paraître dans les dépêches qu'il envoyait à Versailles et arrivait à y donner si bien le change sur les dispositions réelles de la Russie qu'il engageait d'Argenson à la plus inutile et à la plus compromettante des démonstrations. Ce fut la fameuse « lettre d'agacerie » qu'on a tant reprochée au ministre et qui, adressée par Louis XV à Élisabeth en avril 1745, avait pour objet d'accepter cette médiation, dont ni elle ni personne ne se souciait plus, et qu'elle n'avait pas offerte. En même temps le ministre se flattait de toucher le cœur de la Tsarine. Pour cela, Voltaire avait été chargé de rédiger la missive, et s'était appliqué à y faire valoir ses talents de courtisan. « Plus la guerre est heureuse pour moi, faisait-il dire au roi de France, plus je vous conjure, Madame, de la terminer. C'est à la souveraine à qui je dois le plus d'estime que les nations devront le plus grand bienfait. » Comme le secrétaire ainsi employé par Louis XV n'était pas homme à s'oublier lui-même, un exemplaire de la *Henriade* se trouva

(1) *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 72. Le passage relatif aux ministres russes n'a pas été publié.

joint à l'épître, avec une dédicace où le rapprochement de deux Élisabeth, celle de Russie et celle d'Angleterre, donnait lieu à des comparaisons flatteuses (1). D'Argenson y ajouta encore un bureau en bois de violette avec une pendule du prix de sept mille livres, et le tout, d'après les assurances multipliées par d'Allion, devait faire merveille à Saint-Pétersbourg. On sait le résultat. Sans même y mettre de façons, Bestoujev déclara au chargé d'affaires français qu'il ne s'agissait plus de terminer la guerre, mais de la poursuivre avec vigueur, en donnant clairement à entendre que la Russie se disposait à y participer, et non pas du côté de la France. Et en effet Rosenberg annonçait simultanément à sa cour que l'Impératrice et ses ministres se montraient maintenant très favorables au renouvellement du traité de 1726 (2).

D'Argenson regretta amèrement la lettre et le beau bureau, et se déclara convaincu que le chancelier russe, auquel d'Allion avait offert jusqu'à cinquante mille ducats, s'était laissé gagner par une surenchère anglaise. Mes lecteurs savent déjà à quoi s'en tenir. On ne dépensait pas tant d'argent à Londres. Dès le mois de janvier 1745, sur une ouverture de Mardefeld, d'Allion s'était dit en mesure de verser une somme beaucoup plus considérable encore, soit deux cent mille roubles (un million de livres au cours d'alors), entre les mains de Bestoujev ou de Vorontsov, et Frédéric en avait conçu une grande joie, se donnant pour assuré que le chancelier « avait trop d'appétit » pour refuser un pareil morceau (3). Seulement, faisant toujours travailler Goldbach, Bestoujev savait ce que valait l'argent de d'Allion. Les millions ne lui coûtaient rien à offrir en paroles; mais à la même heure le chargé d'affaires français réclamait en vain le payement de ses propres appointe-

(1) Note de d'Argenson pour Ledran, 15 avril 1745. Aff. étr. Russie. VOLTAIRE, œuvres, édit. Beuchot, t. XXXVI, p. 30. Corresp. gén., 3 mai 1745. BROGLIE, *Marie-Thérèse impératrice*, t. I, p. 327; ZEVORT, *le Marquis d'Argenson*, p. 176.

(2) A Ulfeld, 18 mai 1745. Archives de Vienne, en français.

(3) Note marginale du Roi sur la dépêche de Mardefeld du 23 janvier 1745. Archives de Berlin. Non publiée.

ments! Et tandis que Frédéric déclarait à son agent qu'il ne lui demanderait jamais compte de ses dépenses, à quelque somme qu'elles dussent s'élever, d'Argenson reprochait au sien de porter au compte du roi des frais personnels (1) ! L'abime qui séparait les deux diplomaties est suffisamment indiqué par ce seul trait.

Bientôt détrompé, Frédéric eut soin aussi de ne s'en plus fier qu'à ses propres ressources. Après avoir caressé l'espoir de se concilier la Russie ou l'idée flatteuse de pouvoir dédaigner ses menaces (2), il changea d'avis en mars, à la nouvelle d'un traité négocié par la cour de Saxe avec celles de Londres et de Vienne pour l'attaquer en Silésie. Tout en déclarant alors que les ministres russes étaient « des monstres d'iniquité », il pressa Mardefeld de leur faire connaître l'étendue des sacrifices pécuniaires qu'il était disposé à faire en leur faveur, et ordonna de travailler à un carrosse pour Élisabeth. Le carrosse, construit à Paris, se trouva magnifique à souhait, et, après des négociations laborieuses, au cour desquelles il tenta vainement encore de tirer pied ou aile de d'Allion, Mardefeld réussit à faire marché avec Bestoujev et avec Vorontsov pour cinquante mille écus par tête. Sur quoi, ayant payé en outre deux quartiers de pension à Lestocq et à Brümmer, il annonça à son maître que tout danger de voir l'armée russe en campagne avait disparu. Sa confiance à ce sujet se trouvait d'ailleurs fortifiée par des renseignements pris dans d'autres quartiers. Il possédait depuis longtemps une étroite liaison avec le général russe Keith, dont c'était le rêve de passer au service de Frédéric. Et Keith se portait garant que les troupes russes ne marcheraient pas. En recevant l'ordre de mettre sur le pied de guerre le corps qu'il commandait, il avait dû demander des vivres, des munitions et même des hommes. Ses cadres étaient dégarnis. Là-dessus on lui avait envoyé « quatre-vingts coquins tirés des prisons » ; comme il insistait, on lui avait ri au nez. A Riga, le

(1) D'Allion à d'Argenson, 16 (27) novembre 1745. Aff. étr.
(2) *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 16, 35, 70, 146.

feld-maréchal Lascy s'était étonné de sa naïveté : « Comment pouvez-vous supposer que la campagne aura lieu ? Tous les ordres que l'on donne ne sont que sur du papier, et il faut les exécuter de même. » Pour en avoir le cœur net, Mardefeld s'était adressé à d'autres officiers supérieurs et même à de simples colonels. Tous lui avaient répété la même chose : « L'armée russe ne marcherait pas, parce qu'elle n'était pas en état de marcher. »

Mais ne se laissait-il pas tromper par ses amis ? Sur un doute exprimé en ce sens par Frédéric, le diplomate prussien répondait avec quelque vivacité : « J'ose assurer hardiment à Votre Majesté que je sais jusqu'où les bornes de la probité russe s'étendent ; par conséquent, je n'ai eu jusqu'à ce moment aucun ami intime dans cette nation, ni n'en aurai (1). » Et le Roi, complètement convaincu, prenait ses mesures en conséquence, annonçant dès le mois de mai 1745 qu'il allait faire ses affaires en Allemagne comme si la Russie n'existait pas : « Si nous sommes heureux, nous irons en Saxe, et arrive tout ce qui pourra, et alors, pour empêcher les secours de la Russie, la banque de Leipzig m'en fournira les moyens... Les Saxons et les Autrichiens sont entrés hier en Silésie, et nous ferons notre devoir pour les chasser. Dès que l'affaire sera finie, nous tomberons avec un corps qui est prêt sur la Saxe, et Mardefeld pourra dire alors : Ne l'ai-je pas dit (2) ? »

Et Mardefeld exultait, prodiguait des encouragements à son maître. Bestoujev, touchant de plusieurs mains à la fois, avait bien essayé d'engager Élisabeth à accéder au traité de Varsovie (3) signé le 8 janvier 1745 entre l'Autriche, la Saxe, l'Angleterre et la Hollande ; mais à la conférence des ministres, Vorontsov s'y était opposé et avait fait prévaloir son avis. En

(1) Mardefeld au Roi, 4 avril 1745. Archives de Berlin.

(2) En marge d'une dépêche de Mardefeld du 12 mai 1745. Texte non publié. Comp. *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 146.

(3) Mardefeld l'appelle le traité de Grodno, les négociations ayant commencé à la diète polonaise tenue en cette ville en octobre 1744. Dépêches du 18 et du 22 mai 1745. Archives de Berlin.

effet, Hyndford s'épuisait vainement en frais d'éloquence et en expédients. Tantôt, le traité anglo-russe stipulant que les douze mille hommes promis par la Russie pourraient être remplacés par une somme de cinq cent mille roubles, au choix de l'Angleterre, il faisait mine de demander l'argent « pour effrayer », et tantôt encore il offrait de prendre à la solde de l'Angleterre trente à quarante mille hommes de troupes russes.

Accepté, à condition que ces troupes ne serviront que contre la France (1).

Bestoujev voulait bien sacrifier les écus de d'Allion, mais non ceux de Mardefeld, et d'ailleurs Élisabeth répugnait encore à l'idée de recevoir des subsides.

Parfois le chancelier trouvait, à la vérité, que Frédéric en demandait trop pour son argent. Se disant menacé par le traité de Varsovie, le Roi renouvelait avec insistance ses réquisitions au sujet d'un secours en troupes ou d'une intervention diplomatique à Dresde, et Mardefeld mandant que Bestoujev usait de moyens dilatoires, il s'indignait : « Je conclus de votre relation que le chancelier est vendu à l'Angleterre, que le vice-chancelier vous trompe et qu'il n'y a aucun fond à faire sur cette cour que du jour au lendemain (2). » Mais l'essentiel était cependant de n'avoir pas les Russes contre soi si on ne les avait pas pour soi, et sur ce point Mardefeld se portait toujours garant : « Il ne marchera pas un homme d'ici en faveur de qui que ce soit. » A la fin de mai il fut même en mesure d'annoncer qu'Élisabeth avait fait sérieusement exhorter la Saxe de ne rien entreprendre contre la Prusse, et en même temps il mandait que, « fort animée contre la cour de Vienne », la Tsarine avait montré une grande satisfaction de la victoire remportée par les Français.

C'était Fontenoy.

Cette journée semblait faite pour restaurer en Russie,

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 283-287.

(2) En marge d'une dépêche de Mardefeld du 1er mai 1745. Archives de Berlin. Texte non publié.

comme ailleurs, la fortune de la France. Elle ébranla le crédit mal rétabli encore de l'Autriche et compromit pour quelque temps celui de l'Angleterre; mais la Prusse fut seule à en recueillir un large bénéfice à Saint-Pétersbourg, grâce à la façon dont les intérêts français continuaient à y être représentés. Tous les jours, l'envoyé anglais et le chancelier russe se félicitaient mutuellement d'y voir rester M. d'Allion (1). Le rôle du chargé d'affaires continuait à être nul. En entendant parler de 50,000 écus à toucher, Bestoujev et Vorontsov avaient témoigné d'abord un vif désir de s'entendre avec un homme disposant d'arguments si persuasifs, mais bientôt après ils s'étaient préoccupés de toucher une avance sur les sommes promises. Et, après les avoir éconduits, d'Allion les voyait changés du tout au tout à son égard, hérissés « d'épines et de pointes ». Il s'y piquait maintenant constamment, l'avouait, mais s'en consolait, à chaque déboire, avec une étonnante philosophie. « Nous sommes déjà si noirs à cette cour, écrivait-il, que ce nouveau coup de pinceau n'y peut ajouter qu'une légère nuance (2). » Il lui avait fallu attendre longtemps, jusqu'à la fin de mars 1745, sa première audience à la cour, et Élisabeth s'y était montrée particulièrement maussade. Mais quoi! M. d'Allion avait refusé de baiser une main où Tyrawly ne portait naguère ses lèvres qu'en s'agenouillant (3). Et, après avoir blâmé la conduite de M. de la Chétardie, la cour de Versailles n'imaginait-elle pas maintenant d'obliger son représentant à se donner pour l'ami et le défenseur de l'ancien ambassadeur! Un historien a eu raison de dire que cette maladresse le confondait (4). Et cependant M. d'Allion était pressé en même temps par sa cour d'entrer en négociation avec les ministres russes au sujet d'une alliance. On devine l'accueil qui l'attendait. Il eut beau assurer à Bestoujev et à Vorontsov

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 255.

(2) A d'Argenson, 23 janvier 1745. Aff. étr.

(3) Le même au même, 28 mars 1745. Aff. étr. Comp. Vandal, *loc. cit.*, p. 201. L'auteur a eu tort de se fier à une relation de Flassan.

(4) Zevort, *loc. cit.*, p. 180.

que les 50,000 ducats leur seraient payés aussitôt après l'échange des signatures :

— Grand merci! Les bontés de l'Impératrice nous mettent à l'abri du besoin.

Le pauvre homme eut une lueur : « J'offre de l'argent, et les Anglais en donnent, » écrivait-il. C'était bien cela! A force d'obsessions, il réussit cependant à entrer en conférence avec le chancelier et avec son collègue. Mais ce fut pour éprouver un amer désappointement : ni l'un ni l'autre ne voulaient entendre parler d'une alliance politique. L'Impératrice avait pris déjà d'autres engagements.

— Promettez-moi au moins de garder la neutralité pendant la présente guerre.

— Impossible; nos engagements avec l'Angleterre et avec la Saxe s'y opposent.

— Mais alors que vouliez-vous dire en acceptant d'abord de traiter avec moi?

— Les circonstances ont changé.

Cela se passait en juin 1745 (1), et à ce propos on a parlé d'un traité qui aurait été conclu entre la Russie et l'Autriche dès le mois de mai (2). C'est une erreur. Le traité ne devait être signé qu'une année plus tard. En ce moment donc, Élisabeth ne pouvait être sollicitée d'intervenir contre Frédéric que soit en vertu d'un ancien traité avec l'Autriche datant de 1726, soit en vertu des engagements plus récemment pris avec la Saxe. Elle se refusait à reconnaître le premier, et les seconds prêtaient à diverses interprétations. L'Autriche, l'Angleterre et la Saxe poursuivaient l'accession de la Tsarine au traité de Varsovie; mais Mardefeld réussissait assez bien à contrecarrer leurs efforts, et la diplomatie anglaise se trouvait paralysée par une querelle mettant aux prises Tyrawly et son successeur Hyndford. Après avoir demandé son rappel, Tyrawly s'était ravisé, retenu par le désir de participer à la signature du traité en perspective et d'en recueillir les bénéfices honori-

(1) D'Allion à d'Argenson, 4 (15) juin 1745. Aff. étr.
(2) Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, p. 203.

fiques et pécuniaires, peut-être aussi par d'autres raisons, dont le secret est resté entre Élisabeth et lui. Hyndford s'en accommodait mal, trouvant qu'il y avait un ambassadeur anglais de trop à Saint-Pétersbourg (1), et Bestoujev, mené bride en main par Mardefeld, profitait du conflit pour faire traîner la négociation et maintenir la balance égale entre les partis en présence. Il envoyait à Dresde un avertissement qu'on eût garde d'attaquer la Prusse et de compter sur une assistance armée de la part de la Russie, et le même courrier, en passant par Berlin y déposait une note indiquant qu'aux yeux de la cour de Saint-Pétersbourg celle de Dresde ne rompait pas la neutralité en remplissant ses engagements envers la reine de Hongrie (2). Frédéric criait à la duplicité, mais Mardefeld voyait clair dans ce jeu et continuait à rassurer son maître. Le Roi pouvait entrer en Saxe s'il lui convenait; la Russie ne s'en mêlerait certainement pas (3). Et Frédéric prenait au mot son agent. Le 4 juin 1745, il écrasait les troupes saxonnes à Hohenfriedberg, et le 4 septembre, tout en approuvant Mardefeld, qui, dans l'intervalle, avait essayé encore d'obtenir que d'Allion l'appuyât efficacement pour conjurer toute intervention de la part de la Russie, il l'avertissait en confidence que c'était désormais peine superflue. Il venait d'enlever à la pointe de l'épée un traité avec l'Angleterre, et la Saxe allait y être comprise.

C'était la fameuse convention de Hanovre.

La Saxe devait résister encore jusqu'à la fin de l'année; mais les troupes russes ne bougeaient toujours pas, et Rosenberg déclarait avec amertume n'avoir obtenu, comme prix de ses efforts, que ces deux grands points : « d'être arrivé à démasquer les ministres russes et à mettre à jour leur insuffisance et leur mauvaise foi. » Il ajoutait : « Si la Reine était moins belle et moins ornée de belles qualités, elle n'exciterait pas la jalousie ici, et peut-être qu'alors on penserait plus solidement. Mais les

(1) *Sbornik*, t. CII, p. 188-206.
(2) Podewils au Roi, 3 juin 1745; Frédéric à Mardefeld, 8 juin 1745. Archives de Berlin. Textes non publiés.
(3) Au Roi, 22 juin 1745. Archives de Berlin.

intérêts doivent céder et être sacrifiés à cette jalousie... et je représente la belle Hélène pour qui on fait la guerre (1). » Là-dessus, prenant prétexte de l'élévation de sa souveraine au rang impérial, il demandait ses passeports, laissant de nouveau la charge des affaires à Hohenholz.

Au sujet de l'attitude gardée par la Russie au milieu de cette crise, on a avancé encore qu'après avoir promis à Auguste III de l'assister contre Frédéric, « obéissant à un caprice de femme » , Élisabeth s'était refusée à exécuter un plan concerté à Vienne pour attaquer la Prusse par la Saxe (2). Je n'ai trouvé aucune trace d'un concert semblable, et les informations envoyées par Mardefeld avant et pendant la campagne semblent en exclure la possibilité. « Pas un homme ne passera les limites de cet empire, écrivait-il en juin, malgré l'ostentation que l'on en fait, et l'Impératrice dernièrement a ri de tout son cœur pour la seconde fois de ce que le maréchal Lascy a demandé de faire ramasser des provisions en Courlande. » Et en août : « L'Impératrice elle-même a dit après la bataille de Friedberg, plus d'une fois, en la présence du comte Lestocq, de Brümmer et de plusieurs autres personnes, que le roi de Pologne étant l'agresseur, il ne devait plus compter sur son assistance... Je sais qu'il y va de ma tête et que Bestoujev, gagné par le roi de Pologne, fait tout ce qui dépend de lui pour le servir; mais tous mes avis s'accordent à ce qu'il n'y aura pas la moindre marche (3). »

Au mois d'août, sur une réquisition reçue de la Saxe, le chancelier russe émit en conseil des ministres l'avis qu'il fallait envoyer le secours demandé, et Vorontsov exprimant une opinion contraire, Élisabeth en parut mécontente et accorda au vice-chancelier une permission de voyager à l'étranger qui ressemblait à une disgrâce (4). Mais Keith se chargea encore de mettre Mardefeld en repos. On lui envoyait ordre sur ordre

(1) A Ulfeld, 24 juillet et 11 sept. 1745. Archives de Vienne.
(2) Le duc de Broglie, *Marie-Thérèse impératrice*, t. II, p. 324.
(3) Au Roi, 5 juin et 14 août 1745. Archives de Berlin.
(4) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXII, p. 60-61.

de marcher; mais comme on ne faisait rien pour le mettre en état d'obéir, il restait persuadé que ce n'était que de l'*ostentation* (1). Rosenberg annonçant son départ, Élisabeth fut émue.

— Qu'est-ce que cela veut dire? demanda-t-elle à Bestoujev.

— Dame! Votre Majesté abandonnant l'Autriche dans sa détresse, son représentant n'a que faire ici. Les envoyés de Danemark, de la Hollande et de l'Angleterre imiteront sans doute prochainement son exemple...

Déconcertée, effrayée, l'Impératrice ordonna coup sur coup la réunion de deux conseils extraordinaires. Vorontsov n'y figura plus; la convention de Hanovre y fut traitée de félonie; une dépêche interceptée de d'Argenson à d'Allion donna aux membres de l'assemblée l'impression que le coup était fait de connivence avec la France, et l'unanimité fut pour envoyer un secours (2). Mais le second conseil eut lieu le 4 octobre. Il était trop tard pour mettre les troupes en marche. On décida de les faire cantonner en Livonie, Esthonie et Courlande, de façon qu'elles fussent prêtes pour agir au printemps. Après avoir signé les résolutions ainsi arrêtées, la légende veut qu'Élisabeth soit tombée à genoux devant une icone, prenant Dieu à témoin qu'elle agissait selon sa conscience. Après quoi, elle interrogea anxieusement Lascy. Qu'en pensait-il?

— Je ne suis qu'un soldat...

— Mais encore?

— Il faut mettre une bride au roi de Prusse.

— Oui, oui! c'est le Schah-Nadir prussien (3).

Cette fois, Frédéric se sentit sérieusement menacé. Mardefeld avait beau persister dans son optimisme sceptique : « Chien qui aboie ne mord pas; le cœur me dit que les troupes d'ici ne s'oublieront pas au point de mériter d'être rossées par celles de Votre Majesté. » D'une semaine à l'autre, au cours

(1) Mardefeld au Roi, 4 sept. 1745. Archives de Berlin.
(2) Hyndford à Harrington, 3 août 1745, *Sbornik*, t. CII, p. 366.
(3) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXII, p. 66; *Sbornik*, t. CII, p. 227; t. CIV, p. 50-53.

du mois de novembre, le Roi, qui partageait la manière de voir de son envoyé, changea d'avis et de ton. Il venait de féliciter Mardefeld sur la façon dont celui-ci relevait quelques propos malsonnants de Bestoujev; il lui avait donné l'assurance qu'à Berlin on en usait de même avec le comte Tchernichev, et il s'était déclaré en mesure de se passer désormais de la France, à laquelle il allait tourner le dos une fois de plus. Ce fut maintenant une autre antienne. Mû, pourrait-on croire, par quelque sombre pressentiment, le grand homme s'effarait à l'idée d'une rencontre possible avec ces troupes russes, dont on avait beau lui dire et qu'elles ne songeaient pas à l'attaquer et qu'elles n'étaient pas capables de lui tenir tête. Voici qu'il jugeait l'appui de la France indispensable pour le garantir contre le péril qui le menaçait de leur part, et il ne se contentait pas de solliciter par Mardefeld l'intervention de d'Allion (1); il écrivait à Louis XV, exprimant dans sa lettre avec un prodigieux aplomb cette pensée qu'il s'était sacrifié pour les intérêts français et pouvait donc se flatter que le Roi Très-Chrétien n'abandonnerait pas, au milieu de circonstances critiques, le dernier allié qui lui restât en Allemagne (2). La princesse de Zerbst arrivant sur ces entrefaites avec des commissions d'Élisabeth, dont la plus importante concernait le rappel de Mardefeld, « homme intrigant et inquiet », Frédéric chargeait son agent d'offrir jusqu'à 100,000 écus à Bestoujev, « comme dernière tentative ». Par son ministre à Londres, Andrié, il essayait encore de faire agir Hyndford, tout en prévenant Mardefeld que son opinion d'après laquelle l'envoyé anglais travaillait sous main à hâter la marche des troupes russes n'était pas dénuée de vraisemblance (3).

Mais cette inquiétude et cette activité diplomatique n'empêchaient pas le merveilleux lutteur de s'en fier simultanément

(1) A Mardefeld, 9 et 16 nov. 1745. Archives de Berlin. Textes non publiés. Comp. *Preussische Staatschriften*, t. I, p. 716.

(2) 15 nov. 1745, *Pol. Corresp.*, t. IV, p. 339.

(3) *Ibid.*, t. IV. p. 359, 379.

à sa fortune et à son génie. Continuant la campagne en plein hiver, il envahit la Lusace et la Saxe, battit les Saxons à Kesseldorf le 15 décembre, et, avant la fin du mois, il annonça à Mardefeld qu'il pouvait faire économie des 100,000 écus destinés au chancelier russe quelques semaines auparavant. Dresde occupée rendait le vainqueur maître de dicter la paix et de s'arranger avec la Saxe et avec l'Autriche sur la base de la convention de Hanovre (1).

L'année s'achevait donc triomphalement pour lui. Mais la France ne participait d'aucune façon à cette victoire. A la dernière heure, en décembre, pressé par Mardefeld, d'Allion avait renouvelé auprès de Bestoujev ses offres d'argent. Comme par le passé, le chancelier ne s'en était montré nullement flatté, et pour les mêmes causes. Il savait que les banquiers de Pétersbourg, comme ceux de Paris, refusaient tout crédit à l'envoyé français, et il lisait les dépêches où d'Argenson écrivait à son agent : « Vous ne réussissez à rien ; vos entretiens avec les ministres russes ne sont que des amusements ;... vous n'avez su vous ménager aucun canal ;... vous faites tout passer par le chancelier, qui de jour en jour devient plus Autrichien et plus Anglais (2). » Il lisait aussi celles où d'Allion le traitait de « malhonnête homme, vendant son crédit à beaux deniers comptants aux Anglais et aux Autrichiens, sans s'ôter la liberté de gagner ailleurs (3) ». Et en marge de l'une de ces dépêches communiquées à Élisabeth, il traçait le commentaire suivant : « Mon humble avis est de lui laisser encore quelque temps toute facilité d'épancher son venin. »

Les destinées de la France voulaient que, dans son alliance avec Frédéric, elle ne partageât que les revers qui maintenant étaient proches.

(1) A Mardefeld, 23 et 26 décembre 1745. Archives de Berlin. Textes non publiés.
(2) 3 août et 12 décembre 1746. Aff. étr.
(3) D'Allion à d'Argenson, 4 janv. 1746. Aff. étr.

III

LE TRAITÉ AUSTRO-RUSSE

Les courriers annonçant la prise de Dresde et la paix imposée par Frédéric à ses ennemis furent précédés à Pétersbourg par un nouvel envoyé autrichien. Le général baron de Pretlack y venait officiellement pour notifier à Élisabeth l'avènement de l'empereur des Romains, mais en réalité pour reprendre à pied d'œuvre la négociation abandonnée par son prédécesseur et ayant pour objet le renouvellement du traité de 1726. C'était un tout autre homme que Rosenberg. D'allure militaire, de manières aisées, d'esprit délié, il sut plaire en même temps à l'Impératrice et à son ministre, et il avait aussi d'autres moyens pour mieux réussir. En consentant à traiter avec Frédéric, Marie-Thérèse s'était soumise à une douloureuse nécessité, où l'absence du secours qu'elle attendait de la Russie avait eu une grande part; mais elle demeurait prête à recommencer la lutte, pour peu qu'on voulût cette fois lui prêter main-forte, et elle se montrait disposée à faire les sacrifices nécessaires pour obtenir ce concours. Elle offrait donc un subside de deux millions de florins, en chargeant son ambassadeur d'y ajouter à l'usage personnel du chancelier russe une somme convenable. La première offre fut médiocrement goûtée par Bestoujev. Les deux millions n'étaient payables qu'après que la nouvelle impératrice serait rentrée en possession de la Silésie.

— La belle ressource que vous nous donnez! objecta le chancelier. Nous avons besoin de fonds pour mettre nos troupes sur pied, et je viens d'offrir trente mille hommes aux puissances maritimes contre de l'argent comptant.

— Pensez-vous, riposta Pretlack, qu'après l'expérience de ces derniers mois, on ait grande confiance à Londres ou à la Haye dans l'efficacité de vos armements?

Hélas! Bestoujev avait de bonnes raisons pour en douter. L'Angleterre ne se pressait pas de répondre à ses ouvertures. Elle laissait la Russie en tête-à-tête avec l'Autriche, et le parti proposé par Pretlack devenait ainsi une carte forcée. En le repoussant, la cour de Saint-Pétersbourg risquait de rester isolée.

Il en résulta que Fréderic se sentit une fois de plus en danger, d'autant que, d'après des nouvelles reçues de France, le soupçon lui venait en même temps que cette puissance pourrait lui rendre la monnaie de ses trahisons passées en se réconciliant avec l'Autriche. « Si cela arrivait, écrivait-il à Mardefeld, la reine de Hongrie pourrait mettre en campagne soixante mille hommes, qui avec vingt mille Saxons et quarante mille Russes feraient une armée de cent vingt mille hommes, à laquelle je n'aurais à opposer que cent à cent douze mille hommes au plus. » Et il renouvelait à son agent l'ordre de gagner Bestoujev, si faire se pouvait, en y mettant cette fois un prix énorme : deux cent mille écus (1). Mais à la même heure Pretlack obtenait à Pétersbourg, pour sa négociation, un allié imprévu et infiniment précieux dans la personne de Hyndford. Depuis la paix de Dresde et en vertu de la convention de Hanovre, le diplomate anglais devait marcher d'accord avec son collègue prussien, et il faisait honneur officiellement à cette obligation, prodiguant à l'envoyé de Frédéric les témoignages de confiance et les promesses d'assistance, et s'en vantant dans sa correspondance avec Harrington. « Mardefeld est mon père confesseur », écrivait-il. Mais il entretenait une autre correspondance avec le baron de Steinberg, ministre du roi George à Hanovre. Or ce souverain avait, lui aussi, son « secret », qui consistait en une haine irréconciliable à l'égard de Frédéric, et Hyndford partageait entièrement ce sentiment (2).

Ainsi le diplomate prussien éprouvait à son tour les effets

(1) 19 avril 1746; *Pol. Corresp.*, t. V, p. 64.
(2) Voyez cette corresp. chez Borkovsky, *Die englische Friedensvermittelung im J.* 1745. Berlin, 1884, p. 81 et suiv.

d'une duplicité dont La Chétardie autrefois avait eu à souffrir de sa part. De plus en plus mal traité par l'ingrat Bestoujev, obligé de simuler un accès de goutte pour obtenir qu'on ne demandât pas son rappel avec trop d'insistance, il en était réduit à se décharger de toute participation directe aux négociations en cours sur ce collaborateur perfide, qui rapportait toutes ses confidences à Bestoujev et à Pretlack et, de concert avec eux, travaillait à hâter la conclusion de l'alliance austro-russe.

Pendant ce temps, après avoir médité encore, en janvier 1746, de remplacer l'impossible d'Allion par un ambassadeur susceptible de réparer ses bévues, d'Argenson changeait d'idée en mars, et, avec force compliments succédant d'une façon fort inattendue à ses précédentes réprimandes, il annonçait au chargé d'affaires qu'on ne songeait plus à le retirer de son poste. D'Allion n'avait qu'à « s'y tenir en attendant des temps meilleurs, qui ne pouvaient tarder à venir ». Le changement était dû à Gross, qui, sondé sur les dispositions qu'on pourrait trouver chez Élisabeth à le remplacer, lui aussi, par un ambassadeur, à titre de réciprocité, avait fait la réponse que l'on devine (1).

Ce qui ne devait pas tarder à venir, c'est, à la date du 22 mai (2 juin) 1746, la signature du traité austro-russe. Réduit à une alliance défensive et stipulant pour cet objet seulement un secours mutuel de trente mille hommes, il excluait formellement du *casus fœderis* la guerre actuelle entre l'Autriche et la France; mais ce n'était évidemment qu'un premier pas dans une voie où tôt ou tard la Russie ne pouvait manquer de se trouver embrigadée avec tous les ennemis présents ou futurs de la monarchie française.

Bestoujev avait touché six mille ducats pour sa participation à cette œuvre (2).

A Versailles on en ignora longtemps l'accomplissement, et à Pétersbourg même d'Allion ne fut pas mieux renseigné. Il

(1) D'Argenson à d'Allion, 3 et 23 mars 1746. Aff. étr.
(2) Pretlack à Ulfeld, 7 juin et 30 août 1746. Archives de Vienne, en français.

n'y eut de notification faite aux représentants des puissances étrangères qu'au commencement d'août, et celui de la France s'en trouva exclu. Aussi, ne se doutant de rien, d'Argenson se donna le ridicule de ménager une réception fastueusement cordiale au vice-chancelier russe, qui à ce moment même arrivait en France. Pendant qu'on préparait à Pétersbourg la rencontre prochaine des troupes françaises et des troupes russes sur le Rhin, le Roi, la Reine, le maréchal de Saxe faisaient assaut de courtoisie auprès de ce voyageur, qui prenait des airs mystérieux pour parler de la faveur dont il jouissait auprès d'Élisabeth, de ses dissentiments avec Bestoujev et de ses sympathies pour la France. On le combla de prévenances et de présents, et, comme il revenait en Russie, d'Argenson attendit avec une confiance ingénue le « coup de théâtre », qui ne pouvait manquer de se produire à son retour. Deux nouvelles remplacèrent celle qu'il espérait, annonçant, l'une l'événement, enfin rendu public, du 22 mai, l'autre le mariage du fils unique de Bestoujev avec une nièce de Razoumovski, union qui consolidait la situation du chancelier.

Je lis sous la plume d'un historien éminent : « Cette fois la cour de Versailles n'hésita pas à prononcer le rappel de M. d'Allion (1). » Je voudrais que ce fût vrai. Hélas encore! d'Allion seul, et de lui-même, devait s'aviser, *un an plus tard*, de demander non pas son rappel, mais un congé de quelques mois. Et jusque-là il se piqua de venger la cause de la France par des prouesses de sa façon. Dînant chez le chancelier russe en compagnie de Hyndford, il refusait de boire à la santé du roi d'Angleterre. Sur quoi, le consul anglais Wolff portant la santé du roi de France, Hyndford se levait et déclarait qu'il connaissait mieux le respect dû aux têtes couronnées dans la paix comme dans la guerre. D'Allion demeura assis.

— Je n'ai bu jamais à la santé d'aucun souverain avant celle de mon maître, déclarait-il.

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 204.

— Levez-vous pourtant, monsieur, tonna Hyndford, puisque vous me voyez debout ! tandis que, ivre de colère et de vin, Bestoujev, saisissant son verre, criait :

— Je bois, moi, au succès des armées anglaises (1) !

La diplomatie française avait assurément de meilleures revanches à chercher, sans que, avec l'historien que je viens de citer, je veuille lui faire reproche de ne s'être pas mise en frais pour tirer parti d'une puissante diversion dont l'offre lui serait arrivée à ce moment (2). Il s'agit d'une proposition d'alliance venant de la Porte, à l'instigation du fameux Bonneval et à la suite de démarches pressantes faites par l'ambassadeur du Roi à Constantinople. Le fait en lui-même est exact, mais cet incident diplomatique se place non *après* la conclusion du traité austro-russe, comme l'a supposé l'historien, mais *avant*, ce qui change du tout au tout la portée de l'incident. L'erreur signalée plus haut sur la date du traité a amené cette autre confusion. La proposition d'alliance est de 1745. A ce moment la menace d'une intervention de la Russie dans le conflit austro-français n'était encore nullement apparente. Marie-Thérèse n'avait même pas de représentant effectif à Pétersbourg depuis le départ de Rosenberg. S'allier avec la Porte à ce moment eût été aller directement contre les efforts que la diplomatie française était censée faire d'accord avec la diplomatie prussienne, et que celle-ci faisait en effet pour obtenir tout au moins la neutralité du puissant empire du Nord. On le comprenait si bien à Berlin qu'on n'hésitait pas à repousser une proposition analogue. Et, outre le souci de ne pas frayer la voie à l'alliance austro-russe qu'il ne s'agissait pas encore d'affronter, mais qu'on essayait de prévenir, on avait une autre raison pour prendre ce parti. Que valait l'alliance turque ? En 1745, elle ne valait rien, parce que, demeurant en guerre avec la Perse, la Porte n'avait pas alors un soldat dont elle pût disposer en faveur d'une puissance

(1) Hyndford à Harrington, Pétersb., 11 février 1746. *Sbornik*, t. CIII, p. 16.

(2) VANDAL, *loc. cit.*, p. 213.

européenne quelconque. Cette guerre ne prit fin qu'en octobre 1746, et alors la diplomatie russe et la diplomatie autrichienne s'entendirent pour entrer victorieusement en scène à Constantinople et y exclure toute compétition (1).

Ce que la diplomatie française pouvait faire pour atténuer à Saint-Pétersbourg et ailleurs les conséquences d'un échec qu'elle n'avait pas su éviter et qui peut-être était inévitable, il est malaisé de le dire. Elle pouvait s'épargner un peu de ce ridicule que le séjour de Vorontsov en France lui valait déjà. Elle en prit, malheureusement, une nouvelle et bonne part à Pétersbourg.

Le triomphe de la politique autrichienne y rendait déjà l'air irrespirable pour le représentant de Louis XV. Les anciens partisans de la France étaient éloignés, comme Brümmer, ou terrorisés. « C'est plaisir de voir, écrivait Pretlack, comme Lestocq et quelques autres, qui n'ont pas la conscience nette, tremblent de crainte que leur tour ne vienne aussi... Madame la grande-duchesse a été si effrayée de la chute des susdites personnes, principalement de M. de Brümmer, qu'elle ne fait que pleurer continuellement, et elle a poussé son affliction si loin qu'on a été obligé de la saigner avant-hier. » Pour que Marie-Thérèse fût certaine d'avoir l'armée russe à sa disposition pendant l'année prochaine, quelques gracieusetés seulement étaient encore nécessaires, au dire de son ambassadeur, comme l'envoi du portrait de l'Empereur et de l'Impératrice, ce qui permettait à Élisabeth d'offrir le sien, « car elle aime qu'on croie qu'elle est belle et qu'on se soucie de le savoir ». Quelques bouteilles de tokay devaient être jointes à ce présent, « pour humecter la flatterie (2). » Et voici que Mardefeld allait, lui aussi, disparaître de ce terrain de combat où il avait si longtemps balancé la victoire. Au moment où, sur de nouvelles et pressantes injonctions de Frédéric, qui voulait encore « cracher au bassin », il se disposait à tenter pour la centième fois la vénalité de Bestoujev, le chancelier coupa

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXII, p. 165.
(2) A Ulfeld, 5 nov. 1746. Archives de Vienne, en français.

court à ses ouvertures par une fin de non-recevoir péremptoire. Sur le désir exprimé par le roi de Prusse, Élisabeth avait consenti à rappeler Tchernichov de Berlin, et elle entendait que le départ immédiat de Mardefeld répondît à cette mesure. Dès à présent, elle interdisait à ses ministres de traiter avec cet envoyé. Il fallait se résigner. En septembre 1746, il n'y eut plus à Pétersbourg pour représenter les intérêts prussiens qu'un secrétaire de légation, Warendorf, aux appointements de deux cents écus par an. En même temps, suivant la pente et cédant aux inclinations personnelles de Hyndford, le cabinet de Londres autorisait son envoyé à négocier avec Bestoujev un nouveau traité ayant pour objet de livrer à l'Angleterre et à ses alliés un corps de trente mille Russes.

La conclusion de ce traité ne fut retardée jusqu'en 1747 que par des disputes acharnées sur le chiffre des subsides et aussi par les exigences personnelles du chancelier, qui réclamait pour lui-même dix mille livres sterling. Sur une réponse évasive venant de Londres, il jetait le projet de traité par terre et menaçait de rappeler les quelques troupes qui se trouvaient déjà en Courlande. « Cela ne peut plus s'appeler négocier, écrivait alors Chesterfield, mais traiter en réalité avec des usuriers et des *extortioners* qui ne connaissent ni raison ni mesure. » Enfin le 12 juin 1747 on tomba d'accord. La Russie se contentait de cent mille livres sterling par an.

Bestoujev en avait demandé trois cent soixante-quinze mille pour chaque millier d'hommes mis sous les armes; mais les puissances maritimes prenaient à leur charge l'entretien du corps auxiliaire (1).

En apprenant le fait, d'Allion eut un instant l'idée qu'il jouait un sot rôle et demanda à suivre Mardefeld dans sa retraite; mais se ravisant aussitôt, il prétendit avoir découvert un moyen infaillible de faire triompher quand même la cause du Roi. Ébranlé dans les derniers temps, le crédit de Lestocq se relevait, assurait-il, grâce à un mariage qui était un coup de

(1) *Sbornik*, t. CIII, p. 109, 159, 233, 284, 309, 325.

haute politique. Hyndford éclata de rire en lisant avec Bestoujev la dépêche interceptée du chargé d'affaires. Il venait de son côté d'envoyer au comte Steinberg quelques détails sur cette union, « qui donnait la comédie à la cour et à la ville ». Entretenant depuis de longues années avec Mlle Mengden, sœur de l'ancienne favorite d'Anne Léopoldovna, une liaison qui faisait scandale, le chirurgien avait été mis en demeure d'épouser cette vieille maîtresse, et sa situation n'y gagnait pas en prestige et en autorité (1).

Chose incroyable, d'Argenson parut prendre au sérieux cette mystification du fâcheux d'Allion, et en octobre 1747 seulement, lui succédant à la direction de la politique étrangère, le marquis de Puyzieux jugea que la France avait été suffisamment humiliée sur les bords de la Néva. M. d'Allion dut céder ses fonctions au consul français, de Saint-Sauveur, et les relations diplomatiques entre les deux pays furent interrompues en fait pour une longue suite d'années.

Ainsi se trouva préparé un événement dont je ne serais pas tenté de dire avec tel de mes prédécesseurs qu' « il était inouï, presque incroyable et sans exemple depuis les grandes invasions musulmanes ou tatares (2) », à savoir l'apparition sur le Rhin d'un corps d'armée russe, destiné à arrêter l'élan victorieux des vainqueurs de Raucoux et des conquérants de Berg-op-Zoom. La France et l'Europe occidentale ne venaient-elles pas d'en faire une expérience beaucoup plus récente avec l'armée de Lascy amenée en 1734 sur les mêmes champs de bataille? Mais, assurément, le spectacle conservait encore quelque nouveauté.

(1) Borkovsky, *loc. cit.*, p. 122.
(2) Duc de Broglie, *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, t. II, p. 379.

IV

LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE

Pour Frédéric comme pour Louis XV, la partie diplomatique se trouvait irrémédiablement perdue à Pétersbourg. Toutefois, depuis 1745, la situation des deux cours n'y était pas égale. Par la convention de Hanovre, le roi de Prusse s'était mis à couvert du côté des puissances maritimes et des auxiliaires qu'elles pouvaient soudoyer. Ainsi l'entrée en campagne, bruyamment annoncée maintenant, des troupes russes ne le visait pas en apparence. De cette apparence, il fit une réalité en se maintenant solidement sur le terrain acquis à Londres et en reprenant pied à Pétersbourg par l'envoi d'un nouvel ambassadeur, le comte de Finckenstein. Le traité de juin 1747 fut suivi à la vérité, en novembre et en décembre, de conventions accessoires portant le corps auxiliaire russe de trente à quarante-cinq mille hommes et accompagnées d'un article secret qui rendait la mission de Finckenstein assez hasardeuse. Cet article stipulait expressément que tous les arrangements pris et toutes les opérations projetées n'étaient destinés qu'à abattre le roi de Prusse. « Outre cela, mandait Pretlack, le chancelier a déclaré par écrit, par ordre de l'Impératrice, qu'au cas où le corps dût agir contre le roi de Prusse, non seulement elle le ferait augmenter, mais qu'elle donnerait aussi et incessamment l'ordre qu'on équipât pour le printemps prochain seize vaisseaux de guerre et six frégates pour agir conjointement avec la flottille des galères sur les côtes de la Poméranie (1). »

Le fait de cette stipulation secrète a été jusqu'à présent mis en doute, et on ne peut s'en étonner, tant elle paraît en désaccord avec l'attitude récemment prise par l'Angleterre.

(1) A Ulfeld, 30 nov. et 26 déc. 1747. Archives de Vienne, en français.

Mais la politique anglaise, on doit s'en souvenir, flottait en ce moment entre deux courants contraires, dont l'un absolument hostile à la Prusse. D'autre part, en traitant avec les puissances maritimes, Bestoujev avait dû tenir compte des sentiments personnels de sa souveraine. Elle ne se laissait engager, on l'a vu, à prendre part à cette guerre et à accepter pour son empire le rôle humiliant de puissance à la solde des pays étrangers, que par haine pour le *Schah-Nadir* prussien. Il était le véritable et le seul ennemi, à ses yeux, l'agresseur injustifiable de l'Autriche et de la Saxe, le perturbateur perpétuel de la paix, le félon et le traître, que l'on devait châtier, dompter et mettre au ban de l'Europe une fois pour toutes. En janvier 1748, l'Impératrice quitta Pétersbourg et alla passer quelques jours à la campagne, en dépit d'un froid excessif, pour ne pas célébrer la fête de l'Aigle noir de la Prusse (1).

L'article secret et la déclaration du chancelier russe étaient donc une concession faite à ces sentiments. Frédéric ne l'ignora pas ; mais, bien renseigné sur la portée réelle de ces documents, il refusa de s'en émouvoir. « Tant que je m'entendrai et serai d'accord avec l'Angleterre », écrivait-il à Finckenstein, « je n'aurai rien à appréhender de la Russie. » Et en effet le nouvel envoyé prussien reprenait presque mot pour mot le langage de Mardefeld en adressant à son maître coup sur coup des bulletins rassurants. Bestoujev le traitait assez mal, et l'Impératrice encore moins bien ; mais il évitait d'aborder trop souvent la souveraine et demandait la permission de réprimer convenablement les « brutalités » du chancelier, qui ne tiraient pas à conséquence, car assurément le Roi n'avait rien à craindre de la marche des troupes russes. Et Frédéric de répondre : « Je vous permets de bien bon cœur de monter votre grand cheval toutes et quantes fois que vous le jugerez à propos (2). »

Les premières semaines d'avril 1748 justifièrent cette

(1) *Sbornik*, t. CIII, p. 501.
(2) *Pol. Corresp.*, t. VI, p. 27.

attitude hautaine et confiante. S'acheminant alors vers le Rhin, au moment même où à Aix-la-Chapelle s'échangeaient déjà les signatures pour les préliminaires de la paix, les troupes russes évitèrent soigneusement le territoire prussien. Elles avaient une autre route à prendre, jalonnée depuis Pierre le Grand pour le passage de toutes les armées du nord-est européen. La Pologne n'était-elle pas ouverte à tout venant, terre neutralisée par commun accord, en attendant l'heure prochaine du partage ? De son côté, Frédéric se tint coi, faussant compagnie à la France une fois de plus et la laissant seule en face des ennemis communs. Pour cela, il se servit de ce même « article secret », dont rien ne révélait l'existence et dont la trace s'est si bien perdue, depuis, dans les archives, qu'on a soupçonné le Roi de l'avoir inventé (1). Frédéric en avait eu connaissance; il s'était précautionné à Londres et à Pétersbourg contre son application, et il en invoquait maintenant la menace, habilement déjouée, pour justifier sa nouvelle félonie.

Au surplus, si l'intervention armée de la Russie a pu exercer quelque influence sur l'issue de la lutte, ç'a été, on le sait, d'une façon indirecte et bien peu déterminante. Conduit par le vieux Repnine, le corps russe n'eut pas à tirer un coup de fusil, et la période des hostilités était fermée avant qu'il eût fait la moitié du chemin qu'il aurait dû faire pour y prendre part. Les pourparlers se prolongeant à Aix-la-Chapelle jusqu'en octobre 1748, on y arriva de part et d'autre à trouver que, n'ayant servi à rien, cette armée en marche devenait un embarras. Elle n'était pas comprise dans l'armistice, et, après avoir mis beaucoup de lenteur dans ses premières étapes, elle n'avançait plus vite qu'au moment où on cessait de l'attendre. Les signataires des préliminaires s'entendirent même pour exclure la Russie des négociations ultérieures. L'envoyé russe à Londres eut beau invoquer le texte des conventions passées avec les puissances maritimes et demander que sa cour fût au

(1) Duc DE BROGLIE, *la Paix d'Aix-la-Chapelle*, p. 23, note. L'auteur dit n'avoir pu découvrir nulle part l'existence de cette convention secrète.

moins comprise dans le traité de paix définitif, pour éviter des représailles : « Si on admet les puissances mercenaires, objectait dédaigneusement le plénipotentiaire français, comte de Saint-Séverin, — le même qui avait failli être ambassadeur en Russie, — nous n'en finirons jamais. » Et, comme on était pressé de conclure, on passa outre (1), en insistant vivement auprès du prince Repnine pour qu'il ramenât ses troupes en arrière, l'évacuation des Pays-Bas occupés par les troupes françaises étant à ce prix. La Russie pourrait accéder au traité ultérieurement. Le commandant en chef russe étant mort sur ces entrefaites, un de ses lieutenants, le comte Lieven, dut déférer au vœu des alliés, et cette seconde campagne européenne de l'armée russe se termina aussi peu glorieusement que la première.

Mais Frédéric en conçut des craintes très réelles cette fois. Rien ne lui avait mieux convenu que de voir les « Oursomanes » en route pour les pays d'occident et en passe de se frotter contre les Français. Il les jugeait maintenant prêts « à lui tomber sur le dos ». Il venait de rappeler Finckenstein de Pétersbourg en pensant utiliser mieux ses talents dans un autre poste et en le remplaçant par un « novice », le baron Goltz. Il regrettait sa décision. Des notes présentées à Stockholm par le gouvernement russe, à l'effet d'y marquer l'opposition de l'Impératrice à une réforme constitutionnelle en perspective, augmentèrent cette inquiétude. Le roi de Suède était à la veille de mourir, et quelques-uns de ses sujets passaient pour méditer le rétablissement du pouvoir absolu. Frère de la princesse héritière et ayant de plus négocié récemment une alliance avec le pays turbulent des « chapeaux » et des « bonnets », Frédéric redoutait d'être entraîné dans le conflit ainsi préparé. Il exagéra d'ailleurs le péril, au point d'avoir donné le change à quelques historiens (2). C'était, on l'a vu, sa méthode habituelle. A s'en rapporter aux dépêches alarmées par lesquelles il mit en garde ses agents de Saint-

(1) Flassan, *Histoire de la diplomatie*, t. V, p. 405.
(2) Vandal, *loc. cit.*, p. 236.

Pétersbourg et de Copenhague, aux lettres éplorées qu'il écrivit à sa sœur (1). Bestoujev s'entendait avec les cours de Londres et de Vienne pour modifier l'ordre de succession établi à Stockholm et appeler au trône le prince Frédéric de Hesse. C'était faire beaucoup de bruit pour assez peu de chose. En mars 1749, dans un *Pro memoria* présenté à l'envoyé de Marie-Thérèse, le chancelier russe avait, en effet, exprimé la conviction qu'un changement de régime se préparait en Suède et réclamé, en vue de cette éventualité, l'assistance de l'Autriche, conformément à l'article 3 du traité de 1746. Pretlack ne se trouvait plus à Saint-Pétersbourg, et son successeur, le comte de Bernes, un Piémontais très subtil (2), répondit que le traité ne s'appliquait pas au cas visé. Bestoujev montra une grande colère, refusa de recevoir la réponse et parla de se réconcilier avec la France. De Vienne, on en référa à Pretlack, qui se trouvait à Francfort. Son opinion fut qu'il ne fallait pas prendre la chose au tragique : « L'emportement du chancelier, écrivit-il à Ulfeld, n'est dans le fond qu'un mauvais composé de bêtise et de grimaces... et lorsqu'il saura qu'aucune des autres cours ne donne une réponse plus satisfaisante, il ne lui sera pas difficile de faire entendre raison là-dessus à son impératrice,... à moins qu'il n'arrive à perdre entièrement le peu d'esprit qu'il a de fondation (3). »

Hyndford traitant de son côté l'affaire de « mauvais chipotage (4) », Bernes eut bientôt l'agrément de voir le chancelier beaucoup plus calme sur ce point. Le terrible homme ne renonçait pas encore à l'idée de chercher querelle à la Suède, mais il prétendait maintenant atteindre son but par des voies détournées, et en visant principalement la Prusse. La Russie, disait-il, était disposée à tous les sacrifices pour maintenir la

(1) *Pol. Corresp.*, t. VI, p. 371, 461 ; Malström, *Sveriges Politika Historia*, t. III, p. 323.

(2) M. Bilbassov, *Hist. de Catherine II*, t. I, p. 286, 621, édit. russe, en a fait à tort un parent de Bernis, avec lequel il n'avait rien de commun.

(3) 4 juillet 1749. Archives de Vienne, en français.

(4) A Bernes, Moscou, 29 juillet 1749, *ibid.*, en français.

paix dans le Nord ; au cas néanmoins où elle devrait prendre les armes, son plan serait celui-ci : des démonstrations faites du côté de la Suède masqueraient un mouvement d'ensemble qui aurait pour objet de tomber sur le roi de Prusse avec toutes les forces de l'empire. L'opération se ferait en hiver, ce qui permettrait de surprendre Frédéric, en se servant de traîneaux pour le transport des troupes, en même temps que cinquante mille hommes pousseraient droit sur Berlin. La Suède ne pourrait manquer d'intervenir ; mais n'étant pas attaquée, elle se donnerait l'apparence d'être l'agresseur, ce qui permettrait à la Russie d'invoquer vis-à-vis de l'Autriche le *casus fœderis*. « Et le roi de Prusse serait bientôt réduit dans les bornes où on le souhaite. »

Bernes jeta encore de l'eau froide sur ce reste d'ardeur belliqueuse. « L'idée était vraiment grande ; mais il fallait considérer que l'Angleterre avait déjà laissé entrevoir qu'elle souhaitait éviter tout engagement, et que la France aurait assez de forces et de moyens pour tenir, comme on dit, *la vache par la queue*. » Il ne poussa pas plus loin ces réflexions, connaissant son homme et étant persuadé qu'il se faisait simplement en ceci le « perroquet d'Apraxine ». Dévoré d'une ambition « aussi mal placée peut-être que démesurée », ce général « concevait des projets qu'il serait bien embarrassé d'exécuter (1) ».

Le mois d'après, le chancelier revint cependant à la charge. Mal conseillée par Vorontsov, Élisabeth ne voulait pas mordre au grand projet. Bestoujev avait cependant trouvé un expédient pour qu'elle changeât d'idée. Elle se laissait le plus facilement déterminer par des considérations personnelles où le souci de sa sécurité tenait la plus grande place. Or l'envoyé de Russie à Stockholm, Panine, venait de découvrir un complot en faveur du prince Ivan. Si la nouvelle en arrivait à l'Impératrice par le canal de l'Autriche, et si on pouvait donner à Sa Majesté l'idée que le roi de Prusse avait

(1) Bernes à Ulfeld, Moscou, 8 nov. 1749. Archives de Vienne, en français.

part à cette tentative criminelle, Élisabeth serait certainement portée à lier définitivement partie avec Marie-Thérèse. Mais il convenait que l'information fût envoyée de diverses sources à la fois pour produire une plus forte impression, et, pour cela, les représentants de la Russie et de l'Autriche dans les principales cours de l'Europe auraient à recevoir des instructions dans ce sens et à combiner leurs rapports. A cette machination extravagante Bestoujev ajoutait une combinaison qui donne la mesure entière de son génie. Ainsi persuadée qu'elle devait son salut à l'Impératrice-Reine, Élisabeth se porterait encore à livrer à l'Autriche, « comme gage d'un parfait retour » ; ce même prince Ivan, qui pourrait bien ne pas être toujours un compétiteur redouté. Si en effet le grand-duc n'avait pas d'héritier, « ce qui était moralement à croire », ledit prince serait infailliblement appelé au trône de Russie, et « il tiendrait d'autant plus à l'auguste maison (d'Autriche) qu'il lui serait redevable de tout (1) ».

Bernes ne songea évidemment pas à prendre au sérieux ces divagations, où se trahissaient les rancunes de Bestoujev contre le couple grand-ducal. Il dut cependant, sur les instances du chancelier, écrire dans le sens indiqué à quelques-uns de ses collègues, notamment au comte Puebla, ministre d'Autriche à Copenhague. Mais déjà Frédéric s'était mis hors de danger. En l'amplifiant ingénieusement à Versailles, à Stockholm et à Copenhague, il avait reussi à éveiller les suspicions de ces cours contre la Russie et contre l'Angleterre. Il se trouvait à la tête d'une véritable coalition, proclamait très haut le service que la France lui avait rendu en faisant entendre à Londres des protestations énergiques, embrassait Valori devant témoins et reprenait vis-à-vis de la Russie isolée une attitude défiante.

En mars 1750, il rappela Goltz, jugeant que Warendorf suffisait à Pétersbourg pour ce qui restait à y faire. Le ministre russe Gross demeurant malgré cela à Berlin, il feignit

(1) Bernes à Ulfeld, Moscou, 13 déc. 1749. Archives de Vienne, en français.

d'ignorer sa présence, jusqu'à l'oublier dans les invitations officielles aux fêtes de cour. En novembre, une impolitesse de ce genre, plus marquée que les autres, détermina le rappel du ministre. Dans l'*Histoire de mon temps*, le Roi s'est défendu d'avoir agi de propos délibéré. On avait cherché inutilement Gross pour le convier à certain souper, dont il s'était trouvé ainsi exclu par mégarde. La mémoire excellente de Frédéric lui a fait si bien défaut sur ce point qu'il place l'incident au moment des fêtes données pour le mariage du prince Henri, lesquelles fêtes n'ont eu lieu que deux ans après le départ du diplomate russe. Le Roi néglige aussi de dire que le ministre autrichien, Bubna, partagea la mésaventure de Gross à l'occasion du souper, ce qui semble infirmer l'hypothèse d'une méprise involontaire (1).

V

LA RUPTURE

Le motif officiellement indiqué par le cabinet de Saint-Pétersbourg pour le rappel de son représentant fut le refus de Frédéric de renvoyer en Russie les sujets russes qui servaient dans son armée. Cette question alimentait depuis longtemps un échange de notes diplomatiques entre les deux cours, mais ne pouvait évidemment servir de cause ni même de prétexte à une rupture. Pourtant Warendorf quitta à son tour Pétersbourg sans même prendre congé, et la rupture se trouva consommée, mettant cette fois la Prusse sur le même pied que la France. C'était la conséquence inévitable du système politique où la Russie venait de s'engager et où Élisabeth apportait son tempérament facilement irascible, emporté et intransigeant.

(1) Notes sur l'*Histoire de mon temps*, par le baron Buhler, *Archives russes*, 1887, t. II, p. 307. Comp. Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIII, p. 60, et *Archives* Vorontsov t. III, p. 86.

On a supposé que, pour exciter l'animosité personnelle de la souveraine contre Frédéric, Bestoujev s'était servi des brocards qui, on le sait, échappaient constamment au Roi, ne ménageant aucune tête couronnée. Il est à remarquer cependant qu'en ce qui concerne la Tsarine, l'élève de Voltaire a fait preuve d'une certaine réserve, au moins dans ses écrits. Dans le recueil poétique imprimé en 1750 pour un petit cercle d'amis, c'est à peine s'il nomme Élisabeth, en s'égayant aux dépens de tous les autres souverains d'Europe. Même le passage agressif du « Palladion » (*Œuvres*, XI, 242), imprimé également en 1750, mais non distribué, a trait davantage à la politique de la Russie qu'à la personne de la souveraine. Ailleurs, le royal écrivain parle en termes assez vifs du peuple russe et des ministres qui le gouvernent (*Œuvres*, X, 34, 147, 156); il attaque et vilipende Bestoujev; toujours il épargne Élisabeth. Observa-t-il la même retenue dans son langage? Ce n'est pas probable. Or un singulier hasard, — était-ce un hasard? — voulait que la plupart des ministres étrangers envoyés en Russie, Rosenberg et Bernes pour l'Autriche, Hyndford, Guy-Dickens, Hambury Williams pour l'Angleterre, de Cheusses pour le Danemark, fissent d'abord un stage à Berlin. Évidemment, ils ne gardaient pas pour eux ce qu'ils avaient pu entendre. En 1750, un couple de heiduques passa du service de Frédéric au service d'Élisabeth et sans doute en raconta long. Bestoujev n'aura pas manqué aussi d'étaler aux yeux de la pieuse tsarine l'irréligion du Roi et les mauvaises mœurs conjugales dont avait à souffrir la reine Élisabeth. La compagne de Razoumovski se piquait, on le sait, de sévérité à cet égard. L'affaire des soldats russes envoyés par Anne Ire au père de Frédéric et retenus par le fils, bien qu'il se souciât moins d'avoir des géants dans son armée, a fourni accessoirement un argument au chancelier. On reconnaît aujourd'hui en Russie que, s'étant mariés en Prusse, ces hommes n'avaient aucun désir de revenir dans leur patrie (1). Mais Bestoujev faisait observer qu'ils ne pouvaient remplir

(1) *Russkaïa Starina*, 1880, t. VIII, p. 161.

leurs devoirs religieux; les scrupules d'Élisabeth étaient faciles à éveiller sur ce point, et Frédéric s'est plu à n'en tenir aucun compte.

Avec un défaut très apparent de perspicacité et une évidente inconséquence, n'ayant longtemps rien négligé pour gagner la Russie, puis pour se mettre à couvert contre des entreprises de sa part, dont la menace était encore plus chimérique que réelle, il devait finir, en 1750, par se fier entièrement à la fragile barrière de cette quadruple coalition, dont il exagérait assurément les mérites dans ses entretiens avec Valori en la proclamant son chef-d'œuvre. Le retour de Mardefeld à Berlin et son entrée dans les conseils du Roi n'ont pas été certainement sans influence sur cette disposition d'esprit. Homme de beaucoup de jugement et d'une haute probité, ce diplomate partageait les idées fausses de la plupart des contemporains sur la constitution et la puissance économique et militaire du pays qu'il venait de quitter. Il s'en fiait aux apparences, signalant la corruption des fonctionnaires, le désordre de l'administration civile et militaire, l'incapacité du haut commandement, et en déduisant une absence totale de ressources, surtout pour l'offensive. Et il disposait ainsi son maître à redouter de moins en moins une épreuve qui devait lui être fatale.

Or, à l'heure marquée pour cette épreuve, de la coalition imaginée d'abord pour la conjurer rien ne devait non plus rester. Déjà se préparait le bouleversement total du régime politique européen, où, reprenant d'un côté une œuvre récemment interrompue, détruisant de l'autre l'œuvre de plusieurs siècles, ramenant la France à Saint-Pétersbourg et conduisant l'Autriche à Versailles, l'avenir allait donner aux relations internationales une physionomie nouvelle.

En attendant, à travers quelques malentendus et quelques froissements, l'alliance austro-russe se consolidait. Cette phase de l'histoire que nous étudions ici n'offre qu'un assez médiocre intérêt; je vais donc la résumer très brièvement. En novembre 1750, ayant réussi à négocier l'accession de l'Angleterre au traité austro-russe de 1746, Bernes s'endormait sur ses lau-

riers quand il crut remarquer des symptômes inquiétants : Vorontsov gagnait du terrain dans la confiance de l'Impératrice, tandis que, déjà exclu d'une intimité où le vice-chancelier avait sa place, Bestoujev se voyait encore écarté de certaines fêtes pour lesquelles la souveraine distribuait elle-même les invitations. S'en irritant, il paraissait chercher une diversion à sa disgrâce, en reprenant ses projets belliqueux vis-à-vis de la Suède. Mais en même temps Frédéric semblait disposé à y répondre par une nouvelle campagne diplomatique, qui, bien qu'indirecte, risquait de faire pénétrer à Saint-Pétersbourg des insinuations très dangereuses. On jugea à Vienne qu'il convenait de parer à ce danger en renvoyant Pretlack en Russie, et l'habile négociateur se flatta bientôt d'avoir gain de cause au point que, « trouvât-il le moyen de faire prêcher l'Évangile en ce pays, le roi de Prusse ne serait pas cru ». En mai 1751, la cour de Saint-Pétersbourg se déclara en effet entièrement satisfaite de la tournure que les événements prenaient en Suède après la mort du Roi et des dispositions manifestées par son successeur. Mais en septembre, Pretlack fut inquiété par une lettre que lui montra le chancelier. Elle était adressée à ce dernier par un comte de Guymont, ci-devant envoyé de France à Gênes, et elle demandait pour le signataire la permission de se rendre en Russie, où il désirait « voir une cour si brillante et admirer les vertus d'une souveraine dont la réputation était si haute dans le monde ». Il n'avait pas moins d'empressement à connaître un ministre « dont le mérite et les qualités ajoutaient encore à cet éloge (1) ». Presque en même temps arrivait à Pétersbourg une missive de Louis XV lui-même notifiant à Élisabeth la naissance du duc de Bourgogne et parlant à ce propos des « sentiments d'amitié que *Sa Majesté Impériale* — le titre y était — connaissait au Roi et que celui-ci conservait en tout temps (2) ». La coïncidence était significative et point fortuite sans doute. Vraisemblablement elle constituait un premier pas dans cette série de tâtonnements

(1) Bonn, 18 juillet 1751. Archives de Vienne, copie.
(2) Versailles, 13 septembre 1751. Aff. étr.

successifs par lesquels devait s'opérer le rapprochement des deux cours. Mais la tentative manqua. On s'y était doublement trompé : en adressant Guymont à Bestoujev et en faisant choix d'un maladroit pour écrire la lettre. Après avoir pris l'avis de son ami Pretlack, le chancelier chargea un de ses secrétaires de faire à Guymont cette réponse peu encourageante : « Son Excellence m'a ordonné de lui marquer en réponse que l'entrée de cet empire étant toujours ouverte à tout honnête homme..., il semble que M. Guymont s'est donné une peine inutile d'écrire ladite lettre pour en avoir la permission de Sa Majesté notre auguste souveraine et impératrice, titre que M. Guymont ne devrait point négliger, vu que le Roi son maître, aussi bien que toutes les autres cours, ne le refusent jamais à cette grande princesse (1). »

Au commencement de 1752, Pretlack jugea la situation ramenée à un état si satisfaisant qu'il demanda son rappel, « cinq hivers en Russie faisant une époque non seulement pour la santé, mais pour tout le reste de la vie d'un honnête homme. » Des pourparlers équivoques entre Bestoujev et le successeur de Hyndford, Guy-Dickens, l'arrêtèrent. Bestoujev revenait à son ancienne idée de mettre des troupes russes à la solde de qui voudrait les payer, et la cour de Vienne se récusant, il s'adressait à Londres. Demande préalable du duc de Newcastle : « A quel usage ces troupes ? » et confidence de Guy-Dickens, pressé de questions par Pretlack : « La cour d'Angleterre désirait savoir si en cas de nécessité la Russie voudrait faire marcher un corps de troupes dans l'empire pour soutenir et faciliter l'élection d'un roi des Romains. » Exclamation de Pretlack : « Mais ils sont donc fous à Londres ! » Sur quoi Guy-Dickens, « assez raisonnable pour un Anglais », se laissait convaincre qu'il ne devait pas en souffler mot au chancelier (2).

En novembre 1752 nouvelle alerte, causée par l'affaire que l'on connait déjà des douze mille ducats détournés par Bes-

(1) 31 août (11 sept.) 1751. Archives de Vienne, copie.

(2) Pretlack à Ulfeld, Pétersb., 23 avril 1752. Archives de Vienne, en français.

toujev sur les fonds confiés à sa garde et par l'obligation de venir en aide au chancelier dans son embarras. Or cet embarras se rencontrait avec des menaces faites par Frédéric à la diète de Grodno. Déjà la cour de Vienne se voyait à la veille d'invoquer contre lui le *casus fœderis*. Le ministre du roi de Prusse avait parlé, en effet, ouvertement d'envahir les États électoraux du roi de Saxe. Après avoir assuré le chancelier qu'on viendrait en aide à ses embarras pécuniaires, Pretlack fut à même d'expédier un courrier à Vienne avec la nouvelle que le *casus fœderis* serait reconnu, pour peu que les autres alliés de la Saxe fissent aussi leur devoir à cet égard. Guy-Dickens avait, à la vérité, reçu des instructions lui prescrivant de ne pas seconder les vues de la cour de Vienne à Saint-Pétersbourg. Mais c'était l'expression de la politique particulière des Pelham, et l'envoyé anglais ne cachait pas sa désapprobation pour cette politique en la disant contraire aux intérêts naturels de sa patrie et en se montrant disposé à ne pas faire un pas sans consulter son collègue autrichien (1).

Au cours de 1753, l'influence du ministre de Marie-Thérèse à Londres, comte Colloredo, y aidant, la question des subsides convoités par le chancelier russe prit une autre tournure. En juillet, tandis que la cour de Saint-Pétersbourg faisait parvenir en Angleterre une déclaration d'après laquelle une attaque de Frédéric contre le Hanovre serait considérée par elle comme l'obligeant à une intervention armée, George II, avec son ministre hanovrien Munchhausen et avec Carteret, se montraient disposés à accepter les propositions de Bestoujev pour un tout autre objet que l'élection d'un roi des Romains. Et Frédéric de revenir aussitôt à son ancien jeu, celui qui lui avait si bien réussi dans l'affaire de Suède, de même qu'à ses alternatives coutumières d'alarme exagérée et d'excessive assurance, réclamant de la cour de Versailles de nouvelles déclarations propres à intimider les Anglais, puis aussitôt après se disant complètement indifférent à l'égard des négociations

(1) Le même au même, Pétersb., 30 nov. 1752. Archives de Vienne, en français.

entamées entre Londres et Pétersbourg. Elles ne pouvaient réussir, car on était trop loin de s'entendre sur le montant des subsides. Et puis il serait toujours temps de faire marcher la France (1).

La clairvoyance habituelle du génie ne parvenait pas à faire voir au Roi que la France marchait déjà, mais dans un sens tout à fait opposé à la direction qu'il entendait lui prescrire.

(1) *Pol. Corresp.*, t. X, p. 144, 371.

CHAPITRE III

LA COALITION CONTRE FRÉDÉRIC

I. La période des tâtonnements. — Le premier pas pour un rapprochement avec la France est fait par la Russie. — Un diplomate amateur. — Michel. — Un voyageur russe en France. — Le comte de Santi. — Un aventurier. — Le baron de Leutrum. — Changement politique à Versailles. — La diplomatie secrète. — La mission du chevalier Douglas. — Le traité anglo-russe. — Retour de Douglas en France. — Un autre émissaire français en Russie. — Meissonier de Valcroissant. — II. Le traité de Westminster. — Le rapprochement de Frédéric avec l'Angleterre est précipité par l'alliance anglo-russe. — Les illusions de Frédéric sur les conséquences de cet acte. — Effet produit à Saint-Pétersbourg. — Cette cour déclare son traité avec l'Angleterre annulé. — Contre-coup à Versailles. — Négociations entamées avec l'Autriche. — La Russie exprime le désir d'y participer. — L'alliance austro-russe. — L'accession de la France à cette alliance est mise sur le tapis. — Efforts impuissants de l'Angleterre pour empêcher ce résultat. — III. Douglas et Bekhtéiev. — Retour de l'émissaire français à Saint-Pétersbourg. — Le chevalier d'Éon. — Accueil favorable. — Situation néanmoins embarrassante pour Douglas en l'absence d'un caractère officiel. — Il demande à être accrédité comme ministre plénipotentiaire. — On y consent moyennant l'envoi d'un ministre en France. — Arrivée de Bekhtéiev à Paris. — Le prince de Conti cherche à s'emparer de sa confiance. — Difficultés d'étiquette. — Bekhtéiev à Compiègne. — Le lever du Roi. — Appréciation de l'envoyé russe sur le caractère français. — Bekhtéiev est subordonné par sa cour à l'envoyé autrichien. — Les négociations sont par suite localisées entre Versailles et Vienne. — Bekhtéiev est tenu à l'écart. — Ses loisirs à Paris. — Emplettes pour Élisabeth. — Les voyageurs russes à Versailles. — Mme de Pompadour. — Retour de Bekhtéiev en Russie. — Envoi d'ambassadeurs. — Le prince Galitzine et le marquis de l'Hôpital. — Le commencement des hostilités. — IV. L'accession de la Russie au traité de Versailles. — Pourquoi la France n'a pas traité directement avec la Russie. — Caractère réel de cette négociation. — Elle est dirigée par l'Autriche. — Tendances belliqueuses. — Projet de mobilisation. — Refus d'Élisabeth. — Difficultés éprouvées par Douglas. — Manœuvres de Bestoujev. — La question de la Turquie. — Concession consentie par Douglas. — Refus de la cour de Versailles de la ratifier. — Élisabeth y renonce. — Signature du traité. — La coalition est formée. — L'accession de la Suède. — Le second traité de Versailles. — La guerre.

I

LA PÉRIODE DES TATONNEMENTS

Les historiens disputent encore sur cette question qui, de la Russie ou de la France, a fait le premier pas dans la voie du rapprochement opéré entre les deux pays à la veille de la guerre de Sept ans. Et la controverse a commencé entre diplomates dès 1757. Elle n'est pas aisée à résoudre si on tient compte des tentatives avortées et peu sérieuses, comme celles auxquelles Vorontsov en allant en France et Guymont en voulant se rendre en Russie ont attaché leur nom. En matière d'initiative diplomatique proprement dite la priorité semble appartenir à la Russie, et on trouvera sans doute naturel qu'il en ait été ainsi. Jusqu'en 1755, inféodée à Frédéric, la politique française n'a pas eu la liberté de ses mouvements. Une réconciliation entre Versailles et Saint-Pétersbourg ne pouvait convenir au roi de Prusse qu'autant qu'il y figurerait en tiers, condition qui à partir de 1750 devint irréalisable. L'unique et constante préoccupation de Frédéric fut alors, ainsi qu'on le verra, de couper court à toute velléité de réconciliation. Dirigée par Bestoujev, la politique russe ne paraissait d'ailleurs nullement s'y prêter. Mais, à partir de 1751, Élisabeth eut une politique personnelle, ou plutôt son nouveau favori, Ivan Chouvalov, en eut une, qui, pour toutes sortes de raisons d'ordre général ou particulier, tendait à combattre celle du chancelier. Et c'est elle qui a déterminé une série de démarches, sur l'origine desquelles une confusion a pu être créée par la personnalité de l'agent qui y a d'abord figuré. On sait que ce fut un simple négociant, marchand de « galanteries », faisant pour ses propres affaires des voyages assez fréquents entre Pétersbourg et Paris. Il était Français et s'appelait Michel. Mais né en Russie, où son père, ouvrier drapier de Rouen, avait été amené par Pierre le Grand en 1717, et lié avec les Chouvalov et les Vorontsov, il a pris pied dans la diplomatie

comme agent russe et instrument du parti que le favori, le vice-chancelier et leurs parents ou amis représentaient à la cour du Nord.

En septembre 1752 il arriva en France avec une recommandation de M. de Champeaux, résident français à Hambourg, auquel il avait donné sur cette cour des vues nouvelles et intéressantes. Il la représentait comme bien disposée en réalité pour un raccommodement, détournée seulement de ce penchant et abusée par les intrigues de Bestoujev. Ainsi le chancelier n'avait pas craint de dénaturer le sens et les termes de la lettre écrite par Louis XV à Élisabeth à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne, en introduisant dans ce message des expressions désobligeantes pour la souveraine. Mais la Tsarine venait d'en être avertie par Ivan Chouvalov, dont la faveur grandissante créait en Russie une situation nouvelle et favorable aux intérêts français.

Le hasard, ou plutôt l'effet naturel des courants qui tendaient à s'établir dans ce sens de part et d'autre, voulut qu'à la même heure des insinuations analogues arrivassent à Pétersbourg par une autre voie. En novembre 1752, faisant un séjour en France, le comte de Santi, maître des cérémonies à la cour d'Élisabeth, crut devoir communiquer à Vorontsov ses impressions de voyageur attentif et curieux. Elles tendaient à prouver qu'une partie au moins du public français, notamment dans le monde de la finance et de l'industrie, déplorait la rupture qui se prolongeait entre les deux pays. Causant avec le voyageur, un banquier lui avait même demandé à brûle-pourpoint si la Russie consentirait à recevoir un ministre du Roi (1).

Michel fut écouté à Versailles d'une oreille distraite. Frédéric y faisait bonne garde. L'année d'après, revenant à la charge, le négociant accentua cependant sa tentative. Demandant une audience à M. de Saint-Contest, ministre des relations extérieures, il se dit autorisé à affirmer que, du côté d'Élisabeth, aucun obstacle ne subsistait plus à une reprise de

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 640.

relations diplomatiques avec la France (1). L'ouverture fut encore négligée, sans que ses auteurs s'en décourageassent. Quelques mois plus tard, le jeune comte de Gisors voyageant en Allemagne, Vorontsov lui faisait savoir qu'on le verrait avec plaisir en Russie. Nouvel échec : le voyageur n'avait pas d'autorisation pour aller aussi loin. Nouvel essai dans le même sens par l'entremise d'un certain baron de Leutrum. Nous possédons sur cette mission deux récits contradictoires. D'après le premier, le baron de Leutrum, ex-capitaine au service de Frédéric II, et depuis lieutenant-colonel dans l'armée russe, arrive à Berlin, en février 1754, se disant chargé de commissions secrètes et importantes pour l'Allemagne et pour la France, et notamment du soin de faire connaître que, « lassée du despotisme de l'Autriche », Élisabeth est disposée à rechercher l'amitié du roi de Prusse et du Roi Très-Chrétien. Ayant consenti à le recevoir, Frédéric reconnaît que cet homme n'a aucun mandat, étant d'ailleurs devenu fou depuis qu'il a passé en Russie. Là-dessus, il l'éconduit, après l'échange de quelques propos sans importance, et, agissant en bon ami et allié, il se hâte de prévenir M. de Saint-Contest, pour que celui-ci ait à se tenir en garde contre cet aventurier. Enfin, Leutrum revenant de France, Frédéric refuse de le voir (2).

C'est la version de Frédéric. D'après l'autre, qui émane de Leutrum lui-même dans une note adressée vraisemblablement à Vorontsov (3) dont vraisemblablement aussi il était l'agent, le lieutenant-colonel n'a pas du tout vu le roi de Prusse à son premier passage par Berlin, alors qu'il se rendait en France. Mais son voyage ayant été signalé au Roi, il a été prévenu à Paris par des avis défavorables envoyés sur sa personne et sur sa mission, et empêché ainsi de réussir. Rentrant alors en

(1) Le fait est mentionné dans les instructions données en 1756 au marquis de l'Hôpital, quoique sans indication du nom de Michel. Il est mis en lumière dans une lettre du cardinal de Bernis, contenant, à la date du 30 juillet 1757, un récit rétrospectif de ces incidents.

(2) *Pol. Corresp.*, t. X, p. 246, 459-463.

(3) Note de Leutrum datée du 19 sept. 1754. *Archives* VORONTSOV, t. IV, p. 46.

Russie, vers l'automne, il se proposait encore de traverser incognito les domaines de Frédéric, quand, reconnu à la maison de poste de Potsdam, il s'est trouvé obligé d'aller à Sans-Souci. Il eut beau alors se défendre de toute participation aux secrets d'État, le Roi n'en fut pas retenu de lui faire connaître le déplaisir qu'il ressentait de la rupture de ses relations avec la Russie et le désir qu'il éprouvait de les reprendre, pour peu qu'on voulût bien s'y prêter.

Le choix à faire entre ces contradictions n'est pas malaisé. Rendant compte de sa mission au vice-chancelier russe, Leutrum n'avait pas évidemment les mêmes facilités que Frédéric, ni les mêmes raisons, pour dénaturer les faits, et l'on comprendra, d'autre part, comment, ayant cherché d'abord à faire échouer cette mission à Paris, le Roi a dû être ensuite préoccupé de donner le change sur le parti qu'il avait voulu en tirer à Berlin.

Quoi qu'il en soit, la déconvenue de Leutrum est certaine. L'« heure du berger », pour parler le langage de Frédéric, n'était pas encore marquée au cadran de Versailles.

Elle sonna au commencement de 1755. M. de Saint-Contest se trouva alors remplacé par M. Rouillé, homme d'un esprit plus ouvert, et les circonstances furent pour imposer au nouveau ministre des résolutions nouvelles. La situation était devenue grave : on marchait à un nouveau conflit avec l'Angleterre, et un nouvel envoyé anglais, Hambury Williams, se rendait en toute hâte à Saint-Pétersbourg pour y faire aboutir la négociation du traité de subsides si ardemment désiré par Bestoujev. En même temps, Frédéric reprenait le mouvement qui une fois déjà, dans les phases si tourmentées de son alliance avec la France, l'avait mis du côté de l'Angleterre.

On sait qu'à ce moment la politique française obéissait à deux impulsions distinctes, dont l'une se rattachait à la diplomatie secrète imaginée par Louis XV pour subvenir autant aux faiblesses de ses ministres qu'aux défaillances de son propre caractère dans ses rapports avec eux. L'action parallèle de ces deux éléments devait naturellement déterminer des

divergences et des conflits, dont on a cependant exagéré l'importance. En réalité, sans se concerter jamais et en s'ignorant presque toujours, les deux diplomaties, officielle et occulte, ont marché souvent d'accord sous l'empire de nécessités qui s'imposaient également à l'une et à l'autre. Et ce fut le cas en présence du triple péril que je viens d'indiquer. La nécessité de répondre aux avances de la Russie s'imposa irrésistiblement d'un côté et de l'autre. La diplomatie occulte prit à la vérité les devants. En avril 1755, le chevalier Douglas, partisan des Stuarts réfugié en France, fut indiqué au Roi par le prince de Conti pour remplir une mission secrète en Russie. Il est inexact que M. Rouillé ait connu et préparé le premier voyage de cet agent. En produisant cette assertion, mes prédécesseurs ont ignoré les documents se rapportant à cet épisode, et notamment la correspondance de Douglas, qui, cachée dans un coin obscur aux archives du quai d'Orsay, a échappé en partie à leurs investigations (1). Ils n'ont pas eu également la bonne fortune de tomber, au même lieu, sur le dossier relatif à une autre mission, simultanément mise en campagne par le ministre, dans un but à peu près identique. Douglas n'a été mis en rapport avec M. Rouillé qu'au moment de son retour en Russie; mais, à son premier voyage, il y a rencontré un concurrent dans la personne du mystérieux Valcroissant, dont j'aurai tout à l'heure à narrer l'odyssée.

Grâce aux indications de Boutaric, l'objet et les péripéties principales de la première expédition de Douglas ont pu être déjà connus, avec leur mise en scène pittoresque : instruction cachée dans une tabatière à double fond et alphabet secret en langage allégorique roulant sur un achat de fourrures. Le chevalier écrivant : « L'hermine est en vogue », cela voulait dire la prédominance du parti antifrançais ou nationaliste. Le « loup-cervier coté haut » indiquait le maintien de l'influence autrichienne. Je n'ai sur ce point que quelques détails à préciser ou à rectifier (2).

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 262.
(2) V. Boutaric, *Corresp. secrète de Louis XV*, t. I, p. 203; le duc de Broglie,

Cette mission n'était qu'une reconnaissance. Douglas devait voyager en touriste, reconnaître l'état du pays et de la cour, et fournir à leur sujet des indications précises. Il s'est mis si bien dans la peau du personnage que ses biographes y ont été trompés, et pour mieux dépister les curieux du temps, il a pris le nom de Michel, ce qui est pour mettre terme aux perplexités d'un de mes prédécesseurs au sujet d'un voyage que le vrai Michel aurait fait à cette époque avec un message confidentiel d'Élisabeth (1). Ni le vrai ni le faux n'ont eu d'ailleurs à employer leur zèle de cette facon.

Le 9 juillet 1755, Douglas écrivait de Strasbourg : « Mes bottes sont graissées, ma voiture mise sur quatre roues. Ainsi j'enfilerai sans risque comme sans peine la première route qui s'ouvrira à mon inclination vagabonde. Ma passion et ma curiosité tant pour les recherches littéraires que naturelles me procurent ici la connaissance et même l'amitié d'un de vos associés académiques, le célèbre Schaefelin, et je crois que sur son annonce je passerai dans toutes mes courses pour le plus déterminé bibliomaniste, minéralogiste et voyageur curieux de ma nation. » A la fin du mois, il fut à Leipzig; il n'ébaucha pas à Dresde une intrigue amoureuse, comme on l'en a soupçonné, car cette ville ne fut pas comprise dans son itinéraire, mais il alarma ses commettants versaillais en nouant des relations galantes avec une belle voyageuse, qui fit mine de l'emmener à Berlin. Il se défendit cependant contre cette tentation, et à la fin de septembre, après un séjour de quelque durée à Dantzig, il inaugurait enfin, en la datant de Riga, sa correspondance cryptographique. Il n'avait pas de bonnes nouvelles à y insérer. Le renard noir (Williams) était extrêmement recherché ; les martres zibelines (Bestoujev) demeuraient toujours en vogue, et le loup-cervier (l'Autriche), bien qu'employé exclusivement pour les pelisses de voyage, se maintenait en faveur.

le Secret du Roi, t. I, annexes, p. 445 ; Vandal, *loc. cit.*, p. 261 et suiv. Comp. Aff. étr., Russie, supplément, vol VIII, fol. 15.

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 271.

Ces images correspondaient à une réalité peu plaisante, en effet. Pendant que Douglas jouait trop au naturel en Allemagne son rôle de touriste vagabond, Williams ne perdait pas une minute pour remplir au mieux le sien, et avant que le chevalier eût atteint Saint-Pétersbourg, la Russie s'était obligée, par un traité signé le 30 septembre 1755, à mettre à la disposition de l'Angleterre une armée de soixante-dix mille hommes. Le nouvel ambassadeur d'Autriche, Esterhazy, avait concouru efficacement à hâter cet arrangement, moins par son habileté personnelle que grâce à un collaborateur occulte que sa cour venait de lui adjoindre sur le conseil de Pretlack et qu'elle rétribuait en conséquence. C'était le résident saxon, Funck. Bestoujev avait reçu dix mille livres sterling, et Olsouviov quinze cents ducats avec la promesse d'une pension (1).

Au surplus, en atteignant le but de son voyage dans les premiers jours d'octobre 1755, le chevalier eut à s'apercevoir qu'il s'était mal précautionné pour y trouver l'accueil qu'il attendait. Une lettre de recommandation qu'on lui avait donnée pour le ministre de Suède, Posse, ne lui fut d'aucune utilité. L'usage voulait qu'un étranger ne pût être présenté à la cour que par le ministre de sa nation. Posse ne savait d'ailleurs que penser de ce voyageur. Sur le rapport qu'il envoya à son sujet à Stockholm, le marquis d'Havrincourt, ambassadeur de France dans cette capitale, se déclara convaincu que c'était « un aventurier, aposté pour faire croire que le Roi négociait quelque chose en Russie à l'insu de la Suède (2) ».

Douglas n'alla donc pas à la cour; mais, grâce à Michel, il put voir Vorontsov. C'était le moment de mettre bas le masque. Malheureusement on avait négligé encore de mettre quelque chose derrière. Le vice-chancelier réclama en vain un document qui autorisât cet Écossais à parler au nom de la France, et le chevalier eut beau se prévaloir de son intimité avec le prince

(1) Funck à Pretlack, 1er avril 1755. Archives de Vienne, en français.

(2) La correspondance de Douglas (Aff. étr., Russie, suppl., vol. VIII) est confirmée sur ce point par une dépêche d'Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 13 nov. 1755. Archives de Vienne, en allemand.

de Conti, il dut se contenter de quelques compliments à l'adresse du prince et du Roi lui-même, accompagnés de l'assurance exprimée par Vorontsov que « sa plus grande satisfaction serait de vivre encore dans l'estime de l'un et de l'autre (1) ».

C'était maigre, et Douglas avait assez de jugement pour comprendre que, dans ces conditions, un séjour prolongé à Pétersbourg ne pouvait que desservir sa cause. Aussi avant la fin du mois il était déjà à Narva, sur le chemin du retour, mais non sans être convenu avec Michel et avec Vorontsov lui-même qu'il se ferait incessamment renvoyer en Russie avec ce qu'il fallait pour y réussir. A Francfort il trouva des lettres du commis chargé de la correspondance secrète, Tercier, qui commentaient en termes assez vifs l'insuccès de sa mission. Il protesta avec énergie. « Dénué de tout secours humain, il y avait au contraire réussi au delà de son espérance et de l'ambition de l'homme le plus accrédité et le plus capable. La toile allait se lever et la scène s'éclaircir. » Et en effet des messages explicites de Michel, suivis de deux lettres de Vorontsov lui-même adressées à l'agent méconnu, prouvèrent qu'il n'avait pas entièrement perdu son temps et sa peine. Le vice-chancelier ne se hasardait pas encore, ainsi qu'on l'a affirmé, à reprendre le langage de Michel et à montrer Élisabeth comme tout à fait disposée à une réconciliation, moyennant qu'elle fût entière et servît à établir une alliance déclarée. On a confondu à ce sujet les résultats des deux voyages consécutifs de Douglas. Mais en exprimant le désir de revoir à bref délai le mystérieux voyageur, Vorontsov en disait assez pour que tous doutes fussent détruits à Versailles sur ses intentions, qui correspondaient vraisemblablement à celles de sa souveraine. Que si d'autre part à Pétersbourg même on en pouvait garder au sujet de la réciprocité à attendre sur ce point, la seconde mission française, à laquelle j'ai fait allusion déjà, se présentait à ce moment même pour les dissiper.

Entourée jusqu'à présent d'un mystère que j'ai pu aisément

(1) Note autobiographique de Douglas, sans date. Aff. étr., Russie, mémoires et documents, t. V, f. 172.

pénétrer, en dehors de l'intérêt direct qui s'y attache, elle est encore pour libérer la politique de Louis XV d'un des plus graves reproches qu'on ait mis à sa charge. L'éminent historien du *Secret du Roi*, dont le talent et l'autorité ne sauraient d'ailleurs être diminués par cette erreur accidentelle, s'est attaché, à ce propos, à mettre en relief l'antagonisme dans lequel deux des représentants de la diplomatie secrète, Douglas à Saint-Pétersbourg et le comte de Broglie à Varsovie, auraient été placés à ce moment, l'un chargé de ménager un rapprochement avec la Russie, l'autre mis en devoir d'exciter sa clientèle polonaise contre cette puissance (1).

L'histoire des aventures du chevalier Meissonier de Valcroissant suffit à mettre l'erreur en évidence. Les documents qui s'y rapportent font partie, au quai d'Orsay, du même dossier où se trouve la correspondance jusqu'à présent ignorée de Douglas (2). Quelques semaines après que le partisan des Stuarts eut quitté Saint-Pétersbourg, en décembre 1755, un autre voyageur français se faisait arrêter à Riga. On eut quelque peine à apprendre de lui ce qu'il y faisait Sa mission était en partie double et même triple. Attaché à l'ambassade française de Pologne, il avait été envoyé déjà à Pétersbourg pour des objets divers. Pour le moment, il devait, comme agent de M. Rouillé et du résident français à Varsovie, Durand, surveiller les armements de la Russie, en vue du corps auxiliaire qu'elle se disposait à mettre à la solde de l'Angleterre. Mais il avait encore une commission particulière du comte de Broglie, et elle consistait à pénétrer les dispositions de la cour de Saint-Pétersbourg au sujet d'un rapprochement entre la Russie et la France (3). Ainsi à Varsovie comme à Versailles la diplomatie secrète obéissait aux mêmes préoccupations, et le désaccord imaginé entre ses inspirations ou ses entreprises n'existait pas. Bien plus, M. Rouillé lui-même paraît s'être

(1) Duc de Broglie, *le Secret du Roi*, t. I, p. 161.
(2) Aff. étr., Russie, supplément, vol. VIII.
(3) La correspondance de Valcroissant est très obscure; mais ce point ressort d'une lettre de Tercier à Douglas, datée du 12 juin 1756, *ibid*.

intéressé au second objet de la mission confiée à cet agent. La correspondance de Meissonier de Valcroissant avec le ministre, car le voyageur arrêté à Riga, c'était lui, s'y rattache, en effet, presque exclusivement. Son arrestation fut provoquée par une imprudence. Un troisième Français, le chevalier de Lussy, ou Tschoudi, que nous connaissons déjà et qui se faisait encore appeler comte de Putelange (1), se trouvait à ce moment dans la cité maritime, en route pour la France, où il portait peut-être aussi quelque commission de son patron actuel, Ivan Chouvalov. Comme il devait passer par Varsovie, Meissonier eut la malencontreuse idée de lui confier des lettres pour cette ville. Elles furent aussitôt envoyées au favori, qui ordonna d'arrêter l'étranger (2). Conduit à Pétersbourg, le prisonnier se préoccupa de jeter un voile sur la partie la plus compromettante de sa mission, celle qui faisait de lui un espion militaire. Dans les interrogatoires que, par ordre de l'Impératrice, lui firent subir les deux Chouvalov, Ivan et Pierre, il se rejeta donc sur le but politique de son voyage, qui, eu égard aux dispositions actuelles de la cour du Nord, n'avait rien d'offensant. En l'amplifiant pour les besoins de sa cause, il réussit à se faire assez bien traiter, à se faire inviter même à la table du favori et à recueillir des confidences intéressantes. Ainsi Chouvalov lui parla de l'amertume que donnaient à Élisabeth les gazettes françaises en s'exprimant sur son gouvernement et sur son pays de façon déplaisante. La presse de tous les pays commençait déjà à jouer un rôle, où elle a su rarement mettre de la modération, de l'intelligence et de l'à-propos. « Je ne vois pas, disait la souveraine, quelle satisfaction a la France à me mortifier. Ne suis-je pas obligée de secourir mes alliés? N'a-t-il pas tenu à elle de le devenir? » Et tout cela d'un air fort triste, assurait le favori. Meissonier avait évidemment reçu à Varsovie, de la part du comte de Broglie, la même leçon

(1) V. à son sujet : *Mémoire sur la Russie*, par d'Aubigny, Aff. étr. Mémoires et documents, t. IX, fol. 144. Mémoire de Douglas, *ibid.*, t. V, f. 173.

(2) Comp. Boutaric, *loc. cit.*, t. I, p. 82; Vandal, *loc. cit.*, p. 259. Bestoujev n'a pas été mêlé à l'incident.

que Douglas à Versailles de la part du prince de Conti, car il n'hésita pas à répliquer que l'Impératrice était maîtresse de faire cesser immédiatement toute mésintelligence entre les deux cours, et que Chouvalov pouvait s'acquérir « une gloire immortelle » en s'employant, lui premier, à obtenir ce résultat. Après quoi, ayant réussi à corrompre un de ses gardes, il s'empressa d'envoyer à Versailles un compte rendu de ces entretiens, en les adressant non à Tercier, mais à Rouillé (1).

On ne douta pas à Pétersbourg qu'on avait affaire à un second messager de paix; mais on garda celui-ci sous clef, en s'arrangeant, par ordre d'Élisabeth, pour que Bestoujev ignorât cette aventure. A la fin de l'année seulement, le chevalier de Lussy ayant eu la mauvaise inspiration de poursuivre son voyage en France, où un logement à la Bastille l'attendait pour prix de sa trahison, l'échange des deux prisonniers fut négocié entre les deux cours, dont les relations, entre temps, s'étaient mises sur un pied amical (2). Douglas avait en effet reparu en Russie, et des événements s'étaient produits, destinés à faciliter cette fois le succès de sa mission.

II

LE TRAITÉ DE WESTMINSTER

Au printemps de 1755, préoccupé par la menace du conflit anglo-français et non certain encore de rencontrer des dispositions favorables à Londres, Frédéric avait conseillé à la cour de Versailles de faire marcher un corps de troupes du côté du Hanovre. Réponse transmise par l'envoyé français à Berlin, de la Touche : « Ce soin vous regarde. » Colère du Roi, répétition de son grand mot : « J'ai soixante mille Russes sur le dos en Courlande (3) »; puis aussitôt recrudescence d'activité diplo-

(1) 18 et 24 mars 1756. Aff. étr. Russie, suppl., t. VIII, fol. 180 et suiv.
(2) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 578; t. VI, p. 196.
(3) Rapport de la Touche, 3 avril 1755. Aff. étr. Prusse. Comp. Schaefer, *Der*

matique à Londres. La négociation y traîna jusqu'en octobre, malgré les impatiences de Frédéric, qui avait une raison particulière pour être pressé. Alarmée par le bruit que cette négociation faisait déjà en Europe, la cour de Versailles se disposait à envoyer à Berlin le duc de Nivernais, en le chargeant de la fixer sur les intentions du Roi, et, avant de recevoir cet ambassadeur, Frédéric aurait voulu être fixé lui-même sur ce qu'il pouvait se promettre du cabinet de Saint-James. Mais celui-ci avait les raisons que l'on devine pour ne pas aller plus vite. Il attendait des nouvelles de Saint-Pétersbourg. Quand Williams y eut achevé sa besogne, Frédéric se trouva à la merci de son oncle d'Angleterre. Dans la pensée de celui-ci, le traité signé à Pétersbourg était dirigé principalement contre la France et destiné à protéger le Hanovre contre une invasion française. Mais Élisabeth lui avait attribué un tout autre sens. Ignorant les pourparlers engagés à Londres entre l'oncle et le neveu, qu'elle savait animés l'un contre l'autre de sentiments peu tendres, elle n'avait donné sa signature qu'avec l'idée de combattre Frédéric. Quand, à la fin de novembre 1755, le roi de Prusse réussit à obtenir communication de ce traité, la situation qui en résultait pour lui parut clairement à ses yeux : il fallait conclure avec l'Angleterre à n'importe quel prix ou risquer d'avoir pour de bon les Russes sur le dos. Au bout de quelques semaines une convention fut donc libellée en trois articles, dont le dernier et le seul important engageait les rois d'Angleterre et de Prusse à réunir leurs forces pour s'opposer à l'entrée des forces étrangères, quelles qu'elles fussent, sur le territoire allemand.

Dans cet accord, qui porta la date du 16 janvier 1756 et le nom de traité de Westminster, Frédéric ne trouva pas tous les avantages qu'il cherchait, mais il eut d'abord celui de mystifier ce pauvre duc de Nivernais qui arrivait à ce moment et auquel il se plut à persuader qu'il avait « rendu un service essentiel à la France », en se donnant le moyen d'arrêter ou de

siebenjahrige Krieg, t. I, p. 104 ; WADDINGTON, *Louis XV et le renversement des alliances*, p. 193 et suiv.

tenir en échec soixante mille Russes et autant d'Autrichiens, en même temps qu'il s'engageait avec l'ambassadeur dans des discussions techniques sur la possibilité d'opérer une invasion en Angleterre. D'un air très sérieux il examinait les chances de succès et indiquait les mesures à prendre (1). De plus, et très sincèrement cette fois, à ce qui me semble (2), il entendait couper court à la guerre ou tout au moins prévenir une conflagration générale par cet accommodement avec la cour de Londres. Très longtemps il s'illusionna étrangement sur les conséquences de son acte. Tout en se félicitant d'avoir d'un coup de plume « laissé l'Angleterre et la France aux prises *dans leur guerre de merluches*, enrayé la reine de Hongrie, humilié la Saxe et désespéré le chancelier Bestoujev », il prétendait rester en bons termes avec la cour de Versailles. Envoyant en décembre 1755 à Constantinople son aide de camp, de Varenne, avec une mission secrète, il l'adressait au marquis de Vergennes, et en mars 1756 il recommandait encore à son envoyé à Londres, Michell, de faire en sorte que l'Angleterre le raccommodât avec la Russie ! Cela lui semblait un corollaire naturel du traité de Westminster (3).

Les historiens allemands reconnaissent que sa vue fut singulièrement courte et trouble dans ces tragiques circonstances.

La nouvelle du traité de Westminster arriva à Saint-Pétersbourg en février 1756, deux jours après l'échange des ratifications du traité anglo-russe. Elle produisit l'effet d'un coup de foudre. En vain Williams essaya-t-il d'en appeler à Holder-

(1) Nivernais à Rouillé, 31 janv. 1756, Aff. étr. Prusse. Comp. WADDINGTON, *loc. cit.*, p. 218.

(2) Contre Lehmann (*Friedrich der grosse und der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, 1894); DELBRUCK (Des Ursprung des siebenjährigen Krieges, *Preuss. Jahrbücher*, vol. LXXIX, p. 245); LUCKWALDT (Die Westminsterconvention, *ibid.*, vol. LXXX, p. 230 et suiv.), j'incline à adopter sur ce point la thèse de VOLZ (*Kriegsführung und Politik König Friedrichs des grossen in den ersten Jahren des siebenjahrigen Krieges*, 1896, p. 3 et suiv.); NAUDÉ (Friedrich der Grosse vor dem Ausbruch des siebenjährigen Krieges, *Hist. Zeitschrift*, vol. LV, p. 404 et suiv., 425 et suiv.) et KOER (*König Friedrich der Grosse*, 1893, t. I, p. 584). Comp. VALORY, *Mémoires*, t. I, p. 303.

(3) *Pol. Corresp.*, t. XII, p. 8, 19, 28, 205, 225.

nesse, qui déclarait les engagements pris de part et d'autre parfaitement conciliables, même en supposant à Frédéric « quelque intention sinistre» . Accablé de reproches par Élisabeth, vivement pris à partie par tous ses collègues, Bestoujev dut riposter par une « déclaration secrétissime » , par laquelle sa cour signifiait à celle de Londres que les troupes russes ne pourraient être employées aux Pays-Bas ni encore moins au Hanovre, mais uniquement contre le roi de Prusse. Dans un rescrit simultanément adressé au prince Galitzine, ambassadeur de Russie à Londres, le chancelier s'appliquait, à la vérité, à atténuer la portée de ce document. Après avoir établi longuement l'incompatibilité du traité anglo-prussien soit avec les nouveaux engagements pris par l'Angleterre vis-à-vis de la Russie, soit avec ceux même qui liaient la Russie à l'Autriche, il exprimait l'espoir que la cour de Saint-James reviendrait à un plus juste sentiment de ses obligations (1). Mais le Collège des affaires étrangères se montra moins disposé aux atermoiements. Appelé à donner son opinion, il trancha dans le vif. La légende veut que dans un premier mouvement de colère Élisabeth ait mis en pièces le traité qu'elle venait de signer, en jetant violemment à terre les morceaux du parchemin. Le Collège, lui, déclara la convention moralement anéantie par le traité de Westminster. En vain Bestoujev observa-t-il qu'en acceptant des subsides on n'avait pas désigné l'ennemi qu'ils devaient servir à combattre. Les subsides surtout lui tenaient à cœur : « Ne les réclamons pas, mais, s'ils sont payés, acceptons-les *avec indifférence* (*sic*) (2). » L'avis fut trouvé inadmissible. Le gouvernement anglais, de son côté,

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 333; t. V, aussi pour cet épisode. Bruckner, Russische Actenstücke zur Geschichte d. Jahres 1756, *Baltische Monatschrift*, t. XXI, p. 309. Comp. Holdernesse à Williams, 26 déc. 1755, Record-Office; Williams à Holdernesse, 19 fév. 1756, *ibid.* (la déclaration russe est annexée à cette dépêche); Esterhazy à Marie-Thérèse, 25 fév. 1756, Archives de Vienne, en allemand; le même à Kaunitz, 17 fév. et 23 mars 1756, *ibid.* M. Waddington, *loc. cit.*, p. 225, a supposé à tort que les ratifications du traité anglo-russe ont été échangées après l'arrivée de la nouvelle du traité anglo-prussien.

(2) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 368 et suiv.

prit de très haut la querelle qu'on lui suscitait. Holdernesse renvoya la déclaration en chargeant Williams de dire que le traité ratifié par l'Impératrice « n'avait pas besoin de commentaires (1) ». On allait de part et d'autre à une rupture.

L'effet produit par les mêmes événements à Versailles est connu. Dès le mois de mars 1756 Bestoujev eut vent d'une négociation entamée entre la France et l'Autriche, et personne ne songe plus aujourd'hui à y voir un effet des rancunes personnelles de Mme de Pompadour ou des rendez-vous galants donnés à la « Babiole ». Causant avec Esterhazy, le chancelier russe exprima aussitôt l'espoir qu'on ne voudrait pas « einseitig zu Werk gehen (2) ». Mais l'envoyé de Marie-Thérèse n'était pas au courant. Il ne le fut que quelques semaines plus tard en recevant des instructions qui font honneur au cabinet de Vienne par leur clairvoyance, leur franchise et leur vigueur. Le plan de la coalition proposée contre Frédéric y est indiqué avec une netteté surprenante. L'Autriche négociait en effet avec la France une alliance défensive ; mais, se disposant à attaquer le roi de Prusse, elle offrait à la Russie une alliance offensive pour cet objet. On ne déposerait les armes qu'après que Marie-Thérèse serait rentrée effectivement en possession de la Silésie et du comté de Glatz, Élisabeth pouvant se proposer simultanément la conquête de la Prusse orientale, qu'elle restituerait ultérieurement à la Pologne, moyennant une rectification de frontières en Ukraine.

La question de l'initiative prise en cette circonstance par l'Autriche a fait aussi l'objet d'une controverse dont je crois avoir trouvé le point de départ. Ayant demandé une audience secrète à la Tsarine pour lui communiquer ses instructions, Esterhazy ne put l'obtenir avant le 5 avril 1756. Or quelques jours plus tôt il se trouva déjà en mesure d'annoncer à sa cour que, dans les conseils d'Élisabeth, la résolution avait été prise de ne pas laisser échapper l'occasion qui se présentait pour replacer le roi de Prusse dans ses anciennes limites, et que,

(1) Holdernesse à Williams, 30 mars 1756, Record-Office.
(2) Esterhazy à Kaunitz, 16 mars 1756. Archives de Vienne, en allemand.

pour peu que les relations avec la France s'y prêtassent, on était donc disposé à attaquer ce prince avec quatre-vingt mille hommes. En même temps, Bestoujev prévenait l'envoyé de Marie-Thérèse que des propositions en ce sens lui seraient faites prochainement. Nous possédons le procès-verbal de la conférence ministérielle du 14 (25) mars 1756, où ces mesures ont été arrêtées en effet, et elles n'y sont pas présentées comme correspondant à une ouverture d'origine autrichienne. La conférence parle non de l'accueil à faire à des propositions venant de cette puissance, mais elle décide qu'on lui en fera. Elle mentionne cependant les instructions récemment envoyées à Esterhazy, comme indiquant une disposition certaine à entrer dans les mêmes vues.

Voici l'explication. Après l'audience accordée par Élisabeth à l'envoyé autrichien, la question se trouva hors de discussion. Aux premiers mots prononcés par Esterhazy, l'Impératrice avait déclaré qu'elle était elle-même sur le point (« im Begriff ») d'adresser à sa cour un projet d'alliance telle qu'on la désirait à Vienne. Elle voulait attaquer le roi de Prusse cette année encore, et cela quand même la France refuserait de participer à l'entreprise. Là-dessus une nouvelle conférence de ministres étant réunie le 10 avril, Bestoujev annonça à Esterhazy, en en sortant, qu'on ne se contenterait pas du côté russe d'envahir la Prusse orientale et d'y tout brûler et détruire (« zu sengen und zu brennen »), mais qu'à travers la Pologne on porterait une armée considérable sur l'Oder (1). A une troisième conférence tenue onze jours plus tard, l'envoyé autrichien fut admis, et là s'est placé un incident qui a donné le change à quelques historiens. Il entrait dans les intentions de la cour de Vienne de faire en sorte que Frédéric parût être l'agresseur dans la lutte qu'on se disposait à engager avec lui, de façon que la France fût obligée à y intervenir. Esterhazy exigea donc le secret le plus absolu pour les propositions qu'il était chargé de faire, et il insista tellement sur ce

(1) Esterhazy à Marie-Thérèse, 22 avril 1756. Archives de Vienne, en allemand.

point que, tout en prenant ces propositions pour base du traité à conclure, Élisabeth et ses ministres consentirent à les ignorer officiellement et à donner à la négociation cette apparence que l'initiative y venait de la Russie.

C'est ce qui a amené quelques-uns de mes prédécesseurs à supposer que tel avait été en effet le point de départ de cette entente grosse de conséquences, et que, pour déchaîner la tempête qui allait mettre l'Europe à feu et à sang pendant sept années, le premier souffle était venu de la Russie (1).

Cependant, l'accession éventuelle de la cour de Saint-Pétersbourg au traité négocié par la cour de Vienne à Versailles se trouvait simultanément mise sur le tapis, et, à partir de ce moment, la Russie témoigna une ardeur belliqueuse, qui devait bientôt paraître à Vienne excessive, ou tout au moins prématurée. De ce traité, signé avec la France en mai 1756, Marie-Thérèse avait besoin encore de déduire les suites naturelles et inévitables, mais non stipulées, pour l'offensive qu'elle méditait. Le concours de la Russie seule n'y suffisait pas, d'autant qu'on s'attendait à ce qu'elle demandât des subsides. Marie-Thérèse et Kaunitz avaient décidé qu'elle les aurait et que la France les payerait ; mais pour cela de nouvelles négociations étaient nécessaires. L'Impératrice et son ministre eurent donc à s'employer pour qu'on ne devançât pas l'heure à Pétersbourg, en voulant aller trop vite (2). En août 1756 seulement, après que l'envoyé de Frédéric, Klinggræffen, eut présenté à Marie-Thérèse un ultimatum menaçant, au moment même où, de Compiègne, Stahremberg annonçait l'heureuse issue des pourparlers qu'il y avait engagés (3), Kaunitz chargea Esterhazy de réclamer l'intervention active de la Russie, en

(1) Arneth, *loc. cit.*, t. IV, p. 24 et suiv.; comp. Ranke, *Der Ursprung des siebenjährigen Krieges*, p. 139 et suiv. ; Beer, *Hist. Zeitschrift*, 1872, t. XXVII, p. 362 (étude sur l'ouvrage précédent) ; Koser, *Kœnig Friedrich der Grosse*, t. I, p. 590 ; Lehmann, *Friedrich d. Grosse und der Ursprung d. siebenjährigen Krieges*, p. 27 ; *Archives* Vorontsov, t. III, p. 384.

(2) Kaunitz à Esterhazy, Vienne, 22 mai 1756. Archives de Vienne. Comp. Arneth, *loc. cit.*, t. V, p. 476, et Schulemburg, *Einige neue Actenstücke über die Veranlassung d. siebenjährigen Krieges*, 1841, p. 37.

(3) Stahremberg à Kaunitz, 20 août 1756. Archives de Vienne.

l'autorisant à garantir le payement d'un subside de deux millions de florins (1). Jusque-là, vivement sollicitée par la Saxe, la cour de Saint-Pétersbourg s'était montrée seule pressée de tirer l'épée, Bestoujev lui-même paraissant entièrement retourné, parlant de mettre « l'ours russe en danse » et de « tailler des croupières au roi de Prusse (2) ».

Cette nouvelle disposition d'esprit du chancelier russe ne devait pas, à la vérité, durer longtemps. Le système autrichien, qui avait jusqu'à présent été le sien, ne pouvait plus garder ses préférences, maintenant que les guinées anglaises n'étaient plus là pour en rehausser à ses yeux la valeur et le charme. En juillet 1756, Bestoujev éprouva déjà des regrets, qui se traduisirent par la demande d'une pension adressée à Williams, en même temps que la grande-duchesse, maintenant réconciliée avec le chancelier, sollicitait de l'envoyé anglais un prêt de dix mille livres sterling. Le prêt fut accordé, mais le payement de la pension subordonné à la possibilité d'obtenir, avec le concours du pensionnaire, un retour effectif de la politique russe à ses anciens errements (3).

C'était demander l'impossible. Compromis, atteint dans son infaillibilité diplomatique par l'étrange quiproquo qui lui avait fait soumettre à la signature de la souveraine un traité directement contraire aux intentions qu'il lui connaissait; conspué par ses adversaires politiques; abandonné par ses amis; privé d'un auxiliaire indispensable par le départ de Funck, dont Williams avait obtenu le rappel, le ministre perdait visiblement pied dans le nouveau courant qui entraînait son pays. Il conservait le désir et l'espoir de lui faire rebrousser chemin quelque jour; mais en attendant il se laissait aller à la dérive, en cherchant à sauver les apparences et aussi à se créer des compensations provisoires. Éconduit par Wil-

(1) Kaunitz à Esterhazy, 22 août 1756. Archives de Vienne. Comp. Arneth, *loc. cit.*, t. V, p. 48, note.

(2) Herrmann, Sächsisch-polnische Beziehungen während d. siebenjährigen Krieges, *Preussische Jahrbücher*, t. XLVII, p. 562.

(3) Williams à Holdernesse, 9 juillet 1756, très secret; Holdernesse à Williams, 6 août 1756, très secret; Record-Office.

liams, il faisait du zèle auprès d'Esterhazy et lui insinuait que la coopération de l'armée russe valait bien douze mille ducats à partager entre les deux chanceliers. Le grand chancelier y perdrait encore, ayant à sacrifier cent mille roubles d'argent anglais !

Tout cet ensemble de circonstances préparait à Douglas une rentrée en Russie comme il n'en avait pu espérer de plus favorable.

III

DOUGLAS ET BEKHTÉIEV. LE TRAITÉ DE VERSAILLES

Le chevalier reparut à Pétersbourg à la fin d'avril 1756, au moment par conséquent où la cour de Vienne y faisait adopter des résolutions en accord parfait avec celles qu'il devait lui-même provoquer. Contrairement à ce qui a été donné jusqu'à présent pour une certitude, pas même cette fois il n'amenait avec lui le fameux Éon, qui sur la foi de récits fantaisistes a passé pour avoir joué, dès le premier voyage de l'émissaire français, un rôle romanesque et important. Et Gaillardet n'a même pas eu le mérite d'inventer cette fable, dont on retrouve déjà la trace dans les mémoires de Mme de Campan et plus anciennement encore dans une publication (*l'Espion anglais*) qui date de 1785. Mon amour pour les légendes ne va pas jusqu'à accueillir celles dont la fausseté m'est démontrée, et je renonce volontiers à tout l'élément pittoresque qui a été ainsi introduit dans ce chapitre d'une histoire assez luxueusement pourvue à cet égard en dehors de toute fiction. D'Éon n'a jamais figuré parmi les demoiselles d'honneur d'Élisabeth, ni fait office de lectrice auprès d'une souveraine qui ne lisait jamais. Il n'a jamais porté de vêtements féminins en Russie, et n'y est arrivé pour la première fois qu'en août 1756, quatre mois après Douglas. Sa fonction officielle alors fut celle d'un simple

courrier, porteur de dépêches importantes à la vérité, car elles sollicitaient cette accession de la Russie au traité de Versailles, qui allait devenir le nœud de la future coalition. On avait décidé d'ailleurs qu'il resterait à Saint-Pétersbourg, comme secrétaire de Douglas et agent, à ses côtés, de la diplomatie secrète.

Son personnage était assez mince, on le voit; mais en traversant l'Allemagne il s'appliqua si bien à l'enfler par des discours extravagants, que quelque chose de l'illusion ainsi créée a subsisté jusqu'à ce jour. Le chef réel de la mission ainsi dédoublée a paru s'éclipser derrière son subordonné, et la personnalité modeste de Douglas, étoile minuscule allumée à l'horizon du nouvel accord franco-russe, a presque disparu dans le sillon lumineux de cette comète. D'Éon arriva d'ailleurs à éblouir Douglas lui-même en débarquant à Saint-Pétersbourg après une traversée dont il a narré comme il suit émouvantes péripéties, au milieu d'une tempête essuyée dans la Baltique :

« Notre pauvre capitaine, que les Anglais ne feront pas sûrement venir pour succéder à l'amiral Bing, était tout désorienté. Il cherchait la boussole, qui dormait sans doute avec ses canons, et ne sachant pas trop où il était, il se contenta de nous enfermer tous par surprise dans sa chambre, de faire abattre les voiles, de jurer après les matelots, de trépigner des pieds aussi fort qu'un cheval entier danois qui était sur notre vaisseau, destiné au grand-duc; et, mêlant sa terrible voix à dix-sept chiens danois et à un mouton anglais qui étaient aussi sur notre vaisseau pour le grand-duc, il criait de toutes ses forces : « O mingotte! » J'avais à mes pieds des passagers anglais, allemands et autres qui étaient si incommodés qu'on aurait cru qu'ils étaient chargés de l'entreprise des vivres des poissons de la mer... D'ailleurs, je suis arrivé aussi frais et aussi peu fatigué que si je n'eusse fait que le voyage de Saint-Cloud... M. le chevalier Douglas, en me voyant sortir de mon vaisseau l'épée au côté, chapeau sous le bras, bas blancs, tête bien poudrée, a cru voir un petit-maître de Paris sortir de la

galiote au bas du Pont-Royal pour faire un tour aux Tuileries (1). »

L'Écossais fut assurément ravi d'avoir un collaborateur aussi vaillant et d'aussi bonne mine; mais il ne l'avait pas attendu pour faire de la besogne. Il ne s'était présenté encore qu'en simple voyageur, mais muni cette fois d'une lettre de M. Rouillé l'accréditant auprès de Vorontsov. Et il avait de plus remis au vice-chancelier un mémoire contenant une communication personnelle et secrète de Louis XV pour Élisabeth. Assez mal à propos, le Roi s'y donnait d'abord l'air de reprendre le programme de M. de la Chétardie de fâcheuse mémoire, en engageant la Tsarine à se défaire d'un ministre « qui sacrifiait ouvertement et à la face de l'Europe la gloire de sa souveraine et les vrais intérêts de son pays ». Mais après ce préambule malheureux venait sans nulle réticence l'offre de reprendre les relations diplomatiques entre les deux pays. Datée du 18 mai 1756, la réponse fut telle qu'on pouvait l'attendre. Sans dire un mot de Bestoujev, elle exprimait une satisfaction très vive au sujet des intentions manifestées par le Roi et l'assurance d'un grand empressement à y concourir, en vue de l'établissement d'une harmonie parfaite et d'une étroite amitié entre les deux cours. L'aveu de ces sentiments avait été attendu par l'Impératrice avec beaucoup d'impatience, et, consentant avec plaisir à l'envoi réciproque de ministres qualifiés, pour la reprise des relations diplomatiques, elle allait, en attendant, faire partir pour Versailles un agent qui remplirait provisoirement l'office dont le chevalier Douglas était chargé à Saint-Pétersbourg (2).

Cet accueil était plein de promesses; mais la situation personnelle de Douglas n'en restait pas moins assez embarrassante. Admis dans la confidence de ce qui se préparait, les deux Chouvalov, Ivan et Pierre, traitaient l'émissaire français

(1) D'Éon à Maillé, Pétersb., 7 août 1756. Aff. étr., Russie, suppl., t. VIII, f. 326.

(2) Douglas à Tercier, 12 (23) mai 1756. Aff. étr., Russie, suppl., vol. VIII. Comp. *Archives* VORONTSOV, t. III, p. 415. Les notes de Vorontsov publiées dans ce recueil confirment entièrement les rapports de Douglas.

avec les plus grands égards. Plus ou moins instruits de l'objet de sa mission, les deux Razoumovski, les Narychkine, les Galitzine, les Tchernichov, les Chérémétiev, le baron Stroganov, le général Boutourline, représentants de la société élégante ou du cercle intime d'Élisabeth, Michel Bestoujev lui-même, toujours en querelle avec son frère, faisaient assaut de prévenances auprès du mystérieux étranger. Mais le mystère subsistait et introduisait de la gêne dans les rapports ainsi créés. On ne savait pour qui prendre cet émissaire, et il ne savait pour qui se donner. Il s'était plaisamment présenté à Vorontsov « avec le titre fastueux de son commissionnaire en vins » et comme homme de confiance du prince de Conti. Cela ne lui donnait pas un caractère ni un rang à une cour où chacun avait le sien, exactement marqué. Élisabeth voulait que Bestoujev ignorât l'objet de sa mission « jusqu'à ce que tout fût réglé ». Cela lui interdisait tout rôle officiel. Enfin, il était sujet anglais et, à ce titre, relevait de la juridiction britannique. Or, Williams ne cachait pas son intention de faire valoir ses droits. Il n'attendait que des ordres déjà demandés à Londres.

Les lecteurs des *Mémoires* de la Messelière ont été tentés d'exagérer les dangers courus à ce moment par le pauvre « commissionnaire », et je suppose que s'il avait été menacé de périr d'une mort violente (1), sa correspondance nous en aurait appris quelque chose. Il s'est contenté d'y mettre en relief les difficultés et les ennuis d'ordre moins tragique qu'il rencontrait à chaque pas, et d'insister pour qu'on y mît fin. Chose singulière, il ne paraît pas s'être douté de la raison qui empêchait la cour de Versailles de faire droit à ses réclamations et qui était cependant assez apparente. Maintenant encore, on ne voulait pas en France se donner l'air de prendre les devants. A la fin de juillet 1756 seulement, des lettres de créance officielles, attribuant au diplomate anonyme la qualité de ministre plénipotentiaire, furent expédiées par cour

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 269.

rier. C'est qu'à ce moment l'agent russe annoncé par Élisabeth arrivait à Paris.

Il s'appelait Fiodor Dmitriévitch Bekhtéiev et appartenait à l'entourage de Vorontsov. Il avait fait d'assez longs séjours à l'étranger et passait pour un homme avisé et prudent. De sa prudence il venait de donner une preuve en soumettant, avant son départ, au vice-chancelier un questionnaire minutieux et en exigeant des réponses précises sur tous les points visés.

— Par qui serai-je censé avoir été envoyé?

— Par moi, vice-chancelier, avec le consentement de l'Impératrice.

— Quelle forme aurai-je à donner aux conventions que je pourrai négocier?

— Elles devront être négociées en mon nom, sur l'ordre de l'Impératrice, et au nom de M. Rouillé avec l'ordre du Roi.

— Comment devrai-je m'expliquer sur notre traité avec l'Angleterre?

— Vous direz que les circonstances amènent des changements, mais que l'Impératrice est la plus fidèle des alliées.

— Et sur le traité de la Prusse avec l'Angleterre?

— Vous témoignerez qu'il a produit une grande surprise à Saint-Pétersbourg et que nous attendons des explications de Londres.

— Et sur le rapprochement à opérer entre la France et la Russie?

— Vous demanderez un projet précis (1).

Les instructions de Bekhtéiev lui prescrivaient en outre de montrer la Russie comme disposée à sacrifier les subsides anglais, dans l'espoir que lui donnait l'Autriche que la France « saurait mieux entrer dans les vues communes » . Le négociateur russe devait insister sur la nécessité d'une entente prompte et entière, sans toutefois en indiquer la nature. Si on le pressait à ce sujet, il en référerait à Stahremberg, avec lequel il avait à agir dans un accord parfait, en suivant ses

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 422.

avis et en acceptant même de paraître son subordonné (1).

Il trouva devant lui un chemin déjà très aplani. Le traité de Versailles raccourcissait singulièrement la distance entre Paris et Saint-Pétersbourg. Les débuts du diplomate russe eurent cependant à se ressentir des mêmes inconvénients que ceux dont Douglas avait fait l'épreuve. Pour commencer, Michel vint le prendre au débotté avec une commission de Conti. Le prince désirait voir l'envoyé avant qu'il eût parlé à M. Rouillé et le mettait en garde contre ce ministre : « Pour Dieu, qu'il évite de lui faire connaître ce qui l'amène. Mme de Pompadour en serait aussitôt prévenue et gâterait tout! Qu'il s'adresse à moi. » Mais aussitôt après survenait Tercier, invitant le malheureux Bekhtéiev à l'accompagner à Compiègne, où le ministre l'attendait. Ce dernier parti parut le plus sage à notre homme. Mais un nouvel embarras lui était réservé. En recevant la lettre que Vorontsov lui adressait, le ministre parut lui-même embarrassé pour en déchiffrer la signature.

— Vorontsov, épela l'envoyé.

— Ah! oui, Vorontsov. Est-il employé aux affaires étrangères?

Bekhtéiev pensa tomber de surprise. Après quelques paroles échangées avec le haut personnage qu'il trouvait si mal renseigné, il crut de plus s'apercevoir que le ministre ignorait le premier voyage de Douglas, alors que le prince de Conti se targuait de l'avoir fait décider à lui tout seul. Le chef de la diplomatie secrète parlait aussi d'un projet d'alliance avec la Russie déjà préparé par ses soins, et se déclarait prêt à aller en personne à Saint-Pétersbourg pour le faire agréer. L'ouverture était tentante; malheureusement, d'après les renseignements fournis par Michel, elle se trouvait contrariée par une hostilité très décidée envers l'alliance autrichienne, et, sur ce point, les instructions de Bekhtéiev ne comportaient pas de compromis.

Autre difficulté : ayant vu le ministre, il devait voir aussi

(1) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XIV, p. 68.

le Roi. Mais en quelle qualité paraîtrait-il devant Sa Majesté? Il avait dans sa poche des lettres de créance semblables à celles dont Douglas allait être pourvu. Mais elles ne portaient pas de date; il ne devait les produire qu'au moment précis où l'envoyé français présenterait les siennes. On n'avançait de part et d'autre qu'à pas comptés, et, en matière de protocole, les diplomates de tous les pays ont toujours été quelque peu et au même titre tributaires de la Chine.

— Vous serez présenté comme lieutenant-colonel russe en voyage, disait M. Rouillé à l'émissaire perplexe.

— Mais je ne suis pas lieutenant-colonel!

On convint enfin que, revenant à Compiègne, il serait admis au lever du Roi comme simple gentilhomme. Louis XV lui fit donc l'honneur d'achever de se laver les mains en sa présence; puis, après avoir reçu la chemise des mains du Dauphin et s'être recueilli un instant sur un prie-Dieu, tous les assistants se mettant à genoux, comme Sa Majesté sortait de la chambre pour aller à l'église et passait devant le gentilhomme russe, sur un mot du duc de Fleury, premier chambellan, elle daigna remarquer l'étranger et lui demander des nouvelles de la santé de l'Impératrice. S'inclinant jusqu'à terre, il n'eut pas le temps de se relever pour répondre, que déjà le Roi avait disparu. Par contre, le prince de Conti était là. Ayant vainement attendu la visite de Bekhtéiev à Paris, il le relançait ici et lui imposait un entretien d'une heure. Le résultat n'en fut satisfaisant pour aucun des interlocuteurs. Bekhtéiev demeura convaincu que le prince avait tout autre chose en tête que le rapprochement à opérer entre la Russie et la France. Il ramenait incessamment l'entretien sur la Pologne et ne songeait, selon les apparences, qu'à y briguer la succession d'Auguste III. Le voyage qu'il méditait à Pétersbourg n'avait lui-même pas d'autre but (1).

L'agent russe se décida donc à traiter avec M. Rouillé seul ou avec les collaborateurs officiels du ministre; mais ceux-ci

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 159 et suiv. Correspondance de Bekhtéiev.

lui causèrent bientôt d'autres surprises et d'autres déceptions. Sur la foi des rapports qu'on lui en avait faits en Russie, Bekhtéiev se représentait les Français comme une nation légère, donc facile à manier et à mener où on voulait. Voici qu'il se trouvait au contraire avoir affaire — il l'affirmait du moins — à des gens qui, au point de vue de l'esprit de suite et de la fermeté dans la discussion de leurs intérêts, ne le cédaient à personne.

Cette expérience et cette observation sont à retenir. J'incline à penser qu'elles ont dû être souvent renouvelées depuis.

En outre, et même après qu'il eut produit ses lettres de créance, Bekhtéiev s'aperçut qu'on le tenait à l'écart des négociations essentielles, qui, par-dessus sa tête, se poursuivaient entre Versailles et Vienne. Il n'y avait là rien que de très naturel, eu égard aussi à la situation que la cour de Saint-Pétersbourg elle-même avait faite à son agent vis-à-vis de Bestoujev. Le chancelier avait connu le départ de cet agent et participé même en apparence à la préparation de son voyage, mais il en ignorait encore le but réel. Bekhtéiev lui adressait pour la forme des rapports officiels qu'il remplissait de propos vagues; mais il en envoyait d'autres à Vorontsov, qui étaient directement remis à Élisabeth, avec des annotations de la main du vice-chancelier. Le pauvre Bekhtéiev se perdait dans ces complications, et bientôt il n'essaya même pas de s'y donner un rôle sérieux quelconque, en même temps qu'on inclinait de plus en plus à ne lui en attribuer aucun.

Toutefois, en prolongeant son séjour à Paris jusqu'en 1757, il eut le plaisir de signaler à sa cour l'accueil de plus en plus aimable qu'un grand nombre de seigneurs et de dames russes trouvaient à Versailles, où depuis longtemps aucun voyageur de cette nation n'avait paru et où maintenant on en apercevait tous les jours. On y voyait des princesses moscovites admises par faveur spéciale en robe de chambre dans la chambre à coucher de la Reine, alors que les dames françaises du plus haut rang n'y pénétraient qu'en robe habillée. Mme de Pompadour elle-même, en dépit des prévisions du prince de

Conti, se montrait très accueillante à ces visiteurs et à ces visiteuses, et en mai 1757 elle voulut donner une fête en leur honneur dans sa maison de Paris.

Bekhtéiev ne laissait pas d'ailleurs d'être très occupé, bien que la diplomatie lui fit des loisirs. Il recevait peu de notes et ne signait guère de protocoles, mais il dépensait un temps considérable en achats de toute nature faits pour le compte de sa souveraine. Il courait les boutiques, ramassant gants, rubans, essences, eaux de toilette, pommades et fards. Il surveillait l'exécution d'une grande glace de toilette qui, haute de six pieds et encadrée par Germain, devait coûter trois mille livres et alla à cinq mille écus. Il recueillait des données précises sur la façon de laver les bas dans de l'eau claire et sur les coupes à choisir pour empêcher le grossissement du pied. Quand, ayant fait en surplus l'acquisition d'une « désobligeante » inversable, il reprit enfin le chemin de la Russie, les marchands de Paris s'aperçurent seuls de sa disparition (1).

L'attention du monde diplomatique était ailleurs. Déjà sur la route qu'il allait parcourir et où lui et ses émules, les Douglas et les Michel, avaient voyagé en chevaliers errants, des ambassadeurs en grand équipage se préparaient à suivre leur trace. Le prince Galitzine à Saint-Pétersbourg et le marquis de l'Hôpital à Versailles recevaient leurs ordres de départ. Déjà aussi un autre voyageur, toujours pressé et habitué à faire grand chemin, se mettait en marche, sans souci de régler ses mouvements sur le lent appareil des combinaisons diplomatiques. Revenu de ses étranges illusions, conscient enfin des terribles périls auxquels une politique aussi téméraire qu'imprévoyante allait l'obliger à faire face, Frédéric s'était décidé à payer d'audace à son ordinaire, en entamant, lui premier, une lutte à laquelle il ne pouvait échapper. Dès le mois d'août 1756, envahissant brusquement la Saxe, il avait cherché dans les archives de Dresde mises au

(1) *Archives* Voronstsov, t. VI, p. 208 et suiv. Cette correspondance a été publiée dans les volumes III et VI de ce recueil sans souci de l'ordre chronologique.

pillage des arguments contre ses adversaires présumés, et dans les rangs de l'armée saxonne obligée à capituler des recrues pour les bataillons déjà victorieux qu'il comptait leur opposer.

C'était le commencement de la grande guerre, méditée, désirée avec une ardeur égale à Saint-Pétersbourg et à Vienne, et c'était aussi la réalisation du plan dressé par Kaunitz avec une appréciation infiniment juste du tempérament et du génie de l'homme qu'il s'agissait de combattre. Inconsciemment encore, le grand capitaine faisait le jeu du grand homme d'État. Il lui donnait le moyen de forcer la main à la France et de l'entraîner dans cette lutte, où elle n'avait que faire (1). Assurément, d'après le principe qu'à la guerre l'offensive est préférable à la défensive, au point où il en était, Frédéric n'avait pas d'autre parti à prendre. Mais il s'était laissé amener là les yeux fermés, dans un de ces accès de somnambulisme qui sont communs aux chercheurs de fortune gâtés par la fortune comme lui. Il n'avait certes pas vu se former et se joindre les anneaux de la formidable coalition qui allait bientôt l'enlacer de toutes parts dans son étreinte mortelle. Et voici qu'entre Versailles même et Saint-Pétersbourg la soudure s'opérait, irrésistiblement, par l'effet même des coups qu'il frappait et qui ne pouvaient manquer d'y produire un douloureux retentissement.

IV

L'ACCESSION DE LA RUSSIE AU TRAITÉ DE VERSAILLES

On a reproché à la politique de Louis XV — que ne lui a-t-on pas reproché? — de n'avoir pas saisi cette occasion pour conclure un pacte direct et distinct avec la Russie, qui aurait permis aux deux puissances de ne point s'inféoder à

(1) Voy. dans ce sens Lehmann, *loc. cit.*, p. 26-56; Naudé, *Friedrichs der Grossen Angriffspläne gegen Œsterreich*, 1893, *passim*.

l'Autriche et peut-être même de faire cesser la guerre déjà entamée, en imposant à Frédéric leur médiation. On a pris texte de quelques propos recueillis par Douglas dans la bouche d'Élisabeth et arbitrairement interprétés pour supposer que l'Impératrice avait voulu engager la cour de Versailles dans cette voie et s'était heurtée à un refus (1). J'ose affirmer qu'elle n'y a jamais songé. Je ne crains même pas de trop m'avancer en ajoutant qu'à ce moment Louis XV et ses conseillers ne se seraient certainement pas fait faute de proposer ce parti à Saint-Pétersbourg s'ils avaient vu jour à ce qu'il y fût agréé. Ils ne voulaient assurément pas la guerre sur le continent; mais Élisabeth, elle, la voulait, et ne voulait que cela. Elle ne montrait même tant d'empressement à se reconcilier avec la France que parce que l'Autriche faisait dépendre de cet accommodement l'exécution des projets belliqueux médités contre le roi de Prusse. En disant à Douglas qu' « elle ne voulait ni tiers ni médiateur dans sa réunion avec le Roi », la Tsarine exprimait donc simplement un sentiment de mortification résultant pour elle de ce fait que, localisées entre Versailles et Vienne, les négociations en cours semblaient échapper à son contrôle. Elle s'était prêtée, on l'a vu, à cette combinaison en subordonnant Bekhtéiev à Stahremberg et en éprouvait du dépit par une de ces inconséquences dont le sexe faible est coutumier, même sur le trône. En 1756, Vorontsov donnait encore à Esterhazy l'assurance que ni Bekhtéiev ni Michel, qui continuait à faire la navette entre Pétersbourg et Paris en portant des dépêches, n'étaient admis au *grand secret* (2). Et dans les pourparlers faisant partie de ce grand secret, comme dans tous ceux auxquels donnaient lieu les relations directement établies entre la France et la Russie, il n'était question que d'une chose : la guerre à faire en commun contre Frédéric. L'accession de la Russie au traité de Versailles constituait le seul objet des négociations entamées, et elle n'avait

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 271-272.

(2) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 20 juillet 1756. Archives de Vienne, en allemand.

pas d'autre but. Du moins on n'en imaginait aucun autre à Saint-Pétersbourg (1). La question d'une intervention pacifique non de la Russie et de la France réunies, mais de la Russie seule, y fut à un moment posée. Mais les sentiments personnels d'Élisabeth ou les intentions de ses ministres n'y furent pour rien. En septembre 1756, Williams proposa à la Tsarine d'être médiatrice entre la Prusse et l'Autriche. Élisabeth refusa catégoriquement (2) et demeura en fait, au point de vue diplomatique, dans la dépendance de la cour de Vienne.

La piqûre que son amour-propre en ressentait parfois n'était que le moindre des inconvénients à attendre d'une situation aussi anormale, d'autant que Douglas lui-même se trouvait fréquemment privé d'informations directes sur les intentions de ses chefs et mis pratiquement sous la tutelle d'Esterhazy. Au moment où sa négociation vint à aboutir, il en résulta précisément pour la cour de Versailles une surprise assez déplaisante. En s'alliant à la Russie pour la guerre, la France était décidée à sacrifier la Pologne. Ne devait-elle pas admettre que pour aller chercher Frédéric les troupes russes dussent passer par le territoire de la République? Elle consentit même à réclamer ce passage. Mais elle n'entendait pas en user de même avec la Turquie, dont les intérêts pouvaient d'ailleurs être beaucoup plus sérieusement menacés dans la lutte qui se préparait. Douglas aurait dû en être averti, mais il ne le fut que par une dépêche de M. Rouillé datée du 27 novembre 1756 et lui prescrivant de tenir la main à ce que la Porte fût formellement exclue du *casus fœderis* à invoquer par la Russie vis-à-vis de la France. Et cette dépêche arriva trop tard. Inspiré par Esterhazy, Douglas s'était déjà prêté sur cet article à un arrangement transactionnel. Il avait craint en se montrant moins accommodant de donner prise aux manœuvres de Bestoujev, qui à cette heure reprenait de l'aplomb, en retrouvant le mentor

(1) Rescrit impérial à Bekhtéiev, du 30 sept. 1756. Archives de Moscou. Un extrait s'en trouve au quai d'Orsay. Le document est formel dans ce sens.

(2) Williams à Mitchell, Pétersb., 18 sept. 1756. *Pol. Corresp.*, t. XIII, p. 516. Esterhazy à Kaunitz, 27 sept. 1756. Archives de Vienne, en allemand. *Archives* Vorontsov, t. III, p. 462.

dont il avait besoin pour mettre ses actes en équilibre avec ses idées, et qui, tout en acceptant quatre mille ducats d'Esterhazy, se disposait à en gagner le double au service de Williams. Le mentor, c'était l'envoyé anglais lui-même, mieux instruit maintenant sur la façon de tirer parti du chancelier (1). D'autre part, Douglas avait aussi à redouter quelque retour d'humeur du côté d'Élisabeth, qui se montrait de plus en plus offensée par les procédés des deux cours alliées à son égard. Esterhazy négociait, au même moment, une convention nouvelle ayant pour objet de régler les conditions de l'action commune contre la Prusse. La discussion roulait sur la question des subsides. La Tsarine témoignait toujours de la répugnance à en accepter, et pourtant elle laissait bien voir qu'à leur défaut on ne pouvait compter sur une coopération effective de sa part. Pour surmonter ces scrupules, elle aurait voulu être mise au courant d'une négociation semblable par laquelle la cour de Vienne cherchait simultanément à s'assurer le concours financier de la France, en acceptant, elle aussi, le rôle de « puissance mercenaire ». La Tsarine n'en faisait pas seulement une affaire d'amour-propre. Outre l'assurance de se trouver en bonne compagnie, elle voulait avoir celle que les subsides seraient payés. Esterhazy recevait maintenant des sommes considérables à employer en dépenses plus ou moins secrètes, des cent mille ducats en une fois. Les temps de Rosenberg étaient loin. Et Élisabeth se doutait bien d'où venait cette opulence; mais elle aurait voulu en être certaine, Bestoujev ne cessant d'appeler son attention sur l'état précaire de ses finances. Or les cours de Vienne et de Versailles la laissaient dans une ignorance complète à ce sujet, et elle ne cessait de s'en plaindre, montrant beaucoup plus d'indifférence pour les perspectives d'agrandissement territorial que le représentant de Marie-Thérèse faisait valoir à ses yeux. Vorontsov les traitait de chimères, et Bestoujev observait sentencieuse-

(1) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 22 oct. 1756. Archives de Vienne, en allemand. Williams à Mitchell, Pétersb., 28 sept. 1756. *Pol. Corresp.*, t. XIII, p. 547.

ment qu' « il fallait tuer l'ours avant de partager sa peau ».

Toutes ces considérations pesant à la fois sur l'esprit de Douglas, le chancelier russe lui déclarant que si l'on exceptait la Turquie du *casus fœderis*, le traité en perspective ne serait au regard de la Russie que du « papier blanc », et Esterhazy lui rappelant que d'après ses instructions il avait à prendre l'avis de son collègue autrichien, le chevalier se laissa convaincre. Signant le 11 janvier 1757 l'acte d'accession de la Russie à la convention austro-française, il y fit bien introduire l'exception comprenant la Turquie, mais il consentit à y ajouter une déclaration secrétissime par laquelle, en cas de guerre entre la Russie et la Porte, la France promettait à sa nouvelle alliée un secours non en troupes, mais en argent.

A Versailles on poussa les hauts cris; avec une verte semonce de Tercier, le négociateur français reçut l'avis que sa signature serait protestée et qu'on ne consentirait jamais à ratifier le traité avec cette annexe. Il répondit aux reproches dont on l'accablait par d'autres qui paraissaient mieux fondés : « C'est le guide de l'aveugle qui le conduit dans le bourbier, lui rit au nez et le laisse s'en tirer comme il pourra. Je savais autrefois par la lecture que dans notre métier il y a de ces tours de maître Gobin, mais il ne fallait pas le coudre de fil blanc et me défendre, six mois après la signature de mes pleins pouvoirs, de stipuler ce qui seul pouvait engager cette cour à se rapprocher de nous (1). »

Il s'exagérait pourtant les conséquences de l'incident. La Russie avait d'autres raisons pour se rapprocher de la France, et l'avenir le montra. Rouillé n'hésita pas à écrire à Constantinople que la déclaration était obtenue par surprise et serait considérée comme non avenue. Et Louis XV lui-même s'adressant à Élisabeth pour obtenir qu'elle fût annulée, la Tsarine flattée se laissa fléchir. Bestoujev et Vorontsov déchirèrent en présence de Douglas le morceau de papier qui soulevait de si vives protestations, on échangea les ratifications du traité sans

(1) A Tercier, Pétersb., 8 mars 1757. Aff. étr. Comp. *Archives* VORONTSOV, t. III, p. 240, 257.

qu'il fût question davantage de combattre la Porte, et Douglas put écrire à Tercier : « Vous n'aurez plus à me reprocher de m'être prostitué à une dévergondée sans foi, pudeur ni décence (1). » Mais entre temps, Esterhazy avait profité de la concession arrachée à l'envoyé français pour enlever sa convention militaire, moyennant un subside annuel de deux millions de florins, tandis que Bestoujev en demandait quatre. L'espoir de brouiller la France avec la Porte était intervenu pour écarter les scrupules d'Élisabeth et diminuer les exigences de ses ministres. L'Autriche et la Russie s'engageaient donc à tenir chacune quatre-vingt mille hommes sous les armes pendant la durée de la guerre qu'elles soutiendraient contre le roi de Prusse, la Russie devant en outre agir avec une flotte de quinze à vingt vaisseaux de ligne et de quarante galères pour le moins. La convention était datée du 22 janvier 1757. Deux mois plus tard (21 mars), un traité signé à Stockholm par la France de concert avec l'Autriche fit entrer la Suède dans la coalition, et bientôt un second traité conclu à Versailles (1er mai 1757) porta à cent cinq mille hommes les troupes françaises destinées à opérer en Allemagne.

Le cercle de fer où Marie-Thérèse et son ministre se proposaient d'enfermer Frédéric était maintenant complet. Mais déjà le redoutable adversaire dont ils se flattaient d'avoir ainsi facilement raison faisait éclater la supériorité de son génie. Tandis que le marquis de l'Hôpital s'acheminait vers Saint-Pétersbourg pour y presser la mise en campagne de l'armée russe, et que les premiers bataillons français avançaient lentement dans la direction du Hanovre, l'envahisseur de la Saxe, poursuivant ses avantages, entrait en Bohême et écrasait les Autrichiens sous les murs de Prague (6 mai 1757). La guerre qui s'étendait ainsi, mais en n'apportant aux coalisés que de nouveaux revers, n'était pas celle que l'on avait rêvée à Vienne et à Pétersbourg. Sans doute, pour que Frédéric n'y succombât pas à la longue, un miracle semblait nécessaire, et

(1) Pétersb., 29 mars 1757. Aff. étr.

le jour devait venir où, avouant son imprudence, il en conviendrait et se verrait aux abois, à la veille d'implorer la clémence de ses vainqueurs. Mais alors le miracle attendu devait aussi se produire et le sauver. Pour engager cette lutte formidable il y eut des hommes habiles, des hommes d'esprit, des hommes prudents et un fou. Ce fut le fou qui l'emporta, grâce à « Sa Sacrée Majesté le Hasard » qu'il se plaisait à invoquer. Le Hasard fut servi par un art prodigieux, un merveilleux courage et — l'or anglais, sans lequel ce duel d'un petit pays avec l'Europe continentale n'eût pas été possible. Mais si la dernière des Romanov avait vécu quelques mois de plus, la dynastie des Hohenzollern en serait morte, ou du moins aurait été incapable de prétendre à ses destinées actuelles.

CHAPITRE IV

LA CONQUÊTE DE LA PRUSSE

I. L'ambassade du marquis de l'Hôpital. — Un diplomate fastueux. — Les deux cours de Saint-Pétersbourg. — La future Sémiramis du Nord. — Malentendus et froissements. — La diplomatie secrète. — La « lettre de confiance » de Louis XV. — Élisabeth ne répond pas. — Les projets du prince de Conti. — Leur échec. — Rôle passif de M. de l'Hôpital. — Défaut d'entente entre les coalisés. — Supériorité de Frédéric. — II. La première rencontre des Russes et des Prussiens. — La Prusse orientale. — La défense de la province. Le général de Lehwaldt et son armée. Confiance de Frédéric. — Essai de négociation pacifique. — L'invasion russe. — État matériel et moral des deux armées. — L'espionnage prussien. — La rencontre. — Bataille de Gross-Jaegersdorf. — Victoire des Russes. — La route de Kœnigsberg ouverte. — Retraite d'Apraxine. — Ses motifs. — Évanouissement et maladie d'Élisabeth. — Mise en jugement d'Apraxine. — Conséquences de la retraite. — Rosbach. — III. La chute de Bestoujev. — Intrigues du chancelier. — Poniatowski. — Bestoujev et Catherine. — Arrestation du chancelier. — Catherine et Élisabeth. Querelle et réconciliation. — La chute de Bestoujev est une victoire française. — Courant de sympathie entre les deux pays. — Projet de substitution du commerce français au commerce anglais. — Avortement. — IV. Kœnigsberg et Zorndorf. — L'armée russe sous le commandement de Fermor. — Rentrée en Prusse. — Prise de Kœnigsberg. — Occupation de la province. — Le commandement de l'armée prussienne confié à Dohna. — Il laisse les Russes avancer et menacer le Brandebourg. — Küstrin assiégée. — Frédéric arrive à son secours. — Bataille de Zorndorf. — Victoire douteuse. — Résultat négatif de la campagne. — Elle laisse Frédéric affaibli vis-à-vis de la Russie. — V. Versailles et Saint-Pétersbourg. — Dispositions de plus en plus amicales d'Élisabeth. — Règlement favorable de la question courlandaise. — Départ de Poniatowski. — Proposition faite à la France d'accéder au traité austro-russe. — Défiance de Bernis. — Susceptibilités éveillées par la conquête de la Prusse. — La coalition en désarroi. — Nouveaux éléments d'entente. — Poissonier à Pétersbourg. — Un médecin diplomate. — Élisabeth consent à entretenir une correspondance secrète avec Louis XV. — Crise ministérielle à Versailles. — Découragement et tendances pacifiques de Bernis. — Elles concordent avec les inclinations des ministres autrichiens. — Résistances féminines. — Marie-Thérèse, Élisabeth et Mme de Pompadour. — Triomphe du parti de la guerre. — Le duc de Choiseul.

I

L'AMBASSADE DU MARQUIS DE L'HOPITAL

Le nouvel ambassadeur de France, Paul Gallucio, marquis de l'Hôpital, marquis de Châteauneuf, lieutenant général des armées du Roi, général de cavalerie et ci-devant ambassadeur à Naples (de 1740 à 1751), mit six mois à effectuer son voyage, après en avoir employé autant à le préparer. Cette lenteur était en quelque sorte protocolaire. Bekhtéiev insistant pour plus de promptitude : « L'envoyé du Roi ne peut courir en poste comme un polisson, » lui répondait Rouillé. Les frais d'équipement de ce fastueux représentant s'étaient élevés à plus de quatre cent mille livres, et il en avait reçu cent cinquante mille pour ses frais de route. Traînant avec lui une suite de quatre-vingts personnes, il étalait un luxe énorme, qui semblait destiné à masquer l'insuffisance de ses aptitudes diplomatiques ; et, trop coûteuse assurément eu égard aux circonstances, la précaution n'était peut-être pas inutile. En sa qualité d'officier supérieur, le marquis paraissait pourtant bien désigné pour une mission qui devait en partie être militaire ; mais il souffrait d'accès fréquents d'une goutte assez cruelle pour le rendre accidentellement impotent ; il avait de belles manières, de l'expérience et même de l'esprit, mais il arrivait à une époque de la vie où toutes ces facultés solides et brillantes réclamaient du repos. En arrêtant son choix sur lui, on s'était préoccupé de donner à la France un représentant digne d'elle au sein d'une cour qui passait pour une des plus brillantes d'Europe. Mais il y avait maintenant à Saint-Pétersbourg deux cours : celle d'Élisabeth et celle de la grande-duchesse, la jeune cour, comme on l'appelait. La première parut à M. de l'Hôpital d'un accès difficile. L'Impératrice ne se montrait plus guère qu'à un cercle intime, d'où les étrangers étaient bannis et qui se rétrécissait d'année en année. La seconde le rebuta aussitôt.

Pour tout dire, la future grande Catherine lui fit l'effet d'une jeune dévergondée en quête d'aventures où il n'y avait que des risques à courir en sa compagnie. « La conduite de cette princesse est si mauvaise », écrivit-il quelques semaines après son arrivée, « que l'Impératrice lui laisse la bride sur le col, ce qui prouve qu'elle n'y prend plus aucun intérêt. » Quant au grand-duc, le marquis n'éprouva aucune difficulté à adopter sur son compte l'opinion de Williams : « C'est ce que les Français appellent un fou... S'il continue la vie qu'il mène, on peut sans être prophète prévoir qu'il n'a pas encore bien des années à vivre. La perte sera légère (1). »

Dans un volume dont mes lecteurs ont bien voulu, je l'espère, garder le souvenir (2), j'ai essayé déjà de mettre en lumière le caractère de cette jeune cour, ainsi que son rôle à travers les événements dont je dois maintenant faire le récit. En me bornant ici à compléter cette esquisse, je trouverai plus de facilité pour concentrer l'intérêt des pages qui suivront dans ce qui en fait l'objet essentiel : la lutte de la Russie avec la Prusse.

Tout compte fait, obligé de se résoudre à un choix entre ces deux éléments de vie politique et sociale, qui tendaient à devenir des puissances rivales et hostiles, l'ambassadeur se laissa aisément guider par les inclinations naturelles de son âge mur et de son tempérament paisible. Il voulait décidément s'en tenir « au gros de l'arbre » et s'y attacher exclusivement. Le gros de l'arbre, c'était Élisabeth, et on trouva à Versailles que M. de l'Hôpital prenait le parti le plus sage. Esterhazy engageant son collègue à intervenir avec lui dans une négociation qui avait pour objet les intérêts holsteinois du grand-duc, on jugea que le représentant du Roi n'avait pas à s'en mêler. On l'avait accrédité auprès de l'Impératrice seule et on l'avait envoyé à Pétersbourg pour qu'il s'y occupât des grandes questions sur lesquelles une entente venait d'être opérée entre les deux cours. Le marquis comprenait bien ainsi ; mais dans l'exé-

(1) Au comte de Broglie, 13 août 1757. Aff. étr., Russie, suppl., vol. IX.
(2) *Le Roman d'une impératrice.*

cution de son mandat, même circonscrit de la sorte, il ne tarda pas à éprouver des surprises et des déceptions. Et d'abord, à y regarder de près, l'entente à laquelle on faisait appel lui parut très éloignée d'une communauté parfaite d'idées et de sentiments. Il eut à y constater de suite un malentendu capital. En recherchant l'alliance française accessoirement à l'alliance autrichienne, la Russie avait fait état, on s'en souvient, du concours financier que la cause commune pouvait attendre de la cour de Versailles. Or, impressionnés sans doute par l'opulence dont le marquis exhibait autour de lui les témoignages éclatants, Élisabeth et ses ministres donnaient maintenant à cette clause tacite une interprétation très large. Des insinuations au sujet d'un emprunt avaient été déjà faites par le canal de Douglas ou de Bekhtéiev. On parlait de vingt-cinq millions de livres. Dans une lettre adressée en 1760 au duc de Choiseul, d'Éon s'est attribué le mérite d'avoir démontré aux prédécesseurs du ministre l'inopportunité de ce sacrifice pécuniaire qu'ils étaient tentés de consentir. Les vingt-cinq millions ne seraient jamais remboursés, affirma-t-il. Je suis porté à croire que la tentation n'a pas dû être forte, et une dépêche de M. Rouillé à M. de l'Hôpital, datée du 31 juillet 1757 et constituant un refus assez sec, me semble confirmer cette conjecture. Mais le désappointement fut grand à Saint-Pétersbourg, et il devait être suivi, à bref délai, d'un froissement non moins pénible.

La grande-duchesse était sur le point d'accoucher au moment où le nouvel ambassadeur faisait ses débuts dans la capitale du Nord. On cherchait des parrains pour l'enfant à naître, et on imagina qu'on pouvait en trouver un à Versailles. D'après un rapport de Vorontsov, l'idée en aurait même été suggérée par L'Hôpital lui-même (1). Nouveau refus, motivé par des scrupules religieux. Cette fois on se fâcha. Le grand-duc n'avait-il pas eu pour marraine l'Impératrice-Reine, qui était assez bonne catholique? Bernis, qui n'y avait pas pris garde,

(1) *Archives* Vorontsov, t. IV, p. 507.

essaya de revenir sur sa décision, mais il s'y prit trop tard, et M. de l'Hôpital eut à en redouter des suites fâcheuses pour l'avenir des relations à peine rétablies.

Ses alarmes eussent été plus vives encore, s'il avait connu la vérité entière à leur sujet, et sur quelle piste périlleuse, prenant encore une fois des chemins de traverse, elles se trouvaient déjà engagées. Pendant qu'à pas lents et majestueux il s'acheminait sur la route de Saint-Pétersbourg, Louis XV s'était laissé suggérer l'idée d'adresser à Élisabeth « une lettre de confiance » ayant pour objet de créer entre lui et cette souveraine des rapports plus directs et plus intimes. L'idée venait de M. Rouillé, mais, l'ayant goûtée, le Roi imagina d'en soustraire l'exécution et à son ministre et à son ambassadeur. C'est ainsi que la plupart du temps il faisait de la diplomatie secrète. M. de l'Hôpital ignora donc l'envoi de la lettre, et Douglas, qui restait provisoirement à Saint-Pétersbourg, fut chargé de remettre ce message, où, en plus de ce que M. Rouillé avait voulu y insérer, se trouva la proposition d'une correspondance secrète à établir entre le souverain et la souveraine, avec un chiffre spécial. Présidant à l'élaboration de cette intrigue en sa qualité de chef de la politique occulte, le prince de Conti la compliqua encore en y introduisant des vues personnelles. Éconduit par Bekhtéiev, il avait déjà songé à interpeller directement Vorontsov au sujet de ses ambitions, qui changeaient en ce moment de but et de caractère. Auguste III ne faisant pas mine de mourir, le prince se rejetait sur un objet plus proche, et avec la lettre du Roi pour Élisabeth, Douglas reçut une commission secrète lui prescrivant de pressentir le vice-chancelier sur la possibilité d'obtenir pour Son Altesse : 1° la possession du duché de Courlande, 2° le commandement des armées russes destinées à opérer contre Frédéric.

Le résultat peu satisfaisant de cette double tentative a fourni la matière d'un nouvel acte d'accusation contre la politique de Louis XV. Je le crois injuste pour une moitié, et je le vois notoirement basé sur des données entièrement fausses. Les

accusateurs ont imaginé à ce sujet tout un roman. Revenant à Paris avec l'acte d'accession de la Russie au traité de Versailles, d'Éon aurait rapporté au prince de Conti une réponse entièrement favorable. Malheureusement, le prince venait de se brouiller avec Mme de Pompadour et de perdre conséquemment, avec la direction de la diplomatie secrète, la confiance même et l'amitié du Roi. Celui-ci refusa donc son consentement, et la France y perdit l'honneur et l'avantage d'avoir un prince de sang royal sur un trône voisin de la Russie et de le voir placé à la tête d'une armée russe, qui, sous un tel chef, eût peut-être donné aux campagnes prochaines une tout autre issue (1). Ce n'est qu'un roman, et la mémoire de Louis XV comme celle de Mme de Pompadour sont suffisamment chargées devant l'histoire pour que je me refuse au devoir de les dégager de ce fardeau supplémentaire. L'esprit général de la politique d'Élisabeth me suffirait pour révoquer en doute ce récit ; mais nous possédons en outre sur l'incident une note de Vorontsov suffisamment explicite et concluante. Le vice-chancelier y affirme n'avoir donné à Douglas au sujet de Conti qu'une réponse évasive (2), et je ne crains d'être contredit par aucun témoignage en affirmant de mon côté qu'il ne s'est jamais avisé de soumettre à Élisabeth la double demande du prince, si ce n'est pour en rire avec elle. D'imaginer que la fille de Pierre le Grand ait pu être tentée un instant de livrer à un prince français l'héritage de Menchikov et de Bühren et le commandement en chef des troupes russes, c'est à quoi nul historien ayant acquis quelque connaissance de ses idées et de son caractère ne songera jamais. Mais voici encore à cet égard une indication supplémentaire et péremptoire. Les propositions du prince de Conti n'accompagnèrent qu'à titre accessoire celle du Roi lui-même au sujet de l'établissement d'une correspondance secrète avec l'Impératrice. Élisabeth aurait pu sans doute accueillir la demande du souverain en négligeant celle de

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 205.
(2) *Archives* Vorontsov, t. VII, p. 511.

son cousin. Mais blessée à ce moment par l'accueil fait en France à ses propres demandes, *elle n'a même pas eu égard à celle du Roi!* Le fait est là, certain, indiscutable. En dépit des insistances de Tercier et des instances de Vorontsov lui-même, le Roi n'a pas failli attendre une réponse à sa lettre confidentielle, il l'a bel et bien attendue deux ans — jusqu'en 1759. J'aurai à revenir sur ce point.

Le marquis de l'Hôpital ignora cette double tentative et cette double mésaventure. Mais il en éprouva le contre-coup et dut en être porté à se renfermer, selon le vœu de son cœur, dans la partie décorative de son rôle, qui seule échappait à toute contrariété. Il réclama un supplément de fonds pour en accroître encore la splendeur, et on fit libéralement droit à ses exigences. Bien qu'en obtenant une augmentation de ses appointements, qui de deux cent mille livres furent portés à deux cent cinquante mille — « en secret, pour ne pas faire de jaloux », — il réclamât encore cinquante mille écus de fonds secrets, « non pour corrompre, mais pour récompenser », rien n'indique qu'il en ait jamais fait usage pour un but politique à atteindre. Il arriva bientôt à n'en plus apercevoir qui valussent un sacrifice d'argent ou d'efforts. Ses appréciations sur la Russie s'accordèrent graduellement avec celles de Mardefeld. « C'est, écrivait-il, une puissance immense sur la carte géographique, mais par sa constitution politique incapable de soutenir le système de Pierre le Grand. » Il en tirait cette conclusion que les soins de sa cour devaient se borner à y entretenir « un ambassadeur tranquille et magnifique, en limitant la dépense à la personne de cet ambassadeur ». Et nul sujet ne pouvait évidemment mieux convenir à ce rôle que celui qui y figurait déjà.

A Versailles, on ne s'en inquiéta pas. S'étant décidé à faire de la diplomatie personnelle en marge de celle de son ambassadeur, Louis XV escomptait les résultats de cette entreprise qui flattait sa manie. Et ses ministres se laissaient distraire par d'autres soucis. A cette heure, le canon tonnant d'un bout à l'autre de l'Europe, la parole n'était plus aux diplomates. Leurs personnes comme leurs négociations passaient au

second plan. Mais pour les opérations militaires qui absorbaient l'attention générale, les puissances alliées contre Frédéric n'avaient-elles pas besoin de se concerter ? Ne devaient-elles pas chercher à y combiner leurs efforts, et le marquis de l'Hôpital n'était-il pas désigné pour provoquer à Saint-Pétersbourg et assurer cette entente nécessaire ? Il n'y songea pas davantage, et on ne songea pas à utiliser sérieusement ses talents pour cet objet. Après avoir sur le chemin de Pétersbourg passé en revue, à Riga, quelques-uns des régiments commandés par Apraxine, il crut s'être suffisamment acquitté de cette partie de sa tâche, et on parut à Versailles partager son avis. A vrai dire, l'état de l'organisation militaire en Russie se prêtait mal à des combinaisons de ce genre. Dès le début des hostilités, la cour de Vienne envoya à Saint-Pétersbourg un général en mission spéciale, et elle en attacha un autre à l'état-major russe. Des attachés militaires français y figurèrent également dans la suite. Comme leurs collègues autrichiens, ils firent preuve parfois d'une brillante valeur, mais, comme eux, ne brillèrent guère dans les conseils, bornant leur expérience et leur savoir à porter sur cette organisation, dont il aurait fallu tirer parti pour un plan d'ensemble, des appréciations sévères qu'elle méritait sans doute. Tout y était désordre et confusion, et ce désordre et cette confusion semblèrent se communiquer à la coalition entière. Le plan d'ensemble, s'il eût été formé et exécuté avec vigueur, c'était la perte certaine, immédiate de Frédéric, l'écrasement inévitable et rapide. Il n'exista jamais que sous forme de *desideratum* théorique, formulé à l'entrée de chaque campagne. Et à défaut d'un tel plan, tandis que le grand capitaine mettait son génie en œuvre pour faire successivement masse de ses forces contre chacun de ses ennemis, ceux-ci s'obstinèrent à combattre dans l'ordre dispersé, qui servait le mieux la tactique de leur adversaire. La campagne de 1757 fut, à cet égard, l'image de toutes celles qui suivirent. Mais Frédéric s'y obstina de son côté à traiter la Russie en quantité négligeable. Il devait payer cher son erreur.

II

LA PREMIÈRE RENCONTRE DES RUSSES ET DES PRUSSIENS GROSS-JAEGERSDORF

Pour n'attribuer qu'une importance secondaire à l'attaque qui le menaçait du côté de la Russie, Frédéric avait divers motifs, dont quelques-uns très rationnels. Cette attaque allait viser, selon les apparences, la partie orientale de ses États. Or, dans la bizarre découpure de son empire encore mal ajusté, cette partie excentrique formait alors comme une dépendance éloignée, une sorte d'ilot englobé dans la masse des territoires polonais et séparé par eux du corps de la monarchie. Elle constituait, avec Kœnigsberg pour capitale, un domaine à part, le « royaume de Prusse », selon le langage du temps. Ce n'était pas là évidemment que se jouerait la partie décisive. Les champs de bataille de la Silésie, de la Bohême et de la Saxe avaient une autre valeur stratégique. D'autre part, Frédéric jugeait la défense de cette province très suffisamment assurée. Bien qu'il en eût retiré les meilleures troupes, le redoutable appareil militaire dont il disposait y laissait cependant, avec le général Hans von Lehwaldt, gouverneur et généralissime, vétéran des guerres passées, une force encore très imposante : quelques bons officiers, comme Manstein, Manteuffel et Dohna, l'intrépide chef d'avant-garde ; d'habiles commandants de cavalerie, comme Platen, Plattenberg et Rüsch, un Transylvain, capable de communiquer à ses hussards noirs l'ardeur de son sang hongrois ou roumain ; une trentaine de mille hommes et une cavalerie nombreuse, l'arme préférée du Roi. Bien montée comme partout ailleurs, bien équipée, bien dressée et pleine d'entrain, celle-ci paraissait à elle seule capable de barrer le chemin aux Cosaques et aux Kalmouks d'Élisabeth. Aussi, en signant le 23 juin 1756 une instruction détaillée pour le commandant en chef, Frédéric

n'hésitait pas à y prévoir une action heureuse et à en déduire les conséquences. Vaincu, comme il fallait s'y attendre, le général russe enverrait un trompette pour réclamer les morts et s'informer des prisonniers. Ayant alors fait sa besogne comme homme de guerre, Lehwaldt se convertirait en diplomate pour négocier les conditions d'une paix avantageuse. Ces conditions différeraient selon que l'armée russe ou l'armée autrichienne serait battue la première. Mais le Roi se montrerait dans l'un ou l'autre cas très peu exigeant. Il se contenterait d'un petit agrandissement territorial, dont la Russie n'aurait même pas à faire les frais. La Pologne était là pour cela. Elle ne serait pas battue, n'ayant pas pris part à la guerre, mais elle payerait. Avec Elbing, Thorn et quelques starosties à prendre de ce côté, Frédéric se déclarerait satisfait (1).

Cette belle confiance dans le succès n'empêchait pas d'ailleurs le Roi de risquer deux mois plus tard à Saint-Pétersbourg par le canal de Williams la tentative que l'on sait en vue d'obtenir la médiation d'Élisabeth, ce qui aurait coupé court aux exploits attendus de Lehwaldt. Les démarches de l'envoyé anglais se rencontrèrent malheureusement avec une affaire d'ordre intérieur, qui, mettant la chancellerie secrète en émoi, jetait un jour fâcheux sur les dispositions personnelles de Frédéric. Il s'agissait d'un bourgeois de Tobolsk, Ivan Zoubarev, qui avait cherché à gagner la Prusse avec des commissions à lui données par des *raskolniks* établis en Pologne. Arrêté dans un village de la Petite-Russie, il produisit des récits assez extravagants sur un séjour antérieur qu'il aurait fait à Berlin. Il prétendait s'y être mis en relations directes avec le Roi et avoir reçu de lui l'ordre d'annoncer aux *raskolniks* que ce prince prendrait bientôt en main la cause d'Ivan III et enverrait une flotte à Arkhangelsk pour délivrer l'Empereur détrôné. On devine l'effet produit par ces calembredaines sur l'imagination de la Tsarine, et l'accueil fait à

(1) *Pol. Corresp.*, t. XII, p. 448, 456.

Williams s'en ressentit. Frédéric n'en fut pas cependant découragé. En octobre 1756, il essaya encore de gagner Vorontsov ; en décembre, il s'adressa à la grande-duchesse et se crut assuré d'avoir obtenu son concours. Si elle ne pouvait arrêter la marche des Russes, du moins ne manquerait-elle pas de fournir des renseignements sur leurs plans et leurs opérations. Par moments, cette marche ne laissait pas de donner au Roi de sérieuses inquiétudes. Son tempérament voulait qu'il passât ainsi par des alternatives d'assurance et d'alarme également excessives, et nous verrons le même phénomène moral se reproduire au cours de toute cette guerre. Au printemps de 1757, Lehwaldt se trouva de son côté rassuré par des nouvelles qui lui arrivaient de Saint-Pétersbourg : l'Impératrice était à l'agonie. Et Frédéric d'écrire aussitôt à sa sœur, la margrave de Bayreuth : « Cela est de plus de conséquence que tout le reste. Je me moque des Français et de la diète de Ratisbonne. » En même temps, il renvoyait en Lusace le corps de réserve de Poméranie et se disposait à employer ailleurs celui même de Lehwaldt (1).

Après sa victoire sur les Autrichiens sous les murs de Prague, en mai 1756, bien que les nouvelles de Saint-Pétersbourg se fussent montrées fausses, il se dit encore convaincu que les Russes ne marcheraient pas. En juin, détrompé à cet égard, il se contenta d'envoyer à Lehwaldt une nouvelle instruction indiquant les moyens de battre sans faute ces agresseurs. C'était très simple, et le plan de campagne esquissé à cette occasion par le grand capitaine évoque étrangement le souvenir d'un général d'opérette. Les Russes marcheraient apparemment en trois corps. Lehwaldt n'avait donc qu'à se jeter sur l'un d'eux, et, en l'écrasant, il déterminerait la retraite des deux autres. Les fuyards se réfugieraient probablement en Pologne, et il aurait à les y poursuivre (2). Frédéric préludait déjà au futur partage, en disposant de la malheureuse Pologne selon ses convenances.

(1) *Pol. Corresp*, t. XIII, p. 567; t. XIV, p 82, 165, 352, 354.
(2) *Ibid.*, t. XV, p. 165 168.

Tout autre était le caractère des ordres simultanément rédigés à l'usage du commandant en chef des troupes russes. La crainte inspirée par l'adversaire avec lequel elles avaient à se mesurer y perce à chaque ligne. Une instruction secrète remise accessoirement à Apraxine par I. I. Chouvalov lui recommandait en outre de ne jamais risquer de bataille, à moins d'une supériorité de force évidente ou d'une nécessité absolue (1). Le général ainsi mis en garde contre des excès de témérité ne se montrait nullement disposé à en commettre, et, de l'officier au soldat, tous ses compagnons d'armes témoignaient la même absence d'ardeur belliqueuse. Bolotov, qui a fait la campagne dans le rang, parle ingénument dans ses Mémoires des paniques qui accompagnèrent les premiers contacts de son armée avec celle de Lehwaldt. Les vieux soldats ne parvenaient pas eux-mêmes à faire bonne contenance, et, en encourageant ses camarades, Bolotov — il l'avoue — tremblait de tout son corps. Le résultat malheureux d'un combat d'avant-postes entre hussards et Cosaques augmenta encore l'impression générale de terreur et de découragement (2).

Cet état d'esprit si différent dans les deux camps s'explique aisément. Lehwaldt commandait à des troupes supérieurement exercées, admirablement entraînées et habituées à vaincre. Les rapports qu'il recevait sur celles d'Apraxine étaient en outre pour justifier les prévisions présomptueuses de Frédéric. L'armée russe fourmillait d'espions prussiens, et l'un d'eux a consigné ses impressions dans un mémoire qui nous est parvenu (3). Il y représentait Apraxine comme uniquement préoccupé d'avoir un état-major brillant et un équipage luxueux, et Bolotov confirme ce témoignage en l'étendant à l'armée entière. Les soldats y paraissaient eux-mêmes équipés moins pour la guerre que pour la parade. On voyait des

(1) *Archives russes,* 1867, p. 67.

(2) *Mémoires,* t. I, p. 467.

(3) *Lettre d'un voyageur sur l'armée russe,* Riga, 1758. Reproduite dans le livre de Hasenkamp, *Ostpreussen unter dem Doppelaar,* 1886; publiée dans une traduction russe par Soloviov, *Hist. de Russie,* t. XXIV, 207, et les *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 479. L'auteur semble avoir été un capitaine Lambert.

plumes à tous les chapeaux, des rubans à toutes les casquettes, mais peu de bottes en état de subir l'épreuve d'une campagne. L'espion prussien constatait à part cela chez le commandant en chef russe l'absence de toute éducation technique comme de toute expérience. Apraxine n'avait servi que contre les Turcs, sous Otchakov, et se fiait uniquement à la bravoure de ses soldats et au savoir de son chef d'état-major le général Weimarn, homme habile en théorie, mais également sans pratique militaire. L'élément allemand figurait très abondamment dans les rangs du haut commandement. Des Manteuffel, des Bülow y représentaient même l'aristocratie prussienne. Mais on imagine ce que pouvaient être ces transfuges. Frédéric n'eût certes pas laissé échapper des sujets susceptibles de fournir un appoint appréciable à ses merveilleux cadres. Parmi les Russes, le comte Roumiantsov se distinguait par ses connaissances et par son ardeur, mais l'observateur prussien le jugeait trop jeune et trop emporté. Le général en chef Lapoukhine ne savait que bien manger et bien boire. Le général-major Panine ne comprenait que l'exercice sur le champ de manœuvre. Et ainsi des autres. Dans la troupe, les grenadiers seuls paraissaient capables d'offrir quelque résistance. Grands et robustes, ces hommes manquaient toutefois de vivacité et de souplesse. Le reste se montrait inférieur aux plus mauvaises milices allemandes. L'artillerie passait pour pouvoir mettre en ligne jusqu'à deux cents canons, mais elle était mal attelée, et son commandant en chef, le lieutenant général Tolstoï, reconnaissait lui-même n'avoir jamais assisté à une bataille. Dans la cavalerie, sur six régiments de cuirassiers, trois manquaient de cuirasses; les hommes mal exercés montaient de mauvais chevaux; le désordre dans les rangs et des chutes nombreuses accompagnaient chaque évolution. Parmi les autres corps de cette arme, certains officiers ne justifiaient que trop le proverbe russe : « Bête comme un officier de dragons; » les hussards, assez bien dressés et équipés, n'entendaient rien au service des reconnaissances et des patrouilles. Braves et bons cavaliers, les Kalmouks n'avaient pour armes que des

arcs et des flèches. Le commandant en chef des Cosaques, Krasnochtchokov, passait pour sorcier et ne se recommandait que par son habileté à tirer de l'arc. Ses hommes auraient pu faire une bonne troupe d'avant-garde ; mais, répugnant à tout service de nuit, ils ne pouvaient être d'une utilité sérieuse. L'armée entière s'encombrait d'un bagage énorme, qui lui enlevait toute possibilité d'opérer des mouvements rapides.

De ces appréciations sévères Frédéric et Lehwaldt auraient pu trouver un écho jusque dans le rapport, pourtant optimiste, rédigé par le marquis de l'Hôpital après la revue de Riga. J'y trouve ces lignes : « L'armée russe est très bonne pour le fond des hommes. Ils ne désertent point et ne craignent pas la mort. Mais cette armée manque d'officiers... et n'est qu'à l'A b c de la tactique, en sorte qu'il serait fort à craindre qu'elle ne fût battue, ayant affaire à des troupes aussi bien aguerries et aussi bien exercées que celles du roi de Prusse. »

D'Éon seul, s'étant piqué, lui aussi, d'examiner les soldats d'Apraxine, donnait une note différente. Il avait vu « de grands hommes robustes et de magnifiques moustaches », et demeurait convaincu que « s'ils étaient bien conduits, ces gaillards feraient voler en l'air beaucoup de chapeaux prussiens ». Il s'était rencontré chez le généralissime russe avec le médecin de l'armée, « un grand et gros homme capable de manger cinq cents huitres à son déjeuner », et en avait tiré l'assurance qu'avec un tel praticien les futurs adversaires de Frédéric pouvaient se passer d'hôpitaux. Il faisait cependant des réserves au sujet du commandement.

Les historiens militaires russes en font généralement aujourd'hui sur la valeur tactique attribuée à cette armée par l'unanimité des juges contemporains. Loin d'imiter les Turcs dans ses formations de combat, comme l'a admis un des écrivains de ce pays (1), elle aurait au contraire suivi et même devancé à certains égards les méthodes les plus savantes en usage à cette époque (2). Je n'ai aucune qualité pour me prononcer

(1) Bogdanovitch, *L'armée russe au siècle de Catherine*, 1880, t. II, p. 4.
(2) Maslovski *L'armée russe pendant la guerre de Sept ans*, 1888 ; Notes sur

dans ce débat. Quelques indications à son sujet résulteront cependant des faits que je m'appliquerai à présenter dans toute leur simplicité. Je crois devoir passer aussi sur la question, non moins controversée, des actes d'indiscipline et de barbarie auxquels les soldats d'Apraxine se seraient livrés après leur apparition sur le territoire prussien. « La guerre est toujours barbare », a dit récemment un chef d'État. Bolotov parle en termes indignés, dans ses Mémoires, des paysans prussiens que l'on pendait sans jugement ou auxquels on coupait les doigts de la main droite, s'ils étaient pris les armes à la main. Les Cosaques et les Kalmouks figurant parmi les envahisseurs de la Prusse orientale n'étaient pas évidemment des modèles d'humanité. Héros de la légende russe, et comparé en 1741 déjà par l'envoyé anglais Finch au fameux « Black-Beard the pirate », Krasnochtchokov manquait sans doute de douceur et de modération dans l'exercice de son métier. Plus que septuagénaire à cette heure, couvert de blessures de la tête aux pieds, endurci et sauvage, avait-il pour habitude de casser la tête à ses prisonniers « pour s'entretenir la main » et pour principe de « détruire le gibier en tuant les petits », c'est-à-dire les femmes et les enfants (1) ? Je ne saurais l'affirmer ni le nier. La légende a attribué à ce chef de bande beaucoup de prouesses qu'il n'a certainement pas accomplies, comme d'avoir pris Berlin et enlevé la « Prussienne », femme ou fille de Frédéric. Sur ce point je laisserai également la parole aux faits. L'indignation de Bolotov n'est cependant pas un témoignage à charge. Nous avons vu beaucoup plus récemment en campagne des armées du sein desquelles des excès de même genre n'ont fait sortir aucun cri de pitié ou de colère généreuse.

Les apologistes les plus déterminés de l'armée appelée en 1757 à combattre Frédéric ont enfin reconnu dans son organi-

la correspondance de Panine, *Archives russes*, 1888, t. II, p. 90, et *L'armée russe en campagne sous Pierre Ier et Élisabeth*, 1883, annexes, p. 22. Dans le même sens : SOUKHOTINE, *Frédéric le Grand*, 1882, p. 217, en russe.

(1) *Sbornik*, t. XCI, p. 250. Dépêche anglaise.

sation un défaut capital. Son service d'intendance était lamentablement insuffisant, et, en justifiant cette appréciation, un trait cité par Bolotov achèvera d'expliquer à vos yeux — seul objet que j'ai poursuivi dans ces pages — la situation morale des deux groupes de combattants au moment où ils allaient en venir aux mains. Sur le point de tirer sa première cartouche, à la bataille de Gross-Jaegersdorf, l'auteur des Mémoires cités s'aperçut... qu'il n'avait pas de chien à son fusil!

Bien que les paniques y fussent fréquentes, surtout au début, et que les plus braves y éprouvassent des frissons à la vue de l'ennemi, cette armée n'était pas composée de poltrons. Elle allait le prouver. Dressée, équipée, vêtue à l'européenne, commandée en grande partie par des officiers allemands, encadrée par des vieux soldats de Münnich, elle ne s'écartait pas non plus beaucoup, dans son apparence extérieure, des modèles occidentaux. Avec leurs grosses bottes et leurs bonnets de fourrure, les soldats d'Alexandre III et de Nicolas II se sont plus éloignés aujourd'hui du type commun. Voyez dans le livre si intéressant de M. Rambaud (*Russes et Prussiens*) les gravures représentant les silhouettes militaires dans les camps d'Apraxine ou de Saltykov : à peine quelque Cosaque de l'Oural y introduit-il une vision d'Orient barbare. A ses côtés, grenadiers, dragons, mousquetaires semblent porter la livrée de Louis XV. Leur âme était autre, et ils allaient le prouver aussi, en révélant au monde un élément de faiblesse, mais aussi de force, susceptible de confondre toutes les appréciations et de déconcerter tous les calculs. Pour le moment, appelés à affronter un ennemi qu'ils savaient victorieux jusque-là de tant d'autres adversaires, qu'ils entouraient d'une légende superstitieuse; insuffisamment organisés et mal commandés; impressionnés par une foule d'accidents analogues à celui qui désarma Bolotov, ils avaient besoin de prendre conscience de cette force en la mettant à l'épreuve. L'occasion ne devait pas tarder à leur en être donnée.

A l'heure où il se trouva enfin convaincu que son domaine oriental serait attaqué, Frédéric ne put disposer pour le cou-

vrir que de vingt-huit mille hommes, dont huit mille de troupes de garnison. La terrible défaite qu'il venait de subir à Kolin (18 juin 1857), la victoire des Français à Hastenbeck (26 juillet 1757) et l'entrée en campagne des Suédois restreignaient ses ressources. L'armée russe qui passa la Pregel le 27 et le 28 août, marchant dans la direction de Kœnigsberg, comptait sur le papier un effectif près de cinq fois supérieur, mais réduit en réalité à soixante et onze mille hommes environ (1). La disproportion des forces était énorme, mais avec les idées que nous connaissons à Frédéric nullement suffisante pour le faire douter de la victoire. Lehwaldt n'essaya cependant pas de mettre en exécution le plan conçu par le Roi. Se contentant de couvrir Kœnigsberg, il choisit une forte position en avant de Wehlau, entre Tilsit au nord et Eylau et Friedland au sud, noms qui suffisent à préciser dans toutes les mémoires ce champ historique marqué pour les étapes d'une autre invasion. Le lieutenant de Frédéric se trouvait là au confluent de la Pregel et de l'Alle et au nœud des routes conduisant de Tilsit et de Kovno à la capitale de la province. Apraxine survenant avec l'intention apparente de forcer la position ou de la tourner, les deux armées restèrent quelques jours immobiles et invisibles l'une à l'autre, séparées qu'elles étaient par les bois de Norkitten du côté prussien et de Gross-Jaegersdorf du côté russe. Le village portant ce dernier nom se trouve au centre d'une petite plaine, resserrée entre les deux espaces boisés et comme indiquée pour une rencontre. Terrain peu accidenté, mais marécageux et se prêtant mal aux évolutions de la cavalerie et de l'artillerie ; trop étroit aussi pour que l'armée russe pût s'y attarder avec son train immense.

Le 29 août, mal à l'aise dans un coin formé par la Pregel et l'Auxine, où il s'était engagé maladroitement, manquant de fourrages, Apraxine décida un mouvement en avant sur Allenbourg. Il se flattait ainsi de prendre l'ennemi à revers. Au matin du 30 août ses troupes se trouvèrent donc engagées dans

(1) Leer, *Aperçu des guerres soutenues par la Russie depuis Pierre le Grand*, 4e partie, livre II, p. 168.

les chemins forestiers de Gross-Jaegersdorf, véritables défilés, où toute formation régulière devenait impossible. Ayant passé la nuit sous les armes, elles se disposaient à reprendre la marche, quand en avant des premières colonnes retentirent les sonneries de l'armée prussienne, déjà dégagée du bois de Norkitten et formée en bataille. Justifiant la confiance de son maître, et bien servi par ses éclaireurs, Lehwaldt avait pris ses dispositions pour surprendre son adversaire dans l'exécution de la périlleuse manœuvre qu'il imposait à son armée (1).

« Alors, mon Dieu, raconte Bolotov, quelle confusion dans toute notre armée et dans les bagages! Quels cris, quelles clameurs, quels galops de chevaux, quel désordre! Par ici, par ici l'artillerie!... De la cavalerie! Envoyez-nous de la cavalerie au plus vite!... Au diable les bagages! Arrière! arrière! » On imagine l'effet produit sur cette foule en désordre par les colonnes d'attaque du général prussien et par les salves de son artillerie. En quelques instants, le régiment de Narva et le 2e grenadiers perdent la moitié de leurs effectifs. Le général Zybine est tué. Mortellement blessé, le général Lapoukhine tombe aux mains des Prussiens. Les colonnes russes fléchissent et sont refoulées dans les bois. C'est la défaite, un désastre complet, l'écrasement attendu, prévu par Frédéric.

Non pas! A ce moment se produit un de ces événements dont l'histoire future des guerres soutenues par le peuple de Pierre le Grand doit fréquemment offrir l'exemple. A travers

(1) Se fondant sur le récit de M. Maslovski, M. Rambaud (*Russes et Prussiens*, p. 92) admet que le général russe s'était précautionné contre cette surprise en anticipant sur les mouvements commandés pour la journée du 30, de façon que « la presque totalité de ses forces était déjà sortie du bois ». Mais à la page suivante il dit : « Quand les sonneries prussiennes et les premiers coups de feu réveillèrent l'armée comme en sursaut, les Russes se trouvaient pêle-mêle embarrassés dans les prolonges et les charrois. Il était presque impossible... *d'aller à travers ce bois touffu et inextricable... L'armée d'Apraxine était bel et bien surprise.* » Touffu et presque inextricable aussi, le récit de M. Maslovski, dans son *Histoire de la guerre de Sept ans*, prête à la confusion; mais dans le second ouvrage que j'ai cité plus haut, en résumant les faits, l'éminent écrivain militaire les présente à peu près comme je fais moi-même, d'après l'ensemble des témoignages russes et allemands.

les bois et les marécages jugés infranchissables un nouveau régiment russe, le troisième de Novgorod, arrive sur le front de bataille, où les autres sont près de succomber. D'où vient-il? On ne sait. Le jeune Roumiantsov le conduit, et la légende veut qu'il n'ait écouté que son ardeur. Comment est-il bientôt suivi par quatre régiments encore, également laissés en arrière? On l'ignore. Apraxine, ce point seul paraît certain, n'a pas donné d'ordre. Affolé, éperdu, il n'en donnait plus aucun. Comme on rapportait plus tard au maréchal Keith que le commandant en chef russe avait eu un cheval blessé sous lui pendant ce combat : « Oui, avec les éperons sans doute », murmura le vieux guerrier (1). Roumiantsov a-t-il pris sur lui l'initiative et la responsabilité de ce mouvement, comme d'aucuns l'ont supposé, ou, suivant d'autres conjectures, au bruit de la fusillade et des cris de détresse poussés par leurs camarades, les hommes de son régiment et ceux des régiments voisins se sont-ils portés d'eux-mêmes à exécuter la consigne de Pierre le Grand : « Aidez-vous les uns les autres »? Le résultat seul échappe à l'incertitude. Oubliant brusquement leurs terreurs, ces hommes se ruèrent au combat pêle-mêle, mais avec une impétuosité et une vigueur qu'on n'attendait pas d'eux, et, sous leur poussée furieuse, Lehwaldt fit avant Napoléon l'expérience de la force redoutable susceptible de se dégager du désordre même et de la confusion, quand des masses humaines y obéissent à un sentiment plus puissant que l'art de la guerre et plus fort que la crainte de la mort. Débordé à son tour et succombant sous le nombre, il dut commander la retraite. Il avait infligé à l'ennemi des pertes cruelles, évaluées, même d'après les rapports russes, au double de celles qu'il éprouvait de son côté; mais, avec le champ de bataille, il lui livrait le chemin de Kœnigsberg (2).

(1) De Catt, *Journal*, 1885, p. 400.

(2) Maslovski, *L'armée russe pendant la guerre de Sept ans*, t. I, p. 263 e suiv.; Schaefer, *Geschichte des siebenjährigen Krieges*, t. I, p. 343 et suiv.; Leer, *Aperçu des guerres...*, t. I, p. 197. Ce dernier écrivain indique 4,560 e 2,500 hommes comme représentant respectivement les pertes russes et prussiennes, Lehwaldt laissant en outre aux mains des Russes 29 de ses canons.

C'était bien, dans cette première rencontre entre Russes et Prussiens, la victoire du nombre et de la bravoure fruste sur la science et la valeur disciplinée ; mais les calculs de Frédéric ne s'en trouvaient pas moins détruits. A travers la Prusse envahie, Apraxine pouvait maintenant donner la main aux Suédois en Poméranie et bientôt paraître avec eux sous les murs de Berlin.

Il n'en fut rien, on le sait. Une nouvelle surprise attendait le monde européen, déjà disposé à proclamer le triomphe de la coalition. Après avoir esquissé un mouvement en avant, Apraxine se replia sur Tilsit, fit mine de s'y fortifier, puis au bout de quelques semaines battit définitivement en retraite et repassa le Niémen. On a disputé, on dispute encore sur les motifs de cette invraisemblable reculade. La vénalité du commandant en chef russe, les sentiments prussiens du grand-duc, les intrigues de la grande-duchesse, celles de Bestoujev ont été incriminés à ce propos, et encore et toujours la diplomatie secrète de Louis XV et ses sympathies polonaises (1).

Je dois d'abord mettre cette dernière accusée hors de cause. On a imaginé une intervention du comte de Broglie se faisant à Varsovie le champion des sujets d'Auguste III, que cette guerre faisait cruellement souffrir. La base des opérations d'Apraxine se trouvant en effet sur la Vistule, les riverains polonais en éprouvaient des inconvénients de toute sorte, réquisitions et exactions de toute nature. Que des doléances se soient produites à ce sujet, rien de plus certain ; qu'elles fussent justifiées, les autorités militaires russes l'ont elles-même ultérieurement reconnu (2) ; qu'à raison des relations historiques établies entre la Pologne et la France, le représentant de Louis XV ait voulu se faire l'avocat des plaintes ainsi motivées, rien encore de plus naturel. Mais que son vouloir ou son pouvoir soient allés jusqu'à arrêter l'élan victorieux d'Apraxine et à compromettre le succès de ses opérations à la veille d'une rencontre décisive entre l'armée française et l'armée prussienne,

(1) Vandal, *Louis XV et Élisabeth*, p. 315-316.
(2) *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 360.

c'est ce qui est à la fois invraisemblable et, je le crois bien, impossible à établir. Une tentative de ce genre aurait été un véritable acte de trahison, et elle n'aurait eu aucune chance de réussir. Mais la correspondance du comte de Broglie suffit à prouver qu'il ne s'en est jamais avisé. Il y a plaidé assurément en faveur de ses clients polonais; mais en même temps, écrivant au marquis de l'Hôpital, il indiquait la nécessité de substituer à Apraxine un général plus vigoureux et plus résolu. Bien plus, après Gross-Jaegersdorf, il signala le danger résultant pour la Pologne non d'une marche en avant des troupes russes, mais au contraire de leur retraite, qu'il supposait devoir entraîner un hivernage de cette armée sur le territoire de la République. Et la retraite décidée, il la jugea en termes sévères (1).

Non sans avoir personnellement hésité au sujet de cette question épineuse, je crois, après un examen attentif des faits, apercevoir une liaison indiscutable entre la résolution prise par le général russe et un accident de santé éprouvé par Élisabeth dans les premiers jours de septembre. Le 8 de ce mois, jour de la Nativité de la sainte Vierge, rentrant seule de l'église paroissiale de Tsarskoié-Siélo, l'Impératrice éprouva une syncope et tomba sans connaissance à quelques pas du temple. La foule qui l'entoura sans oser approcher la crut morte. Une femme couvrit le visage de la souveraine avec un mouchoir. Quand les dames de son entourage accoururent, elles essayèrent en vain tous les moyens qu'elles purent imaginer pour la rappeler à la vie. Le premier médecin impérial, Condoïdi, était malade, et à son défaut on ne savait quel secours médical réclamer. Enfin un chirurgien français, Fusadier, arriva et opéra une saignée qui ne donna cependant pas de résultat immédiat. On avait apporté une couchette et des paravents, et pendant deux heures encore on prodigua sur place à l'auguste malade des soins qui demeuraient inutiles. Portée au bout de ce temps au palais, l'Impératrice y arriva

(1) Aff. étr. Russie, vol. IX, lettres des 18 juin, 25 juillet, 29 et 30 sept., 21 oct. 1757.

sans avoir repris l'usage de ses sens. L'évanouissement cessant enfin, elle ne put parler, s'étant mordu la langue. Elle demeura quelques jours entre la vie et la mort (1), et une issue fatale paraissait probable, sinon certaine. C'était donc un changement de règne qui s'annonçait, et tel qu'il devait bouleverser tout le système de la politique russe. C'était l'avènement prochain d'un prince que l'on savait dévoué corps et âme à Frédéric. C'était aussi le triomphe de Bestoujev, dont on connaissait les nouvelles préférences. Or c'est au moment précis où la nouvelle de la catastrophe a pu parvenir au camp d'Apraxine que se place l'ordre de retraite donné à son armée. On a confondu à ce sujet deux dates et deux mouvements distincts : la marche en arrière sur Tilsit, décidée en conseil de guerre le 27 août (7 septembre), et la résolution d'évacuer la Prusse prise ultérieurement dans la nuit du 14 (25) au 15 (26) septembre. La première pouvait être motivée par un défaut d'approvisionnements, et elle n'excluait pas le dessein de reprendre le chemin de Kœnigsberg après que les approvisionnements seraient reconstitués (2); la seconde n'a eu aucun motif avouable. Pour en trouver un, on a invoqué le désordre où se trouvait l'intendance de l'armée, manquant de chevaux pour les bagages, ne sachant que faire de ses quinze mille malades ou blessés. Mais c'était le train ordinaire de toute armée russe en campagne!

Le général russe avait assurément mal pris ses mesures pour assurer le ravitaillement de son armée, et sa conduite au milieu du pays envahi était faite pour lui susciter à cet égard des difficultés que l'attaché militaire autrichien indique dans un de ses rapports comme il suit : « Ce général donna aux habitants de la Prusse les plus fortes assurances de protection. On les vit arriver de tous côtés, prêter serment de fidélité et apporter avec docilité ce qu'on exigeait d'eux. Mais à peine s'étaient-ils livrés à cette confiance que l'on commença à les maltraiter, à

(1) *Mémoires de Catherine*, p. 298; Bilbassov, *Hist. de Catherine II*, t. I, p. 337.
(2) Leer, *loc. cit.*, t. IV, p. 181.

brûler les villages, à massacrer, violer, briser les portes des églises, déterrer les morts et enfin réduire par des horreurs inouïes en vrai désert un pays si bien cultivé et si fertile que toute autre armée y aurait trouvé de quoi subsister longtemps (1). » Encore une fois, cela explique la retraite sur Tilsit, mais non pas la fuite au delà du Niémen. D'ailleurs, le tableau tracé par l'officier autrichien n'est sans doute pas dépourvu de quelque exagération, et on a de la peine à lui accorder une créance entière quand il montre les Cosaques relevant les blessés et les coupant en morceaux pour les manger. Contre les écrivains militaires russes, qui me paraissent avoir cédé sur ce point aux exigences de l'histoire officielle, je m'en tiens donc à ma conjecture, qui, au moment où l'événement s'est produit, a passé partout pour une certitude. A Saint-Pétersbourg, Esterhazy fut frappé par la coïncidence que j'ai relevée et n'hésita pas à en tirer la même conclusion (2). L'instruction ultérieurement entamée contre le commandant en chef russe paraît l'avoir admise, et Catherine elle-même, dans ses Mémoires (3), l'adopte, tout en dégageant sa responsabilité personnelle. Apraxine ne manquait pas d'amis à la cour, empressés à prendre sa défense. Pourtant leurs efforts se trouvèrent impuissants, et la disgrâce du vainqueur de Gross-Jaegersdorf fut décidée à la fin de novembre, alors que les conséquences de sa désastreuse résolution se faisaient sensibles, en modifiant du tout au tout la situation de son adversaire vaincu.

En septembre, après la défaite de Lehwaldt et la capitulation de Cumberland à Kloster-Zeven (8 septembre 1757), Frédéric pouvait s'estimer perdu. En octobre, ayant chargé Lehwaldt de chasser les Suédois de la Poméranie, il appelait à lui quelques-uns de ses régiments et marchait au-devant de cette armée française commandée par Soubise, dont Bekhtéiev, en la jugeant d'après les commentaires parisiens, faisait encore

(1) Novembre 1757. Aff. étr., Russie, LIV, 324.
(2) A Kaunitz, Pétersb., 27 sept. 1757. Archives de Vienne, en allemand.
(3) P. 284.

moins de cas que le marquis de l'Hôpital n'en faisait de l'armée russe après l'avoir aperçue à Riga. On l'appelait, rapportait-il, l' « armée du tendre engagement », à raison des motifs d'ordre sentimental qu'on supposait avoir présidé au choix du commandant en chef; de même que le corps confié à d'Estrées portait le nom d' « armée de l'admiration », parce que tout le monde s'étonnait qu'il pût avoir un tel chef, tandis que le corps du duc de Richelieu, étant destiné à opérer dans les cercles de l'empire, était désigné comme l' « armée des tonneliers (1) ». La rencontre entre le roi de Prusse et les guerriers ainsi plaisantés se produisit le 5 novembre.

Et ce fut Rosbach.

Quelques semaines après, destitué de son commandement, Apraxine était arrêté à Riga et menacé d'une enquête, dont l'ouverture fut retardée jusqu'en août 1758, grâce aux manœuvres de ses amis. Commencée à ce moment, elle prit fin dès le premier interrogatoire, à raison d'une attaque d'apoplexie à laquelle l'inculpé succomba presque aussitôt. Mais ce procès inachevé devait conduire à un autre résultat, qui, au point de vue des intérêts engagés dans la coalition antiprussienne, a pu passer presque pour une compensation des désastres éprouvés au cours de la campagne. Je veux dire la chute de Bestoujev.

III

LA CHUTE DE BESTOUJEV

D'autres causes y contribuèrent. Au lendemain de Rosbach, le marquis de l'Hôpital médita une autre revanche des malheurs communs, en concertant avec le comte de Broglie le rappel de ce Polonais promis à une si étrange destinée, qui, avant de servir inconsciemment à Varsovie les intérêts de la

(1) *Archives* Vorontsov, t. III, p. 294.

grande Catherine et ceux du grand Frédéric, mettait au service de la grande-duchesse et de ses amis politiques un dévouement également aveugle. C'est encore à tort qu'on a accusé le comte de Broglie d'avoir agi arbitrairement en cette occasion (1). Neveu des Czartoryski et représentant du parti russe dont ils étaient les chefs en Pologne, Poniatowski figurait parmi les adversaires naturels de la politique que l'ambassadeur du roi de France soutenait à Varsovie; mais avant que de rien entreprendre contre lui, le comte de Broglie ne s'est pas fait faute d'obtenir des ordres formels de Bernis, qu'il peut bien d'ailleurs avoir provoqués (2). Ces ordres furent antérieurs à l'accident éprouvé par Élisabeth en septembre 1757, et à ce moment la cour de Versailles dut se préoccuper uniquement d'être agréable à Élisabeth, qui, au rapport du marquis de l'Hôpital, souffrait impatiemment les intrigues du Polonais et ses relations galantes avec la grande-duchesse, dont le scandale augmentait de jour en jour. Après l'accident, Bernis se ravisa et n'eut plus qu'une idée : regagner les bonnes grâces de la grande-duchesse, ainsi que celles du grand chancelier, qui semblait à la veille de retrouver tout son crédit. De là des contre-ordres (3), qui ont pu donner le change sur cet épisode. Poniatowski s'étant fait malade pour retarder son départ, le marquis de l'Hôpital fut à même de revenir sur les mesures prises, et Élisabeth eut la surprise d'apprendre que l'insupportable intrigant, si longtemps dénoncé par la France, allait rester à Pétersbourg avec l'agrément de ses accusateurs les plus déterminés. Elle n'hésita pas à voir dans ce revirement une nouvelle manœuvre combinée entre la grande-duchesse et le grand chancelier, une bravade de la jeune cour. Exaltés par l'espoir d'une conquête prochaine du pouvoir, Catherine et ses partisans en arrivaient à l'oubli de toute prudence et de toute pudeur. L'irritation déjà ancienne de l'Impératrice contre le ministre maladroit et prévaricateur s'en augmenta

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 316.
(2) Aff. étr. Russie, supplément, vol. IX, fol. 129.
(3) 25 janvier, 9 et 18 fév. 1758. Aff. étr.

au point de ne plus pouvoir être longtemps contenue.

Au cours d'un entretien qu'il eut à ce moment avec la souveraine, Esterhazy fut frappé d'une animosité qu'elle n'essayait plus de cacher.

— Je ne sais vraiment que faire avec cet homme! lui disait-elle. Il répondit plaisamment :

— Que Votre Majesté m'en laisse le souci. Je lui ferai volontiers une pension. Nous y gagnerons.

La conversation avait lieu au milieu d'un bal, dans un salon écarté, où, toujours souffrante, Élisabeth s'était retirée. Le marquis de l'Hôpital y assistait. Bestoujev rôdait auprès de la porte, l'air inquiet, l'oreille aux écoutes. Le grand-duc jetait du même côté des regards chargés de colère. Il y avait de l'orage dans l'air. A plusieurs reprises déjà l'envoyé autrichien avait cru deviner que la Tsarine songeait à retirer de sa prison le malheureux Ivan et à modifier en sa faveur les dispositions prises pour la succession du trône. Peut-être bien, en effet, qu'en se faisant à deux reprises amener le prisonnier (v. p. 11) elle n'obéissait pas à un simple mouvement de curiosité. Alarmé lui-même, Vorontsov engagea le grand-duc à rejoindre sa tante.

—Je ne veux pas me trouver en compagnie de cet arlequin!

Le prince désignait L'Hôpital. Et il continua : « Je ne puis plus vivre dans cette cour! Je vais demander à l'Impératrice la permission de me retirer dans mon pays, où j'aurai plus de plaisir à vivre comme un lieutenant (1)... »

Élisabeth méditait assurément quelque chose de grave; mais sa santé fit encore obstacle à l'exécution de ses desseins. En novembre elle éprouva une nouvelle syncope et s'aperçut que sa maladie faisait le vide autour d'elle. Elle demandait un tel ou une telle, et on lui répondait invariablement que la personne qu'elle désirait voir se trouvait chez le grand-duc ou chez la grande-duchesse. Tout le monde tournait les regards du côté du soleil levant. A peu près rétablie en janvier 1858,

(1) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 23 nov. 1757. Archives de Vienne, en allemand.

elle témoigna plus d'ardeur que jamais à soutenir la guerre contre Frédéric, et, la cour de Vienne sollicitant l'envoi d'un corps auxiliaire de 30,000 hommes, elle signa un oukase qui ordonnait de le mettre en marche. En même temps Alexandre Chouvalov se rendait à Narva, pour y interroger Apraxine au sujet d'une correspondance secrète qu'on le soupçonnait d'avoir entretenue avec la grande-duchesse. Quelques semaines plus tard Bestoujev était arrêté, et Catherine sembla devoir être enveloppée dans sa disgrâce. A eux deux ils passaient pour avoir causé la retraite de l'armée russe.

C'en était fini de la jeune cour. On put le supposer du moins. Mais le couple grand-ducal avait eu le temps de prendre des leçons de souplesse dans un milieu qui en exigeait tant. Le jeune prince en donna l'exemple à sa femme, et le marquis de l'Hôpital ne fut pas médiocrement surpris en le voyant arriver à lui, l'air épanoui.

— Que je suis fâché, monsieur l'ambassadeur, que mon pauvre ami de la Chétardie soit mort! Il aurait appris cette nouvelle avec tant de plaisir!

Catherine fit mine d'abord de défier Élisabeth; mais au bout de quelques jours, prenant conscience de son impuissance, elle courba aussi la tête et s'humilia jusqu'à solliciter l'intervention de l'envoyé français. M. de l'Hôpital vit arriver tour à tour chez lui un négociant français, Raimbert, confident de la grande-duchesse pour ses affaires d'argent; Stampke, ministre du grand-duc, et d'autres émissaires encore le suppliant d'user de son crédit pour apaiser la colère de l'Impératrice. Contrairement à ce qu'on a avancé (1) et ce qui eût été une faute impardonnable, il n'eut garde de refuser ses services, et ce fut lui qui ménagea la célèbre entrevue du 13 (24) avril, où, hautaine au début, mais très humble ensuite, l'attitude de Catherine en présence d'Élisabeth n'a rien montré de l'âme indomptable que certains biographes ont trop généreusement attribuée à la jeune femme. La future Sémiramis du Nord fit voir à cette

(1) VANDAL, *loc. cit.*, p. 324.

occasion moins de fierté que d'inconséquence, revenant après l'entrevue à des résolutions altières, puis recourant encore aux bons offices de Chouvalov, à ceux même d'un valet de chambre français de son mari, Bressan. Et c'est alors que M. de l'Hôpital jugea avec raison qu'il n'avait plus à « mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce ». Il aimait les métaphores. D'ailleurs, une nouvelle rencontre des deux femmes achevait, dans le courant du mois de mai, de ramener entre elles l'apparence tout au moins d'une entière réconciliation (1), et la France n'avait en somme aucun intérêt essentiel à défendre dans cette querelle, qui résultait d'une victoire française.

Car la chute de Bestoujev en fut une. Succédant aux erreurs militaires, d'autres fautes empêchèrent et la France et la Russie d'en recueillir les fruits. Un grand courant de sympathie s'établissait à ce moment entre les deux pays et soulevait une question d'une importance capitale pour l'avenir de leurs relations : celle de la substitution du commerce français au commerce anglais sur le marché russe. Les intéressés français y firent preuve malheureusement de ces qualités négatives, circonspection excessive et prudence méticuleuse, qui aujourd'hui encore paralysent leur esprit d'entreprise en favorisant leurs concurrents. Le consul de France à Saint-Pétersbourg dut annoncer en ces termes à son correspondant de Paris l'échec des négociations entamées :

« Les nouvelles épreuves dont les fermiers généraux croient ne pouvoir se dispenser avant de s'engager pour un traité (il s'agissait notamment du commerce des tabacs) ont été l'obstacle insurmontable au moyen de quoi celui que les sieurs Raimbert et Michel avaient signé avec le comte Pierre Chouvalov se trouve annulé .. Il (Chouvalov) est extrêmement piqué et doit l'être de ce que nous lui manquons, après l'avoir engagé par la protection de notre ambassadeur... à rompre le traité qu'il avait fait avec une maison anglaise... Sa réponse fut : — Je ne veux plus entendre parler des Français ; ils n'en-

(1) Dépêches du marquis de l'Hôpital des 24 mars, 14 et 23 mai 1758. Aff. étr. Comp. le *Roman d'une impératrice*, p. 134.

tendent rien aux affaires. » Il a dit à une autre personne en parlant d'Anglais et de Français : — Les premiers sont des négociants, et les autres des boutiquiers (1). »

Ainsi, victorieuse sur mer, l'Angleterre bénéficiait même ici des défaillances de sa rivale, tandis que, surprise par l'événement de Rosbach et disposée d'abord à n'y voir qu'un échec accidentel et susceptible d'être bientôt réparé, l'Europe attendait en vain de nouveaux bulletins qui restaurassent l'honneur des armes françaises. A Saint-Pétersbourg la déception fut vive, et le courant naissant que je viens d'indiquer devait en ressentir aussi le contre-coup, d'autant qu'au cœur même de cet hiver, si désastreux pour la coalition, la campagne, un instant interrompue, sembla reporter sur la Russie tout le fardeau et toute la gloire d'une guerre où elle seule parut bientôt capable de balancer la fortune de Frédéric.

IV

KŒNIGSBERG ET ZORNDORF

Dès le mois de janvier 1758, placée sous les ordres d'un nouveau commandant en chef, le comte Fermor, l'armée russe reprit le chemin abandonné par Apraxine. Après avoir réoccupé Tilsit, elle trouva la route de Kœnigsberg ouverte devant elle. Frédéric jugeait inutile de renouveler l'épreuve de Gross-Jaegersdorf, et Lehwaldt était loin. Employé d'abord à dégager la Poméranie, le général vaincu avait été rappelé au centre de l'Allemagne. Le 10 janvier, une députation des notables de Kœnigsberg se présenta au camp russe, consentant à livrer la ville sans résistance, « moyennant la sauvegarde de ses franchises, droits et prérogatives ». C'était demander beaucoup en offrant peu de chose. Lehwaldt avait retiré la garnison, vidé les caisses et enlevé les magasins. Néanmoins, la capitulation fut acceptée et observée scrupuleusement.

(1) 1er janv. 1758, Aff. étr. Russie, suppl., vol. X

Fermor était un homme de culture allemande, et son état-major contenait, on l'a vu, beaucoup d'officiers allemands. Les historiens russes s'accordent à juger assez sévèrement sa complaisance. Frédéric, observent-ils, agissait autrement en Saxe. Cela est vrai; mais, pour violer comme lui les droits les plus sacrés de la justice et de l'humanité, tout le monde n'avait pas les mêmes raisons. L'audace, presque constamment couronnée par le succès, en est une à la guerre. La modération des Russes leur a valu d'occuper à peu près paisiblement la province conquise pendant toute la durée des hostilités.

Le lendemain, les troupes russes firent leur entrée dans la capitale au son des fanfares et des cloches ; Fermor fut nommé « gouverneur général du royaume de Prusse », et pendant plusieurs années l'aigle aux deux têtes plana sur cette province jadis arrachée à la Pologne. Par d'autres armes, hélas! sous un autre drapeau, l'élément slave reprenait possession de son domaine. Hélas encore! — car on doit la justice même à ses ennemis — sur cette terre labourée et fécondée par les laborieux héritiers des porte-glaive teutons, dans cette Kœnigsberg d'où bientôt la parole de Kant allait retentir à travers le monde, cet élément faisait maintenant une triste figure. Les héros de l'occupation russe dans la vieille ville universitaire, ce furent les compagnons de ce soldat débauché et tapageur qui, avant de guider Catherine sur le chemin du trône, eut la Prusse conquise et sa capitale pour théâtre de ses premiers exploits. Le bel Orlov y a laissé de déplaisants souvenirs. Mais ce sont les retours coutumiers et les revanches habituelles de l'histoire. Du onzième au seizième siècle, cette terre avait connu d'autres occupants slaves, et il n'aurait tenu qu'à l'Allemagne, qui n'était alors dans ces parages ni laborieuse ni savante, de laisser la Pologne des Jagellons à sa tâche commencée de la veille, à l'œuvre brillamment accomplie ailleurs par ses défricheurs des plaines riveraines de la Vistule, ses fondateurs des cités industrieuses au pied des Carpathes et ses créateurs d'une université slave, qui à Cracovie devançait non seulement Kœnigsberg, mais Leipzig et Heidelberg (1364). Cette œuvre

fut détruite par le fer et par le feu, et l'Allemagne guerroyante participa à la destruction. La guerre lui faisait subir maintenant la peine du talion.

L'œuvre des conquérants russes n'a pu continuer celle des initiateurs polonais. Elle a trouvé cependant, ailleurs qu'en Russie, je dois le dire, de singuliers apologistes. L'historien allemand de la conquête y a relevé certains traits qui, à la faveur d'un parti pris de bienveillance mal placée, ont passé pour méritoires aux yeux d'un commentateur français. « Beaucoup des officiers russes, a observé celui-ci, appartenaient à des familles plus riches et d'une culture plus raffinée qu'aucune de celles de la province conquise... Ils parlaient mieux le français; ils avaient du goût pour les vêtements bien coupés, la nourriture recherchée, les vins de choix, le service de table élégant et luxueux... Ce furent les Russes qui propagèrent dans leur conquête le thé qui y était presque inconnu, le café qui y était d'une grande rareté, et le punch qui étonna et charma... Le gouverneur russe invita les dames allemandes à ses soirées. Les officiers les gagnèrent par le charme de leur conversation, par leur grâce à la danse... Maint roman s'ébaucha entre les initiateurs et les initiés. » Et c'est ainsi, conclut l'auteur de cette énumération, que s'est produite cette chose inattendue : « ce sont les Russes qui ont civilisé les Allemands de la Prusse orientale (1). »

Je crois tout commentaire de ma part superflu. L'auteur de la *Critique de la raison pure* était déjà né; il venait de publier à Kœnigsberg même ses premiers essais, et mes lecteurs s'en rapporteront sans doute avec moi à l'impression qu'ont dû produire sur son esprit ces autres essais de civilisation.

La conquête russe fut relativement humaine et pacifique. C'est tout ce qu'on peut lui accorder. La liberté de la religion et du commerce était garantie aux habitants, et l'entrée au service de l'administration russe leur était ouverte. Cette administration parut s'établir à demeure. Partout les aigles russes

(1) A. Rambaud, *Russes et Prussiens*, p. 142, d'après Hasencamp, *loc. cit.*

remplaçaient les aigles prussiennes. Bientôt une église orthodoxe s'éleva à Kœnigsberg. On y bâtit des monastères. On y frappa monnaie, et quelques collections conservent des exemplaires d'une monnaie d'argent marquée à l'effigie d'Élisabeth avec cette inscription : *Elisabeth rex Prussiæ* (1).

La population paraît dans son ensemble s'être assez bien accommodée du nouveau régime, et en 1760 une députation de la province vint à Pétersbourg remercier cet autre *roi de Prusse* pour la façon gracieuse dont il exerçait son pouvoir. Mais Frédéric ne pouvait partager ces sentiments, d'autant que cette conquête n'était évidemment qu'une étape sur la route de l'invasion. Fermor ne montra pas, à la vérité, beaucoup d'empressement à y poursuivre sa marche. Pourtant, au printemps de 1758, sollicité par des ordres pressants qu'on lui envoyait de Saint-Pétersbourg, il mit ses colonnes en mouvement dans la direction de la marche brandebourgeoise. Dans la confiance que lui donnaient ses récents succès, auxquels il avait ajouté en décembre 1757 la journée de Lissa, si désastreuse pour les Autrichiens, le vainqueur de Rosbach ne s'en émut pas d'abord beaucoup. Après avoir exprimé diverses appréciations sur la bataille de Gross-Jaegersdorf, il inclinait maintenant à en attribuer l'issue malheureuse à l'incapacité du vieux Lehwaldt. Un jeune général saurait mieux s'y prendre avec les « Oursomanes ». Là-dessus il confiait au comte de Dohna le commandement d'un corps destiné à arrêter les envahisseurs et écrivait à Keith, l'ex-général en chef russe, acquis maintenant à son armée : « Je crois que nous en aurons bientôt fait et à bon marché... ce sont des troupes misérables (2) ».

Misérables elles paraissaient en effet, toujours, à la plupart des observateurs. Désignés pour suivre leurs opérations, deux officiers français, dont l'un d'origine courlandaise, Ménager et Wittinghof, s'exprimaient à leur sujet ainsi qu'il suit : « La vérité nous oblige de dire que l'on devra attribuer au pur

(1) L'existence de cette monnaie a été contestée à tort par quelques écrivains allemands; des échantillons s'en trouvent encore dans certaines collections.

(2) *Pol. Corresp.*, t. XVI, p. 329.

hasard les événements heureux qui pourront arriver à cette armée... L'indiscipline augmente chaque jour; le pillage devient public; ... le général en chef se cache; ... quand il part d'un camp, il ne sait jamais où il ira Souvent le manque d'eau et le déplacement d'un terrain ont obligé l'armée à faire trois et quatre lieues de plus... Le total des équipages n'arrive ordinairement que le troisième jour. Il est déserté en quinze jours cent soldats de la division de M. le prince Galitzine... Outre cela, la maladie causée par le manque de subsistances et les nuits passées à moudre le grain fait perdre beaucoup de monde... C'est tout au plus si les régiments qui doivent être de quatorze cents hommes sont de moitié (1). »

Un témoin en apparence peu suspect à raison de son origine allemande, le pasteur Täge, auteur de mémoires dont l'original est devenu assez rare (2), s'est inscrit en faux contre ces observations, au moins en ce qui concerne la discipline, qui, à l'entendre, était parfaite, même parmi les Kalmouks. On doit toutefois considérer que, bien qu'Allemand et protestant, il se trouvait attaché à l'armée russe, et une aventure personnelle qu'il raconte et dans laquelle il se montre victime d'une bande de Cosaques qui le dépouillent de tout, en lui enlevant jusqu'à ses vêtements, est pour contredire ses assertions.

Fermor parut justifier d'abord les appréciations les plus malveillantes par la lenteur de ses allures. Mais en juillet, toujours aiguillonné du côté de Saint-Pétersbourg, il finit par arriver en vue de Küstrin, cette clef du Brandebourg. Frédéric n'avait pas imaginé qu'il pût aller aussi loin. Comment Dohna ne s'était-il pas avisé de l'arrêter? Le Roi lui avait pourtant envoyé des ordres à cet égard et même, comme précédemment à Lehwaldt, des instructions précises, voire des plans de bataille tout tracés. « Vous pouvez les battre (les Russes) du côté de Sternberg, écrivait Frédéric; après quoi vous vous retournerez contre les Suédois. » Et il reprochait à son nouveau lieutenant d'exagérer le chiffre des effectifs commandés par Fermor. Le

(1) Rapport daté de Posen, 9 juillet 1758. Aff. étr.
(2) Une traduction russe en a paru dans les *Archives russes*, 1864.

général russe ne pouvait pas avoir plus de trente-cinq mille hommes sous ses ordres.

La leçon de Gross-Jaegersdorf était perdue.

Rien ne servait cependant de récriminer. Frédéric se décidait donc à payer de sa personne. Küstrin pris, Berlin risquait d'avoir le sort de Kœnigsberg. A marches forcées, le Roi allait rejoindre Dohna, en enjoignant à la garnison de la forteresse de tenir jusqu'à son arrivée, « sous peine de mort et des plus grands supplices si quelqu'un parlait de se rendre (1) ». Le 22 août la jonction fut opérée; mais déjà Küstrin était en flammes. De Francfort Frédéric contempla l'incendie d'un œil irrité et dénonça à l'Europe la barbarie de ses auteurs. A l'entendre, ils commettaient des horreurs qu' « un cœur sensible ne pouvait supporter qu'avec la plus cruelle amertume ». C'étaient des femmes violées, une princesse fouettée et conduite dans les bois... « Encore s'ils ne violaient que les femmes! » s'exclamait de son côté l'épouse indignée d'un bourgmestre de Beuthen devenu victime du plus odieux des attentats (2). Nous serions disposés à partager cette sensibilité et cette indignation, n'était certaine anecdote qu'un compagnon du Roi nous a rapportée au sujet d'un pauvre diable de Kalmouk pris par les éclaireurs prussiens. Elle semble établir tout au moins la réciprocité des torts, nous montrant cet homme aux prises avec le plus barbare des reitres : « Voyant qu'il avait une image qui lui pendait sur la poitrine, le général la veut toucher avec sa canne. Le prisonnier, croyant qu'on voulait lui enlever son saint, le cache avec ses deux mains. Alors le général, furieux, lui donne sur les mains des coups de canne, mais si violents qu'elles enflèrent et devinrent noires. Comme le Kalmouk tenait bon, en gardant son saint et regardant tristement le général qui le frappait d'une manière si cruelle, celui-ci lui donna des coups au visage et le mit tout en sang (3). »

La guerre est toujours barbare.

(1) *Pol. Corresp.*, t. XVII, p. 174.
(2) De Catt, *Journal*, p. 402.
(3) Le même, *Mes entretiens avec Frédéric*, 1885, p. 153-154.

L'incendie réclamait vengeance, et la ville avait besoin d'être promptement secourue. Mais déjà Frédéric s'apercevait que la besogne qu'il avait voulu partager avec Dohna n'était pas aussi aisée qu'il s'était plu à la concevoir de loin. En donnant des ordres pour une bataille inévitable, il fit des dispositions testamentaires (1). C'était dans ses habitudes, mais seulement à la veille de certains combats, où, comme à Lissa, il tentait la fortune en désespéré. Le grand capitaine a varié, depuis, à l'infini dans l'évaluation des forces mises en ligne de part et d'autre, et les sources russes présentant les mêmes incertitudes, nous sommes réduits à des conjectures. Les chiffres approximativement vraisemblables sont trente-deux mille hommes d'un côté et cinquante mille de l'autre, sans compter les irréguliers. Fermor s'était considérablement et follement affaibli en envoyant Roumiantsov avec un corps de dix mille hommes dans la direction du nord, où ce général devait assiéger Kolberg, alors qu'il s'agissait encore de prendre Küstrin et de vaincre Frédéric pour cela! L'artillerie, deux cent quarante canons environ contre à peine une centaine, assurait néanmoins une supériorité écrasante aux Russes. Mais les Prussiens avaient leur roi. Ce fut un jeu pour lui d'obliger Fermor à lever le siège, en passant l'Oder sous ses yeux. Détruisant ses batteries les plus rapprochées de Küstrin, le généralissime russe recula dans la direction nord-est et choisit au village de Zorndorf une forte position, protégée sur le front, au sud, par la Mietzel, rivière petite, mais profondément encaissée, dont il garnit les abords avec sa puissante artillerie. Mais plutôt que de s'y heurter, Frédéric imagina encore un mouvement tournant, qui en une marche devait le porter sur les derrières de son adversaire, de façon à lui mettre toutes ses défenses dans le dos et à lui fermer toute retraite. Du coup, Roumiantsov serait aussi coupé de l'armée principale et hors d'état de la rejoindre, bien qu'on dût lui reprocher plus tard à Saint-Pétersbourg de n'être pas accouru à son secours (2). C'était le 24 août; et, ayant

(1) *Politische Correspondenz*, t. XVII, p. 183.
(2) Catherine, *Mémoires*, p. 297.

pris ses dispositions pour l'attaque fixée au lendemain dans ces conditions, le Roi passa la soirée avec de Catt à discuter sur Malherbe et sur Racine. Il s'amusa à refaire quelques strophes de Racine et de Rousseau, et en quittant son compagnon il lui offrit du raisin : « Qui sait qui le mangera demain (1) ? »

Le lendemain, Fermor se trouva dans la situation que l'on devine. Son armée devait pivoter sur elle-même et changer ses batteries de place en présence de l'ennemi déjà prêt à engager la bataille. « Pas un boulet ne sera perdu ! » s'écria gaiement Frédéric en ordonnant d'ouvrir le feu sur cette multitude en désarroi, dont les colonnes épaisses, rejetées les unes sur les autres, se resserraient en une masse compacte et confuse. La confusion ne fit que s'aggraver, sous la pluie des balles prussiennes, tandis que, pressant Seydlitz d'achever l'œuvre de destruction ainsi commencée, le Roi entamait avec son brillant chef de cavalerie ce colloque épique :

— Dites au général qu'il me répondra avec sa tête après la bataille.

— Dites au Roi qu'après la bataille ma tête sera à sa disposition.

La cavalerie arriva au moment choisi par le glorieux soldat, et l'effet de ses charges impétueuses fut tel qu'on pouvait l'attendre. Au milieu du mouvement général de conversion que les régiments russes avaient dû opérer, pas un ne gardait ses rangs. Se portant d'une extrémité du camp à l'autre, quelques-uns étaient tombés sur des approvisionnements d'eau-de-vie, et les barriques défoncées faisaient des milliers d'hommes ivres. Le commandement n'existait plus. Fermor paraît avoir fui le champ de bataille dès la première attaque, en disant au général autrichien de Saint-André : « J'irai s'il le faut jusqu'à Schwedt. » Roumiantsov était là avec son corps.

Frédéric tenait-il donc enfin la victoire que Lehwaldt n'avait pas su prendre ? Le Roi le crut un instant, mais dut vite recon-

(1) De Catt, *Journal*, p. 156.

naître son erreur. Il s'en fallait de beaucoup. L'effet essentiel attendu et escompté par lui, l'effet *moral*, sans lequel les pertes matérielles infligées à l'ennemi comptent pour peu, ne se produisait pas. Abandonnée à elle-même, livrée en quelque sorte à la discrétion des assaillants, l'armée russe continuait à combattre. Tournée, acculée à un obstacle infranchissable, elle ne témoignait aucune émotion. Sans parler des hommes, la plupart des officiers eux-mêmes ne se rendaient pas compte de ce qui leur arrivait. On les attaquait du côté nord au lieu de les attaquer du côté sud : qu'importait cela? Selon l'expression juste d'un écrivain russe (1), « le front de bataille pour eux était là d'où venait l'ennemi ». Et, avec cette indifférence stupide et sublime à la fois dont d'autres que Frédéric devaient s'étonner plus tard et s'épouvanter, ils ne songeaient ni à fuir ni à se rendre. « Par groupes, en petits tas, raconte Bolotov, après avoir épuisé leurs dernières cartouches, ils restaient fermes comme des rochers, se défendant jusqu'à la dernière goutte de leur sang... Beaucoup, percés de part en part, continuaient à se tenir debout et à se battre... D'autres ayant perdu un bras et une jambe, déjà couchés dans la poussière, cherchaient à se détendre et à tuer l'ennemi de la main qui leur restait (2). » De Catt porte le même témoignage : « Les Russes étaient couchés en file; ils baisaient leur canon lorsqu'on les sabrait et ne le quittaient point. » Et Frédéric lui-même le confirme : « Cela ne sait pas bien se remuer, mais cela tient ferme, tandis que mes gueux de l'aile gauche m'ont abandonné, fuyant comme des vieilles p... (3). »

C'était déjà en raccourci Eylau, Smolensk et Borodino. Et, le soir venu, le Roi eut beau envoyer à Berlin un bulletin victorieux, il n'avait pas atteint son but, puisque, décimée, cette armée n'était ni anéantie, ni réduite à capituler, ni même maintenue dans l'impasse où il prétendait l'enfermer. La débandade de l'aile gauche prussienne lui donnait suffisamment

(1) Leer, *loc. cit.*
(2) *Mémoires*, t. I, p. 788.
(3) De Catt, *Journal*, p. 167. *Entretiens*, p. 358.

d'espace; mais avant le coucher du soleil elle ne songea même pas à en profiter pour un mouvement de retraite. Dans la nuit seulement, revenu à son poste, Fermor décida d'abandonner le champ de bataille si chaudement disputé; mais après avoir annoncé une capitulation : « Fermor va se rendre; il s'est rendu, mais je n'en suis pas sûr », Frédéric dut déchanter et se consoler en rimant :

Quel vainqueur ne doit qu'à ses armes
Son triomphe et son bonheur?

Les Russes avaient perdu dix-huit mille morts ou blessés, quatre-vingt-cinq canons et près de trois mille prisonniers, dont cinq généraux. Ils reculaient encore, rejetés sur Landsberg et définitivement éloignés de Küstrin (1). Toutefois, laissant de son côté sur le carreau dix mille hommes et abandonnant à l'ennemi quinze cents prisonniers, leur vainqueur ne pouvait se vanter d'avoir modifié à son avantage la proportion des forces en présence. Retiré dans une autre position mieux défendue contre les surprises que la première et y appelant Roumiantsov avec ses troupes fraiches, Fermor put au bout de quelques jours prendre une attitude si menaçante qu'une nouvelle bataille sembla imminente. Et, s'y préparant, Frédéric s'estima si peu assuré de vaincre, qu'à une paysanne venant lui demander une place pour son fils, il répondait : « Ma pauvre femme, comment vous donner une place, quand je ne suis pas sûr de garder la mienne? »

Fermor manqua d'initiative, et on se battit seulement à coups de bulletins, d'articles publiés dans les gazettes et de *Te Deum* chantés dans les églises. Hélas! en insérant le premier bulletin de victoire envoyé par le Roi, les *Berlinische Nachrichten* se plurent à y joindre, dans le numéro du 29 août, la nouvelle de la capitulation de Louisbourg qui livrait aux

(1) Voyez encore sur cette journée le rapport envoyé (de Landsberg, 2 sept. 1758) à Vorontsov par le prince Charles de Saxe qui se trouvait présent à la bataille, mais ne paraît pas y avoir fait preuve d'une grande valeur. Son récit est plein de critiques amères à l'adresse de Fermor. *Archives* VORONTSOV, t. IV, p. 113.

Anglais la clef du Canada ! Après avoir reconnu d'abord un échec (*nicoudatchnyï sloutchaï*) dans un premier rapport adressé à Saint-Pétersbourg, Fermor se ravisa. Il fit chanter un *Te Deum* de son côté, et le gouvernement russe lui-même réclama, sans succès d'ailleurs, l'insertion dans la gazette officielle de Londres d'une note rectificative, voire la punition d'un journaliste qui avait plaisanté l'adversaire de Frédéric. A Paris, la bataille passa pour une victoire des alliés, et on porta des rubans « à la Zorndorf (1) ». Cet autre combat ne saurait plus se poursuivre aujourd'hui. Frédéric fut vainqueur à Zorndorf comme Napoléon devait l'être à Borodino, par l'effet des mêmes causes, dans les mêmes limites et avec des résultats analogues. Sur les deux champs de bataille, le génie, le calcul, la discipline, la supériorité de l'armement et de l'organisation ont donné tout ce qu'ils sont susceptibles de donner et compensé le nombre dans une certaine mesure, sans obtenir un avantage décisif, — le nombre, élément matériel, étant renforcé de l'autre côté par un élément moral d'une résistance incalculable. Fermor n'a pas pris Küstrin comme il se le proposait et ne s'est pas ouvert le chemin de Berlin. Mais Frédéric n'a pas détruit l'armée russe en la jetant dans la Wartha, comme c'était son intention. L'ineptie du commandant en chef russe fit encore qu'après avoir renvoyé Roumiantsov au moment où il en avait le plus besoin, il n'attendit pas son retour, mais se laissa engager par les manœuvres savantes de Frédéric à rejoindre son lieutenant dans le nord (2). Et la campagne se termina par un dos à dos que firent les deux armées, en tirant l'une du côté de la Silésie, l'autre du côté de la Poméranie, où l'un des lieutenants allemands de Fermor, le général Palmenbach, dut s'employer à ce siège, dont l'entreprise avait été si mal à propos

(1) Goncourt, *La femme au dix-huitième siècle*, p. 333.

(2) Schaefer, *Geschichte des siebenjahrigen Krieges*, t. II, p. 91; Schottenmuller, *Die Schlacht von Zorndorf*, 1858; Maslovski, *L'armée russe pendant la guerre de Sept ans*, t. II, p. 281 et suiv.; Leer, *Aperçu des guerres...*, t. IV, 2, p. 199 et suiv.; *Pol. Corresp.*, t. XVII, p. 191, 194, 198, 203, 241; *Archives* Vorontsov, t. VI, p. 344; t. VII, p. 354; Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 204 et suiv.

confiée à Roumiantsov. Mal défendue et ayant pour toute garnison deux bataillons de milice et quelques invalides, Kolberg semblait une proie facile. Elle devait pourtant défier pendant plusieurs années les efforts renouvelés des assiégeants.

Frédéric y comptait, et cependant, après l'épreuve personnelle qu'il venait de faire de la valeur des troupes russes, ses pensées restaient sombres. En septembre encore, il écrivait à son frère : « Toutes nos armées sont à présent dans un état critique, et la vôtre par conséquent. Je le sais, je le sens, mais je suis obligé de tenir bien ici jusqu'à ce que j'oblige ces bêtes féroces à repasser Landsberg. » En même temps par le canal de Keith, l'envoyé que l'Angleterre maintenait à Pétersbourg sous prétexte qu'elle n'était pas directement en guerre avec Élisabeth, il essayait encore de négocier un accommodement, et la veuve de Manstein lui faisant parvenir les mémoires manuscrits du général, il chargeait Hertzberg d'y supprimer les passages offensants pour la Russie (1). En octobre, n'ayant pu rejoindre le prince Henri en Saxe qu'avec des forces affaiblies, il se fit infliger à Hochkirchen (14 oct. 1758) une défaite complète. Son habileté et la pusillanimité du vainqueur empêchèrent seules le désastre d'avoir des conséquences irréparables. Daun se laissa même forcer à évacuer la Silésie, tandis que quelques escadrons de hussards prussiens, commandés par Platen, jetant la panique parmi les assiégeants de Kolberg, les mettaient en fuite.

L'année s'achevait ainsi sans avantage décisif pour aucun des deux camps, mais en laissant Frédéric sensiblement affaibli, vis-à-vis de ses adversaires russes surtout. Or, Élisabeth se montrait de plus en plus décidée à soutenir la lutte engagée, « dût-elle y sacrifier son dernier homme et son dernier rouble », ainsi qu'elle le disait à Esterhazy (2). Et cependant ailleurs qu'à Saint-Pétersbourg les conditions de cette lutte et sa continuation même en venaient déjà à être discutées. A Versailles,

(1) *Pol. Corresp.*, t. XVII, p. 326, 440.

(2) Esterhazy à Marie-Thérèse, Pétersb., 13 sept. 1758. Archives de Vienne, en allemand.

une série ininterrompue de revers produisait un sentiment de lassitude et de découragement. « Croyez-moi, sans la paix nous périrons, et nous périrons deshonorés », écrivait Bernis à Stainville en mai 1758 (1). En même temps la conquête de la Prusse soulevait de ce côté des susceptibilités aisément explicables. Ce n'était pourtant pas qu'on eût à se plaindre des procédés de la Russie.

V

VERSAILLES ET SAINT-PÉTERSBOURG

Élisabeth paraissait au contraire plus appliquée maintenant à ménager sa nouvelle alliée. Elle réglait précisément d'une façon très agréable pour elle la question de Courlande. Depuis l'exil de Bühren, ce duché était administré par un conseil qui prenait les ordres du résident russe, bien qu'en principe le pays conservât son caractère de fief polonais. Pour y maintenir son autorité la Russie faisait valoir une créance que des comptes quelque peu arbitraires portaient à plus de deux millions et demi de roubles (2). Mais au printemps de 1758, Auguste III envoya à Pétersbourg son fils Charles, qui eut le bonheur de plaire à l'Impératrice et, briguant la succession de l'ex-régent avec l'appui discret du marquis de l'Hôpital, réussit à faire agréer sa candidature. Le sénat polonais se laissa aussi gagner, après une diète rompue, et, allant rejoindre l'armée russe, le candidat eut cause gagnée à Varsovie comme à Saint-Pétersbourg, en dépit des manœuvres dirigées contre lui par la fille de Bühren, qui, convertie à la religion orthodoxe et admise dans l'intimité d'Élisabeth, recevait de l'envoyé français lui-même des encouragements perfides (3). Le bon

(1) Bernis, *Mémoires*, t. II, p. 232.

(2) Stuhr, *Forschungen... über Hauptpunkte der Geschitchte des siebenjährigen Krieges*, 1842, t. II, p. 153-157.

(3) Esterhazy à Kaunitz, Pétersb., 1er nov. 1758, Archives de Vienne, en all.; comp. Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 222; Szujski, *Hist. de Pologne*, 1866, t. IV, p. 347.

de l'Hôpital était de ces diplomates qui font de la duplicité elle-même un article de luxe, faute de savoir s'en servir à propos.

A mesure, d'autre part, qu'en Amérique ou en Allemagne la fortune se montrait de moins en moins favorable pour les armes françaises, la Tsarine redoublait d'amabilité pour M. de l'Hôpital. Après la défaite du comte de Clermont à Crefeld (23 juin 1758), elle lui disait : « Je partage votre affection, mais les armes sont journalières... Vous prendrez bientôt votre revanche. » Trois fois au cours d'une soirée, sous les regards étonnés de l'assistance, elle revenait à lui, le prenant familièrement par le bras et répétant ses paroles consolantes : « Mon cher ambassadeur, je viens vous prier de ne point vous affliger. Attendons pour être mieux informés. On exagère toujours (1). »

Vorontsov, il est vrai, se faisait verser en même temps par le cher ambassadeur une somme de cinquante mille roubles à titre de prêt.

En août 1758, à la suite d'une folle escapade, dont j'ai narré ailleurs les détails (2), et qui, en donnant plus de publicité encore à ses relations avec la grande-duchesse, rendait son séjour à Pétersbourg impossible, Poniatowski combla les vœux du parti français en se faisant renvoyer. Mais aussitôt le marquis de l'Hôpital eut à subir un assaut que les gentillesses d'Élisabeth pouvaient bien avoir servi à préparer. Il s'agissait de l'accession de la France au traité austro-russe du 22 janvier 1757. Ce traité inspirait à Bernis une défiance extrême, à raison moins de ce qu'il contenait que de ce qu'il ne contenait pas. Il ne stipulait ostensiblement pour la Russie aucun avantage, aucun dédommagement à la fin de la guerre pour les sacrifices qu'elle y aurait faits. C'était donc qu'elle en ambitionnait d'inavouables. Et la façon dont elle s'établissait en Prusse orientale et ménageait le pays comme s'il eût été déjà sien, ne semblait-elle pas confirmer cette conjec-

(1) L'Hôpital à Bernis, 19 juillet 1758. Aff. étr.
(2) *Le Roman d'une impératrice*, p. 113.

ture? Évidemment, elle convoitait un agrandissement territorial, soit en Allemagne, soit en Pologne, et les deux éventualités étaient également inadmissibles pour Bernis (1). Ainsi, pendant que sur les champs de bataille les « armes journalières » rendaient l'issue de la lutte toujours plus incertaine, dans les chancelleries se posait le redoutable problème qui, au cours des deux années suivantes, pesant sur les résolutions des alliés, devait paralyser leur vigueur et augmenter encore l'incohérence de leurs efforts.

Pourtant à la fin de cette année-ci, à Pétersbourg et à Versailles, un double événement diplomatique, assez insignifiant en lui-même, mais tirant de la coïncidence des faits une réelle importance, parut destiné à relier plus solidement ce faisceau de volontés discordantes et d'énergies en détresse. A Saint-Pétersbourg, à la fin d'octobre, arriva un nouveau médecin français, Poissonier, réclamé depuis longtemps déjà par M. de l'Hôpital pour examiner l'état d'Élisabeth et prendre soin de sa santé. L'Impératrice, qui s'occupait davantage de sa comédie française, avait dû renoncer à posséder la Clairon, Le Kain et Préville, non, comme on l'a prétendu, à raison d'un maladroit refus opposé par la cour de Versailles au désir de la souveraine, mais parce que ces artistes se refusaient eux-mêmes à aller en Russie (2). Elle eut Poissonier. Mais, comme le célèbre praticien se trouvait à l'armée, on mit une année entière à le chercher dans les camps et aussi à combiner les moyens de le faire arriver à Saint-Pétersbourg secrètement, selon le vœu de la souveraine. A l'exemple de Louis XV, Élisabeth prenait du goût pour le mystère. Poissonier eut quelque difficulté d'abord à entrer en fonction, le médecin en chef de l'Impératrice, Condoïdi, refusant de consulter avec un homme qui n'avait même pas rang de conseiller d'État. « Tout est ici prestige et fumée », écrivait de l'Hôpital. Mais, cet obstacle aplani, le nouveau venu se trouva un homme de ressource, même au point de vue diplomatique. Il eut vite fait de péné-

(1) A L'Hôpital, 11 août 1758. Aff. étr. Comp. VANDAL, *loc. cit.*, p. 333.
(2) *Archives* VORONTSOV, t. II, p. 344.

trer très avant dans la confiance de l'Impératrice, et en se servant de lui pour faire passer en France diverses insinuations n'ayant aucun rapport avec l'art médical, elle s'avisa qu'elle négligeait depuis longtemps un moyen plus simple et plus direct d'y faire parvenir l'expression de ses sentiments ou de ses vœux. Ainsi que je l'ai indiqué, elle avait laissé sans réponse la lettre royale « de confiance » reçue en février 1757. Deux tables de chiffres apportées par d'Éon dans un exemplaire industrieusement relié de l'*Esprit des lois* restaient inutilisées, si bien qu'en octobre 1758 Tercier avait mis Vorontsov en demeure de les détruire avec la correspondance échangée à leur propos. L'industrie de Poissonier épargna à Louis XV cette humiliation, et, en février 1759, le Roi eut enfin le plaisir de recevoir une lettre de la main d'Élisabeth, qui inaugurait le commerce intime depuis si longtemps désiré (1).

Ce fut, à la vérité, une déception. La fille de Pierre le Grand ne fit que révéler ici, comme elle faisait ailleurs, tout le néant où, à travers quelques sursauts d'énergie et quelques lueurs d'intelligence, son être moral, toujours faible et puéril, sombrait maintenant avec son être physique. De 1759 à 1760, la fameuse correspondance traîna de banalités en niaiseries, pour s'arrêter à ce moment, faute d'aliment et d'intérêt. Mais par son existence même elle affirmait de part et d'autre un désir commun de maintenir pour l'œuvre commune une entente étroite et garantie contre les défaillances susceptibles de se produire dans l'entourage des deux souverains.

Or, au même moment, tandis qu'en France Bernis se montrait de plus en plus incapable de porter le fardeau d'une situation dont il n'avait pas mesuré les responsabilités, une crise ministérielle parut en reporter la charge sur des épaules plus solides. Créé duc de Choiseul en août 1758, le comte de Stainville quittait Vienne en novembre pour prendre la direc-

(1) *Archives* Vorontsov, t. VII, p. 508 et suiv. Esterhazy a eu connaissance à ce moment sinon de l'objet de cette correspondance, du moins de son existence et des retards qu'elle avait éprouvés. A Kaunitz, Pétersb., 15 juin 1759. Archives de Vienne, en allemand.

tion des affaires étrangères. Les motifs et la signification politique de ce changement sont connus. Les anxiétés et les dispositions pacifiques de Bernis trouvaient un écho même à Vienne, dans l'entourage de l'Impératrice, combattues seulement là-bas par l'esprit toujours ferme et ardent de Marie-Thérèse, comme à Versailles par l'espoir d'une revanche éclatante, toujours caressé par Mme de Pompadour, comme à Saint-Pétersbourg par la volonté inébranlable d'Élisabeth. On l'a dit, épuisée par la résistance inattendue de Frédéric, la coalition armée contre lui ne respirait plus à cette heure que dans l'âme vaillante ou capricieuse de ces trois femmes de trempe et de valeur si inégales. Or, le nouveau duc de Choiseul était l'homme de Mme de Pompadour. L'humeur belliqueuse de la favorite triomphait en le portant au pouvoir et annonçait la guerre à outrance. De ce côté, il est vrai, l'avenir ménageait encore des déceptions aux adversaires du roi de Prusse et d'heureuses surprises au vainqueur de Zorndorf. Mais du côté de la Russie de nouveaux et terribles coups menaçaient sa fortune, déjà ébranlée sur ce seuil de la marche brandebourgeoise, qui allait bientôt être franchi.

CHAPITRE V

FRÉDÉRIC AUX ABOIS. — LA MORT D'ÉLISABETH

I. Künersdorf. — La politique du duc de Choiseul. — Vues ambitieuses. — Projet de descente en Angleterre. — Refus de la Russie d'y participer. — Ses raisons. — Retour du duc de Choiseul aux idées pacifiques. — Projet de pacification. — Contre-ouverture de Vorontsov. — Ambitions russes. — La question de la Prusse orientale et de l'Ukraine. — Réouverture des hostilités. — Le nouveau commandant en chef russe. — Saltykov. — Projet de campagne élaboré entre Saint-Pétersbourg et Vienne. — Défaut d'entente entre Daun et Saltykov. — Marche des Russes sur Francfort. — Commandement confié par Frédéric à Wedell. — Un « dictateur ». — Défaite de Wedell à Kay. — Frédéric marche à son secours. — Bataille de Künersdorf. — Désastre de Frédéric. — Berlin menacé. — Désespoir du Roi. — Projets de suicide. — « Le miracle de la maison de Brandebourg. » — Retraite des Russes et des Autrichiens. — Ses causes. — II. Campagne diplomatique. — Nouvelle tentative du duc de Choiseul pour amener la Russie à des idées pacifiques. — La diplomatie officielle et la diplomatie secrète. — Caractère et limites de leur antagonisme. — La question polonaise. — La politique française en Pologne. — La question turque. — La France refuse de traiter avec la Russie. — Entente de la Russie avec l'Autriche. — Traité du 23 mars 1760. — La France l'approuve, mais refuse d'y accéder. — Le marquis de l'Hôpital mystifié. — Envoi d'un nouvel ambassadeur. — Le baron de Breteuil — Ses instructions officielles et secrètes. — Les événements militaires l'empêchent d'en tirer parti. — III. La prise de Berlin — Un raid audacieux. — Le général Tott'eben. — Russes et Autrichiens. — Le siège de la ville. — Capitulation. — Contributions, pillages et destructions. — Charlottenbourg saccagé. — Arrivée de Frédéric. — Retraite des vainqueurs. — Saltykov remplacé par Boutourline. — Siège de Kolberg pour la seconde fois entrepris par les Russes. — Panique parmi les assiégeants. — Levée du siège. — Frédéric ne s'en trouve pas moins à bout de ressources. — Nouvelles tentatives pour un accommodement particulier avec la Russie. — IV. Les négociations pour la paix — Essai du duc de Choiseul de les rattacher à un projet de traité direct avec la Russie. — Désir d'attribuer à ce traité un caractère purement commercial. — M. de Breteuil outrepasse ses instructions et propose une alliance politique. — Concession faite en France sur la question polonaise. — Vorontsov ne l'accepte pas. — Abandonnée à Versailles, la Pologne trouve des défenseurs à Saint-Pétersbourg. — Les deux politiques russes. — Programme modéré et pacifique du chancelier. — Programme ambitieux et belliqueux de Chouvalov. — Ce dernier l'emporte. — La Pologne sera mangée quand même. — Initiative de Louis XV pour proposer la paix à Londres. — Refus de la Russie et de l'Autriche d'accepter l'intervention du Roi. — Le projet russe favorise l'Autriche et le parti de la guerre. — Contre-

projet français. — Les négociations livrées à la Russie. — Ouverture des pourparlers à Londres. — La Russie les fait avorter. — Détresse de Frédéric. — Trahison de Tottleben découverte. — Un espion impérial. — Prise de Kolberg. — Frédéric abandonné par l'Angleterre. — Il songe à solliciter la paix. — V. Mort d'Élisabeth. — Dernières années de la souveraine. — Maladie et fin. — Avènement de Pierre III. — Ses conséquences. — Défection de la Russie. — La Prusse sauvée. — Les alliés de la Russie obligés d'accepter une paix désastreuse. — L'histoire européenne changée. — Résumé.

I

KUNERSDORF

Le successeur de Bernis voulut d'abord, on le sait, faire sentir même sur les champs de bataille la présence d'un nouveau chef, imprimer aux opérations militaires une nouvelle direction, porter ailleurs les coups, frapper fort, faire grand. En janvier 1759, un mémoire adressé au marquis de l'Hôpital eut pour objet de convier la Russie à appuyer un débarquement en Écosse (1). Oui, tandis que sous les ordres du maréchal de Broglie et du maréchal de Contades deux armées françaises reprendraient l'offensive en Allemagne, tandis que les troupes russes, pour lesquelles on cherchait en ce moment à Saint-Pétersbourg un nouveau commandant en chef, en remplacement de l'incapable Fermor, s'achemineraient sur la route déjà tracée de Berlin, deux fortes escadres françaises, équipées à Brest et à Toulon, escorteraient une flottille de bateaux plats destinée à réaliser le plan dont Frédéric entretenait jadis le duc de Nivernais et à jeter sur les côtes d'Angleterre l'armée du prince de Soubise. Pour seconder cette entreprise, un corps russe, détaché de l'armée principale, devait descendre l'Oder jusqu'à Stettin, s'y embarquer sur une flotte suédoise, rallier à Gottenbourg un renfort de douze mille hommes et rejoindre Soubise en Écosse sur la route d'Édimbourg et de Londres.

(1) 19 janvier 1759. Aff. étr. Comp. Vandal, p. 353. Une légère erreur de date a échappé à l'éminent historien.

Après avoir pris connaissance de ce plan, que Voltaire avec son bon sens imperturbable jugeait « tiré des *Mille et une Nuits* », Vorontsov ne le repoussa pas. Il avait l'humeur trop accommodante, trop de goût aussi pour la facilité déjà éprouvée de contracter des emprunts en argent français. Il souleva seulement quelques objections, auxquelles Choiseul n'avait pas songé, et qui à l'examen se montrèrent péremptoires. Ni l'Oder, ni Stettin, ni le corps expéditionnaire à envoyer dans cette direction ne se trouvaient à la disposition de la Russie. Pour s'assurer seulement du cours moyen du fleuve, l'état-major russe jugeait nécessaire une jonction avec le corps autrichien de Laudon opérant en Silésie. L'issue du siège de Kolberg n'était pas pour encourager une tentative sur Stettin, place bien mieux fortifiée. Affaiblie par les pertes qu'elle avait éprouvées et par les garnisons qu'elle devait tenir dans la Prusse orientale, l'armée russe susceptible d'être mise en campagne ne comptait guère plus de cinquante-cinq mille hommes, — à peine assez, d'après l'expérience acquise, pour affronter les trente ou trente-cinq mille hommes que Frédéric aurait sans doute à lui opposer. Enfin et surtout, ni la Russie ni la Suède n'étaient encore nominalement en guerre avec l'Angleterre, et toutes deux trouvaient beaucoup d'avantages à perpétuer cette fiction. Par une convention datée du 8 mars 1759, à laquelle la France et le Danemark étaient invités à accéder, elles s'entendaient précisément pour fermer à tout bâtiment de guerre étranger l'accès de la Baltique, garantissant la liberté du commerce à tous les ports non soumis à un blocus effectif, renonçant au droit d'armer des corsaires, et affirmant ainsi pour la première fois les principes sur lesquels devait se fonder la future ligue des neutres, réalisée en 1780 par Catherine (1).

Abandonnée à ses propres ressources, la France n'était pas en mesure d'exécuter les audacieux projets de son ministre. Après avoir attendu l'apparition des flottes et des troupes de

(1) V. *Roman d'une impératrice*, p. 379.

débarquement destinées à la menacer dans ses foyers, l'Angleterre vint les chercher sur les côtes françaises. Au cours de l'été de 1759, en dépit d'un brillant succès remporté par le maréchal de Broglie à Bergen et d'une pointe hardie poussée par Contades sur le Weser, le Havre bombardé, l'escadre française de la Méditerranée détruite eurent vite fait de réprimer les ardeurs belliqueuses de Choiseul. Au commencement de juillet, un courrier du duc porta à Saint-Pétersbourg une proposition bien différente de celle qu'il s'était flatté d'y faire agréer six mois plus tôt. Il s'agissait maintenant d'une médiation armée par laquelle la Russie obligerait l'Autriche et la Prusse à faire la paix sur la base du *statu quo ante*. La France, expliquait Choiseul, n'avait aucun intérêt à soutenir la guerre contre la Prusse, et elle n'éprouverait aussi aucune difficulté à s'accommoder avec cette puissance, n'étaient ses engagements avec la Russie, et avec l'Autriche. Les hostilités une fois arrêtées sur le continent entre les principaux belligérants, les bons offices de la cour de Saint-Pétersbourg pourraient être requis pour un accommodement avec l'Angleterre. Ce plan devait être présenté au chancelier russe comme une idée personnelle du ministre français (1).

Au moment où il en reçut communication, M. de l'Hôpital se trouva empêché d'en faire usage, même sous cette forme confidentielle, et, pendant plusieurs mois, Choiseul lui-même ne crut pas possible d'insister à ce sujet. Vorontsov venait en effet de faire de son côté à l'ambassadeur une confidence qui coupait le chemin à l'autre. On se souvient des vues échangées depuis 1756 entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne au sujet d'une rectification de frontières à obtenir par la Russie du côté de la Pologne, moyennant l'abandon à la république de tout ou partie des conquêtes à faire dans la Prusse orientale. Cette idée n'était pas nouvelle. En 1744 déjà, Bestoujev avait entretenu Tyrawly d'une combinaison analogue. La Prusse orientale enlevée à Frédéric et cédée à la Pologne y

(1) Choiseul à L'Hôpital, 8 juillet 1759. Aff. étr.

était présentée alors comme un moyen d'obtenir de la république l'abandon définitif de Pskov et de Smolensk avec leurs arrondissements, — et aussi d'engager Élisabeth à faire la guerre. La piété de l'Impératrice serait tentée par la possibilité d'étendre ainsi le domaine de l'Église orthodoxe (1). La tentation ne s'était pas montrée suffisante; mais la question se trouvait maintenant posée dans d'autres termes : la guerre était engagée et la Prusse conquise. Vorontsov en arrivait donc à sonder l'envoyé de Louis XV sur les sentiments de la France. Serait-elle disposée à favoriser, au moment de la paix, « un règlement éventuel de limites avec la Pologne (2) » ?

Répondre à cette demande par celle dont Choiseul s'avisait de son côté, prêcher le *statu quo ante*, donc l'abandon de toute idée d'agrandissement territorial, à des gens qui songeaient déjà à échanger les territoires par eux occupés, n'était pas possible. Sans avoir besoin de consulter d'Éon et de subir par son intermédiaire l'influence de la diplomatie secrète — on a fait trop facilement crédit sur ce point aux assertions du chevalier, dont la qualité dominante n'était pas la modestie (3), — l'ambassadeur crut devoir en référer à son chef. Or, avant qu'il pût recevoir ses ordres, un événement se produisit, qui, enlevant aux intentions pacifiques de la France le peu de chance qu'elles avaient d'être agréées, ajoutait un poids énorme aux ambitions contraires de la Russie.

Au commencement de 1759, les forces coalisées contre Frédéric réunissaient autour de ses frontières, en partie entamées, environ 440,000 hommes — 125,000 Français sur le Rhin et le Mein; 45,000 Impériaux en Franconie; 155,000 Autrichiens sous Daun en Bohême; 50,000 Russes sur la basse Vistule et 16,000 Suédois près de Stralsund, — auxquels le roi de Prusse n'avait à opposer que 220,000 hommes au plus, dont 70,000 faisant face aux Français seuls (4). Mais jusqu'à

(1) Tyrawly à Carteret, 8 octobre 1744. *Sbornik*, t. CII, p. 129.
(2) L'Hôpital à Choiseul, 7 août 1759. Aff. étr.
(3) Vandal, *loc. cit.*, p. 358.
(4) Leer, *loc. cit.*, t. IV, 2, p. 198.

ce moment l'armée russe avait étonné l'Europe, rassuré Frédéric, découragé Choiseul et exaspéré Élisabeth elle-même par son attitude passive. Jusqu'en mai la question du commandement en chef, disputé entre Fermor et Boutourline, « l'idiot », comme l'appelait Esterhazy, fit à elle seule obstacle à tout mouvement offensif. S'arrêtant enfin sur un troisième général, le choix de la Tsarine parut encore plus décourageant. L'élu s'appelait Pierre Semenovitch Saltykov. Déjà vieux, longtemps tenu à l'écart à cause des sympathies qu'on lui connaissait pour la famille de Brünswick, ayant usé sa carrière à commander des milices en Petite-Russie, passant enfin pour aussi *Prussien* que le grand-duc lui-même, il ne semblait d'aucune façon désigné pour cet emploi. Quand il arriva à l'armée dans les premiers jours de juin, petit, sans prestance, portant l'uniforme blanc de ses miliciens, ce fut un haro général. Les soldats l'appelaient *Kourotchka* (petite poule) et l'accusaient ouvertement de poltronnerie.

Pour cette campagne, allant au-devant des désirs exprimés par la cour de Vienne, la *Conférence* avait élaboré à Saint-Pétersbourg un plan qui comblait les vœux de Marie-Thérèse. Le gros des troupes russes devait s'acheminer du côté de la Silésie pour y donner la main à Daun, tandis qu'un corps de trente à quarante mille hommes opérerait en Poméranie et assiégerait Kolberg. De plus, après la jonction des deux armées impériales, le commandant en chef russe aurait à prendre les avis de son collègue autrichien (1). On supposait toutefois à Saint-Pétersbourg que, quittant ses quartiers de Bohême, Daun irait au-devant de l'armée russe. C'était compter sans les habitudes pourtant assez connues du feld-maréchal. Prenant prétexte de cette incertitude au sujet du commandement qui retardait la coopération annoncée des troupes alliées, il ne bougea pas, lui aussi, et à la fin de juin seulement, sur des ordres pressants reçus de Vienne et sur la nouvelle que les Russes se concentraient aux environs de Posen, il se porta sur la Queiss en

(1) Arneth, *loc. cit.*, t. VI, p. 7, 31 et suiv. L'auteur cite une lettre d'Élisabeth au général-major Springer du 5 (16) juin 1759.

Silésie et prit position à Markilissa. Mais Saltykov ne put obtenir qu'il fit un pas de plus. Cédant aux supplications du commandant en chef russe, Daun consentit seulement à lui envoyer Laudon avec un corps de dix-huit mille hommes, tandis que le général Hadik avec un autre corps devait attaquer le prince Henri en Saxe.

D'ailleurs, Frédéric lui-même adoptait en ce moment une tactique peu en rapport avec l'impétuosité habituelle de ses mouvements. « Je me suis mis vingt livres de plomb au derrière cette année », écrivait-il à son frère. « Mais, ajoutait-il, Daun en a soixante livres. C'est un homme que le Saint-Esprit inspire lentement (1). » A lui aussi la lenteur semblait, pour cette fois, le meilleur expédient, en présence de la supériorité numérique des Autrichiens. Quant aux Russes, le Roi comptait sur Dohna pour les surprendre en pleine concentration et écraser leurs détachements isolés. Trente mille hommes confiés à ce lieutenant devaient suffire pour la besogne. Ainsi Saltykov se trouva à Posen entre Daun, qui ne faisait pas mine de venir l'y rejoindre, et Dohna, qui, entrant en campagne, menaçait d'abord de le couper de la Prusse orientale, où se trouvait maintenant la base de ses opérations. Le résultat fut qu'au lieu d'aller vers le sud sur Glogau, comme l'y conviait le généralissime autrichien, le généralissime russe se porta à l'ouest du côté de Francfort, où il était mieux assuré de garder ses communications et où il prétendait donner rendez-vous aux Autrichiens sur l'Oder, puisqu'une rencontre sur la frontière de la Silésie devenait impossible.

C'était encore l'affaire de Dohna d'empêcher ce mouvement, Frédéric du moins le jugeait ainsi. Mais pour la seconde fois son lieutenant se montra incapable de remplir la tâche qu'on lui assignait. Bien qu'un peu dispersés encore, les Russes présentaient déjà sur tous les points des masses imposantes. Après avoir gourmandé sévèrement le malheureux Dohna, le Roi le remplaça le 24 juillet par le général Wedell, « l'excellent

(1) *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 305.

Wedell, qui fait toujours bien ce qu'il doit faire et souvent au delà de ce que j'ai lieu d'espérer (1) ». A « ce brave », à « cet ami » il donna les pouvoirs d'un dictateur romain (*was ein Dictator bei der Römerzeiten vorstellte*), en lui recommandant d'aller droit à l'ennemi, de l'attaquer partout où il le trouverait et de le battre, ce qui n'était pas difficile. Quelques jours après, le 24 juillet, Frédéric eut cependant un repentir. Certaines éventualités se présentèrent à son esprit, où cela pouvait être difficile, et il écrivit encore à Wedell : « Si les Russes ont une telle situation qu'on ne peut les attaquer, vous aurez raison de les laisser où ils sont (2). »

C'était trop tard. Obéissant à sa consigne, Wedell avait déjà essayé de surprendre les Russes dans leur marche sur Züllichau, n'avait réussi qu'à se faire tourner et couper de l'Oder et de Francfort, et s'était fait battre à Kay (ou Palzig), perdant six à huit mille hommes (3). La route de l'Oder, de Francfort et de Berlin était bel et bien ouverte cette fois aux vainqueurs.

« Est-il possible de se conduire d'une manière si inepte ! » cria Frédéric en recevant la nouvelle du combat. Wedell n'était plus un brave ni un ami, mais le pire des sots. Il fallait cependant songer à le sauver. « Je le sauverai ou je périrai », écrivit donc le Roi à son frère ; « mais, ajoutait-il en commentant la défaite que les Français venaient de subir à Minden (1er août), mes Oursomanes ne sont pas des Français, et l'artillerie de Saltykov vaut cent fois mieux que celle de Contades. »

Le 6 août, Frédéric opéra sa jonction avec le dictateur vaincu, et le 9 il eut sous la main environ quarante-huit mille hommes, avec cent quartorze pièces de grosse artillerie, outre les canons des régiments, une des plus grandes armées qu'il ait jamais commandées, bien suffisante, pouvait-on croire, sous un tel chef, pour faire face aux quarante et un mille hommes de troupes

(1) De Catt, *Journal*, p. 238.

(2) *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 442 ; *Preussische Urkundebücher*, t. II, p. 64, 65.

(3) Schaefer, *Geschichte des siebenjährigen Krieges*, t. II, p. 295 ; Maslovski, *loc. cit.*, t. III, p. 58.

régulières et aux deux cents gros canons conduits par Saltykov, même en y ajoutant les dix-huit mille hommes de Laudon, les Cosaques et les Kalmouks (1), d'autant que Russes et Autrichiens n'étaient ni réunis encore, ni même d'accord pour se réunir. L'Oder les séparait, et ils refusaient les uns et les autres de franchir le fleuve, Saltykov réclamant toujours l'arrivée de Daun sous Francfort pour marcher avec lui sur Berlin et y dicter la paix, et le généralissime autrichien ne songeant qu'à attirer le généralissime russe en Silésie pour reconquérir cette province. Des instructions qui le subordonnaient à Daun en cas de jonction des deux armées, Saltykov ne voulait tenir aucun compte, puisque la jonction n'était pas opérée, et Laudon se servait du même argument pour refuser obéissance. Des généraux la querelle s'étendait aux soldats, déterminant des rixes jusque dans les murs de Francfort, où les Russes qui occupaient déjà la ville ne voulaient laisser pénétrer aucun Autrichien (2).

Frédéric n'ignorait aucun de ces détails, et cependant il ne retrouvait plus dans son âme la confiance exaltée et le mépris superbe qu'il y portait autrefois au-devant des « barbares du Nord ». Les journées de Zorndorf et de Kay lui laissaient une impression profonde. « Un damné au purgatoire n'est pas dans une plus abominable situation que celle où je me vois, écrivait-il encore au prince Henri; nous sommes des gueux; il ne nous reste que l'honneur; je ferai mon possible pour le sauver (3). » Il avait à redouter encore une marche de Hadik sur Berlin. Une victoire décisive sur les Russes était la seule chance de salut. On devait donc la tenter, et il la tenta. Le 10 août, passant l'Oder dans la nuit pour attaquer Saltykov, il mit fin à la dispute du général russe et du général autrichien. Sous peine de trahison, Laudon devait suivre son exemple.

Comme à Zorndorf, le Roi comptait tourner les positions

(1) Leer, *loc. cit.*, t. IV, p. 205.
(2) Rapport de Laudon à Daun, 8 août 1759, *Hist. Zeitschrift*, t. XXIII, p. 334.
(3) 10 août 1759, *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 481.

russes et anéantir l'armée de Saltykov avant que Laudon pût la secourir. Le général autrichien ayant franchi l'Oder à son tour, des rapports recueillis au quartier prussien le représentèrent comme campé auprès d'un faubourg de Francfort, sur un terrain qu'on appelle aujourd'hui encore *Laudonsgrund* et où un espace marécageux le séparait de l'aile droite de l'armée russe, celle-ci occupant dans le voisinage de la ville des hauteurs fortifiées auprès du village de Künersdorf. Mais l'armée de Frédéric n'était plus celle qu'il commandait à Rosbach et à Lissa. Amputée de ses meilleurs éléments par vingt batailles meurtrières, complétée par des recrues dressées à la hâte, elle n'avait ni la vigueur ni la souplesse d'autrefois, ni même un service d'éclaireurs aussi bien organisé que par le passé. Le mouvement tournant réussit ; mais, mollement exécuté, il laissa aux Russes beaucoup plus de temps qu'à Zorndorf pour opérer un changement de front du nord au sud. La position de Laudon se trouva reliée aux positions russes par une chaussée construite à la hâte. La bataille ne put être engagée qu'à onze heures du matin, et Saltykov parut convenablement préparé à soutenir le choc des colonnes d'attaque prussiennes.

Cependant, une fois de plus, Frédéric put se promettre d'abord une victoire complète. Se décidant avec son coup d'œil juste à aborder l'aile gauche (est) de l'ennemi, commandée par Galitzine, la moins forte, la moins bien placée et la plus éloignée des Autrichiens, il ne tarda pas à la mettre dans une déroute complète. A deux heures, il était maître du Mühlberg, une des trois hauteurs sur lesquelles Saltykov avait établi ses retranchements. A trois heures, il enlevait à l'ennemi plus de la moitié du terrain occupé par lui le matin, et, comme à Zorndorf, il envoyait un bulletin de victoire à Berlin. Recevant au même moment un courrier du prince Henri avec des détails sur la journée de Minden, il répondait orgueilleusement à son frère : « Nous avons autant à vous en offrir. » A ce moment aussi, se jetant à bas de son cheval et se mettant à genoux devant ses soldats dans une attitude à la fois suppliante et désespérée, Saltykov, les larmes aux yeux, invoquait le Dieu

des armées, qui seul, pensait-il, pouvait le sauver d'une perte assurée (1).

Des écrivains plus compétents que moi ont fait un grand éloge du généralissime russe, en estimant que pendant cette bataille et au cours de cette campagne il s'est montré digne de se mesurer avec le vaiqueur de Rosbach et de Lissa. Sans oser les contredire et en laissant encore à mes lecteurs le soin de se faire une opinion personnelle d'après les faits que je place sous leurs yeux, j'observerai seulement qu'évidemment les deux hommes de guerre n'usaient pas des mêmes moyens, et, sur le terrain de la dévotion, l'élève de Voltaire était battu d'avance. Reste à savoir si c'est aux invocations de Saltykov et à une intervention divine par elles provoquée qu'il convient d'attribuer les péripéties ultérieures de la journée.

A trois heures de l'après-midi, elle était gagnée pour Frédéric. Mais le Roi devait-il s'en tenir à ce demi-succès? Ce fut l'opinion de tous ses lieutenants, à l'exception de Wedell. Le vaincu de Kay soupirait après une revanche plus complète, et il n'eut pas de peine à faire prévaloir son avis. Ne fallait-il pas à Frédéric lui-même, sinon une revanche, du moins une victoire décisive, une de celles qui empêchent un retour offensif de l'ennemi et mettent fin à une campagne? Il lui fallait l'armée russe anéantie, Francfort libérée, le Brandebourg mis en sûreté et la possibilité de faire face à Hadik et à Daun. « En avant donc! » cria le Roi. La confiance lui revenait, et avec elle l'erreur de calcul qui déjà lui avait été fatale. Cette fois encore il escompta l'effet de démoralisation que la déroute d'une de ses parties devait produire sur l'ensemble de l'armée russe.

Or le centre et l'aile droite de cette armée n'avaient pas bougé, et Laudon se disposait seulement à prendre part au combat. Au centre, derrière les murs d'un cimetière converti en forteresse, la grosse artillerie russe restait intacte, protégeant des masses profondes d'hommes, où nul émoi ne se laissait voir et où tout à l'heure les assauts furieux du vainqueur présomp-

(1) Bolotov, *Mémoires*, t. I, p. 918.

tueux allaient rencontrer une résistance impassible. Les historiens allemands s'accordent pour attribuer à Laudon et à ses Autrichiens l'honneur de cette seconde phase du combat. Assurément le savoir et la valeur d'un des meilleurs lieutenants de Daun n'y furent pas inutiles. Mais, les récits de Frédéric lui-même en font foi, aucune manœuvre savante ne devait plus, ni d'un côté ni de l'autre, intervenir dans la lutte et en décider l'issue. Des vagues humaines se ruant contre un rocher vivant et venant s'y briser, impuissantes, telle est bien l'impression que nous en donnent les témoignages les plus probants. Trois fois le Roi ramena son infanterie à la charge; trois fois elle recula, décimée par les batteries russes. Quand il voulut se servir de sa propre artillerie, Frédéric s'aperçut qu'un terrain sablonneux l'empêchait d'avancer. Il ordonna à Seydlitz de charger.

— Nous serons massacrés! observa l'intrépide, mais clairvoyant soldat.

Sur un ordre péremptoire, il obéit et tomba en conduisant les premiers escadrons. A cinq heures, la cavalerie était hors de combat et l'infanterie n'avançait plus, n'obéissait plus à la voix même de Frédéric. Et les Autrichiens arrivaient. Lançant sur les lignes prussiennes déjà ébranlées quatorze escadrons frais, Laudon n'eut aucune peine à les culbuter et à les mettre en fuite. La déroute fut maintenant de ce côté et générale, complète pour le coup. Ayant eu deux chevaux tués sous lui et ses vêtements criblés de balles, Frédéric quittait aussi le champ de bataille au galop de son cheval. Un étui en or qu'il portait dans sa poche arrêta une balle qui l'eût tué. En se sacrifiant à la tête de quarante hussards de Ziethen, le rittermeister Prittwitz protégea la retraite du souverain (1).

Parmi les victimes de la journée, du côté prussien, figurait Ewald von Kleist, le poète du *Printemps*, tombé en chargeant un bataillon autrichien.

(1) Schaefer, *loc. cit.*, t. II, p. 301-315; Stiehle, *Die Schlacht bei Künersdorf*, 1859; Leer, *loc. cit.*, t. IV, 2, p. 204 et suiv.; Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIV, p. 261 et suiv.

Le désastre était effroyable. Des quarante-huit mille hommes qu'il commandait la veille, Frédéric n'en gardait pas trois mille. Saltykov avec Laudon allaient évidemment poursuivre leur marche, donner la main à Hadik et à Daun, occuper le Brandebourg, la Silésie, s'emparer de Berlin et de Breslau, réduire le Roi à merci; et, pour empêcher cela, plus rien, pas une ressource. C'était la fin, le dénouement d'une lutte inégale où il devait fatalement succomber, si inévitable maintenant en apparence et envisagée par le héros avec une lucidité si entière, si douloureuse, que son âme d'acier plia sous le coup à se rompre. Il prit encore la plume pour écrire à son frère et traça ces mots :

« Je n'y survivrai pas; les suites de l'affaire sont pires que l'affaire elle-même. Je n'ai plus de ressource... Je crois tout perdu... Je ne survivrai pas à la perte de ma patrie. Adieu pour jamais. »

Il semble, en effet, qu'au cours des quatre ou cinq jours qui suivirent la défaite, Frédéric ait sérieusement agité des pensées de suicide. Le 13 et le 14 août, il abandonna le commandement au lieutenant général Finck, se disant malade, et un de ses secrétaires écrivait au ministre Finckenstein : « Sa Majesté se trouve dans un abattement qui ne saurait que faire une peine infinie à ceux qui ont l'honneur de l'approcher... On envisage les choses quasi comme désespérées et l'on agit en conséquence. »

Cependant, les Russes et les Autrichiens tardaient à commencer le mouvement prévu, et le 16 août déjà Finckenstein eut la joie de recevoir un billet où reparaissait le Frédéric des meilleurs jours, l'homme auquel on peut refuser l'amour, car il ne fut guère aimable, mais non l'admiration, car il offre à la vue l'une des plus admirables organisations intellectuelles et morales que le monde ait connues. Le Roi s'était ressaisi, et il écrivait : « Si les Russes passent l'Oder et qu'ils en veulent seulement à Berlin, nous les combattrons, plutôt pour nous faire tuer sous les murs de notre patrie que dans l'espérance de les vaincre... Je suis résolu de périr pour votre

défense. » Ce n'était pas encore la foi revenue dans le succès, mais déjà le courage ranimé et la volonté raffermie. Frédéric continuait à se rendre compte de tout ce que sa situation avait de périlleux et de presque désespéré en effet. Quelques troupes échappées à l'horrible débâcle se ralliaient autour de lui. Prenant position avec elles à Madlitz, au nord de Fürstenwald, pour barrer la route de Berlin aux envahisseurs, il disait : « Je me battrai, parce que c'est pour la patrie; mais regardez cette résolution comme le dernier soupir de mes forces. ... Je vous jure qu'on ne saurait risquer plus que je ne fais. J'aurai dans peu trente mille hommes. Ce serait assez si nos meilleurs officiers y étaient, si les bougres voulaient faire leur devoir. Mais pour ne rien vous déguiser, je vous dirai que je crains plus mes troupes que l'ennemi. Il me laisse du temps mal à propos... J'en ai pris mon parti pour ne pas manquer de fidélité à l'État, et, si la canaille m'abandonne, je n'y survivrai pas (1). »

Des « gueux » , des « mauvais bougres » , des « vieilles p... » , de la « canaille » prête à abandonner son chef et se faisant craindre de lui plus que l'ennemi, — voilà ce que Frédéric avait à opposer à ces soldats de Saltykov, qui mouraient en baisant leur fusil, et voilà le secret de ses défaites. Mais, après avoir montré ce que valaient les soldats qu'il commandait, Saltykov allait faire voir ce que valait leur général.

Quelques jours se passèrent encore, et bien mal à propos certes, contre toute attente, contre toute vraisemblance, ni Russes ni Autrichiens ne se présentaient là où on les attendait. Enfin, le 30 septembre, Frédéric annonça au prince Henri « le miracle de la maison de Brandebourg (2) ». Au lieu de marcher ensemble pour achever leur victoire, les vainqueurs se séparaient et se retiraient, allant les uns du côté de la Saxe, les autres du côté de la Silésie. Berlin était sauvée, et Frédéric pouvait respirer.

L'événement a son explication. Quand au lendemain de Künersdorf Laudon se rendit au quartier général russe pour

(1) *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 481-493.
(2) *Ibid.*, t. XVIII, p. 510.

combiner la poursuite de l'ennemi vaincu, il ne trouva que des gens occupés à célébrer leur victoire en festoyant et décidés à se reposer sur leurs lauriers. L'armée de Saltykov avait 13,477 tués ou blessés, et le généralissime russe ne voulait pas entendre parler d'une nouvelle rencontre où elle et lui auraient à risquer une gloire si chèrement acquise. C'était au tour des Autrichiens de frapper un grand coup. Soit! disait Laudon, Daun allait venir. En effet, à la nouvelle de la défaite de Frédéric, le généralissime autrichien accourait, mais seul, laissant ses troupes en arrière. Pour les amener, il lui fallait du temps, et il lui en fallait aussi pour concerter les opérations à entreprendre et en discuter les conditions.

L'opération, la seule à entreprendre, était simple : courir sus à Frédéric, ou, s'il se dérobait, marcher sur Berlin. Le Roi n'avait que quelques milliers d'hommes avec lui. Il le disait, et c'était vrai. Avec ce qui restait de Russes et d'Autrichiens, on était sûr de ne rencontrer aucune résistance sérieuse. Mais il fallait faire vite : c'est ce que Daun ne savait pas. Il fallait agir : c'est ce que Saltykov ne voulait plus. Aux premiers pourparlers engagés, le néant du haut commandement se révéla de part et d'autre. Daun faisait des plans : marcher ensemble sur Berlin, aller ensemble en Silésie, rester sous Francfort en envoyant un léger détachement dans la direction de la capitale prussienne. Saltykov se récriait : aller en Silésie, ce serait pour les Russes servir les intérêts de l'Auriche seule! Et qui irait à Berlin, puisque Daun n'avait pas ses troupes avec lui? Encore les Russes, avec à peine quelques auxiliaires autrichiens! Ce n'était pas de jeu! Les Russes en avaient assez de se sacrifier pour leur alliés. Ils avaient assez fait pour les intérêts communs et pour la gloire.

Une entrevue des deux généralissimes, à Guben, le 22 août, ne put amener une entente. Entre temps, Frédéric s'était déjà renforcé; on n'avait plus la chance d'arriver à Berlin sans bataille, et, pour commencer une opération commune en Silésie, Daun jugeait maintenant qu'il fallait attendre la prise de Dresde, assiégée par les Autrichiens. Quelques jours après cette

entrevue, ayant appris que le roi de Prusse venait de s'affaiblir en envoyant un corps de troupes, il ne savait où, Saltykov éprouva comme un remords de sa pusillanimité et de sa nonchalance. Il proposa de lui-même à Daun de tenter quelque chose de ce côté. Le généralissime autrichien répondit que ce serait avec plaisir; — mais pour se transporter de son quartier général de Priebel sur le champ de l'opération projetée il avait besoin de vingt et un jours! Le généralissime russe estima que c'était se moquer des gens, et, comme pour en tirer vengeance, se déplaçant du côté de Lieberose, vers le sud, il permit à Frédéric d'opérer sa jonction avec le prince Henri.

« Ces gens font comme s'ils étaient ivres », déclara le Roi (1). La prise même de Dresde opérée plus tôt qu'ils ne s'y attendaient, dès le 4 septembre, ne décida pas les alliés à entreprendre quoi que ce soit, Daun trouvant toujours des raisons pour justifier son inaction et Saltykov en prenant aisément son parti pour se dispenser de cueillir de nouveaux lauriers. Ainsi la Russie retirait de la campagne beaucoup de gloire, mais aucun avantage décisif, et, après avoir semblé modifier du tout au tout la situation des belligérants, l'année en touchant à sa fin les laissait à peu près où ils en étaient auparavant, et rejetait naturellement les plus éprouvés d'entre eux sur le terrain diplomatique, où ils avaient essayé déjà d'abriter leurs déceptions et leur lassitude.

II

CAMPAGNE DIPLOMATIQUE

Le duc de Choiseul y reparut le premier. Et d'abord, à la première nouvelle de la bataille de Künersdorf, il s'était hâté de répondre à l'ouverture de Vorontsov au sujet des compen-

(1) *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 629. Comp. Arneth, *loc. cit.*, t. VI, p. 42 et suiv.; Maslovski, *l'Alliance austro-russe en* 1759, p. 10 et suiv., 180-186.

sations territoriales convoitées par la Russie en Pologne. Réponse négative ou tout au moins évasive? On l'a supposé (1). J'ai eu peine à le croire, même avant d'avoir lu la dépêche du ministre. En voici le texte relatif à ce point délicat : « Sa Majesté se chargera très volontiers de faire tout ce qui dépendra d'elle pour procurer à Sa Majesté Impériale une entière satisfaction concernant le règlement des limites respectives de l'empire russe et de la Pologne (2). » C'était, je viens de le dire, au lendemain de Künersdorf. L'Europe entière retentissait du bruit causé par le désastre de Frédéric; la Russie semblait par ses armes victorieuses restaurer les affaires compromises de la coalition et se mettre avec elle en mesure de dicter les conditions de la paix. Un mois plus tard ce fut autre chose. Avec le prestige de la Russie l'espoir d'amener Frédéric à une capitulation parut alors ruiné, et aussitôt Choiseul se souvint de l'ouverture qu'il avait lui-même faite ou du moins voulu faire à Saint-Pétersbourg au sujet de la paix et de la nécessité d'abandonner, en la recherchant, toute idée de conquête. Comment le marquis de l'Hôpital ne s'était-il pas encore assuré de l'accueil que cette proposition pouvait recevoir? A quoi pensait-il donc? Le ministre oubliait les raisons que son subordonné avait eues pour garder le silence à cet égard et que lui-même avait tenues jusque-là pour valables. Les subordonnés ont toujours tort en pareille occasion. Choiseul réprimanda vertement le sien : « à défaut de volonté ou de capacité pour exécuter les ordres qu'on lui envoyait, l'ambassadeur n'avait qu'à demander son rappel (3). »

M. de l'Hôpital méritait d'autant moins ces reproches que de lui-même il s'était porté déjà à faire la démarche prescrite, dès que la tournure des opérations militaires avait paru lui

(1) VANDAL, *loc. cit.*, p. 363, 372.

(2) A M. de l'Hôpital, 9 sept. 1759. Aff. étr.

(3) 2 octobre 1759. Aff. étr. Ni cette dépêche, ni celle de juillet, dont elle confirmait seulement les instructions, ne se sont croisées sur la route de Saint-Pétersbourg, comme le dit M. Vandal (*loc. cit.*, p. 360), avec les courriers apportant d'Allemagne et de Russie la nouvelle de la bataille de Künersdorf. En juillet c'eût été trop tôt, puisque la bataille n'a eu lieu qu'en août, et trop tard en octobre, puisque dès le 15 septembre Louis XV avait félicité Élisabeth à ce sujet.

ouvrir la voie. Mais le résultat était peu satisfaisant. Vorontsov avait répondu d'abord en renvoyant l'ambassadeur à la fin de la campagne, puis en remettant sur le tapis la question des compensations territoriales (1).

Cette question et le rôle joué par la France dans les négociations entamées à son sujet ont fait l'objet d'appréciations si erronées à mon sens et correspondant à des idées si fausses, que je dois introduire ici quelques lignes de brève discussion.

Impressionnés par la découverte tardive de cette excroissance cryptogame de la diplomatie française au dix-huitième siècle, qui est aujourd'hui connue sous le nom de « Secret du roi » et qui n'a été particulière ni à cette époque ni à la France, bien que les circonstances lui aient attribué à ce moment et dans les conseils de Louis XV une ampleur exceptionnelle, quelques historiens ont cédé à la tentation d'amplifier à leur tour démesurément la divergence des vues et des directions politiques qui aurait résulté d'un tel dualisme. Sur ce point particulier, cette scission se serait même traduite par un antagonisme absolu entre le duc de Choiseul et son maître, l'un concevant la nécessité de favoriser les intérêts russes devenus solidaires des intérêts français, l'autre s'obstinant au contraire à les combattre, par égard pour sa clientèle polonaise et pour les réclamations dont la diplomatie secrète se faisait l'organe, en favorisant la même cause. La volonté du maître prenant le dessus, comme il était naturel, le projet d'échange, pour lequel la Russie sollicitait le concours de ses alliés, aurait donc été abandonné et la France sacrifiée à la Pologne (2).

Mon esprit demeure confondu devant de telles assertions. Il s'agissait, on ne l'oublie pas, de céder la Prusse orientale à la République polonaise en échange d'une partie de l'Ukraine, — c'est-à-dire de réaliser le plus beau rêve que pouvait faire

(1) L'Hôpital à Choiseul, 3 et 27 octobre 1759. Aff. étr.

(2) VANDAL, *loc. cit.*, p. 297 et suiv. Comp. BILBASSOV, *Hist. de Catherine*, t. I, p. 360 et suiv. Je suis embarrassé pour discuter ce point et quelques autres avec M. Bilbassov, l'historien russe s'étant laissé persuader (t. I, p. 416, 434) qu'en 1761, sinon plus tôt, le duc de Choiseul a cédé son portefeuille à un autre ministre des affaires étrangères, qui aurait été le comte de Broglie.

un patriote polonais de l'époque. Restituer à l'héritage déjà démembré des Piasts et des Jagellons ce lambeau de terre polonaise, berceau de leur puissance; moyennant l'abandon de territoires qui lui échappaient d'eux-mêmes depuis longtemps, rendre à ce pays, avec cent lieues de côtes d'Elbing à Memel, la possession réelle de la mer; le faire rentrer dans la direction naturelle de son développement, et cela en portant un coup mortel à la puissance grandissante et menaçante d'un ancien vassal, — mais c'était le salut, l'avenir politique garanti contre des périls trop visibles, l'avenir économique assuré, une perspective ouverte sur d'incommensurables destinées! Et c'est à empêcher cela que se serait employé le polonophilisme outré de Louis XV et de ses conseillers secrets!

On arrive ainsi à l'absurde. Un faux point de départ, conception radicalement fausse du rôle traditionnel de la politique française sur les bords de la Vistule, explique cet aboutissement. En intervenant dans les discordes intérieures de la République et en y favorisant le maintien de l'anarchie, le duc de Choiseul n'inaugura pas un système nouveau, comme d'aucuns l'ont imaginé. Le système était appliqué depuis longtemps, ainsi que je crois l'avoir établi au cours d'une polémique où le plus compétent et le plus courtois des contradicteurs a bien voulu me donner raison sur ce point (1). Cette politique servait-elle la Pologne? On ne le prétendra pas! Elle servait la France, comme il convenait d'ailleurs; elle lui ménageait un point d'appui de plus, analogue à ceux qu'elle trouvait en Turquie, en Hongrie, en Suède, dans sa lutte séculaire avec l'Allemagne. La ligne de défense excentrique ainsi constituée entre Constantinople et Stockholm devait-elle être abandonnée par suite du nouveau régime d'alliances européennes créé par le traité de Versailles? Personne ne l'a admis en France. Tout le monde y pensait que les alliances ne sont pas éternelles et qu'une Pologne facile à gouverner demeurait un en-cas bon à garder. Louis XV eut toutefois, grâce à des cir-

(1) V. à la *Revue d'histoire diplomatique*, 1888, 1er et 2e fasc., une étude sur cette question à propos d'un livre du duc de Broglie et la réponse de l'auteur.

constances accidentelles, le mérite de le penser mieux, plus fortement et plus clairement que ses conseillers officiels. Ces circonstances furent : la présence aux côtés du souverain d'un prince qui s'appelait Louis-François de Conti et la présence dans les bureaux du département des relations extérieures d'un commis qui s'appelait Tercier. Le prince était un ambitieux, qui voulait devenir roi ou duc régnant quelque part, et le commis était un homme modeste, qui à une connaissance parfaite de la situation politique en Europe joignait infiniment de bon sens. L'un réussit à fixer l'attention de son cousin sur la Pologne où il guettait un trône et sur les problèmes concernant les anciennes relations de ce pays et des pays voisins avec la France; l'autre sut faire comprendre à son maître l'impossibilité de concilier des choses inconciliables : l'amitié de la République et une union intime avec la Russie, les engagements pris à Constantinople ou à Stockholm et ceux à prendre sur les bords de la Neva pour des objets directement contraires. Quant à considérer l'alliance russe comme un équivalent possible et suffisant des positions diplomatiques dont elle aurait imposé l'abandon ailleurs, personne n'y songeait encore. Après avoir, depuis Pierre le Grand, traversé une série presque ininterrompue de crises révolutionnaires, ce pays paraissait voué à de nouvelles et prochaines convulsions intérieures. Personne en Europe ne le supposait capable de soutenir longtemps son état présent de grande puissance. Personne n'avait l'idée de ses ressources réelles et de son ressort caché.

La canditature du prince de Conti à la succession d'Auguste III ne pouvait être préparée au grand jour; au lendemain du traité de Versailles, contrariant dans une certaine mesure les nouvelles tendances qui en dérivaient, les conceptions raisonnées de Tercier réclamaient aussi le mystère; par son tempérament d'homme timide, par les habitudes de sa vie privée, livrée aux plaisirs clandestins, Louis XV était porté aux jeux de cache-cache et aux apartés : c'est ainsi que la diplomatie secrète est née; c'est ainsi qu'elle a vécu et qu'elle s'est développée. En s'occupant des intérêts polonais? Non pas! En

s'occupant des intérêts français en Pologne. Un ambassadeur de France à Varsovie, un représentant de cette diplomatie tel que le comte de Broglie, âme généreuse et esprit chimérique, a pu perdre de vue quelquefois cet objet essentiel, et sous l'influence du milieu ambiant épouser les idées, les sentiments, les passions et les aveuglements d'un groupe d'exaltés indigènes, qui ne travaillaient d'ailleurs qu'à faire le malheur de leur patrie. Mais en déclarant avec eux la guerre à la Russie, lui-même croyait servir la France. Et c'est à un point de vue purement français, exclusif de toute autre préoccupation, que les convoitises russes ont paru périlleuses à Louis XV et même au duc de Choiseul, quand la vision de Künersdorf eut cessé de troubler le regard du ministre : périlleuses d'abord parce qu'elles avaient pour objet d'introduire en Allemagne, au détriment d'un équilibre déjà compromis, soit une Russie démesurément agrandie, soit une Pologne fortifiée et susceptible de devenir moins docile; périlleuses encore et surtout parce que, très agréables à l'Autriche, elles devaient l'être beaucoup moins à la Turquie. Après le traité de Westminster, le *renversement des alliances* avait été assurément pour la France une carte forcée; mais elle y courait notoirement des aventures. Elle faussait compagnie à un prince qui était certes un compagnon détestable, mais qui reconnaissait le Rhin pour la frontière naturelle de sa voisine (1). Et cela pour lier partie avec qui? Avec l' « ennemi séculaire », comme on disait jusqu'à ce jour, et avec la « méchante Russie », comme disait encore d'Argenson (2). Une des pires aventures eût été l'abandon des relations également séculaires avec la Turquie. Or, si l'échange médité par la Russie venait à être réalisé, la Turquie, changeant de voisin, en verrait un puissant et agressif se substituer à la faible et pacifique Pologne. La France autorisant cette combinaison ou y participant, que resterait-il à Constantinople des traditions soutenues par les Villeneuve, les Bonneval et les Castellane?

(1) Frédéric, *Histoire de mon temps*, édit. de 1746, dans les *Publicationen aus den preussischen Staatsarchiven*, IV, 206 (Max Posner).
(2) *Journal*, 175[illegible], t. IX, p. 281.

Ceci, le duc de Choiseul n'était pas homme à ne pas le voir du tout. Il le voyait moins bien que Louis XV ou Tercier, d'abord parce que sa vue, assez large et compréhensive dans les ensembles, devenait très habituellement trouble dans le détail — il avait le regard des presbytes, — et ensuite parce qu'il se trouvait plus directement aux prises avec les difficultés du pouvoir. Le souverain faisait ici de la politique idéale et s'attachait aux principes; le ministre faisait de la politique pratique et recherchait les expédients. Si, après avoir accueilli favorablement, en septembre 1759, l'ouverture de Vorontsov, le duc a marqué ensuite un mouvement de recul, c'est uniquement pour la raison que j'ai indiquée, à savoir qu'en septembre il avait affaire aux vainqueurs de Künersdorf et qu'en octobre les lauriers cueillis par Saltykov étaient déjà fanés, — sans qu'une intervention occulte de la diplomatie secrète, dont on n'a trouvé d'ailleurs aucune trace, y ait été pour quelque chose.

La divergence ainsi créée entre les deux éléments de la politique versaillaise a donc porté principalement sur la question d'un *expédient*, d'un compromis à établir entre les anciennes attaches de la France en Turquie, en Pologne, en Suède, et une union intime avec la Russie. Le duc de Choiseul le jugeant réalisable et Louis XV le jugeant impossible, une certaine contradiction devait inévitablement en résulter dans les instructions envoyées de Versailles soit à Pétersbourg, soit à Varsovie. Mais ce désaccord n'eut jamais une bien grande importance, et les faits eux-mêmes se chargèrent de le modérer, puis de le faire disparaître, en imposant aux uns et aux autres les seules solutions logiques avec leurs conséquences inéluctables.

C'est ce que l'exposé des faits va faire ressortir.

Même à la fin de 1759, le duc de Choiseul ne songea pas à heurter de front les ambitions de la Russie. Il s'avisa seulement, ne s'en étant pas aperçu auparavant, qu'elles ne concernaient pas directement la France, qui ne faisait la guerre à la Prusse qu'à raison de son alliance avec l'Autriche (1). Vorontsov

(1) Choiseul à L'Hôpital, 14 décembre 1759. Aff. étr.

compris que la cour de Versailles se dérobait pour ménager ses anciens alliés, mais il dut s'incliner. En mars 1760, il soumit à Esterhazy un projet de convention où la question se trouvait réglée dans le sens précédemment indiqué. On continuerait la guerre jusqu'à ce que Marie-Thérèse fût rentrée en possession de la Silésie et du comté de Glatz, et Élisabeth assurée de garder la Prusse orientale, sous la réserve d'un échange à négocier avec la Pologne. Ce dernier point faisait l'objet d'une déclaration distincte, annexée au traité, et les parties contractantes y exprimaient l'espoir que, les intérêts de la République étant ainsi ménagés, ni la France ni aucune autre puissance ne trouverait à redire à la transaction. Esterhazy n'avait pas de pouvoirs pour signer; mais Kaunitz venait de lui envoyer des instructions entièrement conformes aux vues russes, et Vorontsov déclarait qu'à défaut d'une solution immédiate, les troupes russes ne seraient pas mises en marche. Le printemps approchait; chaque jour perdu risquait de compromettre la campagne. Le diplomate autrichien céda, et les signatures furent échangées le 23 mars 1760 (1).

L'événement causa quelque souci à Vienne. On y avait pris l'engagement de ne pas traiter avec la Russie à l'insu de la France, et c'est sur quoi comptait Choiseul, en se mettant à couvert derrière l'Autriche. A Versailles on ignora assez longtemps la chose. Prenant prétexte du désintéressement manifesté par Choiseul, Vorontsov resta muet vis-à-vis du marquis de l'Hôpital. Le nouveau traité contenait d'ailleurs encore un article *secrétissime*, dont la communication à la France était d'un bien plus grand embarras. Il visait la Turquie et comprenait positivement une guerre à soutenir contre elle parmi les éventualités qui donneraient à la Russie le droit de réclamer le secours de son alliée. Le chancelier russe estimait avec raison que la cour de Versailles avait besoin d'être longuement et soigneusement préparée à recevoir la confidence de cette stipulation, et il jugeait à propos de n'entrer en matière avec elle pour le

(1) Kaunitz à Esterhazy, 24 février 1760; Esterhazy à Kaunitz, 2 avril 1760. Archives de Vienne, en allemand.

moment que sur le terrain moins brûlant de la question polonaise, non pour lui découvrir déjà ce qui venait d'être signé, mais pour la pressentir encore une fois à ce sujet. Au lendemain de l'échange des signatures, sans mot dire du traité, il parla à l'envoyé français comme s'il lui ouvrait son cœur : « La Russie n'avait aucunement l'intention de garder la Prusse. Elle désirait depuis longtemps, par contre, étendre ses frontières du côté de l'Ukraine. Si donc le Roi et l'Impératrice-Reine voulaient s'y prêter, elle céderait tout ou partie de sa conquête aux Polonais. » Le chancelier prévoyait l'objection qui pouvait lui être faite du côté de la France. Évidemment — notez bien cette évidence — la France ne pouvait voir d'un œil favorable une augmentation de la puissance polonaise. Mais le danger — retenez encore cette précaution oratoire — n'était qu'apparent, les Polonais devant, selon toutes les probabilités, rester dans leur état d'anarchie (1).

Voilà le langage que l'on tenait aux prétendus protecteurs de la République. Ah! il s'agissait bien de la Pologne ou du moins de ses intérêts dans cette affaire!

Le marquis de l'Hôpital ne sut quelle attitude il devait prendre en présence de ces épanchements; mais bientôt une dépêche du duc de Choiseul, datée du 3 avril, le mit entièrement à son aise. Interrogé par Stahremberg sur la façon dont il envisageait les propositions russes relatives à un dédommagement territorial, le ministre s'en était tenu à l'expédient déjà imaginé. La question devait être débattue entre la Russie et l'Autriche. Après que ces deux cours se seraient entendues à son sujet, le Roi verrait s'il était de sa convenance d'accéder à leur arrangement. En principe, Sa Majesté ne pouvait voir d'un œil favorable l'acquisition de la Prusse orientale par la Russie, un tel agrandissement devant rendre cette puissance maîtresse de la plus grande partie de la Baltique et lui donner une prépondérance décidée sur la Pologne. Toutefois, si la

(1) L'Hôpital à Choiseul, 24 mars 1760. Aff. étr. Je donne le sens évident du document.

cour de Vienne était obligée de céder sur ce point, le Roi désirait seulement que l'on ne pût dire que « la France avait influé dans cet arrangement » ; ceci « pour s'épargner les reproches de ses anciens alliés ».

Communiquée à la cour de Vienne, cette réponse eut aussi pour effet de rassurer Marie-Thérèse sur les conséquences de ce qui venait de se passer à Saint-Pétersbourg. Et décision fut prise aussitôt, dans les conseils de l'Impératrice-Reine, de n'en plus faire un secret. Le duc de Choiseul fut donc mis au courant et ne manifesta ni surprise ni dépit. Il venait de perdre l'espoir, un instant caressé, de conclure une paix séparée avec l'Angleterre. On devait continuer la guerre ; on avait besoin de la Russie pour y garder des chances de victoire ; si donc son concours était au prix qu'elle indiquait, *la France restant toujours à l'écart*, l'Autriche ne pouvait hésiter à ratifier le traité du 23 mars. Le ministre français le dit formellement à Stahremberg (1).

Il ne s'agissait donc pour la France que de garder le décorum. A Saint-Pétersbourg, L'Hôpital le gardait d'autant mieux que jusqu'en mai, en dépit des bruits qui déjà se répandaient à travers toutes les chancelleries, Vorontsov se plut à le mystifier. Non, vraiment, il n'y avait rien de signé avec l'Autriche, mais, instruit des déclarations faites par Choiseul, Esterhazy jugea inutile de prolonger ce jeu.

Il avertit son collègue, qui d'ailleurs sut en même temps par les dépêches reçues de France ce que tout le monde savait déjà en Europe. Le chancelier russe prétexta une absence de mémoire, et le pauvre ambassadeur dut se contenter de cette méchante excuse. Mais bientôt l'envoyé autrichien en dit trop : la France, à l'entendre, approuvait le traité et ne ferait aucune difficulté d'y accéder. Pour le coup, Choiseul se fâcha. C'était plus que de l'indiscrétion. C'était une offense aux sentiments du Roi et à la vérité. Le Roi « avait besoin d'examiner d'abord scrupuleusement ces actes (le traité et la déclaration annexée) et de les comparer avec ses engagements antérieurs (2) ». Le

(1) Arneth, *loc. cit.*, t. VI, p. 91.
(2) A L'Hôpital, 22 juillet 1760. Aff. étr.

ministre le dit à Stahremberg, le fit redire à Vienne et exigea un blâme sévère à l'adresse d'Esterhazy, ainsi qu'une rétractation de la part de cet ambassadeur.

Au point de vue polonais, Louis XV et son ministre auraient eu sans doute autre chose à faire. De leur attitude ombrageuse on tira simplement à Vienne et à Pétersbourg cette conclusion qu'ils répugnaient l'un et l'autre à l'idée de remanier la carte du nord-est européen au profit de la République. Et déjà les deux cours discutaient une nouvelle combinaison, tendant à faire de la Prusse orientale un objet d'échange non plus avec la Pologne, mais avec le Danemark, pour mettre terme aux démêlés subsistant entre cette puissance et le grand-duc au sujet du Holstein. C'est comme cela que les résistances de la diplomatie française sur ce point épineux servaient les intérêts de sa clientèle varsovienne! Mais, encore une fois, il s'agissait bien de la Pologne! Au banquet de la vie, infortunée convive, elle n'y figurait plus que comme son triste homonyme du drame shakespearien, *not to eat, but to be eaten.*

D'intervention personnelle de Louis XV dans ce débat, pas de trace, si ce n'est pour faire désavouer le trop loquace Esterhazy. En même temps, M. de l'Hôpital montrant de son côté trop de facilité à se laisser mystifier, on décidait à Versailles de lui donner un coadjuteur, qui deviendrait ultérieurement son remplaçant. Le représentant de la Russie en France, Michel Bestoujev, succombait au même moment après une longue maladie qui depuis plus d'un an le tenait écarté de toute participation aux affaires. Il allait avoir pour successeur le comte Tchernichov. Ainsi de part et d'autre des hommes nouveaux présideraient à une phase diplomatique nouvelle.

Désigné pour aller à Saint-Pétersbourg dans ces conditions, Louis-Auguste Le Tonnelier, baron de Breteuil, maître de camp de cavalerie et à peu près novice dans la carrière où on le poussait ainsi au premier plan, après un modeste début à Cologne, avait pour lui d'être un homme à deux usages. Choiseul lui donnait sa confiance, et Louis XV lui confiait son secret. Tercier et le comte de Broglie avaient arrangé cela. L'instruc-

tion secrète rédigée pour le nouvel ambassadeur a fait l'objet d'une analyse détaillée et d'un réquisitoire éloquent, auxquels je dois renvoyer mes lecteurs (1), en y ajoutant seulement quelques observations. On s'est appliqué encore, à ce propos, à découvrir et à dénoncer dans la pensée du Roi une préoccupation particulière et directement hostile aux idées dont s'inspirait simultanément le ministre en dictant pour le même envoyé une instruction officielle. L'instruction officielle prescrivait, comme de raison, au nouvel ambassadeur une application assidue à tirer parti des liaisons contractées avec la Russie, soit pour la guerre, soit pour la paix; l'instruction secrète lui recommandait, au contraire, de combattre le développement de la puissance russe, *dût-il, si les circonstances le permettaient, ralentir même les progrès de ses armées.*

Quoi! au lendemain de Rosbach et de Künersdorf, à la veille peut-être de quelque nouveau désastre qui lui enlèverait toute chance d'obtenir une paix honorable, la France, le roi de France du moins, un roi inconscient et presque félon, cherchait les moyens d'arrêter sur le chemin de la victoire les seules armées qui eussent jusqu'à présent tenu Frédéric en échec et promis un retour de fortune à ses adversaires! La folie de la diplomatie secrète n'éclate-t-elle pas dans ce trait, et l'antagonisme signalé entre elle et la diplomatie officielle n'y est-il pas rendu évident?

Je présente l'argument dans toute sa force. Mais au moment d'en reconnaître la justesse, je suis arrêté par ces lignes qui appartiennent au texte de l'instruction *secrète* remise à M. de Breteuil :

« Les instructions *ministérielles* expliquent avec beaucoup de clarté ce que l'on doit craindre de l'augmentation de la puissance russe et de quelle importance il est d'en prévenir les suites (2). »

En effet, le volumineux document rédigé sous la dictée du duc de Choiseul s'étend en de longues pages sur ce point, et

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 372 et suiv.
(2) Aff. étr., Russie, t. LXII, f. 65.

sur ce point donc, où on a cru pouvoir les opposer l'une à l'autre, la diplomatie officielle et la diplomatie secrète apparaissent unies au contraire et parfaitement accordées, différant tout au plus dans le degré d'importance attribué à cette partie de leurs programmes respectifs et dans le choix des moyens imaginés pour l'exécuter. Le duc de Choiseul ne va pas jusqu'à envisager la nécessité de contrecarrer les opérations militaires de cette puissance, également suspectée de part et d'autre. Mais patience! Il y viendra. N'avons-nous pas vu déjà, non plus dans les chancelleries, mais sur les champs de bataille, en face de l'ennemi, les jalousies russes et autrichiennes s'exaspérer et se heurter devant la perspective d'un avantage trop marqué pouvant résulter pour l'un des alliés d'une victoire commune? Et ce défaut d'entente entre les coalisés, cette rivalité paralysant leurs efforts n'est-elle pas l'histoire de toute cette guerre? C'est l'histoire de toutes les coalitions. Quelques mois se passeront, la Russie aura affirmé la supériorité de ses armes par un nouveau succès, et s'adressant non à Louis XV par la voie secrète, mais au duc de Choiseul par la voie officielle, le baron de Breteuil indiquera la nécessité *de ne pas augmenter les embarras du roi de Prusse*, la conclusion de la paix pouvant en devenir plus difficile (1). Et le ministre ne protestera pas!

Ce n'est pas tout. Comment la diplomatie officielle concevait-elle à ce moment l'avenir des relations à maintenir entre la France et la Russie? Pour les raisons que l'on devine, Louis XV et ses conseillers occultes répugnaient à une alliance politique directe. Et le duc de Choiseul? Il enjoignait à M. de Breteuil de s'en tenir à la proposition d'un traité de commerce. C'était tout un.

Plus encore. A défaut d'expérience acquise et de talents éprouvés, par quels mérites le nouvel ambassadeur s'était-il recommandé au choix du ministre? Il avait vingt-sept ans, une figure agréable, une belle prestance, tout ce qu'il fallait pour plaire — à qui? A Élisabeth? Non pas. La pauvre Élisabeth ne comp-

(1) A Choiseul, 28 octobre 1760. Aff. étr.

tait plus à cet égard. On l'imaginait du moins à Versailles. Là aussi les yeux se tournaient du côté du soleil levant. Et c'est en songeant à Catherine, on le sait, qu'une inspiration romanesque et scabreuse a cru trouver en M. de Breteuil *the right man in the right place.* L'inspiration de qui encore? Du duc de Choiseul. Le commis chargé de la correspondance secrète, Tercier, n'y fut pour rien, n'en augura même rien de bon. « Inspire-t-on de l'amour quand on veut? écrivait-il. M. de Breteuil a une femme qu'il paraît aimer (1). » Donc, de par la volonté du ministre et sous les auspices de la diplomatie officielle, le nouvel ambassadeur était particulièrement adressé à la jeune cour. Or on n'ignorait pas à Versailles où en étaient les rapports de cette cour avec l'autre. On savait aussi ses liaisons avec la Prusse. Et, dans ces conditions, vouloir mettre le représentant de la France aux pieds de la grande-duchesse, n'était-ce pas marquer aussi, de quelque façon, des sentiments hostiles à la Russie? N'était-ce pas renvoyer à Saint-Pétersbourg un autre Poniatowski, dont Élisabeth eût tout aussi impatiemment supporté la présence? Il y avait là un risque sérieux de froissement et de conflit, et c'est la diplomatie officielle qui l'assumait.

L'éventualité ne s'est pas produite, parce que M. de Breteuil, qu'il fût ou non avisé des espérances fondées sur ses charmes personnels, ne songea pas un instant à les utiliser de cette façon. Il emmena sa femme à Saint-Pétersbourg, et, conformément à un article de son instruction officielle, où le duc s'était notoirement mis en contradiction non avec la diplomatie secrète, mais avec lui-même, il eut à favoriser le retour — de Poniatowski en personne. Je renonce à comprendre quel heureux résultat le ministre attendait de cette rencontre. Plus logiquement, l'instruction secrète se prononçait pour qu'on laissât le Polonais à Varsovie. Et, en dehors des nuances déjà indiquées, c'est à ce point unique, je le crois bien, que se réduisait pour le moment la divergence des deux programmes. Encore Louis XV ne devait-il pas tarder à se mettre, même sur

(1) Au comte de Broglie, 2 sept. 1759. Aff. étr. Voy. le *Secret du Roi*, t. I, p. 370.

ce point, à peu près d'accord avec son ministre, en enjoignant à l'ambassadeur de s'en rapporter à la volonté d'Élisabeth (1).

D'aucune façon, d'ailleurs, le successeur de M. de l'Hôpital ne devait justifier la confiance accordée à ses talents. A son arrivée à Saint-Pétersbourg en juin 1760, il se trouva relégué au second plan, d'abord par la présence de l'ancien ambassadeur, qui s'attardait sur les bords de la Néva et paraissait prendre plaisir maintenant à y prolonger son séjour, puis par la marche des événements sur le théâtre de la guerre. Encore une fois il ne s'agissait pas de négocier, mais de se battre, et ces opérations militaires, où on redoutait à Versailles que la Russie ne prît trop d'avance sur ses alliés, semblaient en effet lui réserver d'éclatants triomphes.

III

LA PRISE DE BERLIN

De novembre 1759 à février 1760, par le général de Weylich, chargé de négocier avec la Russie un échange de prisonniers, puis par M. de Pechlin, ci-devant colonel au service de Holstein, Frédéric avait renouvelé à Saint-Pétersbourg ses tentatives en vue d'un accommodement. La situation lui paraissait toujours extrêmement précaire. « Il y a presque de la sottise à moi d'exister encore », disait-il à de Catt (2). Éconduit, bien que le grand-duc dût lui-même, à ce qu'il supposait, se faire son interprète, il s'était livré aux plus sombres appréhensions et les avait communiquées au prince Henri : « Je tremble quand je vois les approches de la campagne (3). »

Les débuts n'en furent pas d'abord pour justifier ses craintes. Les négociations entamées entre la Russie et l'Autriche avaient longtemps tenu les préparatifs en suspens de ce côté, tandis

(1) Boutaric, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, p. 257.
(2) De Catt, *Journal*, p. 253.
(3) *Pol. Corresp.*, t. XVIII, p. 636; t. XIX, p. 141, 183, 496.

que la question du commandement en chef, encore une fois remise en discussion à Saint-Pétersbourg, menaçait à elle seule d'immobiliser l'armée de Saltykov. Décrié, suspecté depuis la campagne précédente, ce général devait maintenant partager ses attributions avec Fermor, qui lui-même n'inspirait qu'une défiance égale. En fait, le véritable siège du commandement se trouvait établi à Saint-Pétersbourg même ; la *Conférence* des ministres en était l'organe, et les moindres mouvements se décidaient à coups d'oukases discutés et décrétés à plusieurs centaines de lieues du théâtre de la guerre.

Il y en avait d'inexécutables, comme bien on pense, de tout à fait absurdes même et fous. Il s'en rencontra pourtant un, en septembre, qui eut pour effet de porter à Frédéric un autre coup terrible. Sur l'initiative d'un attaché militaire français, le comte de Montalembert, et d'un attaché autrichien d'origine anglaise, Plunket, un plan de marche combinée sur Berlin avait été depuis quelque temps déjà élaboré entre Vienne et Saint-Pétersbourg, à l'insu de Saltykov et de Daun lui-même. Quand il fut question de l'exécuter, Saltykov se trouva malade, Fermor ne voulut pas en entendre parler, et Daun refusa, lui aussi, son concours. Mais à Saint-Pétersbourg on s'obstinait, et la *Conférence* prenait un ton menaçant. Là-dessus, Fermor et Daun décidèrent de remplacer la grande opération projetée par un raid audacieux. Emmenant avec lui deux mille grenadiers seulement, deux régiments de dragons, quelques Cosaques et vingt canons, le général russe Toltleben devait se porter rapidement dans la direction de la capitale prussienne. Un corps russe sous le commandement de Tchernichov et un corps austro-saxon commandé par Lascy étaient destinés à le soutenir en le suivant et en se suivant à la distance d'une ou deux journées de marche. Berlin ne possédait qu'une garnison de trois bataillons et presque pas de fortifications ; Frédéric avait été obligé de dégarnir entièrement les abords de la ville ; l'entreprise semblait donc réalisable.

Saltykov, consulté, la jugea pourtant périlleuse et inutile, et, il faut le dire, son opinion a reçu depuis l'approbation du plus

autorisé des arbitres. « Si le mouvement des Russes avait été combiné avec l'armée suédoise, a dit Napoléon (1), il aurait décidé de la guerre; fait comme il a été, il n'était que dangereux. » En dépit de ce verdict, la question me semble encore discutable. On en jugera.

A travers la Lusace saxonne, pénétrant dans le Brandebourg par Guben et Buckow, Tottleben fut aux portes de Berlin le 4 octobre. Le commandant de la ville, le lieutenant général von Rochow, estima toute résistance impossible. Mais le vieux Lehwaldt, le vaincu de Gross-Jaegersdorf, et Seydlitz, non encore guéri des blessures reçues à Künersdorf, firent prévaloir un avis contraire. Après une attaque manquée, Tottleben, dont l'artillerie ne pouvait agir, « s'étant endommagée en route », écrivait-il dans son rapport, réclama des renforts, tandis que le prince de Wurtemberg, appelé de son côté à l'aide par les assiégés, réunissait en hâte environ quatorze mille hommes et se préparait à livrer bataille aux assiégeants. Mais déjà Lascy et Tchernichov arrivaient avec dix-huit mille hommes. Dans la nuit du 8 au 9 octobre l'armée prussienne battit en retraite. Berlin, livrée à la merci des alliés, allait subir toutes les rigueurs de la guerre, quand, au cours de cette nuit même, sans s'être entendu ni avec Lascy ni avec Tchernichov, et même désobéissant positivement à leurs ordres, Tottleben entra en pourparlers avec les notables et signa une capitulation qui, plus tard et non sans raison apparente, passa pour un acte de trahison.

Depuis quelques mois déjà, cet officier, on en eut la preuve ensuite, s'était laissé corrompre par Frédéric et entretenait avec lui une correspondance secrète.

Berlin s'en tirait avec une contribution d'un million cinq cent mille thalers et deux cent mille thalers de *Duser-Geld*, qui à en croire les Autrichiens furent assez inégalement partagés. « Nous jouons le rôle de spectateurs et pour ainsi dire d'esclaves de Tottleben », écrivait Lascy. Vidant les magasins et les arse-

(1) *Précis des guerres de Frédéric II.*

naux de la ville, faisant sauter deux forges, une fonderie de canons et six moulins à poudre sur la Sprée, les vainqueurs ne touchèrent pas aux palais de Potsdam ; mais Russes, Autrichiens et Saxons se partagèrent le plaisir de saccager de la façon la plus barbare Schönhausen et Charlottenbourg, où fut détruite une collection précieuses d'antiques, acquise par Frédéric dans la succession du cardinal de Polignac. Entre Berlin et Spandau un pillage général eut lieu, et, pour faire preuve de zèle, Tottleben menaça de fouetter quelques journalistes, coupables d'avoir mal parlé de la Russie pendant la guerre. Il se contenta pourtant d'un simulacre d'exécution sur la place publique, et les gazetiers, déjà dépouillés de leurs vêtements, eurent la peau sauve. Un négociant d'origine polonaise, Gotzkowski, après avoir obtenu la réduction de la contribution primitivement fixée à quatre millions de thalers, sauva encore les fabriques royales, notamment la manufacture de draps, qui suffisait à la consommation de l'armée entière. Et dès le 11 octobre la capitale fut libre. Frédéric accourait du fond de la Silésie, et, à la nouvelle de son approche, Russes, Autrichiens et Saxons « se dissipèrent comme la pluie », raconte Bolotov. Les premiers se retirèrent derrière l'Oder pour rejoindre l'armée principale ; les autres filèrent du côté de la Saxe pour retrouver Daun, et les Suédois déjà en marche sur Berlin rétrogradèrent vers la Poméranie (1).

Évidemment, quoique couronné de succès, le raid ne décidait pas de la guerre. Les clefs de la capitale occupée pendant trois jours sont conservées aujourd'hui encore à Notre-Dame de Kasan, et c'est à peu près ce qui reste à la Russie de sa brillante, mais éphémère conquête. Néanmoins, après la Prusse orientale, le Brandebourg lui-même avait été entamé, et c'était une médiocre consolation pour Frédéric que de faire évanouir ses ennemis en fumée après qu'ils avaient insulté, saccagé et rançonné son foyer, cette « patrie » dont naguère

(1) SCHAEFER, *Geschichte des siebenjährigen Krieges*, t. II, 2, p. 80 et suiv.; BOLOTOV, *Mémoires*, t. II, p. 15; MONTALEMBERT, Rapport du 10 octobre 1760, Aff. étr. ; TOTTLEBEN, Rapport, *Archives* VORONTSOV, t. VI, p. 458.

encore il voulait barrer le chemin au péril de sa vie. On y entrait maintenant comme dans un moulin, et le meunier de Potsdam aurait eu beau tantôt chercher des juges à Berlin. Le raid avait pu être dangereux dans sa conception; exécuté sans encombre, il n'en frappait pas moins le roi de Prusse au cœur. Frédéric parait encore les coups, ses ennemis continuant comme par le passé à lui faciliter la résistance. Au quartier général russe, Saltykov et Fermor étaient en ce moment même remplacés par le vieux, l'ignorant, l'imbécile Alexandre Borissovitch Boutourline. Au témoignage de Bolotov, l'armée refusa quelque temps de croire à cette nomination. Incapable, au jugement de tous, de conduire deux régiments, s'enivrant tous les jours avec des hommes de bas étage, le nouveau généralissime était depuis longtemps la risée de Saint-Pétersbourg. Sous Kolberg, assiégée pour la seconde fois depuis la mi-août par huit mille hommes de troupes de terre que commandait le général Olitz, ainsi que par une escadre russe comprenant vingt-six vaisseaux de ligne, cinq frégates et cent petits bâtiments, auxquels venait encore se joindre une escadre suédoise, l'incapacité du commandement ménageait aussi au roi de Prusse une heureuse surprise. Le 18 septembre, l'apparition du général Werner, détaché par Frédéric avec trois mille hommes seulement, suffisait une fois de plus à jeter parmi les assiégeants une panique folle. Le bruit se répandait aussitôt que le Roi lui-même suivait son lieutenant avec vingt mille hommes, et une charge de hussards prussiens mettait les Russes en fuite. Se jetant en désordre sur leurs vaisseaux, ils débloquaient la ville (1).

« On dira assurément que nous ne savons que brûler les villes et pas les prendre », écrivit I. I. Chouvalov en commentant l'événement (2).

Le lecteur observera l'irrégularité déconcertante des phénomènes moraux, fermeté inébranlable ou défaillance complète, imprimant tour à tour à ces troupes russes une attitude si

(1) SCHAEFER, *loc. cit.*, t. III, p. 79.
(2) A Vorontsov, 25 sept. (6 octobre) 1760; *Archives russes*, 1870, p. 1407.

différente selon les circonstances. Le jeu de certaines forces élémentaires en offre un exemple constant. La fixité, la stabilité ne peuvent y être que le produit d'une adaptation industrieuse. A défaut d'organisation supérieure et de direction habile, toute foule est un élément essentiellement variable, éminemment impulsif et susceptible d'agir dans des sens très différents sous l'influence de causes en apparence insignifiantes. D'une manière générale, il semble que les armées d'Élisabeth aient eu besoin d'être sérieusement battues pour se battre. Mal organisées et plus mal commandées, elles n'agissaient que par des mouvements réflexes et par voie de réaction.

Néanmoins, vingt fois brisé, le cercle de fer se rétrécissait autour de Frédéric et ne pouvait lui laisser d'illusion sur l'issue finale de la lutte. Inévitablement il devait y succomber à la longue. Aussi, dès que l'arrivée de l'hiver lui eut donné un peu de répit, en décembre, s'empressa-t-il de revenir à ses essais d'accommodement particulier avec la Russie. Un agent secret, Badenhaupt, frère d'un médecin allemand établi à Saint-Pétersbourg, dut s'employer cette fois à gagner les deux Chouvalov. Au favori, le Roi consentait à offrir une somme énorme — un million de thalers — contre la seule promesse de ne pas laisser agir l'armée russe pendant la campagne prochaine. La tentative échoua encore. I. I. Chouvalov se montrait « Français à brûler » (1). Mais déjà, près de plier de son côté sous les coups de l'Angleterre, la France entrait, elle aussi, et de façon plus sérieuse, dans la voie des négociations pacifiques.

IV

LES NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX

Dès la fin du mois d'août 1760, tout en travaillant dans ce sens à Londres, Choiseul avait pris le parti d'entamer à Saint-

(1) *Pol. Corresp.*, t. XX, p. 153, 157, 388.

Pétersbourg une action diplomatique parallèle, en prenant pour point de départ l'ouverture déjà faite au sujet d'un traité direct avec la Russie. Traité purement commercial, il est vrai, ainsi que je l'ai indiqué, mais susceptible, dans la pensée du ministre, de recevoir des développements assez singuliers. « Je crois, écrivait-il à de Breteuil, que de très bonne foi la cour de Saint-Pétersbourg serait fort aise de faire la paix en conservant la Prusse avec l'espérance de conclure directement avec la France un traité de subsides (1). » Comment le dessein bien arrêté, on le verra, d'exclure de l'entente projetée tout élément politique devait-il s'y concilier avec cette idée de subsides, je ne saurais encore le dire, le duc ne s'étant pas expliqué à ce sujet. Mais la question fut bien posée dans ces termes, et posée par la France seule. Contrairement à ce qui a été avancé (2), je n'ai trouvé texte nulle part d'une proposition d'alliance directe simultanément ou antérieurement faite par la Russie à la France.

M. de Breteuil fut lui-même assez embarrassé pour interpréter les intentions de son chef. Il était en même temps, on ne l'oublie pas, dépositaire du secret royal et, en cette qualité, porté, pourrait-on croire, non à étendre le programme qu'on lui traçait, mais à le restreindre. Le parti qu'il adopta suffirait à lui seul pour détruire la légende des rapports qu'on a imaginés entre les deux diplomaties qu'il représentait à Saint-Pétersbourg. Entrant en conférence avec Vorontsov, ce fut lui qui prit l'initiative de substituer au projet de traité commercial, dont il ne parvenait pas sans doute à comprendre le sens, une proposition d'alliance « plus sérieuse », et il expliqua ainsi ses motifs en écrivant à Choiseul : « J'étais éloigné de cimenter une union directe avec l'empire russe tant que j'ai cru qu'il serait possible de terminer notre paix particulière avec l'Angleterre sans son secours ; mais depuis que je vois l'inutilité des Espagnols, les succès des Anglais dans le Canada, le danger de Pondichéry et l'impossibilité de s'emparer de

(1) 24 août 1760. Aff. étr.
(2) Vandal, *loc. cit.*, p. 398.

l'électorat de Hanovre, *je pense plus fortement que personne que nous ne devons rien négliger pour assurer nos liens avec cet empire* et surtout l'engager à partager l'embarras de nos discussions avec l'Angleterre. Il peut y avoir du danger dans l'exécution de nos liens avec la Russie vis-à-vis de la Porte Ottomane et quelques inconvénients du côté de la confiance des puissances du Nord ; mais, ou nous les préviendrons, ou la suite les rendra nuls (1). »

Ainsi, l'agent de la diplomatie secrète, faisant la leçon au chef de la diplomatie officielle, l'engageait à se départir de sa méfiance vis-à-vis de la Russie et à sacrifier à cette puisssance non seulement la Pologne et la Suède, mais encore la Turquie ! En même temps, il n'hésitait pas à se prévaloir de ses instructions officielles pour déclarer à Vorontsov que la France ne s'opposerait nullement à ce que la Russie fît l'acquisition définitive de la Prusse orientale.

Breteuil fut désavoué et blâmé à la vérité, non seulement par Louis XV, mais par le duc de Choiseul lui-même. Pourtant le premier obstacle à l'union projetée et au sacrifice de la Pologne qu'elle paraissait entraîner n'est pas venu de Versailles, et l'histoire entière de cet épisode, comme on l'a présentée jusqu'à présent, avances du côté de la Russie, rebuffades du côté de la France, est rejetée par ce fait dans le domaine des légendes. L'avance, ici, venait de la France, et Vorontsov l'accueillit avec transport : « Vous achevez d'entrer dans mes désirs ! » dit-il à l'ambassadeur en lui prenant les mains. Seulement, il formula aussitôt des réserves. Pour que la France fût en mesure de fournir des subsides à la Russie, il fallait que la paix fût d'abord faite, — Breteuil l'avait donné à entendre, — et pour faire la paix, il convenait de renoncer à l'acquisition de la Prusse orientale. « C'était une idée de Chouvalov », et le chancelier n'y tenait pas personnellement. Là-dessus, comme s'il se défiait de Breteuil et de ses projets trop aventureux, Vorontsov prit le parti de s'en expliquer directement

(1) Breteuil à Choiseul, 20 et 26 nov. 1760. Aff. étr.

avec le duc de Choiseul. Nous possédons sa lettre datée du 9 décembre 1760, et c'est elle qui a été indiquée jusqu'à présent comme transmettant à Louis XV par la voie secrète le désir spontané de l'Impératrice de signer un nouveau traité avec la France « plus étendu et plus explicite que les précédents (1) ». Elle est adressée à Choiseul et non à Tercier ; elle est une réponse aux ouvertures faites par M. de Breteuil, et, déclinatoire sur la question de l'Ukraine, elle est dilatoire sur la question de l'alliance directe. Quelques jours plus tard, évitant toujours M. de Breteuil et entretenant confidentiellement M. de l'Hôpital, qui se préparait à quitter Saint-Pétersbourg, lui demandant même le secret vis-à-vis de son collègue, le chancelier faisait part à l'ex-ambassadeur d'un mémoire qu'il venait de présenter à l'Impératrice, au sujet de la paix. En y exposant l'épuisement des puissances alliées, l'incertitude des événements si la guerre continuait, le chancelier concluait à la nécessité de renoncer à l'acquisition de la Prusse orientale. La Russie s'en rapporterait aux alliés pour l'indication d'un autre dédommagement à lui attribuer ; le roi de Prusse rentrerait dans la possession de tous ses États ; la Suède obtiendrait de l'argent et quelque agrandissement en Poméranie, et on verrait, en entamant les négociations, à y faire comprendre le Danemark. Passant par Vienne, M. de l'Hôpital pourrait, après entente avec le duc de Choiseul, y faire des propositions dans ce sens (2).

Que voulait dire cela? Simplement ceci qu'à Saint-Pétersbourg il y avait aussi deux politiques en présence et deux diplomaties. Auprès du lit d'une souveraine presque moribonde déjà, deux pouvoirs rivaux se disputaient la conduite des affaires : l'un, plus directement inspiré par Élisabeth ou plutôt lui communiquant ses inspirations belliqueuses, poussait à la guerre et à la conquête ; l'autre, ayant à supporter plus sensiblement les charges et les responsabilités d'une lutte dont on ne voyait pas la fin, tendait à s'en décharger par le genre

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 395.
(2) L'Hôpital à Choiseul, Pétersb., 11 décembre 1760. Aff. étr.

d'accommodement le plus facilement réalisable selon les apparences. C'était, comme à Versailles, le gouvernement occulte aux prises avec le gouvernement officiel. Et le gouvernement officiel, plus pacifique, renonçait à la Prusse orientale en vue d'un autre dédommagement.

Que signifiait encore cette concession? Elle était la conséquence des dispositions récemment manifestées à Versailles. On s'y montrait hostile à un échange dont la Prusse orientale serait l'objet et dont bénéficierait la Pologne; mais on paraissait accepter l'idée d'un règlement de limites à favoriser entre la Pologne et la Russie, c'est-à-dire que, ne recevant rien, la Pologne fournirait à ses dépens l'agrandissement convoité par la Russie et le dédommagement auquel cette puissance croyait avoir droit. Évidemment Frédéric n'aurait rien à objecter à cette solution, et la conclusion de la paix, la seule Pologne devant en faire les frais, serait rendue plus aisée.

Une fois de plus, la France parut se prêter à cette combinaison et entrer de toutes façons dans les vues du chancelier russe. La lettre de Vorontsov au duc de Choiseul et les dépêches de Breteuil et de L'Hôpital faisant part au ministre de ses nouvelles intentions (car L'Hôpital n'en avait pas fait mystère à son successeur) se croisèrent avec un agent du cabinet de Versailles envoyé à Saint-Pétersbourg. C'était un commis du nom de Favier, non admis au secret. Il portait des instructions supplémentaires pour M. de Breteuil, lui prescrivant de se montrer récalcitrant sur la question de la Prusse orientale, mais très coulant sur la question de l'Ukraine; et il était chargé en outre de remettre à l'Impératrice une déclaration du Roi relative à la paix. Inspiré par le souci de ménager ses sujets, Louis XV faisait part à ses alliés de son désir « de s'occuper de leur aveu et avec leur concours des moyens de rétablir cette paix également souhaitée par tous » . Il proposait à cet effet la réunion de deux congrès distincts, l'un pour les négociations à entamer entre la France et l'Angleterre, l'autre pour celles dont l'objet serait de réconcilier la Prusse avec ses multiples adversaires. Nulle proposition ne pouvait en principe être plus

agréable à Vorontsov, et, en ajoutant aux inclinations personnelles du chancelier un poids considérable, elle avait chance d'emporter la balance. Toutefois, le roi de France se taisait sur les conditions de la paix à conclure, et ce silence était inquiétant. D'autre part, chargé de présenter la proposition, M. de Breteuil devait, en cherchant à la faire agréer, ménager un point capital : Louis XV souhaitait d'être invité à faire les premières démarches pacifiques, afin de pouvoir leur imprimer l'allure rapide que réclamaient les circonstances; le succès de l'entreprise et le désir du roi d'y prendre part dépendaient essentiellement de cette condition.

C'est sur elle aussi que Breteuil porta d'abord la discussion en entrant en matière avec Vorontsov. Usant de malice, il fit mine de vouloir que l'Impératrice se chargeât de l'initiative convoitée par le Roi. Vorontsov en parut effrayé. Vis-à-vis de l'Angleterre, oui ; l'envoyé de Sa Majesté Britannique avait déjà donné à entendre que l'intervention d'Élisabeth serait favorablement accueillie. Mais la Russie pouvait-elle prendre une telle attitude vis-à-vis de la Prusse? L'Impératrice n'y consentirait jamais! Breteuil simula une grande perplexité ; puis, comme après un effort, il lâcha le paquet : eh bien! oui, si l'Impératrice répugnait à se donner l'apparence de solliciter la paix, le Roi ferait ce sacrifice. Mais déjà le chancelier semblait deviner le jeu de l'ambassadeur et soulevait des objections. Rien ne servait de ruser. Il fallait parler franchement et user des grands moyens. Non sans quelque embarras, n'ayant encore aucune expérience de ce genre d'arguments diplomatiques, M. de Breteuil changea de langage. Il s'agissait de remplir le vœu du Roi, qui saurait reconnaître le service rendu. Le chancelier avait reçu de Sa Majesté une somme considérable à titre de prêt. On l'en tiendrait quitte, et la reconnaissance du souverain ne se bornerait pas à cette complaisance. Vorontsov balbutia quelques mots qui n'étaient pas un refus et promit de faire le possible.

Mais il n'était pas le maître, et la suite le fit bien voir. Élisabeth et son indolence, Chouvalov et ses dispositions belli-

queuses, la *Conférence* et ses incohérences habituelles, autant d'obstacles contre lesquels la bonne volonté du chancelier devait se briser. Du 13 janvier 1761, date de la communication faite par Breteuil, au 13 février n. s., les discussions et les intrigues se poursuivirent pour aboutir à un « plan de négociation » présenté à l'ambassadeur. On a cru pouvoir affirmer qu'il était plus avantageux à la France que le projet français (1). C'est un exemple curieux des erreurs déterminées par la conception fausse qui a présidé jusqu'à présent aux jugements portés sur ce chapitre d'histoire internationale. Quand il eut le « plan » en question sous les yeux, Breteuil n'hésita pas à offrir trois cent mille livres à Vorontsov pour qu'il engageât Élisabeth à y renoncer. Et on n'estima pas à Versailles qu'il dépensait l'argent mal à propos. Et d'abord, la France, on l'a vu, n'avait pas mis en avant de projet proprement dit dont le projet russe pût être la contre-partie. Ce dernier répondait bien à quelques-unes des idées antérieurement et incidemment indiquées par le duc de Choiseul; mais il favorisait surtout l'Autriche. Acceptant le principe des deux congrès, il prétendait fixer à l'avance les conditions de paix à y débattre, stipulant : 1° pour l'Autriche, la possession de ce qu'elle avait déjà conquis ou pourrait conquérir encore en Silésie; 2° pour le roi de Pologne, « une satisfaction convenable », telle que l'acquisition des districts prussiens enclavés dans la Lusace; 3° pour la Suède, un agrandissement en Poméranie; 4° pour la Russie, enfin, si la paix devait absolument dépendre d'une renonciation de sa part à la possession de la Prusse orientale, et bien qu'elle eût l'intention de céder cette province à la Pologne, afin de terminer des contestations anciennes, « un équivalent convenable à sa dignité et compatible avec son honneur ».

Sans que la Russie fît dépendre cette renonciation éventuelle soit du rétablissement de la paix maritime, soit de l'appui prêté par la France à ses projets d'agrandissement en Ukraine, ainsi qu'on l'a avancé encore (2), — pressenti à ce sujet, Breteuil

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 393.
(2) *Ibid.*, p. 394.

avait exigé catégoriquement et obtenu l'abandon de ces deux clauses (1), — le projet russe péchait, au point de vue français, par sa base même. Il était muet sur la condition essentielle, dont Breteuil, y étant obligé par ses instructions, s'était fait l'avocat auprès de Vorontsov avec une si grande insistance. La Russie ne l'acceptait décidément pas, et à défaut d'un accord sur ce point on pouvait à Saint-Pétersbourg et à Versailles faire projets sur projets : ils risquaient de rester en l'air sans application pratique. C'est pour cela qu'à Versailles on y avait attaché tant de prix, et c'est pour cela aussi qu'à Saint-Pétersbourg on n'y voulait pas consentir. C'était le parti de la guerre qui triomphait ici, et Chouvalov qui l'emportait sur Vorontsov.

Breteuil ne s'y trompa pas. « La réponse de la Russie, au sacrifice de la Prusse près, *ne remplira aucune des intentions du Roi*, écrivit-il. J'en suis désespéré... J'ai tout fait pour vaincre la faiblesse du chancelier ; j'ai combattu sans relâche jusqu'au dernier moment. » Pour obtenir mieux, l'ambassadeur avait fait de tous côtés des offres d'argent qui montaient à huit cent mille livres. Mais Chouvalov s'était montré le plus fort (2). A Versailles on n'hésita pas davantage à interpréter l'événement de cette façon. « Le Roi, écrivit Choiseul, a été on ne peut plus surpris de la réponse que la cour de Russie a faite à sa déclaration. Elle marque le peu de bonne foi sur laquelle on doit compter de la part de cette puissance (3). »

On a imaginé encore qu'après avoir agréé d'abord la réponse russe, le ministre français, marquant « un mouvement de recul », fut porté à la rejeter, toujours sous l'influence de la diplomatie secrète et des idées personnelles de Louis XV (4). Ce n'est qu'une erreur de plus à porter au même compte. On s'est basé pour produire cette assertion sur une dépêche du ministre, datée du 10 *mars* 1761. Le texte cité de cette dépêche est à placer en réalité sous la date du 2 *mars*, et il a

(1) Breteuil à Choiseul, 4 février 1761. Aff. étr. Le texte du « plan » russe est à consulter, *ibid.*, vol. LXVI, fol. 132. Russie.

(2) Breteuil à Choiseul, 6 (17) février 1761. Aff. étr.

(3) Choiseul à Breteuil, 18 mars 1761. Aff. étr.

(4) Vandal, *loc. cit.*, p. 394-397.

été écrit *avant que les propositions russes fussent connues à Versailles*. N'en ayant eu communication que le 13 février, Breteuil n'avait pu les faire parvenir en France aussitôt. Le 2 mars donc, le duc de Choiseul anticipait sur les événements et donnait son approbation non au projet définitivement adopté par la cour de Saint-Pétersbourg, mais à celui que l'ambassadeur *espérait* faire adopter par les ministres d'Élisabeth. A quelle époque d'ailleurs le ministre français aurait-il changé d'avis? L'appréciation défavorable portée par lui sur le fameux « plan », dans les termes que j'ai reproduits ci-dessus, est du 18 *mars*. Comme un tel changement eût été invraisemblable d'une semaine à l'autre, on a reporté le « mouvement de recul » au mois de *mai* (1). C'est de la pure fantaisie. La question a été posée, débattue et réglée définitivement entre le mois de février et le mois de mars. Et cela non seulement à Versailles et à Saint-Pétersbourg, mais aussi à Vienne, où le débat s'engageait simultanément dans les mêmes conditions, l'initiative réclamée par Louis XV en constituant l'objet essentiel. Le résultat en a été également le même. Sous l'inspiration de Marie-Thérèse, les tendances belliqueuses triomphaient sur les bords du Danube comme sur les bords de la Néva, et l'idée de « laisser le Roi seul négociateur de la paix » paraissait inacceptable, parce que, ainsi conduites, les négociations menaçaient d'aboutir promptement et de mettre terme aux hostilités.

Sur un seul point l'antagonisme de la diplomatie officielle et de la diplomatie secrète s'est manifesté à cette occasion. En consentant dans l'intérêt de la paix à abandonner la Prusse orientale, la Russie avait d'abord, ainsi que je l'ai indiqué, annoncé l'intention de faire dépendre cette concession de l'appui que la France donnerait à ses vues sur l'Ukraine polonaise. Lié par ses instructions secrètes et ayant lieu d'ailleurs de les croire conformes, sur ce point, au sentiment de Choiseul lui-même, Breteuil s'était montré absolument décidé à ne pas accepter l'expédient. Après avoir témoigné quelques répu-

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 397.

gnances au sujet des ambitions russes, la France n'en était plus assurément à leur opposer une attitude absolument intransigeante. Elle s'offrait même à les favoriser, et consentait à ce qu'on mangeât du Polonais, si la paix était à ce prix. Les dernières instructions de Choiseul, celles que Favier venait d'apporter à Breteuil, étaient formelles en ce sens, montraient le ministre libre de tout embarras comme de tout scrupule à cet égard. Elles disaient que « le Roi concourrait avec plaisir aux désirs de l'Impératrice afin que la République de Pologne se prêtât aux vues que Sa Majesté pourrait avoir pour un arrangement de limites (1) ». C'était une affaire entendue. Toutefois, Choiseul faisait à sa complaisance cette réserve, également formelle, que la question n'eût pas à intervenir ostensiblement dans les négociations à entamer pour la paix. Elle ferait ultérieurement l'objet d'un arrangement spécial. Il s'agissait encore de décorum à observer et d'apparences à garder vis-à-vis de l'Europe ; M. de Breteuil avait donc fait les objections les plus fortes à ce que la clause ci-dessus mentionnée figurât dans le « plan » de pacification, et il avait obtenu gain de cause. Dans sa rédaction définitive, ce document n'en porte pas trace. La Russie renonçait purement et simplement à la Prusse orientale ; elle donnait aussitôt un témoignage non équivoque de la sincérité de sa résolution en envoyant à Boutourline l'ordre de ne plus autant ménager la province (2), et elle ne se réservait en échange qu'un dédommagement éventuel, dont elle ne précisait pas la nature. Le Polonais risquait d'être mangé quand même, mais on jetait pudiquement un voile sur sa destinée, et il gardait quelque chance d'y échapper.

Si modeste qu'on doive le juger, c'était bien un avantage gagné au bénéfice de la République et de ses défenseurs, et je serais tenté de marquer ici un point pour la diplomatie secrète. J'en suis encore empêché par la suite de cet incident. La nouvelle de la concession obtenue par M. de Breteuil n'était pas encore arrivée à Versailles que l'ambassadeur recevait du duc

(1) 18 déc. 1760. Aff. étr.

(2) Soloviov, *Hist. de Russie*, t. XXIV, p. 356.

de Choiseul, dans la dépêche du 2 mars citée plus haut, l'avis qu'elle était inutile. Le ministre acceptait telle quelle la première rédaction russe. Il consentait à sacrifier la Pologne à la face du monde. Que fit M. de Breteuil? En appela-t-il du ministre au Roi, de la diplomatie officielle à la diplomatie secrète? Nullement. Il jugea que si un désaccord avait existé à ce sujet entre les deux officines où s'élaborait la politique extérieure de son pays, la dernière note ministérielle le supprimait heureusement, et, changeant prestement ses batteries de position, il rentama la matière avec Vorontsov. Il comprenait bien les considérations auxquelles son chef avait obéi et s'en expliqua ainsi avec lui : « Les désirs les plus vifs de la Russie sont de s'agrandir du côté de l'Ukraine aux dépens de la Pologne, et l'on peut et l'on doit en tirer un grand parti... Les Polonais n'en seront pas aussi contents, et les Turcs pourraient bien s'en fâcher; mais sans doute que ces considérations peuvent céder à l'avantage d'assurer ou du moins de faciliter la rentrée de nos possessions d'Amérique (1). »

Louis XV ne devait pas manquer, à la vérité, de répudier ce marché, et pour le faire il alla jusqu'à vaincre sa paresse en prenant lui-même la plume. Dans une lettre royale, datée du 8 juin 1761, M. de Breteuil reçut donc des reproches assez vifs en même temps que l'ordre bizarre, mais péremptoire, de faire tous ses efforts « pour ramener le duc de Choiseul à des principes plus favorables à la Pologne que ceux qu'il peut avoir ». L'intention était louable, assurément; seulement elle se manifesta trop tard. En effet, dans l'accord parfait que le ministre et l'ambassadeur du Roi s'étaient évertués à établir avec la Russie aux dépens de la malheureuse Pologne, une note discordante s'était déjà produite. Et, cette fois encore, elle était venue de la Russie elle-même. Vorontsov était un homme vénal, mais d'une certaine manière un brave homme. L'espèce n'en est pas rare dans certains pays à certains degrés de civilisation. Le chancelier russe représentait dans le

(1) A Choiseul, 10 avril 1761. Aff. étr.

sien un élément qui toujours et à travers d'autres épreuves plus délicates devait, lui aussi, répudier les abus excessifs de la force et les trop violents outrages au droit. Cette idée de mêler la Pologne — comme partie payante — à une guerre où elle ne figurait pas autrement, cette combinaison effrontément machiavélique n'était pas de lui. Il l'avait dit. Il s'était prêté à la faire valoir, ne pouvant faire autrement ; mais il n'y tenait pas. Il voulait la paix, même sans dédommagements pour les frais de la guerre. Dès le mois de novembre 1760 il avait exposé ses vues à ce sujet et nettement indiqué son avis dans un mémoire adressé au Collège des affaires étrangères (1). Il s'en expliqua de même avec M. de Breteuil, se refusant à rouvrir sur cette question un débat qui venait d'être clos, au moins provisoirement. Le duc de Choiseul n'avait-il pas apprécié récemment l'inconvénient de mêler un objet si épineux à des négociations qui par elles-mêmes offraient suffisamment de difficultés? Quelle mauvaise inspiration le poussait à revenir sur une décision qui était la plus sage? Si ultérieurement la nécessité s'imposait — le chancelier pensait aux Chouvalov — de reprendre la discussion sur ce point, et si la conclusion de la paix devait en dépendre, on serait toujours à temps de s'y résigner (2).

L'ambassadeur dut communiquer cette réponse à son chef, qui ne put évidemment se montrer plus Russe que le chancelier d'Élisabeth, alors surtout que celui-ci ne faisait que s'approprier les idées et le langage de son collègue français. Celui-ci n'eut d'autre ressource que de les reprendre, après les avoir quittés, et c'est dans sa dépêche du 13 mai 1761, dictée sous l'empire de cette préoccupation, qu'on a cru découvrir un nouvel indice d'un triomphe remporté par la diplomatie secrète sur la diplomatie officielle (3). Le triomphateur, c'était Vorontsov, — et cette dépêche, simple écho des paroles recueillies un mois plus tôt par M. de Breteuil dans la bouche du chan-

(1) *Archives* Vorontsov, t. IV, p. 174.
(2) Breteuil à Choiseul, 10 avril 1761. Aff. étr.
(3) Vandal, p. 397.

celier russe, accusait en réalité une double défaite française. Par l'organe de l'un et de l'autre de ses deux pouvoirs directeurs la politique russe prenait le dessus ; elle imposait ses volontés — conséquence naturelle de la supériorité acquise sur les champs de bataille. La Pologne, la malheureuse Pologne, ne trouvait plus de défenseurs sérieux qu'à Saint-Pétersbourg !

Au courant du mois de mars une nouvelle proposition française relative aux négociations à ouvrir pour la paix consacra ce triomphe. Le duc de Choiseul suggérait maintenant l'idée d'une déclaration commune, qui serait faite à Londres, au nom des puissances alliées, — par le représentant de la Russie, prince Galitzine. On ne pouvait demander mieux à Saint-Pétersbourg. Mais encore une fois, dans les conseils d'Élisabeth, le parti de la guerre devait prévaloir et, comme cela était à craindre, ne profiter de l'avantage ainsi obtenu, ne s'emparer de la conduite des négociations que pour les faire avorter, — sans qu'une nouvelle reculade du duc de Choiseul au sujet de la question polonaise y contribuât d'aucune façon. Ainsi qu'on l'a imaginé encore, elle aurait eu pour effet de couper court aux pourparlers « qui allaient s'ouvrir à Londres (1) ». Quand et par quoi cette reculade s'est-elle traduite? Par la dépêche du 13 mai, dictée, imposée au duc de Choiseul. Imposée par qui? Par Louis XV en personne. Mais je viens de montrer ce qu'a été cette dépêche, et, à cette date, *les pourparlers étaient ouverts à Londres depuis deux mois!* Seulement, la Russie s'arrangeait pour qu'ils ne pussent aboutir. Tantôt, « pour flatter la France par cette complaisance », ainsi que Vorontsov le disait à Esterhazy (2), elle acceptait le principe de deux congrès distincts et l'établissement d'un armistice pendant la durée des pourparlers, et tantôt, « après mûre délibération », elle déclarait la suspension d'armes impossible et la réunion d'un congrès général indispensable. L'Angleterre y mit aussi du sien, en formulant des exigences inadmissibles, et les pourparlers furent rompus en septembre 1761.

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 396.
(2) Esterhazy à Kaunitz, 9 fév. 1761. Archives de Vienne.

Restait, entre Saint-Pétersbourg et Versailles, la négociation entamée par Breteuil pour un traité direct. Il est absolument inexact qu'elle ait jamais donné lieu, comme on l'a affirmé (1), à un quiproquo singulier, Vorontsov parlant alliance politique et Breteuil feignant de comprendre traité de commerce. La dépêche de l'ambassadeur datée du 2 août 1761 qu'on a citée à ce propos *n'existe pas* dans le recueil de documents où on a cru la découvrir, et, avant cette date, des projets et des contre-projets sur la base d'une entente purement commerciale ont été échangés entre Saint-Pétersbourg et Versailles. Choiseul n'en admettait pas d'autre; il n'avait pas hésité à rappeler Breteuil à la lettre de ses instructions, et force était donc à l'envoyé français comme au chancelier russe de s'en tenir aux limites qu'elles fixaient. Mais on ne parvenait pas à s'entendre; et, à la fin d'août, voyant l'impossibilité de mettre sur pied cet engagement hybride, traité de commerce agrémenté de subsides, dont il goûtait fort l'agrément, mais dont ni lui ni Choiseul ne réussissaient pas à combiner les termes, Vorontsov s'avisa inopinément de replacer la question sur le terrain où Breteuil l'avait placée d'abord de sa propre autorité. L'ambassadeur feignit bien alors de mal comprendre l'ouverture; mais le chancelier évita toute équivoque : « Je vous parle d'un traité d'alliance effectif. » C'était clair, et il n'y avait pas de quiproquo possible. Ce qui était possible pour Breteuil, c'est la ressource habituelle en diplomatie des moyens dilatoires, dont Vorontsov lui-même avait usé précédemment. L'ambassadeur en usa à son tour (2), et, le mois suivant, les nouvelles de Londres vinrent le tirer d'embarras. Toute cette négociation reposait sur l'hypothèse d'une paix à conclure promptement et dépendait essentiellement de la tentative simultanément faite pour cet objet sur les bords de la Tamise. Celle-ci n'aboutissant pas, la France devant renoncer à offrir et la Russie à réclamer des subsides, l'objet de l'entente s'évanouissait. Choi-

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 401.
(2) A Choiseul, 24 août 1761. Aff. étr.

seul s'expliqua en ce sens, Vorontsov n'insista pas, et le projet rentra dans le néant.

Le grand effort diplomatique, où il n'avait tenu qu'une place secondaire, ne laissait maintenant après lui qu'une année à peu près perdue pour les opérations militaires. La diplomatie secrète de Louis XV passe pour avoir contribué même à ce résultat fâcheux, en empêchant les Russes de s'emparer de Dantzick, où — toujours en territoire polonais — ils auraient acquis un merveilleux point d'appui et de ravitaillement. Autre exemple des intérêts français sacrifiés à la Pologne (1). Autre imagination! En janvier 1761, émue par la nouvelle d'une entreprise contre cette ville, méditée à Saint-Pétersbourg, la diplomatie secrète s'était en effet mise en frais pour y mettre obstacle. Que diraient les Polonais en voyant tomber aux mains de leurs puissants voisins le seul port qui leur restât sur la Baltique! On devine que les sentiments que pouvaient manifester à cet égard les infortunés sujets d'Auguste III comptaient pour peu dans la circonstance; mais la présence des Russes au lieu où ils avaient déjà mis en échec une escadre française — on se rappelle la malheureuse aventure de Leszczynski — menaçait d'autres intérêts. Breteuil reçut donc par la voie secrète des instructions pressantes lui enjoignant de s'opposer à l'entreprise par tous les moyens. Il n'eut pas l'occasion de s'en servir. Une fois de plus la diplomatie secrète arriva trop tard. Dès le 7 *décembre* 1760, sur une démarche faite spontanément par l'ambassadeur et par son collègue, qui n'était pas du secret, lui, Vorontsov avait reconnu les inconvénients du projet et annoncé que le commandant en chef russe allait recevoir des ordres pour l'abandonner (2).

On peut se demander d'ailleurs si la tentative aurait été plus heureuse que celle dont depuis deux ans Kolberg était l'objet. Et, bien que la diplomatie de ses ennemis ne cessât ainsi de travailler à son avantage, Frédéric ne s'en voyait pas moins à bout de ressources et à la veille de se déclarer vaincu.

(1) Vandal, *loc. cit.*, p. 386.
(2) Favier à Choiseul, 7 décembre 1760. Aff. étr.

Il arrivait bien, en mars 1761, à signer avec la Porte un traité d'amitié et de commerce ; mais, après en avoir d'abord conçu quelque inquiétude, la Russie n'y trouvait qu'une raison de plus pour recommander une reprise vigoureuse des hostilités. En juillet, le Danemark fit mine de vouloir prendre fait et cause pour la Prusse, à raison des démêlés qu'il continuait à avoir avec le grand-duc; mais l'envoyé russe à Copenhague reçut l'ordre de demander ses passeports « si on ne se montrait pas raisonnable », et on se montra raisonnable (1). En octobre enfin, un coup, le plus sensible peut-être qu'il pût recevoir, vint au roi de Prusse — de Londres. La sortie de Pitt du ministère lui enleva son meilleur appui. Le successeur de Pitt, Bute, commença par retirer les subsides que l'Angleterre payait à son allié, et, bientôt après, il fit des ouvertures secrètes à Marie-Thérèse (2). La découverte de la trahison de Tottleben, au mois de juin, fut elle-même un désastre pour Frédéric. Le Roi avait à ce moment beaucoup d'espions en Russie, et parmi eux un surtout d'un prix inestimable. Le grand-duc ne cachait même pas le métier auquel sa passion pour le héros prussien l'engageait à se livrer. « Le roi de Prusse est un grand magicien, disait-il au milieu d'une nombreuse réunion. Il connaît toujours d'avance nos projets de campagne. N'est-ce pas, Volkov (3)? » Ce secrétaire d'État lui servait d'informateur et d'intermédiaire pour la correspondance traîtresse qu'il entretenait avec Frédéric. Néanmoins, employé sur le théâtre même de la guerre, fréquemment chargé de commandements importants, jouissant de la confiance de ses chefs, Tottleben était un auxiliaire peut-être plus utile encore. Par l'entremise d'un juif, Sabatka, il envoyait au camp prussien des rapports réguliers sur les opérations des armées russes, des plans, des ordres de marche. En juin, Sabatka se fit prendre, et Tottleben fut arrêté. Chose étrange et qui à elle seule suffirait à nous mettre

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIV, p. 395, 397.
(2) Lecky, *A History of England*, t. III, p. 45.
(3) Mercy-Argenteau à Kaunitz, Pétersb., 3 mai 1762. Archives de Vienne. Comp. Arneth, *loc. cit.*, t. VI, p. 465. Bilbassov, *loc. cit.*, t. I, p. 391-392.

en garde, quand il s'agit de la Russie, contre certaines généralisations, auxquelles répugne la structure morale de ce pays; détail fait pour nous avertir que nous sommes là dans un monde à part : après que son crime eut été établi, mis en évidence, avoué même, le traître, condamné à mort sous Élisabeth par un conseil de guerre, bénéficia sous Catherine d'une mesure de clémence qui lui rendit son emploi dans l'armée (1)!

A la fin de l'année, un dernier malheur attendait Frédéric. Kolberg tombait finalement aux mains des Russes, conduits, cette fois, par l'intrépide Roumiantsov, aux côté duquel se distinguait Souvarov, le futur prince d'Italie. Ce n'était qu'une bicoque, mais l'énergie avec laquelle Frédéric l'avait défendue prouve l'importance qu'il attachait à sa possession. En effet, l'invasion russe se rapprochait par là de l'invasion suédoise, l'étau se resserrait et l'étranglement devenait plus probable, presque certain déjà. Un autre miracle pouvait seul l'empêcher. Frédéric le savait, et, impuissant désormais à prévenir les coups qui l'accablaient, il faisait ses dévotions à « Sa Sacrée Majesté le Hasard ». Il allait être exaucé.

V

LA MORT D'ÉLISABETH

Pendant toute cette campagne de 1761, n'essayant même plus de s'opposer comme par le passé à la jonction des Russes et des Autrichiens, qui s'opérait sous ses yeux en Silésie, réduit à s'enfermer dans le camp fortifié de Bunzelwitz, le Roi n'avait tiré parti que de l'extrême imbécillité de ses adversaires. Après l'avoir cerné, les Russes, toujours commandés par l'inepte Boutourline, toujours en querelle avec les Autrichiens, lâchaient pied, en effet, et se retiraient. Mais, ayant obtenu de Boutour-

(1) V. pour les détails de la trahison et du procès : SCHAEFER, *loc. cit.*, t. III, p. 254; SCHÖNING, *Der siebenjährige Krieg*, 1851, t. II, p. 262-264; *Archives* VORONTSOV, t. VI, p. 364; t. VII, p. 377 et suiv.

line un corps de vingt mille hommes sous Tchernichov, Laudon prenait Schweidnitz, une forteresse de première classe, « d'une façon à peine croyable », disait Frédéric. Et, sentant le sol se dérober sous ses pieds, le grand homme revenait à l'espoir de ce secours demandé aux Turcs, où il avait essayé déjà d'accrocher sa fortune chancelante. « Si cet espoir s'évanouit, écrivait-il à Finckenstein en janvier 1762, il faut penser à conserver à mon neveu par des négociations ce qu'on pourra arracher de nos débris à l'avidité de nos ennemis... Soyez persuadé que si je voyais quelque lueur qu'au moyen des plus grands périls on pût rétablir l'État sur ses anciens fondements, je ne vous tiendrais pas ce langage (1). »

C'était bien l'aveu final d'une irrémédiable défaite; le cri d'angoisse et le râle suprême de la bête aux abois, avant la curée prochaine.

Mais le Hasard allait faire son œuvre, ou la Providence intervenir. Depuis le commencement de l'année précédente, la santé d'Élisabeth donnait à son entourage des inquiétudes de plus en plus graves. La prolongation d'une guerre que son orgueil l'engageait à soutenir et que ses scrupules religieux condamnaient; les soucis continuels que les affaires extérieures et les affaires intérieures lui donnaient depuis que Bestoujev n'était plus là pour les conjurer avec son aplomb imperturbable; l'incapacité avérée de Vorontsov et de tous les ministres; les bravades et les aventures scandaleuses de la grande-duchesse; les extravagances et les manœuvres criminelles du grand-duc; les intrigues que la souveraine voyait incessamment sourdre autour d'elle et viser son héritage; le regret exaspéré de sa beauté évanouie; la terreur éperdue de la mort : toutes ces causes se réunissaient pour ruiner son tempérament déjà usé par des excès de tout genre. Des crises hystériques devenues fréquentes, des plaies aux jambes qui ne se fermaient plus, des hémorragies de plus en plus difficiles à arrêter annonçaient une fin imminente. Un régime sévère eût pu la

(1) *Pol. Corresp.*, t. XXI, p. 165.

retarder sans doute ; mais, tout en menant une vie d'année en année et de mois en mois plus retirée, Élisabeth ne voulait pas encore renoncer au plaisir. Pendant l'hiver de 1760-1761 elle ne se montra qu'une seule fois en public, le jour de la Saint-André ; renfermée le reste du temps dans sa chambre, y recevant ses ministres à des intervalles largement espacés et écoutant alors leurs rapports sans quitter son lit ; n'entr'ouvrant à part cela son appartement qu'à quelques rares intimes, à des commères bavardes, au ténor Compagni, bouffe et mime de sa troupe italienne, dont les ambassadeurs, Esterhazy en tête, recherchaient la société pour cette raison, il lui arrivait cependant de passer de longues heures à examiner des étoffes, à combiner et à essayer des parures. Parfois, satisfaite d'une épreuve mieux réussie, elle annonçait son intention de paraître au théâtre ou au bal ; puis, la robe mise, les cheveux triomphalement relevés sur la tête, comme aux beaux jours du temps passé, tous les artifices de la toilette épuisés sur ses charmes flétris, après un dernier regard jeté au miroir, elle contremandait le spectacle ou la fête, se faisait déshabiller et rentrait pour de longs jours dans son indolence et dans sa solitude. Mais l'effort fait pour en sortir l'avait épuisée davantage. Ne dînant plus au dehors, ne recevant à sa table que quelques familiers, elle mangeait peu et ne buvait que du kvass ou deux doigts de vin de Hongrie ; mais, entre les repas, pour combattre la lassitude et la torpeur qui l'envahissaient, elle se prenait à absorber des quantités énormes de liqueurs fortes. Enfin, même à ce moment, auprès de sa couche que le sommeil abandonnait, le gardien éprouvé de ses veilles, le *spalnik* à l'âme naïve, avait besoin d'une discrétion toujours égale (1)...

Le 17 novembre elle eut une première crise aiguë, à l'issue de laquelle, se sentant mieux, elle voulut s'occuper d'affaires. Mais les affaires n'avaient que des contrariétés à lui offrir.

(1) La cour de Russie en 1761, *Antiquité russe*, t. XXIII, p. 187 et suiv. (année 1878). D'après un mémoire contemporain reproduit très incomplètement. Mercy-Argenteau à l'Empereur, 14 nov. 1761, Archives de Vienne, en français ; L'Hôpital à Choiseul, 11 décembre 1759, Aff. étr. ; Breteuil à Choiseul, 24 déc. 1761, *ibid.*

Les nouvelles de l'armée n'étaient pas telles qu'elle les aurait voulues. Frédéric résistait encore, et Boutourline ne faisait que des sottises. A l'intérieur du pays, la détresse et le désordre augmentaient. Le favori en convenait lui-même : « Tous les ordres sans exécution, le pouvoir suprême sans considération, la justice sans défense, voilà où nous en sommes », disait-il à Vorontsov (1). Ni lui ni les autres collaborateurs de la souveraine n'arrivaient même pas à réaliser une de ses dernières fantaisies, un désir de malade : depuis longtemps elle aurait voulu quitter son vieux palais de bois, où elle vivait dans l'angoisse d'un de ces incendies comme elle en avait tant éprouvé. Impotente, clouée au lit comme elle était souvent, elle se voyait surprise par le fléau, entourée de flammes, brûlée vive peut-être. Or la construction du nouveau palais d'hiver n'avançait pas. Pour terminer ne fût-ce que l'appartement privé de l'Impératrice, l'architecte Rastrelli demandait 380,000 roubles, et on ne savait où les prendre. En juin 1761 on avait été sur le point de lui accorder une forte avance, quand le feu détruisit sur la petite Néva d'énormes dépôts de chanvre et de lin, causant une perte de plus d'un million de roubles aux propriétaires et les menaçant de ruine. Élisabeth renonça à son palais et ordonna de remettre aux sinistrés l'argent destiné à Rastrelli. Mais en novembre précisément, en faisant une enquête à ce sujet, elle apprit que des besoins pressants avaient fait ajourner ce payement même. La guerre dévorait toutes les disponibilités.

Le 12 (23) décembre suivant, l'Impératrice fut au plus mal. Pour combattre une toux opiniâtre accompagnée de vomissements de sang, ses médecins, Moncey, Schilling et Kruse, ordonnèrent une saignée et s'effrayèrent de l'état inflammatoire qu'elle révéla. Cinq jours plus tard, une amélioration inespérée s'étant produite, Olsoufiev porta au Sénat un oukase nominatif ordonnant la mise en liberté d'un grand nombre de prisonniers et prescrivant la recherche des moyens pouvant

(1) *Archives* VORONTSOV, t VI, p. 298.

permettre de remplacer l'impôt sur le sel, trop onéreux pour les contribuables.

Ce fut le dernier acte politique d'Élisabeth.

Le 22 décembre (2 janvier) 1762, à la suite d'une nouvelle hémorragie plus abondante que les autres, les médecins déclarèrent l'Impératrice en danger. Le lendemain, elle se confessa et communia. Le 24 décembre (4 janvier), elle reçut l'extrême-onction et écouta, en les répétant elle-même, les prières des agonisants. L'agonie se prolongea pendant la nuit et la plus grande partie du jour suivant (1). La mourante venait seulement d'entrer dans sa cinquante-troisième année.

On sait le reste, l'avènement de Pierre III, les courriers aussitôt envoyés par le nouvel empereur pour arrêter les hostilités et annoncer à Frédéric les intentions amicales du souverain; puis, bientôt après, le traité conclu avec le roi de Prusse, la désertion en pleine campagne, la coalition privée de son plus ferme appui. Frédéric et la Prusse étaient sauvés, la France et l'Autriche condamnées à subir une paix désastreuse, et bientôt encore, placée sur le trône de Russie par un coup de force et y donnant la main au vaincu de Künersdorf, une princesse allemande, à demi prussienne, l'élue de Frédéric lui-même, allait présider avec lui à une autre curée.

Ainsi le voulait le hasard ou la Providence, sans que, même au cas d'une issue toute différente de la lutte par lui engagée, le peuple de Pierre le Grand eût à en retirer un bénéfice bien apparent. Déjà sacrifiant aux jalousies de ses alliés ou à ses propres scrupules les projets de conquête ou d'agrandissement un instant caressés, ne se réservant que des dédommagements hypothétiques, indéfinis et difficilement réalisables, il ne se battait plus que pour l'honneur et pour le plaisir; au fond même il ne s'était jamais battu que pour cela, l'honneur et le plaisir de figurer dans une grande coalition européenne. Mais pour les autres participants à la lutte, un dénouement différent eût été assurément d'une portée immense. Quelques mois

(1) Soloviov, *loc. cit.*, t. XXIV, p. 402-404.

de plus de la vie d'Élisabeth, et le grand capitaine, le grand politique, dont le génie victorieux s'est imposé au culte de la postérité, ne lui aurait laissé probablement que le souvenir d'admirables talents mis au service d'une ambition folle, imprévoyante et criminelle, — coupable d'avoir consommé la ruine de cette monarchie, dont il songeait déjà à partager les débris avec ses vainqueurs. Quelques mois de plus, et l'épée des Apraxine, des Saltykov et des Roumiantsov, la bravoure de leurs soldats, la vaillance d'Élisabeth changeaient le cours de l'histoire européenne pour plusieurs siècles à venir.

Ceci m'amène à jeter un regard sur l'ensemble des événements et des péripéties que j'ai essayé de présenter dans ce chapitre et dans les quatre chapitres précédents. Avec l'histoire extérieure, l'histoire intérieure du règne dont je viens de marquer la fin y prendra, je l'espère, aux yeux des lecteurs, ces traits expressifs et caractéristiques que j'ai cherché à saisir et à fixer.

RÉSUMÉ

Attachée par l'effet de circonstances essentiellement fortuites à l'alliance autrichienne, la politique extérieure d'Élisabeth fut, par le programme de Pierre le Grand dont elle se réclamait, vouée à cette intervention acharnée dans les affaires de l'Europe occidentale qui, à partir de 1757, imposa au pays une tâche hors de proportion avec ses moyens, sans qu'il en retirât un profit quelconque. Luttant avec l'humeur entreprenante de Bestoujev, puis avec l'esprit aventureux de Chouvalov, le bon sens et les inclinations naturellement pacifiques d'Élisabeth ménagèrent d'abord à son règne une période de paix assez longue. Mais le programme la tenait, la violentait et finit par la jeter, elle aussi, dans une crise de fièvre ambitieuse et belliqueuse.

Il comportait, on le sait, un double mouvement du dehors en dedans et du dedans en dehors. Ouvrant ses portes à l'invasion d'éléments étrangers, la Russie, fleuve subitement gonflé par les apports ainsi recueillis, sortait en même temps elle-même de ses frontières et se ruait à travers l'Europe. Assimilation précipitée et expansion impétueuse, cette double phase de la vie nationale, simultanément inaugurée, réclamait une énorme dépense de forces, donc (eu égard à l'indigence de celles qui existaient) leur utilisation presque exclusive pour les buts ainsi poursuivis et le besoin urgent, impérieux de les accroître par un développement également rapide dans tous les sens. Et c'était donc encore un programme d'initiative civilisatrice, de progrès économique, intellectuel, social. Mais la disproportion entre l'effort immédiatement exigé et les

ressources immédiatement disponibles excluait toute possibilité d'équilibrer les deux parties de cet ensemble paradoxal, comme aussi toute chance d'imprimer au travail intérieur, envisagé comme instrument de l'action extérieure, un mouvement régulier et une discipline normale. En cours d'exécution, les expédients se substituèrent fatalement aux réformes, les improvisations aux desseins réfléchis; des emprunts hâtifs à la civilisation occidentale durent tenir lieu d'une culture rationnelle et sagement distribuée. D'où une suite d'anomalies et d'excentricités, très visibles déjà dans l'œuvre du Réformateur et s'accusant davantage dans celle de ses héritiers.

Sous Élisabeth, l'objet apparent que l'on vise et que l'on cherche à atteindre par tous les moyens, c'est, au dedans, pendant la période pacifique, puis au dehors, le prestige, l'illusion, donnée et subie sous toutes les formes, de la puissance et de la grandeur; les moyens employés, ce sont des sacrifices de plus en plus douloureux, de plus en plus excessifs, imposés à la vie matérielle et à la vie morale du pays, voire même à sa dignité et à son honneur : l'agriculture compromise par la désertion des paysans qui plient sous le faix et se dérobent; l'industrie naissante paralysée par des exigences fiscales qui en arrêtent l'essor; le développement intellectuel retardé par la prépondérance du militarisme; les subsides étrangers dédaignés d'abord, repoussés avec une légitime fierté, puis acceptés, mendiés même avec l'oubli de toute pudeur; le despotisme enfin faisant d'un côté la contrepartie de l'esclavage qui s'étend et s'aggrave de l'autre; un peuple de valets tenant sous le fouet un peuple de serfs; la domesticité en haut et le bagne en bas ; toutes les misères et toutes les hontes.

Et le résultat? C'est cette physionomie hétéroclite et double que la Russie moderne devait porter longtemps devant le monde : face épanouie et face douloureuse, décor monumental servant de façade à un taudis ; une armée équipée, dressée à l'européenne, qui chemine à travers l'Allemagne, et, au foyer, des hommes en haillons qui ressemblent à des bêtes; une cour

brillante, des palais, des casernes, et pas d'écoles ni d'hôpitaux; de la monnaie d'argent frappée à Kœnigsberg en pays conquis et de la fausse monnaie de cuivre fabriquée à Saint-Pétersbourg pour les besoins locaux; luxe et pauvreté également extrêmes; civilisation et barbarie se cotoyant partout, — et le génie de Lomonossov rayonnant avec peine à travers un monde de ténèbres.

Néanmoins, en dépit de ces erreurs, de ce détournement follement et criminellement opéré sur les forces vives d'un grand peuple au bénéfice d'ambitions et d'entreprises pour la plupart injustifiables, grâce à la richesse et à l'élasticité du fonds ainsi mis à contribution, le règne d'Élisabeth a marqué un progrès réel, même à l'intérieur. Il a conservé à la puissance créée par Pierre le Grand son aspect choquant d'appareil somptueux et menaçant, aux ressorts tendus pour l'action extérieure, les conquêtes matérielles, tandis que le développement intellectuel, moral, économique du pays demeurait contrarié et comprimé par l'effet même de cet exclusivisme irrationnel et de cet effort disproportionné; mais, en accordant d'abord un répit temporaire aux énergies ainsi surmenées, il leur a permis de se porter vers des buts plus utiles qu'elles ne devaient plus perdre de vue, de s'employer dans des entreprises plus fécondes qu'elles ne devaient plus abandonner.

A défaut de savoir ou d'habileté, le tempérament de la souveraine, son humeur plus douce, ses goûts plus raffinés ont favorisé cette évolution, en imprimant aux mœurs, aux instincts, aux idées de son peuple un cachet nouveau. Dans l'histoire si sombre de la Russie, la fille de Pierre le Grand a mis cet autre rayon : le sourire d'une femme; et, pendant de longues années d'épreuves l'attendant encore, le peuple « voué à la peine » devait en ressentir l'allégeante, la consolante caresse.

D'autre part, en dépit des alliances compromettantes et des compromissions fâcheuses qui avaient favorisé son élévation, en dépit du pacte avec le monde occidental que son pro-

gramme même lui imposait, représentant une race, en qui, un siècle et demi plus tôt, la Russie avait cherché déjà un point d'appui et une sauvegarde pour son intégrité, Élisabeth n'a pas trahi l'autre pacte, consenti en 1613 pour la défense du foyer menacé. A travers les séductions et les périls d'un contact de plus en plus étroit avec la civilisation et la politique européenne, elle y a maintenu, dans une certaine mesure, le souci de cette indépendance qui est la première condition de toute existence nationale et le culte de ces traditions qui en sont l'âme. Dernière des Romanov, seule après Pierre le Grand elle a été, dans ce siècle-ci, digne de porter ce nom.

La dynastie des Romanov.

Feodor Nikititch Romanov, depuis 1601 moine sous le nom de **Philarète**, **patriarche** de Russie 24 juin 1619, corégent avec son fils, † 1er octobre 1634.
— **Xenia Ivanovna** Chestov, depuis 1601 nonne sous le nom de Marfa, † 27 janvier 1631.



Michel Feodorovitch,
né 12 juillet 1596,
tsar de Russie 21 février 1613, couronné 11 juin 1613,
† 23 juin 1645.

— I. 29 sept. 1624 **Marie Vladimirovna,** Princesse Dolgorouki, † 17 janv. 1625.

— II. 15 février 1626 **Eudoxie Loukianovna,** Strechnev, † 28 sept. 1645.

Irène Mikhaïlovna, née 22 avril 1627, † 8 février 1679.

Pélagie Mikhaïlovna, née 1628, † 1629.



Alexis Mikhaïlovitch,
né 10 mars 1629,
tsar de Russie 23 juin 1645,
† 29 janvier 1676.

— I. 16 janvier 1648 **Marie Iliïnitchna** Miloslavski, née 1626, † 4 mars 1667.

— 22 janvier 1671, **Nathalie Kirillovna** Narychkine née 22 août 1651, régente 1682, † 25 janvier 1694.

Anne Mikhaïlovna, née 14 juillet 1630, nonne † 29 octobre 1692.

Ivan Mikhaïlovitch, né 1er juin 1631, † 8 janvier 1639.

Sophie Mikhaïlovna, née 14 septembre 1634, † avant 1676.

Tatiana Mikhaïlovna, née 5 janvier 1636, † 24 août 1692.

Eudoxie Alexiéievna, née 18 fév. 1650, † 10 mai 1712.

Marfa Alexiéievna, née 26 août 1652, nonne « Marguerite » 12 novembre 1698, † au couvent de l'Assomption, près d'Alexandrov, 19 juin 1707.

Alexis Alexiéievitch, né 1653, tsarevitch, † 17 janvier 1660.

Sophie Alexiéievna, née 7 sept. 1657, corégente du 18 mai 1682 au 7 sept. 1689, nonne sous le nom de « Suzanne » 21 octobre 1698, † au couvent de Moscou 3 juillet 1734.

Catherine Alexiéievna, née 27 nov. 1658, † 1er mai 1718.

Dmitri Alexiéievitch né † 1667.

Marie Alexiéievna, née 18 janvier 1660, emprisonnée à Schlusselbourg 1718-21, † à Pétersbourg 20 mars 1723.

Feodor III Alexiéievitch,
né 30 mai 1661,
tsar de Russie 29 janvier 1676,
couronné 18 juin 1676,
† à Moscou 7 mai 1682.

— I. 18 juillet 1680 **Agafia Semenovna** Grouchetski, † 14 juillet 1681.

— II. 26 février 1682 **Marfa Matviéievna** Apraxine, † 31 décembre 1715.

Ilia Feodorovitch, né 21 juillet 1681, tsarevitch, † 21 juillet 1681.

Feodosia Alexiéievna, née 7 juin 1662, † 14 déc. 1713.

Ivan V Alexiéievitch,
né 27 août 1666,
tsar de Russie 7 mai 1682,
couronné 23 juin 1682,
† 29 janvier 1696.

— 9 janvier 1684 **Prascovie Feodorovna** Saltykov, née 12 octobre 1664, † 15 octobre 1723.

Pierre I Alexiéievitch le Grand,
né 30 mai 1672,
tsar de Russie 7 mai 1682,
couronné 23 juin 1682,
autocrate 29 janvier 1696,
empereur de Russie 20 octobre 1721,
† à Saint-Pétersbourg 28 janvier 1725.

— I. 6 février 1689 **Eudoxie Feodorovna,** Lapoukhine, née 30 juillet 1669, répudiée 1er oct. 1698, nonne sous le nom d'« Hélène », † au couvent de Moscou 10 septembre 1731.

— II. 3 mars 1712 **Catherine I Alexiéievna** (Skavronski), née , convertie à la religion orthodoxe 1703, couronnée 18 mai 1724, impératrice de Russie 28 janvier 1725, † à Saint-Pétersbourg 6 mai 1727.

Nathalie Alexiéievna, née 22 août 1673, † 29 juin 1716.

Feodora Alexiéievna, née 4 septembre 1674, † 28 novembre 1677.

Marie Ivanovna, née 21 mars 1689, † 13 février 1693.

Feodosia Ivanovna, née 4 juillet 1690, † 12 mai 1691.

Catherine Ivanovna, née 15 juillet 1692, † 25 juin 1733.
— 19 avril 1716 Charles-Léopold, duc de Mecklembourg-Schwerin, † 28 novembre 1747.

Elisabeth-Catherine-Christine, née 18 décembre 1718, convertie à la religion orthodoxe sous le nom d'**Anne Léopoldovna** 22 mai 1733, grande-duchesse et régente de Russie 9 novembre 1740 à 26 novembre 1741, † à Kholmogory 19 mars 1746.
— 14 juillet 1739 Antoine-Ulric, duc de Brünswick-Wolfenbüttel-Bevern, né 28 août 1714, généralissime russe 1740-41, † à Kholmogory 16 mai 1775.

Anne I Ivanovna,
née 28 janvier 1693,
impératrice de Russie 19 janvier 1730,
couronnée 9 mai 1730,
† à Saint-Pétersbourg 17 octobre 1740.
— 31 octobre 1710 Frédéric-Guillaume, prince de Courlande et Sémigalle, † 21 janvier 1711.

Prascovie Ivanovna, née 24 septembre 1694, † 19 octobre 1731.
— Secrètement Ivan Iliïtch Dmitriev-Mamonov, général en chef, † 4 juin 1730.

Ivan III (VI) Antonovitch,
né 23 août 1740,
empereur de Russie 17 octobre 1740 à 26 novembre 1741,
assassiné à Schlusselbourg 16 juillet 1764.
Avec lui a pris fin la dynastie des Brünswick-Romanov.

Catherine Antonovna, née 26 juillet 1741, renvoyée en liberté de Kholmogory avec ses frères et sœurs 1780, † à Horsens 21 avril 1807.

Elisabeth Antonovna, née à Dünamünde 16 novembre 1743, † à Horsens 1er nov. 1782.

Pierre Antonovitch, né à Kholmogory 30 mars 1745, † à Horsens 10 fév. 1798.

Alexis Antonovitch, né à Kholmogory 7 mars 1746, † à Horsens 2 novembre 1787.

Alexis Petrovitch, né 19 février 1690, tsarevitch, † en prison après renonciation au trône 26 juin 1718.
— 14 octobre 1711 Charlotte-Christine-Sophie, née 29 août 1694, princesse de Brünswick-Wolfenbüttel, convertie à la religion orthodoxe 1711, † 22 octobre 1715.

Nathalie Alexiéievna, née 23 juillet 1714, † à Moscou 14 décembre 1728.



Pierre II Alexiéievitch,
né 23 octobre 1715,
empereur de Russie 6 mai 1727,
couronné 8 mars 1728,
† à Moscou 19 janvier 1730.
En lui s'est éteinte la ligne masculine des Romanov.

Paul Petrovitch, né 1704, † avant 1707.

Pierre Petrovitch, né sept. 1705, † avant 1707.

Catherine Petrovna, née 7 février 1707, † août 1708.

Anne Petrovna, née 9 mars 1708, † 15 mai 1728.
— 1er juin 1725 Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, né 30 avril 1700, † 18 juin 1739.

Pierre III Feodorovitch,
empereur de Russie.
Dynastie actuellement régnante des Holstein-Gottorp-Romanov.

Elisabeth I Petrovna,
née 19 décembre 1709,
impératrice de Russie 26 novembre 1741,
couronnée 25 avril 1742,
† 25 décembre 1761.
Dernier rejeton en ligne directe des Romanov.
— Morganatiquement 1742 Alexis Grigoriévitch, comte Razoumovski, né 28 mars 1709, † 17 juillet 1771.

Nathalie Petrovna, née 3 mars 1713, † 27 mai 1715.

Marguerite Petrovna, née 19 sept. 1714, † 27 juill. 1715.

Pierre Petrovitch, né 9 novembre 1715, tsarevitch, † 6 mai 1719.

Paul Petrovitch, né 13 janv. † 1717.

Nathalie Petrovna, née 31 août 1718, † 15 mars 1725.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES CONTENUS DANS CE VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE INTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

L'AVÈNEMENT

CHAPITRE II

LA FEMME ET L'IMPÉRATRICE

CHAPITRE IV

ÉVOLUTION POLITIQUE

CHAPITRE V

ÉVOLUTION SOCIALE

DEUXIEME PARTIE

HISTOIRE EXTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

LA FIN DE LA GUERRE SUÉDOISE. — LE ROMAN DU MARQUIS DE LA CHÉTARDIE

CHAPITRE II

LA RUPTURE AVEC LA FRANCE ET LA PRUSSE. — L'ALLIANCE AUTRICHIENNE

CHAPITRE III

LA COALITION CONTRE FRÉDÉRIC

CHAPITRE IV

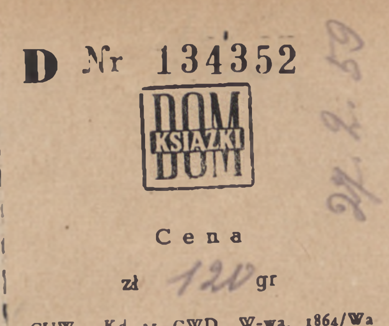
LA CONQUÊTE DE LA PRUSSE

CHAPITRE V

FRÉDÉRIC AUX ABOIS. — LA MORT D'ÉLISABETH



PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2643.



Cena 120.- zł





